

ia



CIRCULAIRES,

INSTRUCTIONS ET AUTRES ACTES

ÉMANÉS

DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,

OU RELATIFS À CE DÉPARTEMENT,

DE 1797 À 1821 INCLUSIVEMENT.

CIRCULAIRES

INSTRUCTIONS ET DÉCRET

1884

DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

NOUVEAU

DE

RENOUVELLEMENT

DE

DE

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa



CIRCULAIRES,
INSTRUCTIONS ET AUTRES ACTES
ÉMANÉS
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
OU RELATIFS À CE DÉPARTEMENT,
DE 1797 À 1821 INCLUSIVEMENT.

SECONDE ÉDITION,
PUBLIÉE PAR ORDRE DU MINISTRE.

~~~~~  
**TOME IV.**  
**1820 À 1821 INCLUSIVEMENT,**  
**ET TABLES GÉNÉRALES.**  
~~~~~



A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

~~~~~  
**1824.**

# THE HISTORY OF THE

REIGN OF

CHARLES THE FIRST

BY

JOHN BURNET

ESQ.

OF THE UNIVERSITY OF OXFORD

IN TWO VOLUMES

LONDON

Printed by J. Streater, at the Sign of the Gun, in St. Dunstons Church-yard

1679

By Authority

Printed by J. Streater, at the Sign of the Gun, in St. Dunstons Church-yard

1679

By Authority

Printed by J. Streater, at the Sign of the Gun, in St. Dunstons Church-yard

1679

By Authority

Printed by J. Streater, at the Sign of the Gun, in St. Dunstons Church-yard

1679

By Authority

Printed by J. Streater, at the Sign of the Gun, in St. Dunstons Church-yard

1679

By Authority

Printed by J. Streater, at the Sign of the Gun, in St. Dunstons Church-yard

1679

By Authority

Printed by J. Streater, at the Sign of the Gun, in St. Dunstons Church-yard

1679

By Authority

# CIRCULAIRES,

## INSTRUCTIONS ET AUTRES ACTES

ÉMANÉS

DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,

OU

RELATIFS À CE DÉPARTEMENT.

---

*(Société d'encouragement pour l'industrie nationale.)*

Paris, le 14 Janvier 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Décazes*),  
Aux Préfets.

Les bulletins publiés, chaque mois, par la société d'encouragement pour l'industrie nationale, ont dû vous faire apprécier, depuis longtemps, l'importance et l'utilité des travaux d'une institution qui s'occupe, avec tant de persévérance et de zèle, du soin d'améliorer tous les procédés relatifs aux diverses branches des arts et des manufactures.

Cette société a déterminé la nature et la quotité des nouveaux prix qu'elle a dessein de distribuer. Sans doute il n'existe, dans le royaume aucune association particulière qui consacre à un pareil but des sommes aussi considérables; cependant, chaque année, je remarque avec peine combien est petit le nombre des personnes qui travaillent à résoudre les problèmes qu'elle a proposés. Je ne puis attribuer ce peu d'empressement qu'à l'ignorance où l'on est, assez généralement, des questions qu'elle agite, comme des récompenses attachées à leur solution. Aussi, en vous adressant aujourd'hui un certain nombre des nouveaux programmes, crois-je devoir insister sur les recommandations que je vous fis l'année dernière, à pareille époque, afin que l'annonce de ces prix reçoive, par vos soins, la plus grande publicité. Je me flatte que le zèle des autorités locales vous secondera dans l'exécution des mesures que vous prendrez pour en répandre la connaissance. Il importe que cet objet ne soit ignoré ni des chambres de commerce, ni des chambres consultatives d'arts et manufactures, ni d'aucune société savante, ni même des individus isolés que de telles questions auraient droit d'intéresser. A cet effet, il sera bien que vous employiez la voie des affiches et celle des journaux qui appartiennent spécialement aux villes de

vosre ressort. En un mot, vous ne pouvez mieux répondre aux vues du Gouvernement, qu'en propageant parmi tous vos administrés des instructions si utiles.

---

(Agriculture. — Travaux utiles.)

Paris, le 10 Février 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte Decazes),  
Aux Préfets.

TANDIS que le Roi s'occupe, avec une active sollicitude, de développer les institutions que nous devons à sa haute sagesse, et d'assurer ainsi la sécurité de l'avenir de la France, Sa Majesté porte ses regards sur tout le bien qui reste à faire dans l'administration intérieure de son royaume : elle veut que son règne soit marqué par un accroissement de prospérité nationale, qui soit le fruit du plus grand développement de l'agriculture et de l'industrie; que ces heureuses conquêtes de la paix fassent oublier à ses peuples des conquêtes plus fragiles, et fassent ainsi tourner à leur bonheur, le génie et l'activité qui les distinguent. Des capitaux nombreux sont demeurés oisifs; ils appellent la population à accroître la masse du travail : mais il faut une direction à d'honorables et lucratives spéculations. De vastes terrains sont encore incultes, malgré les progrès si marquans de notre agriculture; mais des questions de limites, souvent même de propriété, des obstacles de localités qui ne sont pas insurmontables, des exemples, des notions qui manquent, arrêtent quelquefois les hommes les plus portés à faire concourir leur fortune particulière à l'accroissement de la fortune publique.

Il en est de même des desséchemens, des canaux de navigation ou d'irrigation, des ponts, des bacs, des mines, &c. Si l'administration ne s'occupe pas des opérations préliminaires, des premières difficultés qui se présentent à toute amélioration projetée, rarement le spéculateur le plus zélé osera-t-il entreprendre de s'y livrer avec le seul appui de son zèle et de ses capitaux.

Sa Majesté m'ordonne, en conséquence, d'appeler toute votre attention sur les objets dont je vais m'entretenir avec vous.

#### AGRICULTURE.

##### *Défrichemens.*

Si votre département renferme des terrains considérables, susceptibles d'être défrichés, vous en avez, à diverses époques, fourni des états plus ou moins détaillés. Demandés, le plus souvent, dans des vues de statistique générale, ces états sont non-seulement insuffisans pour éclairer aujourd'hui l'administration supérieure, mais plus encore pour guider l'administrateur, par les soins duquel il faut arriver à mettre en valeur tout ce qui peut être susceptible de culture. Un préfet



doit aujourd'hui savoir qu'il y a dans le département confié à ses soins tels terrains appartenant à l'État, aux communes ou aux particuliers, dont il connaît l'étendue, la nature, le bornage, les droits d'usage, les discussions de limites ou même de propriété; il doit avoir le plan figuré des trois ou quatre portions de la plus grande étendue, avec l'indication de la valeur vénale, celle des eaux ou rivières qui les traversent ou qui les avoisinent, celle de la nature du sol et de ses couches inférieures, celle des cultures existant dans les environs, et enfin une opinion raisonnée sur le meilleur parti à tirer de ces terrains.

Avec de tels renseignemens, il devient facile d'atteindre ce but, et de provoquer des encouragemens aux particuliers, des ventes au profit des communes qui y trouveraient leur avantage, et des concessions de la part du Gouvernement pour les terrains appartenant à l'État.

Les sociétés d'agriculture, les agens du domaine et du cadastre, le grand nombre de propriétaires éclairés qui habitent les campagnes, vous fourniront bientôt tous les matériaux du travail que je vous demande sur les défrichemens. Mais vous ne perdrez jamais de vue, dans les projets que vous seriez dans le cas de préparer, qu'il ne peut être question de défricher les lieux élevés ou montagneux, encore moins les terrains offrant des portions de bois à restaurer; que ceux-là ne doivent vous occuper, que pour les reboiser par des semis, et que ceux-ci doivent être religieusement conservés, dans toute modification de propriété, dans toute concession à proposer.

### *Desséchemens.*

Les desséchemens ont été, de même que les terrains incultes, l'objet d'états souvent fournis par les départemens. L'administration supérieure possède, à cet égard, des renseignemens beaucoup plus complets, et la législation intervenue en 1817 (1) sur cette matière semblait avoir pour but de donner une grande impulsion à cette branche d'amélioration agricole. Je sais qu'on s'est quelquefois plaint de la lenteur des formalités qui sont prescrites par cette législation : mais, d'un autre côté, les concessionnaires n'ont-ils pas été aussi souvent rebutés par le défaut de concours des autorités locales? C'est à produire cet utile concours que vous devez sur-tout vous attacher, s'il y a dans votre département des desséchemens à entreprendre; c'est à aplanir les difficultés, à hâter les décisions, que vous ferez consister votre intervention efficace, si vous voulez déterminer les concessionnaires qui se présenteraient. Mais cela ne suffirait pas encore : il faut que vous les provoquiez, en recueillant vous-même les premiers élémens d'un travail propre à faire connaître les avantages locaux d'un dessèchement.

En principe, tout ce qui est couvert d'eau ne doit pas être desséché. Il faut, avant tout, considérer la salubrité publique; dans ce cas, il n'y a pas à hésiter : mais si une contrée est généralement privée d'eau, si cette privation est due à son déboisement, les étangs ou

(1) Bulletin des lois, n.º 164; 7.º série, n.º 2470.

marais qui ne seraient pas nuisibles aux hommes ou aux animaux, sont une véritable ressource pour l'agriculture, par le moyen de l'évaporation. Le plus utile dessèchement de cette nature serait celui qui ferait un sage emploi des eaux, en les destinant à alimenter des canaux d'irrigation.

#### *Canaux d'irrigation.*

L'irrigation, en France, n'a fait, pour ainsi dire, aucun pas, au milieu des nombreuses conquêtes de notre agriculture; et cependant nos contrées méridionales sur-tout en réclament le bienfait avec instance. Par-tout elle offrirait d'immenses avantages. Occupez-vous donc d'en encourager l'emploi dans votre département; recherchez les eaux qui pourraient y servir, en conciliant tous les intérêts privés; faites faire un premier projet, avec les plans, devis et détails de la dépense, et avec l'aperçu des moyens de la couvrir par une concession à long terme; recherchez ensuite un capitaliste ou des associations de propriétaires intéressés. Je ne doute pas que de tels efforts ne fussent couronnés d'un succès qui ferait chérir votre administration et bénir le gouvernement du Roi.

### INDUSTRIE ET COMMERCE.

#### *Canaux de navigation.*

L'agriculture et le commerce sont ici d'accord sur l'insuffisance de nos moyens de transport par eau. C'est sur-tout dans les années où les besoins d'une province réclament le superflu des récoltes d'une autre, que nous éprouvons en France combien il serait important d'y multiplier les canaux; le prix du transport par terre est un des principaux élémens de la cherté, qui, pour le peuple, ressemble si fort à la disette. C'est particulièrement ici que le résultat de vos soins serait apprécié par le cœur même de Sa Majesté, tout occupée du bien-être de ses sujets pauvres. Recherchez, dans votre département, quels seraient les petits canaux que l'on pourrait faire communiquer avec nos grands fleuves ou leurs affluens; adressez-moi, sur ce sujet, de premiers mémoires raisonnés. Je donnerai au directeur général des ponts et chaussées les instructions nécessaires pour faire étudier les projets sur le terrain. Lorsque la possibilité d'exécution sera démontrée, la dépense appréciée, le projet de péage dressé pour la couvrir, nous appellerons des entrepreneurs, et nous devons espérer en trouver.

#### *Routes et Ponts d'intérêt local.*

L'État ne peut faire les frais que des grands ouvrages qui intéressent la société tout entière. Si ce principe n'était pas depuis longtemps reconnu, le régime constitutionnel l'aurait fait éclore. Le Gouvernement doit donc rechercher avec soin tous les intérêts de localité, et les faire concourir à la richesse générale. De grandes contrées manquent de communications pour entrer en partage des bénéfices de l'agriculture et du commerce : telle forêt n'a que des bois d'une valeur



presque nulle , parce qu'on ne saurait arriver à la ville voisine ou au fleuve qui conduit sur les points de grande communication ; un bac peut être le seul obstacle au perfectionnement d'une communication déjà existante.

Dans de telles circonstances, vous devez vous rendre compte des moyens à employer pour enrichir cette contrée, en provoquant des aggrégations d'intérêts de communes ou de propriétaires ; mais, pour réussir, il vous faut recueillir les données propres à évaluer la dépense et les profits de l'opération. Un mémoire, un plan, un devis, sont encore des matériaux indispensables. L'administration doit aux administrés la faible dépense qui peut en résulter, et qui seule les déterminera à des sacrifices, à des spéculations.

Pour mieux vous faire comprendre ma pensée, je choisis un exemple que m'offre une entreprise qui est, en ce moment, soumise à l'approbation du Gouvernement. Il existe sur une rivière un bac affermé 3,000 fr. par an. Le service de ce bac emploie trois bateaux et deux hommes, dont le salaire annuel ne coûte pas moins de 1,000 francs à l'entrepreneur. Si à ce salaire nous ajoutons l'entretien des trois bateaux à l'usage du bac, plus le bénéfice du fermier et le prix du bail, on peut dire qu'une somme de 6,000 francs au moins est annuellement supportée par les voyageurs qui traversent la rivière. Cependant un pont solide peut être construit sur cette rivière moyennant 60,000 francs. N'est-il pas évident que des capitaux trouveraient ici un emploi avantageux par la concession d'un péage, et qu'un pont, utile à la localité, lui ouvrirait des moyens de transport qu'elle n'a pas ?

#### *Mines et Carrières.*

Tout ce qui précède peut s'appliquer à l'exploitation des mines et carrières que votre département peut renfermer, et dont les trésors restent souvent enfouis, faute de quelques recherches, de quelques expériences rendues publiques pour appeler l'attention des spéculateurs et des capitalistes.

Il n'est pas question de ressusciter un système de centralisation de tous les intérêts de localité, avec la prétention de les gouverner à Paris. La part que le Roi m'ordonne d'y prendre, se réduit à provoquer toute votre sollicitude, à appeler vos soins de tous les jours sur le bien qui reste à faire à votre département, à concourir avec vous à une publicité qui réunisse les intérêts semblables et les capitaux recherchant un emploi ; enfin, à vous seconder dans les moyens d'exécution, qui doivent varier comme les localités, et dans les mesures à prendre pour aplanir tous les obstacles. Dans les recherches auxquelles vous allez vous livrer, vous ne vous laisserez point arrêter par les premières difficultés qui se présenteraient ; mais vous ne vous laisserez pas séduire par de premières données, par des avantages incertains ou impossibles à réaliser. Tous les projets qui vous seront présentés, devront être jugés par vous avec une critique sévère ; tous les intérêts seront pesés avec une égale impartialité. Si une entreprise favorable à un nouveau genre d'in-

industrie devait nuire à un autre préexistant, vous devez faire informer régulièrement *de commodo et incommodo*, suivant les formes voulues par les lois.

Vous ne perdrez pas de vue que les projets formés par vos soins ou accueillis par vous doivent toujours se fonder sur trois points principaux :

- 1.<sup>o</sup> L'utilité réelle de l'entreprise ;
- 2.<sup>o</sup> Les dépenses qu'elle nécessitera ;
- 3.<sup>o</sup> Les moyens de subvenir à ces dépenses.

A mesure qu'un projet sera complété, vous m'enverrez une copie de toutes les pièces qui le composeront ; mon intention est d'en former un recueil, qui puisse, en même temps, servir à la participation de l'administration supérieure, et être consulté, en toute liberté, par les spéculateurs qui voudraient venir au secours des capitaux manquant dans un département. Lorsque cette ressource serait le seul obstacle à l'exécution d'un projet utile et dont les avantages seraient bien démontrés, il est à croire que des capitalistes, avertis par la publicité que je compte donner au travail des préfets, ne nous manqueront pas : de toutes parts l'industrie annonce le besoin de prendre un grand essor ; l'activité des Français, dirigée pendant vingt-cinq ans vers la guerre, va s'ouvrir des routes plus heureuses, sous l'influence du monarque qui veut léguer à ses successeurs la stabilité et la liberté publique, sources de toutes les prospérités.

( Haras. — Abus dans la distribution des fourrages. )

Paris, le 20 Février 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte Decazes ),

Aux Directeurs de haras et aux Chefs de dépôts d'étalons.

D'APRÈS les comptes qui m'ont été rendus sur le régime intérieur des haras et dépôts d'étalons, il existerait dans plusieurs de ces établissemens certains abus dont il importe de prévenir au plus tôt le retour ; et c'est l'objet de cette lettre.

Les abus dont j'entends parler ici, sont principalement relatifs,

- 1.<sup>o</sup> Aux rations allouées à ceux des officiers de haras que les réglemens assujettissent à avoir des chevaux ;
- 2.<sup>o</sup> Aux distributions journalières de fourrages.

Sur le premier objet, on voit, en se reportant au 1.<sup>er</sup> règlement du 7 novembre 1806 sur les haras (1), articles 15 et 18, que ces rations sont destinées à l'entretien des chevaux que les chefs de dépôt, les inspecteurs, &c., sont tenus d'acheter à leur compte : il en résulte que si ces

(1) Voir ce règlement, tome 1.<sup>er</sup>, pages 477 à 482.

chevaux n'existent pas, les rations ne sont pas dues. Et cependant, suivant ce que j'ai eu occasion d'apprendre, plusieurs se les font payer, quoiqu'ils n'aient réellement pas de chevaux. Il m'en coûterait de présumer que les officiers qui sont dans ce cas, joignent au tort de recevoir ce qui ne leur appartient pas, celui de ne pas faire les tournées auxquelles ils sont obligés : mais si, comme j'aime mieux me le persuader, ils remplissent cette partie de leurs devoirs, il ne faut pas qu'ils croient, pour cela, que l'excédant des frais de voyage qu'ils supportent, faute d'avoir un cheval, suffise pour rassurer leur délicatesse ; il y a toujours ici une fiction condamnable, et que je réprouve formellement.

Quant aux officiers de haras qui se sont oubliés jusqu'à faire nourrir, en tout ou en partie, leurs chevaux aux frais des établissemens, tandis qu'ils recevaient leurs rations en argent, j'ai dû faire une justice sévère d'un tel abus, dès qu'il m'a été connu ; et une révocation récente, dont je vous donne avis ici, sans nommer personne, vous apprendra suffisamment que je considère cet abus comme des plus graves et des plus dignes d'une répression exemplaire.

Relativement aux distributions de fourrages, il paraît que plusieurs chefs d'établissement, reléguant les régisseurs et les officiers comptables dans le bureau, prétendent les borner aux soins de la caisse, de la comptabilité et des écritures : ils les écartent ainsi de la réception, de l'emmagasinement et des distributions journalières.

Cette conduite est évidemment contraire à la lettre et à l'esprit du règlement précité du 7 novembre 1806, qui s'exprime en ces termes, art. 12, tit. II :

« Le régisseur ( et l'agent ou officier comptable qui lui est assimilé » par l'article 19, même titre, section XI ) tiendra, jour par jour, » l'état des recettes et dépenses ; il prendra note de l'entrée des four- » rages et de la consommation ; . . . . . il aura la conservation et » la délivrance de tous les objets de consommation du haras ; il tiendra » note de l'entrée et de la sortie des objets confiés à sa garde, et ne » pourra faire aucune délivrance que sur un bon du directeur. »

L'intention qui a dicté cet article n'a pas été, sans doute, que l'officier du grade dont il s'agit ici fût regardé comme simplement tenu d'enregistrer les notes des entrées et des sorties qui lui seraient fournies par le chef de l'établissement : ce rôle, entièrement passif, n'est pas celui qui lui a été assigné ; autrement, le règlement aurait dit *il recevra et gardera note* de l'entrée et de la sortie, et non *il prendra* ou *il tiendra note* ; ce qui est fort différent.

Le régisseur ou l'officier comptable a, en effet, un contrôle à exercer sur les quantités des fourrages et autres objets réellement reçus et consommés ou sortis, et dont il constate le mouvement. Ce contrôle ne se borne pas à la reconnaissance du poids, de la mesure ou du nombre des objets ; il doit porter aussi sur la qualité, et ces officiers sont autorisés et invités à faire, au besoin, des observations au chef, lorsque ces qualités ne sont pas telles que les réglemens l'exigent et que les marchés ou traités le déterminent. L'administration a voulu



trouver une garantie complète dans le concours et la critique exercée par les deux principaux officiers de l'établissement, sur les objets de fourniture et d'achat ; ce qui n'empêche pas que l'inspecteur, dans les haras, ne doive aussi s'assurer de la bonté des fourrages et des avoines, comme chargé des détails de l'écurie.

La santé, le bon état des chevaux, la conservation des qualités qu'ils doivent avoir pour le but auquel ils sont destinés, exigent ces garanties ; et je vous déclare ici formellement que, par-tout où les chefs auront écarté les régisseurs et les officiers comptables de ce contrôle essentiel, je considérerai, par cela seul, les premiers comme suspects de prévarication.

Mais j'espère que, sans avoir besoin de recourir à aucun acte de sévérité, il suffira de ce simple avis, par-tout où quelque relâchement se serait introduit dans cette partie de la surveillance confiée aux régisseurs et aux officiers comptables.

En rappelant, à cet égard et au sujet des rations allouées à certains grades, les dispositions puisées dans les réglemens, je n'ai point entendu vous adresser de reproches en particulier, mais retracer leurs devoirs à ceux qui s'en seraient écartés.

Le bien du service et l'honneur des officiers des haras tiennent à l'accomplissement scrupuleux de ces devoirs. Les comptes qui me sont présentés, et qui sont certifiés sincères et véritables, ne doivent contenir aucun déguisement, aucune fiction. Toute consommation de fourrages qui ne serait pas exactement accusée, toute recette qui serait dissimulée, toute dépense qui serait présentée sous une autre désignation que sous la véritable, blessent la délicatesse et portent atteinte à la sincérité qui vous est strictement prescrite. Si, dans des intentions qui ne seraient pas coupables au fond, quelques économies faites sur les rations des étalons avaient été converties en argent pour être employées ensuite, dans l'intérieur des haras ou dépôts, à des dépenses d'embellissement ou d'agrément dont l'approbation aurait été douteuse, par-tout où un semblable écart aurait eu lieu, les recettes dues à un pareil motif devraient, dans vos prochains comptes, être comprises à l'article de vos recettes diverses.

Les inspecteurs généraux, dans la prochaine tournée, auront ordre de s'assurer de l'exactitude des directeurs et chefs de dépôts à se conformer à la présente invitation.

---

( Recrutement. )

Paris, Février 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),  
Aux Préfets.

J'ai reconnu qu'il était nécessaire de donner des instructions spéciales pour l'entière exécution des dispositions de l'article 15 de la

loi du 10 mars 1818, sur le recrutement de l'armée (1). Cet article porte :

« Sont dispensés, considérés comme ayant satisfait à l'appel, et » comptés numériquement en déduction du contingent à fournir par » chaque département respectif, lorsqu'ils sont désignés par leur numéro » pour faire partie du contingent,

» 1.<sup>o</sup> Les jeunes gens régulièrement autorisés à continuer leurs » études ecclésiastiques, sous condition qu'ils perdront le bénéfice de » la dispense s'ils n'entrent point dans les ordres sacrés;

» Cette disposition est applicable aux divers cultes dont les ministres » sont salariés par l'État;

» 2.<sup>o</sup> Les élèves de l'école normale et les autres membres de l'ins- » truction publique qui contractent, devant le conseil de l'université, » l'engagement de se vouer, pendant dix années, à ce service;

» Cette disposition est applicable aux frères des écoles chrétiennes;

» 3.<sup>o</sup> Les élèves de langue;

» 4.<sup>o</sup> Les élèves de l'école polytechnique et des écoles de services » publics;

» 5.<sup>o</sup> Les élèves des écoles spéciales militaires et de la marine;

» Soit que lesdits élèves suivent encore leurs études, soit qu'ils aient » été admis dans le service auquel elles préparent; sous condition » qu'ils perdront le bénéfice de la dispense s'ils abandonnent lesdites » études ou ne sont point admis dans ledit service, ou s'ils le quittent » avant le temps fixé pour la durée du service des soldats. »

En conséquence de ces dispositions, les articles 85 et 129 de l'instruction générale du 12 août 1818, sur les appels (2), ont expliqué que les jeunes gens compris dans l'une ou l'autre des cinq catégories ci-dessus, perdant leurs droits à la dispense, seront repris pour le service de l'armée, et tenus d'y rester jusqu'au renvoi de la classe à laquelle ils appartiennent, si, avant cette époque, ils quittent leurs études, ou abandonnent leur état, profession ou emploi, &c.

A cet effet, l'article 129 prescrit aux préfets, lorsqu'ils ont été informés que des jeunes gens se trouvent dans ce cas, de les faire comparaître devant les conseils de révision, pour être examinés et déclarés bons pour le service de l'armée, s'ils n'ont d'ailleurs aucun droit à l'exemption.

Il importe donc que les chefs ou directeurs des écoles ou des établissemens désignés à l'article 15 de la loi de recrutement fassent connaître exactement aux préfets ceux des élèves qui, avant l'expiration de la durée du service des soldats de leur classe, abandonnent leurs études ou ne sont pas admis dans le service auquel ils se destinaient, ou qui renoncent à ce service; car s'ils négligeaient de prendre ce soin, les préfets et les conseils de révision pourraient ignorer le changement survenu dans la position de ces jeunes gens, et leur croire

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 200; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 3695.

(2) *Idem*, n.<sup>o</sup> 233; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 4822.

toujours les mêmes droits à la dispense : ceux-ci , quoique les ayant perdus , ne seraient point recherchés et continueraient de jouir , au préjudice de l'armée , du bénéfice de l'article 15 de la loi.

Or j'ai déjà eu occasion de remarquer que les avertissemens nécessaires ne sont pas exactement donnés.

Pour prévenir les abus qui résulteraient de cette négligence , et pour que les intentions de la loi puissent être entièrement remplies , je donne à ceux des chefs ou directeurs des différens établissemens ou écoles de services publics qui ressortissent au ministère de l'intérieur , l'ordre de faire connaître soigneusement aux préfets les motifs pour lesquels des jeunes gens désignés pour l'armée , mais dispensés à raison de leurs études , profession ou emploi , &c. , les auraient quittés avant le terme de la durée du service des soldats de leur classe. Les ministres de la guerre et de la marine vont adresser des instructions dans le même sens aux chefs ou directeurs des écoles spéciales dépendant de leurs ministères.

De votre côté , il est essentiel que vous soyez exact à désigner à tous les directeurs ou chefs des écoles publiques , aussitôt après la clôture de la liste départementale du contingent de votre département , ceux des jeunes gens qui auront été dispensés du service en vertu de l'article 15 de la loi du 10 mars 1818.

Les écoles vétérinaires de Lyon et d'Alfort ne sont pas considérées comme écoles de services publics. Ceux des élèves de ces écoles désignés par le sort comme jeunes soldats doivent être immatriculés ; cependant ils peuvent obtenir des autorisations particulières de continuer leurs études , et si , après le délai accordé pour les terminer , ils ne sont pas employés au service de l'État dans leur profession de vétérinaire , ils demeurent à la disposition du ministre de la guerre. En conséquence , il sera nécessaire que vous soyez informé aussi par les chefs des écoles vétérinaires de la destination donnée aux élèves qui auront été désignés par le tirage dans votre département. Je viens de leur écrire à ce sujet , et je vous invite à vous concerter avec eux.

---

( Haras. — Étalons approuvés et autorisés. )

Paris , le 26 Février 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),  
Aux Préfets.

Dès mon arrivée au ministère de l'intérieur , mon attention s'est portée , d'une manière toute particulière , sur le service des haras , partie d'administration à laquelle je prends un très-grand intérêt , et dont j'ai à cœur d'assurer les succès , au moins autant que le permettront les circonstances et les moyens dont je pourrai disposer.

Depuis deux ans , tous les fonds que le budget de chaque exercice a mis à la disposition du département de l'intérieur pour la remonte



des haras et des dépôts d'étalons, ont été entièrement employés à l'acquisition, soit de chevaux étrangers et de grand prix, soit de chevaux indigènes propres à améliorer l'espèce dans les diverses localités où ils ont été placés. D'importantes opérations en ce genre, entreprises au loin, ne sont pas encore consommées; mais les résultats en sont attendus prochainement : je me propose d'y donner toute la suite possible, et de prendre d'ailleurs toutes les mesures propres à assurer à nos établissemens de haras une composition qui laissera peu à désirer.

Cependant je ne me dissimule pas les difficultés qu'oppose la pénurie extrême de bons étalons, pénurie qui est presque générale, et qui est la suite inévitable des guerres ruineuses qui ont affligé l'Europe.

Dans une semblable circonstance, s'il existe un moyen de donner aux sacrifices que fait le Gouvernement une direction plus immédiate vers les véritables élémens de l'amélioration, et de consacrer presque exclusivement à cette destination principale les ressources que la loi met sous sa main, il n'est pas douteux que ce moyen ne doive être saisi avec empressement.

Ainsi l'administration, qui, dans des vues paternelles, embrasse les divers besoins qu'éprouvent l'agriculture et le commerce, en chevaux de trait, &c., pourrait, moyennant de certaines combinaisons, se dispenser d'acheter et d'entretenir dans ses établissemens des animaux de cette classe, qui, sans travailler, consomment, dans le cours de l'année, proportionnellement à leurs forces et à leur développement physique.

De telles combinaisons dépendent sur-tout des particuliers; ils peuvent concourir aux vues du Gouvernement, et diminuer ses charges, par un choix bien entendu des étalons et des jumens qu'ils consacrent à la reproduction, par un bon système d'éducation des produits qui en résultent, et par l'emploi sage et ménagé des uns et des autres, à quelque service ou à quelque usage qu'on les destine.

Je me bornerai aujourd'hui à parler des étalons. Il convient que vous rappeliez aux propriétaires et aux agriculteurs qu'elles peuvent intéresser, les dispositions du décret du 4 juillet 1806 (1) et des réglemens y annexés (2), en ce qui regarde les primes que le Gouvernement accorde à ceux de ces animaux qui sont jugés dignes d'être approuvés. Voici le texte de ces dispositions.

*ART. 22 du décret. Les propriétaires qui auront des étalons qu'ils destineront à la monte des jumens, pourront les présenter aux inspecteurs généraux, par qui ils seront approuvés, quand ils en seront trouvés susceptibles.*

*ART. 23. Les étalons seront inspectés chaque année, avant la monte : l'inspecteur général prononcera la réforme de ceux qu'il trouvera défectueux, et les marquera.*

*ART. 24. Les propriétaires d'étalons approuvés recevront, pour*

(1) Bulletin des lois, n.º 105; 4.º série, n.º 1776.

(2) Voir ces réglemens, tome 1.º, pages 477 à 489.

*chaque année d'entretien d'un étalon, une prime de 100 à 300 francs, suivant la qualité des étalons.*

*ART. 18 du règlement intervenu. Le service de l'étalon devra être attesté par le préfet, sur le rapport du directeur du haras ou du chef du dépôt, et d'après la visite d'inspection. Il sera justifié du nombre de jumens saillies chaque année, ainsi que de leurs noms, âges et espèces. Le nombre des jumens servira à régler le montant de la prime.*

*ART. 19. La prime sera portée de 200 à 300 francs, et payée également pendant cinq années, lorsque l'étalon approuvé faisant le service de la monte aurait précédemment obtenu un premier prix à l'une des foires des départemens.*

*ART. 20. La demande de ces primes sera faite, chaque année, après la monte, par le préfet du département, d'après le certificat de l'inspecteur général, ou, en son absence, du directeur du haras, ou du chef du dépôt de l'arrondissement dans lequel l'étalon sera conservé. Le ministre de l'intérieur en réglera le montant par un état général, et en ordonnera le paiement sur les fonds mis à sa disposition pour cet objet.*

Je desirerai donc qu'en exécution des dispositions ci-dessus rappelées, vous me fassiez connaître, dès ce moment, et avant la tournée des inspecteurs généraux des haras, s'il existe dans votre département des étalons susceptibles d'être approuvés, *particulièrement dans l'espèce des chevaux de trait*, et quel peut en être le nombre. Je dois vous faire observer que le Gouvernement ne doit admettre à l'approbation que des chevaux entiers, sans tares, et réunissant les formes et les autres qualités nécessaires pour améliorer sensiblement l'espèce du pays. Vous me donneriez, d'accord avec les chefs de dépôts et directeurs de haras, votre avis sur la quotité de la prime qu'il vous paraîtrait convenable d'accorder, en général, aux propriétaires qui se procureraient et qui emploieraient à la reproduction, de semblables étalons, pour que l'encouragement qui leur serait ménagé, fût combiné avec le prix du saut et le travail de l'animal dans le temps où il n'est pas employé à la monte. On aurait de plus égard, dans cette fixation, à l'origine des étalons; car, si le propriétaire, pour se procurer de meilleurs animaux, les avait achetés au loin, il conviendrait de prendre en considération le zèle dont il aurait fait preuve en cette occasion, et le surcroît de dépense qu'il aurait supporté.

Les approbations que, sur votre proposition, j'aurais ainsi prononcées, seraient provisoires, et ne deviendraient définitives qu'après la tournée des inspecteurs généraux, qui s'entendraient avec vous pour visiter les animaux proposés à l'approbation, et me feraient ensuite leur rapport.

Il y a encore une autre classe d'étalons à laquelle il convient aussi d'accorder quelque faveur, sur-tout pour discréditer et faire tomber, s'il est possible, la multitude de chevaux tarés et défectueux qu'on emploie presque par-tout à la reproduction : ce sont les chevaux entiers

qui, sans avoir rien de distingué ni qui puisse avancer l'amélioration, n'ont cependant ni tares ni défauts qui puissent la faire reculer, et qui, par conséquent, sont au moins propres à conserver l'espèce. A cet effet, on pourrait adopter la mesure déjà en usage dans plusieurs départemens, où les préfets ont nommé un ou plusieurs inspecteurs exerçant gratuitement, qui sont chargés de visiter, dans leurs arrondissemens respectifs, les chevaux consacrés à la reproduction; de dresser un état de ceux qui leur paraissent propres à cet emploi, état qui est communiqué par le préfet au chef de l'établissement de haras qui dessert le département, et renvoyé ensuite par celui-ci, avec ses observations. C'est sur ces documens réunis que le préfet arrête la liste, par arrondissemens, des étalons de ce genre, que j'appellerais seulement *auto-risés*; il transmet ces listes aux maires des communes, qui les font publier et afficher. La publication, l'affiche, doivent avoir lieu assez à temps pour que les propriétaires et cultivateurs intéressés en aient connaissance avant la monte. Il en résulte nécessairement, pour les possesseurs des chevaux ainsi signalés à la confiance du public, un avantage qui est encore augmenté par la faveur qui sera accordée aux jumens saillies par ces étalons, d'être admises à concourir pour les primes avec celles qui ont été saillies par ceux du Gouvernement et par les étalons approuvés.

---

( *Congés des Sous-Préfets.* )

Paris, le 10 Mars 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron *Mounier*),

Aux Préfets.

JE suis informé que des sous-préfets, que j'avais lieu de croire dans leur sous-préfecture, en sont absens, soit qu'ils aient quitté leur poste sans permission; soit que leur préfet les ait autorisés à s'absenter, sans m'en avoir prévenu; soit enfin qu'après avoir obtenu un congé, ils en aient prolongé la durée.

Cet abus, s'il continuait, nuirait au service du Roi: j'ai donc cru devoir vous le faire remarquer, et vous rappeler, à ce sujet, qu'aucun congé ne doit être accordé à un sous-préfet sans l'autorisation du ministre de l'intérieur. Quelques préfets, par une fausse interprétation de l'article 7 de l'arrêté du 17 ventôse an 8 [8 mars 1800] (1), avaient cru pouvoir se dispenser de la demander; mais cette prétention est contraire aux usages et à toutes les instructions ministérielles. Cet article, en effet, vous a conféré le droit de pourvoir au remplacement provisoire des sous-préfets en cas d'absence, mais non pas celui d'autoriser cette absence.

Il ne peut y avoir d'exception que dans les circonstances rares où il ne

---

(1) Bulletin des lois, n.º 10; 3.º série, n.º 70.



serait pas possible d'attendre l'autorisation ; dans ce cas, en permettant à un sous-préfet de s'absenter immédiatement, vous devriez m'en informer sur-le-champ, et me faire connaître les raisons qui vous auraient déterminé.

Tout arrêté par lequel vous aurez accordé un congé, devra fixer l'époque du départ et celle du retour ; vous me ferez connaître si le sous-préfet a été exact à reprendre ses fonctions, au terme prescrit.

Lorsque le congé sera pour Paris, je desire que le sous-préfet se rende, à son arrivée, dans les bureaux du ministère (division du personnel), ou y envoie au moins son adresse.

Je vous prie d'avoir vous-même cette attention, lorsque vous serez autorisé à venir à Paris.

*(Règlement sur les Voitures publiques.)*

Paris, le 11 Mars 1820.

Le directeur général de l'administration départementale et de la police (baron Mounier) transmet aux préfets une ampliation de l'ordonnance du 4 février (1), portant règlement pour les messageries et les voitures publiques ; et il les invite à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution.

*(Recrutement.)*

Paris, le 17 Mars 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte Siméon),

Aux Préfets.

Vous avez reçu du ministre de la guerre l'ordonnance du Roi, du 3 mars dernier (2), qui appelle quarante mille hommes sur la classe de 1819....

Je vous engage à vous concerter avec l'autorité militaire pour le maintien de l'ordre dans les réunions nombreuses dont les tirages au sort ne manqueront pas d'être l'occasion. Ceux qui tenteraient de fomenter des troubles ou de porter les jeunes gens à l'insoumission, devront être saisis sur-le-champ par la gendarmerie, et punis d'après toute la rigueur des lois. Vous ne sauriez poursuivre aussi avec trop de sévérité, par-devant les tribunaux, les individus qui chercheraient à abuser de la crédulité des jeunes gens par une prétendue influence sur les décisions des conseils de révision. La circulaire du ministre de l'intérieur du 28 septembre 1818 (3) contient les instructions nécessaires pour la formation et la tenue de ces conseils.

(1) Bulletin des lois, n.º 344 ; 7.º série, n.º 8218.

(2) *Idem*, n.º 349 ; 7.º série, n.º 8302.

(3) Voir cette circulaire à sa date.

Je compte sur les nouvelles preuves de zèle que vous donnerez dans cette opération, dont les résultats sont si importants. Vous ne perdrez pas de vue, et vous rappellerez aux membres du conseil de révision, aux sous-préfets et aux maires, l'étendue des obligations que la loi du 10 mars 1818 (1) impose à tous les fonctionnaires publics chargés de son exécution ; mais vous leur direz également que si ses dispositions doivent être suivies avec la plus stricte exactitude, le législateur, en confiant presque uniquement à l'administration départementale le soin de choisir les défenseurs de l'État, a voulu que les appels militaires ne redeussent point la cause de vexations, et vous remplirez les intentions de Sa Majesté en vous appliquant à convaincre les citoyens de l'équité du mode actuel de recrutement.

---

(Haras. — Distribution des Primes.)

Paris, le 20 Mars 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),

Aux Préfets:

L'EXPÉRIENCE qu'a faite l'administration, jusqu'à ce jour, des divers modes appliqués à la distribution des primes d'encouragement pour l'amélioration de nos races de chevaux, a dû la mettre à même de donner à ce mobile la direction la plus utile. C'est vers ce but qu'ont tendu ses efforts, particulièrement dans ces dernières années ; et ils paraissent l'avoir atteint assez généralement, par-tout où ses vues ont été convenablement secondées.

Cependant, il est des départemens, en assez grand nombre, où l'on s'est formé sur ce point des opinions qui s'écartent de celles que l'expérience semble avoir justifiées ; il en est aussi où les encouragemens dont il s'agit n'ont pas encore été établis, et quelques autres où ils ont souffert une assez longue interruption.

J'ai l'intention, en étendant ces moyens d'amélioration à toutes les contrées où elles peuvent être utilement introduites, d'en régler par-tout l'usage, de concert avec les préfets, sur des principes positifs et dont la fixité puisse provoquer les spéculations des cultivateurs et des propriétaires.

Des renseignemens complets et appropriés à chaque contrée peuvent seuls me mettre à même de réaliser ce projet ; et, pour vous rendre plus facile le travail que j'attends de vous à cet égard, je crois devoir retracer ici des considérations générales dont il est nécessaire que les préfets soient tous également pénétrés.

L'amélioration des chevaux s'obtient, 1.<sup>o</sup> par un bon choix et par l'emploi judicieux des élémens de reproduction ; 2.<sup>o</sup> par l'éducation soignée et bien entendue des poulains et pouliches. De là suit la nécessité de diviser les encouragemens en deux classes principales,

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 200 ; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 3695.



embrassant, l'une les contrées où l'on fait naître, l'autre celles où l'on élève les poulains jusqu'à l'âge de chevaux faits.

Il est peu de départemens qui ne puissent être rangés dans une de ces classes. Dans la première, où il s'agit d'encourager les soins tendant à la propagation des jumens poulinières et au développement de la beauté de leurs formes, l'expérience a prouvé que les fonds consacrés à l'amélioration des chevaux en général devaient être principalement affectés aux jumens dont il s'agit, et répartis en petites primes, de deux ou trois classes au plus, afin d'y faire participer le plus grand nombre de jumens possible, en ayant toutefois égard aux qualités relatives qui doivent motiver les préférences à accorder dans les concours.

Un des moyens de parvenir à multiplier les naissances paraît être d'accorder aux mêmes jumens le droit de participer aux primes successivement chaque année, tant qu'elles mériteront d'être classées parmi les plus belles et les meilleures poulinières; et comme les précautions prises pour la saillie des jumens qui aspirent aux primes, offrent, dans le choix du père et de la mère, la garantie de la bonté des productions, il semble superflu d'affecter un encouragement spécial aux jeunes animaux résultant de ces accouplemens. Dans tous les cas, cet encouragement devrait se borner, pour chaque département, à deux prix un peu considérables, qui seraient accordés aux élèves parvenus à l'âge de quatre ou cinq ans, et dont la beauté et les qualités répondraient aux soins qu'ils auraient reçus pendant leur enfance.

En général, les avantages accordés aux étalons approuvés, et qui font l'objet de ma circulaire du 26 février dernier (1), sont un motif assez puissant pour engager à faire des élèves mâles et à les conserver entièrement. L'extension que je donnerai aux dispositions déjà prises à cet égard par-tout où le bien de la chose l'exigera, me paraît devoir compléter, avec le mode ci-dessus exposé de répartition de primes aux jumens, le système d'encouragement le plus convenable aux contrées où l'on fait naître.

Quant à celui qui peut être appliqué aux contrées qui s'adonnent à l'élevage des chevaux, il doit consister principalement en une répartition de primes plus nombreuses que considérables entre les plus beaux poulains de deux, trois et quatre ans, successivement admissibles aux primes de ces différens âges, tant qu'ils conservent leurs premiers avantages, et qu'ils n'ont été ni employés à la reproduction, ni soumis à un travail pénible.

A cette espèce d'encouragement se joint celui qui résulte des achats faits tant pour la remonte des haras royaux que pour celle des différentes armes de cavalerie.

Entre ces deux grandes divisions, une troisième paraît se présenter, qui participe presque également de l'une et de l'autre; je veux parler des contrées où la propagation et l'éducation entrent dans les habitudes communes. Convient-il d'adopter pour ces contrées un système d'en-

---

(1) Voir à cette date.

couragement mixte , basé sur les principes ci-dessus développés? Mais il n'est qu'un très-petit nombre de départemens où il puisse être avantageux d'encourager à-la-fois les deux spéculations dont il s'agit; et, d'ailleurs, favoriser , sur le même point, l'éducation des poulains et des poulinières, n'est-ce pas ôter aux uns ce qui pourrait être affecté aux autres?

Tout considéré , l'existence simultanée de ces deux éducations est à mes yeux un état de choses sur lequel j'ai besoin d'être fixé par les renseignemens de ceux des préfets qui peuvent l'avoir observé.

Après vous être bien pénétré des principes et des considérations qui précèdent, je desiré que vous réunissiez près de vous une commission dont les membres seraient pris parmi ceux de vos administrés qui vous paraîtraient le plus en état de les apprécier.

La commission, que vous présiderez , aura à s'occuper des questions suivantes :

1.<sup>o</sup> A laquelle des deux classes principales appartient votre département, et, dans le cas où il n'appartiendrait spécialement ni à l'une ni à l'autre, quelle est celle des deux spéculations indiquées qu'il conviendrait d'y encourager plus particulièrement?

2.<sup>o</sup> Quels doivent être le nombre et la quotité des prix ou des primes à accorder?

3.<sup>o</sup> Quelles classes de chevaux ou de jumens doivent être appelées à y participer?

4.<sup>o</sup> En quels lieux et à quelles époques les concours doivent-ils être établis?

5.<sup>o</sup> Enfin à quelles conditions les sujets présentés peuvent-ils être admis au concours?

Les réponses à ces diverses questions doivent être basées sur l'état actuel du nombre des chevaux de votre département, sur celui de l'amélioration des races, sur la valeur intrinsèque de ces animaux, sur l'importance des sacrifices que les propriétaires et cultivateurs devraient s'imposer pour répondre aux vœux de l'administration, et aussi sur les circonstances et habitudes locales qui peuvent influer sur leurs spéculations.

Il importe aussi de remarquer que les primes, pour être aussi nombreuses que possible, et pour ne point exciter la cupidité et l'intrigue aux dépens de l'émulation, ne peuvent être que modiques, et qu'il convient conséquemment de pourvoir à ce que les citoyens qui sont dans le cas d'y prétendre, ne soient pas astreints à des déplacements trop dispendieux, ni distraits de leurs travaux agricoles.

Il faut également que les concours soient, autant que possible, placés au centre des contrées où ils doivent produire le plus d'effet, et fixés, du moins pour les jumens poulinières, à une époque qui permette aux poulains d'accompagner leurs mères.

Vos observations seront immédiatement l'objet de mon attention; et, soit qu'elles donnent lieu à modifier ou à maintenir les dispositions actuelles, soit qu'elles me fassent sentir la nécessité de rétablir des concours interrompus ou d'en créer de nouveaux, j'aurai soin que les règles établies le soient pour cinq ans au moins, et que, même

après ce laps de temps, elles ne puissent être modifiées qu'après un examen approfondi des motifs qui réclameraient un changement ; motifs sur lesquels votre avis et celui d'une commission semblable à celle qu'il s'agit d'organiser, seraient nécessairement pris.

En me transmettant le travail que je vous demande, vous voudrez bien me faire connaître la part que vous présumez pouvoir être prise par le conseil général de votre département dans les dépenses que pourrait exiger l'exécution de vos vues. Je ferai, de mon côté, tout ce que les moyens mis à ma disposition pourront me permettre.

---

(Amendes de police.)

Paris, le 29 Mars 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron *Mounier*),

Aux Préfets.

DEPUIS long-temps on a mis en question si le produit des amendes attribuées aux communes, pour délits de la compétence des tribunaux de police correctionnelle, et pour contraventions aux lois et réglemens de simple police rurale et municipale, devait, aux termes du décret du 17 mai 1809 (1), continuer de former un fonds commun, applicable, pour un tiers, aux dépenses des enfans trouvés, et, pour les deux autres tiers, aux communes qui éprouvent le plus de besoins.

Conformément à l'avis du conseil d'état, approuvé par le Roi le 9 novembre 1814 (2), le décret du 17 mai 1809 a dû continuer de recevoir son exécution pour les amendes prononcées par les tribunaux de police correctionnelle, parce qu'il n'a été dérogé aux dispositions qu'il contient par aucun article du Code pénal.

Quant aux amendes de simple police rurale et municipale, le conseil d'état avait pensé que l'article 466 du Code pénal était trop positif, pour ne pas en faire jouir exclusivement les communes où les contraventions ont eu lieu, et que, d'après cet article, le décret du 17 mai 1809 ne pouvait plus servir de règle pour l'application des amendes de cette nature.

Néanmoins la régie des domaines, chargée de faire procéder au recouvrement des amendes, ayant toujours objecté que l'exécution rigoureuse de cette disposition obligerait ses agens à tenir, par commune, une comptabilité beaucoup trop minutieuse et compliquée, et que les frais de registres et d'écritures qui en résulteraient, absorberaient, en plusieurs lieux, les produits, l'article 466 du Code pénal et l'avis du conseil d'état qui le rappelle, n'ont pu recevoir, jusqu'à présent, leur exécution.

Une correspondance est ouverte avec le ministre des finances sur

---

(1) Voir ce décret, tome II, page 148.

(2) Voir cet avis, tome II, page 558.



les moyens d'y parvenir ; mais, en attendant qu'une mesure définitive ait pu être adoptée pour l'avenir, il était urgent de statuer, dans l'intérêt des communes, sur l'emploi des amendes prononcées par des jugemens définitifs, antérieurs au 1.<sup>er</sup> janvier dernier.

Tel est l'objet de l'ordonnance rendue par le Roi, le 19 février, et dont vous trouverez une ampliation ci-jointe.

Les propositions que vous aurez à faire pour l'application des produits disponibles, devront être appuyées de l'état de ces produits et des budgets des communes que vous jugerez convenable d'appeler à la répartition. Les états de proposition devront indiquer l'objet principal de la dépense à laquelle les fonds devront être appliqués.

Je ne vous prescrirai rien sur la nature des dépenses auxquelles on pourrait, de préférence, appliquer les produits ; toutefois je vous ferai remarquer qu'il est des dépenses communes à plusieurs municipalités, telles que celles qui concernent les justices de paix, les dépôts de sûreté et les prisons communes de police municipale, auxquelles on pourrait en faire une juste et convenable application.

---

Paris, le 19 Février 1820.

LOUIS, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,  
A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur nous ayant exposé que les amendes prononcées par jugemens antérieurs au 1.<sup>er</sup> janvier 1820, des tribunaux de police correctionnelle et de simple police rurale et municipale, ont été perçues par les receveurs des domaines et versées dans les caisses des receveurs généraux sans distinction des communes où les délits et contraventions ont eu lieu ; que, dans cet état de choses, l'article 466 du Code pénal ne peut recevoir son exécution pour les amendes antérieures au 1.<sup>er</sup> janvier 1820, et qu'en conséquence il y a lieu d'en faire l'application conformément aux règles établies par le décret du 17 mai 1809,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.<sup>er</sup> Les amendes prononcées par jugemens définitifs, antérieurs au 1.<sup>er</sup> janvier dernier, des tribunaux correctionnels et de simple police rurale et municipale, continueront d'être perçues par les receveurs des domaines, à la charge par eux d'en faire, avec celles dont ils ont opéré le recouvrement, le versement dans la caisse de service, pour être ensuite employées, avec les intérêts qui en proviendront, savoir : un tiers aux dépenses des enfans trouvés, et les deux autres tiers aux dépenses communales indiquées dans les états de répartition qui en seront soumis par les préfets à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

Nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur et des finances se concerteront pour assurer, à l'avenir, l'exécution de l'article 466 du Code pénal, et pour en soumettre les moyens à notre approbation.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départemens de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

---

(*Révision des tarifs des droits de navigation.*)

Paris, le 1.<sup>er</sup> Avril 1820.

Le Directeur général des ponts et chaussées ( *M. Becquey* ),  
Aux Préfets.

LE droit de navigation est, depuis quelque temps, l'objet de réclamations assez vives : elles portent moins sur l'impôt en lui-même, que sur la variété et l'incohérence des tarifs, l'inégalité des taxes, le défaut d'uniformité dans le mode de perception, et quelques autres inconvéniens particuliers à certaines localités. Ces réclamations paraissent fondées ; et le Gouvernement a recherché par quelles modifications il était possible d'y faire droit, sans que le revenu public fût altéré.

Cet impôt, dont le but *spécial* était, dans l'origine, de subvenir aux dépenses qu'exige l'exécution des travaux nécessaires à la navigation, dut être calculé d'après les besoins de chaque localité. De là l'inégalité des taxes et la diversité des modes de perception.

Les tarifs de chaque bassin, de chaque arrondissement, de chaque bureau même, présentent, dans l'assiette comme dans le taux du droit, des discordances qui donnent lieu à des plaintes. Là, le droit est fixé par espèce de bateaux, désignés par les dénominations que l'usage leur a données, et, quelque changement qui ait pu être fait à leurs dimensions, la taxe est demeurée invariable ; ici, les bateaux sont divisés par classes suivant leur longueur seulement, et la largeur a pu être augmentée, les formes ont pu être altérées de manière à accroître la capacité, sans que la taxe ait été élevée en proportion ; ailleurs, la longueur est combinée avec la largeur ; quelquefois, elle l'est avec la nature du chargement ; plus rarement, le droit est établi par tonneau, mais à raison de la contenance possible du bâtiment ; et, dans toutes ces suppositions, c'est toujours la capacité, c'est-à-dire, la charge possible, et jamais la charge réelle, qui est imposée.

Il est desirable que ces inconvéniens disparaissent, et l'on peut atteindre ce but par l'application de deux règles fort simples : taxe uniforme par tonneau, en raison de la distance parcourue, et perception opérée d'après la contenance réelle du bateau, constatée par le volume d'eau déplacé.

Pour justifier cette uniformité de taxe, appliquée à toute sorte de chargemens, sans égard pour leur plus ou moins de valeur, il est à propos de montrer sous quel point de vue le droit de navigation doit être considéré.

Ce n'est point un droit de consommation proprement dit, 1.<sup>o</sup> parce qu'il n'atteint les objets de consommation que dans un seul cas donné, celui du transport par eau, tandis qu'il devrait peser sur tous



indistinctement; 2.<sup>o</sup> parce qu'il porte indifféremment sur les marchandises qui vont à l'étranger comme sur celles qui restent à l'intérieur, tandis qu'il est de l'essence des taxes de consommation d'affranchir complètement les premières. C'est un impôt assis sur une branche particulière d'industrie, et fondé sur les avantages que retire cette industrie des dépenses que fait l'État pour la rendre plus facile, par l'entretien des fleuves et des canaux. Ainsi ce n'est pas la marchandise transportée qui doit contribuer, mais bien celui qui effectue le transport; et la base du droit ne saurait être, dès-lors, la valeur de l'objet transporté, mais le profit retiré du transport, comparativement à ce qu'il coûterait s'il était opéré par terre : or, ce bénéfice étant le même pour des objets de prix fort différents, il s'ensuit nécessairement que la taxe doit être égale.

Cette taxe doit donc être une fraction du bénéfice qu'obtient un mode de transport sur l'autre, ou, ce qui revient au même, de la différence entre le prix du transport par les deux voies; et cette fraction doit être calculée de manière à ne point détruire la concurrence entre l'une et l'autre.

On pourrait tirer de cette définition la conséquence que nulle exception ne doit être posée au principe de l'uniformité de la taxe : mais, pour aller jusque là, il faudrait que le droit pût être fixé de manière à n'empêcher jamais le transport d'aucune matière : or, il en est qui ne pourraient être déplacées si elles devaient être voiturées par terre, et qui ne peuvent parvenir à de certaines distances qu'au moyen de tout l'avantage qu'offre la navigation. Or, comme, d'une part, les tarifs doivent être maintenus assez haut pour conserver le revenu actuel, et que, d'une autre part, il ne peut entrer dans les vues du Gouvernement d'entraver l'échange d'aucun des produits du sol ou de l'industrie, on ne peut s'empêcher de prononcer une modération de taxe pour les matières qui, sans cette faveur, ne pourraient sortir du lieu de production.

Telles sont les idées arrêtées sur le droit de navigation. Il s'agit maintenant d'arriver à leur application.

Pour y parvenir, il a été convenu entre les ministres de l'intérieur et des finances, de l'avis du directeur général des contributions indirectes et du mien, que des conseils ou des commissions, organisées dans l'esprit de l'article 3 de la loi du 30 floréal an 10 (1), seraient appelées à proposer les tarifs qui, d'après les nouvelles bases, doivent être substitués à ceux qui sont actuellement en vigueur.

Ces commissions, réunies auprès de ceux des préfets qui, au moment de la création du droit, ont été désignés comme préfets de chef-lieu d'arrondissement, et sous leur présidence, devront être composées de douze négocians, marchands, mariniers et entrepreneurs de transports par eau et par terre, de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, du directeur des contributions indirectes, et des inspecteurs de navigation, dans les lieux où il s'en trouve.

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 192; 3.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 1608.

Elles prendront connaissance de l'état actuel des tarifs, des produits qu'ils offrent à l'état, pour l'ensemble de l'arrondissement de navigation, et détermineront le taux unique à percevoir, par tonneau de mille kilogrammes, et par distance de cinq kilomètres, pour arriver à un produit égal. Elles indiqueront quelles matières leur paraîtront susceptibles de l'exception dont j'ai parlé plus haut, et de combien la taxe doit être modérée à leur égard, en s'attachant à la définition qui a été donnée de ces matières, en observant que le nombre doit en être très-circonscrit, que cette exception ne pourra s'appliquer qu'aux bateaux complètement chargés des objets désignés, et que toute extension qui aurait pour motif des intérêts de localité ou une préférence pour telle ou telle autre branche de commerce, doit être sévèrement évitée. Elles diront dans quelle proportion se trouvera atteinte, au moyen des tarifs qu'elles proposeront, la différence habituelle entre les prix moyens du transport par eau et du transport par terre. Enfin elles émettront leurs vues sur la convenance ou la nécessité de modifier la taxe, de manière à affaiblir ou à élever cette proportion ; et elles accompagneront, s'il y a lieu, leurs réflexions d'un second projet de tarif, dans lequel, sans s'astreindre à la condition du produit égal, on aurait particulièrement égard aux intérêts généraux du commerce ou de la localité.

Lorsque le Gouvernement aura recueilli de toutes parts ces données et ces observations, il déterminera, avec connaissance de cause, ce que doit être le tarif de chaque bassin, pour atteindre par-tout la même fraction du bénéfice présumé du transport, et assurer à l'État le même revenu que celui qu'il tire aujourd'hui de l'impôt.

Afin de justifier leur opération, les commissions accompagneront le compte qu'elles en rendront, d'un tableau particulier, indiquant, 1.<sup>o</sup> quelle est, en calculant les sinuosités des rivières, la distance entre chaque bureau de perception ; 2.<sup>o</sup> quelle est cette même distance, par la route ordinaire de terre, de chacun des bureaux aux bureaux inférieurs, et des deux points extrêmes de la navigation ; 3.<sup>o</sup> Quelles sont, pour toute l'étendue du trajet, et pour chacune de ses fractions les plus marquées, les prix moyens du transport d'un quintal ou d'un tonneau de marchandise voituré par terre, et de la même quantité voiturée par eau ; 4.<sup>o</sup> enfin quelle est la distance, par terre, pour chacune des fractions du trajet qui aura fait l'objet du renseignement qui précède.

Un autre tableau devra être formé par les commissions ; il indiquera la capacité réelle, en tonneaux de mille kilogrammes, de chacune des espèces de bateaux actuellement comprises aux tarifs et qui naviguent habituellement sur les bassins dont on s'occupera. Ces bateaux seront désignés par la dénomination particulière qu'ils ont aux tarifs, et par leur longueur, s'ils sont taxés d'après cette dimension.

Lorsqu'il sera reconnu que les bateaux ne transportent *ordinairement* qu'une portion de leur chargement *possible*, on indiquera encore quel nombre de tonneaux ils transportent *réellement*.

Les commissions auront à examiner si la navigation ascendante et

descendante doit être traitée de la même manière, ou s'il doit être formé deux tarifs; elles diront les motifs qui les décideront pour l'un ou l'autre parti: elles indiqueront comment elles estiment que les bateaux vides doivent être taxés. On pense qu'en prenant le volume d'eau déplacé pour unique régulateur de la quotité du droit à payer, on doit fixer un *minimum* auquel doit s'arrêter la perception, et qui atteindra de même les bateaux vides. Les commissions feront connaître à quelle fraction de la charge possible elles pensent que doit être fixé ce *minimum*.

Elles examineront encore, et par suite du principe posé plus haut, si les trains de bois de chauffage et de construction ne doivent pas être taxés au mètre cube ou au stère, et elles les comprendront dans le projet de tarif, en conséquence, en indiquant quel moyen pratique leur paraît le meilleur pour constater les cubes.

A ces divers documens, les commissions s'empresseront, sans doute, de joindre toutes les observations qu'elles auront recueillies sur les abus ou les inconvéniens que l'expérience a pu faire reconnaître; comme aussi d'indiquer si les bureaux de perception sont convenablement placés, et si la navigation est exactement taxée, depuis les points où elle est ouverte au commerce.

Je vous invite à former, au plus tôt, la commission qui devra s'occuper auprès de vous des tarifs, et à presser ses travaux de manière que vous puissiez m'en transmettre le résultat dans un délai de six semaines au plus, à dater de la réception de cette lettre. Vous donnerez tous vos soins, et je n'en doute pas, pour que le Gouvernement y trouve ensemble de vues et de documens propres à éclairer la discussion qui doit s'élever sur cette matière.

---

( *Passe-ports.* )

Paris, Avril 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( *Baron Mounier* ),

Aux Préfets.

DES faits nombreux et récents attestent que la surveillance relative aux Français et aux étrangers qui traversent les frontières du royaume, ou qui circulent dans l'intérieur, est loin d'être exercée avec toute l'exactitude désirable. Les dispositions prescrites et périodiquement rappelées à cet égard ne sont trop souvent considérées que comme de simples formalités, tandis qu'elles deviennent, suivant la gravité des circonstances, un des premiers moyens de sûreté publique. Sous ce rapport, toutes les personnes amies de l'ordre et de leur propre sécurité doivent s'empresser de se soumettre à des obligations qui en sont la garantie.

L'instruction sur les passe-ports émanée du ministère de la police générale a eu pour but de faire disparaître ce qui pouvait n'être point



en harmonie avec le régime administratif organisé depuis la restauration. Il suffit d'en rappeler ici les dispositions principales. Les passe-ports nationaux sont de trois espèces :

Pour l'intérieur ,

Pour l'étranger ,

Pour cause d'indigence.

Les maires expédient les passe-ports à l'intérieur, et, sauf l'approbation des préfets, ceux pour cause d'indigence, aux habitans de la commune dont l'administration leur est confiée. Les passe-ports à l'étranger sont délivrés par les préfets, sous l'autorisation du ministre ou directeur chargé de la police générale. En cas d'urgence, l'expédition n'est point retardée, et il suffit d'en rendre compte.

Un mode nouveau vient d'être adopté à l'égard des officiers en disponibilité et en non-activité; ce mode est l'objet d'une circulaire spéciale.

Il y a des formules pour chaque espèce de passe-ports; mais elles sont invariablement déterminées, et il est du devoir des préfets de vérifier, en cas de soupçon, l'état des dépôts des receveurs d'arrondissement et des percepteurs de contributions.

On a prévu, au moyen des passes provisoires, en faveur des étrangers, le grave inconvénient d'obliger ces derniers d'attendre, au lieu même de leur arrivée, le permis nécessaire pour continuer leur route. Leurs passe-ports ne deviennent valables que lorsqu'ils ont été revêtus du *visa* ministériel.

Lorsqu'un voyageur français ou étranger est dépourvu de passe-port ou d'une pièce authentique qui en tienne lieu, il doit être conduit devant l'autorité municipale la plus prochaine, qui l'interroge et prend à son égard les mesures que les lois prescrivent.

Les recommandations de surveillance sont claires et précises; mais l'exécution en est de plus en plus incertaine, et trop fréquemment éludée. Il est dans l'intérêt comme dans la volonté du Gouvernement qu'elle reprenne toute sa vigueur. Vous avez pour vous seconder tous les fonctionnaires appartenant à l'ordre administratif, les commissaires de police, les gardes champêtres, la gendarmerie sur-tout, et, dans certaines localités, les préposés des douanes. Les agens civils et militaires doivent, sans doute, s'abstenir de rigueurs déplacées et de vexations inquisitoriales; mais il faut du zèle et de la fermeté. L'exhibition et l'inspection d'un passe-port sont également faciles. La reconnaissance d'identité entre le signalement et la personne demande une attention particulière. Des instructions ont été spécialement transmises pour la visite des passe-ports des personnes voyageant dans les voitures publiques et en poste : rien n'est changé à cet égard; et vous avez eu plus d'une occasion de reconnaître combien il importe de veiller à ce que les maîtres de poste et les loueurs de voitures remplissent exactement les obligations qui leur sont imposées.

Un objet que je ne recommande pas moins à votre sollicitude, c'est la police des hôtels garnis et des auberges, principalement dans les grandes villes. Peu sensibles à leur naissance, les abus s'invétèrent,



et finiraient, si une police vigilante n'y apportait remède, par devenir la source des plus grands désordres. Je compte sur vous pour ranimer le zèle des fonctionnaires qui vous sont subordonnés, pour exciter celui de la gendarmerie, de ce corps destiné au maintien de la sûreté générale, et dont la surveillance et l'action sont les plus puissans auxiliaires de l'administration. Vous pouvez, au besoin, vous concerter avec les commandans militaires; mais je vous prie sur-tout de me faire connaître la nature des difficultés que vous pourriez prévoir, et ce que vous croiriez devoir faire pour les vaincre.

---

(*Haras. — Courses de chevaux.*)

Paris, Avril 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),  
Aux Préfets.

PAR une circulaire du 10 décembre dernier (1), mon prédécesseur, en faisant part aux préfets et à tous les officiers supérieurs des haras, des intentions de Sa Majesté relativement aux courses publiques de chevaux, a provoqué les observations des uns et des autres sur les moyens de remplir ces intentions avec le plus de succès.

Les rapports et les renseignemens qui lui ont été adressés, ainsi qu'à moi, en réponse à cette circulaire, ont été examinés avec toute l'attention que leur objet comportait; les vues qu'ils renfermaient ont été mûrement discutées.

Cet examen, et la discussion qui l'a suivi, ont amené à reconnaître que, si les courses devaient en effet entrer dans le système général de l'amélioration des races, le moment n'était cependant pas encore arrivé de donner à ce moyen toute l'extension dont il deviendra sans doute susceptible par la suite. On a donc cru devoir se borner, pour le moment, à porter le nombre de ces concours à dix, indépendamment de la grande course de Paris: mais, pour en augmenter l'éclat, et sur-tout pour en faire naître le goût parmi les propriétaires qui sont dans le cas d'y concourir, on y a affecté un plus grand nombre de prix, appliqués à différentes classes de chevaux, de manière à multiplier les causes d'émulation. On a aussi aplani, autant qu'il a paru possible de le faire, les difficultés qui pouvaient tendre à rendre ces concours moins nombreux.

Je me réserve, au surplus, d'étendre progressivement les bienfaits de cette institution, en raison des succès qu'elle aura pu obtenir et de l'influence qu'elle aura exercée sur l'amélioration de nos races.

J'ai l'honneur de vous adresser l'arrêté qui renferme les nouvelles dispositions que j'ai adoptées relativement à ces concours. Quant à l'arrêté du 30 octobre 1810, il se trouve aujourd'hui entièrement annulé.

---

(1) Voir cette circulaire à sa date.

L'article 4 du nouvel arrêté fixe les époques où ces concours devront avoir lieu : cette fixation a été combinée de manière à permettre aux mêmes chevaux de courir, la même année, dans plusieurs départemens. Il était d'autant plus nécessaire d'établir des dispositions fixes à cet égard, que c'est d'après la connaissance de ces dispositions que les concurrens éloignés du lieu des courses peuvent prendre sûrement, et à l'avance, leurs mesures pour s'y présenter à temps. Si quelque circonstance que je ne puis prévoir, mettait les préfets des départemens où ces concours sont établis, dans la nécessité de modifier cette fixation, ce ne pourrait jamais être que pour un retard de quelques jours.

Je laisse à la disposition de ces magistrats de régler, sur l'avis du jury, et suivant les circonstances de la course et la convenance des parties, les intervalles de temps qui pourront séparer les concours pour les prix des différens ordres; c'est-à-dire qu'ils détermineront si toutes les courses auront lieu le même jour, ou en deux, ou en trois jours. Le nombre des épreuves subies par les chevaux pour les prix inférieurs, et le degré de fatigue qui en résulterait, devront déterminer le choix du jour de la course pour les prix d'un ordre plus élevé.

Il convient d'ailleurs de considérer que des chevaux entièrement frais peuvent se présenter pour ces derniers prix, sans avoir couru les premiers; quelque repos ménagé aux autres peut seul rendre les choses à peu près égales.

Des dispositions devront être faites pour que les prix, en général, puissent être remis aux vainqueurs immédiatement après chaque course; je ferai en sorte que les fonds soient prêts assez à temps.

Cependant le prix d'arrondissement, dans les courses de premier ordre, et les prix principaux, ne pourront être délivrés qu'après que ceux qui les auront obtenus auront satisfait à l'obligation qui leur est imposée respectivement par les articles 17 et 18.

Je ne puis trop vous recommander de donner à ces dispositions et à mon arrêté toute la publicité possible. Il est important que vous engagiez de tous vos moyens vos administrés à se mettre en mesure de prendre part aux encouragemens que leur ménage un souverain dont les vues paternelles sont toutes dirigées vers la prospérité publique.

Paris, le 20 Mars 1820.

Le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu les décrets des 13 fructidor an 13 [ 31 août 1805 ] et 4 juillet 1806 (1),

Le règlement sur les courses annexé à ce dernier (2), et ceux des 5 et 30 octobre 1810;

(1) Bulletin des lois, n.º 105; 4.º série, n.º 1776.

(2) Voir ce règlement, tome I.º, pages 484 à 489.

Vu aussi l'avis émis par le comité des haras, le 26 février dernier, après avoir pris connaissance de la correspondance des préfets;

ARRÊTE ce qui suit :

ART. 1.<sup>er</sup> Les courses de chevaux établies dans les départemens continueront à être divisées en deux classes, sous les dénominations de courses de premier ordre et de courses du second ordre.

2. Le nombre de ces concours est fixé provisoirement à dix, dont cinq de chaque classe. Ce nombre pourra être ultérieurement augmenté.

3. Les courses de premier ordre auront lieu dans les départemens de la Seine, de l'Orne, des Hautes-Pyrénées, de la Gironde et de la Haute-Vienne.

Celles du second ordre, dans la Corrèze, le Cantal, la Vienne, les Côtes-du-Nord et le Bas-Rhin.

4. Les lieux et les époques des courses de l'une et de l'autre classe sont déterminés dans le tableau ci-après, ainsi que les départemens respectifs qui peuvent y disputer les prix, dits *d'arrondissement*.

| NUMÉROS<br>des arrondissem. <sup>ts</sup> | DÉPARTE-<br>MENS<br>où<br>les courses<br>sont<br>instituées. | CLASSE<br>des<br>courses. | LIEU ET ÉPOQUES<br>où<br>LES COURSES<br>doivent se célébrer.                                                                                 | ARRONDISSEMENT<br>ou<br>CIRCONSCRIPTION<br>affectée à chaque concours.                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|-------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. <sup>er</sup>                          | Seine.....                                                   | 1. <sup>er</sup> ordre.   | Paris, dans la 1. <sup>re</sup> quinzaine d'octobre.....                                                                                     | Arrondissement commun composé des départemens ci-après :<br>Manche, Calvados, Orne, Mayenne, Sarthe, Eure-et-Loir, Eure, Seine, Seine-et-Oise, Loiret, Yonne, Aube, Seine-et-Marne, Marne, Aisne, Oise, Somme, Seine-Inférieure, Nord, Pas-de-Calais, Loir-et-Cher.                                                                                                                 |
|                                           | Orne.....                                                    | 1. <sup>er</sup> ordre.   | Alençon, le 25 août.....                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 2. <sup>e</sup>                           | H. <sup>te</sup> -Vienne.                                    | 1. <sup>er</sup> ordre.   | Limoges, du 1. <sup>er</sup> au 5 juin.                                                                                                      | Arrondissement commun composé des départemens ci-après :<br>Haute-Vienne, Vienne, Indre-et-Loire, Vendée, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Charente, Corrèze, Lot, Aveyron, Lozère, Ardèche, Haute-Loire, Cantal, Creuse, Puy-de-Dôme, Indre, Cher, Allier, Nièvre, Saône-et-Loire, Loire, Rhône, Ain, Isère, Drôme, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Var, Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse. |
|                                           | Vienne....                                                   | 2. <sup>e</sup> ordre.    | Poitiers, du 15 au 20 mai.                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|                                           | Corrèze....                                                  | 2. <sup>e</sup> ordre.    | Tulle, du 15 au 20 mai...                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|                                           | Cantal.....                                                  | 2. <sup>e</sup> ordre.    | Aurillac, du 1. <sup>er</sup> au 5 mai.                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 3. <sup>e</sup>                           | H.-Pyrénées.                                                 | 1. <sup>er</sup> ordre.   | Tarbes, { 1. <sup>re</sup> quinzaine de mai pour les jumens, du 1. <sup>er</sup> au 15 août pour les étalons et pour le prix de 2,000 fr.... | Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Haute-Garonne, Gers, Ariège, Tarn, Aude, Hérault, Pyrénées-Orientales, Tarn-et-Garonne.                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 4. <sup>e</sup>                           | Gironde....                                                  | 1. <sup>er</sup> ordre.   | Bordeaux, du 1. <sup>er</sup> au 10 juillet.....                                                                                             | Gironde, Charente-Inférieure, Dordogne, Lot-et-Garonne, Landes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 5. <sup>e</sup>                           | Côtes-du-N.                                                  | 2. <sup>e</sup> ordre.    | Saint-Brieuc, 1. <sup>re</sup> quinzaine de juillet.....                                                                                     | Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure.                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 6. <sup>e</sup>                           | Bas-Rhin...                                                  | 2. <sup>e</sup> ordre.    | Strasbourg, 1. <sup>re</sup> quinzaine d'août.....                                                                                           | Bas-Rhin, Haut-Rhin, Doubs, Jura, Côte-d'Or, Haute-Marne, Vosges, Meuse, Meurthe, Moselle, Haute-Saône, Ardennes.                                                                                                                                                                                                                                                                   |

5. Tout cheval ou jument, pour être admis à courir, devra avoir, au moins, cinq ans faits, et un mètre quarante-quatre centimètres [4 pieds 5 pouces], sous potence. Il devra aussi être né et avoir été élevé en France.

6. Les prix à distribuer dans ces concours sont distingués, savoir :

1.° En prix locaux, qui seront uniquement réservés aux chevaux nés, ou au moins élevés depuis l'âge de deux ans et au-dessous, dans le département où la course a lieu ;

2.° En prix d'arrondissement, qui ne pourront être disputés qu'entre les chevaux nés, ou au moins élevés depuis l'âge de deux ans et au-dessous, dans l'arrondissement respectif déterminé par le tableau ci-dessus ;

3.° En prix principaux, auxquels pourra courir indistinctement tout cheval ou jument remplissant les conditions exigées à l'article précédent.

Ces derniers prix ne se distribueront qu'aux courses de premier ordre.

7. Les prix locaux seront au nombre de quatre ; savoir :

Un de 800 francs, pour les chevaux entiers de cinq ans ;

Un de 600 francs, pour les jumens du même âge ;

Un de 800 francs, pour les chevaux entiers de six ans faits et au-dessus, .

Et un de 600 francs, pour les jumens du même âge.

Les prix d'arrondissement seront également au nombre de quatre ; savoir :

Un de 1,200 francs, pour les chevaux entiers de cinq ans ;

Un de 900 francs, pour les jumens du même âge ;

Un de 1,200 francs, pour les chevaux entiers de six ans faits et au-dessus,

Et un de 900 francs, pour les jumens du même âge.

Il n'y aura, dans chaque course du premier ordre, qu'un prix principal pour les chevaux entiers et les jumens de cinq ans faits et au-dessus ; il sera de 2,000 francs.

8. Outre les prix spécifiés aux articles précédens, il en sera établi un autre de 6,000 francs, dit *prix royal*. Ce prix sera disputé à Paris, après la course du premier ordre du département de la Seine.

9. Les prix locaux et ceux d'arrondissement pourront être gagnés dans une seule épreuve.

Les prix principaux, ainsi que le prix royal, seront décernés au cheval qui aura gagné deux épreuves sur trois.

10. La longueur de la course sera de quatre kilomètres [2,022 toises] pour les chevaux et jumens du premier âge ; de six kilomètres [3,077 toises] pour les chevaux et jumens du second âge ; et de quatre kilomètres pour les prix principaux et pour le prix royal.

11. Les chevaux et jumens du premier âge devront parcourir la distance exigée à raison de six cents mètres par minute ; ceux du



second âge, à raison de six cent cinquante mètres par minute. Enfin les prix principaux, ainsi que le prix royal, ne seront décernés qu'autant que les vainqueurs auront franchi l'espace prescrit à raison de sept cents mètres par minute.

12. Pour les prix locaux et ceux d'arrondissement, les chevaux courront par division de sexe et d'âge correspondante à ces prix; ils seront admis, sans distinction d'âge et de sexe, à courir ensemble pour les prix principaux et pour le prix royal.

13. Le poids à porter par les chevaux, dans chaque lieu de course, est fixé conformément au règlement de 1806 (1) pour les courses des Hautes-Pyrénées, de l'Orne, de la Seine et de la Corrèze.

Les courses de la Gironde, de la Haute-Vienne, du Cantal, de la Vienne, des Côtes-du-Nord et du Bas-Rhin, seront, à cet égard, soumises aux dispositions que le règlement précité avait établies pour celles du Morbihan et de la Corrèze.

14. Pour qu'un prix quelconque puisse être couru, il faut qu'il se présente au moins trois concurrents; à défaut, le prix sera retiré du concours. Cependant à l'égard du prix principal deux chevaux suffiront, pourvu que l'un des deux au moins ait déjà disputé un prix dans les courses publiques. Dans cette supposition, le cheval nouveau, c'est-à-dire, celui qui n'aurait encore paru à aucune course, ne sera admis concurremment avec le premier qu'à la condition d'avoir subi la veille une épreuve qui consistera à parcourir la longueur de la course à raison de six cents mètres par minute. Enfin un seul cheval même, s'il a déjà figuré dans les courses publiques, pourra obtenir le prix principal, pourvu qu'il franchisse l'espace prescrit à raison de sept cents mètres au moins par minute.

15. Sauf les distinctions établies par les articles 6 et 7, et les réserves résultant des articles 14 et 16, les propriétaires de chevaux peuvent choisir à leur gré la course qu'ils voudront disputer. Ils ne seront pas obligés d'avoir couru les prix inférieurs, pour en disputer un supérieur; en sorte que même le prix royal peut être disputé par un cheval qui n'aurait pas encore couru.

16. Tout cheval ou jument qui aura remporté un prix supérieur, n'aura plus droit de courir un prix inférieur; provisoirement même, aucun cheval et aucune jument ne sera admis à disputer un prix égal à celui qu'il aurait déjà obtenu.

Le propriétaire du cheval ou de la jument présentée devra, à cet effet, fournir, avant la course, une déclaration, signée de lui, constatant que l'exclusion dont il s'agit ne lui est pas applicable. En cas de fausse déclaration, le signataire sera tenu de restituer le prix, s'il l'a gagné, lequel prix appartiendra dès-lors au propriétaire du cheval qui y aurait eu droit après le premier, et sera remis à ce propriétaire par les soins de l'autorité locale.

17. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les vainqueurs qui

---

(1) Voir ce règlement, tome 1.<sup>er</sup>, pages 484 à 489.

auront obtenu les prix d'arrondissement dans les courses de premier ordre, seront tenus de disputer les prix principaux.

18. Ceux qui auront gagné les prix principaux devront venir courir à Paris pour le prix royal.

Il sera alloué, à cet effet, au propriétaire, des indemnités de voyage ainsi réglées :

Pour les Hautes-Pyrénées, mille francs ;

Pour la Gironde, neuf cents francs ;

Pour la Haute-Vienne, six cents francs,

Et pour l'Orne, trois cents francs.

19. Les dispositions des réglemens précédens sur les courses auxquelles il n'est pas dérogé par le présent arrêté, continueront d'avoir leur effet.

---

(*École des mineurs de Saint-Étienne. — Élèves disponibles.*)

Paris, le 13 Avril 1820.

Le Directeur général des ponts et chaussées et des mines (M. *Becquey*),

Aux Préfets.

En exécution d'une ordonnance du Roi, du 2 août 1816 (1), il a été établi dans le département de la Loire, à Saint-Étienne, une école de mineurs pour l'enseignement gratuit des jeunes gens qui se destinent à l'exploitation des mines. L'objet de l'institution est de former des conducteurs de travaux souterrains, des maîtres mineurs habiles et des chefs d'atelier capables de suivre tous les détails d'exécution. Quelques états d'Allemagne, qui ont formé de pareils établissemens, leur doivent en partie l'état de prospérité où sont parvenues la plupart de leurs exploitations.

Chaque année, plusieurs élèves de l'école de Saint-Étienne pourront être attachés à des exploitations.

Si quelques établissemens desirent s'attacher de ces élèves, je vous prie de les inviter à m'adresser, ou à faire parvenir directement au conseil de l'école des mineurs, à Saint-Étienne, leur demande, où ils feront connaître la nature des travaux qu'ils se proposent de leur confier, et les avantages qu'ils leur offriront.

Les sujets seront envoyés sur telle ou telle mine, selon les connaissances plus particulières qu'ils auront acquises, et en accordant aux premières demandes les élèves mineurs les premiers placés sur la liste.

Je vous invite à donner dans votre département la plus grande publicité aux détails contenus dans cette lettre.

Je vous adresse plusieurs exemplaires qui sont destinés aux sous-préfets, et aux principaux propriétaires et concessionnaires des mines de votre département.

---

(1) Bulletin des lois, n.º 107 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 1608.

J'en adresse une ampliation aux ingénieurs du corps royal des mines, en les priant de la communiquer aux concessionnaires et exploitans de mines et directeurs d'usines, avec lesquels ils ont des rapports journaliers.

L'administration ne s'immiscera en rien dans la détermination des élèves de l'école des mineurs ni dans la discussion des conditions qui pourraient leur être offertes, cette affaire devant se traiter absolument de gré à gré entre les concessionnaires ou propriétaires d'exploitations ou d'usines et les élèves.

---

*(École royale des mines à Paris. — Élèves disponibles.)*

Paris, le 13 Avril 1820.

Le Directeur général des ponts et chaussées et des mines (M. Becquey),

Aux Préfets.

DEPUIS long-temps on avait senti en France la nécessité de créer, à l'instar de plusieurs états d'Allemagne, des établissemens gratuits et particuliers pour l'instruction des jeunes gens qui se destinent à l'exploitation des mines.

Le Roi, dont la haute prévoyance assure toutes les améliorations, desirant procurer à cette branche importante de l'industrie française les développemens et la prospérité dont elle est susceptible, et donner en même temps à ceux de ses sujets qui la cultivent, un témoignage spécial de sa protection, a institué, par l'article 14 de son ordonnance du 5 décembre 1816 (1), relative à l'organisation de l'école royale des mines, neuf places d'élèves externes à cette école.

Ces places sont principalement données aux fils de directeurs et de concessionnaires de mines, de chefs ou de propriétaires d'usines métallurgiques. Les élèves sont admis aux mêmes cours et aux mêmes exercices que les élèves ingénieurs, et ils sont particulièrement destinés à remplir les fonctions de directeurs d'exploitations et d'usines. Les connaissances variées et étendues que l'on a exigées d'eux lors de leur admission, et l'éducation qu'ils reçoivent pendant le cours de trois années, à l'expiration desquelles ils sont encore soumis à une dernière épreuve, donnent toutes les garanties que l'on peut desirer de leur capacité et de leur aptitude au genre de travaux qu'ils sont appelés à diriger. Une fois sortis de l'école, ils sont entièrement étrangers à l'administration, qui s'est bornée à leur donner gratuitement une instruction forte et semblable à celle que reçoivent les ingénieurs des mines.

Les élèves sont autorisés, pendant l'intervalle des cours, à visiter les plus importantes exploitations du royaume, afin qu'ils puissent se familiariser avec les divers procédés en usage, et acquérir la pratique de l'art.

---

(1) Bulletin des lois, n.º 125; 7.<sup>e</sup> série, n.º 1364.



Un grand nombre d'établissements d'industrie minérale manquent de directeurs : ils pourront trouver leur accroissement et leur prospérité dans les connaissances et le zèle éclairé des sujets formés à l'école des mines ; et, dès aujourd'hui, ces jeunes gens sont en état de rendre des services aux établissements qui se les attacheraient.

Chaque année, plusieurs de ces élèves seront disponibles.

Lorsqu'un établissement desirera s'attacher un élève externe, je vous serai obligé de l'inviter à faire parvenir directement au conseil de l'école royale des mines, rue d'Enfer, hôtel de Vendôme, n.º 34, à Paris, sa demande, dans laquelle il fera connaître les premiers avantages qu'il offrira à cet élève ; ou à me l'adresser, s'il le juge convenable. Ces propositions seront portées à la connaissance de l'élève, et je m'empresserai d'informer le demandeur de sa détermination, sur laquelle l'administration n'influe en aucune manière, cette affaire devant se traiter de gré à gré entre les parties contractantes.

Les sujets choisiront telle ou telle mine, selon la nature des connaissances plus particulières qu'ils auront acquises, et les premières demandes s'adresseront nécessairement aux élèves les premiers placés sur la liste, et, par conséquent, les plus instruits.

Je vous invite à donner, dans l'étendue du département qui vous est confié, la plus grande publicité aux détails contenus dans cette lettre.

Je vous en adresse plusieurs exemplaires, qui sont destinés aux sous-préfets et aux principaux propriétaires et concessionnaires des mines de votre département.

J'en envoie une ampliation aux ingénieurs du corps royal des mines, en les priant de la communiquer aux concessionnaires, exploitans et directeurs d'usines, avec lesquels ils ont aussi des rapports journaliers.

(*Recrutement.*)

Paris, le 24 Avril 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron *Mounier*),  
Aux Préfets.

(EXTRAIT.)

LES instructions que vous avez reçues à diverses époques, ont indiqué les mesures à prendre pour assurer le succès du recrutement et la bonne composition de l'armée ; mais il est un point de vue sous lequel les opérations me paraissent devoir fixer particulièrement votre attention. Dès long-temps la loi du recrutement a servi de prétexte pour exciter des agitations ; et, lorsqu'un esprit actif et prononcé d'opposition paraît s'étudier à répandre partout des germes de défiance et d'inquiétude, ce serait manquer de prévoyance que de ne pas admettre la possibilité de manœuvres conçues et préparées à l'avance, dans le dessein d'entraver l'exécution de cette loi.



Je ne doute pas que, frappé de cette considération, vous n'avez déjà prescrit les mesures de surveillance propres à garantir le maintien du bon ordre pendant la durée des opérations, et à empêcher en même temps qu'elles ne deviennent pour la malveillance une occasion et un moyen d'exercer une influence nuisible. Il importe surtout de porter une attention sévère sur les individus, soit étrangers, soit domiciliés dans le pays, qui chercheraient à se mêler parmi les jeunes gens rassemblés pour les opérations, et dont la conduite et les discours sembleraient avoir pour but de les alarmer, de les aigrir et de les porter à la désobéissance. Je me repose à cet égard sur votre zèle et sur votre prudence, et je vous prie de me faire part des faits et des observations qui mériteraient quelque intérêt, ainsi que des dispositions répressives que vous seriez dans le cas d'ordonner ou de provoquer.

La désertion doit, plus que jamais, exciter votre sollicitude. S'il est vrai que l'insoumission de quelques autorités a pu contribuer à entretenir l'esprit d'insoumission parmi les jeunes gens désignés par le sort, on ne saurait se dissimuler que cette disposition a pu être excitée, sur plusieurs points, par des suggestions coupables; il faut donc, en s'efforçant de prévenir la désertion, ou au moins d'en arrêter les progrès, s'appliquer encore à rechercher les causes du mal, et à découvrir la source des provocations qui auraient pu y exciter. La désertion cessera, lorsque les fonctionnaires de tout ordre se montreront bien pénétrés des devoirs qui leur sont imposés; lorsque, partout, en surveillant, en recherchant les agens de trouble et d'intrigue, ils concourront avec un zèle égal à détruire les préventions que l'esprit de parti a pu élever contre le mode établi par la loi pour le recrutement de l'armée. Vous ne sauriez trop recommander aux sous-préfets et aux maires d'observer exactement les instructions qui leur ont été précédemment données sur cet important objet.

---

( Admission des élèves dans les séminaires protestans. )

Paris, le 27 Avril 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

L'INTENTION du Roi, en fondant des bourses près les facultés de théologie des confessions protestantes, a été de favoriser spécialement les études théologiques. Cependant l'état des élèves qui suivent maintenant les cours de ces facultés me prouve que les consistoires ne se sont pas toujours conformés à cette vue dans la présentation des candidats pour lesquels ils ont demandé des bourses. Je trouve en effet parmi les boursiers actuels un assez grand nombre d'élèves qui sont encore dans les classes de belles-lettres et de philosophie. J'ai cru devoir prendre des mesures pour prévenir désormais cet abus; et le moyen

qui me paraît le plus propre à y réussir est d'exiger de tous les candidats pour lesquels il sera demandé des bourses ou des demi-bourses l'exhibition d'un diplôme de bachelier ès lettres. La possession de ce grade, qui s'accorde après un examen sur les matières de haut enseignement des collèges royaux, prouvera que les candidats qui en seront revêtus auront fait des études suffisantes pour être en état d'entrer immédiatement dans le cours de théologie proprement dite.

Vous voudrez donc bien à l'avenir veiller à l'accomplissement de cette formalité, sans laquelle il me serait impossible de m'occuper des demandes que vous m'adresserez.

( Usage du plâtre pour amender les terres. )

Paris, Avril 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte Siméon ),

Aux Correspondans du conseil général d'agriculture.

DES cultivateurs distingués m'ont adressé leurs observations, sur les bons effets que l'on retire dans les États-Unis d'Amérique de l'usage du plâtre, employé cru et en poudre, pour rendre la fertilité aux terres épuisées. L'emploi du plâtre a déjà lieu dans plusieurs parties du royaume. Il ne paraîtrait pas toutefois également répandu dans un grand nombre de nos départemens : il ne me semble pas du moins que cette espèce d'amendement y soit, sous le rapport de la végétation, appréciée à sa juste valeur. Je desirerais que vous me fissiez connaître ce que vos propres essais auraient pu vous apprendre à cet égard ; je vous inviterais même, dans le cas où vous n'auriez pas fait usage du plâtre pour amender vos propriétés, à tenter aujourd'hui quelques expériences, et à me communiquer les résultats qu'il vous serait possible d'obtenir.

Vous n'ignorez pas que l'on peut employer, pour fertiliser les terres, plusieurs espèces de plâtre : le plâtre que l'on trouve principalement aux environs d'Aix et de Paris, et le plâtre dit *primitif*, qui se montre surtout dans les pays de montagnes, tels que les Hautes-Alpes, l'Isère, la Drôme, et même la Côte-d'Or.

Vous pourriez d'abord juger convenable de faire des essais comparatifs et raisonnés sur les résultats donnés par le plâtre primitif et le plâtre des environs de Paris et d'Aix.

Il vous semblerait sans doute utile, après ces premiers essais, d'établir avec précision l'avantage de l'emploi du plâtre en poudre cru, ou cuit et recuit ;

Vous direz ensuite l'espèce de terre à laquelle le plâtre convient le mieux ;

Combien il en faut de l'une ou de l'autre espèce par hectare ;

L'effet qu'il produit

Sur les terres argileuses ;

Sur les terres fortes ; les terres humides ;  
 Sur les terres amendées déjà par la chaux ;  
 Son action sur les prairies naturelles ou artificielles ;  
 Ses effets avant ou après la gelée ;  
 La saison où il convient de le répandre ;  
 Les plantes qui en profitent le plus.

Il serait encore essentiel de savoir comment le plâtre agit. Serait-ce comme stimulant ? ou bien agirait-il en attirant l'humidité de l'atmosphère ?

Tels sont les principaux points sur lesquels j'ai cru devoir fixer votre attention. Je n'entends point ici vous indiquer d'une manière absolue la marche à adopter dans le cours de vos observations. Il est possible que quelques-unes des questions posées sortent du cercle ordinaire de vos opérations et de vos habitudes. J'aurai même d'autant plus de confiance dans vos réponses, que vous aurez suivi plus spécialement à cet égard les indications de votre propre expérience. Persuadé cependant que ces questions vous paraîtront dignes d'intérêt, je n'ai point hésité à vous les adresser, et je ne doute pas que vous n'apportiez dans vos recherches tout le soin et l'exactitude dont vous êtes capable. Je crois d'ailleurs devoir vous prévenir que vos mémoires seront mis sous les yeux du conseil d'agriculture, qui a regardé cet objet comme très-digne d'être pris en considération.

---

(*Dépôt-lavoir public des laines.*)

Paris, le 4 Mai 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

IL existe à Paris, sous la protection du Gouvernement et sous la surveillance d'un jury spécial, un dépôt-lavoir public des laines. Cet établissement vient de recevoir une nouvelle organisation qui assure aux propriétaires de troupeaux, outre les avantages d'une excellente manipulation pour le triage et le lavage de leurs laines, toute garantie pour la vente de ces marchandises, soit en suint, soit en blanc.

Il est important que cet établissement soit bien connu, ses succès ne pouvant manquer d'avoir une heureuse influence pour la prospérité d'une des branches les plus intéressantes de l'agriculture, la multiplication et l'amélioration des troupeaux.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous adresser une note imprimée, que je vous invite à répandre dans votre département, et à y faire réimprimer, publier et afficher, en nombre suffisant pour que les propriétaires et cultivateurs puissent en prendre connaissance.



## AVIS.

IL existe à Paris un établissement dont on ne peut trop faire connaître les avantages; c'est le dépôt général et lavoir des laines, placé d'abord, en 1813, à Saint-Julien-le-Pauvre, et transféré depuis dans un local plus vaste et plus commode, maison *Léger*, quai de l'Hôpital, n.º 35, près le pont du Jardin du Roi.

On reçoit dans ce dépôt les laines en suint ou lavées; on fait sur leur valeur des avances aux propriétaires, et on leur en procure la vente. Mais les laines en suint ne sont pas, comme chacun sait, appropriées aux besoins des fabriques qui emploient cette matière première, attendu que dans une même toison quelques parties fournissent les premières qualités, propres aux tissus les plus fins; d'autres parties offrent les qualités intermédiaires employées pour les étoffes ordinaires; enfin le cou, les cuisses, &c., présentent des qualités plus communes, propres aux ouvrages plus grossiers. Les toisons en suint, ni même celles lavées à dos, ne peuvent donc être achetées que par des spéculateurs qui s'interposent entre les propriétaires et les fabricans, et qui font laver et préparer les laines, pour les approprier aux besoins de ces derniers. Le dépôt procure aux propriétaires de troupeaux mérinos, métis et autres, les avantages de ce commerce intermédiaire. Ceux qui veulent tirer de leurs laines tout le parti possible les font laver, trier et préparer dans l'établissement. Alors elles peuvent être vendues directement aux fabriques, et les propriétaires, profitant ainsi de tous les bénéfices de cette première main-d'œuvre, ne sont plus sous la dépendance des spéculateurs.

L'établissement fondé par un décret dans la vue d'encourager en France la propagation des belles races qui produisent la laine fine a d'abord été géré pour le compte de la ville de Paris, qui avait pourvu aux premiers frais; mais, en dernier lieu, les avantages qu'il offrait aux cultivateurs et aux manufacturiers ont paru tellement importants et d'un intérêt si général, que le ministre de l'intérieur, après avoir pris l'avis d'une commission du conseil d'état, l'a converti en un établissement national, et l'a placé sous la protection du Gouvernement.

La haute surveillance en est confiée à un jury pastoral, présidé par le préfet de la Seine, et dont font partie MM. *Chaptal*, *Morel de Vindé*, pairs de France, *Tessier*, *Huzard*, membres de l'Institut, &c. L'établissement est dirigé par un chef habile en cette partie, le sieur *Marcotte - Genlis*, membre de la Légion d'honneur, qui s'est rendu adjudicataire de l'exploitation à des conditions qui lui permettent d'y donner toute l'extension possible.

Tous les droits à payer au dépôt, tant pour magasinage, lavage, triage des laines, que pour intérêts d'avances, commissions de vente, &c., sont fixés par un tarif annexé au cahier des charges, et dont le directeur ne peut s'écarter. La rentrée des ventes est garantie par lui, au moyen d'un dueroire qu'il est autorisé à prélever: mais, afin de ne rien omettre de ce qui peut assurer les intérêts des propriétaires, le direc-



teur a fourni un cautionnement en immeubles pour la sûreté de sa gestion, et a déposé en outre à la caisse des dépôts et consignations une valeur considérable, *spécialement destinée à garantir aux propriétaires les produits des ventes faites pour leur compte.*

La manipulation des laines s'opère au dépôt d'après les procédés usités en Espagne, et qu'une expérience de huit années a encore appris à rendre plus économiques et plus avantageux. La supériorité du lavage et du triage dans cet établissement est reconnue. Les pièces de drap couronnées par le jury à la dernière exposition de l'industrie, et fabriquées par MM. *Riboulleau et Jourdain, Gerdret, &c.*, étaient confectionnées avec des laines sorties du dépôt. Les plus grandes précautions sont prises, dans les divers magasins et ateliers, pour que le mouvement et la manutention des matières s'opèrent avec le plus grand ordre et sans aucun risque de confusion d'un lot avec un autre. Chacun peut reconnaître et suivre sa laine, à tous les instans, et dans toutes les préparations qu'elle subit.

Il y a donc à-la-fois pour les propriétaires de laines avantage et sûreté à consigner leurs toisons au dépôt pour y être lavées et vendues; et pour les manufacturiers et fabricans, certitude de trouver rassemblé en un même local un choix de qualités suivies, assorties à leurs besoins, et qu'ils chercheraient vainement ailleurs.

*(Correspondance des Gouvernemens cantonaux de la Suisse avec les autorités françaises.)*

Paris, le 5 Mai 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron *Mounier*),

Aux Préfets.

LE ministre des affaires étrangères a été informé que plusieurs gouvernemens cantonaux de la Suisse correspondent directement avec les autorités administratives de France. Souvent cette correspondance n'a pas pour objet des intérêts de localité; elle est relative à des questions dont l'examen appartient au Gouvernement. C'est principalement à l'égard de plusieurs familles françaises établies en Suisse qu'elle a lieu. Ces familles y supportent toutes les charges du pays; et les cantons, qui cessaient de les regarder comme étrangères lorsqu'ils avaient à leur imposer des obligations personnelles ou lorsqu'ils en espéraient des services, veulent aujourd'hui les considérer comme telles, et les renvoyer en France, quand elles tombent dans l'indigence, ou que leur industrie et leurs relations commerciales sont pour les nationaux un sujet d'ombrage ou de jalousie.

A cet effet, ils invitent les maires des communes de France d'où ces familles sont sorties à leur délivrer des certificats d'origine, dont

ils se servent pour leur appliquer une loi cantonale en vertu de laquelle tout habitant qui quitte un canton pour s'établir dans un autre peut être renvoyé dans le lieu de son premier domicile.

Les inconvéniens graves de pareilles dispositions se conçoivent aisément.

Si, dans des cas d'urgence, la correspondance directe des gouvernemens cantonaux avec les préfets et les autorités municipales du royaume peut être tolérée, dans tous les autres elle ne doit avoir lieu que par l'intervention des légations accréditées auprès des gouvernemens respectifs.

Ainsi vous devez vous abstenir de répondre aux demandes de certificats d'origine de familles françaises, ainsi qu'à toute autre demande que vous adresseraient les gouvernemens cantonaux, et donner à cet égard aux maires de votre département les instructions nécessaires.

Vous voudrez bien me transmettre les demandes qui pourraient encore vous être adressées, pour que je puisse en référer au ministre des affaires étrangères.

---

( *Dispense du service militaire pour les Élèves ecclésiastiques.* )

Paris, le 18 Mai 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

J'AI l'honneur de vous donner communication d'une circulaire que je viens d'adresser aux archevêques et évêques; elle a pour objet de déterminer dans quel sens doit être entendue l'autorisation régulière que l'article 15 de la loi du 10 mars 1818 (1) exige des élèves ecclésiastiques pour leur accorder la dispense du service militaire, sous condition de perdre le bénéfice de cette dispense s'ils n'entrent pas dans les ordres sacrés.

Vous voudrez bien, conformément à ce qui est annoncé dans cette circulaire, faire dresser la liste des élèves ecclésiastiques de votre département qui, ayant obtenu précédemment l'exemption conditionnelle, appartiennent encore à des classes non libérées; cette liste doit être envoyée à l'évêque diocésain, avec prière d'y faire inscrire, dans la colonne d'observations, en regard du nom de chaque individu, une note qui indique s'il est entré dans les ordres sacrés, ou s'il a changé de destination.

---

(1) Bulletin des lois, n.º 200; 7<sup>e</sup> série, n.º 3695.

*(Dispense du service militaire pour les Élèves ecclésiastiques.)*

Paris, le 18 Mai 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Évêques.

« J'ai l'honneur de vous rappeler qu'aux termes de l'article 15 de la loi du 10 mars 1818, sur le recrutement de l'armée (1), les jeunes gens « régulièrement autorisés à continuer leurs études ecclésiastiques sont « dispensés du service militaire, sous condition de perdre le bénéfice « de la dispense s'ils n'entrent pas dans les ordres sacrés. »

« L'instruction sur les appels, publiée sous la date du 12 août 1818 (2), porte que ces jeunes gens devront produire au conseil de révision un certificat de l'évêque diocésain, constatant qu'ils se destinent à l'état ecclésiastique et qu'ils sont régulièrement autorisés à continuer leurs études.

C'est encore au témoignage de l'évêque diocésain que l'autorité chargée du recrutement doit recourir pour s'assurer que les élèves précédemment dispensés et appartenant à des classes non libérées ont suivi leur vocation et ne sont pas rentrés sous l'empire de la loi.

Je charge en conséquence le préfet de faire relever la liste des élèves ecclésiastiques de son département provisoirement exemptés du service militaire dans les années antérieures, et de vous l'adresser, en vous priant de vouloir bien y faire noter, dans une colonne d'observations, en regard du nom de chaque individu, s'il est entré dans les ordres, s'il continue ses études, ou s'il a changé de destination.

Je crois entrer dans les convenances des évêques en leur évitant ainsi l'initiative de ces informations, qui, par là même qu'elles peuvent quelquefois contrarier des intérêts ou des affections de famille, s'accordent moins avec la douceur et la dignité de leur ministère.

Mais le plus sûr moyen de prévenir ce qu'elles auraient de pénible, c'est d'apporter une grande circonspection dans la délivrance des certificats de vocation au sacerdoce.

S'il suffisait de déclarer cette vocation pour se procurer la dispense du service, comment l'autorité diocésaine pourrait-elle se défendre de l'abus qu'on ferait de son indulgence naturelle, et de son empressement à accueillir et à encourager ceux qui annoncent l'intention de se destiner à l'état ecclésiastique ? Souvent, faute de pouvoir constater ni garantir la sincérité de leurs déclarations, elle demeurerait partagée entre la crainte de les éloigner et celle de se prêter à leur désir d'éluider une obligation commune à toute la jeunesse française.

Il est donc nécessaire de chercher dans le sens même de la loi un moyen uniforme d'écarter les demandes indiscretes. L'article 15

(1) Bulletin des Lois, n.º 200 ; 7.º série, n.º 3695.

(2) *Idem*, n.º 233 ; 7.º série, n.º 4822.



n'exige pas seulement que les élèves soient autorisés à continuer leurs études religieuses, mais encore qu'ils le soient régulièrement, ce qui suppose certaines conditions propres à motiver cette autorisation.

Ainsi un jeune homme n'est fondé à demander la continuation des études ecclésiastiques qu'autant qu'il les a commencées et qu'il s'en occupe actuellement dans l'un des établissemens qui y sont consacrés.

La présence au séminaire du diocèse, ou dans les écoles ecclésiastiques qui y sont légalement établies, est donc un préliminaire indispensable pour obtenir le certificat de vocation à la prêtrise.

Néanmoins ceux qui, dans quelque institution que ce soit, auraient participé aux secours du diocèse pour les frais de leur éducation, peuvent aussi prétendre au certificat, parce qu'il est certain que ces secours ne leur auraient pas été accordés si l'on n'avait eu lieu de croire qu'ils se destinaient au saint ministère.

Quant aux jeunes gens qui, ayant eu assez d'aisance pour être élevés entièrement à leurs frais et ailleurs que dans les écoles ecclésiastiques, seraient parvenus à l'âge de vingt ans sans entrer au séminaire, on peut présumer que leur vocation n'est que le desir d'éviter la chance du service, ou qu'elle sera assez décidée pour leur faire supporter le léger sacrifice qu'exigent aujourd'hui les remplacements ou les substitutions, lorsqu'on est appelé par le sort à faire partie du contingent.

Ces règles se sont, au reste, établies d'elles-mêmes par le discernement et la sagesse avec lesquels les évêques usent du droit d'exemption que la loi leur confie; elles ont pour objet de concilier ce pouvoir discrétionnaire avec la régularité desirable dans une partie très-essentielle du service de Sa Majesté.

---

( *Comices agricoles.* )

Paris, le 22 Mai 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),

Aux Correspondans du Conseil général d'agriculture.

DÉJÀ plusieurs sociétés d'agriculture ont été formées dans un grand nombre de départemens, et l'on continue de réunir tous les élémens nécessaires pour faire participer ceux qui n'en ont point encore au bienfait de ces utiles institutions. Toutefois il a été assez généralement reconnu que la difficulté de se réunir souvent aux chefs-lieux de préfecture, et même de sous-préfecture, la perte de temps, dont l'appréciation est incalculable, la peine qu'on éprouve à faire recevoir à l'agriculteur praticien, à l'homme des champs proprement dit, les leçons de la théorie, opposaient quelquefois des obstacles au bien que ces sortes d'établissemens devaient produire. Des agronomes distingués



ont été d'avis, d'après ces considérations, qu'il restait encore quelque chose à faire pour compléter le système améliorateur de l'agriculture; et le dernier moyen proposé a été la création des comices agricoles ou ruraux.

Ces comices, analogues à des réunions existantes en Angleterre; seraient des associations volontaires, composées d'hommes qui pratiquent eux-mêmes, dans un ordre peu élevé, l'art honorable et difficile de la culture, et dont le président, sans sortir, si l'on voulait, de la classe des cultivateurs ordinaires; serait jugé capable de rédiger, je ne dis pas quelques mémoires; mais une simple note des travaux de l'association. Les comices s'assembleraient, le plus souvent, dans un village, ou même dans un champ. L'époque de leur réunion coïnciderait, autant que possible, avec les jours de marchés et de foires périodiques.

Leur but serait de se concerter sur les prix à distribuer au cultivateur qui aurait, à une époque déterminée, obtenu le plus de succès dans un genre quelconque de culture, présenté les plus beaux taureaux, les meilleurs troupeaux, le plus bel étalon, perfectionné les instrumens aratoires ou fait l'application la plus heureuse de ceux qui sont en usage.

Pour établir ensuite un point de contact entre le Gouvernement et ces comices, trois personnes, que l'on pourrait choisir dans les sociétés d'agriculture départementales, suffiraient, au chef-lieu, pour recueillir les notes adressées par le président de chaque comice rural. Ce comité deviendrait le lien qui réunirait entre elles les diverses associations de ce genre disséminées dans l'étendue du département, en les faisant profiter toutes des travaux de chacune d'elles. Il serait l'intermédiaire, auprès des préfets, du conseil général d'agriculture et du ministère.

On a agité la question de savoir si l'on pouvait les établir sur-le-champ et simultanément, en France. Mais on s'est bientôt aperçu (et cette observation vous paraîtra sans doute fondée) que de pareilles institutions devaient être l'œuvre de la persuasion, de l'opinion et du temps; qu'il était indispensable ici de procéder pas à pas, de préparer les esprits; et que s'il s'établissait d'abord une seule association de ce genre dans un département, ce serait déjà beaucoup pour l'influence de l'exemple.

Une difficulté s'est présentée. Une association quelconque, surtout quand il y a des prix à distribuer, demande une mise de fonds. Comment déterminer de simples villageois à commencer par faire ce premier sacrifice? On a répondu en disant que la commune où la réunion aurait lieu pourrait très-bien, puisqu'elle retirait un profit du séjour plus ou moins prolongé des membres de l'association, allouer quelques fonds pour cet objet important; que le conseil général du département aurait, en partie, la faculté d'y pourvoir; que peut-être le Gouvernement ne resterait pas tout-à-fait étranger aux premières dépenses; que d'ailleurs la mise dehors serait en raison du nombre des associés, qu'elle serait peu considérable, et que les cultivateurs qui feraient partie de cette association, devant avoir droit eux-mêmes,

s'ils l'entendaient ainsi , aux prix proposés , l'espérance de l'obtenir rendrait supportable , s'il le fallait , un sacrifice assez modique.

Telles sont les premières idées que j'ai recueillies sur l'institution des comices ruraux. Je suis loin de prétendre qu'elles ne soient point susceptibles de discussion ou de nouveaux développemens. C'est précisément cette pensée qui m'a décidé à vous les soumettre. J'ai cru que vous consentiriez bien volontiers à éclaircir les propositions dont vous pourriez douter , et que vous vous feriez un plaisir d'y ajouter les données résultant de votre propre expérience. Il m'importe beaucoup de connaître la nature des productions rurales et l'espèce d'animaux qu'on présenterait au comice ; le genre d'encouragement que le Gouvernement pourrait accorder ; le lieu où se tiendrait l'assemblée ; les époques de la réunion. Ce serait là les premiers renseignemens que je vous inviterais à m'adresser. Je vous prierais encore , si l'exécution d'un tel plan semblait possible dans vos communes , de préparer , de disposer les agriculteurs avec lesquels vous êtes en rapport , à le recevoir. Si vous réussissiez à en réunir plusieurs , ou plutôt si vous obteniez leur assentiment pour se former en comices , vous en feriez part au préfet , vous lui adresseriez vos mémoires , en m'en remettant , dans le plus court délai , des copies. Lorsque j'aurais reçu l'avis de ce magistrat , ainsi que vos réponses , je les mettrai sous les yeux du conseil général d'agriculture , et le comice , s'il y avait lieu , serait autorisé.

Je finirai par une seule réflexion. Le conseil général d'agriculture est , dans cet ordre d'idées , le sommet où tout vient aboutir. Les sociétés d'agriculture actuellement existantes se placent naturellement à la suite du conseil. Les comices agricoles composeront le dernier anneau qui unira la pratique à la théorie ; ils seront le lien de la science avec son application ; et l'on aura complété , par cette institution nouvelle , le grand système d'amélioration conçu dans les hautes pensées de Sa Majesté.

---

*( Devoirs des Commissaires de police envers le Ministère public. )*

Paris , le 26 Mai 1820.

LE Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron Mounier) ,

Aux Préfets.

LES commissaires de police sont tenus , aux termes du Code d'instruction criminelle de donner avis sur - le - champ aux procureurs du Roi des crimes et délits dont ils acquièrent la connaissance dans l'exercice de leurs fonctions , et de transmettre à ces magistrats tous les renseignemens , procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

Cette disposition ne paraît pas être exécutée partout avec l'exactitude desirable. Je suis informé que dans quelques villes les commissaires remettent les procès-verbaux qu'ils ont dressés , et plus spécialement

ceux de délits politiques, à la mairie, d'où ces procès-verbaux, après avoir été discutés et appréciés, ne sont transmis au procureur du Roi que lorsque l'administration municipale, qui en réfère quelquefois au préfet, estime que l'autorité judiciaire doit être saisie.

Je n'ai pas besoin de vous faire sentir les inconvéniens qui résultent de cette manière de procéder ; mais je crois devoir ajouter aux instructions contenues dans la circulaire que je viens de rappeler, que les commissaires de police compromettent gravement leur responsabilité, toutes les fois qu'ils manquent aux obligations que la loi leur impose envers les membres du ministère public, et que cette responsabilité serait partagée par les fonctionnaires qui autoriseraient une semblable violation des règles établies.

Je vous prie de veiller, avec une attention particulière, à ce que les instructions déjà données sur ce sujet soient ponctuellement suivies ; et si quelques commissaires négligeaient de s'y conformer, je vous prierais de m'en rendre compte aussitôt.

D'un autre côté, les préfets doivent adresser tous les six mois un état présentant des renseignemens sur les commissaires de police de leur département, et notamment sur la manière dont chacun d'eux remplit les devoirs de sa place. Ces états n'étant point régulièrement adressés, je dois vous informer que j'attache beaucoup d'importance à les recevoir, aux époques déterminées. Le traitement de ces fonctionnaires a été primitivement fixé par un arrêté du 23 fructidor an 9 [10 septembre 1801] (1) ; mais, quelques changemens ayant eu lieu dans certaines villes, je desirais qu'une colonne particulière fasse connaître avec exactitude le traitement et les frais de bureau alloués actuellement à chaque commissaire.

*(Répression de la Fraude en matière de Cotons filés et de Tissus de coton ou de laine.)*

Paris, le 26 Mai 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte Siméon),

Aux Préfets.

D'APRÈS le compte qui m'a été rendu des mesures adoptées pour l'exécution de la loi de douanes du 28 avril 1816 (2), j'ai remarqué avec satisfaction que dans un certain nombre de départemens, particulièrement de ceux qui se trouvent situés sur la ligne des frontières du royaume, il s'était établi entre les autorités locales et les agens supérieurs de l'administration des douanes un heureux concert d'efforts et de zèle à l'effet d'arrêter l'importation frauduleuse des articles préjudiciables à notre industrie. Plusieurs préfets, parmi lesquels je

(1) Bulletin des lois, n.º 104 ; 3.º série, n.º 857.

(2) Idem, n.º 81 ; 7.º série, n.º 623.



dois distinguer ceux du Jura, de Saône-et-Loire, de la Meurthe et des Vosges, ont paru se pénétrer de l'importance des devoirs qui leur étaient tracés par la législation sur la matière : c'est dans la vue d'atteindre plus sûrement le but désiré qu'ils ont pris à cet égard des arrêtés spéciaux, ayant pour objet d'assurer de la part des divers fonctionnaires administratifs le concours exigé par les articles 60 et 62 de la loi précitée aux opérations ordonnées pour la répression de la contrebande. Toutefois, après m'être fait représenter l'ensemble de la correspondance relative à cet objet important, je n'ai pu me dissimuler que si sur plusieurs points de notre territoire des mesures efficaces ont été prises pour la recherche et la saisie des marchandises étrangères, il n'en est pas de même dans beaucoup d'autres départements, surtout de l'intérieur de la France. Des plaintes portées en dernier lieu à l'administration, par plusieurs chefs de fabriques de nos principales villes manufacturières, contre l'introduction et la circulation des produits désignés dans l'article 59 de la loi du 28 avril 1816 (1), me déterminent à reporter votre attention, comme celle de tous vos collègues en général, sur la nécessité de veiller, constamment et sans relâche, à la stricte exécution des dispositions prescrites, non-seulement par les articles 60, 61 et 62 de ladite loi, 40 à 47 de celle du 21 avril 1818 (2), et par les ordonnances du Roi des 8 août 1816 (3), 23 septembre 1818 (4), 26 mai (5), 16 juin (6) et 1.<sup>er</sup> décembre 1819 (7), mais encore par les circulaires et instruction ministérielles en date des 20 août 1816, 30 mai et 23 octobre 1818, 17 juin et 11 décembre derniers (8).

Je ne puis que vous engager à méditer de nouveau sur les nombreux détails que contiennent ces divers documens, et qui ont dû vous faire sentir l'importance attachée par le Gouvernement à un objet d'où dépend d'une manière si intime la prospérité du commerce et de l'industrie française. Je me contenterai d'y ajouter ici une seule observation ; c'est que, dans la nécessité où vous êtes de ne rien négliger pour parvenir à rendre plus efficace le régime prohibitif des fils et tissus de coton ou de laine provenant de l'étranger, il me paraît essentiel de bien rappeler aux autorités civiles et judiciaires, c'est-à-dire, aux sous-préfets, maires, officiers municipaux, juges de paix et commissaires de police, dans les villes et endroits de l'intérieur où il n'y a point de bureau de douanes, l'étendue des obligations qui leur sont spécialement imposées par l'article 62 de la loi du 28 avril 1816 (1) : vous leur ferez observer aussi que si les préposés des douanes, ou

(1) Bulletin des lois, n.º 81 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 623.

(2) *Idem*, n.º 207 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 3958.

(3) *Idem*, n.º 106 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 1004.

(4) *Idem*, n.º 235 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 4918.

(5) *Idem*, n.º 283 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 6631.

(6) *Idem*, n.º 287 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 6815.

(7) *Idem*, n.º 329 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 7932.

(8) Voir ces cinq circulaires à leur date.



autres officiers que la loi autorise, ne doivent pas faire de visites sans motif, c'est-à-dire, sans un soupçon probable de fraude, il n'est pas nécessaire qu'ils fassent connaître la dénonciation ou l'indication qui les détermine : la loi ne l'exige point; et l'on se priverait de ce puissant moyen de découvrir la fraude, si le nom des dénonciateurs ou indicateurs était inscrit dans les procès-verbaux, ou porté, en quelque façon que ce fût, à la connaissance de la partie saisie ou des personnes chez qui les visites ont été faites. La crainte de leur ressentiment refroidirait le zèle, et même froisserait l'intérêt, de ceux à qui il importe que la contrebande soit réprimée.

---

*(Diplôme de Bachelier en théologie exigé des Candidats appelés pour la première fois aux fonctions de Pasteur.)*

Paris, le 30 Mai 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),  
Aux Présidens des Consistoires protestans.

LES réglemens des facultés de théologie protestantes obligent les étudiants qui desirent obtenir le certificat d'aptitude au ministère évangélique à produire le diplôme de bachelier en théologie. Cette condition, qui elle-même en suppose d'autres également destinées à prouver la capacité des candidats, importe trop à la dignité des fonctions ecclésiastiques, pour que le Gouvernement ne prenne pas des moyens de s'assurer qu'elle se remplit exactement.

J'ai en conséquence l'honneur de vous prévenir que je ne présenterai désormais à la confirmation de Sa Majesté les nominations des ministres qui seront appelés pour la première fois aux fonctions de pasteur, que sur le vu du diplôme dont il s'agit.

---

*(Amendes pour Contraventions. en matière de grande voirie.)*

Paris, le 7 Juin 1820.

Le Directeur général des ponts et chaussées (M. *Becquey*),  
Aux Préfets.

J'AI eu l'honneur de vous informer, par ma lettre du 11 août 1818 (1), des mesures arrêtées par le ministre des finances pour faciliter aux agens des ponts et chaussées qui constatent les contraventions en matière de grande voirie les moyens de toucher la portion qui leur est attribuée dans le produit des amendes encourues par les contrevenans.

Informé que l'exécution de ces mesures éprouvait des difficultés,

---

(1) Voir cette circulaire à sa date.

que dans quelques départemens même on ne voulait payer qu'au chef-lieu, ce qui obligeait les préposés saisisans à des frais de déplacement que la modique somme qu'ils ont à recevoir est souvent loin de couvrir, j'ai dû prier le ministre des finances de remédier aux inconvéniens qui m'étaient signalés. Son excellence, de concert avec le directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines, vient d'arrêter de nouvelles mesures à l'effet de faire payer, comme je l'avais demandé, chez les receveurs de l'enregistrement les plus rapprochés du domicile des agens des ponts et chaussées, le tiers qui leur est attribué dans les amendes de grande voirie.

Par suite de ces nouvelles mesures, il faut, lorsqu'un délit aura été constaté par un agent des ponts et chaussées, que cet agent fasse connaître au receveur de l'enregistrement chargé de percevoir l'amende à payer par le contrevenant, quel est le lieu où il desire que lui soit remis le tiers qui lui revient dans le produit de l'amende. Le receveur de l'enregistrement prendra note de cette indication, et la fera connaître au directeur des domaines du département, afin que celui-ci puisse, en formant l'état trimestriel de distribution à remettre au préfet, demander à cet administrateur de délivrer ses mandats sur la caisse du receveur de l'enregistrement de la résidence de l'ayant-droit, ou sur la caisse du receveur le plus voisin.

Son excellence me fait connaître, en même temps, que ces nouvelles dispositions vont être notifiées aux préposés de l'enregistrement, par une circulaire spéciale du directeur général de l'administration des domaines, et qu'elles seront mises à exécution à partir du trimestre de juillet prochain.

Je vous prie d'informer de ces dispositions l'ingénieur en chef, ainsi que tous les agens chargés de veiller à l'exécution des lois et réglemens touchant la grande voirie. Vous savez combien il est nécessaire de soutenir leur zèle. J'ai lieu d'espérer que vous ne négligerez rien pour assurer la pleine et entière exécution des mesures qui ont été prises dans leur intérêt comme dans celui du service qui leur est confié.

---

(Création d'une Commission pour les Eaux minérales.)

Paris, le 8 Juin 1820.

Le Conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance (Baron Capelle),

Aux Médecins-Inspecteurs des eaux minérales.

J'AI l'honneur de vous informer que, d'après l'autorisation du Roi, le ministre de l'intérieur a, par une décision du 17 mai dernier, institué une commission pour les eaux minérales naturelles et factices.

Cette commission est chargée de recueillir et comparer tous les documens qu'elle pourra obtenir sur les eaux minérales, et de présenter

ses vues sur toutes les mesures propres à mieux faire connaître ces eaux et à améliorer les établissemens thermaux.

Elle est composée ainsi qu'il suit :

*MM. le comte Chaptal, pair de France, président ;  
le baron Ramond, conseiller d'état, vice-président ;  
Boin, membre de la chambre des députés ;  
Chaussier, professeur à la faculté de médecine de Paris ;  
Alibert, médecin ordinaire du Roi ;  
Larrey, chirurgien de l'hôpital de la garde royale ;  
Lucas, médecin-inspecteur des eaux de Vichy ;  
Delpit, médecin de l'hôpital militaire de Barèges ;  
Bertrand, médecin-inspecteur des eaux du Mont-d'Or.*

*M. Lavit fils, médecin du Roi, est nommé secrétaire de la commission.*

*M. Boin, l'un de ses membres, a été, par la même décision, nommé inspecteur général des eaux minérales.*

Tous les médecins inspecteurs des eaux minérales auront entrée à la commission, avec voix consultative, lorsqu'ils se trouveront à Paris.

Les noms des savans et des médecins appelés à composer la commission dont je vous annonce la formation, suffiront pour vous faire apprécier toute l'importance que le Gouvernement attache à ses travaux et toute l'utilité qu'il en attend. C'est aux inspecteurs des eaux minérales à seconder sa sollicitude, par le zèle qu'ils apporteront dans leurs fonctions, et par leur empressement à procurer à la commission tous les renseignemens propres à éclairer ses recherches.

Les instructions actuellement en vigueur vous prescrivent d'adresser chaque année au ministre, par l'entremise du préfet de votre département, un mémoire sur les maladies qui se sont présentées aux eaux, sur les traitemens qu'elles ont subis, et sur les résultats qui en ont été obtenus.

Tous les mémoires de ce genre seront mis sous les yeux de la commission des eaux minérales, et ce sera sans doute pour vous un nouveau motif pour remplir avec exactitude cette partie importante de vos obligations, et pour apporter tous vos soins à la rédaction de votre travail.

Si la commission juge à propos de tracer un cadre uniforme pour les observations et les renseignemens qu'elle desirera recueillir sur les eaux minérales, je vous adresserai des instructions ultérieures.

---

*(Ponts et Chaussées. — Projets de travaux.)*

Paris, le 8 Juin 1820.

Le Directeur général des ponts et chaussées ( *M. Becquey* ),  
Aux Ingénieurs en chef.

J'ai eu plus d'une fois occasion de remarquer que plusieurs ingénieurs en chef omettaient de communiquer aux inspecteurs division-



naires, pendant leurs tournées, les projets de travaux qu'ils sont chargés de rédiger.

Cependant l'article 12 du décret du 7 fructidor an 12 [25 août 1804] (1) contient à cet égard une disposition précise. Le second paragraphe est conçu en ces termes :

« Les inspecteurs divisionnaires discuteront avec les ingénieurs en chef les projets de dépenses de l'année, les bases de l'adjudication des travaux, et les plans et devis des ouvrages projetés. »

Il est donc du devoir des ingénieurs en chef de communiquer leurs projets aux inspecteurs divisionnaires.

Il est évident en effet que lorsque ces derniers ont préalablement pris connaissance, dans les départemens, des projets sur lesquels ils sont appelés à donner leur avis, soit en cette qualité, soit comme membres du conseil général, ils se trouvent alors plus à même d'en apprécier la régularité et le mérite, que s'ils n'en jugeaient que sur la seule vue des plans qui accompagnent ces projets. Ils sont en outre, lors des discussions du conseil, plus en état de fournir des documens utiles et de résoudre beaucoup de difficultés qui naissent souvent de l'insuffisance des pièces produites et du défaut de connaissance des localités.

Les avantages de cette disposition, qui est d'ailleurs conforme aux règles de la hiérarchie, sont depuis long-temps appréciés, et je n'ai pas besoin d'insister pour vous en faire sentir l'utilité. J'attache de l'importance à son exécution, et je ne puis que vous inviter à vous conformer entièrement à toutes les obligations que l'article 12 vous a imposées, dans vos relations de service avec les inspecteurs divisionnaires.

*(Demande de renseignemens sur les Eaux minérales.)*

Paris, le 16 Juin 1820.

Le Conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance (Baron *Capelle*),

Aux Médecins-Inspecteurs des eaux minérales.

En vous donnant connaissance, le 8 de ce mois (2), de la formation d'une commission des eaux minérales, j'ai eu l'honneur de vous annoncer que je vous adresserais des instructions ultérieures.

Je viens, aujourd'hui, vous faire connaître quels sont les points principaux sur lesquels la commission desire obtenir de votre zèle et de vos connaissances locales des renseignemens positifs.

1.<sup>o</sup> La constitution atmosphérique régnante, d'après les observations faites dans l'établissement auquel vous êtes attaché, à l'aide des instrumens propres à faire connaître les différens degrés de froid, de

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 61; 4.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 1068.

(2) Voir à cette date.



chaleur, d'humidité et de sécheresse de l'atmosphère. On devra indiquer, à la suite de ces expériences, la température moyenne de l'air, et les grandes variations atmosphériques, principalement pendant la saison des eaux ;

2.<sup>o</sup> Les qualités physiques des eaux, telles que leur température, leur pesanteur spécifique, leurs différens degrés de coloration, et les modifications qu'elles peuvent éprouver, par l'influence des causes qui altéreraient leur composition chimique, et, par suite, leurs propriétés médicamenteuses ;

3.<sup>o</sup> La quantité d'eau fournie habituellement par les sources, et l'augmentation ou la diminution que l'observation a pu faire remarquer dans ce volume, en ayant soin d'indiquer les causes connues ou présumées de ces variations, et leurs époques ;

4.<sup>o</sup> La nature physique des couches de terre à travers lesquelles filtrent les eaux, ou qui avoisinent les sources ;

5.<sup>o</sup> Le nom du propriétaire des sources ;

6.<sup>o</sup> Le produit moyen, par saison, des eaux bues aux sources ou prises en bains et douches, et le produit, également moyen, de celles transportées au dehors, pendant l'année ;

7.<sup>o</sup> L'état des bâtimens destinés à l'habitation des malades qui se rendent aux sources, et à la distribution des eaux ; les réparations et les améliorations dont les locaux sont susceptibles, et l'état des chemins et avenues qui conduisent aux sources ;

8.<sup>o</sup> La manière dont se fait le service relatif aux bains et aux douches ;

9.<sup>o</sup> L'état des cuves, douches, &c. ;

10.<sup>o</sup> L'état des chambres qui sont plus particulièrement destinées au coucher des malades ; la qualité des alimens qui leur sont fournis, leur mode de préparation, et généralement tout ce qui se rapporte à l'hygiène de ces malades ;

11.<sup>o</sup> Les mesures prises pour assurer aux indigens les avantages des bains ;

12.<sup>o</sup> Les abus qui peuvent exister, et les moyens d'y remédier.

Je vous invite à réunir tous ces détails dans un mémoire que vous adresserez au préfet de votre département ; et que le ministre mettra ensuite sous les yeux de la commission des eaux minérales. Si vous avez à votre disposition un plan de l'établissement dont vous êtes inspecteur, vous voudrez bien le réunir à votre mémoire.

Je joins à cette lettre plusieurs exemplaires d'un modèle de tableau destiné à présenter l'analyse des maladies que vous aurez été à même d'observer, chaque année, pendant la saison des bains. Je vous recommande de remplir ce tableau avec soin, à l'expiration de chaque saison, et de l'adresser au ministre, par la voie du préfet de votre département.

C'est avec une entière confiance que je m'adresse à votre zèle et à vos talens ; et je ne doute pas de l'empressement que vous mettrez à fournir à la commission les renseignemens dont elle a besoin.

*(Recueil des Actes administratifs.)*

Paris, le 17 Juin 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron Mounier),

Aux Préfets.

UNE circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 21 septembre 1815 (1), a prescrit l'établissement dans chaque département d'un recueil imprimé des actes de l'administration, destiné à reproduire les lois, ordonnances et réglemens non insérés au Bulletin des lois, les instructions ministérielles, et les arrêtés et instructions particulières des préfets. On recommandait d'envoyer au ministère deux exemplaires des numéros successifs de ce recueil. J'ai remarqué que non-seulement ces envois ne sont pas réguliers, mais encore que dans plusieurs départemens on a négligé la publication même du recueil administratif. Je vous recommande de suivre exactement les dispositions de la circulaire que je viens de rappeler, et de joindre un troisième exemplaire aux deux qu'elle prescrit de transmettre au ministère de l'intérieur (*Direction générale*).

L'examen des divers recueils qui me parviennent a donné lieu à des observations dont quelques-unes peuvent être applicables à votre département.

Lorsque les préfets publient des instructions pour rappeler à leurs agens inférieurs les dispositions des lois sur les travaux de l'administration, ils doivent avoir soin d'en citer le texte sans altération et en le distinguant de la teneur de leurs instructions, afin que les administrateurs inférieurs sachent que ces dispositions sont impératives, tandis qu'ils pourraient négliger les formalités qu'elles prescrivent, s'ils ne les considéraient que comme un avertissement de l'administration supérieure. Il doit en être de même lorsque les ministres transmettent des instructions ou des ordres généraux dont le but est d'appliquer les lois et les ordonnances : lors de leur publication dans le mémorial, en tout ou en partie, il faut éviter d'en altérer la substance, et ne point mêler ce qu'elles prescrivent aux développemens dont on croit devoir les accompagner.

Je remarque qu'en annonçant dans les bulletins des ouvrages de sciences ou d'utilité publique, ou des souscriptions ouvertes pour des monumens, les préfets insistent quelquefois auprès des maires pour provoquer les dons ou les offres des communes et des particuliers. L'administration doit user avec circonspection d'un moyen qui a pour résultat d'imposer des charges aux communes, dont une grande partie est déjà fort obérée; elle doit réserver son intervention, dans ce cas, pour des ouvrages essentiellement utiles, soit aux départemens, soit

---

(1) Voir cette circulaire à sa date.

aux communes, et se borner à en indiquer l'utilité, sans rien imposer, ni même déclarer une volonté expresse, à cet égard.

Il serait à désirer que l'on donnât à ce recueil un titre uniforme, pour tous les départemens : celui de *Recueil des actes administratifs*, assez généralement adopté, me paraît remplir le mieux l'objet auquel il est destiné. Je vous recommande aussi d'employer *le format et la justification du Bulletin des lois*. Quelques préfets l'ont insérer dans leur recueil les dates de l'arrivée du Bulletin des lois au chef-lieu de la préfecture. Cette mesure est superflue, puisqu'elle ne peut servir à fixer l'époque à laquelle les lois deviennent exécutoires dans le département.

( Maisons d'éducation de filles. )

Paris, le 19 Juin 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte Siméon ),

Aux Préfets.

LA circulaire que mon prédécesseur vous a écrite le 3 juin 1819 (1), vous a fait connaître les réglemens auxquels les écoles primaires de filles devaient être soumises, et vous a chargés de leur exécution.

L'état déplorable de l'instruction élémentaire, dans les campagnes, fixait, depuis long-temps, l'attention du Gouvernement, et l'on a dû s'occuper d'abord de cet important objet.

Mais les écoles de filles, de degrés supérieurs, ont aussi des titres à l'intérêt de l'autorité, et nous allons maintenant nous efforcer d'apporter dans le régime de ces institutions toutes les améliorations dont il est susceptible.

Nous nous conformerons ainsi aux intentions du Roi, exprimées dans son ordonnance du 3 avril dernier (2).

Nous aurons rempli les devoirs qui nous sont imposés, si nous parvenons,

1.<sup>o</sup> A soumettre les maîtresses de pension et les sous-maîtresses à un examen rigoureux, qui tende principalement à faire bien connaître leurs mœurs, l'éducation qu'elles ont reçue, les divers états qu'elles ont exercés, les vraies causes qui les leur ont fait abandonner, et enfin la conduite, les mœurs et les principes des hommes auxquels elles sont attachées par les liens du mariage;

2.<sup>o</sup> A établir sur les maisons tenues par ces institutrices une surveillance continuelle, qui mette l'administration à même de connaître la direction donnée à l'éducation des jeunes personnes, de suivre et d'éclairer la conduite des institutrices elles-mêmes et des sous-maîtresses, dans tout ce qui a rapport à leur profession; enfin, de juger si elles méritent la louange et la protection, ou le blâme et l'interdiction.

(1) Voir cette circulaire à sa date.

(2) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 363; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 3641.



Vous sentez que les réglemens établis pour les écoles primaires de filles ne rempliraient en aucune manière l'objet que nous nous proposons ici. Les maîtresses de pension exercent sur les mœurs et sur le caractère de leurs élèves une trop grande influence, le bonheur des familles dépend trop immédiatement de l'usage que ces personnes ont fait de l'autorité qu'on leur a confiée, pour qu'on ne leur demande pas d'autres garanties que celles exigées des institutrices primaires.

L'autorisation du Gouvernement semble recommander à la confiance publique les maisons d'éducation dont il permet l'ouverture ; il doit donc prendre des mesures pour que cette confiance ne soit point trompée.

Une commission composée de sept membres, et formée par vous, sera chargée de vous seconder dans les soins auxquels vous aurez à vous livrer pour arriver au but que nous voulons atteindre.

Cette commission, dont les membres se réuniront au moins une fois par mois, vous donnera son avis sur toutes les questions relatives aux maisons d'éducation de filles.

Vous lui communiquerez les différens rapports qui vous seront adressés ; vous lui procurerez les renseignemens dont elle aura besoin pour éclairer son opinion sur les individus et sur les choses, et vous la mettrez ainsi à même de vous proposer des améliorations et des mesures utiles.

Elle sera en outre chargée d'examiner sous le rapport de l'instruction les personnes qui se présenteraient pour obtenir des diplômes de maîtresse ou de sous-maîtresse de pension.

C'est sur le choix et l'admission de ces maîtresses que j'appellerai d'abord votre attention. Je ne saurais trop vous répéter que la plus grande sévérité doit présider à cette opération ; le succès de tous nos efforts dépend de la manière dont elle sera exécutée.

Aucun individu ne pourra tenir une maison d'éducation, sans s'être préalablement pourvu d'un diplôme et d'une autorisation de s'établir dans un lieu déterminé.

Aucune personne ne pourra remplir les fonctions de sous-maîtresse ou de maîtresse d'études, si elle n'a obtenu un diplôme.

Les filles ou parentes des directrices ne sont point dispensées de cette obligation.

Aucune personne, fille, mariée ou veuve, ne pourra être admise comme directrice d'une maison d'éducation avant l'âge de vingt-cinq ans accomplis.

Il faudra avoir dix-huit ans accomplis pour obtenir le diplôme de sous-maîtresse ou maîtresse d'études.

Vous n'enverrez devant le jury d'examen que les personnes qui remplissent ces conditions d'âge, et qui seront munies des pièces suivantes, dont vous ferez avec soin la vérification ; savoir :

Un acte de naissance ;

Un certificat de bonnes mœurs délivré, sur l'attestation de trois témoins, par le maire de la commune qu'habite la postulante.

Si elle est mariée, elle fournira un extrait de l'acte de célébration



de son mariage, et le certificat de bonnes mœurs devra être communiqué à elle et à son mari.

Si elle est veuve, elle devra se pourvoir de l'acte de décès de son mari.

Si elle est séparée de corps, elle produira un extrait du jugement qui prononce la séparation, afin que vous puissiez connaître si les motifs de cette mesure ne témoignent rien contre ses mœurs.

Les connaissances exigées des personnes qui se présenteront pour obtenir le diplôme de maîtresse de pension, seront les principes de la religion, la lecture, l'écriture, la grammaire française et l'arithmétique.

Les personnes qui voudraient être sous-maîtresses, devront savoir lire et écrire correctement, et justifier qu'elles sont en état de montrer au moins l'une des parties de l'enseignement dont suit l'énoncé :

*Les principes de la religion, la lecture, l'écriture, la grammaire française, l'arithmétique, l'histoire ancienne et moderne, et la géographie.*

Indépendamment des bons témoignages renfermés dans les certificats fournis par les postulantes, vous vous procurerez, par tous les moyens qui sont à votre disposition, des renseignemens plus complets sur leur compte. Ces renseignemens devront particulièrement avoir pour objet les différens points que je vous ai indiqués au commencement de cette lettre.

Vous vous adresserez, pour les obtenir, soit aux préfets des départemens, soit aux maires des communes, que les postulantes auront habités.

D'après les résultats de ces recherches et le rapport du jury d'examen, vous délivrerez, s'il y a lieu, le diplôme sollicité.

Ce diplôme n'aura de valeur que dans l'étendue du département.

Vous donnerez ensuite à celle qui l'aura obtenu, et qui voudra se mettre à la tête d'une maison d'éducation, l'autorisation de s'établir dans le lieu qu'elle aura choisi, si toutefois ce lieu ne présente aucun danger, sous le rapport de la salubrité ou du voisinage des autres habitations.

Les maîtresses de pension déjà établies, et les sous maîtresses déjà placées, devront se munir de diplômes et d'autorisations avant le 1.<sup>er</sup> octobre prochain : mais les premières ne seront point tenues de subir un examen ; elles devront seulement fournir les certificats exigés des personnes qui entrent dans la carrière de l'enseignement.

La cession d'une maison d'éducation ne pourra être faite qu'à une personne préalablement autorisée à diriger l'établissement.

Les maîtresses et sous-maîtresses appartenant à des congrégations religieuses autorisées par le Roi seront dispensées de subir l'examen ; vous pourrez leur remettre le diplôme et l'autorisation d'enseigner d'après l'exhibition de leur lettre d'obédience ; et si, dans quelques cas particuliers, vous voyiez des inconvéniens à leur confier l'éducation de jeunes filles, vous devriez m'en référer, et je déciderais si le diplôme doit ou ne doit pas être délivré.

Vous pourrez, pour des motifs graves et par un arrêté, révoquer le diplôme et l'autorisation accordés à une institutrice : mais cet arrêté devra être soumis à mon approbation, avant de recevoir son exécution.

Le maire de chaque commune s'assurera si les institutrices qui y résident, ou qui viendraient s'y établir, sont munies de diplômes et d'autorisations.

Vous aurez recours aux procureurs du Roi pour faire fermer les maisons des individus qui ne seraient point en règle.

Le décret du 15 novembre 1811 (1), les ordonnances des 29 février 1816 (2) et 3 mai 1820 (3), vous assurent l'appui des tribunaux dans ces circonstances.

Toutes les mesures que je viens d'indiquer me semblent indispensables pour empêcher que les jeunes personnes ne tombent entre les mains de maîtresses indignes et incapables de diriger leur éducation; mais elles n'auraient que peu d'effet, si les institutions n'étaient soumises à une surveillance active et continuelle.

Convaincu de la nécessité de cette surveillance, je sens cependant qu'elle ne peut être exercée qu'avec une extrême circonspection; et, pour cet objet, il me paraît encore impossible d'étendre aux pensions, les dispositions appliquées aux écoles primaires.

L'opinion publique pourrait s'alarmer de voir les pensionnats de filles sans cesse inspectés par des hommes, qui ne pourraient d'ailleurs entrer dans tous les détails nécessaires.

Pour que les visites qui doivent avoir lieu dans l'intérieur des maisons ne fassent naître aucune idée étrangère à leur véritable but, il est indispensable qu'elles soient faites par des personnes du sexe.

Je crois donc convenable de désigner à cet effet deux ou trois personnes dans chaque arrondissement communal.

Elles devront être choisies par vous entre les mères de famille les plus recommandables par leur rang, leur caractère, et sur-tout par la pureté de leur mœurs et de leurs principes religieux.

Elles auront le titre de *dames inspectrices*.

Elles visiteront, de temps en temps, et à l'improviste, les maisons d'éducation placées sur leur surveillance.

Elles s'assureront de l'exécution des réglemens, en ce qui concerne les directrices d'établissement et les maîtresses d'études.

Elles examineront si les maisons sont suffisamment vastes pour le nombre d'élèves qui s'y trouvent, et si les dispositions intérieures ne laissent rien à désirer sous les rapports de la salubrité et de la décence.

Elles s'informeront s'il n'y a point de voisinage dangereux pour les mœurs ou la santé des enfans.

Elles auront soin de visiter les infirmeries; et dans le cas où il y

(1) Bulletin des lois, n.º 402; 4.º série, n.º 7452.

(2) *Idem*, n.º 73; 7.º série, n.º 495.

(3) *Idem*, n.º 363; 7.º série, n.º 8641.

aurait des maladies contagieuses , elles se feront rendre compte des mesures prises pour éviter toute communication entre les malades et les autres personnes de la maison.

Elles recommanderont la pratique de la vaccine.

Elles examineront si la nourriture est suffisante et de bonne qualité, et s'informeront si les heures de repas , d'étude, de repos et de récréation sont convenablement réglées ; si l'on n'inflige aux jeunes personnes aucune punition, si on ne leur permet aucun jeu , qui puisse nuire à leur santé.

Les inspectrices s'assureront encore si l'on fait pratiquer exactement aux élèves les exercices de leur religion.

Elles tâcheront de connaître, d'une manière certaine, quelle est la direction donnée à l'éducation, et si elle ne tend pas, soit à relâcher les mœurs des élèves, soit à leur inculquer des principes erronés.

L'unique but que les institutrices doivent se proposer est de former des mères de famille estimables ; on ne doit point tolérer tout ce qui tendrait à détourner les jeunes personnes de cette vocation naturelle et respectable.

Les pensionnats tenus par des religieuses seront , comme les autres établissemens, soumis à la surveillance des dames inspectrices, en tout ce qui concernera les jeunes élèves.

Les dames inspectrices vous feront leur rapport sur tout ce qu'elles auront remarqué dans leurs visites.

Les fonctions qui leur sont confiées sont aussi délicates qu'elles sont honorables ; elles imposent de grandes obligations. Vous ferez connaître d'avance ces obligations aux personnes que vous voudriez désigner, et vous leur ferez observer qu'elles ne doivent accepter une mission aussi importante qu'avec la ferme intention de la remplir scrupuleusement dans tous ses détails. Votre choix ne doit d'ailleurs tomber que sur les dames que vous croirez bien capables de s'acquitter convenablement de pareils soins.

Les sous-préfets et les maires vous communiqueront directement les renseignemens qu'ils seront à même de recueillir sur les maisons placées dans l'étendue de leur arrondissement ou de leur commune.

En terminant ces instructions, qui, j'espère, ne vous laisseront aucune incertitude sur la conduite que vous avez à tenir avec les maîtresses et sous-maîtresses de pension, il n'est peut-être pas inutile de vous rappeler qu'un arrêté ministériel relatif aux maisons d'éducation de filles interdit les jeux, les danses, les concerts, et les représentations théâtrales, dans les distributions de prix (1).

Ces distributions ne peuvent être faites qu'en présence des maîtresses d'établissement, des pères, des tuteurs, et des mères ou correspondantes des élèves, de leurs parentes et des dames inspectrices.

Vous me rendrez compte des mesures que vous aurez prises pour vous conformer aux instructions renfermées dans cette lettre.

---

(1) Voir la circulaire du 10 octobre 1812.



Paris, le 19 Juin 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),  
Aux Préfets.

LES difficultés élevées par plusieurs conseils municipaux relativement à l'exécution de l'article 10 de l'ordonnance du 25 décembre 1819 (1) sur les bourses communales des colléges royaux ne font craindre que dans d'autres conseils cet article ne reçoive une fausse interprétation.

Pour éviter toute discussion à ce sujet entre la commission de l'instruction publique et les communes, je crois utile de vous communiquer quelques observations que vous mettrez sous les yeux des conseils municipaux de votre département.

D'après l'ordonnance du 25 décembre, les communes qui ont fondé les bourses peuvent seules former les listes de candidats aux demi-bourses qui deviennent vacantes.

Dans des cas particuliers, et nécessairement très-rares, des sujets présentés par les villes peuvent, en considération de leur capacité et de la malheureuse position de leurs parens, être admis à des bourses trois quarts et entières, sans passer par la bourse inférieure.

Mais la désignation des élèves qui doivent passer de la jouissance d'une bourse inférieure à celle d'une bourse trois quarts ou entière appartient exclusivement à la commission de l'instruction publique.

Dans aucune circonstance et sous aucun prétexte les conseils municipaux ne peuvent participer à ces promotions, qui, aux termes de l'ordonnance, doivent être la récompense de succès obtenus dans l'intérieur des colléges royaux.

Il est facile de se convaincre que cette interprétation est la seule qui satisfasse à-la-fois aux articles 10 et 11 de l'ordonnance.

En effet, les communes désignent seules les candidats qui concourent pour obtenir les bourses inférieures.

Les candidats, une fois admis, ont droit, par leur bonne conduite, au complément de leurs bourses, qui ne sont d'abord que de moitié ou de trois quarts de pension.

Cette récompense est un prix proposé à leur émulation ; les juges de ce prix ne peuvent être que les maîtres auxquels ils sont confiés.

La commune qui a présenté les candidats, et qui, par sa présentation, leur a donné droit à une demi-bourse ou à trois quarts de bourse, leur a donné aussi le droit à une bourse entière, s'ils se conduisent de manière à l'obtenir.

Elle ne peut leur ôter ce droit, elle ne peut en être juge, comme elle ne l'est pas du mérite des candidats qu'elle a autorisés à concourir.

---

(1) Bulletin des lois, n.º 340 ; 7.º série, n.º 8138.



Lorsque l'article 11 de l'ordonnance a dit qu'il ne serait jamais nommé aux bourses communales vacantes que les élèves présentés par les conseils municipaux, il s'est référé à cette règle, que les fondateurs doivent avoir la présentation : on a voulu empêcher que des étrangers à la commune ne profitassent de ses bienfaits. Mais il ne peut être question dans cet article que de la première vacance de chaque bourse, et non de son complément. On ne peut admettre que les conseils municipaux, qui ne connaissent pas les progrès et la conduite de leurs boursiers, puissent indiquer ceux à qui la pension entière doit être accordée.

Ces explications, puisées dans l'esprit et la lettre de l'ordonnance, ne me paraissent laisser aucune incertitude sur la marche que doivent suivre les conseils municipaux dans la présentation des candidats aux bourses communales des collèges royaux.

( Recensement général de la Population. )

Paris, le 26 Juin 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( Baron *Mounier* ),

Aux Préfets.

La population des communes et des départemens servant de règle à plusieurs opérations administratives, il importe qu'elle soit établie par des dénombremens exacts : mais, comme elle éprouve des variations d'un jour à l'autre, l'état en doit être fixé par le Gouvernement pour un temps déterminé.

Jusqu'à présent, le tableau de la population des communes du royaume approuvé en 1806 a été considéré comme seul authentique : cependant, depuis cette époque, le nombre des habitans a augmenté ou diminué dans quelques lieux, et il est nécessaire de procéder à un nouveau recensement général.

Je vous prie de le faire faire dans toutes les communes de votre département, et de m'en adresser le résultat, que vous certifierez, au bas du tableau dont je vous envoie le cadre au nombre de trois exemplaires.

Lorsqu'ils seront remplis, vous m'en renverrez deux, pour être, l'un annexé à l'ordonnance royale qui sera rendue, l'autre déposé dans mes bureaux : le troisième restera aux archives de votre préfecture.

Ce cadre est semblable à celui qui a été dressé en 1806, avec cette seule différence, qu'il y est ajouté une colonne pour indiquer la population agglomérée de quinze cents âmes et au-dessus, non compris la population éparsée, à l'article de chacune de celles des communes de votre département qui offriraient cette population agglomérée.

Il est inutile de vous rappeler que les arrondissemens devront être désignés, sur le tableau, non par un numéro, mais par le nom du chef-lieu; que l'ordre alphabétique devra être observé pour les dénominations tant des arrondissemens que des cantons et des communes; à la fin de chaque canton sera le total, par colonnes, de la population des communes qui le composent; la même récapitulation par cantons sera placée à la suite de chaque arrondissement; la fin du tableau offrira celle des arrondissemens; et sur le feuillet suivant, après la récapitulation générale, vous porterez le relevé de la population totale de chacune des villes de votre département qui sont divisées en plusieurs cantons ou justices de paix.

Il est essentiel que le tableau soit exactement dressé comme je viens de l'indiquer : vous entretenir de l'importance et de l'utilité de ce travail, c'est m'assurer qu'il sera fait avec toute l'exactitude désirable, et que vous me l'enverrez promptement.

---

( Mines. — Visites des exploitations; Travail des redevances, et Envoi d'états.)

Paris, le 28 Juin 1820.

Le Directeur général des ponts et chaussées et des mines  
( M. Becquey ),

Aux Ingénieurs en chef des mines.

L'ÉPOQUE à laquelle les ingénieurs des mines doivent procéder à la visite annuelle des exploitations et au travail des redevances étant arrivée, je crois convenable d'appeler leur attention sur les objets suivans.

Les états d'exploitation ne sauraient contenir trop de détails sur les recettes et les dépenses, puisqu'ils sont principalement destinés à éclairer les comités d'évaluation : mais depuis long-temps ces états ont encore un autre objet, celui de faire connaître à l'administration la situation des établissemens sous le rapport technique et statistique, le mouvement des exploitations depuis l'année précédente, les améliorations qui ont eu lieu et les obstacles qui ont été éprouvés. En prescrivant aux ingénieurs de porter sur ces états les renseignemens divers qu'ils sont d'ailleurs dans l'obligation de recueillir annuellement, on a eu en vue de leur éviter de les transmettre à la direction générale sous la forme d'un travail particulier, et de prévenir ainsi les doubles emplois sous plusieurs points de vue. Ces renseignemens peuvent être inscrits, soit à la marge ou au revers des états, soit même sur des feuilles supplémentaires, dans les cas où l'ingénieur aurait à faire connaître quelques détails qui ne seraient point de nature à être soumis au comité.

En m'adressant copie des pièces du travail des redevances, il est essentiel que les ingénieurs me communiquent leurs observations sur

les appréciations du revenu net, arrêtées par les comités d'évaluation. Il importe que je sois toujours en mesure d'éclairer le ministre des finances à cet égard, et que je puisse, sur-tout, lui soumettre mes propositions motivées, dans le cas où les intérêts du trésor n'auraient pas été convenablement pris en considération.

Parmi les réclamations qui peuvent être formées par les exploitans, il ne faut pas confondre les demandes faites à l'effet d'obtenir des secours pour pertes considérables, éprouvées par suite d'accidens majeurs, avec les réclamations en dégrèvement pour cause de surtaxe. Ces dernières doivent être jugées par les conseils de préfecture, et instruites d'après les formes prescrites par les articles 44 à 53 du décret du 6 mai 1811 (1). Les premières, au contraire, doivent être instruites conformément à l'article 54 du même décret, et elles peuvent donner lieu à trois espèces de décisions différentes ; savoir :

1.<sup>o</sup> Si la perte est peu considérable, il y a lieu seulement à accorder une remise ordinaire, à prendre sur les cinq centimes départementaux dont le préfet peut disposer, et qui proviennent de la moitié des dix centimes imposés en sus des redevances, pour fonds de non-valeurs. Le préfet prend, à cet égard, un arrêté qui m'est adressé, pour être, s'il y a lieu, proposé par moi à l'approbation du ministre des finances.

2.<sup>o</sup> Si la perte est considérable, il y a lieu à deux décisions distinctes : la première épuise, dans la forme qui vient d'être expliquée ci-dessus, les cinq centimes du préfet; la seconde a pour objet d'accorder une remise extraordinaire sur les cinq centimes généraux, réservés par l'article 57 du décret cité ci-dessus au ministre de l'intérieur. Le préfet donne son avis, en forme d'arrêté, sur les propositions des ingénieurs; et après que les formalités prescrites par l'article 54 du même décret ont été remplies, son excellence, sur mon rapport, accorde le secours, s'il y a lieu.

3.<sup>o</sup> Lorsque les deux modes précédens n'offrent pas des moyens de secours suffisamment proportionnés à l'énormité des pertes éprouvées, l'ingénieur peut présenter une troisième proposition, distincte et séparée des premières ; savoir : de faire à l'exploitant l'application de la faveur spécifiée en l'article 38 de la loi du 21 avril 1810 (2), c'est-à-dire, d'une remise de la redevance proportionnelle pour un nombre d'années déterminé. Cette remise est accordée par Sa Majesté, dans les formes ordinaires.

Relativement à tous les autres objets concernant le service des ingénieurs, je ne puis que les inviter à se pénétrer de nouveau des dispositions énoncées dans les précédentes circulaires, et sur-tout dans l'instruction générale du 1.<sup>er</sup> septembre 1814 (3).

J'insisterai seulement sur l'obligation où ils sont de veiller à l'exé-

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 369; 4.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 6754.

(2) *Idem*, n.<sup>o</sup> 285; 4.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 5401.

(3) Voir cette instruction à sa date.



cution du décret du 3 janvier 1813 (1), et je leur rappellerai qu'aucun motif ne peut les dispenser de laisser aux exploitans de mines et minières concessibles, copie du procès-verbal de la visite des travaux, et des observations qui en ont été le résultat; comme aussi d'y ajouter, lorsque cela est nécessaire, une instruction contenant les mesures à prendre pour la sûreté des hommes et des choses, le tout en conformité de l'article 6 du décret précité du 3 janvier 1813; le procès-verbal ainsi que les observations et la copie des instructions sont ensuite adressés au préfet du département, et l'ingénieur m'en donne avis. Dans le cas où la reconnaissance des lieux ferait apercevoir la nécessité de prendre quelques-unes des mesures prescrites par le décret qui vient d'être cité, l'ingénieur doit en faire immédiatement la proposition au préfet, et m'en informer sur-le-champ.

Je recommande en outre aux ingénieurs de se mettre en mesure de pouvoir me rendre compte, avant la fin de la présente année, de la situation, 1.<sup>o</sup> des tourbières de chaque département; 2.<sup>o</sup> des minières non concessibles de lignites, d'alun, de couperose ou de fer; 3.<sup>o</sup> des usines qui dépendent de ces minières.

Vous voudrez bien vous conformer aux dispositions de la présente circulaire, et vous la communiquerez de suite aux ingénieurs placés sous vos ordres, en y ajoutant les développemens que vous jugerez utiles au bien du service.

---

*(Nomenclature des Communes.)*

Paris, le 28 Juin 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron Mounier),

Aux Préfets.

Un ouvrage utile qui manque à l'administration est la nomenclature générale des communes du royaume : jusqu'à présent, celles qui ont été faites, ou sont incomplètes, ou contiennent des erreurs, et ne sont pas d'ailleurs authentiques; j'ai pensé qu'il était nécessaire d'en former une liste exacte.

Dans un moment où vous allez vous occuper du recensement de la population, il vous sera facile de la dresser dans la forme du tableau dont je vous envoie le modèle, et je recommande ce travail important à vos soins. Pour qu'il ait l'utilité qui le fait desirer, il est essentiel que l'ordre alphabétique soit observé, que l'orthographe des noms des communes soit correcte, que le tableau, après le nom de chaque commune, qui sera écrit en plus gros caractère, présente la dénomination des sections qui y ont été réunies par des actes du Gouvernement, et des hameaux ou villages qui en dépendent et sont séparés

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 467; 4.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 8561.



du chef-lieu. Des colonnes particulières indiqueront en outre le nom de la paroisse ou de la succursale dont chaque commune ou section de commune fait partie, et celui du canton et de l'arrondissement.

Veuillez m'adresser cette nomenclature.

*(Recrutement. — Exemption des jeunes gens qui se destinent à l'enseignement public.)*

Paris, le 30 Juin 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron Mounier),

Aux Préfets.

Le ministre de l'intérieur vous a indiqué, dans une circulaire du 17 mars dernier (1), les mesures qui pouvaient assurer l'exécution de l'article 15 de la loi du recrutement (2) envers les jeunes gens que ce même article dispense du service militaire à raison de leurs études, vocation ou emploi, à la condition qu'ils seront admis dans le service public auquel ils se destinent, et qu'ils ne le quitteront pas avant l'expiration du temps fixé pour la durée des enrôlemens.

Il est nécessaire d'y ajouter quelques dispositions de simple formalité à l'égard des frères des écoles chrétiennes.

D'après l'article 83 de l'instruction générale sur les appels, approuvée par le Roi le 12 août 1816 (3), les membres de cette congrégation, lorsqu'ils réclament la dispense, doivent produire un certificat constatant qu'ils ont contracté l'engagement de se vouer pendant dix ans à l'instruction publique; mais, comme il était à craindre qu'une indulgence abusive ne portât les supérieurs particuliers de quelques écoles locales à accorder trop facilement cette attestation à des jeunes gens dont l'intention aurait été d'échapper par ce moyen au recrutement, en renonçant ensuite à leur vocation, des mesures, approuvées par le ministre, ont été concertées entre le supérieur général de la congrégation et la commission de l'instruction publique pour prévenir cet abus.

Il a été convenu que le supérieur général enverra à la commission une liste annuelle sur laquelle seront portés les jeunes frères et novices qu'il jugera devoir mériter d'être dispensés du service militaire. La commission, d'après cette liste, adressera au supérieur général, pour être distribués aux sujets qu'il aura désignés, des certificats conformes à ceux qui sont donnés aux instituteurs ordinaires qui se trouvent dans le même cas.

(1) Voir à cette date.

(2) Bulletin des lois, n.º 200; 7.º série, n.º 3695.

(3) *Idem*, n.º 233; 7.º série, n.º 4822.

En conséquence, les conseils de révision ne devront dispenser du service militaire aucun frère des écoles chrétiennes qui réclamerait cette faveur, que sur la production du certificat. De cette manière, on aura la certitude de n'accorder de dispense qu'à ceux que le supérieur général et la commission d'instruction publique auront reconnus avoir pris les engagements exigés par la loi du recrutement.

Vous veillerez à ce que cette formalité, qui doit être remplie également par tous les jeunes gens qui se destinent à l'enseignement public ou qui en exercent déjà les fonctions, soit exactement observée.

---

(*Sociétés d'assurance contre l'incendie.*)

Paris, le 14 Juillet 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron Mounier),

Aux Préfets.

IL s'est formé, avec l'autorisation du Roi, plusieurs compagnies et sociétés d'assurance contre l'incendie. Les unes se composent d'un certain nombre de propriétaires qui sont en même temps assureurs et assurés; on les désigne sous le nom d'*assurances mutuelles* : les autres sont des entreprises commerciales on les nomme *assurances à prime*.

De ce que ces établissemens ont été jugés utiles pour les particuliers, quelques fonctionnaires publics ont inféré qu'ils pourraient offrir les mêmes avantages aux départemens, et qu'il y avait lieu de faire assurer, suivant l'un ou l'autre mode, les bâtimens affectés au service public. Je crois que cette opinion n'est pas fondée.

Dans les assurances mutuelles, les associés s'obligent à supporter, en commun et au marc le franc des valeurs assurées, les dommages causés par le feu. Avant de se soumettre à cette réciprocité de garantie, il faut examiner s'il y a parité d'intérêt et égalité de risques.

Le particulier qui fait assurer sa maison a principalement en vue de conserver une propriété dont la destruction entraînerait sa ruine ou ébranlerait sa fortune. Un département n'est pas exposé au même danger; il a toujours les moyens de rétablir un bâtiment qui aurait été endommagé par l'incendie. Si l'édifice était assuré, la perte se répartirait sur les propriétaires des maisons comprises dans l'association; s'il n'y a pas d'assurance, elle est réparée au moyen d'une imposition de centimes facultatifs qui atteint, outre les maisons assurées et non assurées, toutes les propriétés foncières du département; ce qui donne une base de répartition infiniment plus large, et rend presque insensible le contingent de chaque contribuable. L'intérêt qui porte à entrer dans l'association n'est donc pas pour les départemens aussi pressant que pour les particuliers.

Les bâtimens publics sont, en général, solidement construits; leur isolement les préserve de la communication du feu; ils sont moins

exposés à l'incendie, à raison de l'usage auquel ils sont affectés, ou de la surveillance qui s'y exerce. Les risques ne sont donc pas les mêmes.

Mais ce qui s'oppose sur-tout à ce que les départemens participent aux assurances mutuelles, c'est que les cotisations sont éventuelles et indéterminées. Les édifices publics ayant une grande valeur, la somme à payer pourrait, si les incendies étaient fréquens, devenir très-considérable; et comme il serait impossible de la connaître d'avance et de la porter dans les budgets, l'administration se trouverait dans l'alternative, ou de différer le paiement, ce qui serait contraire aux conventions et aux intérêts de l'association; ou de disposer de fonds qui auraient une autre destination, ce qui serait souvent nuisible au service, et toujours irrégulier.

Dans les assurances à prime, une compagnie de capitalistes se charge d'indemniser les propriétaires, à condition qu'ils paieront annuellement une somme proportionnée aux risques et à la valeur des bâtimens assurés; mais elle ne répond de la totalité du dommage que dans le cas où la prime est payée pour la valeur entière de l'immeuble. Si l'estimation qui sert de base au contrat d'assurance est au-dessous de la valeur réelle, la compagnie ne concourt à la réparation des pertes que pour une part proportionnelle. Ainsi l'on n'a la certitude d'être complètement indemnisé qu'en payant la prime pour les gros murs et les pierres de taille, qui ne périssent presque jamais, et qui forment toujours une partie importante de la valeur d'un bâtiment public. Cette circonstance et l'inégalité des risques, dont j'ai parlé plus haut, rendent la position de l'administration moins favorable que celle des particuliers.

Une compagnie établit la prime de manière qu'elle couvre les dommages et les frais de régie, et qu'elle rende encore un profit aux actionnaires. Comme les frais et les bénéfices absorberont une forte partie des recettes, il est certain que, après une période assez longue pour compenser toutes les chances, les départemens auront payé une somme bien supérieure à celle qu'ils auront reçue en indemnité. En effet, les dommages résultant de l'incendie ne s'élèvent pas, année commune, à la moitié de ce que les primes coûteraient aux départemens.

Le motif le plus spécieux que l'on puisse alléguer en faveur du système des assurances est que, moyennant une dépense fixe et modique, les départemens ne seront pas obligés, en cas d'incendie, à fournir dans une seule année une somme considérable qui excéderait quelquefois leurs ressources; mais il arrive bien rarement qu'un édifice public soit consumé tout entier. Si la dégradation est partielle, les recettes ordinaires suffiront pour y remédier; si elle est générale, la restauration ne peut s'effectuer promptement; elle est d'ailleurs subordonnée à des formalités qui exigent des délais, pendant lesquels on a le temps, ou de créer des fonds, ou de traiter avec des entrepreneurs pour qu'ils fassent des avances.

J'ai jugé nécessaire de vous adresser ces observations, afin que vous les communiquiez au conseil général de votre département, à sa



prochaine session. Si, après en avoir pris connaissance, ce conseil pensait qu'il convînt de faire assurer les bâtimens départementaux, les motifs de sa délibération seraient examinés avec soin, et il serait statué ensuite : mais, quelles que soient votre opinion et celle du conseil général, je vous prie de ne prendre aucun engagement, même provisoire ou conditionnel, avec une compagnie d'assurances, avant de connaître la décision du ministre.

( *Jurys de médecine.* )

Paris, le 20 Juillet 1820.

Le Conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance (Baron *Capelle*),  
Aux Préfets.

( EXTRAIT. )

D'APRÈS l'article 13 de la loi du 21 germinal an 11 [ 11 avril 1803 ] (1), c'est aux préfets qu'il appartient de désigner les pharmaciens qui seront adjoints au jury. Ces pharmaciens doivent être renouvelés en même temps que les membres des jurys ; et vous avez en conséquence à vous occuper de leur nomination, en ne perdant pas de vue que, d'après le dernier paragraphe de l'article que je viens de citer, ils ne peuvent plus être pris maintenant que parmi les pharmaciens qui ont été reçus dans l'une des écoles spéciales de pharmacie.

Si vous n'avez pas encore envoyé, en exécution de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 21 mai 1812 (2), au président des jurys de l'arrondissement dont votre département fait partie, la liste des candidats qui desirent se présenter à la prochaine session du jury, je vous invite à la lui adresser sans délai.

Vous aurez soin d'assurer l'exécution des autres dispositions de l'arrêté du ministre du 14 de ce mois (3).

Je vous rappellerai que, d'après l'article 12 de l'arrêté précité du 21 mai 1812, les listes des personnes qui se livrent à l'art de guérir, dans chaque département, doivent être réimprimées en totalité tous les cinq ans.

Paris, le 14 Juillet 1820.

Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur ;  
Vu les lois du 19 ventôse et du 21 germinal an 11 ( 10 mars et

(1) Bulletin des lois, n.º 270 ; 3.º série, n.º 2676.

(2) Voir cet arrêté, tome II, page 357 et suiv.

(3) Voir cet arrêté, à la suite de la présente circulaire.



11 avril 1803 ) (1), et les arrêtés du Gouvernement des 20 prairial et 25 thermidor même année ( 9 juin et 13 août 1803 ) (2), sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie;

Vu également l'arrêté du 21 mai 1812 (3), relatif aux jurys de médecine;

Arrête ce qui suit :

ART. 1.<sup>er</sup> L'arrondissement de la faculté de médecine de Paris, pour les jurys de médecine, continuera à former deux divisions.

La première division comprendra les départemens du Calvados, des Côtes-du-Nord, de l'Eure, d'Eure-et-Loir, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire, de la Manche, de la Mayenne, du Morbihan, de l'Orne, de l'Oise, de la Sarthe, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Oise et de la Vendée.

La seconde division comprendra les départemens de l'Aisne, de l'Aube, du Cher, de l'Indre, d'Indre-et-Loire, du Loiret, de Loir-et-Cher, de la Marne, de la Nièvre, de Seine-et-Marne, de la Somme et de l'Yonne.

A la prochaine réunion des jurys, M. *Béclard* présidera ceux de la première division, et M. *Orfila*, ceux de la seconde.

A la seconde réunion des jurys, M. *Orfila* présidera ceux de la première division, et M. *Béclard*, ceux de la seconde; et ainsi de suite, de manière que l'un et l'autre président alternativement les jurys médicaux de chaque division.

2. L'arrondissement de la faculté de médecine de Montpellier formera aussi deux divisions.

La première division comprendra les départemens des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Ariège, de la Haute-Garonne, du Gers, des Hautes-Pyrénées, des Basses-Pyrénées, des Landes, de la Gironde, de la Charente-Inférieure, des Deux-Sèvres, de la Vienne, de la Charente, de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, du Lot, de Tarn-et-Garonne et du Tarn.

La seconde division comprendra les départemens du Gard, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Var, de la Corse, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, de l'Isère, de la Drôme, de l'Ardèche, de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme, de l'Allier, de la Creuse, de la Haute-Vienne, de la Corrèze, du Cantal, de la Lozère et de l'Aveyron.

Les présidens des jurys de médecine de cet arrondissement alterneront pour la présidence des jurys compris dans chaque division.

3. La première division de l'arrondissement de la faculté de Strasbourg comprendra les départemens du Haut-Rhin, de la Haute-Saône, de la Côte-d'Or, du Doubs, du Jura, de Saône-et-Loire, de l'Ain, du Rhône et de la Loire.

(1) Bulletin des lois, n.<sup>os</sup> 256 et 270; 3.<sup>e</sup> série, n.<sup>os</sup> 2436 et 2676.

(2) *Idem*, n.<sup>os</sup> 289 et 306; 3.<sup>e</sup> série, n.<sup>os</sup> 2831 et 3073.

(3) Voir cet arrêté, tome II, pag. 357 et suiv.

La seconde division sera composée des départemens des Vosges, de la Haute-Marne, de la Meurthe, des Ardennes, du Nord et du Pas-de-Calais.

MM. *Flamant* et *Foderé*, présidens des jurys de cet arrondissement, alternent pour la présidence des jurys compris dans chaque division.

4. Les aspirans aux titres d'officier de santé, de pharmacien, de sage-femme et d'herboriste, qui voudront se présenter aux examens devant le jury de médecine, devront se faire inscrire à la préfecture de leur département, du mois d'avril au mois de juillet. Au commencement du mois de juillet de chaque année, les préfets feront dresser la liste des candidats, et la communiqueront au président des jurys.

5. Lorsque le président aura reconnu que le produit des réceptions pourra être suffisant pour couvrir les dépenses dont il sera parlé aux articles 8 et 9 du présent arrêté, il nous en informera; nous ordonnerons alors, s'il y a lieu, la réunion des jurys : le président indiquera ensuite au préfet l'époque où il devra se rendre successivement au chef-lieu de chaque préfecture pour assister aux examens. Le même ordre sera aussi observé dans les départemens où siègent les facultés de médecine.

6. Aussitôt que les préfets connaîtront l'époque de la réunion du jury de leur département, ils en donneront avis aux examinateurs et aux candidats inscrits pour les examens. Ils feront imprimer et tenir prêts les titres dans la forme usitée jusqu'à ce jour : ils feront aussi préparer l'extrait des procès-verbaux des jurys, conformément au modèle annexé à l'arrêté du 21 mai 1812 (1).

7. Dans les départemens où les jurys ne pourront être réunis, faute du nombre prescrit d'aspirans, les préfets, après avoir pris l'avis des présidens, autoriseront les candidats qui se seront fait inscrire à se présenter, s'ils le jugent convenable, au jury qui devra s'assembler dans l'un des départemens les plus voisins et compris dans l'arrondissement de la même faculté de médecine. Aucun candidat ne pourra être admis aux examens, dans un département autre que celui où il se propose de s'établir, s'il n'est muni d'une autorisation expresse, qui ne pourra lui être accordée que par le préfet de son département, pour le motif ci-dessus énoncé.

8. Sur la somme payée par les aspirans au titre d'officier de santé, pour chacun de leurs examens, il sera prélevé 24 francs, qui seront partagés, par égale portion, entre le commissaire président et les autres membres du jury, pour droit de présence.

Sur la somme payée par les aspirans au titre de pharmacien, pour chacun de leurs examens, il sera prélevé 35 francs, qui seront partagés, par égale portion, entre le commissaire président et les autres membres du jury, pour droit de présence.

La totalité de ce qui sera payé par les aspirans au titre d'herboriste est allouée aux examinateurs.

---

(1) Voir cet arrêté, tome II, page 357 et suiv.

9. Après avoir pourvu aux droits de présence des membres du jury, le restant du produit des droits de réception servira,

1.<sup>o</sup> A payer les frais de voyage et l'indemnité extraordinaire assignés au président des jurys par l'article 50 de l'arrêté du 20 prairial an 11 (1); ces frais et indemnités sont fixés, en totalité, à 10 francs par poste ou myriamètre, pendant la route, et à 12 francs par jour, pendant le séjour;

2.<sup>o</sup> A payer les frais mentionnés par l'article 6 du présent arrêté.

10. Dans le cas où les dépenses dont il est question aux deux articles précédens n'absorberaient pas la totalité du produit des réceptions faites par les jurys, il pourra être payé des indemnités, 1.<sup>o</sup> à ceux des professeurs d'accouchement dont les cours sont établis en vertu de notre autorisation ou de celle de nos prédécesseurs; 2.<sup>o</sup> aux membres des jurys, pour frais de voyage dans la visite des pharmacies. Ces deux espèces de dépenses ne seront acquittées que sur des propositions spéciales, qui nous seront faites par les préfets.

L'excédant, s'il y en a, sera versé dans la caisse du mont-de-piété de Paris.

11. Un extrait du procès-verbal des opérations du jury, dressé suivant la forme indiquée au modèle annexé à l'arrêté du 21 mai 1812 (2), et certifié par le préfet du département, sera remis au commissaire président, pour nous être transmis avec le compte de sa mission. Une copie du même extrait nous sera adressée par le préfet. Le procès-verbal original sera déposé à la préfecture.

Les préfets et les jurys des départemens où il y a des facultés de médecine suivront la même marche.

---

(Dépenses diocésaines.)

Paris, le 23 Juillet 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte Siméon),  
Aux Evêques.

(EXTRAIT.)

AU moment où les préfets vont s'occuper de la formation des budgets des dépenses départementales, je crois utile de vous rappeler l'ensemble du nouveau système établi par les dernières lois de finances pour l'acquittement de ces dépenses, notamment en ce qui concerne celles qui sont relatives aux établissemens diocésains.

Les dépenses départementales sont divisées en quatre classes; savoir :

Fixes ou communes à plusieurs départemens;

Variables;

Facultatives;

Travaux d'intérêt général.

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 289; 3.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 2831.

(2) Voir cet arrêté, tome II, page 357 et suiv.



Dans les premières sont comprises les dépenses diocésaines dont le détail suit :

Frais de tournées et de secrétariat aux évêques;

Dépenses des maîtrises et bas-chœurs;

Entretien des bâtimens des cathédrales, évêchés et séminaires diocésains;

Entretien et achat du mobilier des évêchés;

Achat d'ornemens pontificaux, de cloches et autres objets pour la cathédrale;

Supplément aux revenus de la fabrique;

Loyer des maisons servant au logement des évêques ou des séminaristes dans les diocèses qui n'ont pas encore de palais épiscopal ou de séminaire.

Aux termes exprès de la loi, on ne doit comprendre dans ces dépenses aucun article pour le personnel des ministres de la religion. Cette exclusion s'étend naturellement aux supérieurs, directeurs et professeurs des séminaires.

Il est pourvu aux dépenses fixes ou communes sur un fonds de centimes centralisés au trésor royal, et répartis par le ministre entre tous les diocèses, dans la proportion des besoins généraux établis par les propositions des préfets.

Vous concevrez facilement, d'après cet exposé, qu'il était impossible que les conseils généraux, ignorant ce que les ressources permettraient d'accorder pour chaque objet de dépense, continuassent de voter les allocations. Cependant les budgets leur sont toujours présentés, mais comme simple communication; et les vœux qu'ils expriment quelquefois ne peuvent plus être considérés que comme un nouveau renseignement, servant à corroborer la proposition du préfet, mais dont le succès est entièrement subordonné à ce que les ressources permettent de faire.

Les dépenses dites *variables* s'imputent sur un autre fonds de centimes, qui reste à la disposition du département, et dont le conseil général vote réellement l'emploi. Ce budget ne contient aucun article relatif aux dépenses diocésaines.

Les dépenses facultatives, imputées sur le produit d'une imposition extraordinaire, qui ne peut s'élever à plus de 5 centimes, se composent de tous les objets de dépense extraordinaire d'utilité départementale que les conseils généraux consentent à voter. Ils sont libres d'y comprendre des secours, soit pour les établissemens ecclésiastiques, soit même pour le personnel du clergé. Ces votes sont nécessairement approuvés par le ministre.

C'est ainsi que, les années dernières, et principalement en 1819, il a été accordé, dans plusieurs diocèses, des indemnités aux évêques, vicaires généraux, provicaires généraux et chanoines, aux supérieurs et directeurs des séminaires, et des secours en faveur des écoles ecclésiastiques et pour la restauration d'anciennes églises monumentales dont les communes sont hors d'état de faire la dépense. Dans quelques



endroits, il a même été voté des allocations pour supplémens de traitement aux desservans, et pour réparations d'églises et de presbytères dans les communes rurales.

Les travaux d'intérêt général dans les départemens, comprenant les réparations extraordinaires des cathédrales, évêchés et séminaires ; et les acquisitions de bâtimens, pour ces deux derniers usages, dans les diocèses où il n'a pas été encore pourvu au logement de l'évêque ou à celui des séminaristes, sont imputés sur un crédit spécial ouvert au budget du ministère de l'intérieur. Les allocations sont réglées par le ministre, sur les propositions des préfets, justifiées par la production des plans et devis des travaux à exécuter. Ces propositions sont mises sous les yeux du conseil général, comme celles qui sont relatives aux dépenses fixes ou communes, à titre de simple renseignement.

D'après ces diverses explications, il vous sera facile de distinguer maintenant celles de vos demandes, pour dépenses diocésaines, qu'il suffira d'adresser aux préfets des départemens composant votre diocèse, et celles qui devront être soumises aux conseils généraux : vous sentirez combien il est important d'en accélérer l'envoi, si vous ne l'avez déjà fait.

Je vous prie d'observer d'ailleurs qu'il ne pourra être accordé aucune allocation, soit pour supplément aux revenus de la fabrique cathédrale (y compris achat de cloches, d'ornemens pontificaux, &c.), ou du séminaire, soit pour entretien ou complément du mobilier de l'évêché, que sur la production, ou du budget de la fabrique, rédigé dans la forme accoutumée, et non autrement, ou du compte des recettes et des dépenses du séminaire, pour l'exercice précédent, si vous ne me l'avez déjà transmis, ou enfin de l'inventaire du mobilier de l'évêché, dressé comme il est prescrit par l'ordonnance royale du 7 avril 1819 (1).

---

(Dépenses diocésaines.)

Paris, le 23 Juillet 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

(EXTRAIT.)

LES directeurs et professeurs des séminaires ne sont rétribués que dans quelques diocèses, et sur les revenus de l'établissement même, par conséquent fort légèrement, puisque, par-tout, à peu-près sans exception, ces revenus sont au-dessous des charges.

Les conseils généraux doivent être pénétrés de l'importance des écoles secondaires ecclésiastiques, indispensables pour la préparation des jeunes élèves à l'éducation cléricale, qui s'achève au séminaire diocésain. De leur conviction à cet égard paraît résulter naturelle-

---

(1) Bulletin des lois, n.º 274; 7.º série, n.º 6266.

ment celle de la nécessité de venir au secours de ces établissemens par des allocations, soit pour le personnel, soit pour le matériel.

Enfin, les églises monumentales excitent par elles-mêmes un intérêt auquel on ne peut supposer que l'administration départementale soit étrangère : elles sont une partie de la richesse du pays ; et la conservation de ces édifices est fortement compromise, si elle est abandonnée aux ressources absolument insuffisantes des communes où ils sont situés.

---

*(Service des enfans trouvés et des enfans abandonnés.)*

Paris, le 23 Juillet 1820.

Le Conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance (Baron Capelle),  
Aux Préfets.

SUIVANT la loi portant fixation du budget des recettes de 1820 (1), la dépense des enfans trouvés et des enfans abandonnés continue à être classée au rang de celles auxquelles il doit être pourvu, sur le produit des centimes affectés aux dépenses variables des départemens, *sans préjudice*, ajoute la loi, *du concours des communes, soit au moyen d'un prélèvement proportionnel à leurs revenus, soit au moyen d'une répartition qui sera proposée par le conseil général, sur l'avis du préfet, et approuvée par le ministre de l'intérieur.*

Vous aurez donc, comme les années précédentes, à présenter au conseil général de votre département, à l'ouverture de sa session, un rapport détaillé sur la dépense présumée des enfans trouvés et enfans abandonnés, pendant cette année, et sur les moyens d'y pourvoir.

Les instructions contenues dans les circulaires des 27 mars 1817 et 1.<sup>er</sup> juin 1818 (2) vous ont fait connaître les bases que vous devez suivre dans ce travail.

Je vous rappellerai seulement que la dépense des enfans, dans l'intérieur des hospices, et le paiement des frais de layettes et vêtures, restant à la charge des hospices qui reçoivent les enfans, vous ne devrez calculer la dépense sur laquelle le conseil général aura à délibérer, que sur le nombre des enfans entretenus en nourrice ou en pension. Vous indiquerez cependant aussi dans votre rapport, comme renseignement, le nombre total des enfans à la charge de votre département.

Si le conseil général juge indispensable de faire concourir les communes à la dépense des enfans trouvés, pour 1820, vous lui soumettrez

---

(1) Bulletin des Lois, n.<sup>o</sup> 385 ; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 9043.

(2) Voir ces circulaires à leur date,

vos propositions sur le mode de répartition le plus convenable à adopter pour le contingent à exiger des communes.

Je vous recommande d'adresser au ministre, *par un envoi particulier et distinct de celui du budget*, les propositions que vous aurez faites au conseil général, le vœu qu'il aura émis, et votre opinion sur ce vœu.

Son excellence desire aussi que vous lui adressiez, en même temps, le tableau de la fixation actuelle des prix des mois de nourrice et des pensions des enfans trouvés, dans votre département, en rappelant la date de la décision qui a approuvé cette fixation.

---

( *Champs de manœuvres.* )

Paris, le 24 Juillet 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( *Baron Mounier* ),

Aux Préfets.

Un décret avait imposé aux villes de garnison l'obligation de fournir un champ de manœuvres, et d'en supporter la dépense.

Elles ont été déchargées de cette obligation par l'article 46 de la loi du 15 mai 1818 (1), et par l'article 8 de l'ordonnance du 5 août de la même année (2). Toutefois, par l'article 11 de cette ordonnance, le Roi s'est réservé « d'admettre les votes des conseils municipaux qui, à » raison des bénéfices que les villes retirent du séjour des troupes, » auraient pour but de contribuer, volontairement et pour une somme » déterminée, à la dépense d'un établissement militaire destiné à » leur assurer une garnison habituelle dans l'assiette du casernement. »

Le ministre de la guerre a fait observer au ministre de l'intérieur que les consommations des troupes ont le double avantage d'accroître les revenus des villes et de procurer plus d'aisance à leurs habitans et à ceux des campagnes, soit par la vente des fourrages et autres denrées, soit par les profits que la présence des garnisons assurent aux classes ouvrières et à celle des commerçans.

Il pense qu'il y a lieu d'étendre les dispositions de l'article 11 de l'ordonnance du 5 août aux conseils généraux de département, qui, placés dans une sphère de vues et d'intérêts plus élevée que les autorités municipales, peuvent mieux apprécier les véritables intérêts de leurs concitoyens, et se montrer plus disposés à concourir aux dépenses qui sont de nature à profiter à l'ensemble du département.

Ces considérations m'ont paru assez importantes pour être communiquées au conseil général de votre département : je vous invite, en

---

(1) Bulletin des lois, n.º 211 ; 7.º série, n.º 4101.

(2) *Idem*, n.º 230 ; 7.º série, n.º 4755.



conséquence, à l'en entretenir, et à lui développer l'avantage qu'il y aurait à voter des fonds sur les centimes facultatifs pour fournir, en certains cas, aux chefs-lieux de garnison, les terrains nécessaires à l'instruction et aux manœuvres de l'infanterie et de la cavalerie. La dépense qui en résultera ne peut être considérable. Vous ne lui laisserez point ignorer d'ailleurs que le département en trouvera une juste compensation dans les profits que les villes et communes retirent de la permanence des garnisons, et qu'au surplus c'est un moyen de leur conserver ces avantages, à raison de la faculté dont le Gouvernement peut user de donner la préférence, pour l'emplacement des troupes, aux départemens dont l'administration ne se refusera point à concourir aux dépenses qui en résultent.

---

(*Substances. — Récoltes.*)

Paris, le 24 Juillet 1820.

LE ministre de l'intérieur (comte *Siméon*) envoie aux préfets des modèles des tableaux destinés à présenter les quantités numériques de froment, seigle et autres grains et farineux de la récolte de 1820, ainsi que leur rapport avec la consommation annuelle, ou les divers emplois auxquels on les applique, selon les usages locaux.

Le ministre leur recommande d'apporter beaucoup de soin à la rédaction de ces tableaux, afin d'amener ce travail au degré de perfection dont il est susceptible; et il appelle spécialement leur attention sur l'évaluation de la consommation, tant pour la nourriture des hommes et des animaux, que pour la semence et les autres emplois des grains.

---

(*Élections. — Listes électorales.*)

Paris, le 27 Juillet 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

(EXTRAIT.)

LES articles 1.<sup>er</sup> et 2 de la loi du 29 juin dernier (1) veulent qu'il y ait, dans tous les départemens auxquels ne s'applique point l'exception prononcée par l'article 1.<sup>er</sup>, des collèges d'arrondissement et un collège de département; les premiers, composés de tous les électeurs ayant leur domicile dans une des communes de l'arrondissement électoral; les seconds, des plus imposés, au nombre du quart, parmi tous les électeurs du département.

L'article 4 porte:

*Les contributions directes ne seront comptées, pour être électeur ou éligible, que lorsque la propriété foncière aura été possédée, la location*

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 379; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 8910.



*faite, la patente prise, et l'industrie sujette à patente exercée, une année avant l'époque de la convocation du collège électoral.*

*Ceux qui ont des droits acquis avant la publication de la présente loi, et le possesseur à titre successif, sont seuls exceptés de cette condition.*

Ces nouvelles dispositions sur les formes et les conditions électorales exigent des listes plus complètes, plus développées dans leurs renseignements, et rendent indispensables des pièces authentiques et régulières, soit pour bien reconnaître quels sont les électeurs plus imposés auxquels la loi confère un nouveau droit, soit pour prévenir et pour juger les contestations qui naîtront du classement.

Il devient donc, plus que jamais, nécessaire de constituer les électeurs en demeure, par un avis publié et affiché dans chaque commune, pour qu'ils aient à justifier de la totalité de leurs contributions. Ils devront produire des extraits des rôles délivrés par le percepteur, et certifiés par le maire de la commune où sera la propriété, où aura lieu la location, où s'exercera l'industrie.

Le même fonctionnaire devra certifier, en même temps, que la possession de la propriété, que la location, que le paiement de la patente et l'exercice de l'industrie, datent du délai exigé par l'article 4, et qu'il n'y a pas eu d'interruption.

Vous sentirez que la loi du 29 juin ne permet plus de laisser, comme on le faisait précédemment, ouverture aux réclamations jusqu'au moment du vote; qu'on ne peut se dispenser de fixer un terme après lequel les listes devront être closes, afin qu'il n'y ait plus incertitude ni variation dans le nombre et les droits des électeurs, et qu'on puisse par conséquent déterminer définitivement, avant l'ouverture des collèges, le quart de ce nombre, qui doit former le collège départemental, et les plus imposés qui doivent en faire partie.

Les électeurs constitués en demeure par l'avis publié et affiché dans les communes auront, pour justifier de leurs droits, non-seulement le temps qui s'écoulera entre la publication de cet avis et la publication des listes, mais encore le mois assigné par la loi à la durée de cette dernière publication, la clôture ne pouvant avoir lieu qu'après l'expiration de ce mois, et à une époque aussi rapprochée qu'il sera possible de l'ouverture des collèges: c'est ce qui sera réglé par une ordonnance royale.

N'induisez point de ce qui précède qu'on doive renoncer désormais aux inscriptions d'office: elles continueront à être nécessaires, pour éviter que la négligence des électeurs ne prive un grand nombre d'entre eux de l'exercice de leurs droits et ne nuisent aux opérations électorales. Mais cette inscription d'office ne saurait avoir lieu sur un simple dépouillement de rôles, fait par le directeur des contributions: vous devrez les appuyer de mêmes extraits de rôles et de mêmes certificats délivrés par les maires; seulement ces extraits et ces certificats pourront vous être fournis collectivement pour les électeurs d'une même commune qui offriraient des circonstances semblables.

Notre système électoral, dont la loi du 29 juin n'a point changé les

bases, est en vigueur depuis assez long-temps, pour que, dans chaque commune, l'administration municipale ait, sur chaque électeur qui y a son domicile, assez de notions pour pouvoir se procurer, dans cette commune, et demander dans les autres, où un ou plusieurs de ces électeurs paieraient des impôts, les pièces qu'elle devra vous transmettre.

D'ailleurs les listes électorales déjà formées vous fourniront la plupart des indications dont vous aurez besoin pour provoquer vous-même, soit auprès des maires, soit auprès des préfets d'autres départemens où des électeurs du vôtre auraient des propriétés, la transmission de ces documens. Je dois même présumer que ces listes, déjà existantes, ont été faites avec assez de soin pour que vous n'ayez plus qu'à les perfectionner.

Vous sentirez que votre avis aux électeurs devra être conçu de la manière que vous croirez devoir le plus stimuler leur zèle, et qu'il devra demander les autres renseignemens dont vous aurez besoin, soit des extraits de naissance pour constater l'âge des électeurs non encore portés sur les précédentes listes, soit, lorsqu'il y aura transmission de contributions d'une veuve, en vertu de l'article 5 de la loi du 29 juin, l'acte de cette transmission, qui devra toujours être un acte notarié, et un certificat du maire attestant qu'elle n'a point de fils, si la transmission est faite à son petit-fils, et qu'elle n'a point de fils ni de petit-fils, si la transmission est faite à son gendre.

J'observe toutefois que si l'administration, afin de porter de la régularité dans les opérations qui peuvent le moins s'en passer, est obligée de demander des pièces et des renseignemens pour reconnaître les frais et constater les droits, il y aurait d'autant plus d'inconvénient à multiplier ces demandes sans nécessité, que précédemment on y était moins habitué. Sans doute la loi du 29 juin exige davantage que n'exigeait la loi du 5 février 1817 (1); mais, plus elle exige, plus il serait fâcheux d'exagérer cette exigence (2).

Après que vous aurez ainsi complété la liste générale des électeurs, qu'il conviendra, afin de rendre les opérations subséquentes plus faciles et plus claires, de classer par canton, et, dans chaque canton, par ordre alphabétique; il vous restera à en extraire les listes partielles

(1) Bulletin des lois, n.º 137, 7.<sup>e</sup> série, n.º 1694.

(2) Il est des cas où la notoriété est tellement évidente, qu'il serait superflu d'exiger l'extrait de naissance, même pour des citoyens qui ne seraient pas inscrits sur les précédentes listes : cette notoriété existe pour des titulaires de fonctions qu'on ne peut exercer avant trente ans, &c.

Si toutes les pièces demandées n'étaient point parvenues, ou n'avaient point été produites, au moment où les listes devront être publiées, il n'y aurait lieu d'en écarter les individus que ces pièces concerneraient, qu'autant qu'on n'aurait point une présomption suffisante de la légitimité de leurs droits; mais il serait nécessaire de réitérer les instances, soit par un nouvel avis aux électeurs, soit par de nouvelles demandes administratives, afin d'obtenir ces documens, dans le courant du mois restant à écouler avant la clôture.

d'arrondissement et de département : elles devront être conformes au modèle ci-annexé. Une ordonnance royale fixera l'époque de leur publication.

Quelques soins que vous ayez pris pour recueillir les élémens nécessaires à leur formation, je ne me dissimule point qu'elles seront encore plus ou moins imparfaites lors de leur publication ; j'observe seulement que plus vous serez parvenu à diminuer l'imperfection, plus vous aurez abrégé des difficultés et des inconvéniens bien plus multipliés, bien plus fâcheux depuis la loi du 29 juin, qu'ils ne l'étaient auparavant, puisque toute addition, tout retranchement dans une des listes, peut influer sur le nombre des électeurs du collège de département, fixé par la loi au quart de la totalité, et que ce collège peut également éprouver des variations parmi ses membres, par suite des changemens survenus dans la quotité des contributions des uns ou des autres électeurs.

Les mutations dans les listes postérieurement à leur publication devront être prononcées par vous, conformément à l'article 5 de la loi du 5 février, et sauf le recours réservé par l'article 6. Les arrêtés que vous prendrez à cet effet devront être imprimés et affichés ; ils serviront de listes supplémentaires.

Vous devez porter sur la liste de chacun des collèges d'arrondissement les électeurs domiciliés dans les communes que sa circonscription embrasse. Conformément à la loi du 5 février, chaque électeur a pour domicile politique son domicile réel, ou celui qu'il a légalement choisi ; c'est ce domicile, déjà possédé ou déjà acquis, qui doit déterminer la commune, et, par suite, l'arrondissement électoral dont il doit faire partie : d'où il suit qu'un électeur n'a pu et ne pourrait changer le domicile qu'il avait lors de la publication de la loi du 29 juin, qu'au moyen de la déclaration prescrite par l'article 3 de la loi du 5 février, et dans le délai qu'il a fixé.

La liste du collège départemental étant déduite des électeurs formant les collèges d'arrondissement, et devant être en harmonie avec les listes de ces derniers collèges, il sera convenable qu'elles soient publiées en même temps, pour qu'elles puissent se servir mutuellement de contrôle.

---

( *Manuel du recrutement.* )

Paris, le 16 Août 1820.

Le directeur général de l'administration départementale et de la police (baron Mounier) annonce aux préfets qu'il verrait avec plaisir que les maires achetassent le *Manuel du recrutement*, dont le ministre de la guerre a envoyé un certain nombre d'exemplaires dans chaque département ; mais comme les communes rurales sont, pour la plupart, très-pauvres, le directeur général invite les préfets à faire délibérer les conseils municipaux des villes chefs-lieux de canton, qui ont plus de ressources, sur la possibilité de faire l'acquisition du Manuel. Cette



dépense serait payée sur le fonds des dépenses imprévues de 1820, ou, par avance, sur les fonds de 1821.

(*Jurys de médecine.*)

Paris, le 18 Août 1820.

Le Conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance ( *Baron Capelle* ),

Aux Préfets.

JE vous ai invité, le 20 juillet dernier (1), à vous occuper de la nomination des pharmaciens qui doivent être adjoints au jury médical de votre département, et je vous ai rappelé que, d'après le dernier paragraphe de l'article 13 de la loi du 21 germinal an 11 [ 11 avril 1803 ] (2), ces membres adjoints devaient être choisis maintenant parmi les pharmaciens qui ont été reçus dans l'une des écoles spéciales de pharmacie.

J'apprends que dans plusieurs départemens le nombre des pharmaciens reçus dans les écoles spéciales n'est pas suffisant pour que cette disposition de la loi soit exécutée.

Comme cette difficulté pourrait retarder l'organisation définitive des jurys, je crois devoir vous faire connaître que, s'il n'y a pas dans votre département quatre pharmaciens reçus dans les écoles spéciales, et qui puissent d'ailleurs remplir convenablement les fonctions de membres adjoints au jury médical, vous pouvez fixer votre choix sur des pharmaciens reçus par les jurys.

( *Brevets d'invention dont la durée est expirée.* )

Paris, le 26 Août 1820.

Le ministre de l'intérieur ( *comte Siméon* ) adresse aux préfets le troisième volume de l'ouvrage publié en exécution de l'article 15 de la loi du 17 janvier 1791, sous le titre de *Description des machines et procédés spécifiés dans les brevets d'invention, de perfectionnement ou d'importation, dont la durée est expirée*. Le premier volume de ce recueil a été distribué en 1811, et le deuxième en 1818.

Le ministre invite les préfets à propager, autant que possible, la connaissance des procédés décrits dans cet ouvrage, et qui sont désormais une propriété publique.

(1) Voir à cette date.

(2) Bulletin des lois, n.º 270 ; 3.º série, n.º 2676.



*(Décès des Membres de la Légion d'honneur.)*

Paris, le 26 Août 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( *Baron Mounier* ),  
Aux Préfets.

L'EXÉCUTION de l'article 4 de la loi du 6 juillet dernier, relative à la Légion d'honneur (1), exige impérieusement que le Gouvernement ait connaissance de tous les décès survenus parmi les membres de l'ordre. Déjà, le 22 janvier 1818 (2), le ministre de l'intérieur vous a informé du desir qu'il avait d'être instruit immédiatement des vacances que les décès produiraient dans l'ordre; mais les instructions de son excellence semblent n'avoir pas été suivies avec toute l'exactitude désirable, puisque le relevé des décès notifiés pendant une année n'en porte le nombre qu'à cent quatre-vingt-six, ce qui est hors de proportion avec le nombre des membres de l'ordre, évalué à plus de trente mille.

Je vous prie, en conséquence, de renouveler aux maires des communes de votre département l'invitation de relever sur les registres de l'état civil les noms des membres de l'ordre dont le décès a eu lieu depuis le 1.<sup>er</sup> janvier 1820, et de vous informer plus exactement de ceux qui auront lieu à l'avenir.

Vous voudrez bien m'adresser, sans retard, les états qui vous parviendront.

---

*( Navigation intérieure. )*

Paris, le 28 Août 1820.

Le Directeur général des ponts et chaussées ( *M. Becquey* ),  
Aux Préfets.

LA navigation, en France, est loin d'avoir acquis tous les développemens qu'elle peut recevoir et que réclament l'agriculture, le commerce et l'industrie. L'état où elle se trouve, les améliorations dont elle est susceptible, et les avantages inappréciables qui résulteront d'un système de communications navigables plus nombreuses, plus étendues et mieux combinées, devaient nécessairement fixer l'attention d'un monarque sans cesse occupé des besoins et du bonheur de son peuple. Le travail que je vous transmets a été préparé pour concourir aux vues bienfaisantes de Sa Majesté. Il offre une statistique de toutes les navigations qui existent en France; de celles qui ont été entreprises, mais qui ne sont pas encore terminées; de celles enfin qu'il serait utile de créer, pour former un vaste ensemble, dont toutes les parties pour-

---

(1) Bulletin des lois, n.º 382; 7.<sup>e</sup> série, n.º 8965.

(2) Voir à cette date.

raient mutuellement se correspondre. Je n'expliquerai point ici les motifs de la division des canaux en lignes de grande navigation ou de jonction des deux mers, et en canaux de seconde classe. Vous verrez, dans le rapport que j'ai adressé au ministre de l'intérieur, et dont Sa Majesté a ordonné la publication, qu'on a été conduit à cette division par la suite naturelle des idées et par l'étude des projets et des travaux les plus anciens. Indépendamment des grandes lignes navigables, qui composent la première partie du tableau, j'ai dû placer également en premier ordre les canaux secondaires déjà commencés. Le déperissement des ouvrages entrepris sur leur cours, les capitaux consommés pour ces ouvrages et qui restent improductifs, les dépenses moins grandes qu'exigent ces communications pour être livrées aux mouvemens du commerce, étaient autant de causes qui appelaient d'abord les regards de l'administration.

Si le Gouvernement voulait, avec les seuls fonds qu'il peut annuellement y appliquer, entreprendre l'exécution successive de toutes les parties de ce système, il ne serait permis d'entrevoir le terme de son achèvement que dans un avenir très-éloigné. Cependant la situation de nos finances s'améliore tous les jours ; le crédit public s'affermir, de plus en plus : mais, dans la distribution des fonds du trésor à tous les besoins, à tous les services publics, la part annuelle du budget des ponts et chaussées sera toujours bien faible, si on la compare à la masse des travaux qu'il serait important d'exécuter. Pénétré de cette idée, et convaincu que l'alliance de l'intérêt particulier avec l'intérêt public ne pouvait être ici que très-profitable à l'un comme à l'autre, j'ai cru qu'il fallait chercher dans l'esprit d'association et dans l'intervention des capitalistes un supplément aux ressources du Trésor. Je ne répéterai point les développemens que j'ai donnés, dans mon rapport sur les différens modes de concession : plusieurs de ces modes sont déjà justifiés par des exemples dont le succès encouragera sans doute les spéculations de cette nature. Je n'ai pas entendu exposer tous les systèmes qui peuvent être adoptés dans les transactions des capitalistes avec le Gouvernement : l'administration sera toujours disposée à recevoir et à examiner d'autres propositions qui paraîtraient préférables, pourvu qu'elles se concilient avec les intérêts publics.

Je crois inutile d'insister sur l'importance d'un travail dont le simple énoncé démontre la haute utilité, et je dois compter sur le concours de vos vues et de vos efforts pour préparer, autant qu'il sera en vous, l'accomplissement des parties de ce projet qui intéressent le département dont l'administration vous est confiée.

Je vous engage à donner de la publicité aux rapports que je vous transmets, ainsi qu'au tableau qui les accompagne, et même à les faire imprimer par extrait dans le journal de votre département. Les ingénieurs s'occuperont, avec le zèle et les talens qui les distinguent, de la rédaction des projets ; mais c'est à vous, comme administrateur, qu'il appartient sur-tout de provoquer les associations de propriétaires et de capitalistes, et de tâcher de mettre en commun des capitaux qui, dans un état de dissémination, ne peuvent guère s'appliquer qu'à des

entreprises particulières, tandis que leur réunion est destinée à produire les plus grands résultats.

J'adresse à l'ingénieur en chef un exemplaire des rapports et du tableau, ainsi qu'une ampliation de la présente circulaire.

( *Élections.* )

Paris, le 29 Août 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Simeón* ),

Aux Préfets.

J'AI l'honneur de vous adresser des réponses relatives à la loi du 29 juin dernier sur les élections (1). Vous ne considérerez ces solutions que comme de simples éclaircissemens pour vous diriger dans les déterminations à prendre, soit d'office, soit pour la première composition des listes; toutes les contestations qui s'élèveront sur l'exécution de cette loi et des dispositions restées en vigueur de la loi du 5 février 1817 (2), devant toujours être jugées, soit par les tribunaux, soit par vous, en conseil de préfecture, comme il est réglé par les articles 5 et 6 de cette dernière loi.

Ces éclaircissemens font suite à ceux qui vous ont été précédemment adressés, et seront eux-mêmes suivis de réponses à d'autres questions, à mesure qu'elles me parviendront.

*ÉCLAIRCISSEMENS sur quelques difficultés soumises au Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur relativement à l'exécution de la Loi du 29 Juin 1820 (1).*

29 Août 1820.

(EXTRAIT.)

QUESTIONS RELATIVES À LA FORMATION DES LISTES.

QUESTIONS.

*Éclaircissemens donnés par le Ministre.*

I.<sup>re</sup>

Le quart de tous les électeurs d'arrondissement devant former le collège départemental doit-il être établi avec ou sans égard aux fractions?

Si le nombre des électeurs d'arrondissement n'excède que d'une unité un multiple de 4, il ne faut tenir nul compte de la fraction. S'il excède de 2 ou 3 unités un multiple de 4, on doit prendre le quart du multiple de 4 immédiatement supérieur. Par exemple, pour 121, le quart sera 30; pour 122 et 123, le quart sera 31.

La raison en est que 121 et 123 sont plus

(1) Bulletin des lois, n.º 379 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 8910.

(2) *Idem*, n.º 137 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 1694.



près, le premier de 120 que de 124; le second, de 124 que de 120. Quant à 122, qui diffère également de ces deux multiples de 4, le doute qui s'établit semble devoir être résolu dans le sens qui favorise les intérêts d'un plus grand nombre d'individus et qui augmente la force des collèges départementaux.

## II.

Quel parti faut-il prendre quand deux électeurs payant la même contribution sont en concurrence pour être inscrits sur la liste du collège départemental?

La préférence doit être donnée au plus âgé, conformément à ce qui se pratique lorsque deux candidats obtiennent dans un scrutin un même nombre de suffrages.

## III.

Faut-il inscrire sur les listes électorales, soit d'arrondissement, soit de département, les contribuables qui à l'époque de la publication des listes n'auraient pas encore accompli leur trentième année, ou l'année de possession, &c. exigée par l'article 4 de la loi du 29 juin, mais qui accompliraient cet âge, ou cette époque, avant l'ouverture du collège électoral?

En principe général, tous ceux qui ont des droits acquis avant l'ouverture du collège électoral sont électeurs et ont droit de voter. Mais les époques de convocation des divers collèges ne sont pas les mêmes; et, la liste électorale de département étant déduite de celles d'arrondissement, il est nécessaire qu'elles soient toutes arrêtées en même temps, pour concorder ensemble. Il doit donc y avoir un terme, passé lequel ceux qui acquerraient le droit électoral ne peuvent l'exercer.

Les contribuables qui, au moment de la publication des listes, ne remplissent pas encore les conditions d'âge ou de possession, d'habitation, d'industrie, mais qui les rempliront avant le terme dont il vient d'être parlé, peuvent être inscrits comme électeurs.

Maintenant, comment ce terme doit-il être fixé?

Les listes restent affichées pendant un mois (art. 3 de la loi du 29 juin 1820); et, attendu qu'un délai est nécessaire, après ce terme, pour statuer sur les réclamations qui restent à juger et pour clore définitivement les listes, on ne peut admettre moins de cinq jours pour les opérations qui doivent précéder l'ouverture du collège convoqué le premier. Il paraît donc convenable d'inscrire sur les listes électorales les contribuables qui dans les trente-cinq jours



depuis celui de la publication des listes accompliraient leur trentième année, ou l'année de possession, d'habitation, d'industrie, exigée par l'article 4 de la loi du 29 juin.

#### QUESTIONS RELATIVES AU DOMICILE.

#### IV.

#### V.

#### QUESTIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 29 JUIN 1820.

#### VI.

L'héritier testamentaire, le légataire ou donataire après décès, ne doit-il pas être considéré comme possesseur à titre successif, et excepté par conséquent de la condition d'une année de possession exigée par l'article 4 de la loi du 29 juin 1820?

Oui; car dans ces différens cas il ne peut y avoir soupçon de fraude ou de simulation, et la propriété est acquise irrévocablement à l'héritier, ou donataire, ou légataire, par le décès du testateur.

#### VII.

Le mari, quand son mariage n'a pas encore un an de date, ne doit-il pas profiter des contributions payées par sa femme sur les biens qu'elle possédait depuis un an, ou qu'elle a reçus de ses parens pour cause de mariage?

Dès que le mariage est célébré, le mari exerce sur les biens de sa femme les droits qui lui sont attribués par le Code. Par suite du même principe, il doit dès ce moment même commencer à profiter des contributions de sa femme pour l'exercice du droit électoral. On ne peut assimiler un engagement irrévocable et aussi sacré que le mariage à un acte fait comme une spéculation et dans l'intention d'éluder la loi. Ainsi l'époque récente du mariage ne doit pas empêcher de compter au mari les contributions que sa femme payait pour des biens possédés ou pour une industrie exercée par elle depuis plus d'un an, ou pour les propriétés qu'elle a reçues à titre successif, ou même pour celles qu'elle a reçues en dot de ses parens. Celles-ci sont, à quelques égards, une portion d'héritage qui lui échoit.

## VIII.

La condition d'une année de possession, de location ou d'industrie, exigée de l'électeur, doit-elle l'être pour les biens, l'habitation ou l'industrie de sa femme, et pour les biens de ses enfans mineurs ou de son ascendante, dont les contributions lui sont comptées?

## IX.

## X.

## XI.

A partir de quelle époque doit être comptée l'année exigée pour la possession, l'habitation ou l'industrie qui confère le droit électoral?

Oui; sans cela la garantie exigée par l'article 4 de la loi du 29 juin 1820 serait éludée, au moyen d'acquisitions, locations ou industries simulées, de la part des parens désignés dans l'article 2 de la loi du 5 février 1817 et dans l'article 5 de la loi du 29 juin.

S'il s'agit d'une propriété, l'année de possession doit être comptée à partir du jour de l'enregistrement de l'acte de vente ou de donation. Cette date seule fixe d'une manière authentique l'époque de la transmission de la propriété.

L'année d'habitation doit être comptée, à partir de l'entrée en jouissance de l'appartement ou de la maison qui fait l'objet de la location;

Celle d'exercice de l'industrie, à partir de la délivrance de la patente, pourvu qu'il y ait eu exercice réel de commerce ou d'industrie.

QUESTIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 5 DE LA LOI DU 29 JUIN 1820.

## XII.

La veuve privée de quelqu'un des droits civils, ou déclarée faillie, peut-elle user de la faculté accordée par l'article 5 de la loi du 29 juin 1820?

Comme il ne s'agit pas de l'exercice d'un droit personnel, mais d'une simple désignation sur une propriété, la veuve ne peut être privée de la faculté dont il s'agit que quand elle ne peut contracter.

A l'égard de la veuve qui est en état de faillite, elle ne possède plus ses biens, qui sont devenus la propriété des créanciers. Elle ne peut donc faire profiter son fils, petit-fils ou gendre, des contributions assises sur ces biens.

## XIII.

La femme divorcée peut-elle, comme la veuve, attribuer à l'un de ses descendants ses contributions pour lui conférer le droit d'électeur?

La loi n'accorde ce droit qu'à la veuve. Ce texte formel, auquel on ne peut rien ajouter, exclut la femme divorcée, qui semble être pourtant dans une position analogue à la veuve.

Il suit de là que la faculté dont il s'agit ne peut être exercée par la femme dont le mari a encouru la mort civile, ni par la mère adoptive, si ce n'est quand elle est *veuve*, et en faveur des individus devenus ses fils, petits-fils ou gendres, par suite de l'adoption qu'elle aurait faite conjointement avec son mari défunt.

## XIV.

Le même individu peut-il profiter des désignations faites à-la-fois en sa faveur par deux ou plusieurs veuves ses ascendantes (sa mère, sa belle-mère, ses aïeules paternelle et maternelle), pour que leurs contributions lui soient comptées, dans le calcul du cens électoral?

La loi ne défend pas de cumuler ces contributions : elle n'impose de restriction qu'à l'égard de la faculté de désigner, laquelle ne peut s'exercer qu'en faveur d'un seul des fils, petits-fils ou gendres ; mais elle n'en impose aucune à la faculté de recevoir une semblable désignation. Un même individu peut donc, en même temps, être désigné par plusieurs de ses ascendantes, en vertu du droit attribué à chacune d'elles, et profiter par conséquent de leurs contributions.

## XV.

La désignation faite par une veuve n'a-t-elle de valeur que pour l'élection immédiatement suivante, ou subsiste-t-elle jusqu'à révocation formelle?

La désignation faite par une veuve n'a pas besoin d'être renouvelée à chaque élection ; elle subsiste tant qu'elle n'est pas révoquée formellement, sauf les exceptions portées aux solutions XVIII et XIX. Seulement l'électeur devra justifier à chaque élection que les propriétés sur lesquelles portent les contributions dont il profite sont toujours possédées par la veuve, ou, s'il y a eu mutation de propriété, qu'elles sont possédées depuis le temps requis par la loi ; attendu que la transmission dont il s'agit n'exempte dans aucun cas de la durée de la possession.

## XVI.

La veuve, après avoir désigné un de ses fils, petits-fils ou gendres, pour profiter de ses

La désignation faite par une veuve en faveur d'un de ses descendants n'est pas irrévocable ; elle cesse dans les circonstances indiquées aux solutions XVIII et

contributions, peut-elle annuler cette désignation, et même en faire une nouvelle en faveur d'un autre descendant de même degré?

XIX; elle cesse aussi, quand la veuve se remarie. La loi du 29 juin ne donne d'ailleurs à la veuve qu'une faculté dont elle peut user ou ne pas user. Si des motifs qui l'eussent déterminé à ne point en user, ou à en faire profiter un autre descendant, viennent à se présenter après la désignation, pourquoi la veuve ne pourrait-elle pas l'annuler? La révocabilité de la désignation est, sous certains rapports, une mesure morale, propre à renforcer la puissance maternelle; elle doit être considérée comme un acte de la libre volonté de celle qui l'exerce. Seulement la veuve qui aurait transmis ses contributions, en tout ou en partie, à un de ses descendans, lequel aurait, en vertu de cette transmission, concouru à élire une députation, ne pourrait, sauf le cas de la dissolution de la Chambre, les transmettre à un autre de ses descendans qu'après le délai assigné par la loi au renouvellement de cette députation. Cette manière de voir résulte des motifs qui ont dicté le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 5 février.

### XVII.

Une veuve a des fils ou petits-fils âgés de moins de trente ans, ou privés des droits civils ou politiques, et des gendres qui ont plus de trente ans, ou qui jouissent de ces droits: peut-elle désigner un de ses gendres pour profiter de ses contributions, au préjudice de ses fils ou petits-fils?

La loi appelle les fils, petits-fils et gendres, dans cet ordre, à l'exclusion les uns des autres; elle n'a fait aucune exception. Ainsi, tant qu'il y a un fils ou un petit-fils, même incapable de jouir de cet avantage, il exclut les petits-fils ou gendres qui auraient la capacité requise.

### XVIII.

La désignation en faveur du gendre cesse-t-elle par la naissance d'un petit-fils, soit enfant, soit neveu du gendre?

Oui, d'après le principe énoncé ci-dessus, et fondé sur le texte formel de la loi.

### XIX.

La désignation faite par une veuve en faveur de son gendre

Le gendre, lorsqu'il devient veuf, même sans enfans, ne doit point perdre le bénéfice



## QUESTIONS.

*Éclaircissemens donnés par le Ministre.*

cesse-t-elle quand il devient veuf sans enfans, ou quand, étant déjà veuf, il perd les enfans qu'il avait de son mariage, ou quand il se remarie (ayant des enfans de son premier mariage)?

(Élections.)

Paris, le 4 Septembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),

Aux Préfets.

J'ai l'honneur de vous envoyer des réponses sur de nouvelles questions qui m'ont été adressées concernant des difficultés relatives à l'exécution des lois sur les élections. Ainsi que je vous l'ai fait observer déjà, vous ne devez considérer ces solutions que comme des éclaircissemens propres à vous diriger dans les déterminations que vous aurez à prendre pour la formation des listes électorales.

Suite des *ÉCLAIRCISSEMENS* sur les difficultés soumises au Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur relativement à l'exécution des Lois du 5 Février 1817 (1) et du 29 Juin 1820 (2).

4 Septembre 1820.

(EXTRAIT.)

## QUESTIONS RELATIVES À LA QUALITÉ D'ÉLECTEUR.

## QUESTIONS.

*Éclaircissemens donnés par le Ministre.*

## XX.

Le préfet peut-il rayer d'une liste d'électeurs les noms des individus qui déclarent ne pas vouloir exercer le droit électoral?

Nul ne peut renoncer au droit électoral : chacun est libre d'en user ou de n'en pas user. Mais le préfet ne peut pas, sur la déclaration faite par un électeur qu'il ne votera pas, rayer cet électeur de la liste.

## XXI.

Le préfet peut-il rayer les noms des électeurs âgés, in-

L'âge et l'état d'infirmité ne privent pas un électeur de ses droits. Ces circonstances

(1) Bulletin des lois, n.º 137; 7.º série, n.º 1694.

(2) *Idem*, n.º 379; 7.º série, n.º 8910.

firmes et hors d'état de pouvoir voter ?

ne peuvent donc autoriser le préfet à rayer un citoyen qui réunit encore les conditions nécessaires pour voter.

## XXII.

Le père peut-il céder à son fils, le droit électoral ?

Non : les droits politiques sont personnels et ne sont pas susceptibles d'être cédés ni aliénés.

## XXIII.

Quelles sont les peines qui privent de la qualité d'électeur ?

Suivant l'article 4 de la loi du 22 frimaire an 8 [13 décembre 1799] (1), loi qui, à défaut de nouvelles dispositions législatives, est restée en vigueur, les droits politiques se perdent par la condamnation à des peines afflictives et infamantes. Les peines ainsi qualifiées sont définies art. 7 et 8 du Code pénal. Elles ont cet effet, même quand elle ne sont que temporaires. La loi n'a pas établi de distinction, et les articles 28 et 34 du Code pénal privent ceux qui ont subi de pareilles condamnations de droits bien moins importants que ceux de citoyen.

Certaines peines correctionnelles privent aussi de la qualité d'électeur, par cela seul qu'elles privent d'une partie des droits civils, et que, pour exercer le droit électoral, il faut jouir de tous les droits *civils* et *politiques*.

Le renvoi sous la surveillance de la haute police, que les tribunaux peuvent aussi prononcer en matière correctionnelle, ne laisse pas ceux qui y sont soumis dans l'intégrité de leurs droits civils; ils ne peuvent donc, tant qu'ils sont assujettis à cette surveillance, exercer le droit électoral.

## XXIV.

Un failli qui a fait un concordat avec ses créanciers, et qui a été déclaré excusable par les tribunaux, est-il suspendu de l'exercice de ses droits politiques ?

L'article 5 de la loi du 22 frimaire an 8 (1) est conçu en ces termes :

Art. 5. « L'exercice des droits de citoyen français est suspendu par l'état de débiteur » failli, ou d'héritier immédiat, détenteur, » à titre gratuit, de la succession totale ou » partielle d'un failli ;

» Par l'état de domestique à gages, attaché au service de la personne ou du ménage ;

(1) Bulletin des lois, n.º 333 ; 2.º série.

» Par l'état d'interdiction judiciaire, d'accusation ou de contumace. »

Cet article n'établit aucune distinction entre les *faillis* : il doit donc s'appliquer à ceux qui ont traité avec leurs créanciers, comme à ceux qui ont été déclarés par un jugement *banqueroutiers simples*, tant que les uns et les autres n'ont pas été réhabilités.

( *Les banqueroutiers frauduleux* sont atteints par la disposition sur l'effet des peines infamantes. )

#### QUESTIONS RELATIVES AU DOMICILE.

##### XXV.

##### XXVI.

A partir de quelle époque doit-on compter le délai de six mois exigé pour la translation du domicile politique ?

La translation de domicile exigeant deux déclarations, l'acte n'est complet que lorsque l'une et l'autre ont été faites : par conséquent les six mois ne doivent compter qu'à dater de la dernière.

##### XXVII.

Peut-on admettre, attendu la bonne foi, la déclaration de translation de domicile politique faite devant le maire suivant les formes usitées de 1806 à 1817, quoique la loi exige qu'elle ait lieu devant le préfet ?

Avant la loi du 5 février 1817 (1), la formalité exigée pour la translation du domicile politique était une déclaration devant le maire (décret du 17 janvier 1806) (2). Il est arrivé souvent que des électeurs, croyant cette formalité suffisante, ont fait leur déclaration devant le maire, et non devant le préfet, comme la loi l'exige. Quoiqu'ils aient agi de bonne foi, et que leur erreur puisse être attribuée, en partie, à la négligence du maire, qui aurait dû les avertir, on peut cependant contester la validité de la déclaration, attendu le texte de la loi, qui veut qu'elle soit faite devant le préfet.

##### XXVIII.

Les présidens et vice-présidens des collèges électoraux, nommés par le Roi, sont-ils

L'article 41 de la Charte porte qu'ils sont de droit membres des collèges qu'ils président, mais ne dit pas que c'est à perpétuité.

(1) Bulletin des lois, n.º 137 ; 7.º série, n.º 1694.

(2) *Idem*, n.º 72 ; 4.º série, n.º 1255.

membres de ces collèges pour la session seulement qu'ils sont appelés à présider, ou bien le sont-ils à perpétuité?

Les présidents sont quelquefois choisis parmi des personnes étrangères au département et qui n'y paient aucune contribution. La loi du 5 février 1817 établit (article 3) que l'on ne peut prendre domicile politique que dans un département où l'on paie déjà des contributions. Si la nomination du Roi conférait à perpétuité le droit de voter dans un collège électoral, il s'ensuivrait que dans certains cas elle fixerait le domicile politique d'un électeur dans un département où il ne paierait aucune contribution. Il semble plus conforme aux principes de considérer la présidence comme une commission temporaire, qui donne à celui qui en est investi le droit de voter dans la session qu'il préside; mais, cette session finie, le président cesse de faire partie du collège, s'il n'en était déjà membre, et il reprend l'exercice de ses droits politiques, là où il les avait précédemment.

QUESTIONS RELATIVES À LA FORMATION DE LA LISTE  
D'ÉLIGIBLES.

XXIX.

Dans un département où il n'y a pas cinquante contribuables payant 1000 francs, la liste des cinquante plus imposés peut-elle contenir des citoyens payant dans ce département plus de 1000 francs, mais n'y ayant pas de domicile politique?

La liste des éligibles de chaque département ne doit comprendre que des citoyens y ayant leur domicile. C'est dans cette liste que doit être choisie la portion de députés qui doit être prise *dans le département*. Tout contribuable non domicilié, s'il réunit les autres conditions requises, peut également y être élu, mais pour la portion de députés que la Charte permet de choisir hors du département; il ne peut donc pas, s'il n'y est domicilié, quoiqu'il y paie des contributions, faire partie de la liste des éligibles du département.

XXX.

S'il n'y a pas cinquante éligibles payant plus de 1000 fr., faut-il, pour compléter la liste au moyen des plus imposés, ne

L'article 2 de la loi du 5 février 1817 (1) porte que pour former la masse des contributions nécessaires à la qualité d'électeur ou d'éligible on doit compter les contri-

(1) Bulletin des lois, n.º 137; 7.º série, n.º 1694.



compter que les contributions payées dans le département, ou celles qui sont payées dans le département et ailleurs ?

contributions directes payées dans tout le royaume. Ainsi chaque contribuable profite, dans le lieu de son domicile politique, des droits que lui donne la totalité de ses contributions directes.

Il suit de là que pour compléter la liste de cinquante éligibles il faut prendre tous les contribuables ayant domicile politique dans le département, et qui, par le montant de leurs contributions directes dans tout le royaume, sont les plus imposés au-dessous de 1000 francs.

Ainsi le contribuable qui paie 40 francs de contributions dans le département A (où il n'y a pas cinquante éligibles payant 1000 francs), et 800 francs dans d'autres départemens, passe avant celui qui paie 820 francs dans le département A, et l'exclut de la liste des cinquante éligibles, s'il y en a quarante-neuf avant eux.

#### QUESTIONS RELATIVES AUX CONTRIBUTIONS.

##### XXXI.

A qui, du preneur ou du bailleur d'un bien donné en locatairie perpétuelle, doit-on compter les contributions assises sur ce bien ?

La loi du 18 décembre 1790 a déclaré *rentes foncières* les rentes ou redevances que les preneurs de ces biens paient aux bailleurs. Il suit de ce principe, confirmé par un grand nombre d'arrêts judiciaires et de décisions administratives, que les biens donnés en locatairie perpétuelle sont la propriété des preneurs, et que c'est à ceux-ci que doivent profiter, pour la jouissance des droits électoraux, les contributions assises sur ces biens.

##### XXXII.

A qui, du vendeur ou de l'acquéreur, doit-on compter les contributions, dans le cas de vente à réméré ?

Ce doit être à l'acquéreur. Il est véritablement propriétaire, sauf une condition éventuelle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère une nouvelle transmission de la propriété. L'acquéreur jouit, comme possesseur, du bien vendu à réméré : il en paie les contributions ; dernière considération, qui, en général, sert à résoudre les difficultés de cette nature.

##### XXXIII.

A qui, du débiteur ou du créancier, doit-on compter les

L'anticrèse n'est qu'un contrat de nantissement par lequel le débiteur, au lieu

contributions, dans le cas d'un bien engagé par antichrèse?

d'assigner à son créancier le paiement des intérêts qu'il lui doit sur le revenu d'un bien, lui abandonne la jouissance de ce bien, mais sans aucun transport de propriété.

Ainsi le créancier engagiste n'est point propriétaire, quoiqu'il ait la jouissance du bien: il ne peut être assimilé à un usufruitier, mais à un créancier saisissant.

C'est donc au débiteur, tant qu'il n'est pas exproprié, que doivent être comptées les contributions du bien soumis à l'antichrèse.

#### XXXIV.

Comment justifier que l'on paie telle quotité dans l'impôt des portes et fenêtres?

Par une déclaration du propriétaire. Si le maire a des doutes sur l'exactitude de cette déclaration, il peut demander à l'administration des contributions de faire vérifier le nombre de portes et fenêtres appartenant à la location de l'électeur.

#### XXXV.

Le père peut-il céder à son fils une partie de ses contributions?

Non : la loi n'attribue ce droit qu'aux veuves, et sous les conditions exprimées dans l'article 5 de la loi du 29 juin (2).

#### XXXVI.

Le père et le fils, vivant ensemble et jouissant en commun de leurs biens, peuvent-ils réunir leurs contributions sur une seule tête pour l'exercice du droit électoral?

Nul ne peut profiter de contributions payées par autrui, si ce n'est le mari, le père, ou le descendant d'une veuve, dans les cas prévus par l'article 2 de la loi du 5 février 1817 et l'article 5 de la loi du 29 juin 1820. Il faut donc que le père et le fils justifient des biens particuliers appartenant à chacun (1).

#### XXXVII.

Les contributions des biens des enfans mineurs d'une veuve remariée, dont cette veuve est tutrice, doivent-elles être comptées au second mari?

Suivant l'article 386 du Code civil, la mère remariée perd la jouissance des biens de ses enfans mineurs. Quand elle reste tutrice, elle n'a donc d'autres droits sur ces biens que ceux qu'aurait un tuteur : or un tuteur n'est pas un usufruitier et ne profiterait pas des contributions de ses pupilles. Les contributions des biens des enfans du premier lit ne peuvent donc être

(1) Bulletin des lois, n.º 379; 7.<sup>e</sup> série, n.º 8910.

(2) Voir le n.º 15 des éclaircissemens envoyés aux préfets, le 18 avril 1817, page 201 du 3.<sup>e</sup> volume.

## QUESTIONS.

*Éclaircissemens donnés par le Ministre.*

comptées au mari, puisque, aux termes de la loi du 5 février (article 2), il ne profite que des *contributions de sa femme*.

## XXXVIII.

Le grand-père maternel, qui gère et administre, en qualité de tuteur, les biens de ses petits-enfans mineurs, peut-il comme le père, en réunir les contributions aux siennes?

La loi n'accorde qu'au père le droit de profiter des contributions des biens de ses enfans mineurs, dont il a la jouissance. Le grand-père, soit paternel, soit maternel, ne fait qu'administrer, comme tuteur, les biens de ses petits-enfans mineurs, et ne peut pas plus en profiter que tout autre tuteur qui ne serait pas leur ascendant.

## XXXIX.

La donation entre vifs faite par une belle-mère à son gendre doit-elle être considérée comme transmettant la propriété à titre successif?

Le gendre n'a point par lui-même de droit sur la succession de sa belle-mère; il ne peut donc être considéré comme son héritier, et la donation qu'il reçoit d'elle ne lui transmet pas la propriété à titre successif.

Mais s'il est marié sous le régime de la communauté et si la donation est faite à la communauté, la donation, étant un avancement d'hoirie en ce qui concerne la femme, peut dans son ensemble être mise au rang des transmissions faites à titre successif.

*QUESTIONS RELATIVES À LA FACULTÉ ACCORDÉE AUX VEUVES  
PAR L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 29 JUIN 1820.*

## XL.

La disposition de la circulaire du 27 juillet dernier (1), portant que l'acte de désignation fait par une veuve en vertu de l'article 5 de la loi du 29 juin doit être un acte notarié, n'est-elle pas contraire à la décision royale du 7 mai 1817, suivant laquelle les actes relatifs aux élections doivent être sur papier libre?

La décision du 7 mai 1817 s'applique plus particulièrement aux registres, listes d'électeurs, &c., déclarations de changemens de domicile, &c.; elle ne dispense pas de présenter des actes authentiques ou notariés, quand il est nécessaire d'en produire. Ainsi l'électeur qui fait, par un fondé de pouvoirs, sa déclaration de translation de domicile, est obligé de donner une procuration devant notaire.

On a donc pu exiger un acte notarié pour l'exécution de la faculté attribuée aux veuves par l'article 5 de la loi du 29 juin 1820.

---

(1) Voir à cette date.

## QUESTIONS.

Éclaircissemens donnés par le Ministre.

## XLI.

Faut-il que le fils en faveur duquel sa mère fait une désignation paie déjà quelque contribution par lui-même pour exercer le droit d'électeur?

Cette condition n'est pas nécessaire, puisque la loi ne l'exige pas.

## XLII.

Est-il nécessaire que la veuve paie 300 francs de contributions foncières pour user de la faculté que lui donne l'article 5 de la loi du 29 juin 1820?

La loi n'exige point cette condition. Quelle que soit la quotité des contributions foncières payées par une veuve, elle peut en faire profiter son fils, petit-fils ou gendre; comme le mari ou le père profite des contributions de sa femme ou de ses enfans mineurs, aux termes de l'article 2 de la loi du 5 février 1817.

## XLIII.

Une veuve peut-elle comprendre dans les contributions foncières dont elle dispose en faveur de son fils, petit-fils ou gendre, celles des biens d'autres de ses enfans qui sont mineurs et dont elle jouit comme tutrice?

Non; car la loi ne lui permet de disposer que de ses *contributions foncières*; or c'est comme *tutrice*, et non comme *usufruitière*, qu'elle paie les contributions des biens de ses enfans mineurs. Ces contributions ne sont attribuées au père pour l'exercice du droit électoral qu'en vertu d'une disposition formelle (article 2 de la loi du 5 février). Il n'existe pas de pareille disposition en faveur de la mère. Les contributions dont il s'agit ne peuvent donc pas être considérées comme payées par elle, et elle n'a pas le droit de les faire compter à un de ses fils, petits-fils ou gendres.

---

( Élections. — Publication des Listes électorales. )

Paris, le 5 Septembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),  
Aux Préfets.

J'AI l'honneur de vous transmettre une ampliation de l'ordonnance royale du 4 de ce mois (1), qui prescrit pour le 20 la publication des listes électorales; qui détermine, après cette publication, l'époque de leur clôture, et trace diverses règles à l'effet de donner aux opérations plus de régularité et aux citoyens plus de garantie.

---

(1) Bulletin des lois, n.º 396; 7.º série, n.º 9309.



Je vous ai adressé, le 27 juillet dernier (1), des instructions pour la confection des listes électorales.

L'article 2 de la loi du 29 juin dernier (2) ayant conféré un nouveau droit aux électeurs les plus imposés, l'article 3 ayant voulu que les nouvelles listes exprimassent la quotité et l'espèce des contributions de chaque électeur et les départemens où elles sont payées, enfin l'article 4 exigeant la justification d'un temps déterminé de possession de la propriété, de location, de paiement de la patente et d'exercice de l'industrie, de nouveaux renseignemens, de nouvelles pièces étaient nécessaires, soit pour déterminer parmi les électeurs ceux qui devaient jouir du nouveau droit, soit pour satisfaire aux sages précautions désormais imposées.

C'était sans doute aux électeurs à produire eux-mêmes ces diverses justifications : mais, la nouvelle loi s'exécutant pour la première fois, et l'administration ayant, par ce qui avait eu lieu précédemment, la conviction des retards et des négligences qu'éprouverait cette exécution si elle était livrée à la seule intervention des électeurs, elle a dû faire coïncider avec cette intervention les inscriptions et les justifications d'office.

Vous vous êtes sûrement conformé, pour toutes ces dispositions, aux ordres et aux instructions contenus dans ma circulaire précitée du 27 juillet, qui vous engageait aussi à ne point mettre une inutile exigence dans les demandes de pièces; à profiter, sans rectification, des listes déjà formées; à toujours présumer la bonne foi, et à vous contenter de la notoriété toutes les fois que cela se pourrait sans blesser les prévoyances de la loi et les garanties des élections.

Je dois donc croire que, lorsque cette lettre vous parviendra, vos listes seront prêtes à être affichées. Il est à désirer qu'elles renferment peu d'imperfections : toutefois, le principal motif de la publication étant de les soumettre à une sorte de contrôle public, afin d'accroître les moyens de rectification, vous ajouterez à ces moyens en renouvelant en même temps, comme je vous l'ai déjà prescrit, vos instances auprès des électeurs et auprès des maires afin d'obtenir les renseignemens et les titres non encore produits et nécessaires pour la vérification définitive qui, en vertu de l'ordonnance, doit suivre la publication et précéder la clôture. Je crois même devoir vous engager à ne point vous borner à un nouvel avis, et à écrire circulairement à tous les électeurs en retard. Après que l'administration aura ainsi accumulé les précautions, ils ne pourront point se plaindre, s'ils se privent eux-mêmes de l'exercice de leurs droits.

Vous remarquerez dans les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 4 septembre une nouvelle preuve de la constante attention du Gouvernement à concilier les intérêts publics avec les intérêts particuliers, à toujours donner à ces derniers sécurité et satisfaction. Plus vous mettrez de soin et d'activité à vous en occuper, à reconnaître leurs

(1) Voir à cette date.

(2) Bulletin des lois, n.º 379; 7.<sup>e</sup> série, n.º 8910.

droits, à accueillir et à juger leurs réclamations, mieux vous accomplirez les volontés royales.

Les relevés des retranchemens et additions prononcés en conseil de préfecture, que vous devez publier tous les dix jours, remplaceront désormais les listes supplémentaires précédemment en usage; et ce moyen, d'ailleurs déterminé par les nouvelles combinaisons de la loi du 29 juin, offrira bien plus de régularité et de certitude que n'en pouvaient offrir ces listes, puisqu'il exprimera les résultats d'examens et de décisions juridiques.

Les considérans de l'ordonnance font suffisamment connaître les raisons qui commandaient de clore les listes à une époque déterminée, avant toute opération des collèges; l'exécution de la nouvelle loi n'eût-elle point exigé cette mesure, elle aurait été conseillée par la nécessité de faire cesser les inconvéniens qui résultaient précédemment de ce que les listes continuaient à rester ouvertes pendant qu'on procédait aux élections. Sans doute on ne saurait environner de trop de facilités l'exercice du premier de nos droits politiques; mais il ne faut point que ces facilités, poussées trop loin, exposent à des fraudes, à des surprises, et rendent illusoires les précautions les plus indispensables.

Vous aurez soin de me rendre un compte suivi de l'accomplissement de toutes les dispositions qui vous sont prescrites.

---

( *Travaux des Édifices diocésains. — Rédaction et exécution des devis.* )

Paris, le 12 Septembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),  
Aux Préfets.

LES réglemens administratifs prescrivent de n'exécuter aucune dépense de grosses réparations, constructions nouvelles ou reconstructions aux bâtimens affectés ou employés à un service ou établissement public, sans l'autorisation préalable du ministre, sauf les cas extraordinaires de péril imminent.

Les articles 107 et suivans du décret du 30 décembre 1809 (1), en appliquant spécialement ce principe aux travaux des évêchés, cathédrales et séminaires diocésains, ont en outre exigé le concert de l'administration ecclésiastique et du préfet pour la formation des projets.

Une circulaire du 22 octobre 1812 (2) a tracé les règles qui devaient être suivies dans la rédaction des plans et devis des travaux relatifs aux bâtimens civils en général.

---

(1) Bulletin des lois, n.º 303; 4.º série, n.º 5777.

(2) Voir cette circulaire à sa date.

J'ai occasion de me convaincre, chaque année, combien l'exécution de ces diverses dispositions est négligée dans plusieurs départemens.

Des devis me sont envoyés par des évêques à l'insu de leurs préfets, qui ne se trouvent plus en mesure d'établir les demandes d'allocations nécessaires pour la dépense au budget de leur département.

D'autres fois, ce sont les préfets qui me les transmettent sans avoir consulté l'évêque sur la convenance, soit des travaux projetés, soit de l'époque où ils peuvent être entrepris.

Il arrive aussi que des devis sont déjà en partie ou même entièrement exécutés lorsqu'ils me parviennent; et je n'ai quelquefois connaissance qu'une dépense considérable a été entreprise, ou effectuée, que par la proposition qui m'est faite d'allouer au budget de l'exercice la somme destinée à l'acquitter, ou par les demandes en remboursement des entrepreneurs, leurs réclamations en indemnités pour devis outrepassés, &c.

Dans quelques diocèses, on a cru justifier ces irrégularités par la considération que les dépenses avaient été couvertes en partie avec les revenus propres de l'établissement ou avec des libéralités. Cette circonstance ne peut dispenser de satisfaire aux formes administratives que le décret précité du 30 décembre 1809 prescrit sans exception.

Ces infractions aux règles établies ont les plus grands inconvéniens pour l'administration supérieure, qui ne peut plus exercer sa surveillance, et pour ceux qui, en ordonnant ces travaux, engagent leur responsabilité.

La surveillance du ministre sur les travaux qui s'exécutent dans les départemens n'est ni une vaine formalité, ni une mesure insignifiante de centralisation.

Sous le rapport de l'art, elle a eu plusieurs fois pour heureux résultat de repousser des projets que le goût ne pouvait avouer, ou d'en améliorer d'autres qui eussent pu compromettre la solidité et la conservation des édifices.

Sous celui des convenances, elle isole les besoins réels de la chose de cette foule de petites considérations accessoires qui ne cherchent que trop souvent à s'y rattacher.

Sous celui de l'économie, elle apprécie, d'après la comparaison des besoins généraux, ce que les ressources permettent d'entreprendre; elle fait la part de la nécessité et celle du luxe.

Le ministre, faute d'avoir été mis à portée d'exercer cette surveillance, et d'ailleurs restreint dans les limites du crédit qui lui est ouvert chaque année pour cet objet spécial, s'est vu forcé, dans plusieurs occasions, soit d'ajourner le paiement de dépenses effectuées, soit de différer des travaux de la plus grande urgence, pour en solder de beaucoup moins pressans, qu'on avait fait exécuter ainsi irrégulièrement avec précipitation.

Enfin il s'est trouvé quelquefois dans l'impossibilité d'admettre des dépenses qui avaient eu lieu sans son autorisation, et qui ont dû rester à la charge de ceux qui les avaient ordonnées.



Ces mesures rigoureuses, quoique justes et nécessaires, n'en sont pas moins pénibles : c'est pour éviter d'y revenir, que je me crois obligé de vous rappeler expressément qu'il ne doit être entrepris aucuns travaux de réparations, de constructions neuves ou de reconstructions aux édifices diocésains, sans une autorisation spéciale et préalable du ministre, hors les cas suivans, déjà établis, soit par la circulaire du 22 juillet 1816 (1), soit par les instructions transmises, chaque année, avec les budgets approuvés :

1.<sup>o</sup> Lorsque l'urgence sera telle, qu'il y aurait du péril à attendre cette autorisation pour commencer les ouvrages ; mais alors vous m'en donnerez avis immédiatement, en m'adressant un procès-verbal ou rapport de l'architecte constatant l'urgence ;

2.<sup>o</sup> Lorsqu'il ne s'agira que de réparations de simple entretien. Celles qui n'excéderont pas 3000 francs pourront s'exécuter, même avant le règlement du budget de l'exercice ; celles qui s'élèveraient jusqu'à 5000 francs n'auront point besoin d'autorisation préalable, lorsque le montant en aura été alloué au budget : cette allocation emportera approbation définitive.

Mais les réparations et entretiens qui dépasseraient, y compris la somme à valoir pour objets imprévus, les deux taux qui viennent d'être rappelés avec les circonstances auxquelles ils se rapportent ; les constructions neuves, les reconstructions et les grosses réparations, à quelques sommes que s'élèvent les projets de ces trois espèces de travaux ; enfin tous les changemens, augmentations ou diminutions que l'architecte proposerait d'opérer dans un projet arrêté par moi, ne pourront s'exécuter qu'après que j'y aurai donné mon approbation : il en sera de même lorsqu'une réparation évaluée à moins de 3000 fr., ou de 5,000 francs, suivant les cas précités, sera portée au-delà par un projet supplémentaire contenant des additions ou des modifications à un projet primitif.

A l'avenir, toutes dépenses de cette sorte, pour lesquelles il n'aurait pas été satisfait aux formalités qui viennent d'être indiquées, seront rejetées, ainsi que toute proposition d'allocation sur quelque nature de fonds que ce soit : elles demeureront personnelles à ceux qui auraient donné les ordres pour les effectuer.

Je n'attache pas une importance moindre à l'exécution exacte des dispositions de la circulaire du 22 octobre 1812 (1) sur les règles à suivre pour la rédaction des plans et devis, et de celles du décret du 30 décembre 1809 (2), qui exige que le préfet se concerte avec l'administration ecclésiastique pour la formation des projets.

Les évêques sont les premiers et les meilleurs juges, sinon de ce que la conservation du bâtiment ou la perfection du goût peut réclamer, du moins de ce qui est convenable, soit pour les cérémonies religieuses dans leurs cathédrales, soit pour le logement épiscopal, soit enfin pour celui des élèves et pour les exercices du séminaire.

(1) Voir cette circulaire à sa date.

(2) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 303 ; 4.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 5777.



En négligeant de les consulter sur la formation d'un projet, on s'expose donc, ou à manquer à des convenances essentielles, en augmentant, supprimant ou ajournant hors de propos; ou à choisir pour l'exécution des travaux, des époques inopportunes.

La nécessité de prendre l'avis de l'administration ecclésiastique ramène naturellement à la mesure recommandée tant de fois par mes prédécesseurs, celle de faire précéder tout projet, hors ceux relatifs à des réparations de simple entretien, de la rédaction d'un programme indiquant les divers objets dont l'architecte devra s'occuper dans son travail : c'est le seul moyen d'obtenir des projets complets, où tout ce qui est nécessaire aura été prévu, et de mettre un terme à ces nombreux devis supplémentaires, qui viennent, à chaque instant, augmenter, les uns après les autres, une dépense toujours annoncée comme définitive à chaque nouvelle augmentation.

Ces programmes devront être arrêtés par vous et par l'évêque, et me seront adressés avec le travail de l'architecte.

Je vous réitère d'ailleurs l'invitation de faire observer exactement pour la formation des plans et devis les dispositions prescrites par la circulaire précitée du 22 octobre 1812, autant dans l'intérêt des établissemens mêmes que dans celui de l'administration. D'un côté, la correspondance relative à leur régularisation entraîne la perte d'un temps précieux pour les bureaux; de l'autre, les renvois et les retours, en multipliant les délais qui s'écoulent jusqu'au moment de l'approbation définitive, laissent faire aux dégradations des progrès aussi nuisibles aux édifices qu'à l'économie.

---

(Élections.)

Paris, le 15 Septembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),  
Aux Préfets.

(EXTRAIT.)

JE crois utile d'ajouter quelques explications à ma circulaire du 5 de ce mois (1).

Je dois être convaincu que chaque préfet, ayant à exécuter, en ce qui le concerne, la loi du 29 juin 1820 (2), s'est bien pénétré de ses dispositions, des antécédens auxquels elles se rapportent, de l'esprit dans lequel elles ont été faites, des moyens de les accomplir et de surmonter les difficultés qu'elles peuvent rencontrer.

Si cet examen a eu lieu avec toute l'attention et la prévoyance qu'il exigeait, l'intelligence des ordres et des instructions que j'ai successivement transmis aura été facile : il en sera de même de leur application, et les préfets auront pu remarquer, dans mes circulaires du

---

(1) Voir à cette date.

(2) Bulletin des lois, n.º 379; 7.<sup>e</sup> série, n.º 8910.

27 juillet et du 5 septembre (1), que, convaincu des difficultés inséparables d'une première exécution des dispositions dont il s'agissait, j'avais voulu leur laisser assez de liberté et de latitude dans les moyens, pour toutes les opérations qui n'exigeaient pas une précision rigoureuse, afin de ne point les placer au milieu de trop d'embarras et de trop de gêne ; que, par exemple, lorsque j'ai dit qu'on pourrait, dans certains cas, se contenter de la notoriété, à défaut de pièces produites, et continuer à inscrire d'office les électeurs qui ne se présenteraient point eux-mêmes, chaque préfet a dû sentir qu'étant juge des cas où il pourrait se contenter de la notoriété, comme des inscriptions d'office, il pourrait étendre ou restreindre les facilités ou l'exigence, selon qu'il le croirait utile à l'intérêt de la loi, aux garanties, au succès des élections, et sans qu'aucun de ceux qui se trouveraient écartés ou omis, faute d'avoir, ainsi qu'ils y étaient tenus, fait leur déclaration ou produit leurs titres, eût aucun droit de se plaindre d'une privation qu'il ne pourrait imputer qu'à lui-même, n'ayant point fait ce qui lui était prescrit pour l'éviter, et l'administration n'ayant pu suppléer à sa négligence.

Enfin, vous aurez aperçu que l'envoi des cartes *au domicile des électeurs*, prescrit par l'article 7 de l'ordonnance du 4 septembre (2), est un moyen de plus d'obtenir qu'ils se rendent aux élections, et que ces sortes d'invitations individuelles laisseront bien moins de prétexte à la négligence, qu'un avis général, dont d'ailleurs tous pouvaient ne pas avoir toujours connaissance; avis qu'il ne sera pas moins utile de publier immédiatement après l'ordonnance de convocation, afin de n'omettre aucun moyen. Vous remarquerez aussi que rien ne vous oblige à ne commencer l'envoi des cartes qu'après la clôture des listes; que, le plus grand nombre de réclamations et de rectifications individuelles étant jugées et terminées avant l'expiration du mois de publication, vous aurez pu, avant cette époque, remplir et transmettre au plus grand nombre des électeurs les cartes qui les concernent, et dans lesquelles il n'est nullement nécessaire de porter le numéro assigné à chacun d'eux dans les listes définitives; qu'ainsi, n'ayant plus à envoyer, au dernier moment, qu'un petit nombre de ces cartes, vous aurez le temps rigoureusement nécessaire pour accomplir cette utile disposition.

---

( *Moniteur envoyé dans toutes les Préfectures.* )

Paris, le 20 Septembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),  
Aux Préfets.

LE Moniteur est le seul journal qui rapporte officiellement les ordonnances royales et les actes du Gouvernement : la partie même

---

(1) Voir à ces dates.

(2) Bulletin des lois, n.º 398 ; 7.º série, n.º 9309.

qui n'est pas officielle n'en présente pas moins d'une manière impartiale la marche de l'administration. Il m'a paru nécessaire qu'une collection de ce journal fût formée dans chaque préfecture, pour y composer un recueil toujours utile.

J'ai décidé, en conséquence, qu'à dater du 1.<sup>er</sup> octobre prochain, le *Moniteur* serait envoyé à toutes les préfectures, et que les abonnemens en seraient acquittés à Paris, sur le fonds des centimes centralisés pour frais d'administration.

Je vous invite à donner les ordres nécessaires pour que tous les numéros soient successivement déposés aux archives de votre préfecture, où ils devront rester pour y former collection.

---

( *Expériences sur le poids du blé.* )

Paris, le 21 Septembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),

Aux Préfets.

Mon prédécesseur vous a recommandé, par la circulaire du 16 septembre de l'année dernière (1), de faire procéder, tous les ans, dans chacune des villes ou communes de votre département où l'autorité municipale est dans l'usage de taxer le prix du pain, au pesage du blé-froment de la récolte de l'année, pour en constater légalement le poids. Il vous a indiqué la marche et les formalités à observer afin d'arriver au résultat définitif, qui doit donner l'élément le plus important et le plus variable de la taxe.

L'application que l'on a dû faire de ce système depuis l'année dernière vous a sans doute mis à portée d'en apprécier l'utilité; et je pourrais me dispenser de vous engager à rappeler aux maires ce qu'ils auront à faire, pour constater parcellément le poids du froment de la récolte de 1820.

Mais il est bon de remarquer qu'en exécutant trop tôt les expériences du pesage, on s'expose à des erreurs, en ce qu'immédiatement après la récolte les blés ne sont point encore assez ressuyés pour que leur poids ait acquis le degré de fixité dont il pourrait approcher bien d'avantage quelques mois plus tard. Ainsi, au lieu d'y procéder à la fin de septembre ou au commencement d'octobre, comme mon prédécesseur l'avait demandé, je désirerais qu'elles n'eussent lieu que dans le courant de décembre; en sorte que le dernier pesage répondît à la fin de ce mois, et que le résultat moyen de trois expériences pût servir de régulateur de la taxe, à partir du commencement de la nouvelle année.

Je vous serai obligé de donner aux maires des instructions en conséquence de cette observation, et de m'envoyer, aussitôt que vous aurez réuni les procès-verbaux de toutes les opérations, une note

---

(1) Voir cette circulaire à sa date.



spéciale et détaillée du poids qu'elles auront constaté dans chaque ville ou commune

Néanmoins, en attendant que vous soyez en état de la produire, je vous invite à ne pas omettre de consigner sur votre tableau général de récolte, dans la colonne à ce destinée, le poids moyen du froment et du seigle de première et de deuxième qualité, tel que vous pourrez l'établir d'après les données sommaires qui vous seront fournies par les sous-préfets, et que vous voudrez bien discuter, comme tous les autres élémens du tableau de récolte.

---

( Rétablissement des Secrétaires généraux de préfecture. )

Paris, le 23 Septembre 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( Baron Mounier ),  
Aux Préfets.

( EXTRAIT. )

UNE ordonnance du 1.<sup>er</sup> août dernier a rétabli les secrétaires généraux de préfecture (1). Ces fonctionnaires, institués par la loi du 28 pluviôse an 8 [ 17 février 1800 ] (2), qui a déterminé leurs attributions, rentrent dans tous les droits dont ils jouissaient; mais l'article 2 de l'ordonnance du 1.<sup>er</sup> août contient une disposition nouvelle qui ajoute à leur utilité. Je crois à propos d'entrer avec vous dans quelques développemens sur les motifs de cette disposition, et sur l'avantage qui peut en résulter pour l'administration en général, ainsi que pour celle de votre département en particulier.

Depuis la suppression des sous-préfets de chefs-lieux, et principalement depuis celle des secrétaires généraux, les préfets se sont vus dans l'obligation, non-seulement de surveiller les intérêts généraux de leur département, mais encore de suivre le détail de toutes les affaires de leur résidence, et d'exercer ainsi dans le même arrondissement les doubles fonctions de préfet et de sous-préfet. De nombreuses réclamations ont été adressées au Gouvernement sur cet état de choses, qui avait en outre pour les administrés des arrondissemens de chefs-lieux l'inconvénient de les priver d'un degré de juridiction dont jouissaient les administrés des autres arrondissemens.

Plusieurs préfets ont exposé que, si le rétablissement des secrétaires généraux s'opérait, il leur serait utile de confondre dans la même personne les fonctions de secrétaire général et de sous-préfet; mais la loi du 28 pluviôse est formelle; elle n'a pas établi le degré dont il s'agit, et le Gouvernement n'a pas cru qu'il fût à propos de modifier ou d'étendre la loi dont il voulait rétablir entièrement l'exécution.

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 399; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 9338.

(2) *Idem*, n.<sup>o</sup> 17; 3.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 115.



D'autres préfets, en plus grand nombre, desiraient seulement trouver auprès d'eux un collaborateur à qui ils pussent confier l'administration de l'arrondissement dont ils étaient chargés. L'article 2 de l'ordonnance a eu pour objet de satisfaire ce vœu, et de prévenir, en même temps, les conflits qui pourraient naître, si les préfets n'avaient pas la faculté de confier ou de retirer à leur gré aux secrétaires généraux tout ou partie de l'administration de cet arrondissement. C'est donc une sorte de délégation qu'ils peuvent faire, avec l'approbation du ministre de l'intérieur; une faculté qui leur est accordée, et dont l'ordonnance leur permet d'user autant qu'ils le croiront utile au bien de l'administration de leur département.

Le ministre de l'intérieur est disposé à approuver toutes les délégations faites dans ce but, en en exceptant toutefois l'administration de la ville où réside le préfet. Il a paru à son excellence que les préfets ne pouvaient confier à d'autres l'administration du chef-lieu du département, et que le maire d'une ville aussi importante ne devait reconnaître que le préfet pour supérieur immédiat et direct.

Vous apprécierez, je n'en doute pas, les motifs qui ont décidé son excellence à l'application des principes que je viens de vous développer.

Les secrétaires généraux n'ayant touché en aucun temps des frais de bureau, c'est dans les bureaux de la préfecture, sur lesquels s'étend déjà leur surveillance, qu'ils devront trouver les moyens de remplir les délégations qui leur auront été conférées.

---

( *Police médicale.* )

Paris, le 26 Septembre 1820.

Le Conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance ( *Baron Capelle* ),

Aux Préfets.

LE premier paragraphe de l'art. 17 de la loi du 23 juillet 1820 (1), relative à la fixation du budget des recettes de 1820, maintient les droits précédemment établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers; mais il dispense du paiement de ces droits les épiciers chez lesquels il ne sera pas trouvé de drogues appartenant à l'art de la pharmacie.

Une partie des substances employées par-la médecine servant à des usages très-nombreux dans la vie commune et dans les arts, l'application de cette dernière disposition de la loi pouvait donner lieu à quelques difficultés : afin de les prévenir, les professeurs de l'école de pharmacie de Paris ont dressé la liste des substances qui doivent être particulièrement considérées comme drogues médicinales, et dont la vente doit être soumise à une surveillance spéciale, dans l'intérêt de la société publique.

---

(1) Bulletin des lois, n.° 385; 7.<sup>e</sup> série, n.° 9043.

Le Roi vient de décider, par une ordonnance du 20 de ce mois (1), que les substances énoncées dans cette liste seront réputées drogues, et que les épiciers chez lesquels on trouvera quelque une de ces substances seront assujettis au paiement des droits maintenus par l'article 17 de la loi du 23 juillet 1820.

Je vous prie de communiquer cette ordonnance aux membres du jury médical de votre département, pour qu'ils se conforment aux dispositions qu'elle renferme, lorsqu'ils feront la visite des pharmacies et des magasins ou boutiques d'épiceries et de drogueries.

---

*( Pensions aux Employés des Hospices. )*

Paris, le 26 Septembre 1820.

Le Conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance ( *Baron Capelle* ),  
Aux Préfets.

AUCUN acte du Gouvernement n'avait, jusqu'à présent, déterminé d'une manière positive les bases à suivre pour la liquidation des pensions que les administrations des hospices et autres établissemens de charité proposent en faveur des employés de ces établissemens.

Il était nécessaire de remplir cette lacune; et, dans ce but, il a paru qu'on ne pouvait adopter de meilleures bases que celles qui ont été consacrées par le décret du 7 février 1809 pour les employés des hospices de Paris.

Sa Majesté a rendu en conséquence, le 6 de ce mois, une ordonnance à laquelle est annexé un extrait du décret du 7 février 1809 (2).

En donnant connaissance de ces dispositions aux administrations des hospices et établissemens de charité de votre département, vous voudrez bien leur faire remarquer que l'ordonnance de Sa Majesté n'accorde pas à leurs employés un droit qu'ils n'avaient point; qu'elle ne fait qu'établir une règle pour liquider les pensions qui leur seroient désormais accordées. Ce n'est que dans ce sens que le décret du 7 février 1809 est rendu applicable.

Les employés des hospices de Paris subissent des retenues qui servent à leurs pensions; ils ont, par conséquent, à les obtenir, un droit établi par les retenues, et non par le décret, qui n'a fait qu'en déterminer l'accomplissement: il n'y a donc en cela aucune analogie entre ces employés et les employés des autres hospices ou établissemens de charité, qui ne subissent aucune diminution de traitement pour former un fonds de retraite. Les pensions de ces derniers continuant à n'être prises que sur les fonds propres des établissemens, les administrations

---

(1) Bulletin des lois, n.º 402; 7.º série, n.º 9274.

(2) *Idem*, n.º 401; 7.º série, n.º 9363.

conservernt la liberté de les accorder ou de les refuser, selon qu'elles croient le devoir, d'après les ressources disponibles; seulement, celles qui seront désormais données devront être liquidées d'après les bases régulières et uniformes résultant de l'ordonnance du 6 de ce mois et les dispositions du décret du 7 février 1809.

---

( *Écoles primaires. — Comités de surveillance.* )

Paris, le 27 Septembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),  
Aux Préfets.

Au moment où le Roi vient d'apporter, par son ordonnance du 2 août dernier (1), quelques modifications à l'institution des comités chargés de surveiller dans chaque canton les écoles primaires des deux sexes, il peut être utile de vous rappeler les différens actes du Gouvernement relatifs à ces écoles, et d'ajouter quelques instructions à celles que vous avez déjà reçues sur le même objet.

Jusqu'à l'époque de la restauration, les écoles primaires étaient restées abandonnées à elles-mêmes; les lois anciennes *sur la matière* se bornaient à annoncer des dispositions subséquentes, qui jusqu'alors n'avaient point été mises en vigueur; les efforts isolés de quelques préfets pour soumettre ces institutions à une surveillance régulière n'avaient eu que peu de succès.

L'ordonnance royale du 29 février 1816 (2) est le premier acte qui ait établi d'une manière positive et générale les rapports qui doivent exister entre le Gouvernement et les écoles.

Quelques dispositions assez importantes n'ayant pu être suffisamment développées dans le texte de cette ordonnance, le ministre de l'intérieur a, sous la date du 20 mai 1816, adressé aux préfets une lettre circulaire (3), dont l'objet principal était de lever les doutes qu'on aurait pu concevoir sur le véritable sens des articles 2, 3, 7, 13, 25 et 32. Toutes les explications renfermées dans cette lettre méritent votre attention particulière, et je vous engage à ne point les perdre de vue.

Après avoir ainsi dirigé les préfets dans l'application des dispositions de l'ordonnance du 29 février aux écoles de garçons, on s'est occupé du soin d'indiquer de quelle manière ces dispositions devaient être étendues aux écoles primaires de filles.

Les circulaires ministérielles des 3 juin et 29 juillet 1819 (4) paraissent ne laisser aucune incertitude à cet égard.

---

(1) Bulletin des lois, n.º 397; 7.º série, n.º 9299.

(2) *Idem*, n.º 73; 7.º série, n.º 495.

(3) Voir cette circulaire à sa date.

(4) Voir ces circulaires à leur date.

L'exécution des mesures prescrites par ces circulaires, en ce qui est relatif à la répression des délits, ayant éprouvé quelques difficultés, fondées sur ce que l'ordonnance du 29 février n'exprimait point positivement que les dispositions qu'elle renfermait fussent applicables aux écoles de filles, le Roi a expliqué formellement ses intentions par une nouvelle ordonnance rendue sous la date du 3 avril 1820 (1).

Ce nouvel acte de l'autorité royale n'a entraîné aucune modification aux instructions renfermées dans les circulaires précitées des 3 juin et 29 juillet 1819; vous devez vous y conformer en tout point.

Après ces travaux, il ne restait plus, pour remplir entièrement les intentions paternelles du Roi, qu'à faire en faveur des maisons d'éducation de filles d'un degré supérieur ce qu'on avait fait pour les écoles primaires. Ces intéressans établissemens ont été l'objet de mes soins, et ma circulaire du 19 juin 1820 (2), en déterminant les conditions auxquelles doivent satisfaire les institutrices et le mode de surveillance auquel les pensionnats doivent être soumis, a complété l'ensemble des réglemens sur l'instruction publique.

Je ne doute pas que vous n'ayez pris toutes les mesures qui dépendaient de vous, pour assurer l'exécution de ces réglemens. L'ordonnance du 2 août dernier réclame maintenant votre attention; vous en saisissez facilement le but.

La sagesse des dispositions de l'ordonnance du 29 février 1816 (3) ne peut plus être contestée; quatre années d'expérience ont donné les moyens de répondre à tous les détracteurs, de détruire toutes les objections; les comités cantonaux, particulièrement, ont rendu de grands services: c'est pour les mettre à même d'en rendre de plus grands encore, que le Roi a cru devoir augmenter le nombre de leurs membres, et assurer par quelques dispositions réglementaires la régularité de leurs travaux.

Vous êtes appelé à concourir à la désignation des hommes qui doivent faire partie des comités.

Ce choix est extrêmement délicat; il ne doit porter que sur des personnes éclairées, et disposées à examiner avec impartialité les projets d'amélioration et les nouvelles méthodes, avant de les rejeter. On peut croire que des comités composés de pareils hommes contribueraient puissamment à la propagation de la méthode d'enseignement mutuel.

Au reste, c'est ici le lieu de vous faire observer que les délibérations des comités cantonaux ne sont point des décisions, mais seulement des avis, auxquels l'administration n'est point obligée de se conformer.

Plusieurs de vos collègues m'ont adressé des observations relativement aux dépenses des comités; ils m'ont représenté que ces dépenses, quelque modiques qu'elles fussent, ne devaient point être à

(1) Bulletin des lois, n.º 363; 7.º série, n.º 8641.

(2) Voir cette circulaire à sa date.

(3) Bulletin des lois, n.º 73; 7.º série, n.º 495.



la charge des présidens ou membres, qui remplissent des fonctions purement gratuites. J'ai trouvé ces réflexions fondées ; il est juste que les dépenses des comités cantonaux soient supportées par les communes qui profitent de leurs travaux.

Je vous autorise donc à répartir entre les communes de chaque canton, proportionnellement à leurs revenus, le montant des dépenses du comité. Ces dépenses, qui consistent en frais de bureau, luminaire et ports de lettres, sont peu considérables ; cependant, s'il se trouvait dans votre département des communes assez pauvres pour que cette charge leur fût trop onéreuse, vous pourriez imputer le montant de leur contingent sur le fonds destiné à subvenir aux dépenses départementales imprévues.

J'espère que ces différentes mesures contribueront à lever les obstacles qui, dans quelques endroits, paralysaient encore les efforts de l'administration ; je recevrai avec intérêt les rapports que vous m'adresserez pour me faire connaître le résultat de vos travaux.

---

( *Élections. — Formation de la liste des éligibles.* )

Paris, le 4 Octobre 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

IL vous a été précédemment donné, pour former la liste des éligibles, des instructions que je crois devoir vous rappeler : cette liste doit être publiée dans toute l'étendue des départemens où elle comprend des contribuables payant moins de 1000 francs ; et il suffit dans les autres départemens, dans ceux où elle ne comprend que des contribuables payant 1000 francs et au-dessus, de l'afficher dans les salles où se réunissent les collèges électoraux ou les sections de collège.

Cette différence résulte de ce que la liste des éligibles, qui n'est qu'utile à consulter pour les électeurs là où tout éligible paie 1000 fr., devient indispensable là où il faut recourir aux plus imposés au-dessous de ce taux, pour compléter le nombre de cinquante. En effet, dans le premier cas, l'électeur n'a besoin, pour nommer les députés qui doivent être pris dans le département, que d'être personnellement assuré que le candidat qu'il préfère y a son domicile politique, qu'il a quarante ans et paie 1000 francs de contributions. Dans le second cas, il ne peut savoir que par une liste d'éligibles que tel contribuable payant moins de 1000 francs est au nombre des cinquante qui peuvent être élus ; et la chambre des députés ne pourrait, sans une telle liste, officiellement arrêtée par le préfet, reconnaître l'éligibilité d'un député élu, qui serait imposé à moins de 1000 francs.

La loi du 29 juin 1820 (1) n'a apporté aucun changement à cet état de choses.

---

(1) Bulletin des lois, n.º 379 ; 7.º série, n.º 8910.

Le détail des contributions que contiennent les listes électorales, en vertu de l'article 3 de cette nouvelle loi, rend bien plus facile la recherche des éligibles, puisqu'il suffira d'extraire des listes électorales tous les électeurs payant plus de 1000 francs et âgés de quarante ans au moins, et, s'ils ne sont pas au nombre de cinquante, de compléter ce nombre, en prenant les plus imposés au-dessous de 1000 francs, qui ont atteint l'âge de quarante ans. Bien entendu que, dans l'un comme dans l'autre cas, vous n'y comprendrez point les pairs de France ayant leur domicile politique dans votre département, et qui, ne pouvant être élus, ne sauraient être classés comme éligibles.

Pour obtenir un plus grand degré d'exactitude, vous aurez sans doute jugé convenable d'attendre que les réclamations qui auront suivi la publication qui vient d'avoir lieu, des noms et des contributions des électeurs, vous aient donné les moyens de rectifier le premier travail. Toutefois, si, dans le département où tous les éligibles doivent payer 1000 francs d'impôt, on peut, pour en former la liste avec plus de certitude, ne l'arrêter qu'au moment de la clôture des listes électorales, il convient de devancer cette époque dans les départemens où pour compléter les cinquante il est nécessaire de descendre au-dessous du cens exigé par la Charte, afin de laisser un temps suffisant à l'ouverture des réclamations. Les lois ne déterminent aucun délai pour cela : c'est à l'administration à y suppléer ; et je pense qu'il sera utile de faire cette publication, dans ces derniers départemens, le 15 octobre au plus tard.

Vous ne perdrez point de vue que les listes des éligibles doivent présenter six colonnes, indiquant, 1.<sup>o</sup> un numéro d'ordre ; 2.<sup>o</sup> les noms et prénoms des éligibles, dans l'ordre alphabétique ; 3.<sup>o</sup> leurs titres, profession ou fonctions actuelles ; 4.<sup>o</sup> leur domicile politique ; 5.<sup>o</sup> leur âge ; 6.<sup>o</sup> la quotité de leurs contributions.

Je vous prie de m'adresser deux exemplaires de la liste des éligibles de votre département.

*(Fonds versés à la Caisse des dépôts, pour le compte des Communes, des Hospices et des Fabriques.)*

Paris, le 10 Octobre 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( *Baron Mounier* ),

Aux Préfets.

(EXTRAIT.)

Je vous prie de rappeler aux maires que le prix des adjudications des coupes accordées dans les quarts de réserve n'est payable qu'en traites à cinq échéances, et que la caisse des dépôts ne peut en faire écriture que dans le cours du mois postérieur au recouvrement.

Ce n'est donc que dans le cours du trimestre postérieur à l'échéance

et au recouvrement de chaque traite que les communes et les établissemens crédités à la caisse des dépôts peuvent utilement réclamer la réintégration des à-comptes qui leur sont nécessaires à l'effet de pourvoir aux dépenses régulièrement autorisées.

Il importe, en conséquence, pour les communes et les établissemens publics qui ne se trouvent pas crédités à la caisse des dépôts, mais qui pourront l'être successivement pour les quarts de réserve accordés à l'avenir, de veiller à ce que, dans les marchés et conventions qu'ils seront dans le cas de souscrire pour acquisitions, constructions et réparations, les époques de paiemens soient divisées de manière que les à-comptes payables sur le montant d'une traite, à l'échéance du 31 mars, ne soient exigibles que dans le cours du trimestre suivant. L'application de cette règle aux divers à-comptes à payer par les communes et les établissemens publics est le seul moyen de prévenir le retour des plaintes que l'on a souvent renouvelées sur la disposition des fonds dont les lois et réglemens ont prescrit le versement à la caisse des dépôts.

( *Élections.* )

Paris, le 18 Octobre 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( *Comte Siméon* ),  
Aux Préfets.

( *EXTRAIT.* )

SUIVANT l'article 42 de la Charte (1), la moitié au moins des députés d'un département doit être choisie parmi les éligibles ayant leur domicile politique dans ce département.

Cette disposition est formelle; elle est évidemment relative aux députés élus ou à élire dans l'ensemble d'un même département, et non aux députés élus ou à élire par un même collège qui ne comprendrait qu'une partie des électeurs du département. Elle doit s'appliquer aux députations actuelles, telles qu'elles sont déterminées par la loi du 29 juin (2), comme elle s'appliquait à celles que les départemens nommaient précédemment. Ainsi la moitié du nombre de députés (anciens et nouveaux), ou la plus faible moitié (si le nombre total est impair), a pu ou peut être choisie parmi des éligibles ayant leur domicile politique hors du département qui les élit. Tant que ce droit n'est pas épuisé, les électeurs peuvent en user.

Il est à observer que la qualité de président ne donne à celui qui l'exerce que le droit conféré par le Roi de voter dans le collège qu'il préside, et, par conséquent, d'en faire partie, mais seulement pendant la durée de sa présidence : d'où il suit que le président, s'il est

(1) Bulletin des lois, n.º 17; 5.º série, n.º 133.

(2) *Idem*, n.º 379; 7.º série, n.º 8940.

éligible et s'il n'a point son domicile politique dans le département où il préside, ne saurait être assimilé aux éligibles domiciliés.

( *Élections. — Délégation des contributions des Veuves.* )

Paris, le 24 octobre 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),  
Aux Préfets.

L'ARTICLE 5 de la loi du 29 juin dernier (1), qui veut que les veuves puissent transmettre leurs contributions à un de leurs fils, à défaut de fils à un de leurs petits-fils, et à défaut de fils et de petits-fils à un de leurs gendres, a, dans son application, donné lieu à quelques difficultés.

C'est pour les prévenir qu'après avoir mûrement examiné cette nouvelle disposition législative, j'avais dit, dans le n.º 17 des éclaircissements publiés le 29 août dernier (2), que la loi, en appelant les fils, petits-fils et gendres, à l'exclusion les uns des autres, n'avait fait aucune exception; et qu'ainsi, tant qu'il y avait un fils ou un petit-fils, même incapable de profiter de cet avantage, il excluait les petits-fils ou gendres qui auraient la capacité requise.

J'avais été déterminé à cette manière de voir, transmise comme une simple opinion et non comme une décision obligatoire, par les motifs que cet article de la loi du 29 juin est une exception au principe fondamental établi par la Charte, qui veut que nul ne soit électeur qu'en vertu des contributions qu'il paie lui-même; que toute exception est de droit étroit; que les mots *à défaut de fils ou de petit-fils* se présentent ici d'une manière absolue; que la loi n'ayant pas dit *à défaut de fils ou de petit-fils capable*, on ne pouvait lui en supposer l'intention sans s'exposer à une infinité d'inconvéniens, d'autant plus à éviter, qu'ils seraient plus contraires au principe fondamental; enfin, que l'administration, toujours obligée, dans l'exécution des lois, de les voir telles qu'elles sont écrites, et non telles qu'elles auraient pu l'être, était, dans l'espèce, d'autant plus tenue à se renfermer dans ces limites, qu'il s'agissait d'une disposition exceptionnelle.

La question ayant été jugée presque par-tout de même par les préfets en conseil de préfecture, divers recours contre leurs décisions ont été portés devant le conseil d'état, en vertu des art. 5 et 6 de la loi du 5 février 1817 (3).

Des ordonnances royales intervenues sur ces instances ont définitivement résolu la question ainsi que je l'avais présentée dans le

(1) Bulletin des lois, n.º 379; 7.º série, n.º 8910.

(2) Voir à cette date.

(3) Bulletin des lois, n.º 137; 7.º série, n.º 1691.



n.º 17 de mes éclaircissements précités, du 29 août dernier. La solution donnée par ces ordonnances étant obligatoire, je m'empresse de vous en instruire, afin que vous ayez désormais à vous y conformer.

L'une d'elles a, en même temps, prononcé sur une question de compétence qui se trouvait impliquée avec la question de fond, dans un arrêté que j'avais déféré au conseil d'état pour l'un et l'autre motifs. Cet arrêté avait été rendu par le conseil de préfecture, statuant comme tribunal administratif, au lieu d'être rendu, comme il aurait dû l'être, par le préfet en conseil de préfecture, c'est-à-dire, par le préfet assisté seulement de l'avis de ce conseil, sans délibérer concurremment avec lui, ainsi que le veulent les dispositions formelles de l'article 5 de la loi du 5 février et les usages consacrés par l'administration. L'ordonnance qui annule, pour le fond et pour la forme, l'arrêté dont il est question, s'exprime, dans un de ses considérans, ainsi qu'il suit :

*Considérant, quant à la forme, que les réclamations en matière d'inscription sur les listes électorales doivent être jugées par le préfet en conseil de préfecture, et non par le conseil de préfecture; que, par conséquent, la décision est rendue par le préfet seul, mais après qu'il a entendu nécessairement le conseil et s'est éclairé de son opinion.*

Quoique les expressions de la loi ne laissassent point de doute sur cette manière de procéder, il m'a paru utile de vous donner aussi connaissance de cette décision définitive, qui fait disparaître toute incertitude sur les formes à observer. N'induisez point toutefois de ce qui vient d'être réglé, qu'il soit nécessaire de revenir sur les arrêtés rendus en pareille matière, qui n'offriraient que ce seul vice de forme : il n'y aurait lieu de s'en occuper qu'autant qu'ils renfermeraient en même temps des vices de fond, ou que des tiers intéressés exerceraient contre eux le recours qui leur est réservé par l'article 5 de la loi du 5 février.

---

(Élections. — Durée des scrutins.)

Paris, le 1.<sup>er</sup> Novembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

L'ARTICLE 13 de la loi du 5 février 1817 (1), qui, n'ayant point cessé d'être en vigueur, a dû être rappelé textuellement dans l'ordonnance du 11 octobre dernier (2) (*art. 12*), porte, entre autres dispositions, que *« chaque scrutin est, après être resté ouvert au moins pendant six heures, clos à trois heures du soir, et dépouillé, séance tenante. »*

Avant la loi du 29 juin 1820 (3), les délais déterminés par cet article

---

(1) Bulletin des lois, n.º 137; 7.<sup>e</sup> série, n.º 1694.

(2) *Idem*, n.º 410; 7.<sup>e</sup> série, n.º 9677.

(3) *Idem*, n.º 379; 7.<sup>e</sup> série, n.º 8910.

n'avaient nulle part paru trop courts; au moins aucune réclamation n'était, à ce sujet, parvenue au ministère.

La loi du 29 juin exigeant que chaque électeur écrive, ou fasse écrire, son bulletin sur le bureau, cette formalité obligée demande un peu plus de temps pour chaque scrutin; et il est possible que, dans quelques-uns des collèges, dans les plus nombreux, les délais déterminés par la disposition que je viens de citer se trouvent trop courts.

Il est donc nécessaire de rechercher ce qui, dans les expressions de la loi, est bien réellement obligatoire, et, par conséquent, quelle a été son intention, son véritable but: la disposition dont il s'agit veut qu'il n'y ait qu'un scrutin par jour, et qu'il soit dépouillé à la fin de chaque séance. Ces deux prescriptions sont essentielles; vous en sentirez aisément les motifs; et je ne crois pas qu'on puisse s'en écarter. Elle veut que chaque scrutin reste ouvert au moins pendant six heures; c'est-à-dire qu'il ne peut pas être ouvert moins de six heures, mais qu'il peut l'être plus long-temps, si cela est nécessaire. Le même article porte que le scrutin sera fermé à trois heures; et comme l'article précédent dit que chaque séance commencera à huit heures du matin, il suivrait de ces deux dispositions que le *maximum* du temps pendant lequel chaque scrutin doit rester ouvert est de sept heures: mais il est bien évident que la loi n'a entendu prescrire ici que des dispositions comminatoires; que tel accident peut faire que la séance n'ait pu, par exemple, s'ouvrir qu'à dix heures, et que, par conséquent, le scrutin ne puisse pas se fermer à trois, qu'il doive rester ouvert jusqu'à quatre heures, pour satisfaire à la disposition essentielle qui exige *au moins six heures*. Enfin, il peut arriver que même le scrutin ouvert à huit heures du matin ne puisse pas être fermé à trois heures du soir; que cet intervalle, soit à cause du nombre des votans, soit par toute autre cause imprévue, ne suffise pas pour faire voter tous les électeurs présens, c'est-à-dire, pour l'appel et le réappel. Or, dans ce dernier cas, la force des choses, la nécessité, doivent prévaloir sur des expressions purement littérales; car la loi veut, avant tout, que les électeurs qui se sont rendus au collège pour y exercer leurs droits votent et aient le temps de voter, et il ne me paraît pas douteux que, dans une telle situation, le président peut et doit même prolonger le scrutin au-delà de trois heures du soir.

Toutefois, comme il est convenable de se conformer, autant qu'on le peut, aux expressions littérales des lois, lors même qu'elles n'ont en vue que de simples formalités, il est telle manière de procéder qui se sera sûrement présentée à votre esprit, et qui, dans le plus grand nombre de cas où il sera jugé nécessaire de l'employer, permettra de satisfaire à l'intention de la loi, sans étendre les délais que son texte détermine. Ce moyen est facile; il consiste en ce que deux listes, confiées à deux membres du bureau, soient employées à-la-fois à constater le vote des électeurs, ainsi qu'il est prescrit par le même article 13 de la loi du 5 février 1817. De cette manière, qui est également régulière, légale, et qui se ferait par un même appel, afin d'éviter toute confusion,

le scrutin marcherait bien plus vite et exigerait bien moins de temps.

(Maisons d'éducation de filles.)

Paris, le 4 Novembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

J'APPRENS que des doutes se sont élevés pour savoir si les maîtresses de pensions de filles doivent produire, pour obtenir l'autorisation de leur établissement, un certificat de bonnes vie et mœurs du curé de leur commune, et si leurs pensionnats peuvent être visités par les archevêques et évêques. Ces doutes ont pour motifs ma circulaire du 19 juin dernier (1), où le droit des archevêques et évêques n'a point été rappelé, et où il n'est parlé que du certificat de bonnes mœurs, délivré, sur l'attestation de trois témoins, par le maire de la commune qu'habite la postulante.

L'objet de la circulaire du 19 juin n'était point de déroger à celle du 3 juin 1819 (1), et moins encore aux ordonnances des 29 février 1816 (2) et 3 avril 1820 (3) : son but était, au contraire, d'assurer leur exécution, et de fournir pour cela quelques développemens, sans répéter néanmoins toutes leurs dispositions. Or l'article 10 de l'ordonnance du 29 février 1816 veut que tout particulier qui désirera se vouer aux fonctions d'instituteur primaire présente au recteur de son académie un certificat de bonne conduite des *curés* et maires des communes où il aura habité.

L'article 40 autorise les archevêques et évêques, dans le cours de leurs tournées, à prendre connaissance de l'enseignement religieux.

La nécessité du certificat des *curés* et maires fut mentionnée dans la circulaire du 3 juin 1819 : on n'y parle pas de la visite des archevêques et évêques, parce qu'elle est indépendante de la surveillance qui nous est confiée, et qui ne saurait préjudicier à celle qui leur appartient exclusivement, sur l'enseignement religieux.

L'ordonnance du 3 avril 1820, en appliquant généralement aux écoles de filles l'ordonnance du 29 février 1816, rendue pour les écoles de garçons, a soumis nécessairement celles de filles à toutes les dispositions de l'ordonnance qui leur était rendue commune; par conséquent, au certificat des *curés* pour obtention du diplôme, et au droit des évêques de prendre connaissance de l'enseignement religieux. Je n'ai voulu, ni pu, dans ma circulaire, déroger à ces deux dispositions; les doutes élevés à cet égard ne sont pas fondés, et j'ai fait retirer des diplômes

(1) Voir cette circulaire à sa date.

(2) Bulletin des lois, n.º 73; 7.º série, n.º 495.

(3) *Idem*, n.º 363; 7.º série, n.º 8641.



qui avaient été délivrés sans le certificat du curé. Néanmoins, pour lever de plus en plus toute incertitude à cet égard, je crois utile de vous prévenir que vous ne devez envoyer devant le jury d'examen les personnes qui voudront tenir une école ou un pensionnat de filles, qu'autant qu'aux autres conditions requises elles joindront un certificat de bonne conduite des curés et maires de la commune ou des communes où elles auront habité depuis trois ans au moins, ainsi que le prescrit l'article 10 de l'ordonnance du 29 février 1816.

Quant à la visite des archevêques et évêques, je ne sais pas que personne l'ait refusée; et, bien qu'il soit présumable qu'elle ne le sera jamais de la part des institutrices catholiques, vous auriez, si le cas arrivait, à user du droit de suspendre ou de révoquer l'autorisation en vertu de laquelle elles tiennent leurs écoles ou pensionnats.

---

( *Détenus pour dettes.* )

Paris, le 6 Novembre 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( *Baron Mounier* ),

Aux Préfets.

LES informations recueillies par le ministre sur les usages suivis à l'égard des personnes détenues pour dettes lui ont appris qu'il n'y avait ni ordre ni uniformité dans cette partie du service des prisons. Plusieurs concierges perçoivent plus de 20 francs pour la consignation mensuelle des alimens; d'autres se croient autorisés à prélever à leur profit, et comme représentant l'indemnité de gîte et de logage, une partie de la somme consignée. Le loyer des lits est fixé à un taux très-irrégulier et souvent excessif; dans quelques prisons les détenus n'ont pas la permission de se servir des lits qui leur appartiennent; ailleurs on s'oppose à ce qu'ils fassent apporter leur nourriture; quelquefois les concierges retiennent la totalité de la consignation et ne fournissent que les vivres ordinaires de la prison.

Pour remédier à ces abus, le ministre a pris l'arrêté que vous trouverez ci-joint.

L'article 1.<sup>er</sup> défend aux concierges de rien recevoir, à titre de consignation pour alimens, en sus de la somme de 20 francs qui a été fixée par la loi.

L'article 2 pourvoit à ce que la consignation soit remise aux détenus, par dixième, tous les trois jours. Cette disposition a pour but d'empêcher que le prisonnier imprévoyant ne consume en peu de temps la somme déposée, et ne se trouve ensuite dans le dénûement.

En permettant de faire apporter des lits dans la prison, l'article 3 exige que le loyer de ceux que fourniront les concierges soit fixé par un tarif.



L'article 4 laisse aux détenus la liberté de traiter pour leur nourriture avec les personnes du dehors ou avec le concierge, ou de prendre les vivres de la prison, aux prix des marchés.

Enfin il était nécessaire de prévoir le cas où un détenu qui n'aurait d'autre ressource que la somme consignée pour ses alimens tomberait malade dans la prison. Comme on ne peut contraindre le créancier à payer l'excédant de dépense causé par le traitement, et comme il y aurait de l'inhumanité à refuser à un prisonnier les secours de l'art et le régime qu'exigerait le rétablissement de sa santé, il est indispensable que l'administration en fasse les frais : tel est l'objet de l'article 5.

Le ministre a pensé qu'en diminuant les bénéfices qui étaient assurés aux concierges, soit par des réglemens locaux, soit par l'usage, il pourrait être convenable d'augmenter dans la même proportion les traitemens fixes ou les indemnités accordées à ces employés : en conséquence, il vous a laissé, par l'article 6, la faculté de proposer ces augmentations.

Je vous prie de notifier l'arrêté du ministre aux maires des villes où il y a des maisons d'arrêt et aux commissions qui sont chargées de la surveillance de ces établissemens, et de m'envoyer copie des tarifs que vous aurez adoptés.

---

Paris, le 4 Novembre 1820.

LE Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),

**ARRÊTE :**

ART. 1.<sup>er</sup> Les concierges et gardiens des maisons d'arrêt ne peuvent, sous peine de destitution, rien exiger ni recevoir, à titre de consignation d'alimens, en sus de la somme de 20 francs qui a été fixée, par la loi du 15 germinal an 6 [4 avril 1798] (1), pour la subsistance, pendant trente jours, des personnes incarcérées pour dettes.

2. Les concierges et gardiens remettront aux détenus pour dettes 2 francs tous les trois jours; il leur est défendu de faire à leur profit aucune retenue sur le montant de la consignation.

3. Il est libre aux débiteurs incarcérés de faire apporter leur coucher dans la prison, ou de louer celui que leur fournira le concierge. Dans ce cas, le prix de location du lit sera réglé par un tarif, que le préfet arrêtera, sur la proposition du maire, et ne pourra excéder 4 francs 50 centimes par mois, pour les détenus qui coucheront seuls, et 3 francs pour ceux qui occuperont un lit à deux.

4. Les débiteurs auront la faculté de recevoir leur nourriture du dehors, ou de traiter de gré à gré avec le concierge, ou de prendre les vivres de la prison, qui leur seront fournis par les entrepreneurs, aux prix de leurs marchés.

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 195; 2.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 1795.

5. En cas de maladie, les débiteurs détenus seront admis à l'infirmerie de la prison, ou à l'hospice. Si les frais de médicamens et de nourriture excèdent le taux de la consignation, l'excédant sera payé sur les fonds départementaux. Ceux qui occuperont des chambres particulières, et qui ne voudront pas entrer à l'infirmerie ou à l'hospice, devront pourvoir par eux-mêmes à la dépense de leur traitement; il ne leur sera accordé aucun supplément sur les fonds départementaux.

6. Dans les lieux où il était d'usage que les concierges prélevassent une partie de la consignation, pour frais de gîte et de geolage, il pourra leur être accordé sur les fonds départementaux, et d'après la demande motivée des autorités locales, soit une augmentation de traitement, soit une indemnité par journée de détenu.

---

(Élections. — Pièces à fournir par les Députés.)

Paris, le 17 Novembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

JE crois utile de vous adresser quelques explications sur les pièces à produire par les députés nouvellement élus. La loi du 29 juin 1820 (1) a rendu cette précaution nécessaire. Sans doute l'administration n'a point à intervenir dans un examen qui n'appartient qu'à la chambre; mais il importe à sa prévoyance de donner tous les avertissemens qui peuvent prévenir des difficultés.

Les pièces qu'on a été, jusqu'à ce jour, dans l'usage d'exiger, sont :

1.<sup>o</sup> Des extraits de naissance, dûment légalisés, pour constater l'âge des députés, conformément à la loi du 25 mars 1818 (2);

2.<sup>o</sup> Des extraits des rôles, également légalisés, pour justifier des contributions formant le *cens d'éligibilité*. Il est bien entendu que ce sont des extraits des rôles en recouvrement à l'époque de l'élection, et non des rôles antérieurs ou postérieurs: seulement, les extraits des rôles antérieurs pourraient servir à constater le temps de possession ou de paiement voulu par l'article 4 de la loi du 29 juin, dont il sera parlé ci-après.

Le *cens d'éligibilité* fixé par l'article 38 de la Charte (3) est de 1000 francs.

Il peut, par exception, être inférieur à cette somme dans les départemens où pour compléter le nombre de cinquante éligibles on a été obligé de prendre, conformément à l'article 39 de la Charte, les plus imposés au-dessous de 1000 francs.

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 379; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 8910.

(2) *Idem*, n.<sup>o</sup> 202; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 3749.

(3) *Idem*, n.<sup>o</sup> 17; 5.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 133.

La liste des éligibles, dressée d'avance, en vertu de cet article, dans tout département où il y a eu lieu de l'appliquer, servira, ainsi que j'en ai prévenu dans ma circulaire du 4 octobre dernier (1), à constater l'éligibilité d'un député qui ne paierait point 1000 francs de contributions. Ceux qui seront dans ce cas croiront sans doute devoir se munir d'un extrait certifié de cette liste.

L'article 4 de la loi du 29 juin a imposé des conditions nouvelles. Il porte : *Les contributions directes ne seront comptées, pour être électeur ou éligible, que lorsque la propriété foncière aura été possédée, la location faite, la patente prise, et l'industrie soumise à patente exercée, une année avant l'époque de la convocation du collège électoral. Ceux qui ont des droits acquis avant la publication de la présente loi, et le possesseur à titre successif, sont seuls exceptés de cette condition.*

D'après l'exception qui termine cet article, en faveur des droits acquis lors de la publication de la loi dont il fait partie, ce n'est qu'à dater de cette époque que les éligibles et les électeurs ont, cette année, à justifier de la possession de la propriété, de la location, du paiement de la patente et de l'exercice de l'industrie.

Je présume que la chambre des députés n'exigera pas, pour cette justification, plus qu'il n'a été exigé des électeurs, et qu'un certificat, dûment légalisé, du maire de la commune où est située la propriété, la location, où la patente est payée et l'industrie exercée, sera admis comme pièce suffisante. Cependant, comme je n'ai aucune règle à prescrire sur un examen qui, je le répète, n'appartient qu'à la chambre des députés, c'est aux députés nouvellement élus à se pourvoir des autres pièces qu'ils jugeraient nécessaires, soit pour ajouter à celles-là, soit pour les remplacer. J'observerai seulement que les actes d'acquisition, de location, ou tous autres semblables, ont besoin d'être légalisés par qui de droit, pour être suffisamment authentiques; et que ces actes, s'ils étaient isolés, ne pourraient constater que l'état des choses au moment où ils ont été passés, et non sa continuation, ainsi que peuvent le faire les certificats des maires.

Quant aux héritages à titre successif, ces certificats paraîtront sans doute également nécessaires, soit pour justifier que l'auteur ou le donateur possédait avant la publication de la loi, soit pour justifier que l'héritier ou le donataire n'a point cessé de posséder, depuis.

Afin de ne négliger aucune précaution, je vous prie de donner, sans retard, les explications que je viens de vous adresser à chacun des députés nouvellement élus dans votre département.

---

(1) Voir cette circulaire à sa date.

( *Extradition des Déserteurs français et sardes.* )

Paris, le 28 Novembre 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( *Baron Mounier* ),

Aux Préfets.

UNE convention a été conclue le 9 août dernier entre la France et la Sardaigne, pour l'extradition réciproque des déserteurs (1). Les ratifications ont été échangées le 12 septembre; et c'est à partir de cette époque que les dispositions de l'acte doivent être exécutées.

Je vous invite à donner à la gendarmerie, ainsi qu'aux différents fonctionnaires qui vous sont subordonnés, les instructions nécessaires pour que cette convention soit mise à exécution dans votre département.

( *Nomination et Destitution des Gardes champêtres.* )

Paris, le 6 Décembre 1820.

LE directeur général de l'administration départementale et de la police ( *baron Mounier* ) adresse aux préfets l'ordonnance royale du 29 novembre 1820 (2), qui règle le mode de la nomination et de la destitution des gardes champêtres; et il les charge de faire les dispositions nécessaires pour son exécution.

( *Archives des Préfectures.* )

Paris, le 11 Décembre 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( *Baron Mounier* ),

Aux Préfets.

La garde des archives de la préfecture est une des attributions des secrétaires généraux, qui ont été récemment rétablis.

L'ordonnance du 9 avril 1817 (3), qui avait supprimé ces fonctionnaires, avait chargé spécialement de cette garde le doyen du conseil de préfecture; et, dans le même temps, le ministre de l'intérieur, reconnaissant la nécessité de veiller avec soin à la conservation et à la bonne tenue de ces précieux dépôts, qui doivent renfermer tous les titres, registres et papiers des anciennes assemblées provinciales, des intendances et subdélégations, des administrations de départements et de districts, enfin des préfectures, adressa aux préfets, dans une

(1) Bulletin des lois, n.º 425; 7.º série, n.º 9979.

(2) *Idem*, n.º 421; 7.º série, n.º 9929.

(3) *Idem*, n.º 151; 7.º série, n.º 2000.



circulaire du 28 avril 1817 (1), des instructions détaillées sur cet objet. Si ces instructions ont été suivies exactement dans votre département, comme je me plais à le croire, les archives doivent être dans un état satisfaisant, et le secrétaire général n'aura qu'à entretenir l'ordre que le doyen du conseil de préfecture a dû y établir. Dans tous les cas, le secrétaire général doit se faire rendre compte de la situation actuelle de cet établissement, dont il est devenu responsable; reprendre les inventaires, les vérifier; mettre l'ordre dans les papiers, s'il n'y existe pas; le conserver, s'il existe; enfin, faire toutes les dispositions nécessaires pour faciliter la recherche des pièces qui y sont déposées, et pour procurer tant à l'administration qu'aux particuliers tous les avantages qui peuvent résulter d'un dépôt de ce genre. A cet effet, le secrétaire général devra prendre connaissance de la circulaire précitée du 28 avril 1817, dont un exemplaire a dû être déposé aux archives. Il aura soin de vérifier si les dispositions recommandées par le ministre ont été exactement suivies, et il fera exécuter, sous votre direction, celles qui ne l'auraient pas été. Vous n'oublierez pas que vous avez été spécialement chargé d'affecter au service des archives, sur le prix de votre abonnement, le traitement d'un commis principal et d'un ou deux autres employés, suivant l'importance de cet établissement.

Le secrétaire général doit aussi, en cette qualité, être chargé de la garde et de la conservation de tous les livres, soit d'administration, soit de sciences, *Sc.*, qui appartiennent à la préfecture : vous lui prescrirez de s'en faire donner l'inventaire, et vous le rendrez garant de tous les livres qui y seront inscrits, après toutefois qu'il se sera assuré qu'ils existent réellement dans le dépôt.

Je desire que vous me fassiez connaître bientôt ce qui aura été fait dans votre préfecture, en exécution, soit de la circulaire du 28 avril 1817, soit de celle-ci.

( *États du personnel du Clergé et des Séminaires de chaque diocèse.* )

Paris, le 12 Décembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),

Aux Evêques.

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'à cette époque de l'année les évêques sont dans l'usage d'adresser au ministère de l'intérieur l'état sommaire du personnel du clergé de leur diocèse, ainsi que de celui des ordinations et des élèves ecclésiastiques dans les grands et petits séminaires, conformément aux deux modèles imprimés que je joins ici.

Ces documens me sont indispensables pour pouvoir mettre sous les yeux du Roi le tableau complet du clergé du royaume, les pertes qu'il

(1) Voir cette circulaire à sa date.

éprouve chaque année, et les espérances prochaines que lui donnent un assez grand nombre d'élèves ecclésiastiques.

Il importe aussi beaucoup de connaître enfin la proportion vraie qui existe entre les ressources actuelles du budget du clergé et le nombre total des ecclésiastiques qui remplissent effectivement les fonctions de desservans et de vicaires. S'il était prouvé, comme je l'espère, que, sans excéder les limites du crédit accordé pour cette nature de dépense, il y a moyen d'acquitter, sans confusion et sans double emploi, un traitement de 750 francs à tous les desservans, et un secours de 250 francs à tous les vicaires que les diocèses sont en état de fournir, l'administration pourrait d'abord faire cesser l'inégalité qui pèse encore sur plusieurs communes, où ces ecclésiastiques sont entièrement à la charge des habitans : elle leverait aussi la principale difficulté qui a, jusqu'ici, rendu si rare la concession des titrés de succursale ou de chapelle vicariale, dans la crainte qu'ils ne multipliasent indéfiniment les engagements du trésor. On reconnaîtrait que ces titres, en satisfaisant au vœu des communes, en assurant la conservation et l'entretien des églises qu'elles ont réparées à leurs frais, en leur conférant la faculté de recueillir des legs et donations pour la dotation future de leur service religieux, n'entraînent d'ailleurs aucun surcroît de charge pour le trésor.

En effet, aussi long-temps qu'il manquera des prêtres pour en attacher à toutes ces églises, la dépense de leurs traitemens demeure forcément limitée à leur nombre effectif; elle ne peut être que stationnaire comme lui, ou lentement progressive, ce qui en rendra le poids presque insensible, dans l'avenir, pour les finances du royaume.

Cette considération vous fera sentir quel intérêt je mets à connaître exactement le mouvement du personnel du clergé, puisque ce mouvement doit être désormais la seule base incontestable des propositions à faire pour maintenir ou augmenter, à mesure du besoin, le budget des dépenses ecclésiastiques.

( *États du personnel du Clergé et des Séminaires de chaque diocèse.* )

Paris, le 12 Décembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),

Aux Préfets.

Je joins ici la circulaire que je viens d'adresser aux évêques (1) pour leur rappeler l'envoi annuel qu'ils ont à me faire de l'état sommaire du personnel du clergé dans leurs diocèses, ainsi que de l'état des ordinations, des professeurs et élèves ecclésiastiques dans les grands et petits séminaires.

Quelques diocèses ne me faisant point parvenir ces états, malgré des demandes réitérées, ou n'y mettant pas assez de régularité et

(1) Voir la circulaire qui précède.

d'exactitude, je prends le parti de charger les préfets d'y suppléer, chacun en ce qui concerne son département. Je vous adresse, en conséquence, deux modèles imprimés de ces états, que vous voudrez bien faire remplir pour votre département.

Il vous sera d'abord facile de connaître le nombre des ecclésiastiques qui reçoivent un traitement ou un secours du trésor, ordonné par vous; et, pour peu que vous y prêtiez une nouvelle attention, vous aurez occasion de démêler s'il n'y a point eu d'erreurs ou de doubles emplois dans les états de paiement qui vous auraient présenté le même individu comme vicaire dans une commune et comme desservant dans une autre où il ne réside pas; d'où il résulterait que vous auriez été induit à mandater plus de traitemens qu'il n'y a de titres ecclésiastiques effectivement remplis.

Quant aux membres du clergé qui ne reçoivent rien du trésor, tels que les desservans de chapelles et d'annexes, les vicaires des villes de grande population, les habitués de paroisse et les prêtres non susceptibles d'emploi, il dépendra de vous d'en savoir le nombre, très-approximativement, par des informations administratives, ainsi que celui des ordinations et des élèves ecclésiastiques.

---

(Renouvellement quinquennal des Maires et Adjoints.)

Paris, le 20 Décembre 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron Mounier),

Aux Préfets.

(EXTRAIT.)

SUIVANT l'article 1.<sup>er</sup> de l'ordonnance du 13 janvier 1816 (1), le renouvellement quinquennal des maires et adjoints doit avoir lieu en 1821.

Les citoyens qui remplissent ces fonctions dans votre département doivent vous être bien connus; et vous avez été à portée de juger ceux qui, par leur zèle, leur bonne conduite, leur exactitude à faire exécuter les lois, ont justifié la confiance du Gouvernement, et ceux que leur insouciance, leur défaut d'aptitude et de lumières, leur opposition aux vues du Roi, ont mis dans le cas d'être remplacés. Les premiers doivent être conservés dans leurs fonctions; vous devrez profiter du renouvellement quinquennal pour donner aux autres des successeurs plus utiles à l'administration.

Le renouvellement des maires et adjoints, étant une opération périodique et générale, doit embrasser tous les fonctionnaires de cet ordre, à quelque époque qu'ils aient été nommés, même ceux qui

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 65; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 406.



l'ont été récemment et qui n'ont eu à achever que le temps qui restait à leurs prédécesseurs.

Je vous prie de m'envoyer vos propositions pour le renouvellement des maires et adjoints de votre département qui sont à la nomination du Roi. Votre liste devra contenir trois candidats pour chaque place.

La Charte, qui confère au Roi le droit de nommer à tous les emplois publics, n'ayant pas mis de restriction à ce droit, l'obligation imposée par les anciens réglemens de choisir les maires et les adjoints dans les conseils municipaux n'existe plus, et vous n'êtes pas astreint à prendre vos candidats dans ces conseils : mais, comme la présentation en nombre triple n'est pas une vaine formalité, et qu'elle a pour objet de laisser de la latitude au choix du Roi, vous aurez soin de ne désigner que des personnes qui, par leur considération personnelle, leur dévouement et leur position dans la société, offrent des titres à la confiance de Sa Majesté. Par la même raison, vous devez éviter de présenter des candidats qui rempliraient des fonctions que des lois non abrogées ont déclarées incompatibles avec celles de maire et d'adjoint. Ce sont, en général, les fonctions judiciaires, même celles de juge des tribunaux de commerce, de juge de paix, de suppléant et de greffier de juge de paix ; celles d'huissier, &c., &c. ; celles d'instituteur, d'officier dans la garde nationale ; celles de receveur de deniers publics, dans toutes les branches de l'administration des finances ; en un mot, toutes les fonctions sur lesquelles les maires ou adjoints doivent, en cette qualité, exercer une surveillance médiate ou immédiate.

Vous préparerez en même temps le renouvellement des maires et des adjoints dont la nomination vous est réservée ; et vous ne perdrez pas de vue à leur égard les observations sur les incompatibilités que je viens de vous rappeler. Le ministre desire qu'avant d'arrêter ce travail, vous lui adressiez une liste, également conforme au modèle ci-joint, de tous les maires et adjoints que vous vous proposez de nommer ou de rénommer.

J'ai remarqué que dans plusieurs départemens quelques individus étaient à-la-fois adjoints du maire ou membres du conseil municipal d'une ville et maires d'une commune rurale : le même homme ne pouvant appartenir en même temps à l'administration municipale de deux communes, il faudrait profiter du renouvellement quinquennal pour faire cesser cet abus, s'il existait dans votre département.

L'article 2 de l'ordonnance précitée du 13 janvier 1816 porte que le renouvellement décennal d'une moitié des conseils municipaux se fera aussi en 1821 ; mais, d'après différentes considérations, il a paru inutile, en ce moment, d'exécuter cette partie de l'ordonnance. Le Roi a approuvé que ce renouvellement fût ajourné, et vous n'aurez par conséquent point à vous en occuper.



(Prix proposés par la Société d'encouragement pour l'Industrie nationale.)

Paris, le 23 Décembre 1820.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),  
Aux Préfets.

(EXTRAIT.)

La société d'encouragement pour l'industrie nationale vient d'adresser au département de l'intérieur une assez grande quantité d'exemplaires des programmes des prix proposés ou remis par elle lors de sa séance du 6 septembre dernier.

Il est essentiel de donner à l'annonce de ces prix une publicité telle, qu'aucune des personnes qu'ils doivent intéresser ne reste dans l'ignorance, ni de la nature des questions proposées par la société d'encouragement, ni des instructions détaillées qu'elle a jugé convenable de communiquer sur l'objet de chacune. Elle me fait observer, à ce sujet, que le développement donné à ses instructions a rendu les programmes très-volumineux, et, par conséquent, difficiles à répandre, attendu l'impossibilité de les insérer, même sommairement, dans les feuilles quotidiennes; elle sollicite, d'après ce motif, l'intervention du Gouvernement pour les faire parvenir, soit aux préfetures, aux sous-préfectures et aux mairies des principales villes, soit aux chambres de commerce et aux sociétés savantes établies dans plusieurs départemens.

J'ai déferé avec d'autant plus d'empressement à ce vœu, que personne n'est plus que moi convaincu de l'utilité des travaux d'une société qui a rendu à l'industrie française de si importants et de si nombreux services.

Une considération qui ne m'a point échappé, c'est que le moyen d'influence le plus sûr et le plus avantageux dont puisse disposer la société d'encouragement est précisément l'usage des concours annuels, et qu'ainsi la distribution de ses programmes de prix est, pour elle, une affaire du plus grand intérêt. En vous faisant passer un certain nombre d'exemplaires de ces programmes, je ne puis donc que vous inviter, non-seulement à en opérer suivant les localités une juste répartition, mais encore à les multiplier au besoin par tous les moyens qui dépendront de vous.

---

(Recrutement de la Garde royale.)

Paris, le 23 Décembre 1820.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron *Mounier*),  
Aux Préfets.

Le ministre de la guerre vous a adressé, le 25 novembre dernier, les instructions pour l'exécution de l'ordonnance du 7 juin précé-

dent (1), par laquelle Sa Majesté a déterminé le mode de recrutement des corps de *la garde royale*.

Je n'ai rien à ajouter à ces instructions, si ce n'est qu'il est essentiel que vous portiez particulièrement votre attention sur celles de leurs dispositions qui sont relatives aux engagements volontaires contractés devant les officiers de l'état civil.

La garde royale devant être l'élite de l'armée, le choix des hommes qui y sont admis est de la plus haute importance : aussi ces instructions ajoutent-elles des garanties aux formalités ordinaires, en exigeant que les hommes qui se présentent pour entrer dans *la garde royale* soient examinés, au chef-lieu du département, par les commandans militaires supérieurs, et en chargeant le maire de la ville chef-lieu de recevoir l'engagement, d'après le certificat d'acceptation de ces officiers. Mais l'initiative des choix est confiée aux maires des communes où résident ceux qui demandent à s'engager, puisque l'admission ou le rejet de la part des commandans militaires dépend de l'attestation plus ou moins favorable que renferme le certificat qui doit préalablement leur être accordé par ces maires (*articles 14 et 17 de l'instruction*). Ces magistrats ne sauraient donc apporter trop de discernement et de circonspection dans la délivrance de ces certificats ; car une complaisance abusive de leur part exposerait à introduire dans *la garde royale* des hommes qui ne seraient pas dignes d'y entrer.

(*Recherche des Antiquités de la France.*)

Paris, le 15 Janvier 1821.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

Le sous-préfet de Thionville a rédigé une instruction particulière sur la recherche des antiquités dans son arrondissement. Il l'a fait imprimer ; le préfet de la Moselle me l'a envoyée, et je l'ai moi-même transmise à l'Académie royale des inscriptions et belles-lettres, chargée de suivre les travaux de cette nature.

L'Académie a vivement applaudi à cette notice, que je crois devoir vous envoyer, avec le rapport approbatif dont elle a été l'objet. Cette pièce pourra servir de modèle dans les lieux où il n'aurait pas encore été adopté de plan pour l'exécution des mesures prescrites par les circulaires du ministère de l'intérieur sur cette partie intéressante.

Chaque jour, ces recherches sur les anciens monumens acquièrent plus d'importance et produisent de plus utiles résultats. Pour récompenser les savans qui s'y livrent avec le plus d'ardeur et de succès, je viens de décider que des médailles d'or seraient distribuées aux auteurs des meilleurs et principaux mémoires envoyés à l'Institut. Ces mémoires doivent arriver à Paris par votre intermédiaire : vous y joindrez les

(1) Bulletin des lois, n.º 378 ; 7.º série, n.º 8882.

observations dont ils vous sembleront susceptibles, et j'appelle sur cet objet votre attention spéciale.

J'espère que par ces dispositions, par vos soins et par le zèle de l'Académie, nous ne tarderons pas à avoir réuni tous les matériaux nécessaires pour la composition d'une bonne histoire de nos antiquités nationales.

---

Paris, le 26 Juillet 1820.

Le Secrétaire perpétuel de l'Académie,  
A Son Excellence le Ministre de l'intérieur.

L'ACADÉMIE a pris connaissance de l'instruction de M. Teissier, sous-préfet à Thionville, relativement à la recherche des antiquités dans l'arrondissement de sa sous-préfecture. Cette instruction suppose une érudition peu commune sur la géographie ancienne et les antiquités historiques de cette contrée; et l'auteur a donné, le premier, l'idée d'une mesure qui, si elle était généralement adoptée, pourrait avoir la plus heureuse influence sur le résultat des recherches recommandées par le Gouvernement. Il serait bien à désirer que tous MM. les sous-préfets publiassent de semblables instructions, et qu'elles fussent rédigées avec la même habileté et la même concision.

---

*DIRECTION sur les recherches archéologiques, historiques, &c.,  
à faire dans l'arrondissement de Thionville.*

UNE commission formée dans le sein de l'Institut, classe des inscriptions et belles-lettres, a publié, en 1819, une série de questions sur les points principaux d'antiquités nationales qui doivent, dans chaque département, fixer l'attention des amis de l'histoire et de l'archéologie, et vers lesquels leurs recherches doivent sur-tout se diriger.

Ces questions générales ne trouvent pas toutes leur application dans chaque province; mais aussi chaque province a des objets spéciaux de recherches non prévus dans le cadre tracé par MM. Walkenaer, Petit-Radel et de la Borde.

Il serait utile que, partant de ce cadre pour établir une sorte d'uniformité de marche, on fit, pour chaque département, pour chaque sous-préfecture, une série de questions appropriées à l'histoire du pays, et à ce que l'on sait ou à ce qu'on croit exister en monumens, chemins, &c.

Le sous-préfet de Thionville a réalisé ce projet dans les questions suivantes, concernant son arrondissement, point extrême du nord-est de la France; elles sont destinées à être adressées aux personnes qui concourent aux recherches provoquées par son exc. le ministre de l'intérieur, dans son instruction du 8 avril 1819 (1).

---

(1) Voir cette instruction à sa date.



1. Rechercher les buttes de terres rapportées qui ont servi de tombeaux [*tumuli*]. Il en existe dans les cantons de Sicrek et de Bouzonville.

Indiquer ceux de ces tombeaux qui n'ont pas été fouillés; donner leurs dimensions et leur mode de construction; quand il y en a plusieurs sur le même point, décrire leur position respective.

Dire si l'on a trouvé dans ceux qui ont été ouverts des ossemens, des charbons, des haches, des débris d'armes ou d'outils, des médailles, des anneaux de fer et de bronze, des *fibules* ou agrafes de vêtemens, des vases ou débris de vases, &c.; décrire ces armes, médailles, &c.

2. Rechercher si l'on a trouvé des cimetières anciens avec des tombes en pierres sèches, rangées à la suite les unes des autres et formant plusieurs lignes parallèles, comme on en a découvert, en 1817, près des carrières de Jaumont, et précédemment à Baslieux, près de Longwy.

3. Donner une description des routes militaires romaines qui traversent l'arrondissement sur les deux rives de la Moselle, du midi au nord: 1.<sup>o</sup> la route de *Sirmium* à Trèves, par Strasbourg et Metz; 2.<sup>o</sup> la route de Metz à Trèves, par la rive droite de la Moselle.

Indiquer leur mode de construction, les changemens que la conservation de ces chemins a éprouvés, depuis les descriptions qui en ont déjà été données, &c.; mais se bien garder de copier ces descriptions, sans avoir visité les lieux. Cette observation essentielle s'applique à toutes les questions sur des objets physiques.

4. Citer les chemins dits *de la Reine* que l'on attribue à Brunehaut (VII.<sup>e</sup> siècle), soit que cette reine d'Austrasie les ait fait construire, soit qu'elle n'ait fait que réparer des voies romaines.

5. Citer les routes moins importantes que l'on soupçonne avoir fait embranchement sur les voies romaines, et les routes moins anciennes qui paraissent avoir été abandonnées depuis long-temps. Il est probable, 1.<sup>o</sup> que la route de la rive gauche correspondait avec des chemins venant des bords de la Meuse et de la Chiers; 2.<sup>o</sup> que la route de la rive droite avait des embranchemens se dirigeant vers la Sarre et la Nied, et vers les camps stationnaires qui ont pu exister sur ces points; 3.<sup>o</sup> que ces deux routes avaient des communications entre elles. Il s'agit de trouver des preuves de ces probabilités, soit par le raisonnement, soit par des traces des chemins.

6. Indiquer les lieux où passent ces divers chemins ou routes; en dresser une carte, et coter les distances de ces lieux entre eux.

Suivre surtout les deux routes romaines avec détail; dire où elles existent bien conservées; où elles n'existent plus; les causes de leur destruction, &c.

7. Vérifier la situation de *Caranusca* et de *Ricciacum*, lieux intermédiaires entre Metz et Trèves, cités dans la table théodosienne et non dans l'itinéraire d'Antonin: tous deux peuvent appartenir à l'arrondissement de Thionville.

Les distances des lieux de la route de la rive droite sont indiquées, ainsi qu'il suit :



De Trèves à *Ricciacum* . . . . . X mille pas.  
 De *Ricciacum* à *Caranusca* . . . . . X.  
 De *Caranusca* à *Divodurum* ou *Metz* . . . . . XIII, ou XLII, ou XVII.

Examiner les diverses opinions des auteurs qui proposent des rectifications à la distance de *Divodurum* à *Caranusca*.

Les uns penchent pour le chiffre XIII; d'autres pour XLII; d'autres pensent que peut-être à L il faut substituer un V, ce qui ferait XVII.

Le célèbre d'Anville (Not. des Gaules) place *Caranusca* et *Ricciacum* sur la rive gauche de la Moselle, à Garsch et à Remich. Cette erreur est trop évidente pour avoir besoin d'être réfutée.

8. Examiner le système de Philippe Cluvier (*Germania antiqua*, Elzév. 1631, f.<sup>o</sup> I. 11, cap. 14), qui transpose ainsi les lieux :

*Augusta Trevirorum.*

*Caranusca* ou *Saranusca.*

*Ricciacum.*

*Divodurum.*

Selon lui, *Caranusca* est le bourg de Sarrebourg, à quatre lieues de Trèves.

9. Examiner l'opinion du père Alexandre Wiltheim, qui réunit la route de la rive droite à celle de l'autre côté, avant Trèves, en lui faisant traverser la Moselle, au-dessus de l'embouchure de la Sarre et au-dessous de celle de la Sure.

10. Indiquer exactement les villages, ou même les édifices, ponts ou autres constructions, qui se trouvent sur ces routes, ou qui n'existent plus; donner les détails les plus circonstanciés sur ces lieux ou sur ces édifices, lorsqu'ils n'auront pas été décrits dans quelque ouvrage imprimé; s'ils ont été décrits, donner le titre de ces ouvrages, et indiquer les pages où se trouve la description; se contenter ensuite de décrire leur état actuel; et s'ils appartiennent à des particuliers, faire connaître le nom des propriétaires.

11. Vérifier s'il existe encore dans l'arrondissement, des bornes milliaires antiques, ou s'il en a été trouvé autrefois; en donner la description; donner leur situation et la distance de ces bornes entre elles, si l'on en trouve plusieurs sur la même route.

C'est en mesurant l'intervalle de bornes milliaires épargnées par le temps que l'on a connu la longueur du mille romain. On l'évalue à 756 toises [1473 mètres 471].

12. Indiquer les restes de constructions romaines; décrire le mode de bâtisse, c'est-à-dire, avec ou sans ciment, en pierres grandes ou petites, carrées, rectangulaires ou en losange, en briques ou carreaux.

Vérifier si les pierres sont les mêmes que celles des carrières actuellement en exploitation, ou si elles sont d'une nature étrangère à la province.

N'y a-t-il aucun reste de constructions en carreaux de basalte, superposés, sans mortier, ni ciment, comme sont les piles du pont de Trèves?

13. Nommer les villages où l'on remarque que des briques romaines ou des carreaux ont été employés dans les murs des maisons ; dire où les habitans se les sont procurés.

14. Faire connaître l'étendue et la configuration des terrains qu'occupent les constructions antiques ou du moyen âge ; en donner des plans et des dessins ; distinguer toujours les tuiles, les briques et les carreaux.

Les tuiles seules ont des rebords ; il y en a d'une grande dimension. On en trouve qui sont en gouttière, comme nos tuiles creuses modernes ; elles servaient à couvrir les rebords des tuiles plates.

15. Indiquer exactement tous les emplacements où l'on a trouvé, à différentes époques, des antiquités quelconques, et la nature de ces antiquités ; faire connaître les traditions relatives à ces lieux, et les ouvrages qui en ont déjà parlé.

Si l'on a trouvé ou si l'on trouve habituellement des médailles, indiquer à quel règne elles appartiennent ; donner la liste des têtes.

Il est à remarquer que l'on ne trouve aucune médaille en creusant dans l'emplacement de Thionville, tandis qu'on en découvre sur le territoire d'Yeutz haute et basse [*Judicium*], à moins d'un kilomètre, sur la rive droite de la Moselle.

16. Rechercher et décrire les inscriptions ou fragmens d'inscriptions ; réunir les pierres ou briques qui les contiennent, et les envoyer à Thionville : on a trouvé déjà nombre de briques à inscriptions dans les ruines de la chapelle de Haute-Yeutz, détruite en juin 1815 ; à Daspich, à Ritzing, à Kirschnaumen, à Calembourg, &c., &c.

Indiquer les ouvrages où ces inscriptions auraient déjà été rapportées ; corriger avec soin les erreurs que ces ouvrages contiendraient.

17. Rechercher et décrire les abbayes, comme Bonzonville [*Bossonis-Villa, Busendorff*], abbaye fondée au XI.<sup>e</sup> siècle ; Freistroff (nom qui ne peut être interprété que par terre franche ou franc-allen), abbaye fondée au XII.<sup>e</sup> siècle ; Marienflos [*Mariæ Rivus*], près de Sierck, aujourd'hui simple moulin ; la chartreuse de Rettel [*Rotula*] ; Justemont (XII.<sup>e</sup> siècle). Aucune de ces abbayes n'avait-elle des droits régaliens, comme *jus cudendæ monetæ, telonium*, &c., ainsi que les avaient, dans le diocèse de Trèves, l'abbaye de Prüm (charte de Lothaire, 28 juillet 861), le chapitre de Trèves (charte d'Othon, 27 août 974), &c. ?

18. Rechercher les grandes seigneuries, comme celle de Florange, qui a été l'apanage d'une branche de la maison de Lorraine ; le comté de Roussy [*Rocky*] (XII.<sup>e</sup> siècle) ; les seigneurs de Thionville, au XI.<sup>e</sup> siècle ; ceux de Rodemack [*Rubræ-Maceria*], XII.<sup>e</sup> siècle ; de Sierck, XII.<sup>e</sup> siècle, &c.

Et, en général, ne négliger aucune des constructions faites depuis le X.<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du XIV.<sup>e</sup>, quelle qu'ait été leur destination ; faire connaître ce qu'elles étaient autrefois et ce qu'elles sont aujourd'hui ; donner des plans et des élévations de ce qui est suffisamment conservé. Si ces bâtimens ont déjà été décrits, nommer les ouvrages où existent ces descriptions.

19. Continuer les mêmes recherches pour les châteaux, abbayes et autres constructions, depuis la fin du xiv.<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos temps, qui se font remarquer, soit par leur architecture, soit par leur destination ancienne, soit par des traditions populaires; faire connaître ceux de ces bâtimens qui ont été détruits; dire ce que sont devenus et où ont été transportés les tombeaux, ornemens, ou débris curieux qui y existaient; donner les titres des ouvrages qui en ont parlé.

20. Parler avec détail des *maisons fortes*, ou châteaux féodaux, comme la Grange près de Thionville, qui a porté le nom de *Scheuren* et *Seura*, et qui est qualifiée, dans un acte de 1400, *chastel, forteresse et maison forte de la Grange, séant devant Thionville; Veinsberg*, commune de Schel, nommé, en 1300, *Winesperch*; Luttange [*Luestangs*]; Cattenom [*Kettenheim* ou *Kettenhoven*]; Koenigsmacheren (la ville de *Maveres* ou *Macheren*, près de Thionville); Hettange-la-Grande, Inglang, Ottange, Distorf, Busbach, Preische, Mensberg, Meilbourg près d'Illange, Logne, Blettange, &c., &c.

Rechercher à quelle époque le château de Meilbourg a été détruit; rassembler ce que dit l'histoire sur la puissance des seigneurs de ce lieu et leurs actions.

21. Prendre des informations sur les biens et châteaux qui, suivant la tradition, ont appartenu aux Templiers, et, après leur destruction ou dispersion (1311), aux chevaliers de Saint-Jean de Rhodes (ordre de Malte), ou aux chevaliers de Sainte-Elisabeth de Hongrie (ordre teutonique): ces derniers, nommés dans le pays les seigneurs de Prusse, avaient, en 1400, à Cattenom [*Kettenheim*], un château ou *maison forte*, nommée vulgairement *Duchehousse* [*Deutschen'haus*, la maison des Allemands].

Les établissemens, soit des Templiers, soit des chevaliers de Rhodes ou de Malte, soit de l'ordre teutonique, devaient être multipliés, et méritaient des recherches. La noblesse de nos environs a eu fréquemment l'entrée dans ces associations pieuses et militaires. Un *Paul Pellnitzer de Rüstroff* ou de Rüstdorf a été grand-maître de l'ordre teutonique, de 1422 à 1440; appartenait-il à Rüstroff près de Sierck?

*Conrad de Sierck* était commandeur de l'ordre de Saint-Jean de Rhodes, en 1323: on a un titre de lui et de *Henri de Volstroff*, chevalier de l'ordre. Tous deux appartiennent à l'arrondissement.

Mansberg, près de Merschweiler, est appelé, dans les environs, *Templier-Schloss*. Cela a-t-il du fondement?

Richemont n'avait-il pas un établissement de Templiers?

Y avait-il des commanderies dans nos environs? ou bien de quelles commanderies relevaient les terres appartenant à l'ordre?

22. Rechercher les épitaphes et inscriptions les plus remarquables qui pourraient être utiles à l'histoire, et qui se trouvent sur des monumens plus ou moins modernes, comme à Preische, Inglang, &c.

23. Vérifier s'il y a dans les églises anciennes des vitraux peints avec des inscriptions, des chiffres, des monogrammes ou des armoiries. En donner les dessins.



## 24. Visiter les cimetières actuels.

Les treize reliefs en ronde bosse qui représentent l'histoire de la Passion, dans le cimetière de l'église isolée d'Usselskirch, sont très-modernes.

25. Réunir les anciens seaux des villes, villages, seigneuries, abbayes, bailliages, prévôtés, communautés, &c.

26. Rechercher l'étymologie des noms des villages ou des hameaux qui ont la terminaison celtique, comme Mancy, Reassy, Vitry; ou les terminaisons teutones, comme Altroff, Bertrange, Berweiler, Buding, Manom, &c.; ou les terminaisons du moyen âge ou des temps modernes, comme Bettlainville, Richemont, Aboncourt, Ranquevaux, &c.

Indiquer le plus ou moins d'ancienneté de ces villages, et noter sur-tout ceux qui ont succédé à des *mansions* romaines.

27. Rechercher les causes de destruction des villages qui ont entièrement disparu, comme Harlin, que les habitans de Florange disent avoir existé entre ce lieu, Uckange et Hayange; Terlange, qui existait près de Luttange, et dont on connaît encore l'ancien ban; Husange, près de Cattenom, dont il n'existe plus que l'église et le presbytère; Schaffling, entre Ham et Valmestroff; Rexange, entre Altroff et Luttange; Guévange, entre Kirsch et Luttange; Ay, près de Metzeresche; Hechling, entre Stuckange et Metzervisse, sur la Bibiche; &c., &c.

28. Examiner s'il n'y a pas eu sur la frontière des *Mediomatrici* des lignes de camps stationnaires [ *stativa castra* ] ou postes d'observation, placés en vue les uns des autres, sur des hauteurs.

Il est très-probable que cette question doit être résolue affirmativement. On connaît déjà le camp de Titelberg, près d'Athus et de la Magdeleine, à 5 kilomètres de Longwy; ceux de Dalheim, d'Alt-Trier, &c. M. de Caylus cite un grand nombre de ces camps dans les Gaules. Il paraît qu'il y avait depuis la forêt des Ardennes ou depuis la Meuse jusqu'à la Sarre, ou même jusqu'au Rhin, une chaîne de postes militaires, faisant un grand système de défense contre les invasions des peuples du nord ou de la rive droite du Rhin. Ces postes étaient des camps d'un accès difficile, des châteaux, ou même quelquefois de simples tours. M. de Villers, de Bourgesch (ancien canton de Sierck), ami zélé autant qu'éclairé de l'archéologie, s'est occupé spécialement de recherches sur ces établissemens militaires.

L'usage de mettre les garnisons dans les villes n'avait pas lieu sous le haut empire, selon Dubos et plusieurs autres écrivains. Les *stativa* devaient donc être fréquens près des frontières, et sur-tout au nord.

29. Rechercher dans l'arrondissement la ligne séparative des villages d'origine tétone et de ceux d'origine celtique, ou française, ou romane.

30. Chercher à établir l'ancienne limite des *Treviri* et des *Mediomatrici*. Le célèbre géographe Nicolas Samson pensait que les limites des anciens diocèses répondent à celles des anciens peuples. Chercher les limites des anciens diocèses de Metz et de Trèves, et voir quelles conséquences on peut en tirer pour la division des *Treviri* et des *Mediomatrici*.



31. Donner des détails sur la division territoriale au moyen âge, et principalement sur la partie du duché de *Mosellane* située dans l'arrondissement; sur le comté de Jentz [*comitatus Judiciacensis*], cité dans les diplômes royaux et impériaux du ix.<sup>e</sup> et du x.<sup>e</sup> siècle; sur le canton de la Nied [*Nitensis-Pagus Nitachowa*], cité dans le partage de la Lorraine arrêté en 870 entre Charles le Chauve et Louis le Germanique; sur la partie du nord-ouest qui pouvait être comprise dans le pays d'Ardenne ou dans le comté de Luxembourg, et sur la partie du canton de Thionville qui pouvait faire partie, sous la deuxième race, du petit pays de l'Orne [*Pagus Odornensis*], cité dans le partage de 870.

32. Rechercher dans les titres les différens noms que ces lieux ont portés; pousser la recherche des noms de lieux jusqu'aux hameaux et annexes des villages, et même aux cantons de terre ou de bois sans habitations. Ces noms rappellent quelquefois des souvenirs mythologiques, comme la forêt de Hermeswald [forêt de Mercure], mairie de Gründorff. Des traces du culte de cette divinité sont dans les noms de plusieurs lieux des environs de la Moselle, comme Hermeskeil, petite ville de l'ancien département de la Sarre, arrondissement de Birkenfeld; et Hermespaud, hameau de la mairie de Betteldorf, arrondissement de Prüm.

33. Rechercher l'origine des noms des rivières et ruisseaux, comme Nied, Conroi, Fensch, Canner, Kissel, Orne, &c.

34. Comparer les noms français et allemands des villes et villages, comme Thionville et *Diedenhoven*, Manom et *Monhoven*, Cattenom et *Kettenhoven*, Roussy et *Retgen*, Bouzonville et *Busendorff*, &c.

35. Donner un précis historique sur les ducs de Lorraine qui ont habité Sierck.

Rechercher les monnaies qui ont été frappées, aux xiv.<sup>e</sup> et xv.<sup>e</sup> siècles, sous les ducs Jean, mort en 1390, et Charles, son fils, mort en 1431; avec l'inscription : MONETA IN SIERK ou MONETA SIERK.

Donner des détails sur les bâtimens ducaux que l'on connaît encore à Sierck; sur les fondations faites par les ducs, par la duchesse Marguerite de Bavière, &c.

36. Rechercher l'origine de Thionville [*Theodonis-villa*, *Theudonevilla*].

37. Examen de l'opinion de Pirkeimer et de Bergier, qui ont attribué à Thionville le nom de *Divodurum-Mediomatricum*, généralement affecté à Metz.

Examen de la tradition qui place son origine au temps des Francs, vers le commencement de la première race, et qui l'attribue à un seigneur nommé *Théodon*.

Répin le Bref a habité Thionville. — Charlemagne y a fait de longs et fréquens séjours. — Conciles. — Assemblées des grands de la nation. — Capitulaires.

Examiner si Thionville a eu, sous Charlemagne, un atelier monétaire; ce qui paraît incontestable, puisqu'il a habité ce lieu à de nombreuses reprises, et que c'est de Thionville même qu'est sorti le

capitulaire de 805, portant qu'on ne frapperait plus de monnaie que dans son palais, *ut nullo loco moneta percutiatur, nisi ad curtem*; ordonnance qui fut confirmée, en 808, *volumus ut nullo alio loco moneta sit, nisi in palatio nostro*.

Ces deniers d'argent portent, autour du monogramme KARLUS, les mots MONETA PALATINA. On en trouve avec la même inscription sous Louis le Débonnaire, l'empereur Lothaire et Charles le Chauve.

Peut-on découvrir l'emplacement du petit temple que Louis le Débonnaire avait fait bâtir sur le même plan que la chapelle d'Aix-la-Chapelle?

M. Stemer (Traité du département de Metz) dit que l'on voit encore à Thionville, dans l'emplacement du palais de Charlemagne, les cuisines de ce monarque. Examiner cette assertion, qui a souvent été répétée et qui est très-hasardée.

Le lieu où sont situées ces prétendues cuisines impériales dépend de la maison de M.<sup>me</sup> veuve Chomereau; cette maison, dans le dernier siècle, appartenait à la maison d'Eltz.

38. Ancienneté du village d'Yeutz [ *Judicium* ], de son église et de la chapelle de Haute-Yeutz. — Concile de 844, qui a été tenu en ce lieu.

39. Rechercher quelle est l'ancienneté des usines à fer dans l'arrondissement.

Un titré d'Édouard comte de Bar [ *Eddowairs cuens de Bar* ], daté de 1329, cite les forges de Moyeuve ( *Moenure, an lai grande et an lai pitite* ), celles de Nuevechief et de Ranconnault, et parle de plusieurs autres forges *an la prevostait de Briey*.

40. Existe-t-il dans certaines fêtes patronales des usages locaux qui soient remarquables par leur bizarrerie et que l'on fasse remonter à des temps reculés? Indiquer ces usages, et rechercher leur origine et leur analogie avec des cérémonies du paganisme.

41. Rechercher l'origine de la roue entourée de paille que les habitants de *Basse-Kontz* lancent, la veille de la Saint-Jean, du sommet du Stromberg dans la Moselle, vis-à-vis de Sierck, après avoir mis le feu à la paille.

42. Faire apercevoir les erreurs où sont tombés, en ce qui concerne les objets indiqués dans cette note, les auteurs qui ont écrit sur l'histoire, les antiquités et la géographie des trois évêchés, de la Lorraine, du pays de Trèves et du duché de Luxembourg.

---

( École normale élémentaire. )

Paris, le 16 Janvier 1821.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

LE bien de l'instruction primaire exigeant que l'enseignement mutuel se répande de plus en plus et se conserve en même temps dans toute sa pureté, notre devoir est de veiller à ce qu'il se forme un

grand nombre de maîtres, et que ceux qui se présentent aient une connaissance exacte des procédés de la méthode.

Pour atteindre ce but, je crois devoir appeler votre attention sur un établissement de Paris qui, dans les départemens éloignés, peut être utile aux maîtres qui seraient destinés à diriger des écoles modèles d'enseignement mutuel, et qui, dans les départemens voisins de la capitale, serait d'une grande ressource pour les maîtres qui auraient l'intention de se livrer à l'enseignement mutuel dans les écoles ordinaires.

Cette institution, connue sous le nom d'*école normale élémentaire*, établie aux frais et sous les auspices de l'administration, rue Carpentier-Saint-Sulpice, n.º 4, est destinée à former des maîtres pour les écoles d'enseignement mutuel. On s'y occupe de la lecture, de l'écriture, du calcul, ainsi que du dessin linéaire, de la calligraphie et du plain-chant. Ceux des élèves qui sont recommandés par les autorités locales ou par les fondateurs des écoles peuvent obtenir le logement gratuit, en s'adressant au préfet de la Seine.

Les pièces nécessaires pour y être admis sont, 1.º un certificat de bonne conduite, délivré par le maire du lieu où réside le candidat; 2.º un certificat du curé ou du ministre. Le brevet de capacité délivré par le conseil royal de l'instruction publique supplée à ces deux pièces.

L'instruction y est entièrement gratuite. Les cours durent six semaines, et recommencent tous les 1.º, 3.º, 5.º, 7.º, 9.º et 11.º mois de chaque année. Le cours terminé, on fait subir un examen sur toutes les parties de l'enseignement théorique et pratique. Une commission spéciale est chargée de cet examen, et délivre aux élèves des certificats de 1.º, 2.º et 3.º ordre, suivant leur mérite et l'étendue des communes dans lesquelles ils se proposent d'établir des écoles.

Pour que le bienfait de cette instruction gratuite soit mis à la portée d'un plus grand nombre d'individus, je vous invite à faire imprimer dans le journal du département une note dont l'objet serait de porter à la connaissance des habitans l'existence de l'école normale élémentaire et les conditions prescrites pour y être admis.

Je desiré que vous me teniez informé des dispositions auxquelles pourrait donner lieu cette circulaire.

---

( *Demande d'ecclésiastiques pour les colonies françaises.* )

Paris, le 6 Février 1821.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),  
Aux Evêques.

Mes prédécesseurs vous ont déjà fait connaître, en 1815 et en 1818, le besoin urgent de prêtres qu'éprouvent nos colonies pour régir leurs paroisses.

Le séminaire dit *du Saint-Esprit*, à Paris, dont M. *Bertout* est supérieur, est destiné à préparer les ecclésiastiques qui montrent des

dispositions pour ce service ; mais cet établissement ne peut, sans être aidé par les évêques, fournir seul le nombre de prêtres jugé strictement nécessaire par les administrateurs des colonies, d'après l'étendue et l'importance des paroisses.

Je crois donc devoir, pour le bien de la religion et de l'État, vous engager à ne point refuser d'*exact* aux ecclésiastiques qui vous seront demandés pour une mission à laquelle nous devons attacher tant de prix.

J'ai d'autant plus lieu d'espérer que vous répondrez favorablement à cette invitation, que le Roi a plusieurs fois exprimé le desir de ne pas laisser plus long-temps les habitans des colonies privés des secours de la religion, et que Sa Majesté, en créant un grand nombre de bourses dans les séminaires diocésains, a dû penser que, parmi les élèves qui jouissent de ce bienfait, ceux qui annonceraient la vocation qui est l'objet de ma lettre obtiendraient sans obstacle le consentement de leur évêque.

Le ministre de la marine, en transmettant à mes prédécesseurs et à moi l'expression de la sollicitude des administrateurs des colonies touchant la nécessité de leur procurer sans délai les ministres de la religion qu'elles réclament, a témoigné lui-même plusieurs fois qu'on devait, sous les rapports de la religion et du service du Roi, attacher la plus haute importance à satisfaire un vœu aussi louable.

Ce ministre a fait connaître les indemnités et le traitement alloués aux prêtres destinés pour les colonies, dès le moment de leur nomination.

Ils reçoivent, avant le départ, des frais de route, à compter du lieu de leur résidence, jusqu'au port d'embarquement, à raison de 3 francs par myriamètre. Il leur est accordé une indemnité de 600 francs pendant la traversée, et ils sont, en outre, nourris à bord à la table de l'état-major. Le traitement des curés, dans les colonies, est de 2,000 francs, indépendamment du casuel.

Je vous serai obligé de me mettre à portée de répondre incessamment à d'aussi vives instances, en me désignant ceux des ecclésiastiques de votre diocèse dont vous aurez fait choix, de leur consentement ; soit pour les îles de Bourbon, de la Guadeloupe, de la Martinique ; soit pour le Sénégal.

*( Traverses des villes qui font partie des routes royales. )*

Paris, le 21 Février 1821.

Le Directeur général des ponts et chaussées (M. *Becquey*),  
Aux Préfets.

J'ai eu souvent occasion de remarquer que les ingénieurs comprennent dans les travaux d'entretien et de réparation des rues qui, dans les villes, bourgs et villages, font partie des routes royales, des réglemens de pente dont l'exécution entraîne des changemens dans le profil de ces rues et exige des déblais ou remblais, qu'on ne peut opérer sans donner lieu à des répétitions en indemnités, de la part des proprié-



taires riverains, dont les maisons éprouvent des dommages, soit parce que les remblais les enterrent en partie, soit parce que les déblais déchaussent leurs fondations. Ces réglemens de pente s'exécutent ordinairement autant dans l'intérêt des communes que dans celui de la viabilité générale; et cependant c'est l'Etat seul qui supporte la dépense que ces travaux nécessitent, ainsi que le paiement des indemnités qui en sont la suite : il arrive même quelquefois qu'on porte dans les projets de travaux les frais de raccordement de la rue grande route avec les rues de petite voirie qui y prennent naissance et y aboutissent. Toutes ces dispositions grèvent les fonds affectés au service des ponts et chaussées de dépenses qui sont pour lui sans aucune utilité, et le privent de ressources précieuses qu'il est de mon devoir de lui réserver.

A l'avenir, il conviendra, lorsque des réglemens de pente qui porteraient dommage aux riverains des rues seront jugés nécessaires dans les traverses des villes, bourgs et villages qui font partie des routes royales, que les ingénieurs en dressent les projets séparément des travaux d'entretien et réparation; que ces projets soient ensuite mis sous les yeux des conseils municipaux, pour qu'ils fassent connaître s'ils consentent à payer la portion de dépense à faire dans l'intérêt de leurs communes, y compris les indemnités. En cas de refus de leur part, je me réserve d'examiner en conseil des ponts et chaussées, lorsque les projets des travaux et les délibérations des conseils municipaux me seront parvenus, si les travaux sont indispensables dans l'intérêt de la circulation, et s'il y a lieu de les faire exécuter aux frais de mon administration.

J'adresse aux ingénieurs une ampliation de la présente, afin qu'ils se conforment exactement à ses dispositions, d'après lesquelles ils ne pourront désormais comprendre parmi d'autres travaux ceux qui auront pour objet de changer des pentes de traverses et dont l'exécution donnerait lieu à des indemnités.

Je vous prie de vouloir bien veiller à l'exécution de cette circulaire, et d'avoir soin, toutes les fois que des projets de règlement de pente pour les traverses des villes, bourgs et villages, susceptibles d'occasionner des dommages aux propriétés riveraines, vous seront remis, de les communiquer aux conseils municipaux des communes où l'on doit les exécuter, et de me les transmettre ensuite, avec l'avis de ces conseils et le vôtre.

---

(*Secours aux colons et autres réfugiés.*)

Paris, le 15 Mars 1821.

Le Ministre de l'intérieur (*Comte Simeon*),  
Aux Préfets.

UNE circulaire de mon prédécesseur, en date du 21 juin 1817 (1),

---

(1) Voir cette circulaire à sa date.

vous a indiqué les formalités à observer dans la remise des pièces de dépenses des secours aux colons pour les exercices 1819 et 1820.

Les dispositions qu'elle renferme n'étant plus aujourd'hui applicables en grande partie au nouveau mode d'ordonnancement adopté à partir de l'exercice 1821, j'ai pensé qu'il était utile de vous faire connaître les changemens qui doivent en résulter.

L'article 8 de la loi du 19 juillet 1820 (1) ayant prescrit le versement par douzième au trésor royal, à compter du 1.<sup>er</sup> janvier dernier, du prélèvement annuel de 5,500,000 francs fait pour le compte du Gouvernement sur le produit de la ferme des jeux, le crédit affecté spécialement aux colons ne fait plus partie du budget de la ville de Paris, et figure, comme article patent, dans celui du ministère de l'intérieur, au chapitre xv, intitulé *Dépenses spéciales*.

Il résulte de cette disposition que, le trésorier de la ville de Paris n'acquittant plus les ordonnances du préfet de la Seine, les receveurs généraux ne sont plus chargés du paiement des secours aux colons, à partir de la première répartition sur l'exercice 1821; les payeurs des dépenses diverses dans les départemens reprennent ce service, comme précédemment, et c'est sur ces fonctionnaires que vos mandats de paiement en faveur des parties intéressées, doivent être délivrés. Il vous sera toujours adressé des extraits nominatifs de l'état général de distribution, et les payeurs recevront directement du trésor les bordereaux indicatifs du montant de l'ordonnance que j'expédierai pour l'exécution de chaque répartition, laquelle ordonnance ne contiendra, pour la facilité de ce service, d'autre libellé que celui de *secours aux colons*. Ainsi, de cette manière, et jusqu'à l'épuisement de chaque crédit ou ordonnance, rien ne s'opposera à ce que vous délivriez vos mandats. Seulement, s'il survient des décès ou des mutations dans le nombre des colons en résidence dans votre département, la somme qui proviendra de ces mutations et qui restera disponible sur les crédits continuera d'être à votre disposition, et sera affectée au paiement d'une partie de la distribution suivante.

Cet ordre de choses ne devra pas vous empêcher de m'adresser, comme vous le faites actuellement, l'état justificatif, par ordre alphabétique, de l'emploi de la somme mise à votre disposition *pour chaque répartition*, et il y devra être fait mention de toutes les mutations survenues dans l'intervalle d'une distribution à l'autre, afin que l'on puisse rectifier les registres-matricules et faire tous les changemens que vous aurez indiqués.

En 1819 et 1820, on effectuait au trésor le versement du montant de chaque distribution, et les receveurs généraux recevaient l'ordre d'acquitter vos ordonnances sur les ressources locales qu'ils avaient en caisse; aujourd'hui, les payeurs recevront les fonds directement du trésor, et il y a un délai de quarante jours entre la date de l'ordonnance et celle du paiement : ce délai me déterminera à arrêter,

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 384; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 9038.

autant que possible, à l'avance, le *quantum* de chaque distribution, pour accélérer le paiement des secours.

Il me reste maintenant à appeler votre attention sur les formalités exigées par le trésor pour l'acquiescement des mandats délivrés à des tiers en vertu de délégations; je crois devoir, à cet égard, placer à la suite de cette lettre un avis du payeur général. Il m'a paru essentiel que vous en eussiez une parfaite connaissance, afin de répondre d'une manière précise aux réclamations des colons qui pourraient encore exciper des dispositions de la circulaire du 21 juin 1819, relative à la facilité qui leur était accordée, de donner des pouvoirs sous seing privé simplement légalisés, *mais non enregistrés*; et vous vous convaincrez qu'elles ne peuvent plus être suivies.

Les pièces justificatives de la dépense des secours aux colons seront remises directement au trésor, par les payeurs, à l'appui de leurs comptes, qui seront soumis à la vérification et au jugement de la cour des comptes, comme pour toutes les autres dépenses publiques.

Il n'est rien innové à la forme ni aux époques des certificats à produire par les colons et autres réfugiés admis aux secours du Gouvernement; le paragraphe II de la circulaire précitée du 21 juin 1819 doit continuer à recevoir son exécution, ainsi que toute autre disposition qui ne serait pas contraire à la présente lettre.

### *AVIS du Payeur général du Trésor royal.*

MESSIEURS les colons de Saint-Domingue, réfugiés des îles Saint-Pierre et Miquelon, et du Canada, qui ne se conformeraient pas à l'invitation de se présenter eux-mêmes pour signer leurs quittances, sont prévenus que, pour toucher les secours par l'intermédiaire de fondés de procurations, ils ne peuvent s'écarter, sous aucun prétexte, des dispositions suivantes :

1.<sup>o</sup> Les procurations doivent être passées par-devant notaires, en minute ou en brevet; il n'y a pas de laps de temps fixé pour la durée d'une procuration : seulement, des certificats de vie doivent être produits et joints à l'appui du *dernier paiement de l'année*.

Une procuration ne peut servir au paiement de secours échus et de ceux à échoir, si elle ne porte pas spécialement cette double clause.

2.<sup>o</sup> Pour les colons ou autres réfugiés atteints d'aliénation mentale, il est indispensable de remettre un acte judiciaire à l'administration des biens, ou la procuration du curateur, s'il ne se présente pas lui-même.

3.<sup>o</sup> Pour les mineurs, le père, tuteur légal, peut signer les quittances, en désignant sa qualité; mais quand le père n'existe pas, une expédition de l'acte de tutelle doit être fournie.

4.<sup>o</sup> Les colons qui, par une cause quelconque, ne peuvent pas signer, reçoivent le paiement devant deux témoins qui attestent qu'il a été fait en leur présence.

5.<sup>o</sup> Pour les colons militaires, une procuration sous seing privé et

enregistrée, visée par le conseil d'administration du corps, et légalisée au ministère de la guerre, est indispensable, à moins qu'ils ne préfèrent donner une procuration notariée.

6.<sup>o</sup> Les certificats d'existence et de besoin de secours, relatant le nombre d'individus composant chaque famille, dans la forme adoptée pour les secours, sont toujours exigibles tous les six mois.

7.<sup>o</sup> Des récépissés de procurations notariées seront délivrés aux fondés de pouvoirs, portant le numéro et la date de la distribution de l'ordonnance sur le trésor royal; à défaut, il ne pourra être délivré de quittance.

8.<sup>o</sup> Les procurations données par des colons dans un autre département que celui de la Seine devront être légalisées, conformément à l'usage, par le tribunal civil de l'arrondissement;

9.<sup>o</sup> Les pouvoirs sous seing privé dûment légalisés, mais enregistrés, seront admis par le trésor.

*( Remises ou réductions de peine à accorder aux condamnés. )*

Paris, le 17 Mars 1821.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( Baron Mounier ),  
Aux Préfets.

L'ORDONNANCE du Roi du 6 février 1818 ( 1 ) porte que, *tous les ans, avant le 1.<sup>er</sup> mai, les préfets adresseront au ministre de l'intérieur la liste de ceux des condamnés qui se seront fait particulièrement remarquer par leur bonne conduite et leur assiduité au travail, et qui seront jugés susceptibles de participer aux effets de la clémence de Sa Majesté.*

Conformément aux instructions qui vous ont été données le 4 mars 1820 ( 2 ), la liste de ces condamnés doit être divisée en deux tableaux, dont l'un comprendra les individus condamnés à des peines afflictives ou infamantes; l'autre, ceux qui n'ont encouru que des peines correctionnelles. Voici l'ordre et l'intitulé des colonnes que vous aurez à faire remplir :

- 1.<sup>o</sup> Numéro d'ordre,
- 2.<sup>o</sup> Désignation des prisons où les condamnés sont actuellement détenus,
- 3.<sup>o</sup> Villes où les prisons sont situées,
- 4.<sup>o</sup> Noms des détenus,
- 5.<sup>o</sup> Leur âge,
- 6.<sup>o</sup> Leur profession,
- 7.<sup>o</sup> Motifs de la condamnation,

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 198; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 3607.

(2) Voir cette circulaire à sa date.



- 8.° Peines prononcées,
- 9.° Dates des jugemens,
- 10.° Cours et tribunaux qui les ont rendus,
- 11.° Avis et renseignemens donnés par la commission des prisons,
- 12.° Proposition du préfet pour remise entière ou partielle du restant de la peine,
- 13.° Une colonne, à la fin du tableau, restera en blanc.

Je vous rappelle qu'il est nécessaire de caractériser les faits qui ont motivé les condamnations : à l'égard des vols, par exemple, il faudra faire connaître s'ils ont été commis avec escalade, fausses clés, violences, &c. Je vous prie de veiller à ce que ces circonstances soient rapportées, toutes les fois que l'extrait du jugement en fera mention.

---

*(Remplacement des fonctionnaires administratifs, en cas d'absence.)*

Paris, le 13 Avril 1821.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( *Baron Mounier* ),  
Aux Préfets.

LES changemens qui ont été apportés par l'ordonnance royale du 1.<sup>er</sup> août 1820 ( 1 ) dans les attributions des secrétaires généraux des préfectures, l'insuffisance de la législation relativement au remplacement des préfets, des sous-préfets, des secrétaires généraux et des conseillers de préfecture, en cas d'absence, d'empêchement ou de décès, ont déterminé le ministre de l'intérieur à soumettre au Roi, sur cette matière, quelques nouvelles dispositions réglementaires, qui pussent lever les incertitudes et servir de règle invariable pour la délégation des fonctions administratives. En conséquence, Sa Majesté a rendu, le 29 mars, l'ordonnance que je vous transmets ci-jointe ( 2 ), et dont les motifs, pour être sentis, n'ont besoin que d'être indiqués.

Suivant les anciens réglemens, le secrétaire général ne pouvait remplacer le préfet lorsque celui-ci sortait du département : on avait pensé que ses attributions ne lui donnaient pas le caractère public qui est nécessaire pour exercer l'autorité. Aujourd'hui, les secrétaires généraux, pouvant, en vertu de l'ordonnance qui les a rétablis, être chargés de l'administration de l'arrondissement du chef-lieu, ont acquis ce caractère public qui leur manquait; ils sont devenus aptes à remplir les fonctions de préfet, et, à cet égard, l'ordonnance du 29 mars les met sur la même ligne que les conseillers de préfecture.

Conformément à l'article 2 de cette ordonnance, lorsque vous serez autorisé à vous absenter de votre département, l'arrêté par lequel

---

(1) Bulletin des lois, n.° 399; 7.<sup>e</sup> série, n.° 9338.

(2) *Idem*, n.° 442; 7.<sup>e</sup> série, n.° 10358.

vous déléguerez vos fonctions devra être préalablement soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur.

En cas de vacance d'une préfecture, l'arrêté du 27 pluviôse an 10 [ 16 février 1802 ] (1) autorisait le plus ancien des membres du conseil de préfecture à prendre, de droit, l'administration. Mais, lorsqu'avant la vacance le dernier titulaire avait délégué ses fonctions, il en résultait une espèce de conflit entre le conseiller, qui se prévalait de la délégation, et le doyen du conseil, qui invoquait le règlement. L'article 2 de l'ordonnance lève cette difficulté : la délégation, en ce cas, continuera d'avoir son effet, jusqu'à ce que le ministre de l'intérieur en ait autrement ordonné.

Il importait également de déterminer par qui devaient être remplacés les sous-préfets et les secrétaires généraux, en cas d'absence. Les articles 3 et 4 suppléent, à cet égard, au silence qu'avaient gardé les anciens réglemens.

Enfin, Sa Majesté, jugeant convenable de renfermer dans une seule et même ordonnance tout ce qui est relatif au remplacement provisoire des fonctionnaires administratifs, a statué, par l'article 5, que les dispositions prescrites par l'arrêté du 19 fructidor an 9 [ 6 septembre 1801 ] (2) et le décret du 16 juin 1808 (3), soit pour départager les membres du conseil de préfecture, soit pour compléter le nombre nécessaire pour délibérer, continueront d'être exécutées.

*(Session annuelle des Conseils municipaux.)*

Paris, le 14 Avril 1821.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron Mounier),

Aux Préfets.

J'AI déjà eu occasion de vous rappeler que, les lois et réglemens ayant fixé la session annuelle des conseils municipaux du 1.<sup>er</sup> au 15 mai de chaque année, j'avais remarqué avec regret que, dans quelques départemens, on avait différé leur convocation jusqu'après l'adoption du budget de l'État; que, ce budget n'intéressant le plus souvent les communes que sous le rapport des règles qu'elles ont à observer pour les impositions destinées à leurs dépenses, rien ne pouvait motiver l'ajournement de leur convocation, et qu'enfin il était nécessaire de prévenir, pour l'avenir, le retour d'une erreur semblable et les inconvéniens qui en sont résultés pour la production des comptes des receveurs justiciables de la cour des comptes. J'ai donc lieu de présumer que, l'époque fixée pour la réunion des conseils étant très-rappro-

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 164; 3.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 1249.

(2) *Idem*, n.<sup>o</sup> 101; 3.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 148.

(3) *Idem*, n.<sup>o</sup> 195; 4.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 3464.

chée, vous avez déjà pris les mesures que leur convocation pouvait rendre nécessaires. Dans le cas contraire, je vous invite à vous en occuper immédiatement, et à me faire connaître les dispositions que vous aurez prescrites.

Je ne vous parlerai point de l'objet de la réunion des conseils, attendu que les circulaires des 10 mai 1816, 16 avril 1817, 18 mai 1818 et 31 juillet 1819 (1), ne peuvent, à cet égard, vous laisser aucun doute. Néanmoins, les retards que l'on met encore, dans quelques départemens, à m'envoyer les budgets à soumettre à l'approbation du Roi, m'obligent de vous renouveler mes instances pour qu'il soit pris des mesures telles, que je puisse les recevoir avant le 1.<sup>er</sup> octobre de chaque année.

Je dois également vous rappeler que, la présentation des comptes des communes à la cour des comptes devant être faite avant le 1.<sup>er</sup> juillet, il importe de veiller à ce que le vœu de la loi soit exactement rempli, afin de prévenir les plaintes que la cour a souvent renouvelées, et d'éviter aux comptables les poursuites rigoureuses auxquelles ils sont exposés par le seul fait des retards apportés dans la remise de leurs comptes.

La loi du 15 mai 1818 (2) ayant ordonné (article 44) l'impression des comptes d'administration (3) à présenter aux conseils municipaux par les maires des villes ayant plus de 100,000 fr. de revenus, il convient qu'un exemplaire de ces comptes soit joint, comme renseignement, aux pièces à transmettre à la cour à l'appui des comptes à rendre par les receveurs.

Quant aux autres communes, et à défaut d'impression des comptes d'administration, vous veillerez à ce qu'il y soit suppléé par la production d'un état de situation des recettes et dépenses, conforme au modèle annexé à la circulaire précitée du 10 mai 1816. Je vous rappelle la nécessité de cette production, parce que la cour des comptes se plaint de ce qu'en plusieurs lieux elle n'est pas régulièrement observée.

L'article 46 de la loi du 15 mai 1818 (2) a restreint les obligations des villes de garnison, et où il existe des octrois en perception, à celle de concourir aux frais de casernement, jusqu'à concurrence de sept francs par homme et de trois francs par cheval.

L'ordonnance du Roi du 5 août de la même année (4), et les instructions du ministre de la guerre du 12 du même mois, ont fixé le mode d'exécution de cette disposition.

Le ministre des finances, chargé d'assurer le recouvrement de la part contributive des communes, desirant qu'il soit pris des mesures pour faire cesser les retards que ce recouvrement éprouve, chaque année, dans plusieurs départemens.

(1) Voir ces circulaires à leur date.

(2) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 211 ; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 4101.

(3) Il est à désirer que les maires fassent imprimer ces comptes dans le format adopté pour le compte rendu, chaque année, des impositions communales.

(4) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 230 ; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 4755.

Je dois donc vous recommander de veiller exactement à l'exécution des instructions transmises aux préfets par le ministre de l'intérieur, le 3 août 1816 ( 1 ). Je vous invite à vous faire représenter ces instructions, et à faire de nouveau connaître aux maires des villes soumises à l'obligation de concourir aux frais de casernement que l'insuffisance ou le défaut d'allocation de cette dépense dans les budgets ne doit point les empêcher d'ordonner, sur les fonds libres de l'exercice courant, et sauf régularisation au budget de l'exercice suivant, le paiement intégral de ce qui, par l'effet des décomptes, pourrait encore être dû sur le service de l'exercice expiré. Des instructions seront données dans le même sens par le ministre des finances aux receveurs des communes.

Son Excellence pense qu'il serait conforme aux intérêts du trésor, et plus encore à ceux des communes, de substituer un abonnement fixe au paiement de sept francs par homme et de trois francs par cheval. Les communes trouveraient en effet dans l'adoption de cette mesure un avantage d'autant plus important que c'est le seul moyen de leur éviter l'embarras, les difficultés et les contestations que présente la vérification, souvent impossible, des décomptes qui doivent leur être fournis par les intendans militaires.

Vous aurez donc à fixer l'attention particulière des conseils municipaux sur cette proposition du ministre des finances.

Le ministre de la guerre et le ministre des finances ont admis en principe que l'obligation imposée aux villes de garnison, et où il existe des octrois, doit être considérée comme une indemnité qui représente l'augmentation des produits de l'octroi provenant de la consommation faite par les troupes d'objets soumis à la perception de ces taxes : c'est conséquemment sur ce bénéfice que doit être basé l'abonnement que les villes jugeraient convenable et conforme à leurs intérêts de substituer à l'obligation qui leur est imposée. Pour justifier les délibérations qui seront prises, et que vous aurez à me transmettre avec votre avis et celui des sous-préfets, il sera nécessaire de joindre un état indicatif, pour chacune des trois années antérieures à 1821, du montant des frais de casernement, de la population de la ville, de la force de la garnison, du produit de l'octroi, de la quotité afférente à chaque consommateur, et enfin du terme moyen de la portion de bénéfice qui résulte de la consommation de cette garnison.

Vous ferez également connaître aux conseils municipaux que les vœux qu'ils ont précédemment émis pour concourir au rachat du domaine de Chambord ne peuvent avoir leur effet qu'autant que les sommes votées pour cette destination seraient portées dans leurs budgets; qu'il y a conséquemment lieu de comprendre dans les budgets de 1822 ce qui n'a pu être alloué dans les budgets de 1821; et qu'enfin les sommes votées doivent être versées à la caisse des dépôts volontaires, par l'intermédiaire des receveurs généraux, aux époques fixées par les délibérations des conseils. Vous voudrez bien, dans tous les cas, faire dresser un état général des sommes votées par les communes pour cette desti-

---

(1) Voir à cette date.



nation, et m'en transmettre une copie. Cet état indiquera le nom des communes, les sommes votées, les versements qui ont été faits, les sommes qui restent à verser, et les époques où les versements qui restent à faire pourront avoir lieu.

Vous voudrez bien envoyer un double de cet état au directeur général de la caisse des dépôts.

Vous ferez l'application des mêmes dispositions aux fonds votés par les communes pour le monument du duc de Berry et pour celui de M. de Malesherbes.

Quant aux fêtes qui doivent avoir lieu pour le baptême de S. A. R. le duc de Bordeaux, je m'en réfère à ma circulaire du 3 de ce mois (1), et me bornerai, en conséquence, à vous inviter à m'adresser également l'état des sommes votées par les communes pour cette destination.

Je terminerai cette lettre en vous parlant de nouveau des amendes de police municipale et correctionnelle.

Il résulte des instructions qui vous ont été précédemment transmises, que, les amendes prononcées par voie de police correctionnelle n'ayant point été attribuées par le Code pénal, les dispositions établies par le décret du 17 mai 1809 (2), et relatives à leur application, peuvent continuer de recevoir leur exécution, conformément à l'article 484 du Code.

Vous pouvez, en conséquence, en faire la répartition entre les communes qui éprouvent le plus de besoins, ou les appliquer, ainsi que vous l'indique la circulaire du 29 mars 1820 (3), aux dépenses communes à plusieurs municipalités, telles que celles qui concernent les justices de paix, les dépôts de sûreté et les prisons de police municipale.

Quant aux amendes de police municipale, la correspondance des préfets sur l'exécution de l'ordonnance du 19 février 1820 (4) m'a donné lieu de remarquer que, dans plusieurs départemens, l'application de ces amendes aux communes où les contraventions ont été commises n'avait jamais éprouvé de difficultés, et qu'ainsi l'avis du conseil d'état approuvé par le Roi le 9 novembre 1814 (5) avait reçu son exécution dans ces départemens.

Si votre département est dans ce cas, vous suivrez la même marche, avec d'autant plus de raison qu'elle est prescrite par l'article 463 du Code pénal.

Dans le cas contraire, vous me ferez connaître les mesures qui pourraient être prises pour y assurer l'exécution de cette disposition.

En attendant, et s'il y a impossibilité d'appliquer, quant à présent, les amendes de cette espèce aux communes où la contravention a eu

(1) Cette circulaire a été supprimée.

(2) Voir ce décret, tome II, page 148.

(3) Voir cette circulaire à sa date.

(4) Voir cette ordonnance, page 19 de ce volume.

(5) Voir cet avis, tome II, page 558.

lieu, vous pourrez suivre pour leur répartition la marche qui vous est indiquée pour les amendes de police correctionnelle.

Vous veillerez, au surplus, à ce que les portions attribuées aux communes dans les produits des amendes soient exactement portées dans leurs budgets.

Je vous prie de me transmettre un état indicatif du produit des amendes prononcées par voie de police correctionnelle, que vous diviserez par arrondissemens de perception. Vous y joindrez un état semblable pour les amendes prononcées par voie de police municipale, en faisant connaître la répartition des produits des amendes de l'une et de l'autre catégorie. —

( *Recrutement.* )

Paris, le 19 Avril 1821.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police ( *Baron Mounier* ),

Aux Préfets.

( *EXTRAIT.* )

JE n'ai pas besoin de vous faire remarquer que, conformément aux ordonnances des 1.<sup>er</sup> août 1820 ( 1 ) et 29 mars dernier ( 2 ), vous pouvez, toutes les fois que vous le jugerez convenable, charger le secrétaire général d'assister en votre place à l'examen des tableaux de recensement et aux opérations des tirages dans l'arrondissement chef-lieu du département.

Les conseils de révision étant institués pour prononcer sur le sort des jeunes gens, et sans recours, ainsi que le conseil d'état l'a reconnu dans son avis du 27 juillet 1820, qui vous a été notifié par M. le ministre de la guerre, l'absence des signes extérieurs qui distinguent ses membres ne pourrait que leur faire perdre de la dignité qu'ils doivent avoir et nuire à la solennité de leur décision : je vous invite donc à recommander aux membres civils du conseil de révision, et aux maires qui y sont appelés, de n'y assister que revêtus du costume et des signes extérieurs auxquels on peut reconnaître le caractère et les pouvoirs qu'ils tiennent du Roi dans leurs fonctions publiques et habituelles. Vous êtes, au reste, certainement bien pénétré de l'importance des opérations de ce conseil, et je ne doute pas que vous ne fassiez en sorte de vous trouver, à cette époque, dans votre département, afin d'en présider vous-même les séances.

Les nombreuses réunions occasionnées par les opérations du recrutement rendent nécessaire de concerter à l'avance les moyens d'assurer le maintien de l'ordre et de la tranquillité. Les individus qui tenteraient de fomenter des troubles ou de porter les jeunes gens

(1) Bulletin des lois, n.º 399; 7.<sup>e</sup> série, n.º 9338.

(2) *Idem*, n.º 342; 7.<sup>e</sup> série, n.º 10358.

à l'insoumission devront être saisis sur-le-champ par la gendarmerie, pour être jugés et punis d'après toute la rigueur des lois. Vous ne sauriez poursuivre avec trop de sévérité par-devant les tribunaux ceux qui abuseraient de la crédulité des jeunes gens par des manœuvres frauduleuses, ou qui se prévaudraient d'une prétendue influence sur les décisions des conseils de révision.

( *Dépenses diocésaines.* )

Paris, le 14 Mai 1821.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets et aux Évêques.

MES deux circulaires des 29 juillet 1819 et 23 juillet 1820 (1) ont eu pour objet de classer, de la manière la plus claire, les différentes espèces de dépenses diocésaines auxquelles il est pourvu, tant sur le fonds des centimes départementaux centralisés que sur les propres fonds du trésor royal, et de bien distinguer la nature du crédit sur lequel chacune de ces dépenses est spécialement imputable, ainsi que le budget auquel elle doit être portée.

Par mon autre circulaire du 12 septembre dernier (2), j'ai rappelé les règles prescrites pour l'exécution des travaux aux édifices, et dont on s'écartait trop souvent, sans avoir toujours l'excuse d'une urgence impérieuse, ou même d'une nécessité réelle.

Les difficultés qui se sont présentées, concernant plusieurs autres articles des dépenses diocésaines, m'ont paru exiger pareillement quelques explications générales.

Ces dépenses ayant cessé, en 1819, d'être soumises aux votes des conseils généraux, et le ministre les réglant aujourd'hui, sur la simple proposition des préfets, un de ses premiers soins a dû être de mettre, dans cette partie, tout l'ensemble dont elle était susceptible, et de faire disparaître sur-tout les inégalités extrêmes que l'on avait remarquées jusque-là entre les allocations accordées dans les divers départemens pour les mêmes articles.

Ces inégalités portaient notamment sur les frais de tournées et de secrétariat. Plusieurs évêques ne recevaient aucune indemnité pour cet objet; un assez grand nombre d'autres étaient traités peu favorablement, soit à cause du défaut de ressources des départemens, soit parce que les conseils généraux ne faisaient pas, à cet égard, tout ce que les ressources leur permettaient et ce que les convenances exigeaient. Mais le ministre ne pouvant dépasser les crédits généraux qui lui sont ouverts par la loi, il ne lui a été possible d'obtenir une égalité proportionnelle qu'en adoptant un terme moyen calculé tant sur ce qui était alloué précédemment que sur les besoins présumables,

(1) Voir à ces dates.

(2) Voir cette circulaire à sa date.

à raison du nombre des départemens qui composent chaque diocèse. Plusieurs améliorations ont eu lieu en conséquence, l'année dernière, en faveur des évêques qui étaient trop au-dessous du terme moyen, et des réductions ont été opérées à l'égard de ceux qui dépassaient la proportion.

J'ai rappelé, à cette occasion, que l'indemnité n'est applicable qu'aux seuls frais de tournées, et que le secrétariat de l'évêché, étant productif, au moyen des droits autorisés qu'il perçoit pour les dépenses et la délivrance des expéditions, est naturellement tenu de pourvoir lui-même à ses dépenses, d'ailleurs beaucoup diminuées par l'effet de la franchise que l'ordonnance royale du 6 août 1817 (1) accorde aux évêques pour leur correspondance.

*Ainsi l'article du secrétariat doit cesser absolument de figurer au budget des dépenses fixes et communes départementales.*

La maîtrise et le bas-chœur ne sont encore organisés que très-incomplètement dans beaucoup de cathédrales. Des augmentations de crédits ont été demandées pour les établir sur un pied plus analogue au besoin : j'en ai accordé quelques-unes, là où l'on s'était empressé d'augmenter la dépense, sans attendre le règlement du budget, parce qu'il m'a paru que les employés ou gagistes nouvellement admis, et qui avaient exercé leurs fonctions pendant les trois quarts de l'année, ne pouvaient, à cette époque, être privés du salaire sur lequel ils avaient dû compter. Mais, tout en reconnaissant que d'autres augmentations pourraient être également nécessaires, principalement pour l'organisation définitive des maîtrises de musique dans les cathédrales où il n'en existe pas encore, j'ai invité les évêques à ne les point effectuer avant d'en avoir obtenu l'autorisation, afin de prévenir ces accroissemens imprévus de dépenses, qui, se présentant fortuitement, lorsqu'il n'est plus possible, ni de les rejeter, ni de les ajourner, viennent absorber des ressources précieuses réclamées par d'autres besoins plus urgens, qu'on est obligé de laisser en souffrance.

*C'est donc maintenant un principe, que toute dépense excédant les allocations de l'année précédente, concernant la maîtrise ou le bas-chœur, et qui n'aurait pas été préalablement autorisée, sera rejetée, sans autre examen.*

*Au reste, les préfets auront toujours le soin de joindre au budget, à l'appui de leurs propositions pour ces deux articles, le projet détaillé de répartition ou d'emploi des sommes demandées. Cet état sera signé par l'évêque.*

L'ameublement des palais épiscopaux est une des questions qui ont paru offrir le plus de difficultés pour l'exécution des réglemens.

L'article 1.<sup>er</sup> de l'ordonnance royale du 7 avril 1819 (2), qui détermine la nature de cet ameublement, y a compris la chapelle de l'archevêché ou évêché.

Dans quelques endroits, on a cru pouvoir ranger sous cette dé-

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 167; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 2543.

(2) *Idem*, n.<sup>o</sup> 274; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 6266.



nomination les vases sacrés et autres objets qui composent ce qu'on appelle proprement *la chapelle de l'évêque*, et que ce prélat porte avec lui, dans ses tournées et ses visites pastorales, pour administrer les sacremens sur son passage.

Il est facile de juger, d'après le taux auquel l'ordonnance a limité la valeur totale du mobilier, qu'en désignant celui de *la chapelle*, elle n'a pu avoir en vue ces objets, dont la richesse varie plus ou moins, et qui, dans tous les temps, ont été considérés comme personnels au titulaire. Les évêques ont les moyens de pourvoir à cet article de dépense sur l'indemnité que le Roi leur accorde à titre de frais de premier établissement (ordonnance royale du 4 septembre 1820). *L'ameublement de la chapelle du palais épiscopal ne s'entend que des tentures, tapis, sièges, chandeliers d'autels et autres objets semblables.*

On a pensé aussi que l'article porté au budget des dépenses fixes et communes départementales, et intitulé *Achat d'ornemens pontificaux*, s'appliquait, par supplément, à cette même chapelle. *Cet article n'a rapport qu'aux ornemens qui appartiennent à la fabrique de la cathédrale.*

L'article 5 de la même ordonnance porte que deux membres du conseil général, désignés d'avance par ce conseil, seront chargés, collectivement avec le préfet et avec l'administration diocésaine, de procéder au récolement annuel du mobilier de l'archevêché ou évêché. Il est indispensable que, dans les départemens chefs-lieux de diocèse, où la désignation ordonnée n'a pas encore été faite, les conseils généraux s'en occupent, dans leur prochaine session, et assez à temps pour que les récolemens puissent encore leur être soumis avec les propositions relatives à l'entretien et au complément du mobilier.

L'époque à laquelle le récolement annuel doit être ordinairement fait n'est pas prévue : l'ordonnance laisse toute latitude à ce sujet. *Il est à désirer que l'opération ait toujours lieu avant l'ouverture de la session du conseil général, afin qu'il ait le loisir d'examiner et de faire ses observations.* J'invite les préfets à prendre les mesures nécessaires à cet effet.

L'article 6 de l'ordonnance précitée statue qu'en cas de mutation par décès ou autrement, il sera procédé, dans les mêmes formes, à l'inventaire et au récolement estimatif du mobilier. Quelques personnes ont interprété ces dispositions dans ce sens, qu'à chaque mutation on devait régler de nouveau la valeur actuelle du mobilier, pour être ensuite récomplétée, si elle se trouvait inférieure au taux fixé par l'ordonnance.

J'ai détruit cette erreur, en faisant observer aux réclamans que *la valeur d'un ameublement, une fois arrêtée, n'est plus susceptible de décroître (à moins d'accidens majeurs), au moyen des allocations annuelles accordées pour son entretien, dans la proportion de ce qui est jugé nécessaire, à chaque nouveau récolement; et j'ai expliqué que l'estimation n'avait d'autre but que celui de déterminer le montant des objets qui ne seraient pas représentés, et dont l'évêque démissionnaire, ou la succession de l'évêque décédé, est responsable.*

*Les dépenses extraordinaires pour nouveaux achats, dont il est fait mention à l'article 4, ne peuvent dès-lors avoir lieu que dans les évêchés où le mobilier n'a pas encore été porté au taux fixé par l'ordonnance.*

Cet article veut que l'état estimatif des meubles à acheter, soit soumis au conseil général, et ensuite transmis au ministre de l'intérieur, pour être définitivement approuvé. Cependant les préfets négligent, le plus ordinairement, de joindre l'état dont il s'agit au budget où ils proposent d'en allouer le montant, et ne me l'adressent ensuite que sur la condition itérative qui leur en est imposée par l'allocation. Il résulte de cette manière d'agir des retards et une multiplication de travail et de correspondance qu'il serait extrêmement facile et qu'il est nécessaire d'éviter.

*Je rappelle donc positivement aux préfets qu'il est essentiel que toutes propositions d'allocation pour achat de nouveaux meubles, dans les diocèses où l'ameublement du palais épiscopal n'est pas encore complet, soient accompagnées de l'état estimatif des objets à acheter, et que celles relatives à l'entretien du mobilier existant soient appuyées d'une expédition du dernier récolement et de l'avis du conseil général.*

*Ils justifieront de même, de concert avec les évêques, par l'envoi du budget de la fabrique de la cathédrale (1), ou du compte en recettes et dépenses du séminaire diocésain, pour l'année précédente, la nécessité des sommes demandées pour travaux aux édifices, ou pour dépenses intérieures, en observant toutefois que ces dernières, en ce qui concerne les séminaires, se réduisent au seul mobilier. Les crédits affectés à ces diverses dépenses sur les fonds, soit des départemens, soit du trésor royal, ne sont appelés à y pourvoir qu'à défaut de revenus suffisans des fabriques (articles 37, 92, 94 et 106 du décret du 30 décembre 1809 (2), et les allocations faites aux séminaires ne sont que de simples secours. Dans l'un comme dans l'autre cas, les demandes d'allocations ne sauraient être accueillies par le ministre, si l'insuffisance des ressources de l'établissement pour lequel on sollicite n'a pas été préalablement constatée, dans la forme rappelée ci-dessus.*

*Les sommes considérables qui sont demandées, dans plusieurs budgets, pour simple entretien de bâtimens, et les augmentations que l'on propose fréquemment dans quelques autres, m'engagent à subordonner pareillement les allocations de plus de 3,000 francs à la production d'un devis ou d'un rapport explicatif de l'architecte, pour chaque édifice. Ces pièces, comme celles indiquées au précédent alinéa, me seront adressées avec le budget départemental.*

Ma dernière observation portera sur la délivrance des crédits ouverts pour dépenses diocésaines.

Suivant l'article 4 de l'ordonnance royale du 7 avril 1819 (3),

(1) Ce budget doit être rédigé dans la forme du modèle imprimé transmis en 1812 aux évêques, et non autrement.

(2) Bulletin des lois, n.º 303 ; 4.º série, n.º 5777.

(3) Bulletin des lois, n.º 274 ; 7.º série, n.º 6266.

« les sommes nécessaires pour les nouveaux achats de meubles, » ainsi que pour l'entretien annuel des ameublements, seront mises à » la disposition des archevêques et évêques, ou vicaires capitulaires, » en cas de vacance du siège, à charge de rendre compte de leur » emploi. »

La circulaire de mon prédécesseur, du 23 du même mois (1), relative à l'exécution de la même ordonnance, explique, d'un autre côté, que, d'après l'article en question, « les préfets peuvent mandater » le montant des crédits affectés aux dépenses dont il s'agit aussitôt » après le règlement du budget départemental, sauf à l'évêque à pro- » duire plus tard au payeur les pièces et quittances comptables. »

Des préfets en ont inféré qu'ils pouvaient, dès que l'allocation leur étaient connue, remettre la somme entre les mains de l'évêque ou des vicaires capitulaires, pour en faire l'emploi, sous condition d'en rendre compte ultérieurement.

Des inconvéniens graves ont été le résultat de cette interprétation fautive.

*L'ordonnance n'a exprimé nulle part que les fonds seraient réa-  
lisés entre les mains de l'administration épiscopale. En statuant qu'ils  
seraient mis à sa disposition, son intention s'est bornée à lui laisser  
la faculté d'effectuer ou d'ordonner les achats, jusqu'à concurrence  
du crédit ouvert, en se renfermant dans les termes de l'article 1.<sup>er</sup>,  
quant à leur nature, et de rendre les fonds disponibles dans la caisse  
du payeur général, pour être délivrés ensuite aux fournisseurs et  
marchands, sur le simple certificat ou récépissé de l'évêque, qui demeure,  
en ce cas, chargé de produire, plus tard, les pièces et quittances  
comptables.*

Cet ordre a l'avantage de faciliter les marchés, en donnant aux fournisseurs l'assurance que leur paiement suivra immédiatement la livraison des fournitures.

Le sens de l'instruction ministérielle est tellement manifeste, que, dans l'alinéa suivant, elle indique que les pièces justificatives de l'emploi des sommes seront transmises au payeur, à l'appui des mandats du préfet, lorsque les dépenses auront été faites au moment de la demande de paiement.

Il y aurait, au surplus, une sorte d'inconvenance personnelle, qu'il est facile de sentir, à rendre l'évêque dépositaire et distributeur des sommes allouées, outre que le maniement des deniers publics ne peut être attribué qu'à des agens comptables.

*Le principe que je viens de vous remettre sous les yeux s'applique à toutes les autres allocations accordées pour dépenses diocésaines, tant sur les fonds départementaux que sur ceux du trésor royal.*

J'en excepte néanmoins, 1.<sup>o</sup> les indemnités allouées pour frais de tournées aux évêques, ainsi que les indemnités personnelles votées par les conseils généraux;

---

(1) Voir cette circulaire à sa date.

2.<sup>o</sup> Les sommes qui sont allouées quelquefois aux séminaires ou aux fabriques, sous la simple dénomination de *secours* ou de *supplément aux revenus ordinaires*, et qui doivent être délivrées au trésorier de l'établissement, sur sa simple quittance, à moins que les termes de l'allocation n'imposent quelque obligation préalable particulière.

( *Brevets d'invention dont la durée est expirée.* )

Paris, le 28 Mai 1821.

Le ministre de l'intérieur ( comte *Siméon* ), en rappelant aux préfets qu'il leur a adressé, le 26 août 1820, le troisième volume de la *Description des machines et procédés spécifiés dans les brevets d'invention, de perfectionnement ou d'importation, dont la durée est expirée*, leur annonce l'envoi du 4.<sup>e</sup> volume de cette importante collection.

Il les invite de nouveau à prendre les mesures nécessaires pour répandre dans tout leur département la connaissance des procédés devenus désormais une propriété publique, et pour seconder les efforts et le vœu du Gouvernement pour les progrès et le perfectionnement des arts utiles.

( *Secours aux vicaires.* )

Paris, le 28 Juin 1821.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),

Aux Préfets.

LES comptes qui me sont successivement adressés des dépenses du clergé des départemens présentent, soit dans le nombre, soit dans la désignation des vicariats établis, des différences remarquables avec les états tenus dans mes bureaux. Ce défaut d'harmonie, qui peut entraîner des désordres dans la comptabilité, a fixé toute mon attention, et il me paraît instant de prévenir les abus préjudiciables qui en seraient la suite.

Je vous prie, en conséquence, de me transmettre, *en double expédition*, la liste des vicariats de votre département, occupés ou vacans jusqu'à ce jour, pour l'admission desquels vous avez reçu mon autorisation, ou celle de mes prédécesseurs; vous aurez soin d'y mentionner la date précise de cette autorisation, et celle de l'entrée des titulaires en exercice. Vous indiquerez clairement encore si la commune où le vicariat est admis et doit être exercé a le titre de cure, de *succursale*, de *chapelle*, d'*annexe*, ou de *chapelle de secours*; et, pour ces trois dernières catégories, la date de l'ordonnance royale qui a autorisé l'érection.

Cette liste sera comparée avec les registres tenus dans mes bureaux, et vous sera renvoyée rectifiée et arrêtée définitivement.

Au moyen de cette mesure, j'espère que je n'aurai plus à relever



les erreurs que des admissions irrégulières m'ont souvent fourni l'occasion de signaler, et que des vicaires ne seront pas exposés à la restitution des sommes qui leur auraient été indûment payées.

J'ajoute que, sous aucun prétexte, un vicaire ne saurait participer au secours de 250 francs, si le vicariat qu'il dessert n'est pas compris sur l'état de ceux admis par mes prédécesseurs ou moi.

Ce qui me porte à insister sur ce point, c'est que plusieurs préfets ont pensé que leurs paiemens étaient réguliers, pourvu que le nombre des vicariats fixé dans leurs départemens ne fût point dépassé : c'est une erreur. Le secours est attaché à la commune qui jouit du vicariat, et non au vicaire. Si ce dernier change de résidence, le secours est appliqué à son successeur, sauf le décompte du temps de la vacance ; d'où il résulte que les mêmes règles et les mêmes principes qui concernent les cures et succursales, les curés et les desservans, touchant le titre et le traitement, s'appliquent aux vicariats et aux vicaires.

Il n'est pas inutile d'observer, en outre, à l'égard des vicariats non encore autorisés, que le droit des vicaires au secours de 250 francs ne date que du jour de l'admission légale de ces vicariats, bien que l'entrée en fonctions des vicaires puisse avoir été antérieure.

Quant aux vicaires appelés à exercer dans des vicariats autorisés et qui seraient vacans, ledit secours doit leur être payé à partir de l'entrée en fonctions.

Vous voudrez bien ne pas vous écarter de ces instructions.

( *Constructions hydrauliques. — Sabots en fonte.* )

Paris, le 2 Juillet 1821.

Le directeur général des ponts et chaussées (M. *Becquey*) fait connaître aux ingénieurs en chef que M. Deschamps, inspecteur divisionnaire, a imaginé de remplacer par des *sabots* en fonte ceux que l'on confectionnait en fer forgé.

Il les invite à faire un essai de cette nouvelle sorte de *sabot* dans les constructions hydrauliques dont ils pourront être chargés, et à vérifier si ce procédé est réellement avantageux, et sous le rapport de l'économie, et sous celui de la facilité avec laquelle les sabots en fonte pénètrent dans les terrains les plus durs.

Le directeur général demande à être informé des résultats qu'obtiendront les ingénieurs en chef.

*(Dépenses diocésaines.)*Paris, le 1.<sup>er</sup> Août 1831.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),  
Aux Préfets.

LES observations contenues dans mes circulaires des 29 juillet 1819 et 23 juillet 1820 (1) relativement aux diverses parties des dépenses diocésaines auxquelles la loi n'a pourvu, ni sur le fonds des centimes centralisés, ni sur celui affecté aux travaux d'intérêt général, ont déterminé les conseils généraux de plusieurs départemens à voter, sur les centimes facultatifs, des secours pour ces dépenses. Ceux qui avaient prévenu, à cet égard, les recommandations du ministre, ont depuis redoublé leurs efforts.

Cependant je dois dire qu'il existe encore un assez grand nombre de départemens, même parmi ceux qui possèdent le chef-lieu du diocèse, où l'on s'est totalement abstenu, jusqu'ici, de suivre cet exemple, et où des besoins urgens restent en souffrance : autre part, on n'y a pourvu que d'une manière imparfaite. Je sais que les votes des conseils généraux sont essentiellement libres et volontaires, d'après la loi ; et la réflexion que je fais ici n'a nullement pour but de les faire envisager comme obligatoires. Je sais aussi qu'en beaucoup d'endroits, les votes pour dépenses diocésaines ont été paralysés par l'insuffisance du produit des centimes et la multitude des autres objets d'utilité départementale, dont l'urgence imminente, en exigeant l'emploi de la totalité des ressources, ne permettait d'ailleurs aucun retard.

Mon unique intention, en insistant avec de nouveaux détails sur les besoins relatifs aux dépenses diocésaines non comprises au budget, est d'en bien faire sentir la réalité, l'étendue et l'importance, là où on ne les aurait pas encore justement appréciés ; de soutenir, par un tableau exact de ces besoins, le zèle qui s'est déjà manifesté, et de déterminer celui que des notions peu exactes avaient laissé languissant ou inactif.

Depuis 1817, la loi a retranché du budget des dépenses communes départementales les supplémens de traitement précédemment accordés aux archevêques et évêques, aux vicaires généraux et chanoines, ainsi que les traitemens des provicaires généraux, des supérieurs, directeurs et professeurs des séminaires.

Il est vrai que dans l'intervalle le traitement des archevêques et évêques, des vicaires généraux et des chanoines, a reçu quelque augmentation.

Cette augmentation, qui a été de 10,000 francs pour les archevêques et de 5,000 francs pour les évêques, n'a pas toujours rempli la différence occasionnée par la suppression du supplément. Plusieurs

---

(1) Voir à ces dates.

se trouvent ainsi moins bien traités que lorsque leur traitement était fixé à un taux inférieur et qu'ils jouissaient de l'allocation supplémentaire votée par les conseils des départemens composant leur diocèse.

Cette situation défavorable ne peut manquer d'être appréciée par ces mêmes conseils.

Leurs anciens votes avaient pour motifs les nombreuses aumônes et autres dépenses de même nature auxquelles un évêque est tenu, principalement dans ses tournées diocésaines, où les pauvres de toutes les classes se pressent autour de lui.

Dans un assez grand nombre de départemens, il était alloué, outre le supplément de traitement, une indemnité pour les frais de ces mêmes tournées; mais celle-ci n'avait pour objet que les frais du voyage. Cette allocation, qui a été maintenue, a éprouvé, l'année dernière, des réductions plus ou moins fortes, suivant les localités. Elles ont été commandées par la nécessité et la justice d'étendre l'indemnité aux diocèses où elle n'était pas encore accordée, sur-tout lorsque les conseils généraux n'avaient émis aucun vote sur leurs centimes facultatifs; par la convenance de faire disparaître les dissemblances qui existaient entre les diverses allocations accordées pour une même nature de dépense; enfin, par l'impossibilité de rien ajouter à la somme totale qui y était affectée sur le fonds des centimes centralisés.

S'il est permis de préjuger des dispositions présentes des conseils généraux d'après ce qu'elles étaient avant 1817, on en peut tirer l'augure favorable qu'ils ne voudront pas rester au-dessous de ce qu'ils faisaient alors.

Le traitement des vicaires généraux est aujourd'hui de 2,000 fr. Un seul, par archevêché, jouit de 3,000 fr. C'est, pour chacun de ces deux taux, 500 francs de plus qu'en 1818.

Cette légère augmentation n'a pas non plus compensé, pour la plupart, la perte du supplément de traitement.

Il est facile de voir d'ailleurs que ces ecclésiastiques, chargés de fonctions importantes pour l'administration spirituelle et temporelle du diocèse, obligés de se loger à leurs frais dans une grande ville où les loyers sont toujours chers, se trouvent, avec un traitement supérieur, dans une position pire que celle du curé, auquel la commune est tenue de fournir un presbytère, et qui a les produits de son casuel.

On peut répondre qu'assez souvent les évêques réservent dans leur palais un logement pour leurs vicaires généraux, et les nourrissent à leur table. Mais ces faveurs sont entièrement éventuelles : elles dépendent de la possibilité qu'offrent les lieux, et de la volonté du prélat.

Le traitement des chanoines, également privés de la ressource du casuel, qui ne logent point à l'évêché, et qui, par-tout où l'on célèbre l'office canonial, sont astreints, malgré leur grand âge, à passer la journée entière à l'église, quelle que soit la rigueur de la saison, n'est que de 1,500 francs, comme celui des curés de première classe. Ils sont loin de trouver dans un si modique traitement les moyens

de subsister et de se loger comme il convient à des ecclésiastiques de ce rang.

Ils ont, ainsi que les vicaires généraux, excité, dans plusieurs diocèses, l'intérêt des conseils de département. J'aime à croire que l'humanité plaidera par-tout pour eux cette année.

Les provicaires généraux forment une classe distincte. Si presque tous sont, en même temps, curés ou desseryans, il faut remarquer qu'ils ne reçoivent aucune rétribution de l'État, à raison des fonctions qui leur sont déléguées par l'évêque dans l'administration du diocèse. L'établissement de ces provicaires n'ayant eu lieu que pour la plus grande commodité et le plus grand avantage du département où ils résident, il est dans l'équité que ce département les indemnise de leurs soins et de leurs dépenses. Les conseils généraux qui n'ont encore rien voté pour cet objet s'empresseront sans doute d'autant plus de réparer un pareil oubli, contraire à toute justice, que, d'après les mesures arrêtées par la loi du 4 du mois dernier (1) pour proportionner le nombre des diocèses aux vœux et aux besoins des fidèles, l'institution des provicaires généraux n'est plus que temporaire.

Une autre classe d'ecclésiastiques non moins souffrante est celle des directeurs et professeurs des séminaires. La loi, en retranchant également cet article du budget des dépenses fixes et communes départementales, le laissa retomber à la charge des séminaires. Il est facile de concevoir que ces établissemens, où, en général, les ressources se réduisent au produit des quêtes et des faibles pensions de quelques élèves (le plus grand nombre étant reçu gratuitement), sont hors d'état de supporter des accroissemens de dépenses.

En 1819, des fonds restés sans emploi sur les exercices précédens ont permis au Roi d'en affecter une partie pour être distribuée en secours aux séminaires. Ces fonds, épuisés depuis long-temps, n'ont pu suffire à acquitter la totalité des dettes contractées pour la nourriture, l'entretien et l'éducation de ces jeunes gens, le seul espoir de la religion en France, où tant de paroisses sont privées de pasteurs, et tant d'autres desservies par des vieillards tout proches de la fin de leur carrière. Cependant le Gouvernement n'a aucun moyen de renouveler les secours qu'il a accordés les années dernières. Ce n'est donc qu'à la bienveillance des conseils généraux que les séminaires peuvent avoir recours. Plusieurs indemnités ont été votées, en effet, aux budgets facultatifs de 1820, d'après les demandes directes des évêques, souvent même spontanément, soit au nom des directeurs et professeurs, soit au nom de l'établissement. Je citerai particulièrement l'exemple des départemens de la Seine-Inférieure et de la Haute-Loire, qui ont accordé des fonds pour augmenter le nombre des bourses.

Il est à désirer que par-tout les conseils généraux se pénétrant de même de l'importance des séminaires, dans l'intérêt de la religion comme dans celui de la société. De tous les côtés, on gémit de ce que le

---

(1) Bulletin des lois, n.º 462; 7.º série, n.º 10887.



manque de prêtres laisse beaucoup de communes rurales dépourvues de toute instruction religieuse et abandonnées à toutes sortes de dérèglements. Un autre malheur serait de n'avoir que des prêtres peu instruits et au-dessous des devoirs de leur état. On ne peut éviter ces deux funestes inconvéniens qu'en encourageant les vocations et les études ecclésiastiques. Mais ces études ne peuvent être fructueuses qu'autant qu'elles sont dirigées par des hommes habiles et recommandables, qui ne persisteront dans des fonctions aussi pénibles, quelque honorables qu'elles soient, qu'autant qu'ils auront la certitude de ne pas y être assaillis par la misère la plus absolue; et les jeunes gens sans fortune, qui forment la plus grande partie des élèves des séminaires, ne pourront continuer d'y être reçus, si l'établissement n'est pas assez riche pour faire leur éducation et les entretenir à ses frais.

Les écoles secondaires se placent immédiatement à côté des séminaires diocésains pour attirer l'attention des conseils généraux. Elles sont les utiles pépinières qui repeuplent les séminaires, à mesure des ordinations.

L'insuffisance des ressources et l'étendue des besoins de ceux-ci ont toujours fait une loi à l'administration de venir de préférence à leur secours, autant qu'il était en son pouvoir. Elle ne pourvoit, conséquemment, en aucune manière, ni aux réparations, ni à l'entretien des bâtimens des écoles secondaires. Ces écoles ne sont pas non plus comprises dans la répartition des secours affectés aux séminaires. Réduites à leurs propres moyens, presque nuls, il en est plusieurs qui ne sauraient se soutenir, si les départemens ne viennent point à leur aide.

J'ai cru devoir recommander encore, par mes deux circulaires précitées, les anciennes cathédrales, et les églises qui, sans avoir eu ce titre, sont remarquables sous le rapport de l'art, ou sous celui des souvenirs historiques.

« Les églises monumentales, disais-je dans ma lettre du 23 juillet 1820, excitent par elles-mêmes un intérêt auquel on ne peut supposer que l'administration départementale soit étrangère; elles sont une partie de la richesse du pays : et la conservation de ces édifices est fortement compromise, si elle est abandonnée aux ressources absolument insuffisantes des communes où ils sont situés. »

Les conseils généraux ajouteront aujourd'hui à ces considérations celle que le Gouvernement, dans la distribution des nouveaux sièges à créer d'après la loi du 4 juillet (1), ne pourra s'empêcher d'avoir égard aux efforts faits par tel ou tel département pour tenir ou remettre son ancienne cathédrale en bon état.

On se ferait d'ailleurs une idée inexacte de l'état des choses, si l'on supposait que le produit des extinctions des pensions ecclésiastiques, affecté par cette même loi à la dotation des nouveaux sièges, à des augmentations de secours et de traitement, notamment en faveur des vicaires, enfin à l'accroissement des fonds destinés aux travaux extraordinaires des édifices diocésains, pourra, d'ici à quelques années, suffire

---

(1) Bulletin des lois, n.º 462; 7.º série, n.º 10887.

à ces divers besoins. Ce produit, que les résultats obtenus dans le cours des derniers exercices font présumer susceptible de s'élever en 1821 à 700,000 francs environ, et qui n'atteindra peut-être pas cette somme, est déjà employé jusqu'à concurrence de 300,000 francs, pour compléter le traitement des desservans non pensionnés nommés à des succursales où leurs prédécesseurs jouissaient de la pension. Sur les 400,000 francs restans, 180,000 environ seront appliqués à porter le traitement des vicaires de 250 francs à 300, et à augmenter le fonds des secours destinés aux prêtres âgés et infirmes, et aux anciennes religieuses. Il ne restera donc que deux cent et quelques mille francs pour subvenir à l'établissement de quelques sièges qui pourraient être remplis dès cette année; et si le concours des conseils généraux manquait absolument au Gouvernement, soit pour la restauration des anciennes cathédrales, soit pour les arrangemens que nécessitera, dans quelques localités, l'établissement d'une maison d'habitation pour le prélat et d'un local pour le séminaire, l'exécution de l'article 2 de la loi du 4 juillet rencontrerait de puissans obstacles, que l'administration, abandonnée à elle seule, ne pourrait surmonter qu'avec beaucoup de temps et de peines.

Je ne me dissimule pas, ainsi que je l'ai déjà exprimé au commencement de ma lettre, que beaucoup de départemens sont loin de trouver dans l'imposition de leurs cinq centimes facultatifs une ressource proportionnée aux objets urgens auxquels ils ont à pourvoir; je reconnais aussi que le dégrèvement qui va avoir lieu en 1821, dans les départemens surchargés, sur le principal des contributions foncière et personnelle, diminuera encore cette ressource. Mais les conseils généraux seront à même de juger si, parmi les différens articles indiqués dans ma circulaire, il n'en est pas quelques-uns de nature à être portés en première ligne au nombre des dépenses que la justice et l'urgence leur recommandent de prendre plus particulièrement en considération.

(*Listes électorales.*)

Paris, le 2 Août 1821.

Le Ministre de l'intérieur (*Comte Siméon*),  
Aux Préfets.

(EXTRAIT.)

J'AI l'honneur de vous transmettre une ampliation d'une ordonnance du Roi, en date du 1<sup>er</sup> de ce mois (1), qui prescrit, pour le 20 de ce mois, la publication des listes électorales dans les départemens de la 5.<sup>e</sup> série.

.....  
.....

Les relevés supplémentaires, publiés de dix jours en dix jours, devront indiquer séparément et sous trois titres différens, 1.<sup>o</sup> les

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 471; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 11113.

additions ; 2.<sup>o</sup> les retranchemens ; 3.<sup>o</sup> les rectifications ( par suite de changemens dans la cote précédemment inscrite, d'erreurs dans le nom ou le domicile, &c. ). Il ne faudra pas omettre de placer en regard des électeurs compris dans les retranchemens ou les rectifications les numéros sous lesquels ils étaient inscrits sur les premières listes.

Enfin il conviendra de publier, avec les arrêtés contenant les relevés supplémentaires relatifs aux collèges d'arrondissement, un arrêté indiquant les changemens correspondans qui en résulteront pour le collège départemental.

Vous m'adresserez, selon l'usage, deux exemplaires de chacune des listes principales et supplémentaires : vous aurez soin d'envoyer en feuilles détachées celles qui occuperont plusieurs feuilles.

( *Dépenses diocésaines.* )

Paris, le 4 Août 1821.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),  
Aux Evêques.

J'AI l'honneur de vous transmettre copie de la circulaire que j'ai adressée aux préfets, afin d'appeler l'attention des conseils généraux sur les diverses parties des dépenses diocésaines qui, n'étant comprises par la loi, ni au budget des dépenses fixes et communes départementales, ni à celui des travaux d'intérêt général, ne peuvent être imputées que sur les centimes facultatifs, dont l'emploi et la libre répartition appartiennent aux conseils généraux : telles sont, relativement au personnel, les indemnités à l'archevêque ou évêque, aux vicaires généraux, chanoines, provicaires généraux, supérieurs et professeurs de séminaires, en remplacement des anciens supplémens de traitement qui leur étaient alloués antérieurement à 1818 ;

Relativement au matériel, les secours pour établissement ou entretien de l'école secondaire ecclésiastique et pour restauration des églises monumentales, là où les communes seraient hors d'état d'y pourvoir.

J'ai fortement insisté, comme vous le verrez, sur ces divers besoins ; je ne doute pas que les demandes directes des évêques, encore plus pressantes, parce qu'elles seront appuyées sur des données locales et positives, ne déterminent les conseils généraux à faire tous les efforts que leur permettra le plus ou moins d'étendue des autres besoins auxquels ils ont également à pourvoir sur le produit de ces mêmes centimes facultatifs.

Je vous engage à communiquer immédiatement au préfet de chacun des départemens composant votre diocèse, si vous ne l'avez déjà fait, l'état de vos demandes, en ce qui concerne les objets de personnel et de matériel énumérés ci-dessus, pour lesquels des votes vous paraîtraient nécessaires.

J'ai soigneusement expliqué aux évêques, dans ma circulaire du 23

juillet 1820 (1), la différence qui existe entre les dépenses diocésaines comprises au budget des dépenses fixes et communes départementales, imputées sur les centimes centralisés, et celles désignées sous la dénomination de *travaux d'intérêt général*, auxquelles il est pourvu sur les fonds du trésor royal.

Celle d'aujourd'hui indique les autres dépenses diocésaines qui ne peuvent obtenir d'allocations que sur les centimes facultatifs.

Il est bien important que vous ayez l'attention d'observer cette division en trois classes, dans les états que vous adresserez aux préfets. Il arrive souvent que le défaut de soin à cet égard a induit le préfet et le conseil général en erreur, et que des dépenses qui auraient été accueillies, si ce dernier les eût comprises dans son budget facultatif, ont été portées sur un autre, où leur nature ne leur permettait pas de figurer, et d'où elles ont été rejetées.

---

(Tableaux de récoltes.)

Paris, le 7 Août 1821.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),  
Aux Préfets.

LA récolte en grains de la présente année est maintenant ouverte ou près de s'ouvrir par-tout. Le moment est venu pour l'administration de se mettre en mesure d'en connaître, aussi exactement que possible, les résultats. C'est une obligation qui se renouvelle tous les ans, et qui mérite toujours d'occuper sa sollicitude d'une manière spéciale, dans quelque situation que se trouve l'approvisionnement intérieur du royaume, soit qu'il y ait surabondance, ou insuffisance présumée, générale ou locale; puisque, dans le premier cas, il faut préserver l'agriculture du préjudice que lui causerait la stagnation de ses produits, et que, dans le second, c'est un devoir pour le Gouvernement de faciliter les arrivages extérieurs, ou les mouvemens de la circulation intérieure.

Quoique les bases posées par les modifications que la loi du 4 du mois dernier (2) a apportées à celles des 2 décembre 1814 (3) et 16 juillet 1819 (4) aient pourvu à ces alternatives, néanmoins il est important d'observer attentivement quels seront les effets de la nouvelle loi. Le point de départ, nécessaire pour l'esprit, dans ces observations, serait une notion exacte des ressources générales et actuelles du royaume en fait de subsistances.

Le 24 juillet 1820 (5), je vous ai envoyé des modèles de tableaux destinés à recevoir, pour la même année, 1.<sup>o</sup> le produit numérique

---

(1) Voir cette circulaire à sa date.

(2) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 462; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 10886.

(3) *Idem*, n.<sup>o</sup> 59; 5.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 498.

(4) *Idem*, n.<sup>o</sup> 294; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 6988.

(5) Voir à cette date.



des terres emblavées en chaque espèce de grains et de farineux, dans votre département; 2.<sup>o</sup> les rapports de ces produits et des restes des années antérieures, ainsi que des importations, avec les divers besoins de la consommation. Les deux modèles que j'ai l'honneur de vous adresser aujourd'hui sont absolument semblables. Il est inutile que j'entre dans aucun détail sur la partie mécanique, je veux dire, sur le mode de procéder pour remplir chacune des colonnes dont se composent les tableaux. Il serait également superflu que je vous indiquasse les sources auxquelles vous pourrez puiser les documens élémentaires; je ne ferais que vous répéter ce que je vous ai dit dans les instructions qui accompagnaient les modèles de l'année dernière.

Je dois rendre justice aux soins que m'ont paru s'être donnés la plupart des préfets pour approcher du degré de perfection auquel il est bien à désirer que ce travail puisse arriver un jour. Je compte assez sur leurs lumières et sur leur zèle pour être persuadé qu'ils tendront vers ce but avec persévérance.

Il est cependant quelques écueils que tous n'ont pas évités; soit qu'ils aient accordé trop de confiance aux renseignemens que leur ont fournis les autorités locales; soit qu'ils aient donné, dans leurs bureaux, à des personnes trop peu attentives, le soin de coordonner ces élémens.

Par exemple,

1.<sup>o</sup> Beaucoup de tableaux présentent des variations si sensibles, d'une année à l'autre, dans le nombre d'hectaresensemencés, non-seulement en chaque espèce de grains, mais encore en toute espèce, même dans les contrées où le mode d'assolement est le moins mobile, qu'il est difficile de croire à leur exactitude. D'autres paraissent pêcher par une uniformité si rigoureusement identique, qu'elle devient invraisemblable.

2.<sup>o</sup> Les questions du premier tableau ont été, à l'exception de la deuxième, disposées de manière qu'elles pussent se servir réciproquement de contrôle. J'ai eu lieu de remarquer que les résultats numériques qui y répondent ne sont pas toujours en parfaite harmonie.

3.<sup>o</sup> La population portée dans le deuxième tableau, l'année dernière, a souvent été prise sur des relevés trop anciens; en sorte que l'évaluation de la consommation des habitans s'est trouvée fautive, tantôt en moins, tantôt en plus, selon que cette population s'est accrue, ou a diminué, depuis le recensement que l'on a consulté. Celui que j'ai prescrit par ma circulaire du 26 juin 1820 (1), et qui doit être achevé depuis long-temps, servira dorénavant de règle pour calculer les besoins alimentaires.

4.<sup>o</sup> Quelques préfets ont déterminé, sur des principes fixes, judicieusement combinés d'après la connaissance qu'ils avaient des habitudes locales, les quantités de chaque espèce de grains qui pourraient entrer dans la même consommation. Ils ont même expliqué sur

---

(1) Voir cette circulaire à sa date.

quelles règles ils ont établi leurs calculs proportionnels. Il serait à désirer que tous procédassent de la même manière; qu'au moins, une fois pour toutes, ils me fissent connaître les principes qu'ils ont adoptés et les motifs qui les y ont déterminés; enfin, qu'ils prissent en considération différentes circonstances qui augmentent ou diminuent les besoins de céréales: ici, la nature des travaux, qui, selon qu'ils sont pénibles ou peu fatigans, exigent une nourriture plus ou moins solide; là, les économies que des supplémens alimentaires, tels que l'abondance de vin, de bière, de poisson, de viande, &c, peuvent procurer sur les grains; ailleurs, la médiocre qualité des céréales, laquelle donne lieu à un plus grand emploi pour fournir la même quantité de substance nourricière.

5.<sup>o</sup> La consommation des animaux domestiques, et celle pour d'autres usages, paraissent évaluées, en général, assez arbitrairement. Il serait nécessaire que les préfets m'indiquassent les bases qu'ils prennent, et qu'ils détaillassent, par exemple, le nombre approximatif de chevaux, de moutons, ou d'autres animaux domestiques, à la nourriture desquels il y aura à pourvoir avec des grains ou d'autres farineux.

6.<sup>o</sup> Comme la réponse à la quatrième question du premier tableau doit présenter le nombre d'hectolitres que chaque hectare doit employer pour semence, le quotient des chiffres de cette colonne multipliés par ceux de la première devrait toujours être identique avec les quantités portées à la sixième colonne du deuxième tableau, au moins lorsque l'assolement ne varie pas. Cependant j'ai rencontré dans les réponses de l'année dernière des incohérences trop remarquables pour pouvoir être expliquées par un simple accroissement ou une diminution de culture en telle ou telle espèce de grains.

7.<sup>o</sup> Il serait encore utile que les quantités de chaque espèce de grains restant des récoltes antérieures à l'ouverture de la moisson nouvelle, ou des importations intérieures et du dehors, fussent établies avec autant de soin qu'il est possible, puisqu'elles font partie des ressources disponibles. J'ai eu lieu de soupçonner que cette partie du travail est fort négligée.

8.<sup>o</sup> Enfin, plusieurs préfets n'envoient leurs tableaux au ministère que fort tard; par exemple, aux mois de janvier et de février, et après avoir été sollicités à différentes reprises; tandis que, même dans les contrées où l'on fait une première et une seconde récolte, leur travail pourrait facilement être clos à la fin de novembre.

Comme je suis persuadé que vous êtes animés du désir de concourir de tous vos moyens au perfectionnement et à l'utilité de ces documens, j'espère que vous vous empresserez de répondre à l'appel que je viens de vous faire, en vous présentant les inconvéniens à éviter et les améliorations à obtenir. Au surplus, je sais que plusieurs des détails que je demande ne pourraient pas trouver place sur les tableaux; mais vous sentirez la nécessité d'en faire l'objet d'explications supplémentaires.

---

*Secours aux religieuses professes et aux curés et desservans en retraite.)*

Paris, le 11 Août 1821.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

( EXTRAIT. )

J'AI l'honneur de vous informer que, malgré la faiblesse des ressources que la loi du 4 juillet dernier (1) ajoutera, cette année, au budget du clergé, le Roi a voulu faire immédiatement participer à ce bienfait les trois classes les plus souffrantes dans l'église de France ; il a décidé, par son ordonnance du 31 du même mois (2), qu'à dater du 1.<sup>er</sup> juillet 1821, l'indemnité annuelle accordée aux vicaires sur les fonds du trésor est portée de 250 à 300 francs, et que le secours alloué en 1820 pour les curés et desservans en retraite, ainsi que pour les anciennes religieuses, sera augmenté d'un dixième en 1821.

*(Travaux des routes départementales.)*

Paris, le 20 Août 1821.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron *Mounier*),

Aux Préfets.

LES retards qu'éprouve l'exécution des travaux des routes départementales ont appelé l'attention du Gouvernement : on s'est plaint de ce que souvent ils restaient suspendus par l'obligation d'attendre l'autorisation du ministre, d'où il résultait que les travaux ne pouvaient être exécutés dans la saison favorable et que les fonds votés par les conseils généraux demeuraient sans emploi. Desirant obvier à ces inconvéniens, le ministre s'est fait rendre compte des règles établies dans cette partie de l'administration, et s'est convaincu qu'il était possible de les simplifier sans nuire à la bonne exécution des travaux. Son Excellence a proposé en conséquence à l'approbation du Roi diverses mesures qui font l'objet de l'ordonnance du 8 de ce mois (3).

D'après l'article 1.<sup>er</sup>, votre approbation suffira désormais pour faire exécuter les travaux de simple entretien, à quelques sommes qu'ils s'élèvent, sur la présentation des projets dressés régulièrement par les ingénieurs ordinaires, vérifiés et arrêtés par les ingénieurs en chef. Vous pourrez en ordonner l'adjudication dans les limites des sommes votées par le conseil général et allouées par le ministre.

(1) Bulletin des lois, n.º 462 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 10887.(2) *Idem*, n.º 472 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 11123.(3) *Idem*, n.º 471 ; 7.<sup>e</sup> série, n.º 11116.



Conformément à l'article 2, votre approbation suffira également pour les travaux d'art dont la dépense n'excédera pas 5,000 francs, toutes les fois qu'ils n'exigeront, ni acquisitions de terrains, ni changemens dans la direction ou les alignemens des routes. Ces projets ne devant plus être soumis au conseil des ponts et chaussées, vous verrez sans doute dans cette mesure un nouveau motif de les examiner avec une scrupuleuse attention, afin d'éviter qu'il ne s'y glisse des erreurs que, dans la marche suivie précédemment, un second examen aurait pu faire disparaître. Lorsque les travaux à exécuter vous paraîtront présenter quelques difficultés, ou quelque question importante à résoudre, vous vous empresserez de m'en prévenir, afin que je puisse les déférer au conseil des ponts et chaussées.

Vous voudrez bien me donner avis de toutes les autorisations que vous aurez accordées pour les travaux d'art, en indiquant avec soin les routes et parties de route, l'objet des travaux et le montant de la dépense.

L'article 3 vous autorise à faire exécuter sur-le-champ les adjudications que vous aurez passées régulièrement et après deux publications d'affiches, conformément à l'arrêté du 19 ventôse an 11 [ 10 mars 1803 ] (1), à moins qu'il ne s'élève quelque réclamation : dans ce cas, vous aurez à demander et à attendre la décision du ministre. Je vous prie de m'informer exactement de ces opérations, en me faisant connaître la date de l'adjudication, l'objet des travaux, le montant du devis, et le rabais obtenu.

Quant aux travaux qu'il serait nécessaire de faire exécuter par urgence, soit par régie, soit sur simple soumission et sans publication d'affiches, vous continuerez à demander l'autorisation du ministre pour ceux qui excéderont 3,000 francs, ainsi que le prescrit l'arrêté précité du 19 ventôse an 11.

Enfin, l'article 4 vous autorise à ordonner, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef, l'abattage des arbres qui sont plantés sur les routes et sur les terres riveraines; vous n'aurez donc plus à demander d'approbation à cet égard.

*( Bourses et demi-bourses fondées dans les séminaires protestans. )*

Paris, le 24 Août 1821.

Le Ministre de l'intérieur (Comte Siméon),

Aux Présidens des églises consistoriales.

Je crois utile de rappeler aux consistoires les diverses formalités à remplir pour l'obtention des bourses et demi-bourses fondées dans les séminaires protestans de Montauban et de Strasbourg, ainsi que les pièces qui doivent accompagner ces demandes.

Elles doivent être faites en vertu d'une délibération du consistoire

(1) Voir cet arrêté, tome I.<sup>er</sup>, page 253.



dont dépendent les candidats, et après s'être assuré de leur vocation bien décidée pour la carrière évangélique. La délibération devra énoncer les noms et prénoms et l'âge du sujet présenté, la profession, le nombre d'enfans de ses père et mère : cette pièce devra toujours être signée par le président et le secrétaire du consistoire.

Vous aurez soin de joindre à la délibération, 1.<sup>o</sup> le diplôme de bachelier ès lettres, ou une déclaration faite par le doyen de la faculté près de laquelle le candidat suivra son cours de théologie, et constatant qu'il est muni de ce diplôme;

2.<sup>o</sup> Un extrait certifié des contributions que paient ses père et mère, afin que le bienfait ne puisse profiter qu'à ceux dont les parens seraient dans l'impossibilité de supporter les frais qu'entraînent les études théologiques, conformément au but de la fondation.

Je saisis avec plaisir cette occasion pour vous annoncer que, par ordonnance royale du 31 juillet dernier, le nombre des bourses fondées à Montauban a été porté à quatorze, et celui des demi-bourses à vingt-huit.

La même ordonnance a porté à douze le nombre des bourses fondées à Strasbourg, et celui des demi-bourses à vingt-quatre, indépendamment des quatre bourses et huit demi-bourses déjà attribuées, dans le séminaire de cette ville, aux élèves de la communion réformée.

---

*(Propagation de la vaccine.)*

Paris, le 4 Septembre 1821.

Le Conseiller d'état chargé de l'administration générale des hospices et établissemens de bienfaisance (Baron *Capelle*),

Aux Préfets.

Dès l'époque où la vaccine a été introduite en France, le Gouvernement n'a rien négligé pour en favoriser la propagation et pour en faire apprécier les avantages. La voix des ministres du culte s'est réunie à celle des autorités civiles pour recommander aux citoyens la pratique de cette méthode salutaire. Des dépôts de vaccin ont été établis, des vaccinateurs salariés ou animés d'un zèle désintéressé parcourent les campagnes, et le succès de leurs efforts est récompensé par les prix que l'on décerne chaque année.

Mais, parmi les moyens que l'on a employés dans quelques départemens pour propager la vaccine, il en est qui me semblent devoir produire des effets opposés à ceux qu'on se propose d'obtenir, et qui répugnent d'ailleurs aux principes du gouvernement sous lequel nous avons le bonheur de vivre. Je veux parler ici de ces arrêtés qui ferment l'entrée des hôpitaux et des autres établissemens de bienfaisance aux individus non vaccinés, qui excluent de toute participation aux secours publics les parens qui refusent de faire vacciner leurs enfans.

On conçoit que, dans les premières années qui ont suivi la découverte de la vaccine, de semblables moyens aient pu paraître

nécessaires pour surmonter les résistances que les préjugés opposent toujours aux progrès des méthodes nouvelles : mais ce n'est pas après vingt-cinq années de succès que la vaccine peut avoir besoin d'un tel appui pour maintenir et étendre son heureuse influence sur la population et sur la santé publique.

C'est exercer une véritable contrainte que de placer un malheureux dans l'alternative de renoncer aux secours nécessaires à son existence, ou de se soumettre à une opération qu'il regarde comme dangereuse ou illicite. Le retour aux idées conservatrices de l'ordre et de la liberté doit donc nous faire repousser de plus en plus des mesures semblables à celles que je viens de signaler à votre attention. Il faut chercher à éclairer les hommes sur leurs vrais intérêts ; mais c'est la persuasion, et non la contrainte, qui peut dissiper les préjugés et assurer le succès des découvertes utiles.

L'administration doit se borner désormais aux mesures qui peuvent engager et persuader les citoyens, et stimuler le zèle des vaccinateurs : je ne doute pas qu'elles ne suffisent pour vaincre les obstacles qui arrêtent encore les progrès de la vaccine, et pour en étendre les bienfaits à la totalité de la population.

---

( Collèges électoraux. — Listes. )

Paris, le 7 Septembre 1821.

Le Ministre de l'intérieur ( Comte *Siméon* ),  
Aux Préfets.

( EXTRAIT. )

.....  
.....  
La liste destinée à servir pour le scrutin de chaque collège ou section de collège devra être adressée à chaque président dans les vingt-quatre heures qui précéderont l'ouverture.

Vous remarquerez que le modèle est conçu de manière que la même liste puisse servir à tous les tours de scrutin, et qu'il n'a fallu pour cela que multiplier, en nombre égal à celui de ces *tours*, le nombre des colonnes destinées à recevoir pour chaque vote la signature des scrutateurs. Ce moyen, qui satisfait également aux intentions de la loi et à la garantie des opérations, évite l'obligation de faire autant de copies de ces listes qu'il peut y avoir de scrutins. Toutefois, comme il faut tout prévoir, il conviendra que chaque président ou vice-président en reçoive deux copies.

Vous aurez à en faire une troisième pour rester affichée, dès l'ouverture de la séance, dans chaque collège ou section de collège ; mais celle-ci, ne servant point à recueillir les votes, devra contenir seulement, outre le numéro d'ordre, les nom, prénoms, qualifications et domicile de chaque électeur ; c'est-à-dire qu'elle devra être

conforme au modèle que je vous transmets, moins les colonnes destinées à recevoir les signatures des scrutateurs.

*(Emploi du produit des coupes extraordinaires de bois.)*

Paris, le 18 Septembre 1821,

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron Mounier),

Aux Préfets.

Aux termes de l'ordonnance du 7 mars 1817 (1), les fonds provenant des coupes extraordinaires accordées aux communes et aux établissemens publics dans les quarts de réserve des bois qui leur appartiennent doivent être versés par les receveurs généraux, chargés du recouvrement des traites, à la caisse des dépôts volontaires.

Le Gouvernement, occupé des moyens d'améliorer les diverses branches de l'administration publique, a reconnu qu'une disposition aussi générale, sans réserve et sans distinction relative à l'importance et à la modicité du prix des adjudications, n'était pas sans inconvénient, et qu'il était utile et convenable de la modifier, de manière à simplifier les écritures multipliées qu'elle impose à la caisse des dépôts, et à rendre à-la-fois plus prompt et plus facile l'emploi des fonds de cette nature.

Tel est, à cet égard, le but de l'ordonnance rendue par le Roi le 5 de ce mois (2).

Il résulte de l'article 1<sup>er</sup> de cette ordonnance que les fonds provenant de coupes extraordinaires ne seront plus versés à la caisse des dépôts, lorsque, par l'effet de l'adjudication, la totalité du prix de la coupe adjugée n'excédera pas la somme de 1,000 francs.

Vous remarquerez toutefois que, pour éviter la stagnation des fonds dans les caisses des communes et des établissemens propriétaires, et prévenir les abus et les désordres qu'elle a fait naître, le même article impose aux receveurs généraux des finances l'obligation de faire le recouvrement du prix de ces adjudications à titre de placement en compte courant au trésor royal.

Vous remarquerez aussi qu'aux termes de l'article 2, et pour ménager aux établissemens propriétaires les moyens de pourvoir aux premiers à-comptes qu'ils peuvent avoir à payer par urgence sur les dépenses auxquelles le produit des coupes est affecté, les receveurs généraux auront à recevoir et à réserver, au même titre et sous les mêmes conditions,

1.<sup>o</sup> La somme de 1,000 francs sur les coupes extraordinaires dont la vente n'excédera pas 5,000 francs,

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 146; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 1885.

(2) *Idem*, n.<sup>o</sup> 477; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 11264.



2.<sup>e</sup> Le cinquième du produit des coupes de même nature dont l'adjudication excédera 5,000 francs.

Le surplus du prix des ventes continuera d'être versé à la caisse des dépôts volontaires.

Ces modifications à l'ordonnance du 7 mars 1817 ne me paraissent point exiger d'instructions particulières.

Ainsi donc, en m'en rapportant aux mesures que vous croirez devoir prendre pour assurer et régulariser l'exécution de l'ordonnance du 5 septembre, je me bornerai à vous faire observer que, le prix des coupes étant payable en traites, il conviendra de faire opérer sur les premiers recouvremens du montant de ces traites les réserves autorisées par l'article 2 de cette ordonnance.

J'ajouterai à cette observation que les placemens qu'elle prescrit doivent être faits conformément aux réglemens relatifs au mode et aux conditions des placemens de cette nature.

Vous remarquerez que les fonds placés de cette manière doivent être constamment tenus, avec les intérêts qui en proviendront, à la disposition des communes et des établissemens propriétaires, et que désormais il suffira de votre simple autorisation pour en faire opérer la remise et la réintégration dans leurs caisses. Vous aurez toutefois à vous rappeler qu'aux termes de l'ordonnance du 7 mars 1817, les fonds provenant des coupes extraordinaires ne peuvent être employés qu'aux dépenses extraordinaires qui ont motivé les coupes accordées, ou à celles qui pourraient être ultérieurement et régulièrement approuvées.

Quant aux fonds de même nature qui doivent continuer à être versés à la caisse des dépôts, et à ceux dont les communes sont actuellement créditées à cette caisse, la marche suivie jusqu'à présent pour obtenir la réintégration des sommes qu'exigent les besoins compliquant inutilement le travail des bureaux, et donnant lieu à des retards, par la multiplicité des demandes isolées et partielles qui me sont successivement transmises, il importe de prendre des mesures pour en faire cesser les inconvéniens.

Pour atteindre ce but, il convient de réunir, dans le cours de chaque trimestre, les demandes qui vous seront adressées par les communes en un état collectif, et de m'en faire l'envoi, *en triple exemplaire*, dans la forme du modèle ci-joint. Vous aurez soin de produire à l'appui de l'état les pièces tendant à justifier les dépenses auxquelles devront être appliqués les fonds dont la réintégration vous sera demandée. Vous ferez en outre certifier par le receveur général que les sommes dont les communes sont créditées à la caisse des dépôts permettent la réintégration proposée.

Vous transmettrez, en triple exemplaire, un état semblable pour les hospices et les autres établissemens propriétaires de fonds à la caisse des dépôts.

Vous veillerez au surplus à ce que l'ordonnance précitée du 7



mars 1817 et les instructions du 11 juin de la même année (1) soient exécutées dans toutes les dispositions qui ne se trouvent pas modifiées, et notamment en ce qui concerne l'état des coupes adjudicées, dont l'envoi vous est prescrit par l'article 3 de cette ordonnance.

(Eglises monumentales.)

Paris, le 12 Octobre 1821.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

PLUSIEURS conseils généraux ont appelé l'attention du Gouvernement sur l'état de dégradation croissante dans lequel se trouvent diverses églises monumentales, qui exigent des travaux trop dispendieux pour qu'ils puissent être supportés par les communes ou imputés sur les centimes facultatifs des départemens.

Il existe en effet dans le royaume un grand nombre de ces églises, telles qu'anciennes cathédrales, collégiales et abbatiales, auxquelles se rattachent de précieux souvenirs, ou qui, pouvant être considérées comme monumens de l'art, méritent, sous ce double rapport, qu'on attache un grand prix à leur conservation.

Jusqu'à présent, les fonds du budget de mon ministère n'ont offert aucune ressource susceptible d'être affectée aux réparations de ces édifices.

Cependant, comme il faut espérer qu'on sentira bientôt l'urgente nécessité de pourvoir, par un crédit spécial, à ce genre de besoins, je dois être à portée d'en faire connaître l'ensemble.

Je vous prie en conséquence de m'adresser un tableau conforme au modèle ci-joint, et d'avoir le soin de n'y faire figurer que des édifices vraiment remarquables, tels que ceux qui auraient déjà excité la sollicitude du conseil général, ou dont la conservation serait l'objet du vœu de la population entière de votre département.

(Permis de port d'armes.)

Paris, le 20 Octobre 1821.

Le Directeur général de l'administration départementale et de la police (Baron *Mounier*),

Aux Préfets.

LE décret du 4 mai 1812 (2) porte que quiconque sera trouvé chassant et ne justifiant pas d'un permis de port d'armes sera traduit

(1) Voir à cette date.

(2) Bulletin des lois, n.º 434; 4.º série, n.º 7983.

devant le tribunal de police correctionnelle, et puni d'une amende qui pourra, en cas de récidive, être élevée jusqu'à la somme de 200 francs. Le prix de ces permis, fixé d'abord à 30 francs, a été réduit, par l'article 77 de la loi du 28 avril 1816 (1), à la somme de 15 francs; et, d'après l'ordonnance du 17 juillet même année (2), cette rétribution doit être payée *indistinctement* par tous ceux qui seront dans le cas de se pourvoir de permis de port d'armes.

Des informations parvenues à M. le ministre des finances donnent à croire que l'exécution de ces dispositions est négligée dans la plupart des départemens : il paraît même que, sur quelques points, des maires et des officiers de gendarmerie chassent sans permis de port d'armes, donnant ainsi le fâcheux exemple des contraventions aux lois, lorsqu'ils devraient être les premiers à s'y soumettre et à les faire respecter.

De tels abus sont trop préjudiciables aux intérêts du trésor pour qu'on ne doive pas s'empresser d'en arrêter le cours. Les réglemens ne dispensent personne. Les contraventions doivent être constatées, la répression doit en être poursuivie, quels que soient le rang et les fonctions du contrevenant. Je vous prie de rappeler aux autorités qui vous sont subordonnées les obligations qu'elles ont à remplir à cet égard. En leur recommandant de veiller à la stricte et rigoureuse observation des réglemens, en leur faisant connaître que la négligence serait de leur part un tort inexcusable, vous ne laisserez point ignorer que l'intention formelle du Gouvernement est de sévir contre tout fonctionnaire, employé ou agent qui donnerait le dangereux exemple de la désobéissance aux lois, et vous saurez, au besoin, saisir l'occasion de faire les exemples nécessaires.

---

(*Emploi des secours accordés pour grêle, incendie et autres cas fortuits.*)

Paris, le 24 Octobre 1821.

Le Conseiller d'état chargé de l'administration générale des hospices et établissemens de bienfaisance (Baron Capelle),  
Aux Préfets.

DE toutes les allocations portées au budget de l'État, il n'en est point, sans doute, dont l'emploi exige plus de soins et d'attention que le produit du centime affecté à des *secours pour grêle, incendie et autres cas fortuits*.

Ce fonds, entièrement séparé dès 1819 du fonds alloué pour *dégrèvemens et non-valeurs*, a désormais reçu de la loi elle-même, dont je viens de citer les expressions, une destination précise et obligée.

Des instructions données en 1812 ont jusqu'à présent servi de

---

(1) Bulletin des lois, n.º 81; 7.º série, n.º 623.

(2) *Idem*, n.º 101; 7.º série, n.º 915.

guide pour la distribution de ces secours ; mais , soit qu'on néglige de les consulter , soit que , faites dans un temps où les règles à suivre n'étaient point aussi obligatoires , elles les aient conseillées beaucoup plus que prescrites , je remarque qu'en général on ne s'y conforme point assez , et que quelquefois on s'en écarte entièrement.

Afin de faire cesser ces inconvénients , je vais entrer dans quelques explications qui mettront en évidence la véritable destination de ce centime.

Je commencerai par vous faire observer qu'il s'agit d'un *secours* et non d'une indemnité , et que le secours n'est accordé que pour *grêle , incendie et autres cas fortuits* , c'est-à-dire , pour réparer des pertes résultant d'accidens imprévus , et non des pertes qui tiendraient au cours ordinaire des choses.

Il ne peut donc pas être question d'indemniser tous ceux qui ont perdu , par suite de *grêle , d'incendie et autres cas fortuits* , mais bien de secourir ceux d'entre eux qui ont besoin de l'être parce qu'ils sont dépourvus de ressources suffisantes pour pouvoir se relever de leurs pertes. Cette intention est manifestée par les propres expressions de la loi , qui ne parle que de *secours* , et ne l'est pas moins par la modicité de la somme qu'elle y consacre. En effet , quels avantages pourrait-on retirer du produit d'un seul centime , s'il devait être proportionnellement réparti en indemnités de toutes les pertes occasionnées , dans le courant d'une année , par des accidens imprévus ?

Si , au contraire , l'application en est faite ainsi qu'elle est ordonnée et avec le discernement qu'elle exige , le bienfait portera tous ses fruits , puisque les petits cultivateurs , à qui la grêle , la gelée , les inondations , enlèvent si souvent leurs récoltes , leurs plantations , ou les ouvrages d'art qui les protègent , pourront être efficacement aidés à reprendre des travaux qui , sans cela , seraient , la plupart du temps , perdus pour eux et pour l'agriculture. De même , lorsqu'un incendie aura consumé l'habitation d'une famille indigente , la manufacture ou l'atelier de l'homme industriel , le même secours pourra contribuer à rendre , à l'une , sa demeure , et , à l'autre , les moyens de travailler et de produire.

Toutefois il ne faudrait pas induire de ce qui précède qu'il y ait analogie entre cette allocation et la taxe des pauvres établie dans un pays voisin ; ce serait sortir d'une erreur pour tomber dans une autre , et méconnaître l'intention du législateur.

Sans doute , il a voulu par-là secourir le pauvre , mais le pauvre qui travaille et qui produit , afin de l'aider à se relever des pertes qui pourraient , non-seulement le priver du travail qui le fait vivre , mais priver la société des produits de ce travail , qui forment une portion plus ou moins grande de la richesse publique ; et c'est en quoi ce secours , qui n'a point le caractère d'une indemnité , n'a pas non plus celui d'une aumône.

Après les observations que je viens de vous présenter , il serait superflu de vous dire que les individus qui ont fait assurer leurs récoltes , leurs maisons , leurs usines ou leurs ateliers , par des compagnies



d'assurance, et qui, en cas de *sinistre*, doivent en être dédommagés par elles, n'ont aucun droit aux secours du Gouvernement, qui, je le répète, n'appartiennent qu'aux malheureux qui n'ont point les moyens de réparer leurs pertes.

Il me reste à vous parler d'une autre destination du fonds de secours.

Toutes les fois que des accidens imprévus frappent l'agriculture ou l'industrie, beaucoup d'individus que l'une et l'autre employaient, restent inoccupés et se trouvent ainsi enveloppés dans les effets de ces *désastres* : il est donc également juste, également conforme aux intentions de la loi, de les secourir, en leur procurant d'autres travaux ; mais cette partie du secours doit être proportionnée au dommage, bien moindre pour cette classe, qui n'est frappée qu'indirectement, que pour celle qui l'est directement.

Il ne s'agit ici que d'ateliers de charité à établir comme dédommagement des pertes causées à la classe ouvrière par des accidens imprévus, et non des ateliers de charité ordinaires, qu'on établit dans des vues générales de bienfaisance et d'utilité publique. Ceux-ci sont classés, par les lois de finances, au nombre des dépenses départementales, et leurs frais imputés sur le produit des centimes variables. Sans doute, les uns et les autres ateliers ont des résultats semblables ; mais ils diffèrent par leurs causes, et il importe de ne point les confondre.

Ces explications suffiront, je n'en doute pas, pour vous faire sentir dans quel esprit, avec quelle prévoyance, doivent être faites les répartitions dont vous êtes chargé, et combien il serait fâcheux de vous en écarter, puisque ce serait à-la-fois, et agir irrégulièrement, et rendre infructueux les effets d'une haute bienfaisance.

Je ne me dissimule aucune des difficultés que présentent les distributions à faire, soit par S. Exc. le ministre de l'intérieur, soit par les préfets ; mais plus ces difficultés sont réelles, plus il importe de bien s'entendre pour les surmonter.

Vous êtes sûrement persuadé qu'un tel bienfait a pour première condition d'être promptement appliqué, et que tout retard nuit à ses utiles effets ; vous mettrez donc toute votre activité, tous vos soins, à procurer cette indispensable promptitude.

Aussitôt que vous êtes informé d'un désastre survenu, vous devez en avertir le ministre, et joindre à cet avis une évaluation approximative des pertes qu'il a occasionnées. Cette démarche, dans laquelle tout retard serait si justement blâmable, a pour résultat d'obtenir un secours provisoire, que vous devez faire immédiatement distribuer.

En transmettant ce premier avis, vous avez dû donner vos ordres pour faire évaluer le dommage, conformément à l'arrêté du 24 floréal an 8 [14 mai 1800] (1). C'est d'après cette évaluation que Son Excellence détermine les sommes définitives à accorder.

Vous avez procédé ou dû procéder, jusqu'à présent, ainsi que je

---

(1) Bulletin des lois, n.º 25 ; 3.º série, n.º 170.



viens de le dire : il conviendra d'y ajouter désormais un état de fin d'année, conforme au modèle ci-joint, pour faire connaître l'étendue des pertes éprouvées, dans le cours de l'année. Cet état, qui devra être adressé au ministre avant le 1.<sup>er</sup> février de l'année suivante, servira à compléter les distributions, à les mieux proportionner à l'étendue des pertes, en y employant le reliquat de fonds qui restera disponible à cette époque.

Il est nécessaire que les évaluations, soit provisoires, soit définitives, comprennent, pour chaque accident imprévu, l'ensemble des pertes qu'il a occasionnées, sans égard à ceux qui, par leur position, ont ou n'ont pas droit à être secourus : c'est d'après cet ensemble, que Son Excellence règle la somme à accorder, laquelle, en raison de sa destination, et sur-tout de la limite mise par les lois de finances au fonds général qu'elles allouent pour cela, est nécessairement fixée à une proportion bien inférieure à l'évaluation des pertes, mais qui est toujours déterminée d'après cette évaluation, comme étant la seule base positive.

Vers le neuvième mois de chaque année, c'est-à-dire, à une époque où la plupart des désastres à craindre se sont ordinairement réalisés, vous ferez connaître quel nombre plus ou moins grand d'ouvriers non propriétaires en a indirectement souffert; si vous croyez qu'il y ait lieu d'allouer, pour les secourir, des fonds pour être employés en ateliers de charité, et à quelle proportion, comparée à la somme des pertes, il convient de porter ces allocations. Les notions parvenues jusqu'à présent à Son Excellence ne permettent pas de penser qu'elles puissent jamais s'élever à plus d'un quart des sommes à accorder pour secours directs et effectifs. Si l'époque que je vous assigne pour cette demande ne convenait point aux besoins ou aux habitudes de votre département, vous pourriez ne l'adresser qu'en même temps que l'état de fin d'année dont j'ai parlé plus haut.

Il me reste à entrer dans les détails des distributions locales.

Vous savez, et je viens de vous rappeler, dans quelles formes les pertes doivent être évaluées; mais ces évaluations ne sont qu'un des éléments qui doivent servir à régler la répartition des secours, puisqu'elle ne doit être faite qu'en faveur de ceux qui, si on ne les secourait pas, ne pourraient se relever de leurs pertes.

Les diverses contributions payées par chacun d'eux vous feront, en général, connaître leur aisance et leurs besoins; mais, comme ce moyen n'est ordinairement vrai que pour les propriétaires cultivateurs, il faudra nécessairement chercher d'autres régulateurs et d'autres renseignements.

Il me semble que ce qu'il y a de mieux à faire est de former, dans chaque commune frappée par un accident imprévu, une commission composée du maire, qui la présidera, des répartiteurs et des membres du bureau de bienfaisance.

Cette commission dresserait un état des individus à secourir, et déterminerait la proportion dans laquelle ils devraient être secourus, en prenant pour base, d'une part, l'évaluation, d'abord approximative,

ensuite définitive, de leurs pertes, et, d'autre part, leur cote contributive; sauf les cas qui ne permettraient point de se servir de cette dernière base, ou qui exigeraient des exceptions; auxquels cas, la commission devrait suivre la marche que vous lui auriez tracée, d'après la connaissance des localités, et arbitrer dans son équité la proportion des secours à accorder, sauf toutefois votre approbation.

Les commissions ainsi formées seraient chargées de régler, sous votre autorité, les répartitions provisoires et les répartitions définitives; les unes et les autres seraient faites désormais sur leur proposition. Et en vous prescrivant ces formalités, S. Exc. le ministre de l'intérieur, dont je ne fais que vous exprimer les intentions, vous dispenserait de lui soumettre les états de répartition que vous auriez arrêtés : il exigerait seulement que vous en rendissiez compte, tous les ans, ainsi que des portions du fonds de secours allouées pour ateliers de charité, au conseil général, dans sa session ordinaire; et qu'après que le compte aurait été arrêté par ce conseil, vous lui en transmissiez un relevé sommaire, conforme au modèle ci-joint.

Le ministre sera bien aise de recevoir vos observations sur les divers moyens de répartition qu'il m'a chargé de vous prescrire ou de vous proposer; et, après les avoir examinées, il déterminera définitivement ceux que vous serez désormais tenu de suivre. Vous pourrez toutefois, dès la réception de cette circulaire, si vous n'avez point d'objections à opposer, vous conformer aux diverses dispositions qu'elle renferme, et procéder désormais d'après ces dispositions.



*( Administration des hospices et des bureaux de bienfaisance. )*

Paris, le 2 Novembre 1821.

Le Conseiller d'état chargé de l'administration générale des hospices et des établissemens de bienfaisance (Baron *Capelle*),

Aux Préfets.

J'AI l'honneur de vous adresser une ampliation de l'ordonnance du 31 octobre dernier (1), par laquelle le Roi vient d'opérer diverses améliorations dans le service des hospices et des bureaux de bienfaisance.

Les règles d'ordre et de comptabilité qu'elle renferme étaient, dès long-temps, indiquées par l'expérience, par le desir de faire cesser les lenteurs et la gêne que d'inutiles formes causaient à ces établissemens, et par le besoin de porter dans leur comptabilité des garanties d'autant plus nécessaires qu'il s'agit des intérêts des pauvres.

Sans doute le Gouvernement avait à se louer du zèle des personnes estimables qui se consacrent gratuitement à ces fonctions; mais, plus il leur devait de reconnaissance, plus il éprouvait le desir de rendre leur tâche facile, d'en alléger les soins et la responsabilité, en lui traçant une marche plus précise et plus régulière.

L'article 1.<sup>er</sup> rétablit à cinq le nombre des membres des commissions des hospices et des bureaux de bienfaisance, et abroge par conséquent les dispositions qui avaient, pour quelques localités, augmenté ce nombre de cinq, qui est non-seulement le nombre légal, mais qui est généralement reconnu comme le plus approprié à ces sortes d'administrations.

Toutefois, en leur conservant l'administration proprement dite, telle qu'elles l'ont actuellement, et même avec plus de pouvoir, Sa Majesté a jugé qu'il convenait à la nature des intérêts qui leur sont confiés, à l'émulation, à la sollicitude qu'ils inspirent, de faire intervenir dans celles de leurs délibérations qui, disposant de ces intérêts, ne sont point de simples faits d'administration, des conseils qui, par leur composition, associeront à l'examen et à la sanction de ces actes les plus utiles comme les plus honorables influences.

Tel a été l'objet des articles 2, 3 et 8, qui appliquent à tous les établissemens charitables du royaume des dispositions déjà essayées avec succès.

La partie de l'article 5 qui permet que les mêmes personnes soient en même temps membres des commissions des hospices et des bureaux de bienfaisance a eu en vue de rapprocher de plus en plus deux services entre lesquels il existe tant d'analogie, d'en favoriser la réunion là où elle sera jugée utile, et par-conséquent de la maintenir par-tout où elle existe déjà.

Le Roi n'a pas voulu seulement que les administrations chari-

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 488; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 11623.



ritables reçussent toutes les améliorations dont elles étaient susceptibles; il a voulu aussi, par l'article 7, que les services dans ces administrations donnassent droit aux distinctions qu'il accorde aux services publics.

La pensée qui a présidé à cette ordonnance ne se montre pas moins dans les articles 14 et 15, qui dispensent de l'intervention du Gouvernement pour une infinité d'objets qui y étaient jusqu'à présent soumis, et dont il serait superflu de faire ici l'énumération. Le même désir de faciliter la marche des affaires, d'accorder davantage à la juste confiance méritée par ces administrations, a aussi dicté les articles 16 et 17. Sa Majesté, en donnant ces facilités, en retranchant des formes qui, tout en causant de l'embarras, procuraient cependant des garanties, a beaucoup compté sur votre surveillance; et vous devez mettre d'autant plus de soin à l'exercer, que la confiance a été plus grande, et que toute négligence transformerait en abus d'utiles concessions. Vous sentirez sur-tout que les premiers momens exigeront de votre part plus d'investigation, je dirai même plus de rigueur, dans l'examen des affaires dont la décision et le contrôle s'arrêtent désormais à vous, afin d'éviter que le désordre ne se glisse dans ce passage d'un régime plus compliqué à un régime plus simple.

Il vous sera envoyé des modèles de tableaux pour les comptes sommaires que vous devez rendre de vos approbations; ces modèles seront joints aux instructions qui ne tarderont pas à vous parvenir, pour l'exécution de l'ordonnance. Je ne fais aujourd'hui que vous adresser des observations générales, afin de bien vous faire connaître l'esprit dans lequel elle a été faite.

Toutes les dispositions du titre III, consacré aux règles de comptabilité, vous prouveront encore l'importance que le Gouvernement attache aux précieux intérêts qu'elles concernent, et à la responsabilité que lui impose leur conservation. Sans doute ils étaient jusqu'à présent gérés avec une entière loyauté; mais les hommes les plus estimables ne sont pas toujours le plus exempts de négligence et de laissez-aller, et il n'est arrivé que trop souvent que des portions plus ou moins considérables de ces intérêts ont péri, faute de précautions et de soins obligés. Il n'en sera plus de même désormais; les divers articles de ce titre y auront suffisamment pourvu; la rigoureuse attention que le ministère ne cessera de mettre à leur exécution en complétera les effets. Les fruits que les pauvres recueilleront de cette sévère prévoyance suffiront à son éloge, et les hommes de bien dont elle secondera les louables efforts, dont elle allégera la responsabilité, s'empresseront aussi d'y applaudir, car elle ne sera que tutélaire.

Les instructions que je vous ai déjà annoncées traiteront longuement de ce titre : en attendant, les dispositifs de l'ordonnance sont assez évidens et s'appliquent à des matières qui vous sont assez connues pour que vous puissiez en commencer l'exécution.

Le titre IV et dernier renferme diverses dispositions exceptionnelles dont il serait superflu de vous entretenir, puisqu'elles ne regardent que les établissemens charitables de la ville de Paris. Il renferme aussi des

dispositions transitoires, dans lesquelles vous remarquerez les égards dus aux membres actuels des administrations charitables et le désir de conserver leur utile coopération.

Le dernier article n'est relatif qu'aux comptables, et a pour objet de respecter envers eux ce qu'on doit à des droits acquis.

Si, en attendant les instructions que vous devez recevoir, vous aviez à m'adresser des observations concernant quelques circonstances particulières au régime des établissemens charitables qui existent dans votre département, je vous prierais de me les transmettre sans retard, afin que je pusse les soumettre au ministre avant la rédaction définitive des instructions, qui embrasseront, non-seulement les dispositions de la nouvelle ordonnance, mais tout ce qui est relatif au service des hospices et des bureaux de bienfaisance, et par conséquent les réglemens déjà rendus et non abrogés qui doivent continuer à régir des portions de ce service.

---

(Administration communale.)

Paris, le 10 Novembre 1821.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Simeon*),  
Aux Préfets.

DEPUIS long-temps l'expérience avait prouvé la nécessité de porter remède aux inconvéniens qui résultaient de l'obligation où se trouvaient les communes de recourir trop fréquemment à l'approbation du Souverain ou à la décision de ses ministres pour des objets d'un intérêt purement local et souvent même de très-peu d'importance.

Le Roi a pensé qu'il était utile de rapprocher la décision du lieu même de la délibération, d'accélérer ainsi la marche de l'administration, et de faciliter l'exécution des projets formés dans l'intérêt des communes de son royaume.

C'est dans ces vues que Sa Majesté a jugé convenable de rendre, le 8 du mois d'août, une ordonnance (1) portant, entre autres dispositions, que « les délibérations des conseils municipaux seront » exécutées sur la seule approbation des préfets, toutes les fois qu'elles » seront relatives à l'administration des biens de toute nature appartenant à la commune, à des constructions, travaux et autres » objets d'intérêt communal, et que les dépenses pour ces objets devront » être faites au moyen des revenus propres à la commune, ou au » moyen des impositions affectées par la loi aux dépenses ordinaires » des communes. »

Cette délégation de pouvoirs vous impose de nouvelles obligations, à l'occasion desquelles je crois devoir vous adresser quelques instructions générales.

---

(1) Bulletin des lois, n.º 471 ; 7.º série, n.º 11115.

*Attributions des conseils municipaux.*

En usant des pouvoirs qui vous sont délégués par l'ordonnance du 8 août, vous ne perdrez point de vue que les attributions des conseils municipaux restent telles qu'elles ont été fixées par les lois.

Les délibérations de ces conseils qui concernent les intérêts communaux, même lorsqu'elles ne s'étendent pas hors de cet intérêt et qu'elles se renferment dans les limites des fonctions propres au pouvoir municipal, n'en sont pas moins soumises à votre surveillance, parce qu'il n'est pas dans les attributions des autorités municipales de déterminer les principes et les formes de l'administration, et que, si le premier magistrat chargé par le Roi de l'autorité supérieure dans le département ne veillait pas à ce que les délibérations fussent toujours conformes aux principes des lois et des réglemens généraux de l'Etat, les communes formeraient autant de cités indépendantes, qui, par la divergence de leurs mouvemens partiels, détruiraient bientôt l'harmonie générale, et produiraient nécessairement le désordre et la confusion.

Il résulte de ce principe, établi par la loi du 28 décembre 1789 et par celle du 28 pluviôse an 8 [ 17 février 1800 ] (1), que vous devez veiller à ce qu'en aucun cas les maires et les conseils municipaux ne s'écartent des limites que les lois leur ont prescrites; et modifier, rectifier, annuler même, les actes et délibérations qui seraient contraires aux lois et aux règles d'une sage administration, comme ceux qui prononceraient sur des objets hors de leur compétence respective.

Dans tous les cas, vous n'oublierez jamais que les communes ne sont qu'usufruitières des biens dont elles sont en possession; que les administrateurs chargés de les gérer en doivent compte à ceux qui viendront après eux, et que ce n'est pas à tels et tels individus qu'ils appartiennent, mais bien à la communauté, qui comprend la génération présente et les générations qui lui succéderont; que la tutelle en appartient essentiellement au Gouvernement, et que cette tutelle fut, dans tous les temps, mise au rang des règles fondamentales de la monarchie. Vous n'oublierez pas non plus que, conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 1.<sup>er</sup> de l'ordonnance, vous aurez à me rendre compte de toutes les délibérations que vous aurez approuvées, annulées ou modifiées.

La dissimulation malheureusement trop fréquente des revenus, et l'existence de comptabilités cachées, contre lesquelles le Gouvernement s'est vu plusieurs fois obligé de sévir, devront être particulièrement l'objet de votre attention et de votre surveillance.

Vous vous rappellerez que la tutelle des communes fut toujours pour elles une garantie contre ceux de leurs administrateurs qui pouvaient abuser de leur influence, et qu'elles doivent retrouver le

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 17; 3.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 115.



même avantage dans la délégation partielle de cette tutelle que le Roi vous a faite.

### *Constructions et reconstructions.*

C'est principalement lorsqu'il s'agira de constructions et de reconstructions que vous aurez à faire l'application rigoureuse des règles et des principes que je viens de rappeler.

Aux termes de l'ordonnance, les délibérations des conseils municipaux relatives à des travaux et constructions d'un intérêt communal pourront désormais recevoir leur exécution sur la seule approbation des préfets, lorsque, d'une part, les fonds nécessaires auront été régulièrement assurés, et que, de l'autre, les travaux à entreprendre n'excéderont pas 20,000 francs.

De ces dispositions il ne faut pas conclure que, dans tous les cas où les communes auront le moyen de pourvoir aux dépenses qui n'excéderont pas cette somme, vous devrez approuver les délibérations de leurs conseils : ce serait donner aux termes de l'ordonnance une extension contraire à son esprit. La seule conséquence qu'on en puisse tirer, c'est que l'intervention du Gouvernement doit être remplacée par la vôtre. Dès-lors, vous avez à prendre les mesures convenables pour constater l'utilité, l'urgence et la nécessité des travaux projetés, et vous devez veiller à ce que la dépense n'excède point les limites des crédits alloués dans les budgets, en même temps que vous préviendrez les dépenses abusives auxquelles pourraient inconsidérément se livrer des administrateurs entraînés par le goût immodéré des constructions, le désir de la popularité, ou un zèle mal entendu.

Vous recommanderez de produire, à l'appui des délibérations qui vous seront transmises, un programme ou mémoire qui expose les vues à remplir, les plans et devis des travaux à exécuter, et l'avis du sous-préfet, si la commune est située hors de l'arrondissement du chef-lieu de la préfecture.

L'imperfection des plans dressés dans les départemens a, plus d'une fois, prouvé l'inexpérience et l'incapacité des personnes chargées de les rédiger. Le conseil placé près de mon ministère, auquel ils étaient tous soumis, offrait le moyen de rejeter ceux qui n'étaient point admissibles; mais il retardait souvent des constructions qui n'étaient pas assez importantes pour mériter un examen recherché de si loin. Vous pourrez veiller vous-même à leur solidité, et à ce qu'elles ne s'écartent pas des règles du bon goût, en consultant les architectes et les ingénieurs qui seront à votre portée et qui auront votre confiance.

Il peut d'ailleurs se présenter des circonstances où vous reconnaîtrez le besoin de consulter des hommes d'un talent plus exercé : dans ce cas, rien n'empêchera que vous ne fassiez l'envoi des plans et devis sur lesquels vous jugeriez convenable d'en référer au conseil des bâtimens du ministère. Je m'empresserai de les renvoyer à son examen, et de vous faire connaître le jugement qu'il en aura porté.

Quand les communes n'auront pas dans leurs revenus ordinaires



les moyens de pourvoir aux dépenses des constructions et reconstructions qui vous seront proposées, vous les approuverez en principe; mais vous ajournerez l'exécution des travaux, jusqu'à ce qu'il ait été statué par le Gouvernement sur les moyens qui pourraient être indiqués pour y pourvoir. Les propositions que vous aurez à me faire devront toujours être appuyées de l'avis du sous-préfet, de la délibération du conseil municipal, du budget de la commune, et des plans et devis que vous aurez adoptés.

*Constructions et reconstructions dont la dépense excède 20,000 francs.*

En fixant à 20,000 francs les constructions et reconstructions que vous pouvez désormais approuver sans le concours de l'administration supérieure, le Gouvernement a fait cesser une cause de retards préjudiciables aux intérêts des communes; mais on a considéré que des constructions et reconstructions excédant 20,000 francs présentaient, relativement à l'art et relativement aux finances des communes, une importance qui ne permettait pas au Gouvernement de rester indifférent à l'érection des édifices qu'elles ont pour objet, non plus qu'à l'emploi des fonds destinés à la dépense qu'ils exigent.

C'est par ces motifs que le Gouvernement, en maintenant les dispositions des décrets des 10 brumaire an 14 [ 1.<sup>er</sup> novembre 1805 ] (1) et 17 juillet 1808 (2), s'est réservé de statuer sur les constructions dont la dépense excédera 20,000 francs, et que vous devriez, en exécution du dernier paragraphe de l'article 4 de l'ordonnance du 8 août (3), m'en soumettre les plans et devis.

Cette réserve est tout entière dans l'intérêt des communes; dès lors on doit croire qu'elles ne chercheront point à se soustraire à une intervention tutélaire. Je n'ignore pas que, resserrées, par les décrets que je viens de citer, dans des limites beaucoup trop étroites, elles ont souvent tenté d'en éluder les dispositions, en dissimulant les dépenses, et en ne présentant que des plans et devis partiels et incomplets; mais il y a lieu d'espérer que de semblables tentatives ne se renouvelleront pas : elles seraient aujourd'hui d'autant plus inexcusables que le Roi vient d'apporter à ces décrets les modifications nécessaires pour donner aux autorités locales une latitude suffisante.

Toutefois, en appelant votre attention sur un abus aussi répréhensible, je vous engage à apporter tous vos soins à le prévenir. Vous voudrez bien faire connaître que les travaux qu'on se permettrait d'exécuter sans qu'ils eussent été préalablement autorisés dans les formes prescrites resteront à la charge de ceux qui les auraient entrepris, ou de ceux qui les auraient ordonnés, ou des comptables qui en auraient acquitté le montant, sans allocation dans les budgets.

Je ne saurais trop vous recommander de faire exactement observer les dispositions des articles 3 et 4 du décret précité du 10 brumaire

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 63; 4.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 1101.

(2) Voir ce décret, tome II, page 95.

(3) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 471; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 11115.

an 1<sup>er</sup>, qui concernent l'adjudication des travaux, et les formés auxquelles elle est subordonnée, tant pour les constructions et reconstructions que pour les réparations ordinaires et de simple entretien.

Vous remarquerez qu'aux termes de l'article 5 de ce décret, les réparations ordinaires et de simple entretien qui n'excèdent pas 1,000 fr. sont exceptées de la forme de l'adjudication publique, et que vous pouvez les autoriser, sans autre formalité qu'une visite et un devis estimatif de l'architecte de la commune.

Vous remarquerez encore que, lorsque ces réparations n'excèdent pas 300 fr., elles sont ordonnées et exécutées sans que votre approbation préalable soit nécessaire.

Il est dit par l'article 3 de ce décret que les adjudications auront lieu en présence du préfet, du sous-préfet, ou du maire. La désignation à faire en pareil cas vous appartient; et c'est d'après la connaissance des localités, la nature et l'importance des travaux, que vous aurez à prendre vos décisions. Je dois, au surplus, vous faire observer que, lorsqu'il vous paraîtra convenable qu'une adjudication soit faite devant vous ou devant le sous-préfet, il doit cependant toujours y être procédé au nom et par les maires des communes intéressées : dans tous les cas, il conviendra d'appeler à ces adjudications les adjoints et un membre des conseils municipaux, ainsi qu'il est déjà prescrit pour les baux à ferme des biens communaux par l'ordonnance du 7 octobre 1818 (1).

### *Règlement des budgets.*

L'ordonnance du 16 mars 1816 (2) réservait au Roi le règlement des budgets des communes ayant 30,000 fr. de revenus; cette disposition est restreinte, par l'ordonnance du 8 août, aux budgets des villes dont les revenus ordinaires s'élèvent à plus de 100,000 fr. Les préfets ont l'obligation de pourvoir au règlement des budgets des villes dont les revenus n'excèdent pas cette somme, et de m'adresser ceux des autres villes, dans la forme accoutumée, pour qu'ils soient soumis à l'approbation du Roi.

Je vous rappelle que les budgets doivent être réglés avant l'ouverture de l'exercice auquel ils appartiennent, et qu'en conséquence les budgets à soumettre à l'approbation du Roi doivent me parvenir, en triple expédition, avant le 1.<sup>er</sup> octobre de chaque année. Il importe de prendre des mesures pour assurer l'exécution des instructions qui ont été souvent renouvelées à cet égard.

Toutes les allocations qui seraient proposées pour des dépenses étrangères à celles que les lois ont mises à la charge des communes doivent être écartées, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 8

(1) Bulletin des lois, n.º 239; 7.<sup>e</sup> série, n.º 5112.

(2) *Idem*, n.º 75; 7.<sup>e</sup> série, n.º 523.

août (1), des budgets dont le règlement vous est confié, jusqu'à ce que j'aie prononcé à cet égard.

Vous aurez également à veiller à ce que les receveurs municipaux se renferment dans les crédits spéciaux ouverts aux budgets, et à les prévenir que les sommes acquittées par eux hors des limites de ces crédits, seront rejetées de leurs comptes, et qu'ils en seront constitués en débet sauf leur recours contre qui il appartiendra.

Si, dans le cours de l'année, il y a lieu de pourvoir à des dépenses urgentes et non prévues au budget, vous pourrez, si elles font partie des dépenses communales, et si elles sont consenties par le conseil municipal, autoriser le maire à les ordonnancer sur les fonds alloués pour les dépenses imprévues, ou sur les fonds disponibles, sans régularisation au budget de l'année suivante : ces allocations seront soumises à mon approbation, si le règlement du budget est hors de votre compétence.

Vous voudrez bien, dans tous les cas, m'envoyer, immédiatement après leur règlement, une expédition des budgets que vous aurez approuvés pour toutes les villes qui ont 30,000 fr. de revenus.

Quant aux budgets des villes et communes dont le revenu est au-dessous de ce taux, je desire que vous m'en fassiez connaître les résultats, en m'adressant, à la fin de chaque trimestre, l'état des budgets que vous aurez réglés.

Vous continuerez de rendre publics par la voie de l'impression, conformément à la loi du 15 mai 1818 (2), les budgets des villes dont les revenus s'élèvent à 100,000 francs, ainsi que le compte que les maires de ces villes ont à rendre pour chaque année de leur gestion; et vous aurez soin de m'en transmettre dix exemplaires.

Vous remarquerez enfin que l'article 5 de l'ordonnance du 8 août, en maintenant les dispositions de celle du 28 janvier 1815 (3), a eu principalement pour objet de conserver à la cour des comptes les attributions dont elle est actuellement investie, relativement aux comptes des communes ayant au moins 10,000 francs de revenus, et à la révision, en cas d'appel, de ceux qui sont réglés par vous en conseil de préfecture. Je me bornerai à vous recommander de veiller à ce que les receveurs justiciables de cette cour rendent et produisent leurs comptes dans les délais fixés par les réglemens, dont la stricte exécution a déjà été plusieurs fois rappelée.

#### *Biens des communes.*

Les biens qui n'étaient pas en jouissance commune avaient été mis, par une loi du 20 mars 1813 (4), à la disposition de la caisse d'amortissement, à la charge de les remplacer par une rente au grand-livre,

(1) Bulletin des lois, n.º 471; 7.º série, n.º 11115.

(2) *Idem*, n.º 211; 7.º série, n.º 4101.

(3) *Idem*, n.º 82; 5.º série, n.º 726.

(4) *Idem*, n.º 489; 4.º série, n.º 9058.



égale au produit net desdits biens. Cette loi a été révoquée par celle du 28 avril 1816 (1). En exécution de celle-ci, les communes sont rentrées en possession des biens qui n'avaient point encore été aliénés. Toutefois on doit reconnaître que dans tous les temps les biens des communes ont été en général mal administrés, et que leur intérêt est de les vendre, de les concéder, ou de les partager entre les habitants.

Je dois ici vous faire remarquer que les règles actuellement admises en matière d'aliénations, d'échanges, de baux emphytéotiques et d'acquisitions, sont maintenues par l'ordonnance du 8 août, et que vous aurez à me transmettre, comme par le passé, avec les propositions que vous seriez dans le cas de faire, les délibérations des conseils municipaux, et toutes les pièces qu'il est d'usage de produire pour justifier l'utilité des opérations de cette nature.

Indépendamment des biens dont je viens de parler, les communautés d'habitans sont propriétaires d'autres biens affectés à la jouissance commune. Une ordonnance du 7 octobre 1818 (2), en modifiant les règles imposées aux communes pour les changemens qu'elles voudraient opérer dans le mode de jouissance qu'elles ont conservé pour leurs propriétés de cette nature, vous a délégué le pouvoir d'approuver la mise en ferme de tout ou partie de ces biens, dans tous les cas où les baux n'excéderaient pas neuf années. Ces opérations étant d'ailleurs soumises aux règles prescrites pour les autres biens des communes, les observations qui précèdent y sont applicables, et vous me soumettrez les propositions qui demanderaient l'approbation du Roi, ou qui dépasseraient les limites des pouvoirs qui vous sont délégués par l'ordonnance que je viens de vous rappeler.

### *Octrois municipaux et de bienfaisance.*

Les lois ont mis au rang des revenus qui peuvent être créés dans l'intérêt des communes, des droits d'octrois sur les consommations, des droits de pesage et mesurage publics, et des droits de place dans les halles, foires et marchés. Les communes doivent avoir la libre administration des droits de cette nature; mais leur création, et leur établissement excèdent les bornes de l'autorité municipale, ou de celle qui vous est confiée. Les délibérations prises par les conseils municipaux à cet égard devant être considérées comme s'étendant hors de l'intérêt de la commune, attendu leur influence sur les intérêts commerciaux, vous aurez à m'en référer, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 8 août (3), et à suivre, tant pour l'établissement des droits que pour l'homologation des tarifs, les règles qui ont été imposées jusqu'à présent.

Je vous rappellerai qu'aux termes de l'ordonnance du 9 décembre

---

(1) Bulletin des lois, n.º 81; 7.º série, n.º 623.

(2) *Idem*, n.º 239; 7.º série, n.º 5112.

(3) *Idem*, n.º 471; 7.º série, n.º 11115.



1814 (1), conforme aux dispositions des lois antérieures, je dois concourir avec le ministre des finances à l'établissement des droits d'octroi sur les consommations.

Les projets de tarifs et de réglemens délibérés par les conseils municipaux, et les états justificatifs des besoins qui obligent les communes à recourir à l'établissement de ces droits, doivent donc être adressés directement et simultanément aux deux ministères.

Cette obligation n'a pas toujours été régulièrement remplie, et il en est souvent résulté des retards préjudiciables. Je vous invite à prendre des mesures pour obvier désormais à cet inconvénient.

Les règles que je viens de rappeler doivent être observées tant pour l'adjudication des droits que pour la révision des tarifs et les modifications dont ils sont susceptibles. Il en est de même lorsqu'une commune demande la suppression d'un octroi déjà établi.

### *Location des places dans les halles, foires, &c.*

A l'égard des droits de location de places dans les halles, foires et marchés, sur les rivières, les ports et les promenades publiques, ils ne doivent être autorisés que lorsqu'il a été reconnu qu'ils peuvent être perçus sans gêner la voie publique, la navigation et la liberté du commerce. J'ai lieu de croire qu'ils ne sont pas encore établis dans toutes les communes où ils concourraient avantageusement à mettre les recettes au niveau des dépenses.

Les droits de cette nature ne sont, au surplus, autorisés que sur la production d'un tarif, appuyé de l'état présumé de leurs produits, et du budget de la commune. Ils ne doivent jamais être réglés que sur les emplacements occupés par les objets mis en vente; s'ils portaient directement sur les marchandises, ils seraient considérés comme droits d'octroi.

### *Bureaux de pesage et mesurage.*

Quant aux bureaux de pesage et de mesurage publics, l'établissement en est consacré par un arrêté du 7 brumaire an 9 [29 octobre 1800] (2), et par une loi du 29 floréal an 10 [19 mai 1802] (3); portant que les tarifs des droits à percevoir, et les réglemens qui les concernent, seront proposés par les conseils des communes, adressés aux sous-préfets et aux préfets, qui donneront leur avis, et soumis ensuite au Gouvernement, qui les approuvera, s'il y a lieu, dans la forme prescrite pour les réglemens d'administration publique.

Il est depuis intervenu, sous la date du 2 nivôse an 12 [24 décembre 1803] (4), un décret portant que le ministre de l'intérieur pourra faire exécuter les tarifs et réglemens présentés par les conseils des communes,

(1) Bulletin des lois, n.º 66; 5.º série, n.º 560.

(2) *Idem*, n.º 50; 3.º série, n.º 374.

(3) *Idem*, n.º 192; 3.º série, n.º 1605.

(4) *Idem*, n.º 335, 3.º série, n.º 3505.

avec les modifications qu'il jugera convenables, conformément aux principes déterminés par la loi et par les réglemens rendus sur la matière, et que son autorisation sera considérée comme une décision provisoire du Gouvernement. L'ordonnance du 8 août (1) ne change rien à cet état de choses; vous continuerez donc à vous y conformer.

### *Emprunts.*

L'ordonnance ne parle point des emprunts; mais ce silence ne peut être interprété comme dispensant de l'application des principes admis et consacrés par les lois et réglemens antérieurs. En conséquence il y aura lieu de me transmettre les délibérations relatives aux emprunts que les communes pourraient être dans la nécessité de contracter.

### *Impositions extraordinaires.*

Je dois vous rappeler que, jusqu'à ce que les lois qui régissent les impositions communales aient subi les modifications dont elles seraient jugées susceptibles, vous devrez continuer de soumettre au Gouvernement les impositions votées et consenties dans les formes qu'elles prescrivent. Les demandes de cette nature ont été très-nombreuses dans le cours de cette année et des années antérieures. Quelques préfets ont cherché à les restreindre dans de justes bornes; mais on a remarqué que dans plusieurs départemens les budgets des communes n'étaient pas toujours réglés d'après les principes d'une sage économie, que certaines dépenses étaient admises avec beaucoup trop de facilité, que l'on ne se pénétrait pas assez de la nécessité d'appliquer exclusivement aux dépenses extraordinaires les fonds réservés pour les dépenses imprévues, et qu'enfin on oubliait qu'on ne doit recourir à la voie des impositions que quand les communes n'ont aucun autre moyen de se procurer les fonds que leur service réclame.

Je vous rappellerai également que les impositions dont vous avez à transmettre les propositions doivent toujours être divisées en deux classes. La première classe doit comprendre toutes celles qui ont pour objet de suppléer au déficit des revenus affectés aux dépenses annuelles et ordinaires des communes, telles que celles qui concernent les indemnités de logement à donner aux cures et desservans, dans les communes où il n'y a pas de presbytère, les supplémens de traitement qui leur sont alloués, et les salaires des instituteurs et des gardes champêtres et forestiers.

La deuxième classe doit comprendre les impositions nécessitées par des dépenses extraordinaires, telles que celles qui sont relatives à des acquisitions, constructions, dettes exigibles, frais de procès et autres objets de cette nature.

Cette distinction n'a pas été assez régulièrement observée.

Dans plusieurs départemens, on a confondu des impositions de la

---

(1) Bulletin des Lois, n.º 471; 7.º série, n.º 11115.

dernière classe avec des impositions de la première. Cette confusion nuit à la vérification du travail, et retarde, d'une manière très-préjudiciable, l'approbation des délibérations.

Il suffit sans doute de vous signaler cet inconvénient, pour que vous veilliez à ce que désormais on n'insère dans l'état collectif des impositions annuelles aucune imposition appartenant à la deuxième classe.

Il n'est pas moins important de justifier la nécessité des impositions proposées par la production des budgets, ainsi que de veiller à la régularité des délibérations, et à ce que la présence et le concours des plus forts contribuables, en nombre égal à celui des membres des conseils, soit régulièrement constatée. J'appelle particulièrement votre attention sur ce point; j'ai été fréquemment dans la nécessité de renvoyer aux préfets des délibérations qui n'étaient pas revêtues des formes que les lois ont prescrites.

Vous ne perdrez pas de vue que vous avez à m'envoyer, chaque année, l'état des impositions autorisées et mises en perception. L'état des emprunts qui auraient été autorisés doit être joint à cet envoi.

Je terminerai ces instructions en vous rappelant, relativement aux dépenses communes à plusieurs municipalités, que vous devez continuer à vous conformer, tant pour les moyens d'y pourvoir que pour leur répartition, aux dispositions des lois antérieures, et notamment à l'article 42 de la loi du 15 mai 1818 (1).

---

*(Loteries particulières et Loteries étrangères.)*

Paris, le 25 Novembre 1821.

LE directeur général de l'administration départementale et de la police (baron Mounier) invite les préfets à veiller à ce que les feuilles d'annonces et autres n'insèrent pas, en contravention aux lois qui prohibent formellement les loteries particulières et les loteries étrangères, des avis pour faire connaître la mise en vente, par voie de loterie, d'immeubles situés dans les états autrichiens, et n'indiquent pas leur bureau comme un dépôt où l'on peut se procurer des billets de ces loteries. Le directeur général pense que cette publication, si elle était dénoncée aux tribunaux, serait de nature à provoquer l'application des lois prohibitives des loteries étrangères.

---

(1) Bulletin des lois, n.º 211; 7.º série, n.º 4101.



Paris, le 28 Novembre 1821.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

J'AI l'honneur de vous adresser une ampliation de l'ordonnance du Roi, en date du 14 de ce mois (1), qui décide qu'aucune entreprise ayant pour objet le remplacement des jeunes gens appelés à l'armée en vertu de la loi du 10 mars 1818 (2) ne pourra exister qu'avec l'autorisation de Sa Majesté.

A cette ordonnance sont annexés deux avis du conseil d'état, approuvés les 1.<sup>er</sup> avril 1809 (3) et 15 octobre suivant (4), qui lui servent de base, et dans lesquels sont spécifiés les caractères généraux des associations de la nature des tontines et des compagnies d'assurances qui intéressent l'ordre public. L'ordonnance du Roi s'applique à toutes les entreprises de remplacement qui offrent ces caractères, quelle que soit leur forme; et, sous ce rapport, les avis du conseil d'état en sont aussi le complément.

Le préambule de l'ordonnance et les considérations exposées dans les avis du conseil d'état indiquent assez que Sa Majesté veut également écarter les entreprises qui pourraient avoir une fâcheuse influence sur la composition et la discipline de l'armée, et celles dont les combinaisons décèleraient un esprit de cupidité et de déception préjudiciable aux intérêts des familles.

C'est sous ce double rapport que les entreprises de ce genre seront examinées.

Si le Roi autorise des entreprises pour le remplacement qui agissent dans votre département, c'est à vous que Sa Majesté confie le soin de veiller à l'exécution des clauses et conditions sous lesquelles l'autorisation aura été accordée, et de me faire connaître les faits qui pourraient donner lieu à sa révocation.

Si l'autorisation est refusée, ce refus rendra illicites tous les actes et l'existence même de l'entreprise; et dans ce cas vous avez à remplir des devoirs que l'ordonnance indique, et sur lesquels je dois vous adresser de premières instructions.

1.<sup>o</sup> Vous devez, par tous les moyens administratifs et de police qui sont en votre pouvoir, vous opposer aux publications qui ne peuvent avoir lieu sans une permission, et dénoncer aux procureurs du Roi toutes publications contraires, soit aux réglemens de police, soit aux réglemens sur la presse ou la librairie.

---

(1) Bulletin des lois, n.<sup>o</sup> 491; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 11676.

(2) *Idem*, n.<sup>o</sup> 200; 7.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 3695.

(3) *Idem*, n.<sup>o</sup> 233; 4.<sup>e</sup> série, n.<sup>o</sup> 4299.

(4) Voir cet avis, tome II, page 171.



2.<sup>o</sup> C'est à vous d'opposer aux publications clandestines et à celles que vous ne pourrez empêcher les avis et les informations que vous jugerez utiles pour prémunir les familles contre les déceptions des entreprises illicites, en appelant sur ce point à votre secours le zèle des autorités locales et de toutes les personnes à qui leur position sociale et leur mérite personnel donnent quelque influence sur les classes moins éclairées de la société.

3.<sup>o</sup> Vous devez déférer plus spécialement aux procureurs du Roi, outre les contraventions que j'ai déjà signalées, les actes des entreprises illicites qui porteraient des caractères d'escroquerie ou de tous autres délits prévus par les lois pénales.

4.<sup>o</sup> Il est utile que vous les informiez de ces actes, alors même qu'ils n'auraient pas à vos yeux le caractère d'un délit ou d'une contravention prévue par les lois ; car il peut arriver que le ministère public n'en juge pas de même. Il peut se faire qu'il eroie devoir, dans certains cas, intervenir pour faire prononcer par les tribunaux la suppression, comme illicite, de l'entreprise non autorisée ; il peut enfin avoir à porter la parole dans les demandes des familles en nullité des stipulations illusoires ou frauduleuses que les entrepreneurs les auraient amenées à souscrire. Quelles que soient les limites de l'action que le ministère public peut exercer, c'est à vous de lui déférer tous les actes et de lui transmettre tous les documens qui pourraient être pour lui un sujet d'examen. Si les avis du conseil d'état qui servent de base à l'ordonnance n'attachent aucune peine spéciale à l'infraction des règles qu'ils prescrivent, c'est un motif de plus d'offrir au ministère public les moyens de requérir l'application des lois ordinaires, dans tous les cas où elles peuvent servir à réprimer ces infractions et à défendre de leurs suites l'État et les familles. C'est en épuisant tous les moyens que peut offrir la législation existante que Sa Majesté reconnaîtra s'il est nécessaire de provoquer par une loi pénale d'autres mesures de répression.

Voilà ce que vous avez à faire comme administrateur.

Comme président du conseil de révision, je vous invite à lui faire donner lecture, dans sa plus prochaine réunion, de l'ordonnance et des avis qui s'y trouvent joints. Vous appellerez en même temps l'attention du conseil sur les points suivans :

1.<sup>o</sup> Dans le cas où *une entreprise serait autorisée*, il ne s'ensuivrait pas qu'elle pût intervenir, par elle-même ou par ses agens, dans les contrats administratifs qui se forment devant les conseils de révision entre le remplaçant et le remplacé, entre le substituant et le substitué. Ceux-ci sont les seuls contractans que la loi reconnaisse, et l'intervention des tiers dans les *stipulations particulières* ne leur donne aucun droit d'intervenir dans les contrats administratifs.

2.<sup>o</sup> Lorsque le conseil de révision sera instruit par vos soins, ou par ceux des membres qui le composent, de l'intervention des entreprises, autorisées ou non, dans les remplacements, vous l'inviterez à donner une attention plus spéciale à l'examen des remplaçans, parce qu'il aura, dans ce cas, à se défendre contre les combinaisons des entreprises pour tromper sa religion et obtenir de fausses attestations ; com-

binaisons d'autant plus dangereuses qu'elles seraient formées par des hommes plus riches et plus déliés, et qui s'en feraient une étude suivie!

Veuillez bien m'informer des mesures que vous aurez prises et de leur résultat, et me transmettre les faits ou les observations que vous jugerez propres à m'éclairer sur l'exécution de l'ordonnance.

---

(Prix à décerner par la société d'encouragement pour l'industrie nationale.)

Paris, le 12 Décembre 1821.

Le Ministre de l'intérieur (Comte *Siméon*),

Aux Préfets.

CONSTANTE à poursuivre l'exécution de l'honorable tâche qu'elle s'est imposée dès son origine, la société d'encouragement pour l'industrie nationale vient de publier les programmes des prix à décerner par elle, en 1822, 1823, 1824 et 1830. Ces prix sont au nombre de *trente-un*; leur valeur totale ne présente pas moins qu'une somme de 75,400 fr.

En me donnant communication des avis qui les annoncent, le président de la société me fait observer que, dans la vue d'offrir aux concurrens toutes les instructions nécessaires pour les guider dans leurs recherches, il a été jugé convenable d'entrer dans de nombreux détails. Remplis de faits et d'observations, les programmes forment donc un cahier volumineux: peut-être cette circonstance, qui ne se rencontre pas aujourd'hui pour la première fois, a-t-elle nui précédemment à ce que des avertissemens si utiles reçussent toute la publicité désirée. Toutefois la société n'a pu se déterminer, sur une telle considération, à supprimer des développemens qu'elle regardait comme indispensables; seulement elle a cru devoir prendre une mesure qui a pour but d'en faciliter la propagation: elle a fait tirer à un nombre considérable d'exemplaires le tableau énonciatif des sujets de prix, en informant le public, par une note placée au bas de ce tableau, « que les personnes » qui désireraient prendre connaissance des programmes détaillés, les » trouveront aux chefs-lieux des préfectures et des sous-préfectures, » où ils doivent demeurer déposés. »

Le tableau dont il s'agit est imprimé de manière à pouvoir être affiché par-tout: il suffira pour éveiller l'attention de tous ceux qui seraient dans le cas de concourir, et l'indication qu'il donne engagera sans doute les autorités locales à redoubler de soins pour éviter que les programmes ne viennent à s'égarer dans leurs bureaux.

De cette nouvelle disposition il résulte qu'un seul cahier doit suffire pour chaque chef-lieu de préfecture ou de sous-préfecture. Je m'empresse de vous en faire passer, avec cette lettre, le nombre suffisant; j'y joins une quantité proportionnée de tableaux destinés pour affiches.

On ne saurait au surplus se le dissimuler; l'efficacité d'un pareil moyen et l'accomplissement de vues si louables dépendront, en grande

partie, de l'attention et de l'intérêt qu'y attacheront, dans leurs attributions respectives, les divers agens de l'administration. Je vous réitère à cet égard les invitations qui vous ont été adressées par le département de l'intérieur, lors des envois de chacune des années précédentes; j'y ajouterai même, s'il en est besoin, des recommandations plus pressantes encore, afin de vous engager à seconder le zèle de la société d'encouragement, et à répandre, par tous les moyens dont vous pourrez disposer, la connaissance de ses programmes de prix : c'est à ses yeux, ainsi qu'on vous l'a fait remarquer, une affaire du plus grand intérêt; elle a (pour me servir des expressions de son président) principalement à cœur de vaincre l'apathie qui trop souvent a rendu ses efforts stériles, et de faire pénétrer jusque dans les moindres ateliers, jusque dans les chaumières, la chaleur féconde de l'émulation.

Tel est le résultat avantageux que j'attends en particulier de vos soins et de votre exactitude; j'apprendrai avec intérêt le détail des mesures que vous aurez prises pour l'obtenir.

**FIN DU TOME IV<sup>e</sup> ET DERNIER.**

# TABLE CHRONOLOGIQUE

## TROISIÈME PARTIE

ETAT DES LIGES

ETAT DES LIGES EN 1789

ETAT DES LIGES EN 1790

ETAT DES LIGES EN 1791

| LIGES | NOM | LIGES | LIGES |
|-------|-----|-------|-------|
| 1     | 1   | LIGES | LIGES |
| 2     | 2   | LIGES | LIGES |
| 3     | 3   | LIGES | LIGES |
| 4     | 4   | LIGES | LIGES |
| 5     | 5   | LIGES | LIGES |
| 6     | 6   | LIGES | LIGES |
| 7     | 7   | LIGES | LIGES |



# TABLE CHRONOLOGIQUE

DES

## CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS

### ET AUTRES ACTES,

ÉMANÉS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,

OU RELATIFS À CE DÉPARTEMENT,

DE 1797 À 1821.

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.      | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES. |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
| 30 thermid. an 5<br>[ 17 août 1797 ]. | Le ministre aux administrations centrales de département. — Observations sur la délivrance de feuilles de route aux militaires et aux marins réformés, dont le voyage n'avait pour objet que de solliciter des pensions..... | I.       | 1.     |
| 9 fructidor<br>[ 26 août ].           | Le ministre aux administrations centrales de département. — Précaution à prendre contre la morve et autres maladies contagieuses. .                                                                                          | I.       | 2.     |
| 22 fructidor<br>[ 8 septembre ].      | Le ministre aux administrations centrales de département. — Moyens de remédier à la disette des bois.....                                                                                                                    | I.       | 8.     |
| 22 fructidor<br>[ 8 septembre ].      | Programme des encouragemens accordés aux citoyens qui feront des plantations.....                                                                                                                                            | I.       | 10.    |
| 23 vendém. an 6<br>[ 14 octobre ].    | Arrêté du directoire exécutif relatif à l'exécution de la loi concernant l'administration et la police des eaux minérales.....                                                                                               | I.       | 84.    |
| 23 floréal an 6<br>[ 12 mai 1798 ].   | Arrêté du directoire exécutif qui règle l'arrivage et le tour de vente des bateaux de charbon de bois pour l'approvisionnement de Paris.....                                                                                 | I.       | 139.   |
| 13 thermidor<br>[ 31 juillet ].       | Le ministre aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées. — Confection des plans pour                                                                                                                                       |          |        |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.                    | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                                            | VOLUMES. | PAGES. |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                                     | l'élargissement et le redressement des roes<br>qui font partie des grandes routes. . . . .                                                                                                                                                                                                            | 1.       | 13.    |
| 14 thermid. an 6<br>[ 1. <sup>re</sup> août 1798 ]. | Le ministre aux administrateurs de départe-<br>ment. — Fixation du temps de la chasse<br>dans chaque arrondissement par l'adminis-<br>tration départementale. . . . .                                                                                                                                 | 1.       | 14.    |
| 16 thermidor<br>[ 3 août ].                         | Le ministre aux administrations centrales de<br>département. — Demande de l'envoi aux<br>ministre ou aux autorités constituées d'un<br>tableau des signatures des administrations<br>centrales. . . . .                                                                                               | 1.       | 14.    |
| 19 thermidor<br>[ 3 août ].                         | Instruction du ministre sur le mode d'exécu-<br>tion de l'art. 9 de l'arrêté du directoire<br>exécutif relatif à l'autorisation nécessaire<br>pour les établissemens sur les cours d'eau. . . . .                                                                                                     | 1.       | 15.    |
| 5 fructidor<br>[ 22 août ].                         | Le ministre aux administrations centrales de<br>département. — Travaux à établir dans les<br>dépôts de mendicité. . . . .                                                                                                                                                                             | 1.       | 17.    |
| 9 fructidor<br>[ 26 août ].                         | Le ministre aux administrations centrales de<br>département et aux commissaires du direc-<br>toire exécutif près de ces administrations. —<br>Exposition publique des produits de l'in-<br>dustrie française; conditions exigées pour<br>y être admis. . . . .                                        | 1.       | 22.    |
| 5 vendém. an 7<br>[ 26 sept. 1798 ].                | Le ministre aux administrations centrales de<br>département. — Liquidation de la dette des<br>hospices et des établissemens de bienfai-<br>sance . . . . .                                                                                                                                            | 1.       | 24.    |
| 24 vendémiaire<br>[ 15 octobre ].                   | Le ministre aux administrations centrales de<br>département, aux commissaires du gouver-<br>nement près de ces administrations et aux<br>bureaux consultatifs du commerce. — Suc-<br>cès de l'exposition des produits de l'indus-<br>trie française : annonce d'une exposition an-<br>nuelle. . . . . | 1.       | 28.    |
| 25 vendémiaire<br>[ 16 octobre ].                   | Le ministre aux administrations centrales de<br>département et aux commissaires du gou-<br>vernement près de ces administrations. —<br>Urgence et utilité des plantations: exemples<br>des résultats avantageux de ce genre d'in-<br>dustrie . . . . .                                                | 1.       | 29.    |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.                | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                      | VOLUMES. | PAGES. |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
| 9 frimaire an 7<br>[ 29 nov. 1798 ].            | Le ministre aux commissaires du gouvernement près des administrations centrales de département. — Moyens à prendre pour réprimer et arrêter l'abus du renversement des terres labourées .....                                                                                   | 1.       | 34.    |
| 11 frimaire<br>[ 1. <sup>er</sup> décembre ].   | Le ministre aux administrations centrales de département et aux commissaires du gouvernement. — Rappel de l'exécution des lois relatives à la rétribution due aux auteurs par les entrepreneurs de spectacles.....                                                              | 1.       | 36.    |
| 17 frimaire<br>[ 7 décembre ].                  | Le ministre aux administrations centrales de département. — Etablissement de pharmacies à l'usage des dépôts de mendicité....                                                                                                                                                   | 1.       | 36.    |
| 21 frimaire<br>[ 11 décembre ].                 | Extrait des registres des délibérations de l'école de médecine de Paris sur cet objet..                                                                                                                                                                                         | 1.       | 37.    |
| 23 frimaire<br>[ 13 décembre ].                 | Le ministre aux administrations centrales de département. — Liquidation des dépenses départementales et communales antérieures à l'an 7.....                                                                                                                                    | 1.       | 42.    |
| 23 frimaire<br>[ 13 décembre ].                 | Le ministre aux administrations centrales de département et aux commissaires du gouvernement. — Invitation de faire rechercher tous les actes des différentes autorités constituées, depuis le commencement du xvii. <sup>e</sup> siècle, relatifs à la navigation intérieure.. | 1.       | 43.    |
| 23 frimaire<br>[ 13 décembre ].                 | Plan des commissions chargées d'examiner les projets de canaux sur tous les points de la France .....                                                                                                                                                                           | 1.       | 43.    |
| 3 nivôse<br>[ 23 décembre ].                    | Arrêté du directoire exécutif relatif au mesurage des bois de chauffage dans le département de la Seine .....                                                                                                                                                                   | 1.       | 187.   |
| 1. <sup>er</sup> pluviôse<br>[ 20 janv. 1799 ]. | Le ministre aux administrations centrales de département. — Invitation de s'occuper sans délai des projets de taxes locales destinées à faire face aux dépenses municipales dans les communes dont les revenus sont insuffisants.....                                           | 1.       | 50.    |
| 9 pluviôse<br>[ 28 janvier ].                   | Le ministre aux administrations centrales de département, aux commissaires du gouvernement et aux ingénieurs en chef. — Police des cours d'eau.....                                                                                                                             | 1.       | 51.    |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.                      | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                       | VOLUMES. | PAGES. |
|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
| 13 pluviôse an 7<br>[ 1 <sup>er</sup> février 1799 ]. | Instruction du ministre sur le mode d'exécution des dispositions législatives relatives au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables.....     | 1.       | 51.    |
| [ ventôse<br>février ].                               | Instruction du ministre sur les effets des inondations et de la gelée, et sur les moyens d'y remédier.....                                                                                                       | 1.       | 55.    |
| 8 ventôse<br>[ 23 février ].                          | Le ministre aux ingénieurs en chef. — Demande d'une copie de l'inventaire de tous les effets appartenant au gouvernement, et qui se trouvent dans leurs bureaux.....                                             | 1.       | 60.    |
| 20 ventôse<br>[ 10 mars ].                            | Le ministre, aux administrations centrales de département et aux commissaires du gouvernement. — Exécution de la loi concernant l'échenillage.....                                                               | 1.       | 60.    |
| 21 ventôse<br>[ 11 mars ].                            | Le ministre aux administrations centrales de département. — Solution de plusieurs questions relatives au mariage et à la paternité.                                                                              | 1.       | 62.    |
| 14 floréal<br>[ 3 mai ].                              | Le ministre aux administrations centrales de département. — Avantages de l'uniformité des poids et mesures ; utilité de la propagation du nouveau système métrique ; établissement de bureaux de poids publics.. | 1.       | 64.    |
| 19 floréal<br>[ 8 mai ].                              | Le ministre aux administrations centrales de département. — Rappel de l'obligation d'adresser au ministère un exemplaire de tout ce qu'elles font imprimer.....                                                  | 1.       | 65.    |
| 20 floréal<br>[ 9 mai ].                              | Le ministre aux professeurs et bibliothécaires des écoles centrales. — Rédaction des annuaires des départemens.....                                                                                              | 1.       | 66.    |
| 1 <sup>er</sup> prairial<br>[ 20 mai ].               | Le ministre aux administrations centrales de département. — Distribution des secours accordés aux colons réfugiés.....                                                                                           | 1.       | 70.    |
| 7 prairial<br>[ 26 mai ].                             | Le ministre aux administrations centrales de département et aux ingénieurs en chef. — Etablissement de plans des cours d'eau par département.....                                                                | 1.       | 73.    |
| 9 prairial<br>[ 28 mai ].                             | Le ministre aux administrations centrales de département et aux commissaires du gou-                                                                                                                             |          |        |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.      | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                               | VOLUMES. | PAGES. |
|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                       | vernement. — Mesures à prendre pour l'amélioration des laines; souscription pour des bêtes à laine importées d'Espagne par le gouvernement .....                                                                                                                         | I.       | 75.    |
| 28 prairial an 7<br>[ 16 juin 1799 ]. | Le ministre aux administrations centrales de département. — Exécution des lois concernant les établissemens d'eaux minérales : envoi d'un arrêté du Directoire relatif au service de ces établissemens.....                                                              | I.       | 84.    |
| 13 vendém. an 8<br>[ 5 octobre ].     | Le ministre à tous les architectes attachés aux établissemens publics, à tous les directeurs et à toutes les administrations desdits établissemens. — Formalités à remplir pour obtenir le paiement des dépenses pour constructions et réparations de bâtimens publics.. | I.       | 85.    |
| 21 vendémiaire<br>[ 13 octobre ].     | Rapport sur la fixation des échelles métriques pour l'exécution des modèles et plans relatifs au service des ponts et chaussées.....                                                                                                                                     | II.      | 592.   |
| 22 vendémiaire<br>[ 14 octobre ].     | Le ministre aux administrations centrales de département — Rappel des instructions qui défendent aux concierges et autres employés des prisons de faire aucune fourniture aux détenus.....                                                                               | I.       | 87.    |
| 19 ventôse<br>[ 10 mars 1800 ].       | Arrêté du gouvernement qui prescrit aux négocians qui voudront faire des extractions de grains, de prendre des acquits-à-caution et de fournir un cautionnement.....                                                                                                     | I.       | 93.    |
| 5 germinal<br>[ 26 mars ].            | Le ministre aux préfets. — Ordre à suivre pour les demandes et les réclamations des particuliers, et bases de la correspondance des préfets avec le ministre.....                                                                                                        | I.       | 88.    |
| 22 germinal<br>[ 12 avril ].          | Le ministre aux préfets. — Composition des répertoires des théâtres des départemens.                                                                                                                                                                                     | I.       | 89.    |
| 24 germinal<br>[ 14 avril ].          | Le ministre aux préfets. — Détermination des devoirs et des fonctions de ces administrateurs .....                                                                                                                                                                       | I.       | 89.    |
| 25 germinal<br>[ 15 avril ].          | Le ministre aux préfets. — Rappel des lois qui ont prescrit l'établissement des octrois; travaux préliminaires des administrations municipales .....                                                                                                                     | I.       | 90.    |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.                    | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                | VOLUMES. | PAGES. |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
| 1. <sup>er</sup> floréal an 8<br>[ 21 avril 1800 ]. | Le ministre aux préfets. — Rappel des instructions qui prescrivent l'envoi exact des mercuriales.....                                                                                     | I.       | 93.    |
| 5 floréal<br>[ 25 avril ].                          | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'arrêté du gouvernement, du 19 ventôse an 8, relatif à l'exportation des grains.....                                                                 | I.       | 93.    |
| 6 floréal<br>[ 26 avril ].                          | Le ministre aux préfets. — Nouvelles observations sur les limites de leurs attributions.                                                                                                  | I.       | 94.    |
| 9 floréal<br>[ 29 avril ].                          | Le ministre aux préfets. — Invitation de mettre en marge de chaque lettre une indication succincte de son objet.....                                                                      | I.       | 95.    |
| 12 floréal<br>[ 2 mai ].                            | Le ministre aux préfets. — Formalités à remplir pour l'obtention des brevets d'invention.....                                                                                             | I.       | 95.    |
| 15 floréal<br>[ 5 mai ].                            | Le ministre aux préfets. — Mesures nécessaires pour réprimer la fraude sur les octrois.....                                                                                               | I.       | 96.    |
| 21 floréal<br>[ 11 mai ].                           | Le ministre aux préfets. — Suspension du traitement des fonctionnaires publics pendant le temps de leur absence, lorsqu'ils obtiendront des congés pour leurs affaires particulières..... | I.       | 97.    |
| 25 floréal<br>[ 15 mai ].                           | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre et formes à observer pour la nomination et l'installation des maires et adjoints et des conseils municipaux.....                             | I.       | 97.    |
| 26 floréal<br>[ 16 mai ].                           | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un modèle de tableaux de population; formalités à observer pour les remplir.....                                                                       | I.       | 98.    |
| 2 prairial<br>[ 22 mai ].                           | Le ministre aux préfets. — Illégalité des saisies ordonnées par les tribunaux sur les biens des hospices; marche à suivre pour le paiement de la dette de ces établissements.....         | I.       | 98.    |
| 2 prairial<br>[ 22 mai ].                           | Le ministre aux préfets. — Instructions relatives à la composition et à l'emploi des boîtes fumigatoires.....                                                                             | I.       | 99.    |
| 5 messidor<br>[ 24 juin ].                          | Le ministre aux préfets. — Ordre à suivre pour leur correspondance par les commis-                                                                                                        |          |        |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.                  | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                       | VOLUMES. | PAGES. |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                                   | sions administratives des hospices et établissemens d'utilité publique.....                                                                                                                                                                      | I.       | 100.   |
| 8 messidor an 8<br>[ 27 juin 1800 ].              | Le ministre aux préfets. — Les maires de toutes les communes doivent recevoir le Bulletin des lois; ordre à établir pour l'acquiescement du prix d'abonnement.....                                                                               | I.       | 101.   |
| 14 messidor<br>[ 3 juillet ].                     | Le ministre aux préfets. — Fixation du prix de la journée agricole d'après lequel doivent être perçues les amendes de simple police.....                                                                                                         | I.       | 101.   |
| 15 messidor<br>[ 4 juillet ].                     | Le ministre aux préfets. — Emploi des amendes et confiscations attribuées par les lois aux hôpitaux et aux autres établissemens de bienfaisance; mesures nécessaires pour assurer le recouvrement et l'emploi de ces fonds.....                  | I.       | 102.   |
| 26 thermidor<br>[ 14 août ].                      | Le ministre aux préfets. — Rappel des lois qui fixent les devoirs des autorités administratives relativement au service de la marine.....                                                                                                        | I.       | 104.   |
| 24 fructidor<br>[ 11 septembre ].                 | Le ministre aux préfets — Transmission d'un arrêté qui ordonne la prorogation pour un an des droits sur les spectacles et fêtes publiques, et instructions relatives à diverses dispositions de cet arrêté.....                                  | I.       | 106.   |
| 26 fructidor<br>[ 13 septembre ].                 | Le ministre aux préfets. — Ordonnance-ment des dépenses municipales par les sous-préfets, sous la surveillance des préfets; instructions relatives aux recettes municipales et communales de l'an 8 et années antérieures.....                   | I.       | 107.   |
| 3. <sup>e</sup> jour complém.<br>[ 20 septembre ] | Le ministre aux préfets des départemens maritimes. — Rappel des lois relatives à la libre circulation des grains dans l'intérieur.....                                                                                                           | I.       | 107.   |
| 2 vendém. an 9<br>[ 24 septembre ].               | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté du gouvernement portant que les frais de perception des contributions directes doivent être compris dans les rôles, indépendamment des centimes additionnels affectés aux dépenses municipales..... | I.       | 108.   |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.   | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                           | VOLUMES. | PAGES.       |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 2 vendém. an 9<br>[24 sept. 1800]. | Le ministre aux préfets. — Fixation des attributions des conseils municipaux pour l'établissement des octrois et les propositions de tarifs et de réglemens de perception convenables aux localités. ....                                            | I.       | 108.         |
| 11 vendémiaire<br>[3 octobre]      | Le ministre aux préfets. — Instructions relatives à la reddition des comptes des revenus municipaux. ....                                                                                                                                            | I.       | 110.         |
| 19 vendémiaire<br>[11 octobre].    | Le ministre aux préfets. — Organisation des bureaux de bienfaisance. ....                                                                                                                                                                            | I.       | 112.         |
| 29 vendémiaire<br>[21 octobre].    | Le ministre aux préfets. — Marche à suivre pour la reddition des comptes des ex-administrations municipales. ....                                                                                                                                    | I.       | 114.         |
| vendémiaire<br>[octobre].          | Le conseiller d'état chargé des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Demande des renseignemens nécessaires pour déterminer les rivières susceptibles d'être rendues navigables, et les canaux de navigation que l'on pourrait exécuter. .... | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 5 brumaire<br>[27 octobre].        | Le ministre aux préfets. — Composition des conseils municipaux; nombre de membres nécessaire pour les délibérations. ....                                                                                                                            | I.       | 115.         |
| 8 brumaire<br>[30 octobre].        | Le ministre aux préfets. — Réintégration des hospices dans la jouissance de ceux de leurs biens aliénés dont les acquéreurs ont encouru la déchéance. ....                                                                                           | I.       | 116.         |
| 4 frimaire<br>[25 novembre].       | Arrêté du gouvernement qui exige pour le cabotage des grains un cautionnement d'une valeur égale à celle de la cargaison. ....                                                                                                                       | I.       | 117.         |
| 9 frimaire<br>[30 novembre].       | Le ministre aux préfets des départemens maritimes. — Envoi de cet arrêté. ....                                                                                                                                                                       | I.       | 116.         |
| nivôse<br>[décembre].              | Le ministre aux préfets. — Obligation pour les préfets de ne mettre à exécution aucun arrêté pris par eux sur des objets d'administration, sans l'avoir soumis à l'approbation du ministre que ces objets concernent. ....                           | I.       | 117.         |
| 4 nivôse<br>[25 décembre].         | Le ministre aux préfets. — Observations sur un arrêté du gouvernement relatif à la mise à exécution des tarifs et réglemeut d'octroi.                                                                                                                | I.       | 118.         |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.                    | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                           | VOLUMES. | PAGES.       |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| nivôse an 9<br>[ janvier 1801 ].                    | Le ministre aux préfets. — Instructions relatives à l'exécution de l'arrêté qui ordonne l'emploi exclusif des nouvelles mesures dans toute la France.....            | 1.       | 118.         |
| 8 pluviôse<br>[ 28 janvier ].                       | Arrêté du ministre relatif à la mise en apprentissage des enfans abandonnés.....                                                                                     | 1.       | 121.         |
| <i>Idem.</i>                                        | Le ministre aux préfets. — Envoi de cet arrêté, et observations sur son exécution...                                                                                 | 1.       | 120.         |
| <i>Idem.</i>                                        | Arrêté du ministre relatif à l'établissement d'ateliers de travail dans les maisons de détention.....                                                                | 1.       | 123.         |
| <i>Idem.</i>                                        | Le ministre aux préfets. — Envoi de cet arrêté, et observations sur son exécution..                                                                                  | 1.       | 122.         |
| 14 pluviôse<br>[ 3 février ].                       | Le ministre aux préfets. — Fixation des frais d'expédition des titres et papiers appartenant aux anciennes corporations et administrations.....                      | 1.       | 124.         |
| 29 pluviôse<br>[ 18 février ].                      | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour l'exportation des tourbières.....                                                                                  | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 15 ventôse<br>[ 6 mars ].                           | Le ministre aux préfets. — Les conseillers de préfecture doivent résider au chef-lieu de leur département.....                                                       | 1.       | 126.         |
| 16 ventôse<br>[ 7 mars ].                           | Instruction du ministre relative à la fixation des attributions des conseils généraux et à leurs travaux.....                                                        | 1.       | 127.         |
| 26 ventôse<br>[ 14 mars ].                          | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour détruire les abus existant dans l'admission des enfans abandonnés; fixation des mois de nourrice.....              | 1.       | 130.         |
| 28 ventôse<br>[ 19 mars ].                          | Le ministre aux préfets. — Nouvelles instructions relatives à la nourriture des détenus et à l'établissement d'ateliers de travail dans les maisons de détention.... | 1.       | 131.         |
| 1. <sup>er</sup> germinal an 9<br>[ 22 mars 1801 ]. | Le ministre aux préfets. — Instructions relatives à l'emploi des capitaux de rente affectés aux dettes des hospices.....                                             | 1.       | 133.         |
| 5 germinal<br>[ 26 mars ].                          | Décision du ministre relative aux obligations imposées aux bateaux chargés de charbons de la Marne pour l'approvisionnement de Paris.....                            | 1.       | 138.         |

DATES  
des  
Circulaires, &c.

OBJET DES CIRCULAIRES, &c.

SERIES

PAGES.

germinal an 9  
[ avril 1801 ].

Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté du gouvernement portant qu'il y aura une exposition des produits de l'industrie française pendant les cinq jours complémentaires de chaque année.....

I. 140.

6 floréal  
[ 26 avril ].

Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour le dépôt aux mairies d'un double des registres de l'état civil antérieurs à l'an 9.

I. 142.

floréal  
[ mai ].

Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté du gouvernement qui autorise les administrations des hôpitaux à souscrire des baux à longs termes : instructions pour son exécution.....

I. *Ibid.*

floréal  
[ mai ].

Le ministre aux préfets. — Fixation des attributions des sous-préfets et des maires relativement à l'administration des hospices.....

I. 144.

19 floréal  
[ 9 mai ].

Décision du ministre relative à la police de la navigation sur la Seine.....

I. 145.

7 messidor  
[ 26 juin ].

Règlement relatif à l'exécution de la loi qui affecte aux besoins des hospices des rentes appartenant à l'état et des domaines nationaux.....

I. 149.

8 messidor  
[ 27 juin ].

Le ministre aux préfets. — Réorganisation des monts-de-piété; mesures à prendre pour leur assurer des fonds.....

I. 146.

messidor  
[ juillet ].

Le ministre aux préfets. — Envoi du règlement du 7 messidor an 9 relatif à l'exécution de la loi qui affecte aux besoins des hospices des rentes appartenant à l'état et des domaines nationaux, et instructions sur son exécution.....

I. 149.

18 messidor  
[ 7 juillet ].

Instruction générale du ministre sur l'exploitation des mines, usines et salines.....

I. 154.

6 thermidor  
[ 25 juillet ].

Décision du ministre portant établissement de jurés-compteurs sur les canaux, rivières et ports d'approvisionnement de Paris.....

I. 169.

2 fructidor  
[ 20 août ].

Le ministre aux préfets. — Mesures prescrites pour l'exécution de l'arrêté du gouver-

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.      | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                           | VOLUMES. | PAGES.       |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                       | nement relatif à la vérification et à la marque des nouvelles mesures. ....                                                                                                                                                                          | 1.       | 173.         |
| 6 fructidor an 9<br>[ 24 août 1801 ]. | Décision du ministre concernant la mise en état des bois destinés à l'approvisionnement de Paris sur les ruisseaux flottables du Morvan, et le maintien des eaux servant au flottage contre les entreprises des riverains .                          | 1.       | 174.         |
| 21 fructidor<br>[ 8 septembre ].      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté portant qu'il ne sera employé dans les fêtes, ameublemens, décorations, &c., ordonnés par les autorités, que les produits des fabriques françaises. ....                                                | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 28 fructidor<br>[ 15 septembre ].     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté qui détermine le nombre de membres nécessaire pour que les conseils puissent délibérer, et règle le mode de remplacement des conseils en cas de partage ou d'insuffisance. ....                         | 1.       | 175.         |
| 7 vendém. an 10<br>[ 29 septembre ].  | Le ministre aux préfets. — Rappel de l'obligation pour les maires d'envoyer exactement les mercuriales de leurs marchés. ....                                                                                                                        | 1.       | 175.         |
| 28 vendémiaire<br>[ 20 octobre ].     | Le ministre aux préfets. — Mesures prescrites pour l'exécution de l'arrêté du gouvernement portant que les biens et revenus des hospitalières et des filles de charité seront réunis à l'administration des propriétés des pauvres et hôpitaux. .... | 1.       | 177.         |
| 7 brumaire<br>[ 29 octobre ].         | Le ministre aux préfets. — Destruction des loups. ....                                                                                                                                                                                               | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 6 frimaire<br>[ 27 novembre ].        | Le ministre aux préfets. — Composition des journaux de préfectures; moyens de pourvoir à leurs dépenses. ....                                                                                                                                        | 1.       | 178.         |
| 15 frimaire<br>[ 6 décembre ].        | Le ministre aux préfets. — Précautions à prendre dans les visites domiciliaires pour la recherche des bois coupés en délit. ....                                                                                                                     | 1.       | 179.         |
| nivôse<br>[ décembre ].               | Le ministre aux préfets. — Établissement des bureaux de bienfaisance; distribution des secours à domicile. ....                                                                                                                                      | 1.       | 182.         |
| 8 nivôse<br>[ 29 décembre ].          | Le ministre aux préfets. — Solution de plusieurs questions relatives aux dépenses des                                                                                                                                                                |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.   | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                         | VOLUMES. | PAGES.       |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                    | dépôts de sûreté établis près les justices de paix . . . . .                                                                                                                                                       | I.       | 182.         |
| 12 nivôse<br>[ 2 janvier 1802 ].   | Le ministre aux préfets. — Décision portant que les élèves des écoles vétérinaires seront tenus, avant leur admission, de se fournir à leurs frais d'un uniforme complet. . . . .                                  | I.       | 184.         |
| 9 pluviôse an 9<br>[ 29 janvier ]. | Extrait des registres des délibérations de l'école de médecine de Paris relativement à l'exercice de la pharmacie dans les hospices civils par les sœurs de la charité. . . . .                                    | I.       | 192.         |
| 22 pluviôse<br>[ 11 février ].     | Instruction pour le service des jurés-compteurs établis sur les rivières, ports et canaux d'approvisionnement de Paris. . . . .                                                                                    | I.       | 184.         |
| 23 pluviôse<br>[ 17 février ].     | Le ministre aux préfets. — Rappel des lois relatives à l'ordonnancement et au mode de paiement des dépenses municipales et communales. . . . .                                                                     | I.       | 188.         |
| 7 ventôse<br>[ 26 février 1802 ].  | Le ministre aux préfets. — Utilité des pépinières pour remédier au dépérissement des bois. . . . .                                                                                                                 | I.       | 180.         |
| 8 ventôse<br>[ 27 février ].       | Le ministre aux préfets et aux commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels. — Demandes d'extraits séparés des jugemens rendus en commun contre plusieurs condamnés que l'on transfère. . . . .       | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 21 ventôse<br>[ 12 mars ].         | Le ministre aux préfets. — Règlement des rapports des différentes administrations locales avec le gouvernement. . . . .                                                                                            | I.       | 190.         |
| 22 ventôse<br>[ 13 mars ].         | Le ministre aux préfets des départemens maritimes. — Modifications ou mode suivi pour l'admission des soumissions pour le cabotage des subsistances d'un port à l'autre. . . . .                                   | I.       | 191.         |
| 28 ventôse<br>[ 19 mars ].         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une instruction de l'école de médecine de Paris qui fixe l'étendue des fonctions qui peuvent être confiées aux sœurs de charité au sujet de l'exercice de la pharmacie. . . . . | I.       | 192.         |
| 5 germinal<br>[ 20 mars ].         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté qui applique aux bois communaux les règles                                                                                                                            |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.    | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                             | VOLUMES. | PAGES.       |
|-------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                     | établies pour le régime, l'administration, la garde et la surveillance des bois nationaux .                                                                                            | I.       | 195.         |
| 7 germinal an 10<br>[28 mars 1802]. | Le ministre aux préfets des départemens maritimes. — Nouvelles formalités à observer pour la réexportation des grains venus de l'étranger. . . . .                                     | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 12 germinal<br>[2 avril].           | Le conseiller d'état chargé des octrois aux préfets. — Communication d'un arrêté portant annulation de la franchise des approvisionnemens de guerre et de marine. . . . .              | I.       | 196.         |
| 24 germinal<br>[14 avril].          | Le ministre aux préfets. — Remise des édifices nécessaires à l'exercice du culte catholique et au logement de ses ministres. . . . .                                                   | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 27 germinal<br>[17 avril].          | Le ministre aux préfets. — Nécessité de la libre circulation des grains. . . . .                                                                                                       | I.       | 197.         |
| 6 floréal<br>[26 avril].            | Le ministre aux préfets. — Résultats de la dernière exposition des produits de l'industrie française. . . . .                                                                          | I.       | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                        | Arrêté du gouvernement relatif à l'exploitation des bois des communes, hospices et établissemens publics. . . . .                                                                      | I.       | 201.         |
| 16 floréal<br>[6 mai].              | Le ministre aux préfets et aux commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels. — Moyens à prendre pour empêcher les évasions des condamnés lors des transfère-mens. . . . . | I.       | 200.         |
| 13 prairial<br>[2 juin].            | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'arrêté du 6 floréal an 10 relatif à l'exploitation des bois des communes, hospices et établissemens publics . . . . .                            | I.       | 201.         |
| 15 prairial<br>[4 juin].            | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Instruction relative à l'établissement des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics . . . . .  | I.       | 202.         |
| 28 prairial<br>[17 juin].           | Le conseiller d'état chargé des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction relative à la mise en ferme des bacs et bateaux de passage. . . . .                                      | I.       | 205.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                           | FOLIOS | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|
| messidor an 10<br>[ juin 1802 ]. | Le conseiller d'état chargé des ponts et chaussées aux préfets. — Envoi d'une instruction sur l'exécution des lois relatives aux contraventions en matière de grande voirie, et au poids des voitures de roulage et de messageries .....             | 1.     | 207.         |
| messidor<br>[ juin ].            | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre contre les mendiants et vagabonds. ....                                                                                                                                                                 | 1.     | 208.         |
| 7 messidor<br>[ 26 juin ].       | Le conseiller d'état chargé de l'instruction publique aux préfets. — Composition du répertoire des théâtres dans les départemens. ....                                                                                                               | 1.     | 209.         |
| 18 messidor<br>[ 7 juillet ].    | Le conseiller d'état chargé des cultes aux évêques. — Dangers des controverses et discussions théologiques, soit dans les conversations, soit par écrit. ....                                                                                        | 1.     | 210.         |
| 24 messidor<br>[ 13 juillet ].   | Le conseiller d'état chargé des cultes aux évêques. — Formule à employer par les évêques à la tête des instructions pastorales et autres actes. ....                                                                                                 | 1.     | 211.         |
| 29 messidor<br>[ 18 juillet ].   | Le conseiller d'état chargé de l'instruction publique aux préfets. — Nouvelles mesures prescrites pour la composition du répertoire des spectacles .....                                                                                             | 1.     | <i>Ibid.</i> |
| 30 messidor<br>[ 19 juillet ].   | Le conseiller d'état chargé des cultes aux préfets. — Costume et fonctions des archevêques et évêques en exercice. ....                                                                                                                              | 1.     | 212.         |
| 3 thermidor<br>[ 22 juillet ].   | Le conseiller d'état chargé des cultes aux préfets. — Demandes des renseignemens nécessaires pour l'organisation des cultes protestans. ....                                                                                                         | 1.     | 213.         |
| 9 thermidor<br>[ 28 juillet ].   | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Envoi d'un arrêté du gouvernement relatif à la comptabilité des communes et au règlement des budgets communaux, et instructions sur l'exécution de cet arrêté. .... | 1.     | <i>Ibid.</i> |
| thermidor<br>[ juillet ].        | Le conseiller d'état chargé des ponts et chaussées aux préfets. — Mesures prescrites pour l'exécution de la loi qui ordonne la percep-                                                                                                               |        |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.        | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                 | VOLUMES. | PAGES.       |
|-----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                         | tion d'un droit de navigation sur les fleuves et rivières navigables.....                                                                                                                                  | I.       | 217.         |
| 9 thermidor an 10<br>[23 juillet 1802]. | Le ministre aux préfets. — Envoi du règlement arrêté pour l'hospice de la Maternité de Paris, destiné à recevoir les élèves envoyées des départemens .....                                                 | I.       | 220.         |
| 10 thermidor<br>[29 juillet].           | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Mesures à observer pour la mise en ferme ou en régie des revenus communaux.....                                           | I.       | 221.         |
| 20 thermidor<br>[8 août].               | Le ministre aux préfets. — Mode de rédaction des mercuriales de grains, et marche à suivre pour leur envoi au ministère.....                                                                               | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 8 fructidor<br>[26 août].               | Le ministre aux préfets. — Précautions à prendre dans la délivrance des certificats d'indigence délivrés aux dévastateurs des forêts.....                                                                  | I.       | 222.         |
| 8 fructidor<br>[26 août].               | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un modèle des comptes analytiques à adresser au ministère.....                                                                                                          | I.       | 223.         |
| 26 fructidor<br>[13 septembre].         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté du gouvernement qui proroge pour un an les droits des pauvres sur les spectacles, bals et fêtes publiques; instructions sur la perception de ces droits ..... | I.       | 224.         |
| 30 fructidor<br>[17 septembre].         | Le ministre aux préfets. — Inconvéniens de l'insertion dans les journaux de la correspondance des fonctionnaires avec le ministre.                                                                         | I.       | 226.         |
| 3 vendém. an 11<br>[25 septembre].      | Le conseiller d'état chargé des cultes aux évêques. — Rappel à l'observation des lois relatives à l'inscription des actes de naissance sur les registres de l'état civil.....                              | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 8 vendémiaire<br>[30 septembre].        | Le ministre aux préfets. — Instruction relative au retrait des fonds appartenant aux communes déposés à la caisse d'amortissement.                                                                         | I.       | 227.         |
| 16 vendémiaire<br>[8 octobre].          | Arrêté du ministre relatif au flottage sur les petites rivières et au tirage des bois.....                                                                                                                 | I.       | 228.         |
| 5 brumaire<br>[27 octobre].             | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une notice indicative des bases sur lesquelles doivent                                                                                                                  |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.        | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES.       |
|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                         | être réglés les mémoires de frais d'impressions .....                                                                                                                                                                                                                                        | I.       | 229.         |
| 18 brumaire an 11<br>[9 novembre 1802]. | Le ministre aux préfets. — Recommandation de faire connaître au ministère le prix des baux des sources minérales.....                                                                                                                                                                        | I.       | 230.         |
| 21 brumaire<br>[12 novembre].           | Le ministre aux préfets. — Formalités à suivre pour l'inscription sur les registres de l'état civil des actes qui n'y ont pas été portés dans les délais prescrits.....                                                                                                                      | I.       | 231.         |
| 2 frimaire<br>[23 novembre].            | Le ministre aux préfets. — Instruction générale sur l'application et l'emploi du nouveau système métrique.....                                                                                                                                                                               | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 13 frimaire<br>[4 décembre].            | Le conseiller d'état chargé des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative aux contraventions en matière de grande voirie.....                                                                                                                         | I.       | 243.         |
| 3 nivôse<br>[24 décembre].              | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Fixation des frais de prestation de serment des employés de l'octroi.....                                                                                                                                   | I.       | 246.         |
| 14 nivôse<br>[4 janvier 1803].          | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Envoi d'une décision qui n'astreint les employés de l'octroi à la prestation de serment que devant le juge de paix du canton où se trouve, soit leur domicile, soit le bureau auquel ils sont attachés..... | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 15 nivôse<br>[5 janvier].               | Le conseiller d'état chargé des ponts et chaussées aux préfets. — Rappel de l'exécution des lois relatives à la police des cours d'eau.                                                                                                                                                      | I.       | 247.         |
| 17 nivôse<br>[7 janvier].               | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets — Attributions et travaux des conseils municipaux.                                                                                                                                                             | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 20 nivôse<br>[10 janvier].              | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la rédaction des annuaires des départemens..                                                                                                                                                                                                      | I.       | 250.         |
| 27 nivôse<br>[17 janvier].              | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un avis du conseil d'état relatif à la présence des maires et adjoints dans les conseils municipaux, et au choix de ces magistrats.....                                                                                                                   | I.       | <i>Ibid.</i> |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.         | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                | VOLUMES. | PAGES.       |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 30 nivôse an 11<br>[ 20 janvier 1803 ].  | Le conseiller d'état chargé des cultes aux évêques. — Invitation de faire cesser la célébration des fêtes supprimées.....                                                                                                 | I.       | 252.         |
| 5 pluviôse<br>[ 25 janvier ].            | Le conseiller d'état chargé des cultes aux évêques. — Rappel à l'exécution des lois qui prohibent les associations religieuses.....                                                                                       | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 8 pluviôse<br>[ 28 janvier ].            | Arrêté du gouvernement qui met à la disposition des villes les bibliothèques des écoles centrales.....                                                                                                                    | I.       | 472.         |
| 13 pluviôse<br>[ 2 février ].            | Le ministre aux administrateurs et directeurs des administrations et établissemens dépendans du ministère de l'intérieur. — Envoi d'un modèle pour la reddition de leurs comptes.....                                     | I.       | 253.         |
| 7 ventôse<br>[ 26 février ].             | Arrêté du gouvernement relatif à l'établissement ou à la réparation des bâtimens destinés au culte, et aux moyens de subvenir à ces dépenses.....                                                                         | I.       | 255.         |
| 19 ventôse<br>[ 10 mars ].               | Arrêté du gouvernement relatif aux formes à suivre pour l'adjudication des travaux des ponts et chaussées.....                                                                                                            | I.       | 253.         |
| 20 ventôse<br>[ 11 mars ].               | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'arrêté du 7 ventôse an 11 relatif aux bâtimens destinés au culte.....                                                                                                               | I.       | 255.         |
| 15 germinal<br>[ 5 avril ].              | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Instruction sur la comptabilité arriérée des communes.....                                                                               | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 26 germinal<br>[ 16 avril ].             | Le ministre aux préfets. — Transmission d'un arrêté relatif aux dépenses des communes pour les frais du culte.....                                                                                                        | I.       | 266.         |
| 30 germinal<br>[ 20 avril ].             | Le ministre aux préfets. — Rappel de la loi portant qu'aucune cérémonie religieuse ne peut avoir lieu hors des édifices consacrés au culte catholique dans les villes où il y a une église protestante consistoriale..... | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 1 <sup>er</sup> floréal<br>[ 21 avril ]. | Avis du conseil d'état relatif aux biens désignés pour remplacer les biens aliénés des hospices, et qui appartenaient à des émigrés rayés, éliminés ou amnistiés.....                                                     | I.       | 272.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.                  | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                      | SÉRIATION | PAGES.       |
|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------------|
| floréal an 11.<br>[ 1 <sup>er</sup> avril 1803 ]. | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Envoi des budgets des villes fixés par le gouvernement, et instructions sur l'exécution des lois y relatives.....                                              | I.        | 267.         |
| 7 floréal<br>[ 27 avril ].                        | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un exemplaire de la Pharmacopée à l'usage des établissemens de bienfaisance.....                                                                                                                             | I.        | 271          |
| 8 floréal<br>[ 28 avril ].                        | Le conseiller d'état chargé des cultes aux préfets. — Renseignemens qui doivent accompagner les propositions de nominations de pasteurs protestans.....                                                                                         | I.        | 272.         |
| 21 floréal<br>[ 11 mai 1803 ]                     | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'avis du conseil d'état du 1. <sup>er</sup> floréal an 11, relatif aux biens d'émigrés destinés à remplacer les biens aliénés des hospices.....                                                            | I.        | <i>Ibid.</i> |
| 30 floréal<br>[ 20 mai ].                         | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi concernant les droits de propriété et d'usage dans les forêts nationales adjugés aux communes pendant la révolution..... | I.        | 273.         |
| 1. <sup>er</sup> prairial<br>[ 21 mai ].          | Le même aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative au paiement des contributions assises sur des biens communaux.....                                                                                                        | I.        | 275.         |
| 5 prairial<br>[ 25 mai ].                         | Arrêté du ministre qui autorise les trones et quêtes dans les temples et autres lieux publics au profit des établissemens de bienfaisance.....                                                                                                  | I.        | 280.         |
| 6 prairial<br>[ 26 mai ].                         | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour la propagation de la vaccine.....                                                                                                                                                             | I.        | 277.         |
| 12 prairial<br>[ 1. <sup>er</sup> juin ].         | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'arrêté du 5 prairial an 11 qui autorise les trones et les quêtes dans les temples et autres lieux publics.....                                                                                            | I.        | 280.         |
| prairial<br>[ juin ].                             | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative à l'administration des bois des communes et des particuliers.....                                               | I.        | 281.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.           | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                             | FOLIOS | PAGES.       |
|--------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|
| prairial an 11<br>[ juin 1803 ].           | Le ministre aux préfets. — Ordre à suivre dans la délivrance des mandats de paiement des dépenses fixes et variables des départemens pour l'épuisement des crédits mensuels ouverts par les ordonnances du ministre...                 | 1.     | 282.         |
| prairial<br>[ juin ].                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exploitation des sources d'eaux minérales appartenant soit à l'état, soit à des communes ou à des particuliers .....                                                                      | 1.     | 283.         |
| 29 prairial<br>[ 18 juin ].                | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Nouvelles observations sur l'exécution de la loi relative au paiement des contributions assises sur les biens communaux.....                          | 1.     | 286.         |
| 1. <sup>re</sup> messidor<br>[ 20 juin ].  | Le même aux préfets. — Exercice des fonctions des juges de paix en ce qui concerne les octrois.....                                                                                                                                    | 1.     | 287.         |
| 13 thermidor<br>[ 1. <sup>re</sup> août ]. | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté du gouvernement relatif à la nomination et au salaire des portiers-concierges des villes de guerre et des villes ouvertes.....                                                            | 1.     | 288.         |
| 30 thermidor<br>[ 18 août ].               | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté du gouvernement relatif aux biens et rentes des fabriques non aliénés ou transférés....                                                                                                   | 1.     | 289.         |
| fructidor<br>[ août ].                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative à l'exercice de la médecine.....                                                                                                                             | 1.     | <i>Ibid.</i> |
| 10 fructidor<br>[ 28 août ].               | Le conseiller d'état chargé des cultes aux évêques. — Envoi de l'arrêté qui rend aux fabriques leurs biens non aliénés, et demande d'un projet de règlement pour les fabriques chargées de veiller à la conservation des églises ..... | 1.     | 291.         |
| fructidor<br>[ août ].                     | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Formalités à remplir pour obtenir l'établissement d'octrois en faveur des communes.....                                                               | 1.     | 292.         |
| 12 fructidor<br>[ 30 août ].               | Le ministre aux préfets. — Demande de l'état des villes où il serait utile d'établir des chambres consultatives des manufactures, fabriques, arts et métiers.....                                                                      | 1.     | 294.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.          | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                | VOLUMES. | PAGES. |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
| 20 fructidor an 11<br>[7 septembre 1803]. | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de l'art. 85 de la loi sur l'organisation de la gendarmerie concernant l'établissement de chambres de sûreté dans les casernes .....                                                               | I.       | 295.   |
| <i>Idem.</i>                              | Le conseiller d'état chargé des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Mesures à prendre pour l'exploitation des carrières pratiquées dans les forêts nationales et autres, pour le service des ponts et chaussées.....                             | I.       | 296.   |
| 27 fructidor<br>[14 septembre].           | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'arrêté du gouvernement relatif à la fixation des frais du culte dans les hospices.....                                                                                                                              | I.       | 297.   |
| <i>Idem.</i>                              | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour la sortie en temps convenable des militaires traités dans les hospices.....                                                                                                                             | I.       | 298.   |
| 2 vendém. an 12<br>[25 septembre].        | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Invitation de communiquer aux receveurs des revenus communaux la défense de recevoir dans leurs caisses les pièces de monnaie dont l'empreinte est entièrement effacée.. | I.       | 299.   |
| <i>Idem.</i>                              | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Communication d'un arrêté portant que les préfets pourront autoriser la mise en jugement des préposés de l'octroi.....                                                   | I.       | 300.   |
| 3 brumaire<br>[26 octobre].               | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la recette et la perception des revenus des hôpitaux, des établissemens des secours à domicile et des communes.....                                                                                            | I.       | 301.   |
| 1. <sup>er</sup> nivôse<br>[23 décembre]. | Le conseiller d'état chargé des recettes et dépenses des communes aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative à l'emploi des dix centimes additionnels au principal de la contribution des portes et fenêtres.....                      | I.       | 303.   |
| 4 nivôse<br>[26 décembre].                | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'un arrêté qui oblige tous les ouvriers à avoir des livrets.....                                                                                                                                  | I.       | 304.   |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.    | OBJETS DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                 | VOLUMES. | PAGES.       |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 8 nivôse an 12<br>[30 décem. 1803]. | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté du gouvernement qui règle le mode à suivre pour les transactions entre les communes et les particuliers.....                   | I.       | 306.         |
| 18 nivôse<br>[9 janvier 1804].      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté du gouvernement relatif à la propriété des fondations pour mesures obituaires.....                                             | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 8 ventôse<br>[28 février].          | Le ministre aux préfets. — Communication d'un rapport de la société d'agriculture du département de la Seine sur les causes et le traitement d'une maladie épizootique..... | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 12 ventôse<br>[3 mars].             | Le ministre aux préfets. — Mesures à observer lors de l'installation des fonctionnaires publics de l'ordre administratif.....                                               | I.       | 307.         |
| germinal<br>[avril].                | Le ministre aux préfets. — Nouvelles observations sur la nécessité de la propagation de la vaccine, et sur les moyens de parvenir à ce but.....                             | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 14 germinal<br>[4 avril].           | Arrêté du ministre de l'intérieur portant création d'une société centrale de vaccine.....                                                                                   | I.       | 310.         |
| 15 germinal<br>[5 avril].           | Arrêté du gouvernement qui fixe le traitement des pasteurs des églises consistoriales.....                                                                                  | I.       | 320.         |
| 21 germinal<br>[11 avril].          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les octrois et sur les secours qu'ils doivent procurer aux hospices.....                                                         | I.       | 311.         |
| 28 germinal<br>[18 avril].          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur un arrêté du gouvernement relatif aux remboursements faits aux hospices à diverses époques.....                                  | I.       | 314.         |
| 30 germinal<br>[20 avril].          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative aux legs et donations en faveur des hospices et établissemens de charité.....                     | I.       | 316.         |
| 22 floréal<br>[12 mai].             | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'arrêté du gouvernement du 15 germinal an 12 relatif au traitement des pasteurs des églises consistoriales.....                        | I.       | 320.         |
| 5 prairial<br>[25 mai].             | Le ministre aux préfets. — Invitation de soumettre à l'approbation des ministres                                                                                            |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.       | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                          | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                        | tous les arrêtés pris par eux sur des objets d'administration générale.....                                                                                                                                                         | I.       | 321.         |
| 27 prairial an 12<br>[ 16 juin 1804 ]. | Le conseiller d'état chargé des cultes aux préfets. — Fixation du costume des pasteurs protestans. ....                                                                                                                             | I.       | 322.         |
| <i>Idem.</i>                           | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution des lois qui maintiennent les hospices et les établissemens de charité dans la jouissance des rentes découvertes par eux.....                                                | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 30 prairial<br>[ 19 juin ].            | Arrêté du ministre de l'intérieur, qui prescrit l'exercice de la natation dans tous les établissemens d'instruction publique.....                                                                                                   | I.       | 328.         |
| 8 messidor<br>[ 27 juin ].             | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'un décret relatif à la police des lieux de sépulture et aux inhumations.                                                                                                   | I.       | 323.         |
| messidor<br>[ juillet ].               | Le conseiller d'état chargé de l'instruction publique aux préfets. — Rappel de la loi portant que les chapelles domestiques et les oratoires particuliers ne peuvent être établis sans une permission expresse du gouvernement..... | I.       | 327.         |
| messidor<br>[ juillet ].               | Le conseiller d'état chargé de l'instruction publique aux préfets. — Envoi de l'arrêté du 30 prairial an 12, relatif à l'enseignement de l'art de la natation dans tous les établissemens d'instruction publique.....               | I.       | 328.         |
| 14 messidor<br>[ 3 juillet ].          | Le ministre aux préfets. — Développemens à donner à la société d'encouragement pour l'industrie nationale.....                                                                                                                      | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 15 messidor<br>[ 4 juillet ].          | Le conseiller d'état chargé des cultes aux évêques. — Instruction sur l'exécution d'un décret relatif au sort des desservans et à la circonscription des succursales.....                                                           | I.       | 330.         |
| 20 messidor<br>[ 9 juillet ].          | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une instruction sur le rouissage du chanvre.....                                                                                                                                                 | I.       | 331.         |
| 25 messidor<br>[ 14 juillet ].         | Le ministre aux préfets. — Avantages du cours d'accouchement établi à l'hospice de la Maternité.....                                                                                                                                | I.       | 336.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.       | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                              | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 25 thermid. an 12<br>[ 13 août 1804 ]. | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté qui règle le mode à suivre par les receveurs des établissemens de charité pour les mains-levées d'oppositions, les radiations, changemens ou limitations d'inscriptions hypothécaires..... | I.       | 337.         |
| 26 thermidor<br>[ 14 août ].           | Le ministre aux préfets. — Observations sur l'exécution du décret relatif aux inhumations, en ce qui concerne le choix de l'emplacement des cimetières .....                                                                            | I.       | 338.         |
| fructidor<br>[ août ].                 | Le ministre aux préfets. — Mode à suivre pour la déclaration des fonds restés libres à la fin de chaque semestre sur les ordonnances ministérielles.....                                                                                | I.       | 339.         |
| 18 fructidor<br>[ 5 septembre ].       | Le ministre aux préfets. — Bases d'après lesquelles doivent être rédigés les projets d'établissement et d'organisation des monts-de-piété.....                                                                                          | I.       | 340.         |
| 19 fructidor<br>[ 6 septembre ].       | Le ministre aux préfets. — Communication des instructions transmises par le ministre de la marine aux administrateurs de l'inscription maritime, relativement à l'exécution des ordres de levée.....                                    | I.       | 347.         |
| 25 fructidor<br>[ 12 septembre ].      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un exemplaire de formules pour les actes de l'état civil .....                                                                                                                                       | I.       | 349.         |
| 30 fructidor<br>[ 17 septembre ].      | Le ministre aux préfets. — Rappel des principes et des règles d'après lesquels les autorités doivent se conduire à l'égard des insensés .....                                                                                           | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 24 brumaire an 13<br>[ 15 novembre ].  | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret qui fixe le mode de jouissance commune des biens communaux.....                                                                                                                            | I.       | 350.         |
| 30 brumaire<br>[ 21 novembre ].        | Le ministre aux préfets. — Nécessité de répandre l'usage des boîtes fumigatoires pour les noyés .....                                                                                                                                   | I.       | 351.         |
| frimaire<br>[ décembre ].              | Le directeur général de l'instruction publique aux préfets. — Demande de renseignemens concernant les frères des écoles chrétiennes.....                                                                                                | I.       | <i>Ibid.</i> |

| DATES<br>des<br>Circulaires , &c.      | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                         | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 29 frimaire an 13<br>[ 20 déc. 1804 ]. | Avis du conseil d'état relatif aux propriétés qui sont susceptibles d'être réunies au domaine national.....                                                                                                                        | I.       | 449.         |
| 30 frimaire<br>[ 21 décembre ].        | Le ministre aux préfets. — Recommandation de veiller à la conservation des monumens qui ont servi à la détermination des triangles de la carte de Cassini.....                                                                     | I.       | 352.         |
| 14 nivôse<br>[ 4 janvier 1805 ].       | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'un arrêté qui oblige les élèves vétérinaires entretenus aux frais du gouvernement et brevetés à résider dans leur département pendant six années.....                     | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 20 nivôse<br>[ 10 janvier ].           | Le ministre aux préfets. — Désignation des biens communaux susceptibles d'être réunis au domaine national, dans les communes dont le gouvernement s'est chargé d'acquitter les dettes.....                                         | I.       | 354.         |
| 27 nivôse<br>[ 17 janvier ].           | Le ministre aux préfets. — Mode à suivre pour la rédaction des comptes de tournées annuelles dans les départemens....                                                                                                              | I.       | 355.         |
| 29 nivôse<br>[ 19 janvier ].           | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret portant que les percepteurs des contributions directes feront la recette particulière de toutes les communes de leur arrondissement ayant moins de vingt mille francs de revenus..... | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 30 nivôse<br>[ 20 janvier ].           | Instruction arrêtée par le ministre pour les conseils généraux de département.....                                                                                                                                                 | I.       | 356.         |
| <i>Idem.</i>                           | Le ministre aux préfets. — Envoi de deux ouvrages sur les moyens de désinfecter l'air, et observations sur la nécessité de répandre l'usage des procédés qu'ils indiquent.....                                                     | I.       | 359.         |
| 4 pluviôse<br>[ 24 janvier ].          | Le ministre aux préfets. — Communication d'un avis du conseil d'état qui reconnaît la faculté de vendre ou d'échanger, sous certaines conditions, les terrains qui ont servi aux inhumations.....                                  | I.       | 363.         |
| 25 pluviôse<br>[ 14 février ].         | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Application aux dépenses relatives au service de la navigation des                                                                                                      |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires , &c.         | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                              | VOLUMES. | PAGES.       |
|-------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                           | dispositions du décret concernant celles<br>des ponts et chaussées.....                                                                                                                                 | 1.       | 363.         |
| 25 pluviôse au 13<br>[ 14 février 1805 ]. | Le ministre aux préfets. — Avis à donner<br>aux administrations des établissemens de<br>bienfaisance des legs et donations qui les<br>concernent.....                                                   | 1.       | 364.         |
| <i>Idem.</i>                              | Formalités à remplir pour la restitution des<br>fonds provenant de coupes de bois et<br>versés au trésor.....                                                                                           | 1.       | 365.         |
| 2 pluviôse<br>[ 22 janvier ].             | Le ministre aux préfets. — Avis du conseil<br>d'état portant que les églises et presby-<br>tères qui ont été abandonnés aux com-<br>munes doivent être considérés comme pro-<br>priétés communales..... | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 30 pluviôse<br>[ 19 février ].            | Le ministre aux préfets. — Envoi de cet avis<br>du conseil d'état.....                                                                                                                                  | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 5 ventôse<br>[ 24 février ].              | Le ministre des cultes aux préfets. — Envoi<br>du décret qui règle le sort des desservans.                                                                                                              | 1.       | 366.         |
| 15 ventôse<br>[ 14 mars ].                | Décret relatif aux biens et rentes non aliénés,<br>provenant des anciennes fabriques des mé-<br>tropoles, cathédrales et collégiales.....                                                               | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 23 ventôse<br>[ 6 mars. ]                 | Le ministre aux préfets. — Envoi de ce<br>décret.....                                                                                                                                                   | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 26 ventôse<br>[ 17 mars ].                | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un avis<br>du conseil d'état relatif au droit de pêche<br>sur les rivières non navigables.....                                                                       | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 30 ventôse<br>[ 21 mars ].                | Le directeur général des ponts et chaussées<br>aux préfets. — Instructions sur l'exécution<br>de la loi relative aux plantations des<br>grandes routes et des chemins vicinaux...                       | 1.       | 367.         |
| 7 germinal<br>[ 28 mars ].                | Décret relatif au mode de nomination et de<br>renouvellement des administrations des hos-<br>pices et des établissemens de charité....                                                                  | 1.       | 369.         |
| 9 germinal<br>[ 30 mars ].                | Le ministre aux préfets. — Explication sur<br>le mode d'exécution de la loi concernant<br>l'éducation aux frais de l'état d'un enfant<br>dans chaque famille qui en a sept vivans. .                    | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 14 germinal<br>[ 4 avril ].               | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret<br>relatif à la nomination et au renouvelle-                                                                                                               |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires , &c.       | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                      | SERIES | PAGES. |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|
|                                         | ment des administrations des hospices et<br>des établissemens de charité.....                                                                                                                                                                   | .1     | 369.   |
| 15 germinal an 13.<br>[ 5 avril 1805 ]. | Le ministre aux préfets. — Fixation des<br>fonctions des préfets et des secrétaires gé-<br>néraux de préfecture.....                                                                                                                            | .1     | 370.   |
| 3 floréal<br>[ 23 avril ].              | Avis du conseil d'état portant qu'il n'y a pas<br>lieu à proposer une exception au régime<br>des hypothèques en faveur des hospices..                                                                                                           | .1     | 385.   |
| <i>Idem.</i>                            | Décret qui apporte différentes modifications<br>à l'organisation des lycées , et prescrit un<br>nouveau mode de comptabilité à y établir.                                                                                                       | .1.    | 397.   |
| 7 floréal<br>[ 27 avril ].              | Décret relatif à la reddition et à l'apurement<br>des comptes des établissemens de charité..                                                                                                                                                    | .1.    | 404.   |
| 12 floréal<br>[ 2 mai ].                | Le ministre aux préfets. — Instruction gé-<br>nérale sur la marche à suivre pour le trai-<br>tement des épidémies .....                                                                                                                         | .1.    | 371.   |
| 24 floréal<br>[ 14 mai ].               | Avis du conseil d'état portant que les pro-<br>priétés des hospices ne sont sujettes qu'aux<br>hypothèques des créanciers de l'établisse-<br>ment auquel lesdites propriétés apparte-<br>naient avant la réunion au domaine na-<br>tional. .... | .1.    | 385.   |
| 3 prairial<br>[ 23 mai ].               | Le ministre aux préfets. — Conditions exi-<br>gées pour l'établissement des monts-de-<br>piété.....                                                                                                                                             | .1.    | 375.   |
| 4 prairial<br>[ 24 mai ].               | Décret qui annule un jugement rendu par<br>le tribunal de Saint-Flour au sujet d'un<br>legs fait à un établissement de charité. .                                                                                                               | .1.    | 386.   |
| 7 prairial<br>[ 27 mai ].               | Le ministre aux préfets. — Instruction géné-<br>rale sur l'exécution des lois relatives à la<br>plantation et à l'entretien des chemins vici-<br>naux.....                                                                                      | .1.    | 376.   |
| 24 prairial<br>[ 13 juin ].             | Avis du conseil d'état portant que le produit<br>de la vente ou de la démolition des églises<br>et presbytères non employé peut être ap-<br>pliqué à l'entretien ou aux réparations des<br>églises et presbytères conservés.....                | .1.    | 435.   |
| 25 prairial<br>[ 14 juin ].             | Décret qui autorise les maires à affermer le<br>droit de chasse dans les bois communaux.                                                                                                                                                        | .1.    | 380.   |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.          | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                        | VOLUMES. | PAGES.       |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 28 messidor an 13<br>[ 17 juillet 1805 ]. | Décret qui ordonne la réunion aux fabriques des biens et rentes non aliénés des anciennes confréries.....                                                                                                                         | 1.       | 383.         |
| <i>Idem.</i>                              | Décret portant qu'il ne sera exigé de cautionnement des percepteurs à raison des revenus des communes que dans les cas où les revenus réunis des communes formant un arrondissement de perception s'éleveraient à 300 francs..... | 1.       | 399.         |
| 4 thermidor<br>[ 23 juillet ].            | Lettre du ministre de la justice sur la manière de payer régulièrement les terrains dont l'acquisition est nécessaire pour la confection ou l'agrandissement des routes et canaux.....                                            | 1.       | 389.         |
| 8 thermidor<br>[ 27 juillet ].            | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 25 prairial an 13, relatif au droit de chasse dans les bois communaux.....                                                                                                          | 1.       | 380.         |
| <i>Idem.</i>                              | Le ministre aux préfets. — Instruction générale sur les secours à donner aux asphyxiés, aux noyés, &c.....                                                                                                                        | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                              | Le directeur général des ponts et chaussées, aux préfets. — Mesures prescrites pour la franchise de la correspondance des inspecteurs divisionnaires et des ingénieurs des ponts et chaussées.....                                | 1.       | 382          |
| 10 thermidor<br>[ 29 juillet ].           | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 28 messidor an 13, relatif aux biens et rentes non aliénés des anciennes confréries.....                                                                                            | 1.       | 383.         |
| 15 thermidor<br>[ 3 août ].               | Le ministre aux préfets. — Solution de plusieurs questions relatives à l'administration des biens des hospices.....                                                                                                               | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 17 thermidor<br>[ 5 août ].               | Nouvelles observations sur la délimitation des attributions des préfets, et sur leur responsabilité exclusive pour les actes émanés de la préfecture.....                                                                         | 1.       | 387.         |
| 22 thermidor<br>[ 10 août ].              | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Observations sur les formalités à remplir pour purger les hypothèques existantes sur les propriétés dont l'ac-                                                         |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.  | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                                  | VOLUMES. | PAGES.       |
|-----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| thermidor an 13<br>[ août 1805 ]. | quisition est nécessaire pour la confection ou l'agrandissement des routes et canaux. .<br><br>Le directeur général de l'instruction publique aux membres des bureaux d'administration des lycées. — Instruction sur l'exécution du décret du 3 floréal an 13, relatif aux lycées . . . . . | I.       | 389.         |
| 25 thermidor<br>[ 13 août ].      | Décret qui accorde l'exemption de patente aux médecins, chirurgiens, &c. attachés au service des pauvres et des hospices . . .                                                                                                                                                              | I.       | 417.         |
| 29 thermidor<br>[ 17 août ].      | Avis du conseil d'état portant qu'il n'y a pas lieu à assujettir les billets d'entrée <i>gratis</i> dans les salles de spectacles, bals, concerts, au paiement de la taxe au profit des pauvres . . . . .                                                                                   | I.       | 418.         |
| 4 fructidor<br>[ 22 août ].       | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif au transport et à l'inhumation des corps . . . . .                                                                                                                                                                                     | I.       | 398.         |
| <i>Idem.</i>                      | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 28 floréal an 13, relatif aux cautionnements à fournir par les percepteurs des contributions directes pour la gestion des revenus communaux . . . . .                                                                                         | I.       | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                      | Avis du conseil d'état portant que les hospices exploitant leurs vignes ne peuvent prétendre qu'à la même exemption de droit qui est accordée aux particuliers . . . . .                                                                                                                    | I.       | 418.         |
| 11 fructidor<br>[ 29 août ].      | Arrêté du ministre de l'intérieur qui prescrit l'usage exclusif, par toutes les personnes attachées au ministère, des nouveaux poids et mesures . . . . .                                                                                                                                   | I.       | 399.         |
| <i>Idem.</i>                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Observations sur l'exécution de la loi relative au timbre et à l'enregistrement des procès-verbaux dressés pour délits de grande voirie . . . . .                                                                                | I.       | 400.         |
| 16 fructidor<br>[ 3 septembre ].  | Le ministre aux préfets. — Envoi de tableaux destinés à recevoir le mouvement de la population pendant l'an 13 . . . . .                                                                                                                                                                    | I.       | 401.         |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.                    | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | VOLUMES<br>SERIES | PAGES.       |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------|
| 22 fructidor an 13<br>[ 9 septemb. 1805 ].          | Décret portant que tous les biens et revenus rendus aux fabriques seront administrés et perçus par les administrateurs des fabriques.....                                                                                                                                                                                                           | I.                | 423.         |
| 23 fructidor<br>[ 10 septembre ].                   | Décret relatif au mode de paiement des gardes champêtres.....                                                                                                                                                                                                                                                                                       | I.                | 425.         |
| 24 fructidor<br>[ 11 septembre ].                   | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Demande d'un inventaire des objets appartenant à l'état, et existant dans leurs bureaux.....                                                                                                                                                                                  | I.                | 402.         |
| 25 fructidor<br>[ 12 septembre ].                   | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la reddition et l'apurement des comptes des établissemens de charité.....                                                                                                                                                                                                                                | I.                | 403.         |
| 1. <sup>er</sup> vendém. an 14<br>[ 23 septembre ]. | Le ministre aux préfets. — Envoi de plusieurs décrets relatifs, 1. <sup>o</sup> à l'exemption de patente accordée aux médecins attachés au service des établissemens de charité; 2. <sup>o</sup> aux droits sur les spectacles en faveur des pauvres; 3. <sup>o</sup> aux droits sur les vins provenant des vignes exploitées par les hospices..... | I.                | 417.         |
| vendémiaire<br>[ septembre ].                       | Le ministre aux préfets. — Formalités à observer pour la création de bureaux de placement pour les ouvriers et compagnons..                                                                                                                                                                                                                         | I.                | 419.         |
| <i>Idem.</i>                                        | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre contre les manufactures établies dans le rayon des douanes.....                                                                                                                                                                                                                                        | I.                | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                                        | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Demande de renseignemens pour la confection d'une carte générale des routes de France....                                                                                                                                                                                     | I.                | 420.         |
| 10 vendémiaire<br>[ 2 octobre ].                    | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 22 fructidor an 13, relatif à l'administration des biens et revenus rendus aux fabriques.....                                                                                                                                                                                                         | I.                | 422.         |
| 18 vendémiaire<br>[ 10 octobre ].                   | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens relatifs à l'établissement des cours d'accolement dans les hospices des départemens.....                                                                                                                                                                                                        | I.                | 423.         |
| 19 vendémiaire<br>[ 11 octobre ].                   | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'emploi de la gendarmerie.....                                                                                                                                                                                                                                                                          | I.                | 424.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.              | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                      | SÉRIE | PAGES.       |
|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------|
| 20 vendém. an 14<br>[ 12 octobre 1805 ].      | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 23 fructidor, relatif au mode de paiement des gardes champêtres .....                                                                                             | 1.    | 425.         |
| 8 brumaire<br>[ 30 octobre ].                 | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution d'un décret relatif aux attributions des conseils de préfecture au sujet des contestations en matière de partage de biens communaux .....               | 1.    | <i>Ibid.</i> |
| 10 brumaire<br>[ 1. <sup>er</sup> novembre ]. | Décret portant que les oratoires protestans autorisés dans l'état sont annexés à l'église consistoriale la plus voisine de chacun d'eux.                                                                        | 1.    | 432.         |
| <i>Idem.</i>                                  | Décret qui règle les formalités à remplir lors des changemens et des démissions des pasteurs protestans .....                                                                                                   | 1.    | <i>Ibid.</i> |
| 11 brumaire<br>[ 2 novembre ].                | Avis du conseil d'état sur l'intervention du gouvernement dans les contestations relatives à des banalités conventionnelles .....                                                                               | 1.    | 458.         |
| 1. <sup>er</sup> frimaire<br>[ 22 novembre ]. | Le ministre des cultes aux curés et desservans. — Instruction sur le mode de paiement du traitement des curés et des desservans .....                                                                           | 1.    | 427.         |
| 8 frimaire<br>[ 29 novembre ].                | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif à l'interdiction dont pourront être frappés les moulins situés à l'extrême frontière .....                                                                 | 1.    | 428.         |
| 9 frimaire<br>[ 30 novembre ].                | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur le mouvement de la population pendant l'année 1805, et instructions pour le recensement à faire au 1. <sup>er</sup> janvier 1806. ....                  | 1.    | 429.         |
| 12 frimaire<br>[ 3 décembre ].                | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution d'un décret relatif au mode à suivre pour les constructions, reconstructions et réparations à faire pour les hospices et établissemens de charité. .... | 1.    | 430.         |
| 13 frimaire<br>[ 4 décembre ].                | Le ministre des cultes aux préfets. — Envoi du décret du 10 brumaire an 14, relatif aux oratoires protestans. ....                                                                                              | 1.    | 432.         |
| 22 frimaire<br>[ 13 décembre ].               | Le ministre des cultes aux présidens des consistoires. — Envoi du décret du 10 bru-                                                                                                                             |       |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c.       | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                              | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                        | mairie an 14, relatif aux formalités à remplir lors des changemens et des démissions des pasteurs protestans.....                                                                                       | I.       | 432.         |
| 30 frimaire an 14<br>[ 21 déc. 1805 ]. | Arrêté du ministre qui preserit l'usage exclusif du nouveau système métrique à toutes les personnes attachées aux administrations des pauvres et des hospices.....                                      | I.       | 433.         |
| <i>Idem.</i>                           | Le ministre aux préfets. — Envoi de cet arrêté... ..                                                                                                                                                    | I.       | 432.         |
| janvier 1806.                          | Le ministre aux préfets. — Nouvelles instructions sur l'exécution d'un arrêté relatif à l'ordre à suivre pour la reprise des fonds restés libres sur ordonnances.....                                   | I.       | 434.         |
| 17 janvier.                            | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi de l'avis du conseil d'état du 24 prairial an 13, relatif à l'emploi du produit de la vente ou de la démolition des églises et presbytères non employé..... | I.       | 435.         |
| <i>Idem.</i>                           | Avis du conseil d'état portant que les établissemens de bienfaisance dirigés par des sociétés libres ne peuvent plus subsister sans être soumis à la surveillance du gouvernement.....                  | I.       | 475.         |
| 23 janvier.                            | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret portant que les pistolets et fusils à vent sont compris dans les armes dont la fabrication, l'usage et le port sont interdits par les lois.....            | I.       | 436.         |
| 24 janvier.                            | Le ministre aux préfets. — Dangers de l'usage trop fréquent des cloches pendant les épidémies.....                                                                                                      | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 28 janvier.                            | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets et aux ingénieurs en chef. — Note des instrumens que les ingénieurs des ponts et chaussées doivent se procurer à leurs frais.....               | I.       | 437.         |
| 14 février.                            | Le ministre aux préfets. — Mode de paiement des sommes allouées par abonnement pour frais d'administration des préfetures.....                                                                          | I.       | 438.         |
| février.                               | Le ministre aux préfets. — Précautions à prendre pour accorder la concession aux                                                                                                                        |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                        | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | communes des églises et presbytères supprimés .....                                                                                                                               | I.       | 438.         |
| 14 février 1806.                 | Le ministre aux préfets. — Instructions sur les mesures à observer pour la prochaine exposition générale des produits de l'industrie française.....                               | I.       | 439.         |
| 22 février.                      | Le ministre aux préfets. — Éclaircissemens sur le caractère et le but de cette exposition .....                                                                                   | I.       | 441.         |
| 25 février.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif aux sépultures des personnes qui professent la religion juive.....                                                           | I.       | 442.         |
| 13 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les formes à suivre dans la délimitation des territoires des communes .....                                                            | I.       | <i>Ibid.</i> |
| mars.                            | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un modèle d'état pour le mouvement de la population .....                                                                                      | I.       | 445.         |
| 26 mars.                         | Décret qui ordonne l'abandon aux communes des halles dont le domaine est en possession .....                                                                                      | I.       | 449.         |
| 31 mars.                         | Le ministre aux membres des chambres de commerce. — Inconvéniens de la publicité donnée par les chambres de commerce à leurs mémoires ou écrits. ....                             | I.       | 446.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Communication de la lettre ci-dessus. ....                                                                                                             | I.       | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général de l'instruction publique aux directeurs des écoles secondaires. — Avis de la nomination d'un chirurgien oculiste des lycées et des écoles secondaires. .... | I.       | <i>Ibid.</i> |
| avril.                           | Le ministre aux préfets. — Instructions supplémentaires sur le recensement de la population .....                                                                                 | I.       | 447.         |
| 12 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour l'exécution des dispositions relatives au transport des condamnés civils par l'entreprise des convois militaires .....          | I.       | 448.         |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                           | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 15 avril 1806.                   | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 26 mars 1816, relatif à l'abandon aux communes des halles dont le domaine est en possession .....                                                                      | I.       | 448.         |
| 25 avril.                        | Le ministre des cultes aux présidens des églises réformées. — Formes à observer pour le choix des pasteurs .....                                                                                                     | I.       | 450.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre des cultes aux présidens des églises réformées. — Demande de l'avis exact du décès des pasteurs .....                                                                                                    | I.       | <i>Ibid.</i> |
| mai.                             | Le ministre aux préfets. — Mode de nomination des présidens et secrétaires des conseils généraux et d'arrondissement....                                                                                             | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 27 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif aux moyens de pourvoir aux dépenses du culte protestant.....                                                                                                    | I.       | 451.         |
| 29 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Rappel à l'exécution de la loi qui prescrit la délivrance et le visa gratuits des certificats de vie aux rentiers et pensionnaires.....                                                   | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 30 mai.                          | Décret relatif à la réunion aux biens des fabriques des églises et presbytères supprimés.....                                                                                                                        | I.       | 460.         |
| 11 juin.                         | Le ministre des cultes aux évêques. — Invitation d'employer leur influence à faire exécuter les lois relatives à la tenue des registres de l'état civil.....                                                         | I.       | 451.         |
| 17 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret contenant plusieurs règles générales pour les églises et les inhumations.....                                                                                           | I.       | 452.         |
| 18 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Formes à observer pour les acquisitions d'immeubles au nom des communes .....                                                                                                             | I.       | 453.         |
| 30 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif aux gardes champêtres.....                                                                                                                                      | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 1. <sup>er</sup> juillet.        | Circulaire du payeur général des dépenses diverses aux payeurs des départemens, relativement aux oppositions qui peuvent être formées sur les créances des entrepreneurs et adjudicataires de travaux publiques..... | I.       | 462.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | *SUK1701 | PAGES.       |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 4 juillet 1806.                  | Décret relatif aux pensions de retraite des employés du ministère de l'intérieur.....                                                                                                                                                                                                                                                   | 1.       | 454.         |
| 12 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Explications sur un arrêté du gouvernement relatif aux actions à intenter contre les communes...                                                                                                                                                                                                             | 1.       | 457.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Explications sur un avis du conseil d'état du 11 brumaire au 14, relatif aux banalités conventionnelles.....                                                                                                                                                                                                 | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| juillet.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif aux placemens viagers sur les hospices et établissemens de charité.....                                                                                                                                                                                                            | 1.       | 459.         |
| 14 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif aux services religieux dont sont chargés les biens et reutes possédés par les hospices ou les bureaux de bienfaisance..                                                                                                                                                            | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 15 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 30 mai 1806, relatif à la réunion aux biens des fabriques des églises et presbytères supprimés.....                                                                                                                                                                                       | 1.       | 460.         |
| 21 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret qui fixe le mode à suivre pour constater sur les registres de décès l'état des enfans présentés sans vie à l'officier public.....                                                                                                                                                          | 1.       | 461.         |
| 24 juillet.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Envoi de la circulaire adressée le 1. <sup>er</sup> juillet 1806 par le payeur général des dépenses diverses aux payeurs des départemens, relativement aux oppositions qui peuvent être formées sur les créances des entrepreneurs et adjudicataires de travaux publics..... | 1.       | <i>Ibid.</i> |
| 31 juillet.                      | Décret qui rend aux fondateurs et aux bienfaiteurs des établissemens de charité les droits qu'ils s'étaient réservés à leur administration.....                                                                                                                                                                                         | 1.       | 468.         |
| 9 août.                          | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution du décret relatif aux droits sur les boissons.....                                                                                                                                                                                                                              | 1.       | 465.         |
| 19 août.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret                                                                                                                                                                                                                                                                                            |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                               | SECTION | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|--------------|
|                                  | relatif aux biens des fabriques des églises supprimées. ....                                                                                                                                             | I.      | 465.         |
| 22 août 1806.                    | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour prévenir les dangers qui résultent de la divagation des chevaux entiers. ....                                                                          | I.      | 466.         |
| 23 août.                         | Le ministre aux préfets. — Nouvelles observations sur la nécessité de l'usage exclusif du nouveau système des poids et mesures.                                                                          | I.      | <i>Ibid.</i> |
| août.                            | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 31 juillet 1806, qui rend aux fondateurs et aux bienfaiteurs des établissemens de charité les droits qu'ils s'étaient réservés à leur administration. .... | I.      | 468.         |
| 25 août.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif à la mise en jugement des agens du gouvernement. ....                                                                                               | I.      | 469.         |
| 26 août.                         | Le ministre aux préfets. — Observations sur l'exécution de la loi relative à l'affirmation des procès-verbaux des gardes champêtres et forestiers. ....                                                  | I.      | <i>Ibid.</i> |
| 30 août.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux inspecteurs divisionnaires et aux ingénieurs en chef. — Invitation de donner exactement avis des vacances de places de conducteurs. ....                 | I.      | 470.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre, aux préfets. — Rappel à l'exécution des lois relatives à l'emprisonnement des condamnés. ....                                                                                               | I.      | <i>Ibid.</i> |
| 4 septembre.                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Fixation des frais de voyage des ingénieurs. ....                                                                                  | I.      | 471.         |
| 22 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de l'arrêté du 8 pluviôse an 11, relatif aux dépenses d'entretien et d'administration des bibliothèques et collections scientifiques ...          | I.      | <i>Ibid.</i> |
| 3 octobre.                       | Le ministre aux préfets. — Observations sur l'exécution des lois relatives au timbre en ce qui concerne les brevets d'invention. ....                                                                    | I.      | 473.         |
| 20 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre                                                                                                                                                               |         |              |

| DATES.<br>des<br>circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES.       |
|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                   | dans l'envoi au ministère des décisions des conseils de préfecture relatives aux partages des biens communaux.....                                                                                                           | I.       | 474.         |
| 25 octobre 1806.                  | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Envoi d'un décret qui ordonne que les phares, fanaux, feux, balises et amers placés sur les côtes seront réunis aux attributions du ministère de l'intérieur.     | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 3 novembre.                       | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'avis du conseil d'état du 17 janvier 1806, relatif à la suppression des établissemens de bienfaisance dirigés par des sociétés libres ...                                              | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 7 novembre.                       | Le ministre aux préfets. — Envoi de réglemens relatifs, 1. <sup>o</sup> à l'administration et au régime des haras; 2. <sup>o</sup> à la distribution des primes d'encouragement; 3. <sup>o</sup> aux courses de chevaux..... | I.       | 476.         |
| 22 novembre.                      | Le ministre aux préfets. — Modifications à apporter à l'organisation des chambres consultatives des arts et manufactures.....                                                                                                | I.       | 490.         |
| 1. <sup>er</sup> décembre.        | Le ministre aux préfets. — Communication d'un nouveau procédé pour le suifage des cuirs destinés à être hongroyés.....                                                                                                       | I.       | <i>Ibid.</i> |
| 4 décembre.                       | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative à la tenue des répertoires des actes administratifs sujets aux droits de timbre et d'enregistrement sur les minutes.....                           | I.       | 491.         |
| 15 décembre.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi d'un avis du conseil d'état relatif à la tutelle déléguée à des ecclésiastiques.....                                                                                             | I.       | 492.         |
| 18 décembre.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi de modèles pour l'état du passif des communes à adresser au ministère.....                                                                                                                  | I.       | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative à la communication aux agens des domaines des titres déposés aux archives départementales ....                                                     | I.       | 493.         |
| 19 décembre.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Envoi d'un ré-                                                                                                                                         |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                  | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | glement relatif aux piqueurs attachés au service des ponts et chaussées.....                                                                                                                                                | I.       | 494.         |
| janvier 1807.                    | Le ministre aux préfets. — Observations sur l'exécution du décret relatif au paiement des dépenses des communes.....                                                                                                        | II.      | 1.           |
| 25 janvier.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Demande de l'envoi par trimestre de l'état des pensionnaires de l'administration .....                                                                | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 31 janvier.                      | Le ministre aux préfets. — Demande d'un état détaillé des sources d'eaux minérales existant dans chaque département.....                                                                                                    | II.      | 2.           |
| 2 février.                       | Le ministre des cultes aux évêques. — But des visites de ces prélats dans les établissemens d'instruction publique.....                                                                                                     | II.      | 3.           |
| 6 février.                       | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande d'états exacts et détaillés de la situation des séminaires.....                                                                                                               | II.      | 4.           |
| 9 mars.                          | Décision du ministre concernant l'organisation des ports de la rivière d'Allier pour l'approvisionnement de Paris.....                                                                                                      | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 10 mars.                         | Décret relatif à l'organisation des officiers de port de commerce.....                                                                                                                                                      | II.      | 43.          |
| 19 mars.                         | Instruction pour les écoles de droit, approuvée par le ministre de la justice .....                                                                                                                                         | II.      | 7.           |
| 21 mars.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Envoi du règlement sur l'exécution du décret qui règle la compétence des différens ministres relativement aux travaux des grandes routes, ponts, canaux, &c..... | II.      | 15.          |
| 16 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre pour l'exécution de la loi relative à la tenue des répertoires des actes administratifs dans les mairies .....                                                                   | II.      | 17.          |
| 20 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour réprimer les vols de matières premières commis par les ouvriers auxquels on les confie .....                                                                              | II.      | 18.          |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                          | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 20 avril 1807.                   | Le ministre aux préfets. — Recommandation de veiller à l'inscription dans chaque budget du produit présumé de la délivrance des extraits d'actes de l'état civil. ....                              | II.      | 19.          |
| 23 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif aux budgets des communes qui doivent continuer à être réglés par le gouvernement. ....                                                         | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 25 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour améliorer l'état des prisons civiles et militaires. ....                                                                                          | II.      | <i>Ibid.</i> |
| mai.                             | Le ministre aux préfets. — Formalités à suivre pour le paiement des fonctionnaires absens ou démissionnaires. ....                                                                                  | II.      | 20.          |
| 15 mai.                          | Instruction du ministre de la guerre relative à la remise des militaires condamnés à la disposition de l'administration des ponts et chaussées. ....                                                | II.      | 24.          |
| 20 mai.                          | Le ministre des cultes aux évêques. — Invitation de réunir les cures des églises métropolitaines aux chapitres. ....                                                                                | II.      | 21.          |
| 25 mai.                          | Le ministre des cultes aux présidens des consistoires. — Envoi du décret qui fixe à vingt-cinq ans l'âge auquel on pourra être nommé pasteur. ....                                                  | II.      | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur l'exécution du décret qui réunit les phares, fanaux, &c. aux attributions du ministère de l'intérieur. ....              | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 29 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un rapport sur une charrue de nouvelle invention. ...                                                                                                            | II.      | 22.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Envoi d'une circulaire du ministre de la guerre relative à la remise à la disposition de l'administration des déserteurs condamnés. .... | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 2 juin.                          | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un règlement pour les théâtres. ....                                                                                                                             | II.      | 25.          |
| 3 juin.                          | Le ministre aux préfets. — Fixation des rapports qui doivent exister entre les préfets et                                                                                                           |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                               | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | les chefs des établissemens dépendans de l'administration des haras, et instructions sur la comptabilité de ces établissemens.....                                                                                       | II.      | 30.          |
| 15 juin 1807.                    | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un avis du conseil d'état relatif à la mise à exécution des tarifs des droits d'octroi.....                                                                                           | II.      | 33.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur le décret relatif à la police du roulage et au poids des voitures....                                                                         | II.      | 34.          |
| 18 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Observations sur l'exécution de la loi sur l'enregistrement, en ce qui concerne les délibérations des communes relatives au traitement des desservans.....                                    | II.      | 42.          |
| 26 juin                          | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret portant organisation des officiers de port de commerce.....                                                                                                                 | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 27 juin                          | Le ministre aux préfets. — Invitation de faire établir des infirmeries dans les prisons....                                                                                                                              | II.      | 46.          |
| 4 juillet.                       | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une notice sur les secours à donner aux noyés.....                                                                                                                                    | II.      | 47.          |
| 30 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Fixation des attributions des employés des mairies.....                                                                                                                                       | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 6 août.                          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'un décret relatif à la fixation des droits d'expédition des actes de l'état civil.....                                                                          | II.      | 48.          |
| 12 août.                         | Avis du conseil d'état relatif à la conservation des droits et actions hypothécaires des hospices et autres établissemens publics.....                                                                                   | II.      | 52.          |
| 18 août.                         | Avis du conseil d'état portant que les perceptions additionnelles à l'octroi, remplaçant les contributions mobilière et somptuaire, ne peuvent être passibles d'aucune des retenues faites au profit du trésor public... | II.      | 55.          |
| 3 septembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif à l'établissement des tables annuelles et décennales des actes de l'état civil.....                                                                                 |          | 49.          |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                       | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| septembre 1807.                  | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur l'état des archives des départemens.....                                                                                                 | II.      | 50.          |
| 3 septembre.                     | Le ministre aux préfets. — Mode de partage entre les communes des biens qu'elles possèdent par indivis.....                                                                                      | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 11 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre pour passer les baux des biens des hospices et autres établissemens publics.....                                                                      | II.      | 51.          |
| septembre.                       | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Demande de renseignemens sur la statistique forestière des départemens.....                                                           | II.      | 52.          |
| 24 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif à l'acceptation des dons et legs faits aux communes, aux fabriques et aux établissemens d'instruction publique.....                         | II.      | 53.          |
| 25 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Fixation des primes pour la destruction des loups.....                                                                                                                | II.      | 54.          |
| 1. <sup>re</sup> octobre.        | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi du décret relatif à l'acceptation des dons et legs faits aux hospices et aux bureaux de bienfaisance.....                                            | II.      | 55.          |
| 7 octobre.                       | Décret qui prescrit d'énoncer aux budgets communaux qui sont arrêtés en conseil d'état le montant des frais de perception ou de régie de l'octroi.....                                           | II.      | 58.          |
| 8 octobre.                       | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'avis du conseil d'état du 18 août 1807, relatif aux perceptions additionnelles à l'octroi remplaçant les contributions mobilière et somptuaire.....        | II.      | 55.          |
| 9 octobre.                       | Le ministre des cultes aux préfets. — Envoi d'un décret qui convoque un chapitre général des établissemens des sœurs de la charité, à l'effet de nommer des députés qui se rendront à Paris..... | II.      | 56.          |
| 12 octobre.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Invitation de s'occuper du travail relatif à la cir-                                                                                                       |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                            | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | conscription des succursales et à l'établissement des chapelles et annexes.....                                                                                                       | 11.      | 56.          |
| 17 octobre 1807.                 | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi d'un décret qui établit des bourses et demi-bourses aux frais du trésor dans les séminaires diocésains.....                               | 11.      | <i>Ibid.</i> |
| 21 octobre.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande de renseignemens sur les associations religieuses de femmes.....                                                                        | 11.      | <i>Ibid.</i> |
| 22 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur un décret relatif aux dépenses des sous-préfectures.....                                                                                   | 11.      | <i>Ibid.</i> |
| 24 octobre.                      | Le ministre des cultes aux préfets. — Demande de renseignemens sur des associations religieuses d'hommes non autorisées.....                                                          | 11.      | 57.          |
| 27 octobre.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Fixation du rang des maires et adjoints dans les cérémonies religieuses.....                                                                    | 11.      | 58.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 7 octobre 1807 relatif à l'énonciation dans les budgets communaux du montant des frais de perception ou de régie de l'octroi.....       | 11.      | <i>Ibid.</i> |
| novembre.                        | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret qui proroge pour l'année 1808 les droits en faveur des pauvres sur les spectacles, bals et fêtes publiques.....                          | 11.      | <i>Ibid.</i> |
| 9 novembre.                      | Le ministre des cultes à quelques préfets. — Demande de renseignemens sur une communauté de filles dites <i>de la Foi</i> , formée depuis quelque temps dans le diocèse d'Amiens..... | 11.      | 59.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi du modèle du tableau destiné à indiquer l'état, par département, des succursales...                                                       | 11.      | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens pour l'organisation des tribunaux de commerce.....                                                                                | 11.      | 60.          |
| 5 décembre.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi du modèle du compte des recettes et dépenses du                                                                                                      |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                 | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | service des poids et mesures, et instructions pour l'établissement de ce compte.....                                                                                       | II.      | 60.          |
| 17 décembre 1807.                | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande de renseignemens sur la situation financière des séminaires et sur les donations faites à des ecclésiastiques.....           | II.      | 61.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Invitation de soumettre à son approbation tous les arrêtés relatifs à la perception des droits de location de places aux halles et marchés..... | II.      | 62.          |
| 19 décembre.                     | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande de documens pour la rédaction d'une liturgie uniforme pour toutes les églises de France.....                                 | II.      | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande de renseignemens sur l'usage exclusif du catéchisme approuvé par le gouvernement.....                                        | II.      | 63.          |
| 23 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une instruction sur l'exécution des articles 29 à 37 du Code de commerce, relatifs aux sociétés anonymes.....                           | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 24 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour réprimer la pêche dans les rivières navigables.....                                                                      | II.      | 65.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution de la loi relative à la reddition des comptes des communes.....                                                    | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 13 janvier 1808.                 | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande d'un état du personnel de chaque diocèse par semestre.....                                                                   | II.      | 67.          |
| 2 février.                       | Décret relatif aux sommes allouées dans les budgets des communes pour traitemens des desservans des succursales.....                                                       | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 18 février.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret ci-dessus du 2 février.....                                                                                                     | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 7 mars.                          | Décret relatif aux pensions de retraite des employés des prisons.....                                                                                                      | II.      | 73.          |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                           | VOLUMES. | PAGE.        |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 14 mars 1808.                    | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef.—Instruction sur différents points du service.....                                                | 11.      | 67.          |
| 24 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Rappel du décret qui défend d'élever des habitations et de creuser des puits à moins de cent mètres des nouveaux cimetières.....          | 11.      | 68.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la reddition des comptes communaux.....                                                                                   | 11.      | 69.          |
| 1. <sup>er</sup> avril.          | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 7 mars 1808, relatif aux pensions de retraite des employés des prisons.....                                            | 11.      | 72.          |
| 7 avril.                         | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution du décret relatif à la dépense de la nourriture des détenus pour dettes envers l'état.....                   | 11.      | 75.          |
| 14 avril.                        | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets.—Instruction sur la perception des peines pécuniaires prononcées par les lois relatives au roulage.....      | 11.      | 76.          |
| 26 avril.                        | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi d'exemplaires de la déclaration du clergé de 1682 pour être signés par les professeurs des séminaires.....               | 11.      | 80.          |
| 4 mai                            | Le ministre aux préfets. — Explications sur les lois relatives au droit d'expédition des actes des autorités administratives.....                                    | 11.      | <i>Ibid.</i> |
| 5 mai.                           | Le ministre aux préfets. — Demande des renseignemens nécessaires pour l'exécution de la loi relative au dessèchement des marais et des terres inondées.....          | 11.      | 81.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Communication d'un décret relatif à la délivrance des certificats de vie aux militaires retraités.....                                    | 11.      | 82.          |
| <i>Idem.</i>                     | Arrêté du ministre contenant organisation du service de la navigation au passage du pont de Soissons, département de l'Aisne, pour l'approvisionnement de Paris..... | 11.      | <i>Ibid.</i> |
| 8 mai.                           | Le ministre aux membres des chambres de commerce.—Envoi d'un modèle de budget.                                                                                       | 11.      | 84.          |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                  | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 12 mai 1803.                     | Le ministre aux préfets. — Mode de paiement des gardes champêtres lorsqu'ils sont en même temps gardes forestiers.....                                                                      | II.      | 85.          |
| 26 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Nouvelles observations sur le droit d'expédition des actes des autorités administratives.....                                                                    | II.      | 86.          |
| 27 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un avis du conseil d'état relatif au mode de partage des bois indivis entre plusieurs communes..                                                         | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 9 juin.                          | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret qui crée dans chaque lycée cinquante bourses payées par les communes.....                                                                      | II.      | 87.          |
| 16 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un avis du conseil d'état relatif aux formalités à remplir pour le changement du mode de jouissance des biens communaux.....                             | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 20 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Demande d'un double des plans, devis et détails de tous les projets de travaux approuvés.....                         | II.      | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Envoi d'une copie de l'instruction ci-dessus aux ingénieurs en chef..                                                            | II.      | 88.          |
| 23 juin.                         | Le ministre des cultes aux évêques. — Instruction sur l'exécution de la loi relative aux fêtes supprimées.....                                                                              | II.      | 89.          |
| 28 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Instruction sur les communications à créer ou à améliorer pour faciliter l'exploitation et le transport des bois..... | II.      | 90.          |
| 1. <sup>er</sup> juillet.        | Le ministre aux préfets. — Défense aux entrepreneurs de spectacles dits de <i>curiosités</i> de représenter aucun ouvrage qui appartienne à l'art dramatique.....                           | II.      | 91.          |
| juillet.                         | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour l'établissement d'un dépôt de mendicité dans chaque département.....                                                                      | II.      | 92.          |
| 14 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif au remplacement provisoire des                                                                                                         |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                | SERIES | PAGES.       |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|
|                                  | membres des conseils de préfectures qui<br>seraient forcément empêchés d'exercer leurs<br>fonctions.....                                                                                                  | II.    | 92.          |
| 14 juillet 1808.                 | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret<br>qui défend aux militaires en activité de ser-<br>vice de se marier sans en avoir obtenu<br>l'autorisation.....                                            | II.    | 93.          |
| 17 juillet.                      | Décret qui applique aux bâtimens communaux<br>les dispositions du décret relatif aux cons-<br>tructions, reconstructions et réparations des<br>bâtimens appartenant aux établissemens de<br>charité ..... | II.    | 95.          |
| 25 juillet.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — De-<br>mande d'une liste de candidats pour la pro-<br>motion de curés de seconde classe à la<br>première.....                                                       | II.    | 93.          |
| 27 juillet.                      | Décret relatif à l'alignement des nouvelles rues<br>dans les villes et à l'élargissement des<br>anciennes rues qui ne font point partie des<br>grandes routes .....                                       | II.    | 96.          |
| 6 août.                          | Le ministre aux préfets. — Solution d'une<br>nouvelle question relative au droit d'expé-<br>dition des actes des autorités administra-<br>tives.....                                                      | II.    | 93.          |
| août.                            | Le ministre aux préfets. — Envoi du projet<br>de code rural et formation de commissions<br>consultatives pour son examen.....                                                                             | II.    | 94.          |
| 11 août.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur<br>le mode de paiement des secours aux men-<br>diens voyageurs .....                                                                                           | II.    | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret<br>du 17 juillet 1808, relatif aux constructions,<br>reconstructions et réparations des bâtimens<br>communaux .....                                            | II.    | 95.          |
| 12 août.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret<br>du 17 juillet 1808, relatif à l'alignement des<br>rues dans les villes .....                                                                                | II.    | 96.          |
| 28 août.                         | Décret qui fixe la nouvelle circonscription des<br>succursales et règle le mode de paiement<br>des desservans .....                                                                                       | II.    | 98.          |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                             | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 8 septembre 1808.                | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution du décret qui impose aux Juifs qui n'ont pas de nom de famille et de prénoms fixes l'obligation d'en adopter. ....                             | II.      | 97.          |
| 15 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 28 août 1808, relatif à la nouvelle circonscription des succursales et au paiement des desservans .....                                                  | II.      | 98.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Observations sur l'exécution de la loi qui exige le timbre des pièces justificatives produites par les receveurs municipaux à l'appui de leurs comptes.                     | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 22 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Demande d'une expédition des comptes d'administration pour être jointe aux comptes de caisse rendus par les receveurs des communes et transmise à la cour des comptes ..... | II.      | 99.          |
| 18 octobre.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets des départemens maritimes. — Mesures à prendre pour la plantation des dunes .....                                                              | II.      | 100.         |
| <i>Idem.</i>                     | Règlement arrêté par le ministre pour les travaux des bâtimens civils .....                                                                                                                            | II.      | 101.         |
| 22 octobre.                      | Avis du conseil d'état sur l'établissement, au profit des communes, d'un droit sur les porcs vendus dans leurs foires et marchés..                                                                     | II.      | 347.         |
| 31 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Rappel des lois relatives à l'inscription des actes de décès des personnes mortes dans les hôpitaux...                                                                      | II.      | 106.         |
| 26 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Trousseau à fournir par les élèves des écoles vétérinaires de Lyon et d'Alfort. ....                                                                                        | II.      | 107.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instruction générale sur la partie administrative des poids et mesures .....                                                                                                | II.      | 108.         |
| <i>Idem.</i>                     | Décret qui proroge pour l'année 1809 la perception des droits en faveur des pauvres sur les spectacles, bals et fêtes publiques .....                                                                  | II.      | 138.         |
| 7 décembre.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Mode de paiement de leur traitement .....                                                                                                                        | II.      | 111.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 19 décembre 1808.                | Le ministre aux préfets. — Instruction générale sur le régime intérieur des dépôts de mendicité.....                                                         | II.      | 111.         |
| 21 décembre.                     | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande de renseignemens sur les étudiants de chaque diocèse qui se destinent à l'état ecclésiastique .....            | II.      | 136.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande de deux états indiquant les vicaires en activité et les prêtres non employés....                               | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 22 décembre.                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Fixation de l'uniforme des officiers de port. ....                                                | II.      | 137.         |
| 24 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret du 26 novembre 1808, relatif aux droits en faveur des pauvres sur les spectacles, bals et fêtes publiques ..... | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 31 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative aux amendes en matière de grande voirie.....                                       | II.      | 138.         |
| 2 février 1809.                  | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un avis du conseil d'état relatif au remboursement des rentes dues aux hospices, aux communes et aux fabriques.....       | II.      | 139.         |
| 25 février.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande de plusieurs renseignemens sur les petits séminaires.....                                                      | II.      | 140.         |
| 2 mars.                          | Le ministre aux préfets. — Mode de paiement des bourses communales dans les lycées.....                                                                      | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 3 mars.                          | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi du décret relatif aux congrégations ou maisons hospitalières de femmes.....                                      | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 11 mars.                         | Le ministre des cultes aux préfets et aux évêques. — Instructions sur l'exécution du décret qui autorise l'érection de chapelles ou d'annexes.....           | II.      | 141.         |
| 16 mars.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Rappel du décret                                                                       |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                           | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | qui oblige les ingénieurs à se pourvoir<br>d'un cheval .....                                                                                                                                         | II.      | 143.         |
| 17 mars 1809.                    | Décret qui ordonne la restitution aux curés<br>et desservans des presbytères non aliénés.                                                                                                            | II.      | 241.         |
| 20 avril.                        | Le directeur général des ponts et chaussées<br>aux ingénieurs. — Invitation d'informer le<br>chef du corps et le directeur général de<br>leurs projets de mariage.....                               | II.      | 144.         |
| 16 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Formalités à<br>remplir pour les transactions dont les com-<br>munes et les hospices sollicitent l'approba-<br>tion auprès du gouvernement.....                           | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 17 mai.                          | Décret qui fixe les attributions des communes<br>et des hospices dans les amendes de police<br>municipale, correctionnelle et rurale....                                                             | II.      | 148.         |
| <i>Idem.</i>                     | Décret qui accorde aux villes et corporations<br>la faculté d'obtenir des armoiries spéciales.                                                                                                       | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 3 juin.                          | Avis du conseil d'état relatif à la poursuite<br>en éviction devant le conseil de préfecture<br>des usurpateurs de biens communaux.....                                                              | II.      | 158.         |
| 14 juin.                         | Le ministre aux membres des chambres de<br>commerce. — Envoi d'un avis du conseil<br>d'état relatif aux actes de gestion que<br>peuvent faire les associés commanditaires.                           | II.      | 144.         |
| 18 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées<br>aux ingénieurs en chef. — Demande d'une<br>notice des principaux objets dont chaque<br>ingénieur se sera occupé dans le cours de<br>chaque année..... | II.      | 145.         |
| 22 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées<br>aux ingénieurs en chef. — Formes à suivre<br>pour les alignemens des parties des villes<br>qui font partie des grandes routes.....                    | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 26 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées<br>aux inspecteurs divisionnaires. — Instruc-<br>tions sur les rapports qu'ils doivent faire<br>de leurs tournées.....                                   | II.      | 146.         |
| juin.                            | Le ministre aux préfets. — Mode de paie-<br>ment du traitement des préfets, et de                                                                                                                    |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                              | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | l'abonnement des frais de préfecture, lors des mutations.....                                                                                                                           | II.      | 147.         |
| 1. <sup>er</sup> juillet 1809.   | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 17 mai 1809, qui fixe les attributions des communes et des hospices dans les amendes de police municipale, correctionnelle et rurale..... | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 4 juillet.                       | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret du 17 mai 1809, qui accorde aux villes et corporations la faculté d'obtenir des armoiries spéciales.....                                     | II.      | 148.         |
| 11 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Formes à observer pour l'envoi aux bagnes des condamnés.....                                                                                                 | II.      | 149.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre des cultes aux préfets. — Instruction générale sur le paiement des dépenses ecclésiastiques.....                                                                            | II.      | 150.         |
| 19 juillet.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi d'une délibération du conseil de l'université relative aux diplômes à prendre par les élèves des séminaires.....                            | II.      | 157.         |
| 27 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un avis du conseil d'état relatif à la poursuite en éviction devant le conseil de préfecture des usurpateurs de biens communaux.....                 | II.      | 158.         |
| 16 août.                         | Le ministre aux préfets. — Formes à observer pour l'obtention des pensions sur les revenus des communes.....                                                                            | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 1. <sup>er</sup> septembre.      | Le ministre aux préfets. — Instructions sur les moyens d'assurer la marche des conseils de prud'hommes.....                                                                             | II.      | 159.         |
| 4 septembre.                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Rappel des lois relatives à la franchise de la correspondance des ingénieurs.....                                            | II.      | 160.         |
| 13 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un avis du conseil d'état relatif à l'incompatibilité des fonctions de conseiller de préfecture avec celles d'avoué.....                             | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 19 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Demande d'un                                                                                                                                                 |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                            | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | tableau de toutes les communes de chaque département qui ont une population agglomérée de deux mille âmes et au-dessus..                                                              | II.      | 160.         |
| 29 septemb. 1809.                | Le ministre aux préfets. — Formalités à remplir dans les bureaux des préfectures pour la correspondance avec le ministre..                                                            | II.      | 161.         |
| 15 octobre.                      | Avis du conseil d'état relatif aux compagnies d'assurances mutuelles contre les ravages de la grêle et des épizooties.....                                                            | II.      | 171.         |
| 31 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur le régime des dépôts de mendicité.....                                                                                                     | II.      | 161.         |
| novembre.                        | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la tenue des livrets des ouvriers.....                                                                                                     | II.      | 162.         |
| 5 décembre.                      | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre pour l'autorisation des travaux à la charge des communes.....                                                                              | II.      | 163.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Note des objets dont les élèves des écoles vétérinaires doivent être pourvus.....                                                                          | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 9 décembre.                      | Décret qui proroge indéfiniment la perception du droit en faveur des pauvres sur les spectacles, bals et fêtes publiques...                                                           | II.      | 166.         |
| 21 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi du décret ci-dessus, relatif aux droits des pauvres sur les spectacles.....                                                                          | II.      | 165.         |
| 31 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exploitation et la régie des biens des pauvres et des hospices.....                                                                     | II.      | 167.         |
| 24 janvier 1810.                 | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'avis du conseil d'état, du 15 octobre 1809, relatif aux compagnies d'assurances mutuelles contre les ravages de la grêle et des épizooties..... | II.      | 171.         |
| 19 février.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Fixation de l'époque de l'expiration des baux d'entretien et de réparation des routes.....                                 | II.      | 173.         |
| 22 février.                      | Instruction de la faculté de médecine de Paris sur les moyens de reconnaître les                                                                                                      |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                      | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | vinaigres qui contiennent de l'acide sulfurique.....                                                                                                                            | II.      | 178.         |
| 28 février 1810.                 | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande d'états, par département, des desservans autorisés à bîner dans des succursales payées par le gouvernement.....                   | II.      | 173.         |
| <i>Idem.</i>                     | Décret relatif au mode de paiement des secours accordés aux mendiens voyageurs.                                                                                                 | II.      | 184.         |
| 1. <sup>er</sup> mars.           | Le ministre aux préfets. — Instructions sur les mesures à prendre contre les incendies.                                                                                         | II.      | 173.         |
| 2 mars.                          | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi d'un décret qui déclare loi générale de l'État l'édit de Louis XIV, du mois de mars 1682, sur la déclaration du clergé de France... | II.      | 175.         |
| 23 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Formes à observer pour les passe-ports délivrés aux mendiens voyageurs.....                                                                          | II.      | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur les fonctionnaires de l'ordre administratif. ....                                                                       | II.      | 176.         |
| 27 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif à la fabrication des vinaigres.                                                                                            | II.      | 177.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur les établissemens d'enfans trouvés.....                                                                                 | II.      | 179.         |
| 28 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret concernant les pensions de retraite à accorder aux employés de l'administration des haras et des écoles vétérinaires.....          | II.      | 182.         |
| 17 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret du 28 février 1810, relatif à l'acquittement des secours aux mendiens voyageurs.....                                               | II.      | 184.         |
| 13 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un modèle de procès-verbal à transcrire en tête de chaque registre de l'état civil pour en constater le nombre de feuillets.....             | II.      | 185.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| mai 1810.                        | Le ministre aux préfets. — Demande de plusieurs renseignemens sur les anciens monumens .....                                                                              | II.      | 186.         |
| 19 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'application du nouveau système de poids et mesures .....                                                                     | II.      | 187.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif aux frais de réparation et d'entretien des bâtimens concédés aux villes .....                                        | II.      | 188.         |
| 23 juin.                         | Le ministre aux préfets des départemens où sont établies des académies. — Instruction sur les dépenses à la charge des communes pour l'établissement des académies .....  | II.      | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets et aux présidens de sociétés d'agriculture. — Envoi d'une instruction sur l'éducation des bêtes à laine .....                                     | II.      | 189.         |
| 4 juillet.                       | Le ministre des cultes aux préfets. — Formalités à observer pour les demandes en établissemens d'annexes et de chapelles. .                                               | II.      | 190.         |
| 17 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour prévenir l'évasion des militaires détenus dans les hôpitaux .....                                                       | II.      | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret qui règle le mode d'administration des fabriques des églises .....                                                           | II.      | 191.         |
| 27 juillet.                      | Proposition du conseil des mines, approuvée par le ministre, sur l'exécution de la loi du 21 avril 1810 .....                                                             | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 3 août.                          | Instruction du ministre sur l'exécution de la loi relative aux mines, usines, salines et carrières .....                                                                  | II.      | 193.         |
| 11 août.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un avis du conseil d'état et d'un décret relatifs au remboursement et à l'emploi des capitaux dus aux communes, hospices et fabriques. | II.      | 214.         |
| 13 août.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur l'administra-                                                                                  |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                     | SERIES | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|
|                                  | tion générale des ponts et chaussées, et principalement sur la comptabilité.....                                                                                                                                                               | II.    | 214.         |
| 28 août 1810.                    | Décret portant que toutes les demandes en autorisation de perception des centimes additionnels aux contributions directes devront être présentées avant le 1. <sup>er</sup> juillet de l'année pour laquelle aura été fixée la perception..... | II.    | 221.         |
| 30 août.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un précis sur l'épizootie qui s'est déclarée en juillet 1810 dans la vallée d'Auge, département du Calvados.....                                                                                            | II.    | 215.         |
| 16 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Communication d'une décision du ministre de la guerre relative au logement des gendarmes non casernés.....                                                                                                          | II.    | 220.         |
| 20 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret du 28 août 1810, relatif aux formes à suivre pour les demandes en impositions extraordinaires pour les besoins des communes.....                                                                  | II.    | <i>Ibid.</i> |
| 26 septembre.                    | Décret relatif aux mesures à prendre pour les grandes constructions dans Paris.....                                                                                                                                                            | II.    | 223.         |
| 13 octobre.                      | Arrêté du ministre sur l'exécution du décret ci-dessus, du 26 septembre.....                                                                                                                                                                   | II.    | 221.         |
| 17 octobre.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Invitation d'interdire l'entrée des églises aux enfans atteints de la petite vérole.....                                                                                                                 | II.    | 223.         |
| 18 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Désignation des fonds sur lesquels doivent être imputées les gratifications aux secrétaires généraux et aux sous-préfets.....                                                                                       | II.    | 224.         |
| 20 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la restauration des prisons.....                                                                                                                                                                    | II.    | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Arrêté du ministre sur les mesures à prendre pour la restauration des prisons.....                                                                                                                                                             | II.    | 228.         |
| 8 novembre.                      | Règlement général pour l'école d'accouchement établie à l'hospice de la Maternité à Paris.....                                                                                                                                                 | II.    | 231.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                 | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 8 novemb. 1810.                  | Le ministre aux préfets. — Envoi du règlement pour l'école d'accouchement. ....                                                                                                                            | II.      | 230.         |
| <i>Idem.</i>                     | Décret relatif aux maisons vicariales non aliénées, ni concédées pour un service public. ....                                                                                                              | II.      | 241.         |
| 13 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Invitation de faire cesser l'abus des logemens accordés dans les hôtels-de-ville.....                                                                                           | II.      | 240.         |
| 15 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif à la perception de l'indemnité sur les boissons ou marchandises en transit ou en entrepôt.....                                                        | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 27 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un décret relatif aux maisons vicariales non aliénées, ni concédées pour un service public.....                                                                         | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 14 décembre.                     | Décret relatif à l'ensemencement et à la plantation des dunes.....                                                                                                                                         | II.      | 244.         |
| 29 décembre.                     | Le ministre aux présidens et juges des tribunaux de commerce. — Demande d'un état, par quinzaine, de toutes les faillites déclarées .....                                                                  | II.      | 242.         |
| 11 février 1811.                 | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets des départemens maritimes. — Instruction sur l'exécution d'un décret du 14 décembre 1810, relatif à la plantation des dunes .....                  | II.      | 243.         |
| 25 mars.                         | Décret concernant le mobilier des préfectures.                                                                                                                                                             | III.     | 394.         |
| 29 mars.                         | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Envoi du modèle d'un tableau contenant le résumé général des budgets de toutes les communes de chaque département..... | II.      | 245.         |
| 2 avril.                         | Règlement supplémentaire arrêté par le ministre, concernant la comptabilité des haras et dépôts d'étalons .....                                                                                            | II.      | 247.         |
| 14 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Communication d'une décision qui oblige les agens comptables des haras et dépôts d'étalons à fournir un cautionnement.....                                                      | II.      | 245.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                         | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
| 16 avril 1811.                   | Le ministre à . . . . . — Envoi du règlement supplémentaire du 2 avril 1811, concernant la comptabilité des haras et dépôts d'étalons . . . . .                                                                    | II.      | 246.   |
| 22 avril.                        | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi d'un modèle des budgets des fabriques. . .                                                                                                                             | II.      | 256.   |
| 7 mai.                           | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Instruction sur les vérifications des caisses municipales . . . . .                                                            | II.      | 257.   |
| 5 juin.                          | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Annonce de la réunion des desséchemens des marais à l'administration générale des ponts et chaussées. Demande de renseignemens sur les desséchemens . . | II.      | 258.   |
| 11 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les dépenses des dépôts de sûreté . . . . .                                                                                                                             | II.      | 259.   |
| 15 juillet.                      | Instructions du directeur général de la comptabilité des communes et des hospices relatives aux dépenses des enfans trouvés et abandonnés . . . . .                                                                | II.      | 260.   |
| 30 juillet.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Envoi du cahier des clauses et conditions qui devront être imposées aux entrepreneurs des travaux du ressort de l'administration . . . . .              | II.      | 272.   |
| 9 août.                          | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Instructions sur la liquidation des dettes des communes . . . . .                                                              | II.      | 280.   |
| septembre.                       | Le ministre aux préfets. — Instructions sur la rédaction des notices statistiques de chaque département . . . . .                                                                                                  | II.      | 281.   |
| 13 septembre.                    | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets — Envoi de la seconde partie de l'instruction générale, sur la comptabilité du service des ponts et chaussées relative aux paiemens . . . . .              | II.      | 283.   |
| octobre.                         | Le ministre des cultes aux préfets et aux                                                                                                                                                                          |          |        |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | évêques. — Formalités à remplir pour les demandes de chapelles ou d'annexes. ....                                                                                                            | II.      | 283.         |
| 12 novemb. 1811.                 | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les mesures à prendre pour la vente du tabac dans les hospices et prisons. ....                                                                   | II.      | 284.         |
| 22 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution du décret relatif aux établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode. ....                                              | II.      | 285.         |
| 12 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Formalités à remplir pour les réclamations contre les taxes pour les frais du culte israélite. ....                                                               | II.      | 288.         |
| 17 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la présence des fonctionnaires administratifs dans les cérémonies publiques. ....                                                                 | II.      | 289.         |
| 31 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Invitation de faire cesser l'usage des fausses tares dans le commerce des savons. ....                                                                            | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 28 janvier 1812.                 | Arrêté du ministre sur l'exploitation des terres pyriteuses et vitrioliques. ....                                                                                                            | II.      | 290.         |
| 5 février.                       | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Formes à suivre pour l'enregistrement des baux passés par les hospices. ....                             | II.      | 292.         |
| 10 février                       | Le ministre aux préfets. — Fixation de leurs attributions et de leur responsabilité en ce qui concerne la comptabilité communale. ....                                                       | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 25 février.                      | Le ministre aux préfets. — Communication d'une décision du ministre des finances qui accorde la franchise aux paquets contenant des actes de décès d'individus morts dans les hôpitaux. .... | II.      | 294.         |
| mars.                            | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un avis du conseil d'état relatif aux pensions de retraite des employés attachés aux administrations départementales et communales. ....                  | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 4 mars.                          | Le ministre des cultes aux évêques. — Invitation d'adresser au ministère deux exem-                                                                                                          |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES; &c.                                                                                                                                                                                                                                             | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | plaires de tons les mandemens et lettres pastorales qu'ils publient. ....                                                                                                                                                                                              | II.      | 295.         |
| 14 mars 1812.                    | Le ministre aux préfets. — Instruction pour la construction des fournaux et la fabrication des soupes à la Rumfort. ....                                                                                                                                               | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 23 mars.                         | Le directeur général des mines aux préfets. — Formalités à suivre pour les demandes en concession de mines. ....                                                                                                                                                       | II.      | 304.         |
| 26 mars.                         | Le ministre des cultes aux évêques. — Instructions sur l'établissement des budgets des fabriques. ....                                                                                                                                                                 | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 28 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution d'un décret dont les dispositions ont pour but de mettre davantage à la portée du peuple le nouveau système des poids et mesures. ....                                                                         | II.      | 306.         |
| <i>Idem.</i>                     | Arrêté du ministre qui autorise la confection pour l'usage du commerce, d'instrumens de pesage et de mesurage connus sous les anciennes dénominations, pourvu qu'ils présentent toujours, soit les fractions, soit les multiples des unités des poids et mesures. .... | II.      | 314.         |
| 6 avril.                         | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Renseignemens à joindre aux propositions relatives aux legs en faveur des pauvres et des hospices. ....                                                                            | II.      | 317.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Envoi d'un modèle de procès-verbal pour la vérification des caisses communales par les autorités locales. ....                                                                     | II.      | 318.         |
| avril.                           | Instruction rédigée d'après les notes remises au ministre par la faculté de médecine de Paris sur la maladie qui s'est déclarée, dans plusieurs départemens, sur le passage des prisonniers espagnols. ....                                                            | II.      | 321.         |
| 14 avril.                        | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. —                                                                                                                                                                                    |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                              | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                  | Instructions sur la présentation des budgets communaux et sur plusieurs points de la comptabilité communale .....                                                                                                                                       | II.      | 325.   |
| 17 avril 1812.                   | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets et aux ingénieurs en chef. — Instruction sur la part que doivent prendre les ingénieurs à la direction des travaux des bâtimens ou établissemens militaires dans les villes non fortifiées..... | II.      | 347.   |
| 18 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une instruction sur les moyens de prévenir la contagion et d'en arrêter les progrès ...                                                                                                                              | II.      | 348.   |
| 23 avril.                        | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Invitation d'introduire l'usage des soupes économiques dans les hospices.....                                                                                       | II.      | 350.   |
| 30 avril.                        | Le directeur général des mines aux préfets. — Rappel de l'obligation, pour les propriétaires d'usines existantes, d'obtenir des permissions pour les conserver.....                                                                                     | II.      | 351.   |
| 21 mai.                          | Le ministre des cultes aux préfets et aux évêques. — Marche à suivre pour les réparations et acquisitions des bâtimens nécessaires au culte .....                                                                                                       | II.      | 352.   |
| <i>Idem.</i>                     | Arrêté du ministre relatif au renouvellement des jurys médicaux.....                                                                                                                                                                                    | II.      | 357.   |
| 25 mai.                          | Le ministre des cultes aux évêques. — Observations sur la nécessité de réunir à toutes les paroisses un presbytère pour le logement du curé.....                                                                                                        | II.      | 353.   |
| 28 mai.                          | Décret portant que les biens des communes réunis aux domaines ne sont pas compris dans la disposition de la loi portant défense aux communes de vendre leurs biens sans une loi particulière .....                                                      | II.      | 384.   |
| 5 juin.                          | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Instructions sur l'établissement des comptes d'administration de 1811 et années antérieures, et du budget de l'année 1813...                                        | II.      | 354.   |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                           | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 10 juin 1812.                    | Le ministre des manufactures et du commerce aux préfets. — Mesures à prendre contre les coalitions d'ouvriers . . . . .                                                                                                                              | II.      | 357.         |
| 15 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'arrêté du 21 mai 1812, relatif aux jurys de médecine . . . . .                                                                                                                                                 | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 18 juin.                         | Arrêté du ministre sur les obligations imposées aux architectes pour l'exécution des travaux autorisés par ses décisions . . . . .                                                                                                                   | II.      | 366.         |
| 24 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur les ponts à bascule et sur leur usage . . . . .                                                                                                                           | II.      | 367.         |
| 27 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Invitation d'envoyer exactement le bordereau des sommes versées à la caisse d'amortissement sur les expropriations pour cause d'utilité publique, de biens grevés d'hypothèques . . . . . | II.      | 369.         |
| 30 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'un décret relatif à l'entretien des routes.                                                                                                                 | II.      | 370.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Formes à observer pour les noms et prénoms à donner aux enfans trouvés . . . . .                                                                                                                                          | II.      | 373.         |
| 6 juillet.                       | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur l'entretien des fossés des grandes routes . . . . .                                                                                                                       | II.      | 374.         |
| 7 juillet.                       | Le ministre des cultes aux préfets — Observations sur le traitement des vicaires . . .                                                                                                                                                               | II.      | 375.         |
| 8 juillet.                       | Le ministre aux préfets. — Fixation des époques où les élèves à leurs frais pourront entrer aux écoles vétérinaires . . . . .                                                                                                                        | II.      | 377.         |
| 10 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution du décret qui autorisait l'application des mesures et poids usuels au nouveau système . . . . .                                                                                              | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 16 juillet.                      | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Envoi du décret du 23 mai 1812, relatif                                                                                                                          |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                              | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | aux biens des communes réunis au domaine .....                                                                                                                                                          | II.      | 384.         |
| 20 juillet 1812.                 | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Instruction sur le renouvellement des commissions administratives des hospices et des bureaux de bienfaisance ..... | II.      | 385.         |
| 30 juillet.                      | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Mode de paiement des frais de garde et d'exploitation des bois .....                                                | II.      | 387.         |
| 5 août.                          | Le ministre des cultes aux préfets des départemens qui renferment des Israélites. — Mode de perception des sommes affectées aux frais du culte israélite .....                                          | II.      | 388.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Envoi du tableau des dimensions des mesures de capacité usuelles .....                                                                                                       | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 17 août.                         | Le directeur général des mines aux ingénieurs en chef. — Formalités à remplir pour les demandes en concession ou permission d'exploitation .....                                                        | II.      | 389.         |
| 24 août.                         | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur les laines existant dans chaque département .....                                                                                               | II.      | 391.         |
| 25 août.                         | Le ministre aux préfets. — Fixation des dépenses de chaque élève sage-femme envoyée à l'hospice de la Maternité de Paris.                                                                               | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 29 août.                         | Le ministre aux préfets. — Demande de candidats pour les élèves bergers instruits gratuitement dans les bergeries du gouvernement .....                                                                 | II.      | 393.         |
| 1. <sup>er</sup> septembre.      | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre pour l'examen et l'admission des demandes en dégrèvement des redevances sur les mines .....                                                                  | II.      | 394.         |
| 22 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour la distribution des secours accordés pour accidens imprévus .....                                                                                     | II.      | 396.         |
| 25 septembre.                    | Le ministre des manufactures et du com-                                                                                                                                                                 |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                              | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | merce aux préfets. — Envoi d'un exemplaire du catalogue général des brevets d'invention, de perfectionnement ou d'importation déjà accordés .....                       | II.      | 396.         |
| 25 septemb. 1812.                | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Fixation du mode de correspondance des maires avec l'autorité supérieure.....       | II.      | 397.         |
| 10 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Suppression des exercices publics dans les pensionnats de filles.....                                                                        | II.      | 398.         |
| 12 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Rappel des lois relatives au paiement, par les entrepreneurs de spectacles, de la rétribution connue sous le nom de <i>part d'auteur</i> ... | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 22 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instructions sur la rédaction des projets transmis au ministère pour les travaux des bâtimens civils.                                        | II.      | 400.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instructions sur les objets et le but de la police municipale et rurale.....                                                                 | II.      | 403.         |
| 27 octobre.                      | Arrêté du ministre qui fixe le sens et l'application de l'article 28 de la loi du 21 avril 1810 relative à l'exploitation des mines ..                                  | II.      | 405.         |
| 29 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre pour l'alignement des rues dans les villes.                                                                                  | II.      | 407.         |
| 31 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur les établissemens qui se sont formés sous le titre de <i>caisse de secours ou de prévoyance</i> .....           | II.      | 408.         |
| 3 novembre.                      | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre pour les demandes en concurrence d'exploitation des mines.....                                                               | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 9 novembre.                      | Le ministre des manufactures et du commerce aux préfets. — Mesures à prendre contre les fausses marques des fabriques ..                                                | II.      | 409.         |
| 14 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Demande d'un tableau indiquant le relevé, par arrondissement, des vaccinations pratiquées dans                                               |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                              | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | chaque département, et du nombre des individus qui ont été atteints et qui sont morts de la petite vérole en 1811.....                                                                                                                  | II.      | 410.         |
| 19 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur la composition des bibliothèques départementales et communales.                                                                                                                 | II.      | 411.         |
| 28 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Instructions sur la répartition des secours accordés pour accidens imprévus.....                                                                                                                             | II,      | 414.         |
| 2 décemb. 1812.                  | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur les entreprises théâtrales pour le renouvellement des privilèges...                                                                                                             | II.      | 415.         |
| 3 décembre.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Invitation de terminer l'organisation du service vicarial.....                                                                                                                                    | II.      | 416.         |
| 4 décembre.                      | Le ministre aux préfets. — Observations sur la confection des registres de l'état civil..                                                                                                                                               | II.      | 417.         |
| 11 décembre.                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Rappel des dispositions prescrites contre les abus résultant de l'exploitation des carrières ouvertes dans les forêts soumises à l'administration forestière..... | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 18 décembre.                     | Le directeur général des mines aux ingénieurs des mines. — Nouvelles observations sur les formalités à remplir pour les demandes en concessions ou permissions d'exploitation.....                                                      | II.      | 418.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général des mines aux préfets. — Même objet.....                                                                                                                                                                           | II.      | 419.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Observations sur l'entretien des fossés des grandes routes.....                                                                                                              | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 24 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur les principaux produits de l'agriculture.....                                                                                                                                   | II.      | 420.         |
| 15 janvier 1813.                 | Le ministre des manufactures et du commerce aux préfets. — Nouvelles observations sur les fausses marques des fabriques.....                                                                                                            | II.      | 421.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                        | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 22 janvier 1813.                 | Le ministre aux préfets. — Instructions sur le paiement des secours aux voyageurs indigens.....                                                                                                                   | II.      | 422.         |
| 27 janvier.                      | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Instruction sur l'imputation des frais de timbre des journaux et des comptes des receveurs communaux.....                     | II.      | 424.         |
| 9 février.                       | Instruction approuvée par le ministre sur le caractère des accidens auxquels les ouvriers mineurs sont exposés, et sur la nature des secours qui doivent leur être administrés lorsque ces accidens ont lieu..... | II.      | 429.         |
| 11 février.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Etablissement de bornes départementales et communales.....                                                                                             | II.      | 425.         |
| 17 février.                      | Le directeur général des mines aux préfets. — Instructions sur un règlement relatif à la police des mines.....                                                                                                    | II.      | 426.         |
| 11 mars.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Envoi d'un décret relatif aux travaux d'entretien et de réparation des ponts dormans et des ponts-levis établis dans les fortifications.....           | II.      | 442.         |
| 13 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'emploi des fonds mis à la disposition des préfets pour les dépenses variables départementales.....                                                                   | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 22 mars.                         | Décret relatif au traitement et aux frais de bureau des commissaires de police.....                                                                                                                               | II.      | 454.         |
| 5 avril.                         | Avis du conseil d'état sur les précautions à prendre avant d'autoriser la translation ou l'ouverture de manufactures, ateliers ou établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode.....               | II.      | 572.         |
| 8 avril.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la concession par les communes des droits de halles et de marchés.....                                                                                                 | II.      | 443.         |
| avril.                           | Le ministre aux préfets. — Instructions sur                                                                                                                                                                       |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                        | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | l'exécution d'un décret contenant une nouvelle organisation des écoles vétérinaires.                                                                                                              | II.      | 445.         |
| 9 avril 1813.                    | Le ministre des cultes aux évêques. — Demande de renseignemens sur les moyens de subvenir aux dépenses des maîtrises et chœurs de musique des cathédrales.....                                    | II.      | 446.         |
| 12 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Observations sur l'emploi du zinc.....                                                                                                                                 | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 19 avril.                        | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Envoi d'un décret relatif aux pensions de retraite des préposés des ponts à bascule.....                                               | II.      | 447.         |
| 4 mai.                           | Arrêté du ministre relatif aux vérifications des caisses communales.....                                                                                                                          | II.      | 463.         |
| 5 mai.                           | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'établissement des comptes des recettes et dépenses variables départementales depuis l'an 14—1806.....                                                | II.      | 448.         |
| mai.                             | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Envoi du décret du 22 mars 1813, relatif au traitement et aux frais de bureau des commissaires de police..... | II.      | 453.         |
| 15 mai.                          | Le ministre des cultes aux préfets. — Bases sur lesquelles doit être réglé le traitement des vicaires.....                                                                                        | II.      | 455.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Demande de renseignemens sur la part que prennent les ingénieurs aux constructions civiles.....                                        | II.      | 456.         |
| 19 mai.                          | Le directeur général des mines aux préfets. — Fixation de la compétence des conseils de préfecture relativement aux demandes en modération et dégrèvement des redevances des mines.....           | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 22 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Instructions sur le service des théâtres.....                                                                                                                          | II.      | 457.         |
| 25 mai.                          | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Ins-                                                                                                          |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                       | FOLIOES. | PAGES. |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                  | tructions sur la vérification et la surveillance des caisses communales par les autorités locales.....                                                                                                           | II.      | 458.   |
| 11 juin 1813.                    | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Mode à suivre pour la direction des travaux exécutés par les ingénieurs pour le compte du gouvernement.....                                           | II.      | 464.   |
| 28 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Nouvelles instructions sur la direction des travaux des bâtimens civils.....                                                                                                          | II.      | 467.   |
| 29 juin.                         | Décision du ministre contenant règlement du service du flottage sur les ruisseaux de Vendy et de Sainte-Clotilde, affluens à la rivière d'Aisne, pour l'approvisionnement de Paris.                              | II.      | 468.   |
| 7 août.                          | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Instruction sur le paiement des dépenses pour les tables décennales de l'état civil. . .                                     | II.      | 470.   |
| 12 août.                         | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Instruction sur la comptabilité des collèges communaux.....                                                                  | II.      | 471.   |
| 17 août.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi qui prescrit la levée des plans des villes.....                                                                                                 | II.      | 472.   |
| 18 août.                         | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Instructions sur les moyens de pourvoir aux dépenses des insensés.....                                                       | II.      | 474.   |
| 23 août.                         | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Formes à suivre pour le placement en rentes sur l'état des capitaux libres des hospices et des établissemens de charité..... | II.      | 476.   |
| 2 septembre.                     | Le ministre aux préfets. — Inconvéniens de la translation partielle des condamnés aux fers.                                                                                                                      | II.      | 478.   |
| 11 septembre.                    | Arrêté du ministre relatif aux conditions exigées des médecins et maréchaux vétérinaires.                                                                                                                        | II.      | 479.   |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 28 septembre 1813.               | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'admission des prénoms des Israélites par des officiers de l'état civil.....                                                                     | II.      | 480.         |
| 30 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Instructions sur le traitement des épidémies.....                                                                                                                 | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 8 octobre.                       | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Instruction sur les bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics.....                                 | II.      | 483.         |
| 14 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre pour les demandes de pensions de retraite des employés des prisons.....                                                                           | II.      | 484.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général des mines aux ingénieurs des minés. — Nouvelles instructions sur les cahiers de charges des concessions des mines.....                                                  | II.      | 485.         |
| 19 octobre.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Invitation de ne pas indiquer dans les <i>ordo</i> qu'ils font imprimer les fêtes supprimées..                                                         | II.      | 487.         |
| 20 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la restauration des prisons.....                                                                                                                  | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 26 octobre.                      | Décret qui règle le mode à suivre pour la remise aux parens des enfans exposés et abandonnés.....                                                                                            | II.      | 490.         |
| 17 novembre.                     | Le directeur général de la comptabilité des communes et des hospices aux préfets. — Instructions sur l'exécution du décret du 26 octobre 1813, relatif aux enfans exposés et abandonnés..... | II.      | 489.         |
| 30 novembre.                     | Le ministre aux procureurs des lycées. — Instructions sur les formes à observer, dans le cas de non-paiement de la pension, pour l'exclusion des élèves.....                                 | II.      | 491.         |
| 4 décembre.                      | Le ministre des cultes aux évêques. — Envoi d'un décret relatif à la conservation et à l'administration des biens du clergé.....                                                             | II.      | 492.         |
| 11 janvier 1814.                 | Le ministre aux préfets. — Demande de relevés des jugemens qui prononcent des amendes en matière de police correctionnelle et de simple police.....                                          | II.      | 493.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                     | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 4 mars 1814.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une instruction sur les moyens de suppléer aux semences de mars, lorsqu'elles n'ont pu être faites.....                                                     | II.      | 494.         |
| avril.                           | Le commissaire du gouvernement provisoire chargé par <i>intérim</i> du ministère de l'intérieur et des cultes à M..... — Récit de ce qui s'est passé à Paris depuis le 28 mars...              | II.      | 500.         |
| 6 avril.                         | Le commissaire au ministère de l'intérieur et des cultes aux préfets. — Envoi d'un arrêté du gouvernement provisoire qui ordonne la suppression des emblèmes du gouvernement de Bonaparte..... | II.      | 502.         |
| 13 avril.                        | Le même aux préfets. — Récit de l'arrivée à Paris de <i>Monsieur</i> , frère du Roi.....                                                                                                       | II.      | <i>Ibid.</i> |
| avril.                           | Le même aux préfets. — Demande d'un tableau présentant l'état actuel de chaque département.....                                                                                                | II.      | 503.         |
| 30 avril.                        | Le même aux préfets. — Formes à suivre pour les actes de décès des militaires étrangers morts en France dans les hôpitaux ou dans les maisons particulières.....                               | II.      | 505.         |
| 10 mai.                          | Le même aux préfets. — Précautions à prendre contre l'épizootie qui règne sur les bêtes à cornes.....                                                                                          | II.      | <i>Ibid.</i> |
| mai.                             | Le même aux évêques. — Actions de grâces pour l'heureux retour du roi de France...                                                                                                             | II.      | 506.         |
| mai.                             | Le même aux préfets. — Actions de grâces pour l'heureux retour du roi de France...                                                                                                             | II.      | 507.         |
| 21 mai.                          | Le ministre de l'intérieur, aux préfets. — Marche et but de l'administration préfectorale sous le gouvernement du roi.....                                                                     | II.      | 508.         |
| mai.                             | Le directeur général de l'agriculture, du commerce, des arts et des manufactures, aux préfets. — Avis de sa nomination.....                                                                    | II.      | 509.         |
| 6 juin.                          | Le même aux membres des chambres de commerce. — Demande de documens sur le commerce et l'industrie.....                                                                                        | II.      | <i>Ibid.</i> |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                 | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| juin 1814.                       | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative au règlement des budgets communaux.....                                                                  | II.      | 512.         |
| 13 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Demande de l'état des cachets, timbres et sceaux nécessaires pour chaque département.....                                                       | II.      | 513.         |
| juillet.                         | Le ministre aux évêques. — Envoi d'une ordonnance du roi relative aux autorisations nécessaires pour l'acceptation des dons et legs aux églises, fabriques, hospices, &c.. | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 22 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution de l'ordonnance du roi relative aux dons et legs aux églises, fabriques, hospices, &c.....                         | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 8 août.                          | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour la célébration de la fête du roi.....                                                                                    | II.      | 515.         |
| août.                            | Instruction du ministre sur les théâtres.....                                                                                                                              | II.      | 516.         |
| 9 août.                          | Rapport fait au conseil général des ponts et chaussées, par une commission spéciale, sur la police du roulage.....                                                         | II.      | 531.         |
| 10 août.                         | Avis du conseil sur les conclusions du rapport ci-dessus, du 9 août.....                                                                                                   | II.      | 546.         |
| 20 août.                         | Le ministre aux préfets. — Rappel des dispositions relatives à l'approbation par le ministre des plans de construction d'édifices et de monumens publics.....              | II.      | 519.         |
| 1. <sup>er</sup> septembre.      | Instruction du directeur général des mines sur le service de l'administration.....                                                                                         | II.      | <i>Ibid.</i> |
| octobre.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Envoi du rapport du 9 août 1814 sur la police du roulage.....                                        | II.      | 530.         |
| octobre.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs. — Envoi des formules de prestation de serment.....                                                             | II.      | 548.         |
| 15 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur le traitement des noyés et des asphyxiés....                                                                                    | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 28 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la liquidation des sommes dues par les com-                                                                                     |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                            | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | munes pour le timbre des registres de l'état civil.....                                                                                                                                               | II.      | 548.         |
| 29 octobre 1814.                 | Le ministre aux préfets. — Fixation de la quantité de combustibles à accorder aux employés des maisons de détention et des dépôts de mendicité.....                                                   | II.      | 549.         |
| 31 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Avis des prix fondés pour la propagation de la vaccine..                                                                                                                   | II.      | 550.         |
| 26 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Fixation de la quantité d'objets mobiliers à accorder aux employés des maisons centrales de détention et des dépôts de mendicité.....                                      | II.      | 552.         |
| 6 novembre.                      | Ordonnance du roi relative au supplément de traitement accordé aux desservans chargés du service de deux succursales.....                                                                             | III.     | 85.          |
| 9 novembre.                      | Avis du conseil d'état sur l'emploi du produit des amendes de police correctionnelle....                                                                                                              | II.      | 558.         |
| décembre.                        | Le directeur général de l'agriculture, du commerce, des arts et des manufactures, aux préfets. — Demande de renseignemens sur l'état de l'agriculture.....                                            | II.      | 553.         |
| 6 décembre.                      | L'administrateur général des cultes aux préfets. — Demande de l'envoi, tous les six mois, d'un tableau présentant le relevé des donations et legs faits aux fabriques.....                            | II.      | 555.         |
| 17 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Imputation des dépenses des corps-de-garde établis près des préfectures et des prisons.....                                                                                | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 10 janvier 1815.                 | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative aux armoiries des villes et corporations.....                                                                                       | II.      | 556.         |
| 26 janvier.                      | Le directeur général des mines aux ingénieurs en chef. — Formes à observer pour les plans à fournir à l'appui des demandes en concession.....                                                         | II.      | 557.         |
| 31 janvier.                      | Le directeur général de l'administration des communes et des hospices aux préfets. — Envoi de l'avis du conseil d'état du 9 novembre 1814, sur le produit des amendes de police correctionnelle ..... | II.      | <i>Ibid.</i> |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                 | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 1. <sup>er</sup> février 1815.   | Le directeur général de l'agriculture, du commerce, des arts et des manufactures, aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative aux mesures à prendre contre les épizooties.....                                             | II.      | 558.         |
| 6 février.                       | Le ministre aux préfets. — Formation de corps de pompiers pour les incendies ....                                                                                                                                                                          | II.      | 561.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général de l'administration des communes et des hospices aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative à plusieurs parties de la comptabilité communale .....                                                                         | II.      | 565.         |
| 15 février.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du Roi qui apporte des modifications à la police du roulage. ....                                                                                  | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 20 février.                      | Le ministre aux préfets. — Nouvelle fixation de l'année théâtrale.....                                                                                                                                                                                     | II.      | 566.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général de l'administration des communes et des hospices aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du Roi relative au dixième des revenus fonciers communaux pour le culte.....                                                                   | II.      | 567.         |
| 23 février.                      | Le ministre aux préfets. — Nouvelle fixation de la grandeur des plans d'alignement des villes.                                                                                                                                                             | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 28 février.                      | Le directeur général de l'agriculture, du commerce, des arts et des manufactures, aux présidens des sociétés d'agriculture. — Relations que doivent entretenir les sociétés d'agriculture départementales avec la société royale et centrale de Paris..... | II.      | 568.         |
| 4 mars.                          | Le directeur général de l'agriculture, du commerce, des arts et des manufactures, aux préfets. — Nouvelles instructions sur les mesures à prendre contre les manufactures, ateliers et établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode..      | II.      | 569.         |
| 16 septembre.                    | Le directeur général des ponts et chaussées et des mines aux préfets. — Instruction sur l'emploi des redevances des mines d'après les nouvelles lois de finances .....                                                                                     | II.      | 573.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                             | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 19 septembre 1815.               | Le ministre aux préfets. — Envoi de deux ordonnances du roi relatives aux budgets et aux comptes communaux.....                                                                                                        | II.      | 573.         |
| 21 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Mode de publication et d'envoi des actes des préfetures...                                                                                                                                  | II.      | <i>Ibid.</i> |
| 2 octobre.                       | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une instruction pour la mise au net et le format des plans d'alignement des villes.....                                                                                             | II.      | 575.         |
| 14 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'emploi des revenus des bureaux de bienfaisance en soupes économiques.....                                                                                                 | II.      | 579.         |
| 15 octobre.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Économies à apporter dans le service de l'administration.....                                                                                               | II.      | 580.         |
| 7 novembre.                      | Le ministre aux préfets. — Économies à apporter dans les dépenses des dépôts de mendicité.....                                                                                                                         | II.      | 581.         |
| <i>Idem</i>                      | Le ministre aux préfets. — Mode de nomination des directeurs et des conservateurs de dépôts de sciences et d'arts.....                                                                                                 | II.      | 588.         |
| 6 novembre.                      | Arrêté du ministre relatif à l'admission des aliénés étrangers dans les établissemens du département de la Seine.....                                                                                                  | II.      | 589.         |
| 9 novembre.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'arrêté ci-dessus du 6 novembre.....                                                                                                                                              | II.      | 588.         |
| 17 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour la délivrance et l'examen des feuilles de route et des passeports.....                                                                                               | II.      | 590.         |
| 5 décembre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur le paiement des primes pour la destruction des loups.....                                                                                                                   | II.      | 591.         |
| 6 décembre.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Envoi d'un rapport sur la fixation des échelles métriques pour l'exécution des modèles et des plans relatifs au service des ponts et chaussées.. | II.      | 592.         |
| 14 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les moyens de prévenir les incendies.....                                                                                                                                   | II.      | 596.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                           | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 20 décembre 1815.                | Le ministre aux évêques. — Instruction pour le service anniversaire du 21 janvier 1793.                                                                                                              | II.      | 597.         |
| 14 janvier 1816.                 | Le ministre aux préfets. — Demande de l'envoi, dans le courant du premier trimestre de chaque année, du tableau des vaccinations pratiquées dans chaque département pendant l'année précédente ..... | III.     | 1.           |
| 15 janvier.                      | Le ministre aux évêques. — Envoi d'une ordonnance du roi relative au traitement des vicaires généraux et chanoines .....                                                                             | III.     | 2.           |
| 26 janvier.                      | Le ministre aux préfets des départemens qui renferment des Israélites. — Fixation du mode de recouvrement des sommes destinées au culte israélite .....                                              | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 6 février.                       | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre pour le paiement des secours aux voyageurs indigens .....                                                                                                 | III.     | 3.           |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur le service des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics .....                                                                                      | III.     | 4.           |
| 8 février.                       | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative au renouvellement des maires, adjoints et conseillers municipaux .....                                                             | III.     | 6.           |
| 9 février.                       | Le ministre aux préfets des départemens où il y a des haras. — Instructions sur la surveillance que les préfets doivent exercer sur ces établissemens .....                                          | III.     | 7.           |
| <i>Idem.</i>                     | Arrêté du ministre relatif au service des pale-freniers des haras et dépôts d'étalons. ....                                                                                                          | III.     | 26.          |
| 18 février.                      | Le ministre aux préfets. — Défense de publier, sans autorisation, des lettres ou circulaires ministérielles .....                                                                                    | III.     | 10.          |
| 21 février.                      | Arrêté du ministre relatif à l'emploi des mesures et des poids usuels dans la vente en détail. .                                                                                                     | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 27 février.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une instruction sur la comptabilité du service des haras et dépôts d'étalons. ....                                                                                | III.     | 11.          |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                            | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 15 mars 1816.                    | Le ministre aux préfets. — Envoi d'un arrêté qui fixe le mode de nomination des personnes attachées aux hospices.....                                                 | III.     | 21.          |
| <i>Idem.</i>                     | Arrêté du ministre relatif à l'achat et à l'entretien du sac d'écurie des palefreniers des haras et dépôts d'étalons.....                                             | III.     | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem</i>                      | Arrêté du ministre relatif à l'habillement des palefreniers des haras et dépôts d'étalons..                                                                           | III.     | 22.          |
| 16 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Fixation du mode de paiement des frais de route des préfets..                                                                              | III.     | 25.          |
| 18 mars.                         | Le ministre aux directeurs des haras et aux chefs des départemens d'étalons. — Envoi de l'arrêté du 9 février 1816 relatif au service des palefreniers.....           | III.     | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instructions sur le service des théâtres.....                                                                                              | III.     | 27.          |
| 22 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'administration des prisons.....                                                                                         | III.     | 29.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative au règlement des budgets communaux.....                                                             | III.     | 32.          |
| 1. <sup>er</sup> avril.          | Le ministre aux préfets. — Rappel des formalités à suivre pour les demandes relatives aux armoiries des villes et communes.....                                       | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 2 avril.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur une ordonnance du roi relative aux comptes à rendre par les receveurs des hôpitaux et autres établissemens de charité..... | III.     | 33.          |
| 12 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Mesures à observer pour la délivrance des feuilles de route aux marins qui voyagent dans l'intérieur du royaume.....                       | III.     | 34.          |
| 16 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Marche à suivre pour l'emploi du produit des secondes expéditions des actes administratifs déposés dans les archives des préfetures.....   | III.     | 36.          |
| 30 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi de finances, en ce qui                                                                               |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                     | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | concerne les budgets des dépenses variables départementales .....                                                                                              | III.     | 36.          |
| 10 mai 1816.                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'établissement des budgets communaux...                                                                            | III.     | 39.          |
| 15 mai.                          | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur les moyens de pourvoir aux dépenses des dépôts de mendicité.....                                      | III.     | 44.          |
| 16 mai.                          | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Fixation de nouveaux chargemens et de nouvelles largeurs de jantes pour les voitures publiques..... | III.     | 45.          |
| 18 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Nouveau mode de paiement du traitement des préfets.....                                                                             | III.     | 46.          |
| 20 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative aux écoles primaires.....                                              | III.     | 47.          |
| 22 mai.                          | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Rappel des précautions à prendre pour la délivrance des passe-ports aux voyageurs indigens....                        | III.     | 49.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur l'emploi des amendes et confiscations attribuées aux communes et aux hospices .....                   | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 23 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les moyens de pourvoir aux dépenses des routes départementales.....                                                 | III.     | 50.          |
| 24 mai.                          | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur le choix des élèves sages-femmes à envoyer à l'hospice de la Maternité de Paris.....                  | III.     | 51.          |
| 27 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Rappel du règlement sur les convois militaires.....                                                                                 | III.     | 52.          |
| 28 mai.                          | Arrêté du ministre concernant les bois de faix accordés aux ouvriers employés aux travaux de flottage pour l'approvisionnement de Paris.....                   | III.     | 53.          |
| 29 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Rappel des dispositions relatives au mariage des officiers..                                                                        | III.     | 55.          |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                               | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 31 mai 1816.                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative aux cumulations de traitemens .....                                                            | III.     | 55.          |
| 3 juin.                          | Le ministre aux préfets. — Envoi de la formule du serment des fonctionnaires de l'ordre administratif.....                                                               | III.     | 57.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi qui supprime l'administration générale des cultes et en réunit les attributions au ministère de l'intérieur.... | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 4 juin.                          | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur la comptabilité des routes départementales.....                                               | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 5 juin.                          | Le sous-secrétaire d'état aux préfets des départemens des côtes de l'Océan et de la Manche. — Instruction sur la police sanitaire .....                                  | III.     | 58.          |
| 6 juin.                          | Le ministre aux préfets. — Suppression de la faculté de suspendre et de remplacer provisoirement les fonctionnaires municipaux.....                                      | III.     | 61.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur l'entretien des chemins vicinaux.....                                                                           | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 7 juin.                          | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur les mesures qui doivent servir à la vente en détail des vins et des liqueurs .....                              | III.     | 66.          |
| 25 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les dépenses variables départementales de 1816.....                                                                           | III.     | 67.          |
| 26 juin.                         | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Invitation de faire cesser le retard qu'éprouve le paiement des bourses communales dans les collèges royaux.....                | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 28 juin.                         | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Mode de paiement des frais de traitement des maladies épidémiques, et des gratifications pour les actes de dévouement.....      | III.     | 68.          |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                          | VOLUMES. | PAGES        |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 28 juin 1816.                    | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur la comptabilité des hospices et établissemens de charité .....                                             | III.     | 69.          |
| 29 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Règlement pour le service des cantonniers salariés chargés de l'entretien des routes en cailloutis ..... | III.     | 71.          |
| 4 juillet.                       | Le ministre aux préfets. — Instruction sur le paiement de la rétribution universitaire.                                                                             | III.     | 79.          |
| 22 juillet.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Formes à suivre pour l'autorisation des travaux des bâtimens civils.....                                                   | III.     | 81.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi de finances en ce qui concerne la comptabilité des dépenses du clergé. ....                        | III.     | 83.          |
| 23 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative à l'autorisation nécessaire pour décerner des récompenses publiques.....                          | III.     | 85.          |
| 27 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative à la naturalisation des militaires étrangers pensionnés en France.....      | III.     | 86.          |
| 31 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une Instruction sur l'ordonnance du roi relative aux gardes nationales.....                                                      | III.     | 87.          |
| 1. <sup>er</sup> août.           | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la comptabilité des dépenses du culte protestant.....                                                                    | III.     | 93.          |
| 3 août.                          | Le ministre aux préfets. — Mode de paiement du loyer des lits militaires.....                                                                                       | III.     | 94.          |
| 7 août.                          | Le ministre aux évêques. — Envoi de la circulaire adressée aux préfets, le 22 juillet 1816, sur les dépenses du clergé.....                                         | III.     | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une nouvelle édition de l'instruction sur les secours à donner aux noyés et asphyxiés.....                                       | III.     | 95.          |
| 8 août.                          | Le directeur général des ponts et chaussées                                                                                                                         |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                     | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                  | aux préfets. — Mesures à prendre contre les contraventions en matière de grande voirie .....                                                                                                                                   | III.     | 95.    |
| 8 août 1816.                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Communication de la circulaire aux préfets en date du même jour.....                                                                                     | III.     | 99.    |
| 12 août.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les dépenses des gardes nationales.....                                                                                                                                             | III.     | 100.   |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Incompatibilité des fonctions de divers magistrats avec le service de la garde nationale.....                                                                                                       | III.     | 102.   |
| 14 août.                         | Le sous-secrétaire d'état aux préfets — Envoi d'une instruction sur les moyens de remédier aux effets de l'influence des pluies abondantes sur la récolte des fourrages..                                                      | III.     | 103.   |
| 20 août.                         | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi de finances en ce qui concerne l'obligation d'appliquer une marque et un numéro sur les tissus de coton et de laine des manufactures de France. | III.     | 110.   |
| <i>Idem.</i>                     | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Mesures à prendre à l'égard des bannis français.....                                                                                                                                  | III.     | 113.   |
| août.                            | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative à l'enseignement élémentaire.....                                                                                                      | III.     | 114.   |
| 6 septembre.                     | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi de finances en ce qui concerne le prélèvement du dixième des octrois et les droits de timbre.                                                   | III.     | 115.   |
| 10 septembre.                    | Le ministre aux présidens des collèges électoraux. — Travaux dont les collèges électoraux doivent s'occuper exclusivement...                                                                                                   | III.     | 116.   |
| 12 septembre.                    | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Marche à suivre pour le jugement des affaires contentieuses.....                                                                                                    | III.     | 117.   |
| 16 septembre.                    | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Avis du pouvoir donné aux inspecteurs des finances de vérifier la comptabilité et les                                                                                                 |          |        |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                               | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | caisses des hospices et des établissemens de charité .....                                                                                                               | III.     | 118.         |
| 18 septembre 1816.               | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi de finances en ce qui concerne les impositions communales .....                           | III.     | 119.         |
| 23 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Communication d'une décision de sa majesté qui supprime les honneurs que l'on était dans l'usage de rendre aux troupes en marche.....         | III.     | 122.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur les secours et les travaux d'hiver .....                                                                        | III.     | 123.         |
| 10 octobre.                      | Le ministre aux préfets et aux évêques. — Service solennel pour l'anniversaire de la mort de la reine Marie-Antoinette.....                                              | III.     | 125.         |
| 18 octobre.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Demande d'un état annuel du mouvement et des dépenses des enfans trouvés.....                                                   | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 21 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative au martelage et à la conservation des bois destinés au service de la marine..... | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 6 novembre.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Suppression du prélèvement de cinquante pour cent sur les quarts de réserve des bois des communes.....                          | III.     | 126.         |
| 15 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une nomenclature des cas d'exemption du service de la garde nationale .....                                                           | III.     | <i>Ibid.</i> |
| novembre.                        | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Rappel des dispositions législatives relatives au commerce des grains.....                                                      | III.     | 130.         |
| 21 novembre.                     | Circulaire du ministre des finances aux receveurs généraux sur le paiement des cantonniers stationnaires .....                                                           | III.     | 205.         |
| 27 novembre.                     | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Envoi d'un avis concernant une espèce de pomme de terre hâtive.....                                                             | III.     | 131.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                    | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 15 décembre 1816.                | Le ministre aux préfets. — Fixation dans les budgets, des dépenses relatives aux établissemens de sciences et d'arts.....                                                                                                                                                     | III.     | 132.         |
| 30 décembre.                     | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Observations sur le libre exercice des marchands patentés hors de leur domicile....                                                                                                                                                  | III.     | 133.         |
| 20 janvier 1817.                 | Le ministre aux préfets. — Précautions à prendre pour la délivrance des attestations et certificats joints aux demandes adressées à sa majesté.....                                                                                                                           | III.     | 135.         |
| 1. <sup>er</sup> février.        | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets.—Marche à suivre pour la transmission des projets de travaux.....                                                                                                                                                     | III.     | 136.         |
| 17 février.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur la panification des blés avariés.                                                                                                                                                                                    | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 18 février.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi relative à l'organisation des collèges électoraux.....                                                                                                                                                       | III.     | 154.         |
| 19 février.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Observations sur la nécessité de l'autorisation du roi pour l'acceptation des dons et legs faits à des personnes tierces pour en attribuer le montant aux pauvres et aux hospices.....                                               | III.     | 157.         |
| 21 février.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Envoi de deux instructions relatives, 1. <sup>o</sup> aux plantes qui peuvent être mises dans les terres que les pluies d'automne ont empêché d'ensemencer; 2. <sup>o</sup> aux divers modes de propagation des pommes de terre..... | III.     | 159.         |
| 24 février.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets et aux ingénieurs. — Envoi d'une ordonnance du roi relative à la réorganisation de la commission mixte des travaux publics.....                                                                                       | III.     | 170.         |
| 17 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les dépôts de mendicité.....                                                                                                                                                                                                       | III.     | 171.         |
| 21 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi sur les collèges royaux.                                                                                                                                                                                             | III.     | 172.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                               | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 21 mars 1817.                    | Le ministre aux préfets des départemens où il existe des collèges royaux. — Instructions sur l'exécution de l'ordonnance du roi relative aux collèges royaux.....                        | III.     | 174.         |
| 27 mars.                         | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur le service des enfans trouvés et abandonnés. ....                                                                               | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 29 mars 1817.                    | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Observations sur l'usage exclusif des nouvelles mesures .....                                                                                   | III.     | 177.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le sous-secrétaire d'état aux préfets des départemens où il existe des haras ou des dépôts d'étalons. — Nouvelles instructions sur la comptabilité des haras. ....                       | III.     | 178.         |
| 1. <sup>re</sup> avril.          | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur l'établissement des tableaux de mercuriales .....                                                                               | III.     | 180.         |
| 3 avril.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi qui autorise les préfets et les sous-préfets à assister aux séances des conseils généraux et des conseils d'arrondissement..... | III.     | 183.         |
| 5 avril.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative aux dépenses des maisons centrales de détention.....                                                                   | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 9 avril.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la réparation des chemins vicinaux.....                                                                                                       | III.     | 187.         |
| 15 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Fixation dans les budgets, des fonds pour les établissemens d'instruction publique.....                                                                       | III.     | 190.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Rappel de l'ordonnance du roi relative aux fonctions incompatibles avec le service de la garde nationale.....                                                 | III.     | 191.         |
| 16 avril.                        | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur la session des conseils municipaux.                                                                                             | III.     | 192.         |
| 18 avril.                        | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Rappel des lois relatives aux marques des fabriques, et observations sur la prime de sortie sur les tissus de coton.....                        | III.     | 197.         |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                        | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
| 18 avril 1817.                   | Le ministre aux préfets. — Solution de plusieurs questions sur la formation des registres et des listes des électeurs.....                                                                                        | III.     | 198.   |
| 25 avril.                        | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Communication d'une circulaire adressée par le ministre des finances aux receveurs généraux relativement au service des cantonniers stationnaires..... | III.     | 205.   |
| 26 avril.                        | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instructions sur la comptabilité du service des ponts et chaussées...                                                                                  | III.     | 206.   |
| 28 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative à la suppression des secrétaires généraux de préfecture et à la tenue des archives.....                                                         | III.     | 208.   |
| avril.                           | Instruction rédigée par ordre du ministre sur la pêche de la sardine et sur la préparation des rogues employées aux amorces.                                                                                      | III.     | 212.   |
| 6 mai.                           | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur l'abattage des arbres le long des routes.....                                                                                          | III.     | 216.   |
| 7 mai.                           | Ordonnance du roi relative à l'acquittement des frais d'illumination des préfectures...                                                                                                                           | III.     | 311.   |
| 28 mai.                          | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi sur le règlement des comptes des receveurs des hospices et des établissemens de charité.....                                               | III.     | 217.   |
| 3 juin.                          | Règlement arrêté par le ministre relativement à l'organisation de l'école de mineurs établie à Saint-Étienne.....                                                                                                 | III.     | 238.   |
| <i>Idem.</i>                     | Règlement arrêté par le ministre pour l'admission des élèves externes à l'école royale des mines.....                                                                                                             | III.     | 246.   |
| 6 juin.                          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur le paiement des dépenses départementales.                                                                                                                              | III.     | 217.   |
| 11 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative aux coupes extraordinaires des bois des communes et des établissemens publics et religieux.....                           | I.       | 218.   |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                        | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 16 juin 1817.                    | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Mesures à prendre contre le débit des substances vénéneuses.....                                                                         | III.     | 224.         |
| 18 juin.                         | Instruction sur les moyens de prévenir les inconvénients qui pourraient résulter de l'emploi des grains nouvellement récoltés..                                                   | III.     | 226.         |
| 25 juin.                         | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Envoi de l'instruction ci-dessus du 18 juin.                                                                                             | III.     | 225.         |
| 1. <sup>er</sup> juillet.        | Instruction du sous-secrétaire d'état sur les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation .....                                                                     | III.     | 229.         |
| 12 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Indemnités à accorder aux ingénieurs des ponts et chaussées pour les travaux des routes départementales .....                                          | III.     | 233.         |
| 20 juillet.                      | Le directeur général des ponts et chaussées et des mines aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi qui établit une école de mineurs à Saint-Etienne..... | III.     | 236.         |
| 22 juillet.                      | Le ministre aux préfets des départemens où il existe des collèges royaux. — Instruction sur la comptabilité des collèges et le paiement des bourses royales.....                  | III.     | 243.         |
| 25 juillet.                      | Le directeur général des ponts et chaussées et des mines aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi qui rétablit l'école royale des mines à Paris.....    | III.     | 244.         |
| 30 juillet.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Mode de paiement des frais de transfèrement des condamnés.....                                                                           | III.     | 249.         |
| 6 août.                          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur le dépôt aux greffes des tribunaux de première instance des registres de l'état civil.....                                             | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 13 août.                         | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Observations sur la formation du tableau à dresser des vaccinations pratiquées pendant le cours de chaque année .....                    | III.     | 250.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 18 août 1817.                    | Le ministre aux préfets. — Solution de plusieurs questions relatives aux élections.                                                                          | III.     | 251.         |
| 26 août.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative à la translation au Mont-Saint-Michel des condamnés à la déportation.....                  | III.     | 256.         |
| 8 septembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative à la franchise et au contre-seing des lettres et paquets....                               | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 25 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi relative au paiement du traitement des vicaires .....                                               | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 1. <sup>er</sup> octobre.        | Le sous - secrétaire d'état aux préfets. — Envoi d'une instruction sur la manière de conserver les pommes de terre.....                                      | III.     | 257.         |
| 7 octobre.                       | Le ministre aux préfets. — Observations sur l'utilité des tournées des sous-préfets....                                                                      | III.     | 264.         |
| 17 octobre.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur la nécessité par les notables, électeurs des juges de commerce, d'être Français ou naturalisés..... | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 22 octobre.                      | Instruction du ministre sur les demandes en autorisation et approbation des sociétés anonymes .....                                                          | III.     | 266.         |
| 25 octobre.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets et aux chambres de commerce. — Fixation des attributions des courtiers, interprètes et conducteurs de navires .....    | III.     | 273.         |
| 6 novembre.                      | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre pour le calcul de la valeur du mobilier des évêchés.....                                                          | III.     | 275.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur le défrichement des landes et le dessèchement des marais.....                                                     | III.     | 277.         |
| 7 novembre.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Indication des bois à employer pour la restauration des ponts. ....                    | III.     | 279.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                  | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 7 novembre 1817.                 | Le ministre aux préfets. — Moyens de réprimer la mendicité et de secourir les indigens.....                                                                                                                 | III.     | 279.         |
| 27 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Demande d'états sur le mouvement de la population....                                                                                                                            | III.     | 282.         |
| 6 décembre.                      | Le ministre aux préfets. — Mode de paiement du traitement des pasteurs protestans dans les cas de démission ou de déplacement.....                                                                          | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 22 janvier 1818.                 | Le ministre aux préfets. — Rappel de l'obligation de notifier au grand chancelier de la Légion d'honneur les décès des membres de l'ordre.....                                                              | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 27 janvier.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Formes à suivre pour les adjudications des baux de fournitures de matériaux.....                                                                 | III.     | 283.         |
| 28 janvier.                      | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur les dépenses, et envoi d'un modèle d'états annuels de situation.....                                                             | III.     | 284.         |
| 4 février.                       | Le sous - secrétaire d'état aux préfets. — Règlement des dépenses des bureaux de vérification des poids et mesures.....                                                                                     | III.     | 290.         |
| 13 février.                      | Le sous - secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative à la nomination des membres des commissions administratives des hospices et des bureaux de charité. | III.     | 292.         |
| 2 mars.                          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur le casernement de la gendarmerie.....                                                                                                                            | III.     | 294.         |
| 4 mars.                          | Le sous - secrétaire d'état aux préfets. — Observations sur une ordonnance du roi relative aux remises ou réductions de peine à accorder aux condamnés.....                                                 | III.     | 296.         |
| 7 mars.                          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les comptes à rendre sur l'administration départementale.....                                                                                                    | III.     | 297.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur                                                                                                                                                                  |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | le paiement des secours accordés aux vicaires .....                                                                                                                                                          | III.     | 298.         |
| 4 mai 1818.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Envoi d'un mémoire sur le bouillon et la gélatine d'os .....                                                                                                        | III.     | 299.         |
| 6 mai.                           | Le ministre aux préfets. — Observations sur l'ordonnance du roi relative à la présence des préfets et des sous-préfets aux séances des conseils généraux et d'arrondissement.                                | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 16 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'établissement des procès-verbaux des opérations des conseils généraux et d'arrondissement .....                                                                 | III.     | 300.         |
| 18 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la session des conseils municipaux .....                                                                                                                          | III.     | 301.         |
| <i>Idem.</i>                     | Prospectus pour les écoles d'arts et métiers ..                                                                                                                                                              | III.     | 331.         |
| 19 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Fixation des fournitures auxquelles ont droit les condamnés détenus dans les prisons départementales ..                                                                           | III.     | 311.         |
| 22 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Instructions sur les réparations des chemins vicinaux .....                                                                                                                       | III.     | 312.         |
| 30 mai.                          | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi des douanes en ce qui concerne la marque sur les tissus français .....                                                        | III.     | 314.         |
| 1. <sup>re</sup> juin.           | Le ministre aux préfets. — Instruction sur le service des enfans trouvés et des enfans abandonnés .....                                                                                                      | III.     | 320.         |
| 4 juin.                          | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de l'article de la loi de finances relatif au droit d'enregistrement des adjudications et marchés dont le prix est payé sur les fonds du trésor ..... | III.     | 321.         |
| 12 juin.                         | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative aux pensions de retraite des employés des octrois .....                                                | III.     | 322.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la comptabilité des hospices .....                                                                                                                                | III.     | 323.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES &c.,                                                                                                                                                                                              | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
| 13 juin 1818.                    | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Envoi d'un ouvrage intitulé : <i>Recherches expérimentales sur les chaux de construction, sur les betons et les mortiers ordinaires</i> . . . . . | III.     | 326.   |
| 20 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution de la loi du 10 mars 1818, relative aux engagements volontaires pour l'armée . . . . .                                                                          | III.     | 328.   |
| <i>Idem.</i>                     | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Demande d'observations sur les projets de tarif des douanes et de règlement de navigation . . . . .                                                                            | III.     | 329.   |
| 22 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la répartition du fonds de secours pour les religieuses âgées et infirmes . . . . .                                                                                          | III.     | 330.   |
| 23 juin.                         | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Envoi du prospectus du 18 mai 1818 pour les écoles royales d'arts et métiers . . . . .                                                                                         | III.     | 331.   |
| 3 juillet.                       | Le ministre aux préfets. — Demande de l'envoi au ministère de tous les réglemens de police pour les ouvriers et gens de peine . . . . .                                                                                 | III.     | 338.   |
| 9 juillet.                       | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour la destruction des loups . . . . .                                                                                                                                    | III.     | 340.   |
| 11 juillet.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets et aux chambres de commerce. — Solution de plusieurs questions relatives aux sociétés anonymes et aux compagnies d'assurance. . . . .                                             | III.     | 348.   |
| 18 juillet.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Solution de plusieurs questions sur divers articles de la loi du 15 mai 1818 concernant les impositions communales . . . . .                                                   | III.     | 355.   |
| 20 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la publication des budgets et des comptes des villes qui ont plus de cent mille francs de revenus . . . . .                                                                  | III.     | 364.   |
| 25 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Formes à suivre pour la prestation du serment des gardes champêtres et forestiers . . . . .                                                                                                  | III.     | 365.   |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                               | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
| 27 juillet 1818.                 | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Mesures à prendre pour constater l'identité des enfans trouvés confiés à des nourrices.                                                                         | III.     | 365.   |
| <i>Idem.</i>                     | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Mode d'acquittement des frais de transport et de traitement des aliénés . . . . .                                                                               | III.     | 366.   |
| 28 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Formes à observer pour la poursuite des contraventions en matière de simple police . . . . .                                                                                  | III.     | 367.   |
| 11 août.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Mode d'acquittement de la portion des amendes pour contraventions en matière de grande voirie revenant aux agens de l'administration. . . . . | III.     | 368.   |
| 19 août.                         | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Rappel des instructions sur les moyens de prévenir les épizooties. . . . .                                                                                      | III.     | 369.   |
| 1. <sup>er</sup> septembre.      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution des lois et ordonnances relatives au recrutement de l'armée. . . . .                                                                              | III.     | 370.   |
| 28 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la composition des conseils de révision. . .                                                                                                                  | III.     | 372.   |
| 1. <sup>er</sup> octobre.        | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi qui replace la garde nationale sous la direction de l'autorité administrative et municipale. . . . .                      | III.     | 374.   |
| 5 octobre.                       | Le ministre aux préfets. — Mode de répartition des bourses communales dans les collèges royaux. . . . .                                                                                                  | III.     | 379.   |
| 7 octobre.                       | Ordonnance du roi concernant la mise en ferme des biens communaux. . . . .                                                                                                                               | III.     | 389.   |
| 23 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative à la marque des tissus français. . . . .                                                                         | III.     | 380.   |
| 27 octobre.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur les pensions de retraite des employés des octrois . . . . .                                                                                     | III.     | 387.   |
| 31 octobre.                      | Le sous-secrétaire d'état aux préfets. — Instruction sur l'exécution de l'ordonnance du                                                                                                                  |          |        |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                    | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | roi, du 7 octobre 1818, concernant la mise en ferme des biens communaux....                                                                                                                   | III.     | 388.         |
| 20 novemb. 1818.                 | Rapport de l'académie royale des inscriptions et belles - lettres sur plusieurs mémoires concernant les antiquités de la France qui lui avaient été transmis par le ministre .....            | III.     | 410.         |
| 17 décembre.                     | Ordonnance du roi concernant le mobilier des préfectures.....                                                                                                                                 | III.     | 393.         |
| 21 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Communication d'une ordonnance du roi qui proroge le délai accordé pour l'application de la marque et du numéro de fabrication pour les cotons filés français..... | III.     | 391.         |
| 30 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'ordonnance du roi, du 17 décembre 1818, concernant le mobilier des préfectures.....                                                                     | III.     | 392.         |
| 1. <sup>er</sup> janvier 1819.   | Le directeur général des ponts et chaussées et des mines aux préfets. — Rappel de plusieurs formalités à remplir pour les demandes en concession de mines et de permission d'usines.....      | III.     | 395.         |
| 2 janvier.                       | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Avis de l'admission aux écoles des arts et métiers d'élèves choisis parmi les fils des conducteurs des ponts et chaussées .....    | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 26 janvier.                      | Le ministre aux préfets. — Mesures préparatoires pour l'exposition des produits de l'industrie française.....                                                                                 | III.     | 396.         |
| 27 janvier.                      | Rapport fait à la société d'encouragement pour l'industrie nationale sur la caisse d'épargnes et de prévoyance .....                                                                          | III.     | 428.         |
| 28 janvier.                      | Ordonnance du roi portant établissement d'un conseil d'agriculture.....                                                                                                                       | III.     | 401.         |
| 9 février.                       | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution de l'ordonnance du roi, du 28 janvier 1819, portant établissement d'un conseil d'agriculture.....                                      | III.     | 397.         |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                            | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 17 février. 1819.                | Le ministre aux préfets. — Fixation des attributions des courtiers conducteurs de navires.....                                                                                                                                                                                        | III.     | 402.         |
| 16 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative à l'enseignement primaire.....                                                                                                                                                               | III.     | 403.         |
| 17 mars.                         | Le directeur général de l'administration communale et départementale aux préfets. — Fixation des attributions des maires et des conseils de préfecture en ce qui concerne la police du roulage.....                                                                                   | III.     | 404.         |
| 20 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur les haras particuliers.....                                                                                                                                                                                                   | III.     | 407.         |
| 2 avril.                         | Le ministre aux préfets. — Instructions sur les attributions des correspondans du conseil d'agriculture.....                                                                                                                                                                          | III.     | 408.         |
| 8 avril.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction pour les recherches sur les antiquités de la France. Envoi d'un rapport fait à l'académie royale des inscriptions et belles-lettres sur les mémoires qui lui avaient été soumis, et d'une série de questions préparées par cette académie..... | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 9 avril.                         | Le ministre aux préfets. — Observations sur les sociétés anonymes et sur l'autorisation qui leur est nécessaire pour exister.....                                                                                                                                                     | III.     | 418.         |
| <i>Idem.</i>                     | Ordonnance du roi portant approbation de la société royale pour l'amélioration des prisons, et création de commissions pour les prisons départementales.....                                                                                                                          | III.     | 510.         |
| 12 avril.                        | Le ministre aux préfets — Formes à suivre pour obtenir l'autorisation nécessaire pour l'acceptation des dons et legs faits à des établissemens ecclésiastiques.....                                                                                                                   | III.     | 420.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux évêques. — Surveillance à exercer sur la perception des ressources affectées aux fabriques.....                                                                                                                                                                       | III.     | 422.         |
| 14 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Mode à suivre pour la constatation dans la comptabilité                                                                                                                                                                                                    |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                 | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | des dépenses départementales de la dépense des condamnés à un an et plus d'emprisonnement . . . . .                                                                                                                        | III.     | 424.         |
| 23 avril 1819.                   | Le ministre aux préfets. — Communication d'une ordonnance du roi concernant le mobilier des archevêchés et évêchés. . . . .                                                                                                | III.     | 425.         |
| 28 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi qui prescrit la formation de jurys dans les départemens manufacturiers. . . . .                                                             | III.     | 426.         |
| 30 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Envoi du rapport du 27 janvier 1819 sur la caisse d'épargnes et de prévoyance. . . . .                                                                                                          | III.     | 428.         |
| 7 mai.                           | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Instruction sur la marche à suivre pour accélérer les travaux mixtes . . . . .                                                                                  | III.     | 438.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général de l'administration communale et départementale aux préfets. — Demande des états trimestriels des enrôlés volontaires. . . . .                                                                        | III.     | 439.         |
| 10 mai.                          | Le directeur général de l'administration communale et départementale aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi qui appelle au service quarante mille hommes sur la classe de 1818. . . . .        | III.     | 440.         |
| 12 mai.                          | Le directeur général de l'administration centrale et départementale aux préfets. — Recommandation de faire employer en rentes sur l'Etat des fonds libres appartenant aux communes, aux hospices et aux fabriques. . . . . | III.     | 442.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Obligation pour les membres des conseils généraux et des conseils d'arrondissement d'assister aux sessions. . . . .                                                                             | III.     | 443.         |
| 3 juin.                          | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'organisation et la direction des écoles primaires de filles . . . . .                                                                                                        | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 16 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignements sur la statistique bovine. . . . .                                                                                                                                    | III.     | 446.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 17 juin 1819.                    | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une instruction pour la marque et le numérotage des fils de coton provenant des manufactures françaises.....                                           | III.     | 448.         |
| 18 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Mode de paiement des frais de route et de séjour des forçats libérés.....                                                                                      | III.     | 462.         |
| 21 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution de la loi relative à l'établissement des livres auxiliaires du grand-livre de la dette publique.....                              | III.     | 463.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instructions pour le paiement des secours aux colons réfugiés.....                                                                                             | III.     | 468.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Demande de l'envoi annuel d'un état de la situation de l'enseignement primaire.....                                                                            | III.     | 470.         |
| 22 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Instructions sur la perception du prix des formules de port d'armes et sur la délivrance de passe-ports aux indigens.....                                      | III.     | 471.         |
| juin.                            | Le ministre aux évêques. — Demande de renseignemens sur les églises ouvertes à l'exercice du culte sans l'approbation du gouvernement.....                                                | III.     | 474.         |
| 26 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur les mesures à prendre, de concert avec les chefs militaires contre les déserteurs et les conscrits retardataires.....                          | III.     | 475.         |
| 30 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées et des mines aux préfets. — Marche à suivre pour la révision de la classification des minières de fer d'alluvion imposées aux redevances..... | III.     | 477.         |
| 1. <sup>er</sup> juillet         | Le ministre aux préfets. — Formalités à remplir par les instituteurs primaires pour leur admission.....                                                                                   | III.     | 479.         |
| 10 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Avis de la prochaine exposition des produits de l'industrie française.....                                                                                     | III.     | <i>Ibid.</i> |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                               | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| juillet 1819.                    | Le ministre aux préfets. — Nouvelles instructions sur le concours des autorités civiles dans les mesures à prendre contre les déserteurs.....                                                                            | III.     | 480.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général de l'administration communale et départementale aux préfets. — Instructions sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative aux usurpations de biens communaux.....                                | III.     | 483.         |
| 16 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour l'amélioration du sort des condamnés.                                                                                                                                  | III.     | 487.         |
| 20 juillet.                      | Le directeur général de l'administration communale et départementale aux préfets. — Demande de l'envoi au ministre des propositions soumises au conseil général pour le service des enfans trouvés.....                  | III.     | 491.         |
| 29 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Propositions à soumettre aux conseils généraux pour les dépenses diocésaines.....                                                                                                             | III.     | 492.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux évêques. — Envoi de la circulaire aux préfets sur les dépenses diocésaines.....                                                                                                                          | III.     | 493.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instructions supplémentaires sur les écoles primaires de filles.....                                                                                                                          | III.     | 494.         |
| 31 juillet.                      | Le directeur général de l'administration communale et départementale aux préfets. — Instructions sur l'établissement des budgets communaux.....                                                                          | III.     | 495.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Demande d'une copie des rapports présentés aux conseils généraux.....                                                                                                                         | III.     | 499.         |
| 6 août.                          | Le directeur général de l'administration communale et départementale aux préfets. — Envoi du prospectus d'un nouveau codex rédigé par des professeurs de la faculté de médecine et de l'école de pharmacie de Paris..... | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 8 août.                          | Le ministre aux préfets. — Invitation de répandre l'enseignement du dessin linéaire,                                                                                                                                     |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | et envoi d'un ouvrage de M. Francœur sur<br>cet objet.....                                                                                                                                                                                                   | III.     | 500.         |
| 9 août 1819.                     | Le ministre aux préfets. — Instructions sur<br>l'exécution de la loi concernant l'importa-<br>tion et l'exportation des grains.....                                                                                                                          | III.     | 501.         |
| 12 août.                         | Le directeur général des ponts et chaussées<br>aux préfets.—Envoi des mémoires recueillis<br>sur les travaux publics de l'Angleterre....                                                                                                                     | III.     | 502.         |
| 14 août.                         | Le ministre aux préfets. — Invitation de<br>faire établir une société d'agriculture dans<br>chaque arrondissement.....                                                                                                                                       | III.     | 505.         |
| 24 août.                         | Le directeur général de l'administration com-<br>munale et départementale aux préfets. —<br>Demande de l'envoi des états trimestriels<br>du mouvement de la population des hos-<br>pices, et de la situation financière de ces<br>établissements.....        | III.     | 506.         |
| août.                            | Le ministre aux chambres de commerce. —<br>Communication d'ordonnances du roi re-<br>latives à la nouvelle organisation à donner<br>aux conseils généraux du commerce et des<br>manufactures.....                                                            | III.     | 507.         |
| 3 septembre.                     | Le directeur général de l'administration com-<br>munale et départementale aux préfets. —<br>Mesures à prendre pour l'exécution de<br>l'ordonnance du roi, du 9 avril 1819,<br>relative à la formation de commissions pour<br>l'amélioration des prisons..... | III.     | 509.         |
| 6 septembre                      | Le ministre aux préfets. — Recommanda-<br>tion de joindre à leurs demandes de congés<br>la désignation du conseiller de préfecture<br>auquel ils se proposent de déléguer leurs<br>fonctions.....                                                            | III.     | 514.         |
| 7 septembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi des ordon-<br>nances du roi, concernant l'organisation<br>des conseils généraux du commerce et des<br>manufactures.....                                                                                                     | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 10 septembre.                    | Le directeur général de l'administration com-<br>munale et départementale aux préfets.—Ins-<br>tructions sur le mode de correspondance à                                                                                                                     |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                             | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                  | suivre avec le ministère pour tout ce qui concerne les routes départementales.....                                                                                                                                                     | III.     | 515.   |
| 12 septemb. 1819.                | Le ministre aux chambres de commerce. — Instructions sur les rapports qu'elles doivent entretenir avec le ministère de l'intérieur.                                                                                                    | III.     | 516.   |
| 13 septembre.                    | Le directeur général de l'administration communale et départementale aux préfets. — Observations sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative aux travaux projetés sur les terrains compris dans la zone militaire du royaume..... | III.     | 519.   |
| 16 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre contre la laderrie des pores.....                                                                                                                                                         | III.     | 520.   |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Expériences à faire sur le poids du blé de chaque récolte pour la taxe du pain.....                                                                                                                         | III.     | 521.   |
| septembre.                       | Le ministre aux préfets. — Instructions sur les dispositions arrêtées de concert avec le ministre des finances pour la délivrance des passeports et des secours aux indigens.                                                          | III.     | 523.   |
| 22 septembre.                    | Le directeur général de l'administration communale et départementale aux préfets. — Demande de l'envoi des états annuels du mouvement de la population.....                                                                            | III.     | 525.   |
| <i>Idem.</i>                     | Ordonnance du roi qui prescrit le rétablissement du cours gratuit de la culture des arbres fruitiers existant précédemment à la pépinière du Luxembourg.....                                                                           | III.     | 535.   |
| 23 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Demande de candidats pour les places d'élèves gratuits dans les bergeries du gouvernement.....                                                                                                              | III.     | 525.   |
| 10 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative à l'exportation des grains.....                                                                                                                | III.     | 527.   |
| 18 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Autorisation de faire acquitter sans l'approbation du ministre les frais de traitement d'épizooties jusqu'à concurrence de 100 francs.....                                                                  | III.     | 529.   |
| 20 octobre.                      | Le directeur général de l'administration com-                                                                                                                                                                                          |          |        |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                                                              | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | munale et départementale aux préfets. —<br>Demande de notices sur le casernement de<br>la gendarmerie.....                                                                                                                                                                                                              | III.     | 530.         |
| 25 octobre 1819.                 | Le ministre aux préfets. — Communication<br>de plusieurs avis du conseil d'état conte-<br>nant sur les sociétés d'assurances mutuelles<br>des principes d'une application générale..                                                                                                                                    | III.     | 532.         |
| 29 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'ordon-<br>nance du roi, du 22 septembre 1819, qui<br>prescrit le rétablissement du cours pratique<br>gratuit de la culture des arbres fruitiers<br>existant précédemment à la pépinière du<br>Luxembourg, et d'un arrêté du ministre<br>pour l'exécution de cette ordonnance..... | III.     | 534.         |
| 5 novembre.                      | Le ministre aux préfets. — Demande de ren-<br>seignemens pour la distribution des récom-<br>penses annuelles pour l'encouragement des<br>progrès de l'économie rurale.....                                                                                                                                              | III.     | 537.         |
| 20 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Observations sur<br>la formation des tableaux des recettes et dé-<br>penses des collèges royaux.....                                                                                                                                                                                         | III.     | 538.         |
| décembre.                        | Le ministre aux préfets. — Communication<br>d'une décision portant que les passeports<br>pour les colonies seront désormais délivrés<br>sur des formules de passeport à l'intérieur.                                                                                                                                    | III.     | 539.         |
| 10 décembre.                     | Le ministre aux préfets — Instructions sur<br>les courses de chevaux.....                                                                                                                                                                                                                                               | III.     | <i>Ibid.</i> |
| 11 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une or-<br>donnance du roi contenant quelques mo-<br>difications à celles précédemment rendues<br>concernant l'application d'une marque et<br>d'un numéro de fabrication aux cotons filés<br>provenant des manufactures françaises. ...                                              | III.     | 544.         |
| 20 décembre.                     | Ordonnance du roi contenant suppression des<br>inspecteurs des poids et mesures.....                                                                                                                                                                                                                                    | III.     | 552.         |
| 24 décembre.                     | Le directeur général de l'administration com-<br>munale et départementale aux préfets. —<br>Observations sur la formation des états<br>trimestriels de la population des prisons..                                                                                                                                      | III.     | 547.         |
| décembre.                        | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre<br>contre les écoles clandestines.....                                                                                                                                                                                                                                     | III.     | 548.         |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                             | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
| 27 décemb. 1819.                 | Le directeur général de l'administration communale et départementale aux préfets. — Envoi de l'ordonnance du roi, du 20 décembre 1819, contenant suppression des inspecteurs des poids et mesures..... | III.     | 550.   |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une notice sur les assemblées agricoles qui se tiennent en Angleterre.....                                                                                          | III.     | 552.   |
| 14 janvier 1820.                 | Le ministre aux préfets. — Envoi du programme des prix proposés par la société d'encouragement pour l'industrie nationale.                                                                             | IV.      | 1.     |
| 10 février.                      | Le ministre aux préfets. — Instructions sur des améliorations à apporter dans plusieurs parties de l'agriculture.....                                                                                  | IV.      | 2.     |
| 19 février.                      | Ordonnance du roi concernant la perception et l'emploi des amendes de police.....                                                                                                                      | IV.      | 19.    |
| 20 février.                      | Le ministre aux directeurs de haras et aux chefs de dépôts d'étalons. — Mesures à prendre contre des abus existant dans la distribution des fourrages.....                                             | IV.      | 6.     |
| février.                         | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution de quelques dispositions de la loi sur le recrutement de l'armée.....                                                                          | IV.      | 8.     |
| 26 février.                      | Le ministre aux préfets. — Rappel des dispositions d'un décret concernant les primes accordées par le gouvernement aux étalons qui sont jugés dignes d'être approuvés ...                              | IV.      | 10.    |
| 10 mars.                         | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Formalités à remplir pour les congés à accorder aux sous-préfets.....                                           | IV.      | 13.    |
| 11 mars.                         | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Envoi d'une ordonnance du roi portant règlement pour les messageries et les voitures publiques.....             | IV.      | 14.    |
| 17 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Instructions sur le concours de l'autorité administrative pour l'exécution de l'ordonnance du roi qui                                                                       |          |        |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                      | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                  | appelle au service 40,000 hommes sur la classe de 1819.....                                                                                                                                                                     | IV.      | 14.    |
| 20 mars 1820.                    | Le ministre aux préfets. — Instructions sur la distribution des primes pour l'amélioration des races de chevaux.....                                                                                                            | IV.      | 15.    |
| <i>Idem.</i>                     | Arrêté du ministre contenant règlement pour les courses des chevaux.....                                                                                                                                                        | IV.      | 26.    |
| 29 mars.                         | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Envoi de l'ordonnance du roi, du 19 février 1820, concernant l'emploi des amendes de police.....                                         | IV.      | 18.    |
| 1. <sup>er</sup> avril.          | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Demande de renseignemens pour la révision des tarifs des droits de navigation.....                                                                                   | IV.      | 20.    |
| avril.                           | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Observations sur la nécessité d'apporter une surveillance active à la délivrance et au visa des passeports.....                          | IV.      | 23.    |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'arrêté du 20 mars 1820 relatif aux courses de chevaux.....                                                                                                                                | IV.      | 25.    |
| 13 avril.                        | Le directeur général des ponts et chaussées et des mines aux préfets. — Invitation de publier que chaque année plusieurs élèves sortant de l'école des mineurs de Saint-Étienne pourront être attachés à des exploitations..... | IV.      | 30.    |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général des ponts et chaussées et des mines aux préfets. — Invitation de publier que chaque année plusieurs élèves de l'école royale des mines à Paris seront disponibles.....                                     | IV.      | 31.    |
| 24 avril.                        | Le directeur général des ponts et chaussées et des mines aux préfets. — Mesures à prendre pour assurer le succès du recrutement.....                                                                                            | IV.      | 32.    |
| 27 avril.                        | Le ministre aux préfets. — Observations sur                                                                                                                                                                                     |          |        |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                      | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                  | le choix des élèves admis dans les séminaires protestans. ....                                                                                                                                                                                  | IV.      | 33.    |
| avril 1820.                      | Le ministre aux correspondans du conseil général d'agriculture. — Instructions sur l'usage du plâtre pour amender les terres. ....                                                                                                              | IV.      | 34.    |
| 4 mai.                           | Le ministre aux préfets. — Envoi d'une notice sur le dépôt-lavoir public des laines établi à Paris. ....                                                                                                                                        | IV.      | 35.    |
| 5 mai.                           | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Invitation de recommander aux autorités administratives de s'abstenir de toute correspondance directe avec les gouverneurs cantonnaux de la Suisse. .... | IV.      | 37.    |
| 18 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Communication de la circulaire adressée le même jour aux évêques au sujet de la dispense du service militaire pour les élèves ecclésiastiques. .                                                                     | IV.      | 38.    |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux évêques. — Observations sur l'exécution de l'article de la loi sur le recrutement de l'armée relatif à la dispense du service militaire pour les élèves ecclésiastiques. ....                                                   | IV.      | 39.    |
| 22 mai.                          | Le ministre aux correspondans du conseil général d'agriculture. — Instructions sur l'établissement de comices agricoles ou ruraux. ....                                                                                                         | IV.      | 40.    |
| 26 mai.                          | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Devoirs des commissaires de police envers le ministère public. ....                                                                                      | IV.      | 42.    |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Mesures à prendre pour la répression de la fraude en matière de cotons filés et de tissus de coton ou de laine. ....                                                                                                 | IV.      | 43.    |
| 30 mai.                          | Le ministre aux présidens des consistoires protestans. — Obligation pour les candidats aux fonctions de pasteur de produire le diplôme de bachelier en théologie. ....                                                                          | IV.      | 45.    |
| 7 juin.                          | Le directeur général des ponts et chaussées                                                                                                                                                                                                     |          |        |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                  | aux préfets. — Nouvelles instructions pour le paiement aux agens des ponts et chaussées qui constatent des contraventions en matière de grande voirie, de la partie des amendes qui leur est attribuée.....                               | IV.      | 45.    |
| 8 juin. 1820.                    | Le conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance aux médecins inspecteurs des eaux minérales. — Avis de la création d'une commission pour les eaux minérales naturelles et factices..... | IV.      | 46.    |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Invitation de communiquer aux inspecteurs divisionnaires, pendant leurs tournées, les projets de travaux qu'ils sont chargés de rédiger..                           | IV.      | 47.    |
| 16 juin.                         | Le conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance aux médecins inspecteurs des eaux minérales. — Demande de renseignemens sur les eaux minérales.....                                     | IV.      | 48.    |
| 17 juin.                         | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Observations sur la formation des recueils des actes administratifs.....                                                                           | IV.      | 50.    |
| 19 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Surveillance à exercer sur les maisons d'éducation de filles.                                                                                                                                                  | IV.      | 51.    |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution d'une ordonnance du roi relative aux bourses communales dans les collèges royaux.....                                                                                             | IV.      | 56.    |
| 26 juin.                         | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Envoi de tableaux pour le recensement général de la population.....                                                                                | IV.      | 57.    |
| 28 juin.                         | Le directeur général des ponts et chaussées et des mines aux ingénieurs en chef des mines. — Instructions sur le but des visites des exploitations et sur l'établissement du travail des redevances.....                                  | IV.      | 58.    |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                     | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 28 juin 1820.                    | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Demande de renseignemens pour la nomenclature générale des communes du royaume.                                                                         | IV.      | 60.          |
| 30 juin.                         | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Instructions pour l'exécution de la loi sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption à accorder aux frères des écoles chrétiennes .....           | IV.      | 61.          |
| 14 juillet.                      | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Observations sur les motifs qui s'opposent à ce que les bâtimens affectés au service public soient assurés par des sociétés d'assurance mutuelles ..... | IV.      | 62.          |
| <i>Idem.</i>                     | Arrêté du ministre qui règle la circonscription des arrondissemens des facultés de médecine pour les jurys .....                                                                                                                               | IV.      | 64.          |
| 20 juillet.                      | Le conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance aux préfets. — Envoi de l'arrêté du ministre, du 14 juillet 1820, relatif aux jurys de médecine .....                                        | IV.      | <i>Ibid.</i> |
| 23 juillet.                      | Le ministre aux évêques. — Instructions sur les dispositions des lois de finances relatives aux dépenses diocésaines .....                                                                                                                     | IV.      | 67.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le ministre aux préfets. — Observations sur la nécessité d'allouer des fonds dans les budgets départementaux pour les dépenses diocésaines .....                                                                                               | IV.      | 69.          |
| <i>Idem.</i>                     | Le conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance aux préfets. — Instruction sur les moyens de pourvoir à la dépense du service des enfans trouvés .....                                       | IV.      | 70.          |
| 24 juillet.                      | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Observations à soumettre aux conseils généraux sur les avantages qui peuvent résulter                                                                   |          |              |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | pour les villes de l'affectation volontaire d'un terrain à un champ de manœuvres pour la garnison .....                                                                                                                                      | IV.      | 71.          |
| 24 juillet 1820.                 | Le ministre aux préfets. — Demande de renseignemens sur la récolte en grains de l'année 1820.....                                                                                                                                            | IV.      | 72.          |
| 27 juillet.                      | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution de la loi des élections et sur la formation des listes électorales.....                                                                                                              | IV.      | <i>Ibid.</i> |
| 16 août.                         | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Invitation de faire acheter par les communes le Manuel du recrutement.....                                                                            | IV.      | 75.          |
| 18 août.                         | Le conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance aux préfets. — Observations sur le choix des pharmaciens qui doivent être adjoints aux jurys de médecine.....                              | IV.      | 76.          |
| 26 août.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi du 3. <sup>e</sup> volume de l'ouvrage intitulé : <i>Description des machines et procédés spécifiés dans les brevets d'invention, de perfectionnement ou d'importation, dont la durée est expirée</i> ..... | IV.      | <i>Ibid.</i> |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Rappel de l'obligation de donner connaissance au ministère de tous les décès survenus parmi les membres de l'ordre royal de la Légion d'honneur.....  | IV.      | 77           |
| 28 août.                         | Le directeur général des ponts et chaussées aux préfets. — Communication d'un rapport sur la navigation intérieure et sur les développemens qu'elle peut encore recevoir.....                                                                | IV.      | <i>Ibid.</i> |
| 29 août.                         | Le ministre aux préfets. — Envoi d'éclaircissemens sur quelques difficultés soumises au ministère sur l'exécution de la loi des élections.....                                                                                               | IV.      | 79.          |
| 5 septembre.                     | Le ministre aux préfets. — Instructions sur                                                                                                                                                                                                  |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                                   | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                  | l'exécution d'une ordonnance du roi relative à la publication des listes électorales.                                                                                                                                                                                                        | IV.      | 92.    |
| 12 septemb. 1820.                | Le ministre aux préfets. — Instructions sur la rédaction et l'exécution des devis pour les travaux des édifices diocésains.....                                                                                                                                                              | IV.      | 94.    |
| 15 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Nouvelles explications sur la publication des listes électorales .....                                                                                                                                                                                            | IV.      | 97.    |
| 20 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Avis de l'envoi du Moniteur dans toutes les préfectures.                                                                                                                                                                                                          | IV.      | 98.    |
| 21 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Observations sur la marche et les formalités à observer pour les expériences sur le poids du blé.....                                                                                                                                                             | IV.      | 99.    |
| 23 septembre.                    | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi qui rétablit les secrétaires généraux de préfecture .....                                                                                         | IV.      | 100.   |
| 26 septembre.                    | Le conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance aux préfets. — Envoi d'une liste des substances qui doivent être particulièrement considérées comme drogues médicales, et dont la vente doit être soumise à une surveillance spéciale..... | IV.      | 101.   |
| <i>Idem.</i>                     | Le conseiller d'état chargé de l'administration des hospices et des établissemens de bienfaisance aux préfets. — Bases à suivre pour la liquidation des pensions à accorder aux employés des hospices.....                                                                                   | IV.      | 102.   |
| 27 septembre.                    | Le ministre aux préfets. — Instructions sur les différens actes du gouvernement relatifs aux écoles primaires.....                                                                                                                                                                           | IV.      | 103.   |
| 4 octobre.                       | Le ministre aux préfets. — Instruction sur la formation de la liste des éligibles.....                                                                                                                                                                                                       | IV.      | 105.   |
| 10 octobre.                      | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Observations sur la marche à suivre par les communes pour le retrait et l'emploi des fonds versés pour leur compte à la                                                                               |          |        |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                          | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | caisse des dépôts sur le prix des adjudications de coupes de bois.....                                                                                                                                              | IV.      | 106.         |
| 18 octobre 1820.                 | Le ministre aux préfets. — Observations sur l'obligation pour chaque département de choisir au moins la moitié des députés parmi les éligibles ayant leur domicile politique dans ce département.....               | IV.      | 107.         |
| 24 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution de l'article de la loi des élections relatif aux délégations des contributions des veuves.....                                                              | IV.      | 108.         |
| 1 <sup>er</sup> novembre.        | Le ministre aux préfets. — Instructions sur l'exécution de l'article de la loi des élections relatif à la durée du scrutin.....                                                                                     | IV.      | 109.         |
| 4 novembre.                      | Le ministre aux préfets. — Formalités à observer pour l'admission des maîtresses de pensions de filles.....                                                                                                         | IV.      | 111.         |
| <i>Idem.</i>                     | Arrêté du ministre sur la conduite que les concierges et gardiens des maisons d'arrêt doivent tenir à l'égard des détenus pour dettes.....                                                                          | IV.      | 112.         |
| 6 novembre.                      | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Envoi de l'arrêté du 4 novembre 1820 relatif aux détenus pour dettes.....                                                    | IV.      | 113.         |
| 17 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Explications sur l'exécution de l'article de la loi des élections relatif aux pièces à fournir par les députés nouvellement élus.....                                                    | IV.      | 114.         |
| 28 novembre.                     | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Communication d'une convention conclue avec la Sardaigne pour l'extradition des déserteurs.....                              | IV.      | 116.         |
| 6 décembre.                      | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Communication d'une ordonnance royale qui règle le mode à suivre pour la nomination et la destitution des gardes champêtres. | IV.      | <i>Ibid.</i> |
| 11 décembre.                     | Le directeur général de l'administration dépar-                                                                                                                                                                     |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                           | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                  | tementale et de la police aux préfets. —<br>Explications relatives à la garde des archives<br>des préfectures.....                                                                                                   | IV.      | 116.         |
| 12 décembre 1820.                | Le ministre aux évêques. — Demande de ren-<br>seignemens sur le personnel du clergé et sur<br>les séminaires.....                                                                                                    | IV.      | 117.         |
| 12 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Communication<br>de la circulaire précédente.....                                                                                                                                         | IV.      | 118.         |
| 20 décembre.                     | Le directeur général de l'administration dé-<br>partementale et de la police aux préfets. —<br>Observations sur le renouvellement quin-<br>quennal des maires et adjoints.....                                       | IV.      | 119.         |
| 23 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Communication<br>du programme des prix proposés par la<br>société d'encouragement pour l'industrie<br>nationale.....                                                                      | IV.      | 121.         |
| <i>Idem.</i>                     | Le directeur général de l'administration dé-<br>partementale et de la police aux préfets. —<br>Ob-servations sur le recrutement des corps<br>de la garde royale.....                                                 | IV.      | <i>Ibid.</i> |
| 15 janvier 1821.                 | Le ministre aux préfets. — Envoi, pour servir<br>de modèle, d'une instruction particulière<br>rédigée par le sous-préfet de Thionville sur<br>la recherche des antiquités dans son arron-<br>dissement.....          | IV.      | 122.         |
| 16 janvier.                      | Le ministre aux préfets. — Conditions néces-<br>saires pour être admis à l'école normale<br>élémentaire destinée à former des maîtres<br>pour les écoles d'enseignement mutuel....                                   | IV.      | 130.         |
| 6 février.                       | Le ministre aux évêques. — Demande d'ec-<br>clésiastiques pour les colonies.....                                                                                                                                     | IV.      | 131.         |
| 21 février.                      | Le directeur général des ponts et chaussées<br>aux préfets. — Règlement relatif à la por-<br>tion de dépense à la charge des villes pour<br>les travaux sur les traverses qui font partie<br>des routes royales..... | IV.      | 132.         |
| 15 mars.                         | Le ministre aux préfets. — Instruction sur<br>l'exécution des nouvelles dispositions légis-<br>latives pour le paiement des secours aux<br>colons réfugiés.....                                                      | IV.      | 133.         |



| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                           | VOLUMES. | PAGES.       |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| 17 mars 1821.                    | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Renseignemens à fournir sur les condamnés qui sont susceptibles d'obtenir des remises ou réductions de peine.....                             | IV.      | 136.         |
| 13 avril.                        | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance royale qui règle le mode de remplacement des fonctionnaires administratifs en cas d'absence..... | IV.      | 137.         |
| 14 avril.                        | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Instructions sur les travaux dont les conseils municipaux doivent s'occuper.....                                                              | IV.      | 138.         |
| 19 avril.                        | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Instruction sur l'exécution de la loi du recrutement.....                                                                                     | IV.      | 142.         |
| 14 mai.                          | Le ministre aux préfets et aux évêques. — Instruction sur l'exécution des lois et ordonnances relatives aux dépenses diocésaines..                                                                                                   | IV.      | 143.         |
| 28 mai.                          | Le ministre aux préfets. — Envoi du troisième volume de la Description des machines et procédés spécifiés dans les brevets d'invention dont la durée est expirée .....                                                               | IV.      | 148.         |
| 28 juin.                         | Le ministre aux préfets. — Demande d'une liste des vicariats de leur département occupés ou vacans.....                                                                                                                              | IV.      | <i>Ibid.</i> |
| 2 juillet.                       | Le directeur général des ponts et chaussées aux ingénieurs en chef. — Invitation d'essayer du remplacement par des sabots en fonte de ceux qu'on confectionnait en fer forgé.....                                                    | IV.      | 149.         |
| 1. <sup>er</sup> août.           | Le ministre aux préfets. — Nouvelles observations sur l'urgence des dépenses diocésaines .....                                                                                                                                       | IV.      | 150.         |
| 2 août.                          | Le ministre aux préfets. — Envoi de l'ordonnance royale qui prescrit la publication des listes électorales dans les départemens de la                                                                                                |          |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                             | SÉRIES | PAGES.       |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|
|                                  | cinquième série, et formes à suivre pour cette opération.....                                                                                                                                                                          | IV.    | 154.         |
| 4 août 1821.                     | Le ministre aux évêques. — Communication de l'instruction adressée aux préfets sur les dépenses diocésaines.....                                                                                                                       | IV.    | 155.         |
| 7 août.                          | Le ministre aux préfets. — Bases sur lesquelles doivent être établis les tableaux de récoptes à transmettre au ministère ....                                                                                                          | IV.    | 156.         |
| 11 août.                         | Le ministre aux préfets. — Communication d'une ordonnance royale qui augmente l'indemnité annuelle accordée aux vicaires, ainsi que le secours alloué aux prêtres en retraite et aux anciennes religieuses.....                        | IV.    | 159.         |
| 20 août.                         | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance royale qui prescrit les mesures nécessaires pour hâter les travaux des routes départementales..... | IV.    | <i>Ibid.</i> |
| 24 août.                         | Le ministre aux présidens des églises consistoriales. — Formalités à remplir pour l'obtention des bourses et demi-bourses fondées dans les séminaires protestans.....                                                                  | IV.    | 160.         |
| 4 septembre.                     | Le conseiller d'état chargé de l'administration générale des hospices et établissemens de bienfaisance aux préfets. — Observations sur l'admission dans les hôpitaux des individus non vaccinés.....                                   | IV.    | 161.         |
| 7 septembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi de modèles des listes destinées à servir pour le scrutin dans les collèges électoraux.....                                                                                                            | IV.    | 162.         |
| 18 septembre.                    | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance royale relative à l'emploi du produit des coupes extraordinaires de bois.....                      | IV.    | 163.         |
| 12 octobre.                      | Le ministre aux préfets. — Demande de tableaux indiquant les églises monumentales qui seraient susceptibles d'être réparées...                                                                                                         | IV.    | 165.         |
| 20 octobre.                      | Le directeur général de l'administration dépar-                                                                                                                                                                                        |        |              |

| DATES<br>des<br>Circulaires, &c. | OBJET DES CIRCULAIRES, &c.                                                                                                                                                                                                                                                             | VOLUMES. | PAGES. |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|
|                                  | tementale et de la police aux préfets. — Rappel des dispositions législatives qui exigent indistinctement le paiement de la rétribution fixée pour obtenir un permis de port d'armes . . . . .                                                                                         | IV.      | 165.   |
| 24 octobre 1821.                 | Le conseiller d'état chargé de l'administration générale des hospices et établissemens de bienfaisance aux préfets. — Instructions sur la distribution des secours accordés par le budget pour grêle, incendie et autres cas fortuits . . . . .                                        | IV.      | 166.   |
| 2 novembre.                      | Le conseiller d'état chargé de l'administration générale des hospices et des établissemens de bienfaisance aux préfets. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du roi qui apporte diverses améliorations dans le service des hospices et des bureaux de bienfaisance . . . . . | IV.      | 172.   |
| 10 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur une ordonnance du roi relative à l'exécution des délibérations des conseils municipaux . . . . .                                                                                                                                            | IV.      | 174.   |
| 25 novembre.                     | Le directeur général de l'administration départementale et de la police aux préfets. — Défenses d'insérer dans les journaux et feuilles d'annonce des avis relatifs aux loteries particulières et étrangères . . . . .                                                                 | IV.      | 183.   |
| 28 novembre.                     | Le ministre aux préfets. — Instruction sur une ordonnance du roi relative aux entreprises et associations ayant pour objet le remplacement des jeunes gens appelés à l'armée . . . . .                                                                                                 | IV.      | 184.   |
| 12 décembre.                     | Le ministre aux préfets. — Envoi du paiement des prix à décerner par la société d'encouragement pour l'industrie nationale.                                                                                                                                                            | IV.      | 186.   |

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.

# TABLE ALPHABETIQUE

DES MATIÈRES

ou

DES CHAPITRES, DES PARAGRAPHES

ET DES ARTICLES

CONTENUS DANS L'ŒUVRE

DE L'AUTEUR

DE L'ŒUVRE

DE L'ŒUVRE

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

ou

DES CHAPITRES, DES PARAGRAPHES

ET DES ARTICLES

CONTENUS DANS L'ŒUVRE

DE L'AUTEUR

DE L'ŒUVRE

DE L'ŒUVRE

DE L'ŒUVRE

DE L'ŒUVRE

DE L'ŒUVRE

DE L'ŒUVRE

DE L'ŒUVRE

DE L'ŒUVRE

DE L'ŒUVRE

DE L'ŒUVRE



---

# TABLE ALPHABÉTIQUE

## DES MATIERES

DES

### CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS

### ET AUTRES ACTES

ÉMANÉS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,

OU RELATIFS À CE DÉPARTEMENT,

DE 1797 À 1821.

---

#### A

**ACADÉMIE royale des inscriptions et belles-lettres.** Son rapport sur les mémoires qui lui ont été transmis par le ministre sur les antiquités de la France, t. III, p. 410. — Questions sur les recherches à faire, t. III, p. 416.

**ACCIDENS imprévus.** Voyez *Secours*.

**ACCOUCHEMENS.** Nouvelle organisation de l'hospice de la Maternité de Paris, destiné à recevoir des élèves envoyées des départemens, t. I, p. 220. — Avantages du cours établi à cet hospice, t. I, p. 336. Voyez *Hospice de la Maternité*.

**ACIDE pyroligneux** (Fabriques d'). Comprises dans les première et deuxième classes des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**ACTES administratifs.** Un employé doit être délégué dans chaque sous-préfecture pour la tenue du répertoire, t. I, p. 491. — Règlement du droit dont la perception est autorisée sur les expéditions délivrées aux particuliers, t. II, p. 80. — Cette perception doit tourner exclusivement au profit des administrations, *ibid.* — Les droits perçus au profit des communes doivent figurer en recette aux budgets, t. II, p. 86. — Mode de la reddition de compte des droits d'expé-

dition, t. II, p. 93. — Mode de publication et de transmission des actes des préfectures, t. II, 573. — Le produit des secondes expéditions doit être porté en recette sur les budgets départementaux, t. III, p. 36. — Instructions sur l'établissement, la publication et l'envoi au ministère du Recueil des actes administratifs, t. IV, p. 50. Voyez *Mairies, préfectures*.

*ACTES de l'état civil.* Voyez *État civil*.

*ADDITION à l'octroi.* Voyez *Octroi*.

*ADJOINTS des maires.* Voyez *Maires*.

*ADJUDICATAIRES des travaux publics.* Voyez *Entrepreneurs*.

*ADJUDICATIONS.* Droit d'enregistrement de celles dont le prix est payé sur les fonds du trésor, t. III, p. 321.

*ADMINISTRATIONS centrales.* Doivent adresser aux ministres le tableau des signatures de leurs membres, t. I, p. 14. — Doivent envoyer au ministère un exemplaire de toutes les pièces qu'elles font imprimer, t. I, p. 65.

*ADMINISTRATIONS communales.* Instruction sur une ordonnance du Roi relative à diverses questions d'administration, t. IV, p. 174. — Exécution des délibérations des conseils municipaux, *ibid.* — Leurs attributions, t. IV, p. 175. — Constructions et reconstructions, t. IV, p. 176. — Réglemens des budgets, t. IV, p. 178. — Administration des biens, t. IV, p. 179. — Octrois municipaux et de bienfaisance, t. IV, p. 180. — Location des places dans les halles, foires, &c., t. IV, p. 181. — Bureaux de pesage et mesurage, *ibid.* — Emprunts, t. IV, p. 182. — Impositions extraordinaires, *ibid.* Voyez *Communes, Conseils municipaux, &c.*

*ADMINISTRATIONS départementales.* Voyez *Préfectures*.

*ADMINISTRATIONS municipales.* Doivent envoyer un tableau des signatures de leurs membres aux administrations centrales, t. I, p. 14. — Marche à suivre pour la reddition de leurs comptes, t. I, p. 114.

*AFFOUAGES.* Constatation du produit dans les budgets communaux, t. II, p. 335.

*AGENS comptables des haras.* Voyez *Haras*.

*AGENS du Gouvernement.* Ne peuvent être mis en jugement, à raison de leurs fonctions, sans l'autorisation du Gouvernement, t. I, p. 469. Voyez *Fonctionnaires publics*.

*AGRICULTURE.* Précautions à prendre contre les maladies contagieuses des chevaux et des bestiaux, t. I, p. 2. — Moyens de remédier à la disette des bois, t. I, p. 8. — Encouragemens accordés pour les plantations et les semis, t. I, p. 10. — Utilité et urgence des plantations t. I, p. 29. — Résultats fructueux de ce genre d'industrie, *ibid.* — Moyens à prendre pour réprimer le renversement des terres labourées et ensemencées, t. I, p. 34. — Établissement des

procès-verbaux pour constater les délits, t. I, p. 35. — Application des peines, *ibid.* — Effet des inondations sur les prés, t. I, p. 56. — Moyens d'en tirer parti ou d'en détruire les inconvéniens, *ibid.* — Effet des inondations et des gelées sur les terres ensemencées en grains, t. I, p. 58. — Moyens de réparer les pertes qu'elles peuvent occasionner, *ibid.* — Manière de repiquer le blé, t. I, p. 59. — Effets différens des gelées sur les terrains d'une nature argileuse, et sur les terrains légers, t. I, p. 60. — Exécution de la loi concernant l'échenillage, *ibid.* — Époque à laquelle il faut s'en occuper, t. I, p. 61. — Amélioration des laines, t. I, p. 75. — Avis aux cultivateurs et propriétaires de troupeaux sur cet objet, t. I, p. 76. — Le prix de la journée agricole, d'après lequel doivent être perçues les amendes de simple police, doit être fixé dans le dernier mois de chaque année, pour servir de règle pendant toute l'année suivante, t. I, p. 101. — Instruction sur de nouveaux procédés déconverts pour le rouissage du chanvre, t. I, p. 331. — Avantages de la charrue d'un nouveau modèle inventée par le sieur *Guillaume*, t. II, p. 22. — Envoi aux préfets d'une instruction sur l'éducation des bêtes à laine, t. II, p. 189. — Les préfets doivent adresser tous les mois au ministre des renseignemens sur les principaux produits de l'agriculture, t. II, p. 420. — Instruction sur les moyens les moins coûteux de suppléer aux semences de mars, lorsqu'elles n'ont pu être faites aux époques ordinaires, t. II, p. 494. — Moyens de suppléer au petit nombre des hommes et des animaux de labour, t. II, p. 495. — Moyens de remplacer les charrues et de réduire les travaux, t. II, p. 496. — Moyens d'économiser les semences, *ibid.* — Désignation des grains et des plantes dont on peut espérer des récoltes, t. II, p. 497. — Précautions à prendre pour la nourriture des animaux, pour ménager les fourrages, et pour prévenir les inconvéniens de ceux qui sont en partie détériorés, t. II, p. 500. — Nouvelle marche à suivre pour les renseignemens périodiques que les préfets doivent transmettre au ministère sur l'état de l'agriculture, t. II, p. 553. — Relations que doivent entretenir les sociétés d'agriculture départementales avec la société royale et centrale de Paris, t. II, p. 568. — Instruction sur les moyens de remédier aux effets de la fâcheuse influence des pluies abondantes sur la récolte des fourrages, t. III, p. 103; — sur les plantes qui peuvent être mises dans les terres que les pluies d'automne ont empêché d'ensemencer, et sur quelques cultures qui fournissent de bonne heure des substances nutritives, t. III, p. 159. — Avis sur quelques procédés employés pour la reproduction et la plantation des pommes de terre, t. III, p. 165. — Instructions sur l'exécution d'une ordonnance du Roi qui permet l'établissement d'un conseil d'agriculture, t. III, p. 397. — Attributions des membres correspondans du conseil d'agriculture, t. III, p. 408. — Demande aux préfets de renseignemens sur la statistique bovine de chaque département, et instructions sur les mesures à prendre pour obtenir des améliorations, t. III, p. 446. — Établissement d'une société d'agriculture dans chaque arrondissement, t. III, p. 505. — Rétablissement d'un cours pratique de la culture des arbres fruitiers

au Luxembourg, à Paris, t. III, p. 534. — Renseignemens demandés aux préfets pour la distribution des récompenses annuelles pour l'encouragement des progrès de l'économie rurale, t. III, p. 537. — Envoi aux préfets d'une notice sur les assemblées agricoles qui se tiennent en Angleterre, t. III, p. 552. — Instructions sur différens travaux et sur les moyens d'accroître la prospérité nationale, t. IV, p. 2 ; = sur l'usage du plâtre pour amender les terres, t. IV, p. 34. — Création de comices agricoles, t. IV, p. 40. — But et avantages de cette institution, *ibid.* — Envoi aux préfets de tableaux destinés à présenter les résultats de la récolte de 1820, t. IV, p. 72. — Bases sur lesquelles doivent être établis les tableaux de récoltes à transmettre au ministère, t. IV, p. 156. — Instruction sur la distribution des secours accordés par le budget pour grêle, incendie et autres cas fortuits, t. IV, p. 166.

ALIBERT, *médecin ordinaire du Roi*. Nommé membre de la commission pour les eaux minérales, t. IV, p. 47.

ALIÉNÉS. Mesures à prendre pour améliorer leur sort, t. III, p. 487. Voyez *Maisons de fous*.

ALIGNEMENS *des rues dans les villes*. Voyez *Villes*.

ALIGNEMENS *de traverses des communes*. Confection des plans à fournir par les ingénieurs au conseil des ponts et chaussées pour l'élargissement et le redressement des rues qui font partie des grandes routes, t. I, p. 13.

ALLIER (L'). Décision du ministre concernant l'organisation des ports de cette rivière, t. II, p. 4.

ALLUVIONS. Leurs effets sur les prés, t. I, p. 56. — Moyens d'en tirer parti, *ibid.* Voyez *Agriculture, Mines*.

ALUN. Arrêté du ministre sur l'exploitation des terres pyriteuses et vitrioliques destinées à la fabrication de l'alun, t. II, p. 290.

AMENDES. Fixation de celle à laquelle seront condamnés les particuliers qui auraient des chevaux atteints ou soupçonnés de morve et n'en feraient pas sur-le-champ la déclaration, t. I, p. 3. — Le prix de la journée agricole, d'après lequel elles doivent être perçues, doit être fixé dans le dernier mois de chaque année, pour servir de règle pendant toute l'année suivante, t. I, p. 101. — Celles attribuées par les lois aux hôpitaux et aux établissemens de bienfaisance seront exclusivement employées au paiement des mois de nourriture des enfans abandonnés, t. I, p. 102. — Mode de recouvrement et d'emploi de ces fonds, *ibid.* — Mode de recouvrement de celles prononcées pour contraventions en matière de grande voirie, t. II, p. 139. — Fixation des sommes revenant aux communes et aux hospices, t. II, p. 147. — Nouveau mode de perception et de distribution du produit net, *ibid.* — Constatation dans les budgets communaux, t. II, p. 332. — Les greffiers des tribunaux doivent adresser aux préfets des relevés périodiques des jugemens qui pro-



noncent des amendes en matière de police correctionnelle et de simple police, t. II, p. 493. — Droits attribués aux greffiers pour ces expéditions, *ibid.* — Le produit des amendes de police doit être appliqué au profit de la commune où le délit a été commis, t. II, p. 557. — Mode de recouvrement de celles attribuées aux hospices, t. III, p. 49. — Les individus en contravention à des réglemens de police ne peuvent être contraints à des transactions pécuniaires, par forme d'amende, au profit des hospices, t. III, p. 367. — Formes légales à suivre, *ibid.* — Mode de paiement aux agens des ponts et chaussées de la part qui leur est attribuée dans les amendes prononcées pour contraventions en matière de grande voirie, t. III, p. 368. — Les amendes prononcées par les tribunaux de police correctionnelle forment un fonds commun, t. IV, p. 18. — Celles de simple police rurale et municipale appartiennent exclusivement aux communes où les contraventions ont eu lieu, *ibid.* — Mode de perception de ces amendes, *ibid.* — Mesures arrêtées pour faciliter aux agens des ponts et chaussées qui constatent les contraventions en matière de grande voirie les moyens de toucher la portion qui leur est attribuée sur les amendes prononcées, t. IV, p. 45. Voyez *Police*.

ANCIENS monumens. Voyez *Monumens anciens*.

ANCRES (Fabriques d'). Comprises dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

ANGERS (École royale d'arts et métiers d'). Voyez *Ecoles royales d'arts et métiers*.

ANGLETERRE. Envoi aux préfets des mémoires de M. *Dutens* sur les travaux publics de ce royaume, t. III, p. 502. — Causes de l'état florissant de son industrie, *ibid.* — Notice sur ses assemblées agricoles, t. III, p. 552.

ANGOULÊME (le duc d'). Agrée le titre et les fonctions de président de la société royale pour l'amélioration des prisons, t. III, p. 510.

ANNUAIRES des départemens. Leur objet et leur utilité, t. I, p. 66. — Les professeurs et bibliothécaires des écoles centrales sont invités à en composer un pour leur département, *ibid.* — Quel doit en être le contenu, t. I, p. 68. — Instruction sur leur rédaction, t. I, p. 250.

ANTIQUITÉS. Demande de renseignemens aux préfets des départemens qui n'en ont pas encore envoyé, t. III, p. 408. — Rapport de l'académie royale des inscriptions et belles-lettres sur les mémoires qui lui sont déjà parvenus, t. III, p. 410. — Questions proposées par l'académie sur les recherches à faire, t. III, p. 416. — Envoi à tous les préfets, pour servir de modèle, d'une instruction rédigée par le sous-préfet de Thionville sur la recherche des antiquités dans son arrondissement, t. IV, p. 122.

APPAREILS de désinfection. Voyez *Contagion*.

**APPROVISIONNEMENT de Paris.** Désignation, par le nom des eaux qui servent à les transporter, des charbons de bois destinés à l'approvisionnement de Paris, t. I, p. 138. — Mesures prescrites pour l'arrivage et le tour de vente des bateaux, *ibid.* — Décision du ministre concernant l'organisation des ports de la rivière d'Allier, t. II, p. 4 ; = concernant l'organisation du service de la navigation au passage du pont de Soissons (Aisne), t. II, p. 82 ; = concernant les bois de faix accordés aux ouvriers employés aux travaux de flottage, t. III, p. 53.

**ARBRES fruitiers.** Voyez *Agriculture*.

**ARCHEVÊCHÉS.** Règlement concernant le prix, la composition, l'achat et l'entretien de l'ameublement, t. III, p. 425.

**ARCHITECTES.** Fixation de leurs rétributions pour les travaux des bâtimens civils, t. II, p. 102. — Leurs attributions pour la direction et l'exécution de ces travaux, t. II, p. 103. — Peuvent être chargés des travaux à faire aux bâtimens et aux établissemens militaires dans les villes non fortifiées, t. II, p. 347. — Sont responsables de l'exécution des travaux autorisés par le ministre, et dont ils sont chargés, t. II, p. 366. Voyez *Bâtimens civils*, *Travaux publics*.

**ARCHIVES départementales.** Fixation des frais d'expédition des actes qui y sont déposés, t. I, p. 124. — La communication simple est gratuite, *ibid.* — Les titres qui y sont déposés peuvent être confiés aux agens des domaines, t. I, p. 493. — Formalités à remplir pour ces remises, *ibid.* — Renseignemens à transmettre au ministère sur l'état des archives de chaque département, t. II, p. 50. — Les plans des travaux approuvés par le directeur général des ponts et chaussées doivent y être déposés immédiatement après l'achèvement des travaux, t. II, p. 107.

**ARGENTEURS.** Compris dans la troisième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

**ARMÉE.** Voyez *Engagemens volontaires*, *Recrutement*.

**ARMES.** Voyez *Port d'armes*.

**ARMOIRIES.** Formalités à remplir par les villes et corporations pour en obtenir, t. II, p. 148 ; = pour obtenir l'autorisation de reprendre celles qui leur avaient été anciennement accordées par les rois de France, t. II, p. 556. — Pièces à joindre à l'appui des demandes, t. III, p. 32.

**ARPENTAGE.** Voyez *Bois*.

**ARRESTATION des mendiants.** Voyez *Dépôts de mendicité*.

**ARRIÉRÉ des dépenses départementales et communales.** Voyez *Comptabilité départementale* et *Comptabilité communale*.

**ARSENIC.** Secours à donner dans les cas d'empoisonnement, t. II, p. 435.

**ART vétérinaire.** Traitement de la morve, t. I, p. 5.

**ARTS.** Les dépenses allouées dans les budgets des villes et des départemens aux établissemens de sciences et d'arts ne peuvent être modifiées sans une décision du ministre, t. III, p. 132. — Voyez *Beaux-arts*.

**ARTS et métiers.** Prospectus pour les écoles royales, t. III, p. 331. Voyez *Écoles royales d'arts et métiers*, *Industrie française*.

**ASPHYXIÉS.** Instruction générale sur les secours à leur donner, t. I, p. 380; — dans les mines et usines, t. II, p. 430. — Envoi aux préfets de deux nouveaux exemplaires de l'ouvrage de M. Portal sur le même objet, t. II, p. 548; t. III, p. 95.

**ASSOCIATIONS.** Demande aux préfets de renseignemens sur celles qui existent sous le titre de *Caisses de secours ou de prévoyance*, t. II, p. 408.

**ASSOCIATIONS religieuses.** Rappel des lois qui les proscrivent, t. I, p. 252.

**ASSOCIATIONS religieuses de femmes.** Demande aux évêques de renseignemens sur toutes ces associations, t. II, p. 56.

**ASSOCIATIONS religieuses d'hommes.** Demande aux préfets de renseignemens sur quelques congrégations non autorisées, t. II, p. 57.

**ASSOCIÉS commanditaires.** Envoi aux chambres de commerce d'un avis du conseil d'état sur les actes de gestion qu'ils peuvent faire, t. II, p. 144.

**ASSURANCES mutuelles.** Avis du conseil d'état sur l'utilité et les avantages des compagnies d'assurances, t. II, p. 171. — Les sociétés sont soumises à l'approbation et à la surveillance du Gouvernement, t. III, p. 532. — Circonscription dans laquelle elles doivent se renfermer, t. III, p. 533. — Aucune administration ne peut gérer de Paris les affaires des sociétés d'assurances établies dans des départemens autres que celui de la Seine et ceux qui y confinent, *ibid.* — Il ne sera accordé aucune approbation pour l'assurance du mobilier, t. III, p. 534.

**ATELIERS qui répandent une odeur insalubre.** Voyez *Salubrité publique*.

**ATTESTATIONS.** Précautions à observer par les maires et les préfets dans la délivrance d'attestations de service, t. III, p. 135.

**AUBERGISTES.** Il leur est défendu de recevoir dans leurs écuries ou étables aucun animal atteint de morve, ou autre maladie contagieuse, t. I, p. 4.

**AUGE (Vallée d').** Précis sur l'épizootie qui s'est déclarée en 1810 sur les bœufs dans cette vallée, t. II, p. 215.

**AUTORITÉS administratives.** Règlement de leurs rapports avec le Gouvernement, t. I, p. 190. — Le ministre doit être prévenu du jour de leur installation, t. I, p. 307. — Droits des intérimaires, *ibid.* — Demande aux préfets d'une notice sur chaque fonctionnaire, t. II, p. 176. — Formule du serment que doivent prêter les autorités, t. III, p. 57. — Mode de leur remplacement en cas d'absence, t. IV, p. 137.

**AVOINE.** Instruction sur son emploi pour suppléer à la farine de froment dans la fabrication du pain, t. III, p. 150. — Moyens de reconnaître sa qualité, t. III, p. 161. — Peut remplacer le blé de mars, *ibid.*

**AVOUÉS.** Incompatibilité de leurs fonctions avec celles de conseiller de préfecture, t. II, p. 160.

## B

**BACS.** Exécution des dispositions législatives sur le régime, la police et l'administration de ceux établis sur les fleuves et canaux navigables, t. I, p. 51. — Examen des titres des propriétaires, t. I, p. 52. — Exceptions, *ibid.* — Confection d'un état des passages existant dans l'étendue de chaque arrondissement, *ibid.* — Prise de possession, t. I, p. 53. — Perception du droit par le trésor public, *ibid.* — Abonnemens, *ibid.* — Objets principaux de la correspondance des administrations centrales avec le ministère, t. I, p. 54. — Instruction relative à la mise en ferme des bacs et bateaux de passage, t. I, p. 206.

**BÂGNES.** Les préfets ne doivent pas ordonner d'envois partiels de condamnés aux fers, t. II, p. 149, 478.

**BANALITÉS conventionnelles.** Les anciennes peuvent être rétablies, mais il ne peut en être établi de nouvelles, t. I, p. 457.

**BANNIS.** Doivent rester provisoirement dans les prisons, et de préférence dans les maisons de correction, t. III, p. 113.

**BANQUES.** Instructions du ministre sur les demandes en autorisation et approbation des sociétés anonymes pour la fondation des banques, t. III, p. 271.

**BASCULES (Ponts à).** Voyez *Ponts à bascules*.

**BATEAUX.** Exécution des dispositions législatives sur le régime, la police et l'administration de ceux établis sur les fleuves et canaux navigables, t. I, p. 51. Voyez *Bacs*.

**BÂTIMENS civils.** Formalités à remplir pour obtenir le paiement des dépenses pour constructions et réparations, t. I, p. 85. — Règlement pour les travaux ordinaires et extraordinaires, t. II, p. 101. — Fixation de la rétribution accordée aux architectes, *ibid.* — Responsabilité des architectes chargés de l'exécution des travaux autorisés par le ministre, t. II, p. 366. — Instructions pour l'établissement des plans et la rédaction des devis des travaux à faire, t. II, p. 400. — Demande aux préfets d'un état des constructions civiles dirigées par des ingénieurs des ponts et chaussées, t. II, p. 456. — Rappel des conditions que doivent présenter les projets de travaux soumis par les préfets à l'approbation du ministre, t. II, p. 467. — Aucun monument public ne doit être élevé ou restauré sans que les plans, dessins et devis aient été approuvés par le ministre, t. II, p. 519. — Fixation des travaux de construc-



tions et réparations pour lesquels l'approbation du ministre est nécessaire, et de ceux pour lesquels l'approbation du préfet suffit; t. III, p. 81. — Observations sur les motifs qui s'opposent à ce qu'ils soient assurés par les sociétés d'assurances mutuelles, t. IV, p. 62. — Règles à suivre dans la rédaction des plans et devis et dans l'exécution des travaux relatifs aux bâtimens civils, et notamment aux édifices diocésains, t. IV, p. 94. Voyez *Ponts et Chaussées, Travaux publics*.

**BÂTIMENS militaires.** Les villes sont chargées des frais d'entretien de ceux qui leur ont été concédés en toute propriété, t. II, p. 188. — Allocation aux budgets communaux pour leur entretien, t. II, p. 339. — Fixation des attributions respectives des officiers du génie, et de celles des ingénieurs des ponts et chaussées, pour la direction des travaux, t. II, p. 347.

**BAUX.** Ceux passés pour les hospices sont admis à n'être enregistrés que dans les vingt jours de la date de l'approbation des préfets, t. II, p. 292. Voyez *Communes, Hospices, &c.*

**BEAUX-ARTS.** Mode de nomination des directeurs et conservateurs des dépôts d'arts, t. II, p. 588.

**BECKUEY.** Nommé directeur général de l'administration de l'agriculture, du commerce, des arts et des manufactures, t. II, p. 509.

**BELIERS.** Voyez *Laines*.

**BELLES-LETTRES.** Voyez *Académie royale des inscriptions et belles-lettres*.

**BERGERIES du Gouvernement.** Admission d'élèves bergers instruits gratuitement, t. II, p. 393. — Nouvelle fixation du nombre de places d'élèves gratuits, t. III, p. 525.

**BERTRAND.** Nommé membre de la commission pour les eaux minérales, t. IV, p. 47.

**BÈRES à laine.** Envoi d'une instruction sur leur éducation, et en particulier sur celle des mérinos, t. II, p. 189. Voyez *Laines*.

**BÉTONS.** Recherches expérimentales à faire par les ingénieurs des ponts et chaussées sur leurs qualités, t. III, p. 326.

**BIBLIOTHÉCAIRES des écoles centrales.** Sont invités à rédiger l'annuaire de leur département, t. I, p. 66.

**BIBLIOTHÈQUES publiques.** Celles des écoles centrales sont mises à la disposition et confiées à la surveillance des municipalités, t. I, p. 471. — Demande aux préfets de renseignemens sur l'importance de chacun de ces établissemens, *ibid.* — Envoi du modèle d'un tableau contenant des renseignemens sur les bibliothèques départementales ou communales, t. II, p. 411.

**BIENFAISANCE.** Voyez *Bureaux de bienfaisance, Établissements de bienfaisance*.

**BIENS communaux.** Instruction sur l'exécution de la loi relative aux contributions assises sur les biens, t. I, p. 275. — Nouvelles observations sur le même objet, t. I, p. 286. — Mode de jouissance commune, t. I, p. 350. — Désignation de ceux des biens appartenant aux communes dont le Gouvernement s'est chargé d'acquitter les dettes, qui sont susceptibles d'être réunis au domaine national, t. I, p. 354. — Les églises et presbytères qui ont été abandonnés aux communes doivent être considérés comme propriétés communales, t. I, p. 365. — Attributions des conseils de préfecture au sujet des contestations en matière de partage de biens, t. I, p. 425. — Mode de partage des biens indivis, t. II, p. 50. — Les changemens de mode de jouissance doivent être soumis au conseil d'état, t. II, p. 87. — Les usurpations sont jugées par les conseils de préfecture, t. II, p. 158. — Ceux réunis au domaine continueront d'être vendus comme les autres domaines nationaux, t. II, p. 384. — Mesures à prendre contre les détenteurs de biens usurpés, t. III, p. 483. Voyez *Comptabilité communale*.

**BLANCHIMENT des os.** Compris dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**BLÉ.** Manière de le repiquer, t. I, p. 59. — Instruction sur la panification des blés avariés, t. III, p. 136. — Substances qui peuvent suppléer à la farine de froment dans la fabrication du pain, t. III, p. 150. — Ensemencement des blés de mars, t. III, p. 159. — Avant de taxer le prix du pain, les maires doivent faire procéder au pesage du blé-froment de la récolte de l'année, et en constater le poids, t. III, p. 521. — Époque la plus favorable pour les expériences sur le poids du blé, t. IV, p. 99. Voyez *Agriculture*.

**BŒUFS.** Précis sur l'épizootie qui s'est déclarée, en 1810, dans la vallée d'Auge, département du Calvados, t. II, p. 215. — Demande aux préfets de renseignemens sur la statistique bovine de chaque département, et instruction sur les mesures à prendre pour obtenir des améliorations, t. III, p. 446.

**BOIN, membre de la Chambre des Députés.** Nommé membre de la commission et inspecteur général des eaux minérales, t. IV, p. 47.

**BOIS.** Influence de l'inexécution des lois forestières sur la disette des bois, t. I, p. 8. — Moyens de remédier à cette disette, *ibid.* — Précautions à prendre pour la recherche des bois coupés en délit, t. I, p. 178. — Arrêté relatif au mesurage des bois pour l'approvisionnement de Paris, t. I, p. 187. — Utilité des pépinières, t. I, p. 189. — Précautions à prendre pour la délivrance des certificats d'indigence délivrés aux dévastateurs des forêts, t. I, p. 222. — Les maires en sont personnellement responsables, *ibid.* — Arrêté du ministre relatif au flottage sur les petites rivières et au tirage des bois, t. I, p. 228. — Formes des membrures pour le mesurage du bois de chauffage, t. I, p. 238. — Instruction sur l'exécution de la loi concernant les droits de propriété et d'usage dans les forêts nationales, adjugés aux communes pendant la révolution, t. I, p. 273; — sur l'exécution de la loi relative à l'administration des bois des communes et des particu-

liers, t. I, p. 281. — Mesures à prendre pour l'exploitation des carrières pratiquées pour le service des ponts et chaussées, t. I, p. 296. — Instructions pour la rédaction de mémoires sur la statistique forestière de chaque département, t. II, p. 52. — Demande aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées de renseignemens sur les communications à créer ou à améliorer pour faciliter l'exploitation et le transport des bois, t. II, p. 90. — Rappel des dispositions relatives à l'exploitation des carrières soumises à l'administration forestière, t. II, p. 417. — L'entretien, le curage et la réparation des fossés des grandes routes bordant les forêts du Gouvernement sont mis à la charge de l'administration forestière, t. II, p. 419. — Mesures à observer pour la vente des forêts domaniales qui renferment des mines et minières, t. II, p. 529. — Instruction sur une ordonnance royale relative au martelage et à la conservation des bois destinés à la marine, t. III, p. 125. — Bois à employer pour la restauration des ponts, t. III, p. 279. Voyez *Plantations*.

**Bois communaux.** Arrêté qui leur applique les règles établies pour le régime, l'administration et la surveillance des bois nationaux, t. I, p. 195. — Arrêté relatif à leur exploitation, t. I, p. 201. — Formalités à remplir par les communes pour obtenir la restitution de fonds provenant de coupes et versés au trésor, t. I, p. 365. — Les maires sont autorisés à affermer le droit de chasse sous l'approbation du préfet ou du ministre, t. I, p. 380. — Ceux indivis entre plusieurs communes doivent être partagés à raison du nombre de feux, t. II, p. 86. — Mode de paiement des frais de garde, martelage, arpentage et exploitation, t. II, p. 387. — Suppression du prélèvement de cinquante pour cent fait par les agens des domaines sur les produits des coupes des quarts de réserve, t. III, p. 126. — Instructions sur l'exécution d'une ordonnance du Roi relative aux coupes extraordinaires qui peuvent être accordées aux communes, hospices, et autres établissemens, dans les quarts de réserve de leurs bois, t. III, p. 218. — Les préfets peuvent autoriser la mise en ferme des biens communaux, lorsque la durée des baux n'excédera pas neuf années, t. III, p. 388. — Époques auxquelles les communes, hospices et fabriques sont crédités des fonds versés pour leur compte à la caisse des dépôts, sur le produit des coupes, t. IV, p. 106. — Emploi du produit des coupes extraordinaires, t. IV, p. 163. Voyez *Budgets communaux*.

**Bois des hospices.** Mode de leur exploitation, t. II, p. 168. Voyez *Bois communaux*.

**Bois pour l'approvisionnement de Paris.** Voyez *Approvisionnement de Paris*.

**Boissons.** La perception, sous le nom d'indemnité, sur les boissons ou marchandises en transit ou en entrepôt, fait partie des revenus des villes, t. II, p. 240. — Ne peuvent être vendues en détail qu'à la mesure du litre, du demi-litre ou du quart, t. III, p. 66.

**Boîtes de secours.** Voyez *Mines*.



**BOÎTES fumigatoires.** Instructions relatives à leur emploi, t. I, p. 99. — Leur composition, t. I, p. 100. — Nécessité d'en répandre l'usage, t. I, p. 351.

**BONAPARTE.** Voyez *Gouvernement impérial*.

**BORNES départementales et cantonales.** Envoi de leur modèle, t. II, p. 425. — Instructions pour leur établissement, *ibid.*

**BOUES ( Ferme des ).** Constatation du produit dans les budgets communaux, t. II, p. 334.

**BOUILLON.** Envoi aux préfets d'un mémoire sur la gélatine des os et sur son bouillon, t. III, p. 299.

**BOURSES communales.** Il est créé dans chaque lycée cinquante bourses payables par les communes et affectées aux élèves des écoles secondaires, t. II, p. 87. — Les sommes fixées pour ces bourses doivent être payées par douzième, de mois en mois, même lorsque les budgets ne sont pas encore réglés, t. II, p. 140. — Modifications apportées par le conseil de l'instruction publique au mode de répartition, t. III, p. 379. Voyez *Instruction publique*.

**BOURSES royales.** Mode de paiement, t. III, p. 243. Voyez *Instruction publique*.

**BREBIS.** Voyez *Laines*.

**BREVETS d'invention.** Formalités à remplir pour les obtenir, t. I, p. 95. — Les demandes déposées aux préfectures doivent être timbrées, t. I, p. 473. — Envoi aux préfets, pour être communiqué à tous ceux qui voudront le consulter, d'un état général des brevets d'invention, de perfectionnement ou d'importation délivrés par le Gouvernement, t. II, p. 396. — Instruction générale sur les brevets, t. III, p. 229. — Motifs qui en ont fait établir, *ibid.* — Formalités à remplir par ceux qui en demandent, et quotité des sommes qu'ils sont tenus de payer, *ibid.* — Principes établis par les lois pour leur délivrance, t. III, p. 231. — Déchéance des brevets, autorités qui la prononcent, t. III, p. 232. — Mode de procéder en cas d'usurpation d'une découverte, *ibid.* — Nouvelles dispositions législatives, *ibid.* — Publication du troisième volume de l'ouvrage intitulé *Description des machines et procédés spécifiés dans les brevets dont la durée est expirée*, t. IV, p. 76, 148.

**BRÛLURES.** Secours à donner aux brûlés, t. II, p. 434.

**BUDGETS communaux.** Instruction sur l'exécution des lois y relatives, t. I, p. 267. — Les maires sont tenus d'insérer aux budgets le produit présumé de la délivrance des extraits d'actes de l'état civil, t. II, p. 19. — Les villes dont les budgets auront été une fois réglés par le Gouvernement continueront à l'être tant que leurs revenus n'auront pas été trois ans de suite au-dessous de 20,000 francs, *ibid.* — Le montant des frais de perception ou de régie de l'octroi doit être énoncé aux budgets, t. II, p. 58. — Les droits d'expédition des actes administratifs, perçus au profit des communes, doivent y figurer en recettes, t. II, p. 86. —



Les sommes fixées pour les bourses communales doivent être payées par douzième de mois en mois, lors même que les budgets ne sont pas encore réglés, t. II, p. 140. — La perception, sous le nom d'indemnité, sur les boissons ou marchandises en transit ou en entrepôt, fait partie des revenus des villes, et doit être portée aux budgets, t. II, p. 240. — Envoi aux préfets du modèle d'un tableau contenant le relevé général des budgets de toutes les communes de leur département, t. II, p. 245. — Durée de l'exercice, t. II, p. 256. — Instruction sur la rédaction, l'envoi, l'examen et la présentation des budgets, t. II, p. 325. — Session des conseils municipaux, *ibid.* — Éléments divers des budgets, t. II, p. 326. — Format, *ibid.* — Amendes de police, *ibid.* — Expédition des actes administratifs, *ibid.* — Octroi, t. II, p. 327. — Prélèvements nouveaux, *ibid.* — Ordre des numéros, *ibid.* — Cahiers d'observations, *ibid.* — *Des hospices.* — Actif et passif des hospices, t. II, p. 327. — Population des hospices, t. II, p. 328. — Préposés, *ibid.* — Orphelins pauvres, *ibid.* — Enfants trouvés, *ibid.* — Dépenses extraordinaires des hospices, t. II, p. 329. — *Dette municipale.* Liquidation, t. II, p. 330. — Dette constituée, *ibid.* — Dette exigible, *ibid.* — *Recettes municipales.* Recettes extraordinaires, t. II, p. 330. — Compte d'administration, t. II, p. 331. — Aliénations, coupes, &c., t. II, p. 332. — Fonds mis en réserve, *ibid.* — *Recettes ordinaires.* Patentes, t. II, p. 332. — Amendes de police, *ibid.* — Maisons et usines, t. II, p. 333. — Baux ou régie, *ibid.* — Logemens, *ibid.* — Rentes foncières, *ibid.* — Pesage, &c., *ibid.* — Octrois, *ibid.* — Halles, marchés, &c., t. II, p. 334. — Ferme des boues, *ibid.* — Produit des actes de l'état civil, *ibid.* — Rétributions d'élèves, *ibid.* — Affouages, t. II, p. 335. — Cimetières, *ibid.* — *Dépenses ordinaires.* Frais d'administration, t. II, p. 336. — Gardes champêtres, *ibid.* — Contributions, *ibid.* — Addition à l'octroi, *ibid.* — Dixième du pesage, *ibid.* — Maison commune, *ibid.* — Horloges, t. II, p. 337. — Vingtième des revenus, *ibid.* — Receveur municipal, *ibid.* — Bois, *ibid.* — Dixième du revenu foncier, *ibid.* — Rentes foncières, *ibid.* — Centième des invalides, *ibid.* — Nombre des agents, t. II, p. 338. — Architecte, *ibid.* — Pavé, *ibid.* — Éclairage, t. II, p. 339. — Pompiers, *ibid.* — Garde nationale, *ibid.* — Lits militaires, *ibid.* — Bâtimens militaires, *ibid.* — Champs de manœuvres, t. II, p. 340. — Entretien des halles et marchés, *ibid.* — Promenades, pépinières, t. II, p. 341. — Chemins vicinaux, *ibid.* — Allocations aux hospices, *ibid.* — Bureaux de bienfaisance, *ibid.* — Dépôts de mendicité, *ibid.* — Dot de la rosière, t. II, p. 342. — Pensions, *ibid.* — Lycées, collèges, écoles, *ibid.* — Frais de culte, t. II, p. 343. — Dépenses imprévues, t. II, p. 344. — Paiement d'à-comptes, *ibid.* — *Dépenses extraordinaires.* Pièces à joindre, t. II, p. 345. — Arriéré, *ibid.* — Apurement des comptes, *ibid.* — Déficit, t. II, p. 346. — Mode de constatation des recettes extraordinaires, t. II, p. 354. — Budgets qui peuvent être réglés ou modifiés par le ministre, t. II, p. 512. — Fonds à allouer pour le paiement des papiers timbrés nécessaires pour les registres de l'état civil, t. II, p. 548. — Envoi aux préfets d'instructions pour l'exécution d'une ordonnance du Ro

relatif aux budgets, t. II, p. 573. — Instruction pour la formation des budgets par les conseils municipaux, t. III, p. 39. — Les préfets règlent ceux des villes dont les revenus ordinaires ne s'élèvent pas à 30,000 francs, t. III, p. 32, 193. — Les conseils municipaux sont invités à voter une rétribution annuelle en faveur des sages-femmes, sous la condition de soigner les femmes pauvres, t. III, p. 52. — Les dépenses allouées aux établissemens de sciences et d'arts ne peuvent être modifiées sans une décision du ministre, t. III, p. 132. — Nécessité de maintenir la fixation ordinaire des crédits affectés aux établissemens d'instruction publique, t. III, p. 190. — Instructions sur différentes allocations de dépenses, t. III, p. 193. — Publication des budgets des villes qui ont plus de cent mille francs de revenus, t. III, p. 364. — Confirmation et rappel des instructions précédentes sur la formation des budgets, t. III, p. 495. — Instruction sur le règlement des budgets, t. IV, p. 174. — Attributions des conseils municipaux, t. IV, p. 175. — Constructions et reconstructions, t. IV, p. 176. — Règlement des budgets, t. IV, p. 178. — Administration des biens, t. IV, p. 179. — Octrois municipaux et de bienfaisance, t. IV, p. 180. — Location des places dans les halles, foires, &c., t. IV, p. 181. — Bureaux de pesage et mesurage, *ibid.* — Emprunts, t. IV, p. 182. — Impositions extraordinaires, *ibid.* Voyez *Communes, Conseils municipaux.*

**BUDGETS départementaux.** Voyez *Fonds départementaux.*

**BUDGETS des dépôts de mendicité.** Voyez *Dépôts de mendicité.*

**BUDGETS des fabriques.** Voyez *Fabriques des églises.*

**BULLETIN des lois.** Doit être adressé aux maires de toutes les communes, t. I, p. 101.

**BUREAUX de bienfaisance.** Instructions pour compléter leur organisation, t. I, p. 112. — Leur but principal est la distribution des secours à domicile, *ibid.* — Allocation aux budgets communaux pour leur service, t. II, p. 341. — Mode de renouvellement des commissions administratives, t. II, p. 385. — Emploi des revenus dépendant de la dotation des bureaux en soupes économiques, t. II, p. 379. — Mode de nomination des membres des commissions administratives, t. III, p. 292. Voyez *Établissemens de charité.*

**BUREAUX de placement des ouvriers.** Il ne peut en être établi sans l'autorisation du ministre, t. I, p. 419.

## C

**CABOTAGE.** Voyez *Subsistances.*

**CACHETS.** Tous ceux des administrations dépendant du ministère de l'intérieur doivent être exécutés à la monnaie des médailles, t. II, p. 513. — Demande aux préfets de l'état de ceux qui sont nécessaires pour leur département, *ibid.*

**CADET-DE-VAUX.** Envoi dans les départemens de son mémoire sur la gélatine d'os et sur son bouillon, t. III, p. 299.

**CAISSE d'amortissement.** Instruction relative au retrait des fonds appartenant aux communes, t. I, p. 227. — Indication des époques auxquelles les communes, hospices et fabriques sont crédités des fonds versés pour leur compte sur les adjudications de coupes de bois, t. IV, p. 106.

**CAISSE d'épargnes et de prévoyance.** Rapport fait à la société d'encouragement pour l'industrie nationale, sur son but et son utilité, t. III, p. 428.

**CAISSES de secours.** Voyez *Secours*.

**CAISSES municipales.** Voyez *Comptabilité municipale*.

**CANAU.** Marche à suivre pour les demandes tendant à obtenir l'autorisation nécessaire pour l'établissement d'usines, écluses, batardeaux, moulins, &c., t. I, p. 15. — Formalités à remplir pour purger les hypothèques existant sur les propriétés dont l'acquisition est nécessaire pour la confection ou l'agrandissement des canaux, t. I, p. 389. — Compétence des différens ministres relativement à la construction des canaux, t. II, p. 15. — Avantages qui résulteraient de leur multiplication, t. IV, p. 4. Voyez *Navigation intérieure*.

**CANONS (Fondeurs de).** Compris dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

**CANTONNIERS stationnaires.** Règlement pour le service et le paiement des cantonniers salariés chargés de l'entretien des routes en cailloutis, t. III, p. 72.

**CARACTÈRES d'imprimerie (Fabriques de).** Comprises dans la troisième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

**CARRIÈRES.** Renvoi aux préfets de toutes les demandes en concession pour lesquelles toutes les formalités légales n'ont pas été remplies, t. II, p. 191. — Instruction générale sur l'exécution de la loi relative aux concessions, t. II, p. 193. — Généralités, t. II, p. 195. — Action de l'autorité publique, *ibid.* — Exploitation, t. II, p. 204. — Rappel des dispositions relatives à l'exploitation de celles ouvertes pour le service des ponts et chaussées dans les forêts soumises à l'administration forestière, t. II, p. 417. — Surveillance à exercer sur celles qui sont exploitées par des particuliers, t. II, p. 524. — Mesures à prendre pour en faciliter l'exploitation, t. IV, p. 5.

**CARTE générale des routes de France.** Travaux à exécuter par les ingénieurs des ponts et chaussées pour sa confection, t. I, p. 420.

**CASERNEMENT.** Les frais de casernement restent à la charge des communes, t. III, p. 194.

**CASERNEMENT de la gendarmerie.** Voyez *Gendarmerie*.



**CATÉCHISME.** Celui qui a été approuvé par le Gouvernement doit être seul enseigné dans tous les diocèses, t. II, p. 63.

**CATHÉDRALES.** Voyez *Églises cathédrales*.

**CAUTIONNEMENTS.** Les régisseurs et les agens comptables des dépôts d'étalons sont obligés de fournir un cautionnement en immeubles, t. II, p. 245. — Formalités à remplir pour l'inscription de ces cautionnements, *ibid*.

**CENDRES d'orfevre** (Traitement des). Compris dans la première classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**CENTIMES additionnels.** Voyez *Comptabilité communale, Impositions extraordinaires*.

**CÉRÉMONIES publiques.** Les autorités appelées à assister à une cérémonie ne peuvent se dispenser de se réunir chez la personne qui doit y occuper le premier rang, t. II, p. 289.

**CERTIFICATS de vie.** Mode de leur délivrance, t. I, p. 451. — Sont délivrés aux militaires retraités sans l'intervention de deux témoins, t. II, p. 82.

**CHALLAN.** Son instruction sur la manière de conserver les pommes de terre, t. III, p. 257.

**CHÂLONS** (École royale d'arts et métiers de). Voyez *Écoles royales d'arts et métiers*.

**CHAMBRES consultatives des arts et manufactures.** Voyez *Fabriques*.

**CHAMERES de commerce.** Envoi d'un modèle de budget et d'un règlement de comptabilité, t. II, p. 84. — Rapports avec le ministère, t. III, p. 516.

**CHANOINES.** Leur traitement court à compter du jour de leur nomination, t. III, p. 2.

**CHAMPS de manœuvre.** Allocation aux budgets communaux pour leur entretien, t. II, p. 340.

**CHANVRE.** Instruction sur de nouveaux procédés découverts pour le rouir en deux heures, t. I, p. 331.

**CHAPELLES et Annexes.** Voyez *Culte catholique*.

**CHAPELLES particulières.** Ne peuvent être établies sans une permission expresse du Gouvernement, t. I, p. 327.

**CHAPITRES des églises métropolitaines.** Voyez *Eglises métropolitaines*.

**CHAPTAL** (Le comte). Nommé membre de la commission pour les eaux minérales, t. IV, p. 47.

**CHARBON** (Le). Précautions à prendre contre cette maladie, t. I, p. 3. Voyez *Épizooties*.



**CHARGEMENT des voitures.** Voyez *Roulage*.

**CHARITÉ.** Voyez *Etablissemens de charité*.

**CHARRUES.** Avantages d'une charrue d'un nouveau modèle inventée par le sieur Guillaume, t. II, p. 22. — Moyens de remplacer les charrues et de réduire les travaux, t. II, p. 496. Voyez *Agriculture*.

**CHASSE.** Le temps de la chasse doit être fixé dans chaque arrondissement par l'administration départementale, t. I, p. 14. — Les maires sont autorisés à affermer le droit de chasse dans les bois communaux, sous l'approbation du préfet et du ministre, t. I, p. 380. — Rappel des dispositions législatives qui exigent indistinctement le paiement de la rétribution fixée pour obtenir un permis de port d'armes, t. IV, p. 165.

**CHÂTEAUX.** Demande aux préfets de renseignemens sur les anciens châteaux, t. II, p. 186. Voyez *Antiquités*.

**CHAUSSÉES.** Voyez *Ponts et Chaussées*.

**CHAUSSEUR, professeur à la faculté de médecine de Paris.** Recommandation aux préfets de sa notice sur les secours à donner aux noyés, t. II, p. 47. — Nommé membre de la commission pour les eaux minérales, t. IV, p. 47.

**CHAUX de construction.** Recherches expérimentales à faire sur les qualités des différentes espèces, t. III, p. 326. Voyez *Fours à chaux et à plâtre*.

**CHEMINS vicinaux.** Instruction sur l'exécution de la loi relative à leur plantation et à leur entretien, t. I, p. 367 et 376. — Allocation aux budgets communaux pour leur entretien, t. II, p. 341. — Instruction sur l'entretien de ceux à la charge des communes, t. III, p. 62. — Instruction générale sur les différentes lois relatives à leur réparation, t. III, p. 187. — Formes à suivre pour l'approbation par les préfets et le recouvrement des rôles de prestation en nature, t. III, p. 312. V. *Ponts et Chaussées*.

**CHENILLES.** Voyez *Échenillage*.

**CHEVAUX.** Précautions à prendre contre la morve et autres maladies contagieuses, t. I, p. 2. Voyez *Épizooties*. — Inconvéniens de la divagation des chevaux entiers, t. I, p. 466. — Différence entre la force des chevaux, t. II, p. 533. — Estimation de la force moyenne et continue d'un cheval, *ibid.* Voyez *Courses de chevaux, Haras*.

**CHIRURGIENS.** Exemption de patente accordée à ceux qui sont attachés au service des pauvres et des hospices, t. I, p. 417. Voyez *Médecins*.

**CIDRE.** Employé avantageusement contre une épizootie, t. II, p. 217.

**CIMETIÈRES.** Observations sur le choix de l'emplacement dans les communes, t. I, p. 338. — Les terrains qui ont servi aux inhumations peuvent être vendus ou échangés sous certaines conditions, t. I, p. 363. — Il est défendu d'élever

des habitations et de creuser des puits à moins de cent mètres des nouveaux cimetières, t. II, p. 68. — Constatation de leur produit dans les budgets communaux, t. II, p. 335.

**CIRCULATION des grains.** Voyez *Grains*.

**CLAVEAU (Le).** Précautions à prendre contre cette maladie, t. I, p. 3. Voyez *Épizooties*.

**CLOCHES.** Danger de leur usage trop fréquent pendant les épidémies, t. I, p. 436.

**CLOCHES (Fondeurs de).** Compris dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

**COALITIONS des ouvriers.** Voyez *Ouvriers*.

**CODE rural.** Formation de commissions consultatives pour l'examen du projet de ce code, t. II, p. 94.

**COLIQUE de plomb.** Secours à donner aux ouvriers des mines et usines atteints de cette maladie, t. II, p. 437. — État des médicamens qui doivent se trouver près des mines de plomb, t. II, p. 440.

**COLLECTIONS scientifiques.** Les dépenses et l'administration sont mises à la charge des villes, t. I, p. 471. — Demande aux préfets de renseignemens sur l'importance de chacun de ces établissemens, *ibid.*

**COLLÈGES.** Voyez *Instruction publique*.

**COLLÈGES électoraux.** Voyez *Élections*.

**COLONIES françaises.** Les passeports pour les colonies seront délivrés sur des formules de passeport à l'intérieur, t. III, p. 539. — Demande aux évêques d'ecclésiastiques pour les colonies, t. IV, p. 131. — Avantages accordés à ceux qui s'y rendent, *ibid.*

**COLONS réfugiés.** Formalités à remplir par ceux qui ont droit à des secours, t. I, p. 70. — Leur classement, t. I, p. 71. — Confection des états, t. I, p. 72. — Leur envoi au ministère, *ibid.* — Mode de paiement, t. I, p. 73. — Instructions sur le paiement dans les départemens des secours qui leur sont attribués, t. III, p. 468. — Modèle de pouvoirs, t. III, p. 469. — Modèle de certificat, t. III, p. 470. — Instruction sur l'exécution des nouvelles dispositions législatives pour le paiement des secours, t. IV, p. 133.

**COLPORTEURS.** Voyez *Marchands forains*.

**COMITÉS de bienfaisance.** Pharmacie à leur usage, t. I, p. 37. Voyez *Établissements de bienfaisance*.

**COMMANDITE (Sociétés en).** Voyez *Associés commanditaires*.

**COMMERCE.** Inconvéniens de la publicité donnée par les chambres de commerce à leurs mémoires ou écrits, t. 1, p. 446. — Organisation des officiers de port, t. 11, p. 42. — Instruction sur l'exécution de l'article 37 du Code de commerce, relatif aux sociétés anonymes, t. 11, p. 63. — Envoi aux chambres de commerce d'un avis du conseil d'état sur les actes de gestion que peuvent faire les associés commanditaires, t. 11, p. 144. — Demande aux tribunaux de commerce d'un état, par quinzaine, des faillites ouvertes dans le ressort de chaque tribunal, t. 11, p. 242. — Demande aux chambres de commerce de documens sur son état, t. 11, p. 509. — Développemens à donner au commerce, t. 11, p. 510. — Instruction sur les fonctions et les droits des courtiers, interprètes et conducteurs de navires, t. 111, p. 273. — Les courtiers-interprètes conducteurs de navires sont seuls admis pour truchemens lorsque les capitaines ne parlent pas français, t. 111, p. 402. — Les étrangers qui ont recours à l'assistance des agens consulaires ne peuvent être censés agir par eux-mêmes, *ibid.* — Nouvelle organisation du conseil général du commerce, t. 111, p. 507, 514. — Rapports des chambres de commerce avec le ministère de l'intérieur, t. 111, p. 516. Voyez *Douanes, Fabriques, Industrie française, &c.*

**COMMISSAIRES de police.** Doivent rendre compte de leurs dépenses aux conseils municipaux, t. 1, p. 110. — Ne sont pas admis dans les conseils comme membres, mais seulement pour y présenter leurs comptes, *ibid.* — Fixation de leur traitement et des frais de bureaux qui leur sont accordés, t. 11, p. 453. — Doivent transmettre immédiatement aux procureurs du Roi les procès-verbaux des crimes ou délits, t. 11, p. 42. — Inconvéniens de l'usage où étaient plusieurs commissaires de les remettre à la mairie, *ibid.* — Les préfets doivent adresser, tous les six mois, un état présentant des renseignemens sur les commissaires de leur département, t. 11, p. 43.

**COMMISSAIRES des guerres.** Voyez *Feuilles de route.*

**COMMUNES.** Avantages qui résulteraient pour elles des plantations en leur propriété, t. 1, p. 9. — Confection des plans d'alignement de traverses qui font partie des grandes routes, t. 1, p. 13. — Doivent pourvoir aux dépenses des indigens qui reçoivent les secours des eaux minérales, t. 1, p. 84. — Mode à suivre pour les transactions entre les communes et les particuliers, t. 1, p. 306. — Les églises et presbytères qui ont été abandonnés aux communes doivent être considérés comme propriétés communales, t. 1, p. 365. — Formes à suivre dans la délimitation des territoires, t. 1, p. 442. — Abandon en leur faveur des halles dont le domaine est en possession, t. 1, p. 448. — Ne peuvent acquérir d'immeubles qu'avec l'autorisation supérieure, t. 1, p. 453. — Marche à suivre pour les actions à intenter contre les communes par leurs créanciers, t. 1, p. 457. — Explication sur l'esprit d'un avis du conseil d'état relatif aux banalités conventionnelles, *ibid.* — Instructions pour la formation de l'état du passif des communes, t. 1, p. 492. — L'enregistrement des délibérations qui fixent ou qui augmentent le traitement des curés ou desservans n'est pas obligé,



t. II, p. 42. — Peuvent accepter sans l'autorisation spéciale du Gouvernement les dons et legs dont la valeur n'excède pas 300 francs en capital, t. II, p. 53. — Les arrêtés pris par les préfets pour autoriser la perception des droits de location de places aux halles et marchés doivent être soumis à l'approbation du ministre, t. II, p. 62. — Les bois indivis entre plusieurs communes doivent être partagés à raison du nombre de feux, t. II, p. 86. — Il est créé dans chaque lycée cinquante bourses payables par les communes et affectées aux élèves des écoles secondaires, t. II, p. 87. — Les changemens de mode de jouissance des biens communaux doivent être soumis au conseil d'état, *ibid.* — Formes à suivre pour les constructions, reconstructions et réparations des bâtimens communaux, t. II, p. 95. — L'autorisation du Gouvernement est inutile pour le remboursement des rentes dues aux communes, t. II, p. 139. — Il doit être fait aux préfetures trois copies des transactions dont l'approbation est sollicitée auprès du Gouvernement, t. II, p. 144. — Fixation de la somme revenant aux communes sur les amendes de police municipale, correctionnelle et rurale, t. II, p. 147. — Nouveau mode de perception et de distribution du produit net de ces amendes, *ibid.* — Aucune pension ne peut être payée sur les revenus des communes, ni allouée dans les comptes, si elle n'a été accordée par un décret, t. II, p. 158. — Les capitaux remboursés ne peuvent être employés autrement qu'en rentes sur l'État, t. II, p. 214. — Tous les projets de décret pour impositions extraordinaires sur les contributions directes doivent être présentés avant le 1.<sup>er</sup> juillet de l'année qui précède celle fixée pour leur perception, t. II, p. 220. — Doivent pourvoir aux besoins des fabriques qui n'ont pas de revenus suffisans, t. II, p. 256. — Fixation des dépenses des dépôts de sûreté près des justices de paix, mises à la charge des communes, t. II, p. 259. — Règlement des pensions de retraite à accorder aux employés attachés aux administrations municipales, t. II, p. 294. — Formes à remplir pour l'établissement d'un droit de language sur les porcs vendus dans les foires et marchés, t. II, p. 347. — La perception des droits de hallage ne peut être faite par les particuliers propriétaires des halles, t. II, p. 443. — Elle ne peut être faite qu'au nom des communes, qui doivent acquérir ou prendre à location toutes les halles, *ibid.* — Le paiement des tables décennales est imputé sur le fonds des dépenses imprévues, t. II, p. 470. — Surveillance à exercer par les ingénieurs des mines sur les minières et mines communales, t. II, p. 527; = sur les salines communales, *ibid.*; = sur les carrières et sur les tourbières, t. II, p. 528. — Mesures à observer pour la vente des exploitations communales, *ibid.* — Indemnités à allouer aux ingénieurs des mines sur les produits des exploitations, t. II, p. 529. — Formalités à remplir pour les demandes relatives aux armoiries, t. III, p. 32. — Les salaires des gardes forestiers sont répartis au marc le franc de la contribution foncière, personnelle et mobilière, t. III, p. 193. — L'imposition pour les besoins du culte paroissial est répartie au marc le franc de toutes les contributions directes, *ibid.* — Les frais de casernement et d'entretien des lits militaires restent à la charge des communes, t. III, p. 194. — Les traitemens des employés des communes ne sont passibles d'au-



cune retenue, t. III, p. 196. — Envoi aux préfets de tableaux pour la nomenclature générale des communes du royaume, t. IV, p. 60. Voyez *Budgets communaux*, *Comptabilité communale*, *Conseils municipaux*, &c.

COMPAGNIES d'assurance mutuelle. Voyez *Assurance mutuelle*.

COMPAGNONS. Voyez *Bureaux de placement*.

COMPTABILITÉ communale. Liquidation des dépenses antérieures à l'an 7, t. I, p. 42. — Projets des taxes locales destinées à faire face aux dépenses municipales, t. I, p. 50. — Exécution des lois y relatives, *ibid.* — Ordre à établir pour l'acquittement du prix d'abonnement au Bulletin des lois, t. I, p. 101. — Les sous-préfets doivent ordonnancer les dépenses, sous la surveillance des préfets, t. I, p. 107. — Instructions relatives aux recettes municipales et communales de l'an 8 et années antérieures, *ibid.* — Les frais de perception des contributions directes doivent être compris dans les rôles, indépendamment des centimes additionnels affectés aux dépenses municipales, t. I, p. 108. — Instructions relatives à la reddition des comptes, t. I, p. 110. — Marche à suivre pour la reddition des comptes des ex-administrations municipales, t. I, p. 114. — Rappel des lois relatives à l'ordonnancement et au mode de paiement des dépenses, t. I, p. 188. — Arrêté du Gouvernement relatif à la comptabilité des communes, et instruction sur l'exécution de cet arrêté, t. I, p. 213. — Mesures à observer pour la mise en ferme ou en régie des revenus communaux, t. I, p. 221. — Instruction relative au retrait des fonds appartenant aux communes déposés à la caisse d'amortissement, t. I, p. 227. — Examen des budgets par les conseils municipaux, t. I, p. 247. — Moyens de subvenir aux dépenses du culte, t. I, p. 255. — Instruction sur la comptabilité arriérée des communes, *ibid.* — Instruction sur l'exécution des lois relatives à la fixation des budgets, t. I, p. 267. — Instruction sur l'exécution de la loi relative aux contributions assises sur les biens communaux, t. I, p. 275. — Nouvelles observations sur le même objet, t. I, p. 286. — Les receveurs ne doivent point recevoir dans leurs caisses les pièces dont l'empreinte est entièrement effacée, t. I, p. 299. — Instruction sur la recette et la perception des revenus, t. I, p. 301. — Ces revenus doivent être régis par des comptables responsables, t. I, p. 302. — Portion affectée aux dépenses locales sur les dix centimes additionnels de la contribution des portes et fenêtres, t. I, p. 303. — Les percepteurs des contributions directes sont chargés de la recette particulière de toutes les communes de leur arrondissement ayant moins de 20,000 francs de revenus, t. I, p. 355. — Formalités à remplir pour le retrait des fonds provenant de coupes de bois et versés au trésor, t. I, p. 365. — Les percepteurs ne fournissent de cautionnement à raison des revenus des communes que dans les cas où ces revenus réunis pour leur arrondissement de perception s'élèvent à 300 francs, t. I, p. 399. — Les dépenses communales autorisées par des lois générales peuvent être acquittées par les receveurs avant la remise du budget, t. II, p. 1. — Distinction à établir entre le compte d'administration et le compte de caisse, t. II, p. 65. — Le premier

doit être adressé au ministre , et le second à la cour des comptes ; t. II, p. 66. — Instruction sur l'établissement des comptes , t. II, p. 69. — Les pièces à produire par les receveurs à l'appui de leurs comptes doivent être timbrées , t. II, p. 98. — Une expédition du compte d'administration doit être remise au receveur municipal , pour être annexée au compte de caisse , t. II, p. 99. — Surveillance à exercer par les autorités administratives , t. II, p. 257. — Instructions relatives à la comptabilité des dépenses des enfans trouvés ; t. II, p. 260. — à la liquidation des dettes des communes , t. II, p. 280. — Responsabilité des abus , t. II, p. 292. — Les caisses doivent être vérifiées au moins une fois par mois , *ibid.* — Nouvelles observations sur la vérification des caisses par les autorités locales , t. II, p. 318. — Modèle de procès-verbal de vérification , t. II, p. 319. — Instruction sur l'établissement des comptes d'administration des années 1811 et antérieures , t. II, p. 354. — Mode de constatation des recettes extraordinaires dans les budgets , *ibid.* — Les frais de timbre des journaux et des comptes des receveurs municipaux sont à la charge des communes , t. II, p. 424. — Modifications aux règles précédemment tracées pour la vérification et la surveillance des caisses par les préfets , t. II, p. 458. — Envoi de modèles de registres , *ibid.* — Envoi aux préfets d'une ordonnance du Roi qui supprime diverses dépenses communales et contient des dispositions réglementaires en ce qui concerne les budgets et les comptes , t. II, p. 565. — Envoi aux préfets de deux ordonnances du Roi relatives aux budgets et aux comptes , t. II, p. 573. — Instructions pour la liquidation de l'arriéré et la formation des budgets communaux par les conseils municipaux , t. III, p. 39. — Il ne peut être fait aucun prélèvement sur les revenus des communes , t. III, p. 41. — La dépense pour occupation des lits militaires doit être acquittée par les villes , lors même qu'elle n'est pas allouée au budget , t. III, p. 94. — Instruction sur la vérification des comptes par les conseils municipaux , t. III, p. 194. — La cour des comptes vérifie et arrête ceux des receveurs des communes , dont les revenus s'élèvent à 10,000 francs , *ibid.* — Règles nouvelles à suivre pour l'établissement des impositions communales , t. III, p. 304. — Recherche des économies à faire dans les dépenses , t. III, p. 305. — Éclaircissements sur plusieurs questions soumises par les préfets sur les articles de la loi de finances relatifs aux impositions communales et sur les précédentes instructions concernant le même objet , t. III, p. 355. — Instruction sur la publication des budgets et des comptes des villes qui ont plus de 100,000 francs de revenus , t. III, p. 364. — Avantages résultant pour les communes de l'emploi de leurs fonds libres en rentes sur l'État , t. III, p. 442. — Règlement des budgets , t. IV, p. 178. — Administration des biens , t. IV, 179. — Emprunts , t. IV, 182. — Impositions extraordinaires , *ibid.* Voyez *Budgets communaux*.

COMPTABILITÉ départementale. Liquidation des dépenses antérieures à l'an 7 , t. I, p. 42. — Exécution des lois relatives aux recettes et dépenses départementales , t. I, p. 50. Voyez *Fonds départementaux*.

- COMPTES analytiques.** Envoi aux préfets d'un modèle de ces comptes, t. I, p. 223.
- COMPTES d'administration.** Voyez *Budgets communaux*.
- CONCESSION de mines, d'usines, &c.** Voyez *Mines, Usines*.
- CONCIERGES des prisons.** Voyez *Prisons*.
- CONDAMNÉS.** Règlement pour le transport des condamnés civils par l'entremise des convois militaires, t. I, p. 448. — Les préfets ne peuvent ordonner les envois partiels aux bagnes, t. II, p. 149. — Instruction pour l'exécution d'une ordonnance du Roi relative aux remises ou réductions de peine à accorder, t. III, p. 296. — Renseignemens à fournir sur ceux qui sont susceptibles d'en obtenir, t. IV, p. 136. Voyez *Bagnes, Prisons*.
- CONDUCTEURS de navires.** Instructions sur leurs fonctions et leurs droits, t. III, p. 273. — Doivent être seuls admis pour truchemens, lorsque les capitaines ne parlent pas français, t. III, p. 402.
- CONDUCTEURS des ponts et chaussées.** Voyez *Ponts et Chaussées*.
- CONGÉS.** Voyez *Fonctionnaires publics*.
- CONGRÉGATIONS de femmes.** Demande aux évêques des statuts de chaque congrégation, t. II, p. 140. Voyez *Associations religieuses*.
- CONSCRIPTION.** Voyez *Recrutement*.
- CONSCRITS retardataires.** Voyez *Recrutement*.
- CONSEIL d'agriculture.** Instructions sur l'exécution de l'ordonnance du Roi relative à son établissement, t. III, p. 397. — Texte de l'ordonnance, t. III, p. 401. — Attributions des membres correspondans, t. III, p. 408. Voyez *Agriculture*.
- CONSEILLERS de préfecture.** Doivent résider au chef-lieu du département, t. I, p. 126. — Incomptabilité des fonctions de conseiller avec celles d'avoué, t. II, p. 160. — Ont part aux gratifications accordées sur les fonds départementaux restés libres, t. II, p. 224. — Le plus ancien conseiller remplit les fonctions de secrétaire général, t. III, p. 208.
- CONSEILS d'arrondissement.** Mode de nomination des présidens et secrétaires, t. I, p. 450. — Les sous-préfets sont autorisés à assister aux séances, t. III, p. 183; — Ils ne peuvent présider les conseils, où ils n'ont que *voix consultative*, *ibid.* — Conduite qu'ils doivent tenir lorsqu'ils assistent aux séances, t. III, p. 299. — Les conseillers qui négligent d'assister aux séances pendant deux sessions peuvent être regardés comme démissionnaires, t. III, p. 443. Voyez *Budgets communaux, Comptabilité communale*.
- CONSEILS de préfecture.** Arrêté qui détermine le nombre de membres nécessaire



pour les délibérations, et le mode de remplacement des conseillers en cas de partage ou d'insuffisance, t. I, p. 174. — Attributions pour la connaissance des contestations en matière de partage des biens communaux, t. I, p. 425. — Toutes les décisions doivent énoncer le nom et le nombre des membres du conseil qui ont délibéré, t. I, p. 474. — Mode de remplacement des conseillers qui seraient tous à-la-fois forcément empêchés d'exercer leurs fonctions, t. II, p. 92. — Les arrêtés sont exécutoires par voie de contrainte et de garnisaires, et ne donnent lieu à aucuns frais d'huissiers, t. II, p. 139. — Jugent les usurpations de biens communaux, t. II, p. 158. — Demandes en dégrèvement ou en réduction des taxes imposées aux Juifs pour les frais de leur culte, t. II, p. 288. — Ne peuvent prononcer de modération ni de dégrèvement des redevances fixes établies par la loi sur l'étendue des concessions des mines et usines, t. II, p. 456. — Les décisions doivent produire les mêmes effets et obtenir la même exécution que les jugemens des tribunaux, t. III, p. 117. — Sont seuls juges des contraventions aux réglemens sur la grande voirie et sur la police de roulage, t. III, p. 404.

**CONSEILS de prud'hommes.** Instructions sur les moyens d'assurer leur marche, sur leurs attributions et leurs fonctions, t. II, p. 159.

**CONSEILS de révision.** Voyez *Recrutement*.

**CONSEILS des fabriques.** Voyez *Fabriques des Eglises*.

**CONSEILS généraux.** Fixation de leurs attributions, t. I, p. 127. — Travaux dont ils sont chargés, *ibid.* — Instruction arrêtée par le ministre pour servir de base à leurs travaux, t. I, p. 356. — Mode de nomination des présidens et secrétaires, t. I, p. 450. — Les préfets sont autorisés à assister aux séances des conseils généraux, t. III, p. 183. — Ils ne peuvent présider les conseils, où ils n'ont que *voix consultative*, *ibid.* — Conduite que doivent tenir les préfets lorsqu'ils assistent aux séances, t. III, p. 299. — Les conseillers qui négligent d'assister aux séances pendant deux sessions peuvent être regardés comme démissionnaires, t. III, p. 443. — Demande aux préfets d'une copie des rapports qu'ils doivent présenter aux conseils généraux sur l'administration des départemens, t. III, p. 499. Voyez *Fonds départementaux*.

**CONSEILS généraux du commerce et des manufactures.** Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du Roi qui leur donne une nouvelle organisation, t. III, p. 507 et 514.

**CONSEILS municipaux.** Les maires et les commissaires généraux de police n'y sont pas admis comme membres dans la discussion de leurs comptes, t. I, p. 110. — Les propriétaires forains peuvent en être membres, t. I, p. 115. — Nombre de membres nécessaire pour les délibérations, *ibid.* — Instructions sur leurs attributions et leurs travaux, t. I, p. 247. — Les maires ou les adjoints doivent siéger dans les villes au-dessus de cinq mille âmes jusqu'à cent mille, en dehors du nombre



fixé, t. I, p. 250. — But de leur réunion et travaux dont ils doivent s'occuper, t. III, p. 192. — Nouvelles instructions sur le but et l'objet des sessions, t. III, p. 301. — Envoi des budgets et des relevés généraux, t. III, p. 302. — Envoi de l'état des coupes extraordinaires de bois, t. III, p. 303. — Envoi de l'état général des impositions mises en recouvrement et des emprunts, *ibid.* — Règles nouvelles à suivre pour l'établissement des impositions communales, t. III, p. 304. — Recherche des économies à faire dans les dépenses, t. III, p. 305. — Moyens d'accroître les ressources, t. III, p. 308. — La présence des deux tiers des membres suffit pour valider les délibérations, t. III, p. 356. — Instruction sur les travaux dont ils doivent s'occuper, t. IV, p. 138 ; = sur l'exécution de leurs délibérations, t. IV, p. 174. — Fixation de leurs attributions, t. IV, p. 175 ; = en ce qui concerne les constructions et reconstructions, t. IV, p. 176 ; = le règlement des budgets, t. IV, p. 178 ; = l'administration des biens des communes, t. IV, p. 179 ; = les octrois municipaux et de bienfaisance, t. IV, p. 180 ; = la location des places dans les halles, foires, &c., t. IV, p. 181 ; = les bureaux de pesage et mesurage, *ibid.* ; = les emprunts, t. IV, p. 182, = les impositions extraordinaires, *ibid.*

CONSERVATOIRE. Les entrepreneurs et directeurs de spectacles ne peuvent engager aucun élève des écoles de chant ou de déclamation sans l'autorisation du ministre, t. II, p. 30.

CONSTRUCTIONS. Voyez *Chaux de construction*.

CONSTRUCTIONS navales. Voyez *Marine*.

CONSULS étrangers. Ne sont pas admis pour truchemens des capitaines de navires qui ne parlent pas français, t. III, p. 402.

CONTAGION. Envoi aux préfets d'une notice sur les moyens de la prévenir et d'en arrêter les progrès, t. II, p. 348. — Appareils de désinfection, *ibid.* Voyez *Épidémies*.

CONTRAVENTIONS en matière de grande voirie. Voyez *Voirie (Grande)*.

CONTREBANDE. Voyez *Douanes*.

CONTRIBUABLES. Voyez *Comptabilité communale*.

CONTRIBUTIONS des communes. Voyez *Budgets communaux*.

CONTRIBUTIONS directes. Les frais de perception doivent être compris dans les rôles, indépendamment des centimes additionnels affectés aux dépenses municipales, t. I, p. 108. — Emploi des dix centimes additionnels au principal de la contribution des portes et fenêtres, t. I, p. 303. — Les perceptions additionnelles à l'octroi, destinées au remplacement des contributions mobilière et somptuaire, ne sont passibles d'aucune des retenues faites au profit du trésor public, t. II, p. 55.

CONTRIBUTIONS indirectes. Voyez *Droits réunis*.

**CONVOIS militaires.** Règlement pour le transport des condamnés civils par leur entremise, t. I, p. 448. — Nécessité des registres de feuilles de route et mandats délivrés aux troupes en marche, que les sous-préfets doivent envoyer aux commissaires des guerres, t. III, p. 52.

**CORPORATIONS.** Formalités à remplir pour obtenir des armoiries, t. II, p. 148; — pour être autorisées à reprendre leurs anciennes, ou pour en obtenir de nouvelles, t. II, p. 556.

**CORPS constitués.** Aucun corps civil ou militaire ne peut décerner aucun don, hommage ou récompense, sans l'autorisation de Sa Majesté, t. III, p. 85.

**CORRECTION (Maisons de).** Voyez *Prisons*.

**CORRESPONDANCE (Franchise de).** Voyez *Postes*.

**CORSE.** Les réfugiés de cette île ne sont pas appelés à la participation des secours accordés aux colons, t. I, p. 72.

**CÔTES.** Les phares, fanaux, feux, &c., placés sur les côtes, sont réunis aux attributions du ministère de l'intérieur, t. I, p. 474.

**COTON.** Voyez *Douanes*.

**COTONS filés.** Prolongation du délai accordé pour l'application de la marque et du numéro de fabrication, t. III, p. 391. — Envoi aux préfets de l'ordonnance du Roi qui règle le mode de dévidage et d'enveloppe des cotons filés, t. III, p. 448. — Instruction arrêtée par le ministre pour l'application de la marque et du numéro de fabrication, t. III, p. 449. — Tables de numérotage, t. III, p. 455. — Nouvelle prorogation du terme de rigueur accordé pour la mise à exécution du nouveau mode, t. III, p. 545. — Modifications apportées à quelques détails d'exécution, *ibid.* — Mesures à prendre pour la répression de la fraude en matière de cotons filés et de tissus de coton, t. IV, p. 43.

**COUPES de bois.** Voyez *Bois*.

**COUR des comptes.** Vérifie et arrête les comptes des receveurs des communes dont les revenus s'élèvent à 10,000 francs, t. III, p. 194. — Est saisie de l'examen des comptabilités sur lesquelles il s'élèverait des contestations après les arrêtés pris par les préfets, t. III, p. 217.

**COURS d'eau.** Marche à suivre pour les demandes tendant à obtenir l'autorisation nécessaire pour l'établissement d'usines, écluses, &c., t. I, p. 15. — Examen des obstacles que la navigation pourrait y rencontrer, et des titres de propriété des usines et établissemens formés sur leurs bords, t. I, p. 51. — Demande de leurs plans par département, t. I, p. 73. — Mode de confection de ces plans, *ibid.*

**COURSES de chevaux.** Règlement pour les courses et les prix à distribuer, t. I, p. 484. — Augmentation du nombre des courses et des prix, t. III, p. 539. —

Nouveau règlement, *ibid.* — Tarif du poids que les chevaux doivent porter en raison de leur taille, t. III, p. 544.

COURTIERS de navires. Instructions sur leurs fonctions et leurs droits, t. III, p. 273. — Doivent être seuls admis pour truchemens, lorsque les capitaines ne parlent pas français, t. III, p. 402.

CRÉANCIERS des hospices. Liquidation de leurs créances, t. I, p. 24.

CUIRS. Avantages d'un nouveau procédé pour le suiffage des cuirs destinés à être hongroyés, t. I, p. 490.

CUIVRE coulé (Fondeurs de). Compris dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

CULTE catholique. Remise des édifices nécessaires à l'exercice du culte et au logement de ses ministres, t. I, p. 196. — Dangers des controverses et discussions théologiques, soit dans les conversations, soit par écrit, t. I, p. 210. — Formule à employer par les évêques à la tête des instructions pastorales et autres actes de même nature, t. I, p. 211. — Les archevêques et évêques démissionnaires, ou non employés dans la nouvelle organisation, ne peuvent porter la croix pastorale ni le costume affecté aux évêques en exercice, t. I, p. 212. — Les évêques sont invités à faire cesser la célébration des fêtes supprimées, t. I, p. 252. — Rappel à l'exécution des lois qui prohibent les associations religieuses, *ibid.* — Arrêté relatif à l'établissement ou à la réparation des bâtimens destinés au culte, et aux moyens de subvenir à ces dépenses, t. I, p. 255. — Les conseils généraux et municipaux ont la faculté de voter différentes dépenses pour les frais du culte, t. I, p. 266. — Aucune cérémonie religieuse ne peut avoir lieu hors des édifices consacrés au culte catholique dans les villes où il y a une église protestante consistoriale, *ibid.* — Fixation des frais du culte, et solution de plusieurs questions relatives au maintien ou au rétablissement de son exercice dans les hospices, t. I, p. 297. — Les fondations pour messes obituaires et services religieux appartiennent aux fabriques, t. I, p. 306. — Les chapelles domestiques et les oratoires particuliers ne peuvent être établis sans une permission expresse du Gouvernement, t. I, p. 327. — Règlement du sort des desservans, t. I, p. 330. — Mesures à prendre pour une nouvelle circonscription des succursales, *ibid.* — Les églises et presbytères qui ont été abandonnés aux communes doivent être considérés comme propriétés communales, t. I, p. 365. — Envoi aux préfets du décret qui règle le sort des desservans, t. I, p. 366. — Emploi des biens et rentes non aliénés provenant des anciennes fabriques des métropoles, cathédrales et collégiales, *ibid.* — Mode de paiement du traitement des curés et desservans, t. I, p. 427. — Le produit de la vente ou de la démolition des églises et presbytères, non employé, peut être appliqué à l'entretien ou à la réparation des églises et presbytères conservés, t. I, p. 435. — Précautions à prendre pour la concession des églises et presbytères supprimés, t. I, p. 438. — Les évêques et les pasteurs doivent



user de leur influence pour assurer l'exécution des lois relatives à l'état civil, t. I, p. 451. — Réglemens pour le service des morts dans l'intérieur des églises, t. I, p. 452. — Les ecclésiastiques exerçant un emploi qui exige la résidence et le serment sont dispensés de la tutelle dans les départemens autres que celui où ils exercent, t. I, p. 492. — Les évêques sont invités à réunir la cure de l'église métropolitaine au chapitre, t. II, p. 21. — L'enregistrement des délibérations des communes qui fixent ou qui augmentent le traitement en faveur de leur curé ou desservant n'est pas obligé, t. II, p. 42. — Les évêques sont invités à s'occuper de la circonscription des succursales et de l'établissement des chapelles et annexes qui seraient reconnues nécessaires, t. II, p. 56. — Rang des maires et adjoints dans les cérémonies religieuses, t. II, p. 58. — Instructions pour la formation d'un tableau indiquant, par département, les succursales dont le nombre a été fixé par les décrets, t. II, p. 59. — Demande aux évêques de renseignemens sur les sommes reçues des fidèles, sur la situation financière des séminaires et sur les donations faites à des ecclésiastiques, t. II, p. 61; = de leurs vues sur la rédaction d'une liturgie uniforme pour toutes les églises de France, t. II, p. 62. — Le catéchisme approuvé par le Gouvernement doit seul être enseigné dans tous les diocèses, t. II, p. 63. — Demande aux évêques d'un état, par semestre, du personnel de leur diocèse, t. II, p. 67. — Les sommes allouées dans les budgets des communes pour traitemens des desservans doivent cesser d'être payées aussitôt que le traitement sera acquitté par le trésor public, *ibid.* — Les évêques doivent veiller à l'exécution des lois de l'Eglise et de l'Etat relatives aux fêtes supprimées, t. II, p. 89. — Demande aux évêques d'une liste de trois curés de seconde classe dont l'un doit être élevé à la première classe, t. II, p. 93. — Circonscription des trente mille succursales comprenant la totalité des communes de la France, t. II, p. 98. — Demande aux évêques de renseignemens sur les étudians qui se destinent à l'état ecclésiastique, t. II, p. 136; = sur le personnel des diocèses, *ibid.* — Formalités à remplir pour l'érection des chapelles, t. II, p. 141. — Pour l'érection des annexes, t. II, p. 142. — Rapports des chapelles et annexes avec la cure, t. II, p. 143. — Instruction générale sur la comptabilité des dépenses ecclésiastiques, t. II, p. 150. — Fonds et ordonnances, *ibid.* — Mode de paiement, t. II, p. 151. — Formalités exigées pour la régularité des paiemens, t. II, p. 153. — Époque à laquelle les traitemens commencent à courir, t. II, p. 154. — Déduction des traitemens et pensions en cas de cumul, t. II, p. 155. — Vacances, t. II, p. 156. — Reddition de compte, *ibid.* — Demande aux évêques d'un état des desservans autorisés à biner, t. II, p. 173. — Envoi aux évêques du décret qui déclare loi générale de l'Etat l'édit de 1682 sur la déclaration du clergé de France, t. II, p. 175. — Formalités à remplir pour les demandes en érection de chapelles ou d'annexes, t. II, p. 190, 283. — Les communes doivent pourvoir aux dépenses des fabriques paroissiales, et les départemens à celles des églises cathédrales, qui n'ont pas de revenus suffisans, t. II, p. 256. — Allocation aux budgets communaux pour les frais de culte, t. II, p. 343. — Moyens de subvenir aux



dépenses d'acquisitions et réparations des édifices, t. II, p. 352. — Nécessité pour les communes d'acquiescer des presbytères, t. II, p. 353. — Fixation du nombre de prêtres et de vicaires habitués à chaque église, t. II, p. 375. — Fixation et mode de paiement de leur traitement, *ibid.* — Les évêques sont invités à s'occuper de l'organisation du service vicarial, t. II, p. 416. — Demande aux évêques de leurs observations sur les moyens de composer, d'une manière convenable, les maîtrises et les chœurs de musique, t. II, p. 446. — Fixation du traitement des vicaires, t. II, p. 455. — Les fêtes supprimées ne doivent pas être indiquées, dans les *ordo*, autrement que les autres jours non fériés, et les fêtes transférées ne doivent l'être qu'aux dimanches auxquels elles ont été transférées, t. II, p. 487. — Instruction sur la conservation et l'administration des biens du clergé, t. II, p. 492. — Envoi d'un modèle de compte de la recette et de la dépense des séminaires, *ibid.* — Création de bureaux d'administration, *ibid.* — Suppression du prélèvement du dixième des revenus fonciers communaux pour le culte, t. II, p. 567. — La portion non employée de ce fonds est comprise parmi les fonds généraux du trésor, *ibid.* — Le traitement des vicaires généraux et chanceliers court à compter du jour de leur nomination, t. III, p. 2. — Augmentation du crédit accordé pour les dépenses du clergé, t. III, p. 83. — Modifications apportées à la comptabilité de ces dépenses, *ibid.* — Un supplément de 200 fr. par an est accordé aux desservans chargés provisoirement du service de deux succursales, t. III, p. 85. — Demande aux évêques de l'envoi annuel de l'état des mutations arrivées parmi les desservans qui exercent dans les succursales, t. III, p. 94. — Vicaires ayant droit à l'indemnité de 250 francs, t. III, p. 256. — Cette somme, accordée sous le titre de *secours*, doit être payée sans aucune déduction pour la pension, t. III, p. 298. — Demande aux évêques de renseignemens sur les églises ouvertes en vertu d'autorisations des supérieurs diocésains, et sans que leur érection ait été approuvée par décrets ou par ordonnances royales, t. III, p. 474. — Invitation aux conseils généraux de voter sur les centimes facultatifs des indemnités aux évêques, aux vicaires-généraux, &c., en remplacement des supplémens de traitement supprimés par la loi, t. III, p. 492. — Explications sur le sens dans lequel doit être entendue l'autorisation régulière que la loi sur le recrutement exige des élèves ecclésiastiques pour leur accorder la dispense du service militaire, t. IV, p. 38. — Instructions sur l'ensemble du système établi par les lois de finances pour l'acquittement des dépenses diocésaines, t. IV, p. 67. — Règles à suivre pour la rédaction des plans et devis et pour l'exécution des travaux des édifices diocésains, t. IV, p. 94. — Demande aux évêques de renseignemens sur le personnel du clergé et sur les séminaires de leurs diocèses, t. IV, p. 117. — Avantages accordés aux ecclésiastiques qui se rendent dans les colonies, t. IV, p. 131. — Instruction sur l'exécution des lois et ordonnances relatives aux dépenses diocésaines, t. IV, p. 143. — Demande aux préfets d'une liste des vicariats de leurs départemens, occupés ou vacans, t. IV, p. 148. — Nouvelles observations sur l'urgence des dépenses diocésaines, t. IV, p. 150. — Traitement des vicaires généraux, t. IV, p. 151. — Communication aux évêques de

ces observations, t. iv, p. 155. — Augmentation de l'indemnité annuelle accordée aux vicaires, et du secours alloué pour les curés et desservans en retraite, ainsi que pour les anciennes religieuses, t. iv, p. 159. — Demande aux préfets de tableaux indiquant les églises monumentales qui seraient susceptibles d'être réparées, t. iv, p. 165.

**CULTE israélite.** Les dispositions du décret sur les sépultures relatives aux fabriques et consistoires ne s'appliquent pas aux personnes qui professent la religion juive, t. i, p. 442. — Les demandes en dégrèvement ou en réduction des taxes sont jugées en conseil de préfecture, t. ii, p. 288. — Les redevables portés sur les rôles dressés par les consistoires départementaux peuvent être poursuivis par voie de contrainte, t. ii, p. 388. — Les receveurs des contributions directes sont chargés du recouvrement des sommes destinées au culte, t. iii, p. 2.

**CULTES protestans.** Demande des renseignemens nécessaires pour l'organisation du culte, t. i, p. 213. — Renseignemens qui doivent accompagner les propositions de nomination de pasteurs, t. i, p. 272. — Fixation du traitement alloué aux pasteurs des églises consistoriales, et mode de paiement de ce traitement, t. i, p. 320. — Fixation de leur costume, t. i, p. 322. — Formalités à remplir lors des changemens et des démissions, t. i, p. 432. — Décret portant que les oratoires sont annexés à l'église consistoriale la plus voisine de chacun d'eux, *ibid.* — Les préfets doivent toujours être consultés dans le choix des ministres, t. i, p. 450. — Les présidens des églises doivent informer exactement le ministère de l'époque précise du décès des pasteurs, *ibid.* — Les communes sont autorisées à procurer aux ministres un logement et un jardin, t. i, p. 451. — Cas dans lesquels les supplémens de traitement seront à la charge des communes, *ibid.* — Conditions nécessaires pour être nommé pasteur, t. ii, p. 21. — Modifications apportées à la comptabilité des dépenses, t. iii, p. 93. — Époque jusqu'à laquelle doit être payé le traitement des pasteurs, dans les cas de démission et de mutation, t. iii, p. 282. — Le diplôme de bachelier en théologie est exigé des candidats appelés pour la première fois aux fonctions de pasteurs, t. iv, p. 45. — Formalités à remplir pour l'obtention des bourses et demi-bourses fondées dans les séminaires, t. iv, p. 160.

**CULTES.** Toutes les attributions de l'ancien ministère des cultes, autres que les nominations du clergé catholique, sont réunies au ministère des cultes, t. iii, p. 57.

**CUMUL.** Un ecclésiastique remplissant des fonctions dans deux places salariées par le Gouvernement ne peut cumuler les deux traitemens, à moins d'une décision particulière, t. ii, p. 155.

**CUMULATION de traitemens.** Voyez *Traitemens*.

**CURÉS.** Mode de paiement de leur traitement, t. i, p. 427. — Demande aux

évêques d'une liste de trois curés de seconde classe ; dont l'un doit être élevé à la première classe , t. II, p. 93. — Sont membres de droit des comités cantonaux chargés de la surveillance des écoles primaires , t. III, p. 47. — Augmentation des secours alloués aux curés en retraite , t. IV, p. 159. Voyez *Culte catholique*.

## D

**DÉCÈS** ( Actes de ). Voyez *État civil*.

**DÉCOUVERTES**. Voyez *Brevets d'invention*.

**DÉFRICHEMENS**. Inconvéniens de leur multiplication , t. I, p. 8, 32. — Mesures à prendre pour suppléer à l'insuffisance des moyens des communes qui possèdent des landes , t. III, p. 277. — Propositions à soumettre sur cet objet aux conseils généraux et aux conseils d'arrondissement , t. III, p. 300. — Mesures à prendre par les préfets pour les encourager , t. IV, p. 2.

**DELPIT**. Nommé membre de la commission pour les eaux minérales , t. IV, p. 47.

**DÉPARTEMENTAUX** ( Fonds ). Voyez *Fonds départementaux*.

**DÉPENSES des communes**. Voyez *Budgets communaux*, *Comptabilité communale*.

**DÉPENSES fixes et variables des départemens**. Ordre à suivre dans la délivrance des mandats de paiement pour l'épuisement des crédits mensuels ouverts par les ordonnances du ministère , t. I, p. 282. — Mode de proposition et de paiement , t. III, p. 36. Voyez *Fonds départementaux*.

**DÉPORTÉS**. Doivent être transférés à la prison du Mont-Saint-Michel , t. III, p. 256. —

**DÉPÔTS de mendicité**. Travaux à établir pour occuper les individus qui y sont renfermés , t. I, p. 17. — Établissements de pharmacie à leur usage , t. I, p. 36. — Avis de l'école de médecine de Paris sur cet objet , t. I, p. 37. — Texte du projet de pharmacie , t. I, p. 39. — Aperçu du prix d'une collection de médicamens pour cinquante malades , t. I, p. 42. — Mesures à prendre pour l'établissement d'un dépôt dans chaque département , t. II, p. 92. — Règlement d'administration du régime intérieur , t. II, p. 111. — Améliorations à y introduire , t. II, p. 112. — Arrestation des mendiants , t. II, p. 116. — Surveillance et inspection des dépôts , t. II, p. 117. — Direction économique et temporelle , t. II, p. 118. — Réception des mendiants , t. II, p. 119. — Naissances, testamens, décès et inhumations , t. II, p. 121. — Composition des lits et couchers, et de leurs accessoires , t. II, p. 122. — Lits des malades à l'infirmerie , t. II, p. 123. — Habillement et vestiaire , *ibid.* — Régime alimentaire , t. II, p. 124. — Régime des mendiants malades à l'infirmerie , t. II, p. 125. — Service de santé , t. II, p. 127. — Exer-



cice du culte, t. II, p. 128. — Nomination des préposés et fixation de leurs traitemens, t. II, p. 129. — Sûreté, propriété et salubrité, *ibid.* — Ateliers et travaux, t. II, p. 131. — Recette, dépense et comptabilité, t. II, p. 132. — Comptes et budgets, *ibid.* — Ordre, police et correction, t. II, p. 134. — Les mendians doivent être couchés seuls dans un lit, t. II, p. 135. — Séparation des hommes et des femmes, *ibid.* — L'établissement des dépôts ne peut donner lieu à aucune diminution des lits dans les hospices, t. II, p. 161. — Abus à réprimer dans leur organisation, *ibid.* — Allocation aux budgets communaux pour leur service, t. II, p. 341. — Quantité de combustible à accorder aux employés, t. II, p. 549. — Objets mobiliers à accorder aux employés, t. II, p. 552. — Économies à apporter dans l'administration, et réduction des dépenses, t. II, p. 581. — Tableau des traitemens fixés au *maximum*, pour les différens dépôts, en raison du nombre des reclus, t. II, p. 584. — Mode de paiement du traitement des employés, t. II, p. 586. — Il doit être pourvu à leurs dépenses sur les fonds départementaux, t. III, p. 44. — Mesures à prendre pour assurer l'existence et améliorer le sort des dépôts, t. III, p. 171.

DÉPÔTS de sciences et arts. Voyez *Établissemens scientifiques*.

DÉPÔTS de sûreté près des justices de paix. Voyez *Justices de paix*.

DÉPÔTS d'étalons. Voyez *Haras*.

DÉSERTEURS. Sont mis à la disposition de l'administration des ponts et chaussées, pour être employés aux travaux publics, t. II, p. 22. — Concours des fonctionnaires civils dans les poursuites à diriger contre eux, t. III, p. 475. — Mesures à prendre pour réprimer la désertion, t. III, p. 480. — Conventions conclues avec la Sardaigne pour leur extradition, t. IV, p. 116.

DÉSINFECTION de l'air. Instructions sur des procédés nouveaux, t. I, p. 359.

DÉSINFECTION (Appareils de). Voyez *Contagion*.

DESSÈCHEMENT des marais. Demande aux préfets d'une notice sur les marais existant dans chaque département, t. II, p. 81. — Le dessèchement des marais est réuni aux attributions de l'administration générale des ponts et chaussées, t. II, p. 258. — Demande aux préfets de leurs observations sur la marche adoptée et sur les améliorations dont ils la jugeraient susceptible, *ibid.* — Mesures à prendre pour suppléer à l'insuffisance des moyens des communes qui possèdent des marais, t. III, p. 277. — Propositions à soumettre sur cet objet aux conseils généraux et aux conseils d'arrondissement, t. III, p. 300. — Mesures à prendre par les préfets pour les encourager, t. IV, p. 3.

DESSERVANS. Envoi aux préfets d'un décret qui règle leur sort, t. I, p. 366. — Mode de paiement de leur traitement, t. I, p. 427. — Demande aux évêques d'un état de ceux autorisés à biner, t. II, p. 173. — Supplément de traitement accordé à ceux qui sont chargés provisoirement du service de deux succursales, t. III, p. 85. — Demande aux évêques de l'envoi annuel de l'état des mutations



arrivées parmi ceux qui exercent dans les succursales , t. III , p. 94. — Augmentation du secours alloué à ceux qui sont en retraite , t. IV , p. 159. Voyez *Culte catholique*.

**DESSIN linéaire.** Avantages et utilité de cette partie de l'art , t. III , p. 500. — Envoi d'un ouvrage de M. Francœur contenant les planches et explications nécessaires pour l'organisation d'un cours d'élémens de dessin , *ibid.*

**DESTRUCTION des loups.** Voyez *Loups*.

**DÉTENTION** (Maisons de). Voyez *Prisons*.

**DÉTENUS pour dettes.** Rapports qui doivent exister entre eux et les concierges des prisons , t. IV , p. 112.

**DÉTENUS pour dettes envers l'État.** Mode du paiement de leurs dépenses , t. II , p. 75.

**DETTE publique.** Instruction sur l'établissement des livres auxiliaires du grand-livre , t. III , p. 463.

**DETTES des communes.** Voyez *Budgets communaux* , *Comptabilité communale*.

**DETTES des hospices.** Voyez *Hospices*.

**DIGUES.** Marche à suivre pour obtenir l'autorisation nécessaire pour leur établissement sur les rivières et canaux , t. I , p. 15.

**DILLON** , ingénieur des ponts et chaussées. Son rapport sur la fixation des échelles métriques pour l'exécution des modèles et des plans relatifs au service de l'administration , t. II , p. 592.

**DOMAINE national.** Règlement relatif à l'exécution de la loi qui affecte aux besoins des hospices tous les domaines qui sont détenus ou usurpés par des particuliers , t. I , p. 149. — Désignation de ceux des biens appartenant aux communes , dont le Gouvernement s'est chargé d'acquitter les dettes , qui sont susceptibles d'être réunis au domaine , t. I , p. 354. — Abandon aux communes des halles dont le domaine est en possession , t. I , p. 448. — Propriétés susceptibles d'être réunies au domaine national , t. I , p. 449. — Les titres déposés aux archives départementales peuvent être confiés aux agens des domaines , t. I , p. 493. — Les églises et presbytères qui , après avoir été aliénés , sont rentrés dans la main du domaine pour cause de déchéance , sont restitués aux fabriques , t. II , p. 241. — Les biens des communes réunis au domaine continueront d'être vendus comme les autres domaines nationaux , t. II , p. 384. — Mesures à observer pour la vente des forêts domaniales qui renferment des mines et minières , t. II , p. 529. — Indemnités à allouer aux ingénieurs des mines sur les produits des exploitations domaniales , *ibid.*

**DOMICILE politique.** Modèle de déclaration de changement , t. III , p. 199. — Cas dans lequel un fonctionnaire qui arrive dans un département doit être

considéré comme y ayant son domicile réel, t. III, p. 200. — Solution de plusieurs questions y relatives, pour l'application de la loi des élections, t. III, p. 251. Voyez *Élections*.

**DONATIONS.** Instruction sur l'exécution de la loi relative à celles faites en faveur des pauvres et des hospices, t. I, p. 316.

**DONS aux communes, aux hospices, &c.** Voyez *Communes, Hospices, &c.*

**DOUANES.** Mesures à prendre contre les manufactures établies dans le rayon des douanes, t. I, p. 419; = contre les moulins situés à l'extrême frontière, t. I, p. 428. — Facilités accordées aux fabricans pour l'application d'une marque et d'un numéro aux tissus de manufactures françaises, t. III, p. 197. — Primes de sortie sur les tissus de coton, *ibid.* — Demande aux préfets de leurs observations sur des projets de tarif des douanes et de réglemant de navigation, t. III, p. 329. — Mesures à prendre pour la répression de la fraude en matière de cotons filés et de tissus de coton ou de laine, t. IV, p. 43. Voyez *Industrie française, Fabriques, &c.*

**DROITS en faveur des pauvres.** Voyez *Pauvres*.

**DROITS réunis.** Les hospices exploitant leurs vignes ne peuvent prétendre qu'à l'exemption de droits accordée aux particuliers, t. I, p. 419. — Les concierges des prisons sont soumis aux inventaires prescrits par le réglemant sur les boissons, t. I, p. 465. — Mesures prescrites pour la vente du tabac dans l'intérieur des hôpitaux, prisons et autres établissemens publics, t. II, p. 284.

**DUNES.** Avantages de leur plantation en arbrisseaux ou herbes vivaces, pour fixer les sables, t. II, p. 100. — Mesures à prendre pour la plantation de toutes celles qui existent sur les côtes maritimes de la France, t. II, p. 243.

**DUTENS.** Envoi aux préfets de ses mémoires sur les travaux publics de l'Angleterre, t. III, p. 502.

## E

**EAUX minérales.** Exécution des lois concernant les établissemens d'eaux, t. I, p. 84. — Envoi aux administrations centrales d'un arrêté du Directoire relatif au service de ces établissemens, t. I, p. 83. — Fixation des prix, p. 84. — Les indigens doivent en recevoir gratuitement les secours, *ibid.* — Fonds sur lesquels les communes doivent pourvoir à ces dépenses, *ibid.* — Les préfets doivent tenir le ministre au courant du prix des eaux des sources situées dans leurs départemens, t. I, p. 230. — Emploi du produit, *ibid.* — Instruction sur l'exploitation des eaux appartenant soit à l'État, soit aux communes ou à des particuliers, t. I, p. 283. — Demande aux préfets d'un état détaillé des eaux existant dans chaque département, t. II, p. 2. — Création d'une commission chargée de recueillir tous les documens sur les eaux, et de rechercher les

moyens d'améliorer les établissemens thermaux, t. iv, p. 46. — Nomination des membres de cette commission, t. iv, p. 47. — Demande de renseignemens aux médecins inspecteurs sur la nature et les qualités des différentes eaux, t. iv p. 48.

**ÉCHELLES métriques.** Rapport sur la fixation des échelles pour l'exécution des modèles et des plans relatifs au service des ponts et chaussées, t. ii, p. 592. — Tableau des échelles, t. ii, p. 594.

**ÉCHENILLAGE.** Exécution de la loi y relative, t. i, p. 60. — Époque à laquelle il faut s'en occuper, t. i, p. 61. — Compte à en rendre, *ibid.*

**ÉCLAIRAGE.** Allocation aux budgets communaux pour ce service, t. ii, p. 339.

**ÉCLUSES.** Marche à suivre pour obtenir l'autorisation nécessaire pour leur établissement sur les rivières et canaux, t. i, p. 15.

**ÉCOLE de médecine de Paris.** Son avis sur un projet de pharmacie à l'usage des dépôts de mendicité, t. i, p. 37.

**ÉCOLE normale élémentaire.** Voyez *Instruction publique*.

**ÉCOLE royale des mines.** Son rétablissement, t. iii, p. 244. Voyez *Mines*.

**ÉCOLES centrales.** Les professeurs et bibliothécaires sont invités à rédiger un annuaire pour chaque département, t. i, p. 66.

**ÉCOLES chrétiennes.** Voyez *Frères des écoles chrétiennes*.

**ÉCOLES clandestines.** Mesures à prendre pour les réprimer, t. iii, p. 548.

**ÉCOLES de droit.** Instruction approuvée par le ministre de la justice pour les écoles, t. ii, p. 7.

**ÉCOLES de garçons, de filles.** Voyez *Enseignement primaire, Instruction publique*.

**ÉCOLES royales d'arts et métiers.** Prospectus, t. iii, p. 331. — Conditions d'admission, t. iii, p. 332. — Pièces à fournir, t. iii, p. 333. — Division des départemens entre les deux écoles de Châlons et d'Angers, t. iii, p. 334. — Places d'élèves attribuées à la société d'encouragement pour l'industrie nationale, *ibid.* — Mode des présentations à faire au ministre, t. iii, p. 336. — Formes à observer dans les demandes de places accordées par le Roi, *ibid.* — Examen à subir par les élèves, t. iii, p. 337. — Emploi de la somme destinée aux frais de premier équipement, *ibid.* — Concession de plusieurs places gratuites à des fils de conducteurs des ponts et chaussées, t. iii, p. 395.

**ÉCOLES vétérinaires.** Les administrations centrales de département doivent choisir parmi les élèves les experts chargés de visiter les chevaux atteints ou soupçonnés de la morve, t. i, p. 3. — Les élèves doivent, avant leur admission, se fournir d'un uniforme complet, t. i, p. 184. — Les élèves entretenus aux frais du Gouvernement et brevetés sont obligés de résider dans leurs

départemens pendant six années, t. I, p. 352. — Fixation du trousseau à fournir par chaque élève, t. II, p. 107. — Différens objets dont les élèves doivent être pourvus, t. II, p. 163. — Règlement concernant les pensions à accorder aux employés, t. II, p. 182. — Fixation de l'époque de l'entrée dans les écoles des élèves à leurs frais, t. II, p. 377. — Instruction sur l'exécution d'un décret contenant une nouvelle organisation des écoles, t. II, p. 445. — Conditions à remplir par les médecins et maréchaux vétérinaires, t. II, p. 478.

**ÉCONOMIE rurale.** Voyez *Agriculture*.

**EDUCATION** (Maisons d'). Voyez *Enseignement primaire, Instruction publique*.

**EGLISES.** Les évêques sont invités à réunir la cure des églises métropolitaines au chapitre, t. II, p. 21. — L'entrée doit en être interdite aux enfans atteints de la petite vérole, t. II, p. 223. — Les départemens doivent pourvoir aux dépenses des cathédrales qui n'ont pas des revenus suffisans, t. II, p. 257. Voyez *Culte catholique, Fabriques, &c.*

**ÉLECTIONS.** Les collèges électoraux ne doivent s'occuper que des opérations pour lesquelles ils sont convoqués, t. III, p. 116. — Instructions sur la formation de la liste des électeurs, t. III, p. 154. — Modèle du registre à tenir à cet effet à la préfecture, t. III, p. 156. — Modèle de déclarations de changement de domicile, t. III, p. 199. — Éclaircissemens sur quelques difficultés soumises au ministre relativement à la formation du registre et de la liste des électeurs, t. III, p. 200. — Nouveau relevé des solutions des questions soumises au ministre, t. III, p. 251. — Instructions sur l'exécution de plusieurs dispositions de la loi, t. IV, p. 72. — Éclaircissemens sur plusieurs difficultés soumises au ministre relativement à l'exécution de la loi, t. IV, p. 79 et 85. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du Roi relative à la publication des listes électorales, t. IV, p. 92 et 97; = sur la formation de la liste des éligibles, t. IV, p. 105. — Rappel de l'obligation pour les électeurs de choisir la moitié au moins des députés parmi les éligibles ayant leur domicile politique dans le département, t. IV, p. 107. — Instructions sur l'article de la loi relatif aux délégations des venues, t. IV, p. 108; = relatif à la durée des scrutins, t. IV, p. 109. — Pièces à fournir par les députés nouvellement élus, t. IV, p. 114. — Formes à suivre pour la publication des listes électorales, t. IV, p. 154. — Envoi de modèle des listes destinées à servir pour le scrutin, t. IV, p. 162.

**ÉMIGRÉS.** Les biens désignés pour remplacer les biens aliénés des hospices, et qui appartenaient à des émigrés rayés ou amnistiés, doivent être regardés comme affectés à un service public, t. I, p. 272.

**ENCOURAGEMENTS.** Accordés pour les plantations et les semis, t. I, p. 10.

**ENFANS trouvés ou abandonnés.** Les amendes et confiscations attribuées par les lois aux hôpitaux et aux établissemens de bienfaisance seront exclusivement employées au paiement des mois de nourrice, t. I, p. 102. — Mode de recouvre-



ment et d'emploi de ces fonds, *ibid.* — Arrêté relatif à leur mise en apprentissage, t. I, p. 120. — Mesures à prendre pour détruire les abus existant dans les admissions, t. I, p. 130. — Fixation des mois de nourrice, *ibid.* — Causes à rechercher de l'augmentation du nombre et de la dépense des enfans trouvés, t. II, p. 179. — Formalités à observer pour l'admission, t. II, p. 180. — Instructions relatives aux dépenses des enfans trouvés, t. II, p. 260. — Dettes arriérées, t. II, p. 261. — Dépenses de l'année courante, t. II, p. 263. — Division des dépenses, *ibid.* — Frais de séjour et d'administration, et dépenses des layettes et vêtemens, *ibid.* — Répartition des fonds affectés aux mois de nourrice et aux pensions, t. II, p. 264. — Les hospices doivent pourvoir à la dépense des orphelins pauvres, ainsi qu'à celle des enfans délaissés dont les parens sont émigrés, disparus ou détenus, t. II, p. 265. — Moyens de pourvoir à l'insuffisance des fonds, t. II, p. 266. — Supplément à prélever sur les hospices non désignés pour recevoir les enfans, t. II, p. 267. — Supplément sur les affouages, *ibid.* — Désignation des hospices chargés de recueillir les enfans, t. II, p. 268. — Certificat des maires pour le paiement des mois de nourrice et des pensions, t. II, p. 269. — Inspection des enfans, *ibid.* — Fixation des mois de nourrice et pensions, t. II, p. 270. — Remise des enfans aux parens qui les réclament, *ibid.* — Etats à transmettre par les préfets, t. II, p. 271. — Allocation aux budgets communaux, t. II, p. 328. — Noms et prénoms à leur donner, t. II, p. 373. — Formalités à remplir par les parens pour obtenir la remise des enfans exposés et abandonnés par eux, t. II, p. 489. — Les états trimestriels des mouvemens et des dépenses des établissemens sont remplacés par des états annuels, t. III, p. 125. — Propositions à faire aux conseils généraux pour assurer le service, t. III, p. 174. — Moyens de pourvoir aux dépenses, t. III, p. 176. — Les préfets doivent présenter au conseil général un rapport détaillé sur la dépense présumée de ce service et sur les moyens d'y pourvoir, t. III, p. 320. — Mesures à prendre pour empêcher la substitution des enfans confiés à des nourrices, t. III, p. 365. — Moyens de pourvoir aux différentes dépenses du service, t. III, p. 491. — Les préfets doivent présenter aux conseils généraux, à l'ouverture des sessions, un rapport détaillé sur la dépense présumée pour le service et sur les moyens d'y pourvoir, t. IV, p. 70.

ENGAGEMENTS volontaires. Instruction sur les formes à suivre, t. III, p. 328. — Demande aux préfets d'un état annuel des engagements, t. III, p. 329. — Composition des états trimestriels que les préfets doivent adresser au ministère, t. III, p. 439.

ENREGISTREMENT. Les legs et donations en faveur des pauvres et des hospices ne sont assujettis qu'à un droit fixe d'un franc, t. I, p. 317. — Les procès-verbaux pour délits de grande voirie, doivent être enregistrés en débit, t. I, p. 400. — Les baux passés par les hospices sont admis à n'être enregistrés que dans les vingt jours de la date de l'approbation des préfets, t. II, p. 292. — Droit au-

quel sont sujets les marchés et adjudications dont le prix est payé sur les fonds du trésor, t. III, p. 321.

**ENRÔLEMENS volontaires.** Voyez *Engagemens volontaires*.

**ENSEIGNEMENT élémentaire.** — Mesures à prendre pour l'encouragement et la régularisation des écoles, t. III, p. 47. — Avantages des écoles d'instruction primaire, t. III, p. 114. — Les préfets sont invités à faire faire l'essai d'une nouvelle méthode et à protéger les établissemens qui se formeraient d'après cette méthode, *ibid.* — Les frères de la doctrine chrétienne ne peuvent se dispenser de se pourvoir du brevet et de l'institution nécessaires pour enseigner, t. III, p. 403. — Nouvelles instructions concernant la surveillance à exercer par les autorités sur les écoles de filles, et la nécessité d'étendre à ces écoles les dispositions de l'ordonnance du Roi relative à l'enseignement élémentaire, t. III, p. 443. — Envoi aux préfets du modèle d'un état à adresser tous les ans au ministre sur la situation de l'enseignement dans chaque commune, t. III, p. 470. — Tous les instituteurs doivent, sans exception, se pourvoir d'une autorisation du recteur, t. III, p. 479. — Solution de plusieurs nouvelles questions soumises par des préfets relativement aux écoles de filles, t. III, p. 494. — Mesures à prendre contre les écoles clandestines, t. III, p. 548. — Dispositions applicables à toutes les écoles, sans exception, *ibid.* — Mesures à prendre pour apporter des améliorations dans le régime des maisons d'éducation de filles, t. IV, p. 51. — Instructions sur l'exécution des différens actes du Gouvernement relatifs aux écoles, t. IV, p. 103. — Création de comités de surveillance, t. IV, p. 104. — Conditions exigées des maîtresses de pensions de filles, t. IV, p. 111. — Institution d'une école normale élémentaire, destinée à former des maîtres pour les écoles d'enseignement mutuel, t. IV, p. 130. Voyez *Instruction publique*.

**ENTREPÔT.** La perception, sous le nom d'indemnité, sur les boissons ou marchandises en entrepôt, fait partie des revenus des villes, t. II, p. 240.

**ENTREPRENEURS des travaux publics.** Marche à suivre par leurs créanciers pour les oppositions sur les fonds qui leur reviennent, t. I, p. 461. — Clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées, t. II, p. 272.

**ENTRETIEN des routes.** Voyez *Ponts et Chaussées*.

**EPARGNES.** Voyez *Caisse d'épargnes*.

**ÉPIDÉMIES.** Instructions sur des moyens de désinfecter l'air, de prévenir la contagion et d'en arrêter les progrès, t. I, p. 359; = sur la marche à suivre pour leur traitement, t. I, p. 371. — Dangers de l'usage trop fréquent d'annoncer les agonies et les morts par le son des cloches pendant les épidémies, t. I, p. 436. — Il doit y avoir dans chaque arrondissement, sous le titre de *médecin des épidémies*, un médecin chargé spécialement d'en suivre le traitement, t. II,

p. 480. — Mesures à prendre lorsqu'une épidémie se déclare, *ibid.* — Devoirs des médecins, t. II, p. 482. — Indemnités auxquelles ils ont droit, *ibid.* Les préfets peuvent faire acquitter directement les frais de traitement sans l'approbation du ministre, t. III, p. 68.

ÉPIZOOTIES. Précautions à prendre contre la morve et plusieurs autres maladies contagieuses, t. I, p. 2. — Déclaration exigée des propriétaires de chevaux atteints ou soupçonnés, t. I, p. 3. — Choix des experts chargés de les visiter, *ibid.* — Mesures de rigueur propres à prévenir le développement, *ibid.* — Caractère distinctif, t. I, p. 5. — Causes, *ibid.* — Conduite à tenir à l'égard des chevaux suspects, *ibid.* — Des chevaux affectés, *ibid.* — Désinfection des écuries et des ustensiles qui leur ont servi, *ibid.* — Communication aux préfets d'un rapport de la société d'agriculture du département de la Seine sur les causes et le traitement d'une maladie qui attaque les bœufs dans divers départemens méridionaux, t. I, p. 306. — Instruction sur des moyens de désinfecter l'air, de prévenir la contagion et d'en arrêter les progrès, t. I, p. 359. — Avis du conseil d'état sur l'utilité et les avantages des compagnies d'assurance mutuelle, t. II, p. 171. — Précis sur l'épizootie qui s'est déclarée, en 1810, sur les bœufs, dans la vallée d'Auge, département du Calvados, t. II, p. 215. — Précautions à prendre contre une épizootie régnante, t. II, p. 505. — Nouvelles mesures de précaution, t. II, p. 558. — Moyens de les prévenir, t. III, p. 369. — Les préfets sont autorisés à faire acquitter directement les frais de traitement, jusqu'à concurrence de 100 francs, t. III, p. 529.

ÉTABLISSEMENS de bienfaisance et de charité. Liquidation de leurs dettes, t. I, p. 24. — Les amendes et confiscations attribuées par les lois à ces établissemens seront exclusivement employées au paiement des mois de nourrice des enfans abandonnés, t. I, p. 102. — Mode de recouvrement et d'emploi de ces fonds, *ibid.* — Doivent être réintégrés dans la jouissance de ceux de leurs biens aliénés dont les acquéreurs ont encouru la déchéance, t. I, p. 116. — Mesures prescrites pour l'exécution de l'arrêté portant que les biens et revenus des filles de charité seront réunis à l'administration des propriétés des pauvres, t. I, p. 175. — Etablissement de bureaux de bienfaisance, t. I, p. 179. — Distribution des secours à domicile, *ibid.* — Instruction de l'école de médecine de Paris qui fixe l'étendue des fonctions qui peuvent être confiées sans danger aux sœurs de charité au sujet de l'exercice de la pharmacie, t. I, p. 192. — Pharmacopée à l'usage des établissemens, t. I, p. 271. — Arrêté qui autorise les trones et quêtes à leur profit dans les temples et autres lieux publics, t. I, p. 280. — Instruction sur la recette et la perception des revenus, t. I, p. 301. — Les revenus doivent être régis par des comptables responsables, t. I, p. 302. — Instruction sur un arrêté du Gouvernement relatif aux remboursemens qui leur ont été faits à diverses époques, t. I, p. 314 ; = sur l'exécution de la loi relative aux legs et donations en leur faveur, t. I, p. 316. — Sont maintenus dans la jouissance des rentes découvertes par eux, t. I, p. 322. — Les concessions de



terrains dans les lieux de sépulture ne peuvent être faites qu'à la charge de donations en leur faveur, t. I, p. 325. — Cas dans lesquels les receveurs peuvent consentir, par voie de conciliation, la main-levée des oppositions, la radiation, le changement ou la limitation des inscriptions, t. I, p. 337. — Marche à suivre pour leur donner connaissance des legs et donations qui les concernent, t. I, p. 364. — Règles à suivre pour la nomination et le renouvellement des administrations gratuites, t. I, p. 369. — Instruction sur l'exécution d'un décret relatif à la reddition et l'apurement des comptes, t. I, p. 403. — Texte de ce décret, t. I, p. 404. — Exemption de patente accordée aux médecins, chirurgiens, &c., attachés au service des établissemens, t. I, p. 417. — Les billets d'entrée *gratis* dans les salles de spectacle, bals, concerts, &c., ne sont pas assujettis au paiement de la taxe au profit des pauvres, t. I, p. 418. — Mode à suivre pour les constructions ou reconstructions à faire soit en dehors, soit dans l'intérieur des bâtimens, t. I, p. 430. — L'usage exclusif du nouveau système métrique est prescrit aux administrations, t. I, p. 432. — Les administrateurs peuvent recevoir à rente viagère, sur l'autorisation des préfets, les capitaux qui leur seront offerts, jusqu'à concurrence de 500 francs, t. I, p. 459. — Les établissemens mis en possession de biens et rentes chargés précédemment de fondations pour quelque service religieux doivent continuer le paiement de ces services aux fabriques des églises, *ibid.* — Les fondateurs et bienfaiteurs qui s'étaient réservé le droit de concourir à l'administration des établissemens qu'ils avaient enrichis sont rétablis dans l'exercice de ce droit, t. I, p. 468. — Aucun établissement ne peut exister sans une autorisation expresse du Gouvernement, t. I, p. 474. — Les administrateurs ne peuvent régir ni exploiter eux-mêmes aucune des propriétés des établissemens sans y être autorisés, t. II, p. 167. — Mode d'exploitation des vignes et des vergers, t. II, p. 168 ; = des bois, *ibid.* — Les capitaux remboursés doivent être employés en rentes sur l'État, t. II, p. 214. — Marche à suivre pour cet emploi des capitaux libres, t. II, p. 476. — Modifications apportées à la marche à suivre pour l'acceptation des dons et legs, t. II, p. 513. — Instruction concernant les comptes à rendre par les receveurs, t. III, p. 33 ; = sur la vérification de la comptabilité par les inspecteurs des finances, et sur la reddition des comptes, t. III, p. 69. — Les inspecteurs des finances ne doivent vérifier les caisses que sur la demande des autorités locales, t. III, p. 118. — L'autorisation du Roi est nécessaire pour l'acceptation des dons et legs faits à des personnes tierces pour en attribuer le montant aux pauvres, t. III, p. 157. — Les comptes sont apurés et arrêtés définitivement par les préfets en conseil de préfecture, t. III, p. 217. — La cour des comptes est saisie de l'examen des comptabilités sur lesquelles il s'élèverait des contestations après les arrêtés pris par les préfets, *ibid.* — Nouveau mode de vérification des comptes, et modifications introduites dans la comptabilité, t. III, p. 323. — Avantages de l'emploi des fonds libres en rentes sur l'État, t. III, p. 442. — Règlement pour les pensions à accorder aux employés, t. IV, p. 102. — L'entrée ne doit point être refusée aux individus non vaccinés, t. IV,



p. 161. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du Roi qui apporte diverses améliorations dans le service de l'administration, t. iv, p. 172.

**ÉTABLISSEMENS ecclésiastiques.** Formes à suivre pour les demandes en acceptation de dons et legs, et pièces à produire à l'appui, t. iii, p. 420. — Voyez *Fabriques*.

**ÉTABLISSEMENS militaires.** Fixation des attributions des officiers du génie, et de celles des ingénieurs des ponts et chaussées, pour la direction des travaux, t. ii, p. 347.

**ÉTABLISSEMENS publics.** Formalités à remplir pour obtenir le paiement des dépenses pour constructions et réparations des bâtimens qui en dépendent, t. i, p. 85. — Les baux précédemment passés en vertu des lois existantes sont exécutoires, t. ii, p. 51. — A l'avenir les baux doivent être passés devant notaire, *ibid.* — Peuvent accepter sans l'autorisation spéciale du Gouvernement les dons et legs dont la valeur n'excède pas 300 francs en capital, t. ii, p. 53. — Mesures prescrites pour la vente du tabac dans l'intérieur des établissemens, t. ii, p. 284. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du Roi relative aux coupes extraordinaires qui peuvent être accordées aux établissemens dans les quarts de réserve de leurs bois, t. iii, p. 218.

**ÉTABLISSEMENS qui répandent une odeur insalubre.** Voyez *Salubrité publique*.

**ÉTABLISSEMENS scientifiques.** Mode de nomination des directeurs et des conservateurs de dépôts de sciences et d'arts, t. ii, p. 588.

**ÉTABLISSEMENS sur les cours d'eau.** Examen des titres de leur propriété, t. i, p. 51. Voyez *Canaux, Rivières*.

**ÉTALONS.** Voyez *Haras*.

**ÉTAT (Détenus pour dettes envers l').** Mode de paiement de leurs dépenses, t. ii, p. 75.

**ÉTAT (Rentés sur l').** Voyez *Rentés sur l'État*.

**ÉTAT civil.** Solution de plusieurs questions relatives au mariage et à la paternité, t. i, p. 62. — Mesures à prendre pour le dépôt aux mairies du double des registres antérieurs à l'an 9, t. i, p. 142. — Les évêques sont invités à recommander aux curés et prêtres desservans d'assurer l'exécution des lois qui prescrivent l'inscription des actes de naissance sur les registres de l'état civil, t. i, p. 226. — Formalités à suivre pour l'inscription sur les registres des actes qui n'y ont pas été portés dans les délais, t. i, p. 231. — Envoi d'un exemplaire de formules pour les différens actes, t. i, p. 349. — Les évêques et les pasteurs doivent user de leur influence pour assurer la bonne tenue des registres, t. i, p. 451. — Mode de constater sur les registres l'état des enfans présentés sans vie à l'officier public, t. i, p. 461. — La signature des employés des mairies ne peut rendre les expéditions d'actes authentiques, t. ii, p. 47. — Les adjoints ne doivent point faire

d'actes en leur nom, t. II, p. 48. — Tout acte où il n'est pas fait mention de la délégation spéciale du maire est vicieux, *ibid.* — Fixation des droits d'expédition des actes, *ibid.* — Le décret relatif à cette fixation doit être affiché dans les bureaux ou lieux où les déclarations sont reçues, et dans les dépôts des registres, *ibid.* — Les tables alphabétiques des actes doivent être faites annuellement et refondues tous les dix ans, t. II, p. 49. — Les actes de décès des personnes mortes dans les hôpitaux doivent être reçus par les officiers de l'état civil, t. II, p. 106. — Réception des actes dans les dépôts de mendicité, t. II, p. 121. — Modèle de procès-verbal à mettre en tête de chaque registre, t. II, p. 185. — Franchise des paquets contenant des actes de décès d'individus morts dans les hôpitaux ou aux corps militaires, t. II, p. 294. — Formation des tables annuelles, t. II, p. 417. — Le paiement des tables décennales doit être imputé sur les fonds pour dépenses imprévues, t. II, p. 470. — Délivrance à crédit des papiers timbrés nécessaires pour les registres, t. II, p. 548. — Nécessité d'allouer des fonds aux budgets pour empêcher que cet abus ne se renouvelle, *ibid.* — Mesures prises pour la rectification des registres qui contiennent des irrégularités, et pour le remplacement de ceux qui auraient été détruits ou perdus, t. III, p. 249. Voyez *Mariage*, &c.

ÉTRANGERS. Mesures à prendre pour la remise aux différens corps des actes de décès des militaires étrangers morts en France, t. II, p. 505. — Les lettres de simple naturalisation donnent seulement le droit de voter dans les collèges électoraux, t. III, p. 201. — Les lettres de grande naturalisation sont nécessaires pour être éligible, *ibid.*

ÉVÊCHÉS. Instructions pour l'inventaire du mobilier des évêchés, t. III, p. 275. — Règlement concernant le prix, la composition, l'achat et l'entretien de l'ameublement, t. III, p. 425. — Règles à suivre pour la rédaction des plans et devis et pour l'exécution des travaux des édifices diocésains, t. IV, p. 94.

EVÊQUES. But de leurs visites dans les établissemens d'instruction publique, t. II, p. 3. — Touchent directement leur traitement à la caisse du payeur, t. II, p. 111. — Ne sont point tenus de marcher en cortège avec les autorités qui se rendent à l'église pour les cérémonies publiques, t. II, p. 289. — Les conseils généraux sont invités à leur voter des indemnités en remplacement des supplémens de traitement supprimés par la loi, t. III, p. 492. Voyez *Culte catholique*.

ÉVICTION des *usurpateurs de biens communaux*. Doit être poursuivie devant le conseil de préfecture, t. II, p. 158.

EXEMPTIONS de service. Voyez *Recrutement*, *Garde nationale*.

EXPERTS. Choix de ceux chargés de visiter les chevaux atteints ou soupçonnés de morve ou de toute autre maladie contagieuse, t. I, p. 3. — Les particuliers dénoncés comme ayant des animaux dans ce cas ne peuvent leur refuser l'en-

trée de leurs écuries, *ibid.* — Fonds sur lesquels doivent être payés ceux employés par les administrations pour le traitement de ces maladies, t. I, p. 4.

EXPLOITATION. Voyez *Bois*.

EXPORTATION des grains. Voyez *Grains*.

EXPOSITION publique des produits de l'industrie française (Annonce d'une), t. I, p. 22. — Conditions exigées pour y être admis, t. I, p. 23. Voyez *Industrie française*.

EXPROPRIATIONS pour cause d'utilité publique. Demande aux préfets d'un bordereau des sommes en provenant et qui sont versées à la caisse d'amortissement pour cause d'inscriptions hypothécaires ou d'oppositions, t. II, p. 369.

## F

FABRIQUES et *Manufactures*. Les chambres consultatives des arts et manufacture sont remplacées par des chambres spéciales pour les divers genres de fabrication, t. I, p. 490. — Mesures à prendre pour réprimer les vols de matières premières commis par les ouvriers auxquels on les confie, t. II, p. 18. — Formes à observer par les fabricans dans les notes qu'ils inscrivent sur les livrets des ouvriers, t. II, p. 162. — Les préfets doivent envoyer tous les mois au ministère une notice sur l'état des principales branches d'industrie de leur département, t. II, p. 281. — Les fabricans qui insèrent dans leurs marques le nom d'une commune autre que celle où sont placés leurs ateliers encourent la peine prononcée contre les faussaires en écriture privée, t. II, p. 409. — Le titre de la loi concernant les marques des fabriques relatif au savon de Marseille doit être affiché dans toutes les villes des fabriques t. II, p. 421. — Instruction sur l'exécution de l'article de la loi de finances relatif à l'application d'une marque et d'un numéro sur les tissus des manufactures de France, t. III, p. 110 ; = sur plusieurs articles de la loi des douanes relatifs à la marque des tissus français, t. III, p. 314. — Solution de plusieurs questions concernant l'exécution de la loi relative à l'apposition de la marque sur les tissus français, t. III, p. 380. — Prolongation du délai accordé pour l'application de la marque et du numéro de fabrication aux cotons filés, t. III, p. 391. — Nouvelle organisation du conseil général des manufactures, t. III, p. 507 et 514. Voyez *Industrie française*.

FABRIQUES des églises. Les biens et rentes des fabriques non aliénés ou transférés doivent leur être rendus, et ceux appartenant aux églises supprimées sont réunis aux biens des églises conservées dans l'arrondissement desquelles ils se trouvent, t. I, p. 289. — Envoi aux évêques de l'arrêté contenant ces dispositions, et demande d'un projet de règlement pour les fabriques chargées de veiller à la conservation des églises, &c., t. I, p. 291. — Les fondations pour messes obituaires et services religieux leur appartiennent, t. I, p. 306. —



N'ont aucun droit à réclamer la jouissance des rentes découvertes dont les hospices sont légalement en possession, t. I, p. 322. — Emploi des biens et rentes non aliénés provenant des anciennes fabriques des métropoles, cathédrales et collégiales, t. I, p. 366. — Réunion aux fabriques des biens et rentes non aliénés des anciennes confréries, t. I, p. 383. — Tous les biens et revenus rendus aux fabriques, qu'ils soient ou non chargés de fondations, doivent être administrés et perçus par les administrateurs des fabriques, t. I, p. 422. — Les hospices et bureaux de bienfaisance mis en possession de biens chargés précédemment de fondations pour des services religieux doivent en continuer le paiement aux fabriques des églises, t. I, p. 459. — Les églises et presbytères supprimés font partie des biens restitués aux fabriques, et sont réunis à celles des cures dans l'arrondissement desquelles ils se trouvent, t. I, p. 460. — Tous les biens des fabriques des églises supprimées appartiennent aux fabriques des églises auxquelles les premières sont réunies, t. I, p. 465. — Peuvent accepter sans l'autorisation spéciale du Gouvernement les dons et legs dont la valeur n'excède pas 300 francs en capital, t. II, p. 53 et 55. — Cette autorisation est inutile pour le remboursement des rentes qui leur étaient dues, t. II, p. 139. — Mode d'administration des fabriques, t. II, p. 191. — Les capitaux remboursés doivent être employés en rentes sur l'État, t. II, p. 214. — Restitution des maisons vicariales non aliénées ni concédées pour un service public, t. II, p. 240; = d'églises et de presbytères qui, après avoir été aliénés, sont rentrés dans la main du domaine pour cause de déchéance, t. II, p. 241. — Durée de l'exercice, t. II, p. 256. — Envoi d'un modèle de budgets, *ibid.* — Les communes doivent suppléer à l'insuffisance des revenus, *ibid.* — Nouvelles observations sur le règlement des budgets, t. II, p. 304. — Dépenses extraordinaires, t. II, p. 305. — Réparations, vases sacrés et ornemens, *ibid.* — Omission des revenus, *ibid.* — Énonciation des sommes à la charge des communes, *ibid.* — Nécessité de l'uniformité des budgets des fabriques avec ceux des communes, t. II, p. 306. — Dépôt du compte annuel au secrétariat de la mairie, *ibid.* — Modifications apportées à la marche à suivre pour l'acceptation des dons et legs, t. II, p. 513. — Demande aux préfets d'un tableau semestriel des donations et legs faits aux fabriques et aux autres établissemens ecclésiastiques, et dont l'acceptation aurait été autorisée par eux ou par les sous-préfets, t. II, p. 555. — Doivent tirer parti de toutes les ressources que les lois les autorisent à se procurer, t. III, p. 422. — Les préfets doivent dresser des tarifs pour les pompes funèbres dans toutes les paroisses qui en sont susceptibles, *ibid.* — Avantage de l'emploi des fonds libérés en rentes sur l'État, t. III, p. 442. Voyez *Culte catholique*.

**FAÏENCES** (Fabrique de). Comprises dans la seconde classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**FAILLITES**. Demande aux tribunaux de commerce d'un état, par quinzaine, des faillites ouvertes dans le ressort de chaque tribunal, t. II, p. 242.



- FAMILLES nombreuses.** Voyez *Population*.
- FANAUX.** Voyez *Phares*.
- FARCIN ( Le ).** Précautions à prendre contre cette maladie, t. 1, p. 3. V. *Epizootie*.
- FAUX.** Les fabricans qui insèrent dans leurs marques le nom d'une commune autre que celle où sont placés leurs ateliers, encourrent la peine prononcée contre les faussaires en écriture privée, t. 11, p. 409.
- FER.** Formalités à remplir pour les permissions pour l'établissement des usines destinées à le traiter, t. 1, p. 161. Voyez *Mines*.
- FER-BLANC (Fabriques de).** Comprises dans la troisième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. 11, p. 288.
- FERME.** Voyez *Octrois*, *Biens communaux*.
- FÊTES publiques.** Voyez *Spectacles*.
- FÊTES supprimées.** Voyez *Culte catholique*.
- FEUILLES de route.** Il ne doit point en être délivré pour Paris aux militaires et aux marins réformés dont le voyage n'aurait pour objet que de solliciter des pensions, t. 1, p. 1. — Surveillance à exercer par les préfets sur la délivrance des feuilles de route aux militaires par les commissaires des guerres, t. 11, p. 590.
- FÈVE de marais.** Son utilité, t. 111, p. 162.
- FIÈVRE d'hôpital, des prisons ou des casernes.** Voyez *Prisonniers de guerre espagnols*.
- FILLES (Pensions de).** Suppression des exercices publics, t. 11, p. 398. Voyez *Enseignement primaire*, *Instruction publique*.
- FILLES de la foi.** Demande à quelques préfets de renseignemens sur une communauté formée sous ce nom dans le diocèse d'Amiens, t. 11, p. 59.
- FLEUVES.** Plans de canaux pour la communication des principaux, t. 1, p. 45. Voyez *Navigaton intérieure*.
- FLOTTAGE.** Voyez *Paris*.
- FOI (Filles de la).** Voyez *Filles de la foi*.
- FOIRES aux chevaux.** Règlement pour la distribution des primes d'encouragement à décerner dans les principales, t. 1, p. 482.
- FOLIE.** Voyez *Aliénés*, *Maisons de fous*.
- FONCTIONNAIRES publics.** Ne toucheront pas de traitement pendant le temps de leur absence, lorsqu'ils auront obtenu des congés pour leurs affaires particulières, t. 1, p. 97. — Époque jusqu'à laquelle ils doivent le toucher en cas

d'absence ou de démission, t. II, p. 20. — Demande aux préfets d'une notice sur chaque fonctionnaire, t. II, p. 176. — Cas dans lequel le fonctionnaire qui arrive dans un département doit être considéré comme y ayant son domicile réel, t. III, p. 200. Voyez *Autorités administratives*.

**FONDS départementaux.** Marche à suivre pour la déclaration des fonds restés libres à la fin de chaque trimestre sur les ordonnances ministérielles, t. I, p. 339. — Instruction sur l'exécution d'un arrêté relatif à l'ordre à suivre pour la reprise des fonds restés libres sur ordonnances, t. I, p. 434. — Les secours accordés aux mendiants voyageurs sont acquittés sur les fonds des dépenses imprévues, t. II, p. 185. — Les départemens doivent pourvoir aux dépenses des fabriques cathédrales qui n'ont pas de revenus suffisans, t. II, p. 256. — Fixation des dépenses des dépôts de sûreté près des justices de paix, mises à la charge des départemens, t. II, p. 259. — Règles à suivre pour la distribution et l'emploi des secours accordés pour accidens imprévus, t. II, p. 414. — Le montant des avis d'ordonnance doit être employé aussitôt après leur réception, t. II, p. 442. — Aucun fonds ne doit rester en stagnation dans la caisse du payeur, *ibid.* — Instruction pour l'établissement des comptes des recettes et dépenses départementales variables, depuis l'an 14[1806], t. II, p. 448. — Les dépenses des corps-de-garde établis près des préfectures et des prisons sont imputables sur les fonds des budgets départementaux, t. II, p. 555. — Le produit des secondes expéditions des actes administratifs doit être porté en recette, et l'emploi de ces fonds porté en dépense, aux budgets départementaux, t. III, p. 36. — Désignation des routes dont l'entretien est à la charge des départemens, t. III, p. 50. — Les préfets peuvent imputer leurs mandats sur celles des différentes natures de fonds qui présente le plus de ressources disponibles, t. III, p. 67; = peuvent faire acquitter directement les frais de traitement des maladies épidémiques sur le fonds des dépenses imprévues, t. III, p. 68. — Nouveau mode de comptabilité pour les dépenses départementales, t. III, 217. — Mode d'acquittement des frais d'illumination des hôtels de préfecture, t. III, p. 311. — Les préfets peuvent faire acquitter directement sur les fonds des dépenses imprévues les frais de transport et de traitement des aliénés, t. III, p. 366. — Mode de justification de l'emploi des allocations portées au budget des dépenses fixes ou communes pour les condamnés à un an et plus d'emprisonnement, t. III, p. 424. — Les préfets sont autorisés à faire acquitter sur le fonds des dépenses diverses les frais de route et de séjour des forçats libérés, t. III, p. 462. — Les conseils généraux sont invités à voter, sur les centimes facultatifs, des indemnités aux évêques, vicaires généraux, &c., à raison de la suppression des supplémens de traitement qui leur étaient alloués sur les dépenses communes départementales, t. III, p. 492. — Les préfets sont autorisés à faire acquitter directement, sur les fonds affectés aux dépenses imprévues, les frais de traitement des épizooties, jusqu'à concurrence de cent francs, t. III, p. 529.

FONDS mis en réserve. Voyez *Budgets communaux*.

FORÇATS libérés. Mode de paiement de leur frais de route et de séjour, t. III, p. 462.

FORÊTS. Voyez *Bois*.

FORLENZE. Est nommé chirurgien oculiste des lycées et écoles secondaires, t. I, p. 446.

FORMULES de passeports. Voyez *Passeports*.

FORTIFICATIONS. L'entretien et la réparation des ponts dormans et ponts-levis établis pour la défense des places, ou situés sur des canaux de défense ou sur des fossés d'inondation, sont à la charge du ministère de la guerre, t. II, p. 442.

FOSSES des grandes routes. L'entretien et le curage doivent être exécutés par les propriétaires riverains, t. II, p. 374.

FOURNEAUX pour les soupes économiques. Voyez *Soupes économiques*.

FOURRAGES. Leur mauvaise qualité peut occasionner la mort, t. I, p. 5. — Précautions à prendre pour les ménager, et pour prévenir les accidens de ceux qui sont en partie détériorés, t. II, p. 500. — Instruction sur les moyens de remédier en partie aux effets de la fâcheuse influence de l'intempérie des saisons sur la récolte, t. III, p. 103.

FOURS à chaux et à plâtre. Compris dans les première et troisième classes des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

FRANCHISE des correspondances. Voyez *Postes*.

FRANCŒUR. Envoi aux préfets de son ouvrage contenant des planches et explications nécessaires pour l'organisation d'un cours de dessin linéaire, t. III, p. 500.

FRAUDE. Voyez *Douanes*.

FRÈRES des écoles chrétiennes. Demande aux évêques de renseignemens sur ceux qui existent dans leurs diocèses, t. I, p. 351. — Instruction sur l'exécution de la loi du recrutement, en ce qui concerne la dispense du service militaire à leur accorder, t. IV, p. 61. Voyez *Enseignement primaire*, *Instruction publique*.

FROMAGES (Dépôts de). Compris dans la troisième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

FROTTEMENT. Effets du frottement et de l'impression des jantes de roues sur les chaussées, t. II, p. 539. — Observations sur les variations du frottement des corps en raison de la variation des vitesses, *idem*.

FUSILS à vent. Voyez *Port d'armes*.

## G

**GARDE nationale.** Allocation aux budgets communaux pour les dépenses, t. II, p. 339. — Instruction pour l'exécution d'une ordonnance du Roi relative à sa nouvelle organisation et à sa mise en activité, t. III, p. 87. — Règlement pour la comptabilité des dépenses, t. III, p. 100. — Incompatibilité des fonctions de divers magistrats avec le service, t. III, p. 102. — Cas d'exemptions de service à accorder aux militaires des armées de terre et de mer, t. III, p. 126. — Indication de fonctionnaires ou agens d'administration qui sont dans le cas d'être dispensés du service, t. III, p. 129. — Tous ceux qui exercent des fonctions incompatibles avec le service de garde national doivent opter sur-le-champ, t. III, p. 191. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du Roi qui replace la garde nationale sous l'administration, la direction et l'inspection immédiate de l'autorité administrative et municipale, t. III, p. 374.

**GARDE royale.** Voyez *Recrutement*.

**GARDES champêtres.** Décret relatif au mode de leur paiement, t. I, p. 425. — Décret qui règle leur sort, t. I, p. 453. — Les maires ne peuvent se refuser à recevoir l'affirmation des procès-verbaux, même pour des délits commis hors de leurs communes, t. I, p. 469. — Mode de paiement des gardes qui sont en même temps gardes forestiers, t. II, p. 85. — Leur allocation aux budgets communaux, t. II, p. 336. — Formes à observer pour leur prestation de serment, t. III, p. 365. — Mode à suivre pour leur nomination et leur destitution, t. IV, p. 116.

**GARDES forestiers.** Mode de paiement des gardes champêtres qui sont en même temps gardes forestiers, t. II, p. 85. — Leur salaire est réparti au marc le franc de la contribution foncière, personnelle et mobilière, t. III, p. 193.

**GARDES-PORTS.** Voyez *Approvisionnemens de Paris*.

**GARNISONS.** Voyez *Villes de garnison*.

**GÉLATINE d'os.** Envoi aux préfets d'un mémoire sur la gélatine et sur son bouillon, t. III, p. 299.

**GELÉES.** Leurs effets, et moyens d'y remédier, t. I, p. 55. Voyez *Agriculture*.

**GENDARMERIE.** Établissement des chambres de sûreté dans les casernes, t. I, p. 295. — Instructions sur son emploi, t. I, p. 424. — Suppression de l'indemnité de logement payée par les communes aux gendarmes non casernés, t. II, p. 220. — Mode arrêté pour leur logement, *ibid.* — Instructions sur le casernement, t. III, p. 294. — Composition du logement des officiers de chaque grade, t. III, p. 295. — Demande aux préfets d'états contenant des renseignements sur le casernement, et rappel des dispositions y relatives, t. III, p. 530.



**GENIÈVRE** (Distilleries de). Comprises dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**GÉOGRAPHIE**. Cartes à joindre aux annuaires des départemens, t. I, p. 68. — Plans des cours d'eau par département, t. I, p. 73. — Recommandation aux autorités de veiller à la conservation des monumens qui ont servi à la détermination des triangles de la carte de Cassini, t. I, p. 352.

**GOVERNEMENT du Roi**. Récit de ce qui s'est passé à Paris pendant les derniers jours de mars et le mois d'avril 1814, t. II, p. 500. — Suppression des emblèmes du gouvernement impérial, t. II, p. 502. — Arrivée à Paris de *Monsieur*, frère du Roi, *ibid.* — Demande aux préfets d'un tableau présentant l'état actuel de chaque département, t. I, p. 503. — *Monsieur* prend le titre de lieutenant général du royaume, t. II, p. 504. — Les actes exécutoires doivent être rendus en son nom, *ibid.* — Actions de grâces à rendre pour l'heureux retour du Roi en France, t. II, p. 506 et 507. — Marche et but de l'administration préfectorale sous le gouvernement du Roi, t. II, p. 508. — Mesures à prendre pour la célébration de la fête du Roi, t. II, p. 515.

**GOVERNEMENT impérial**. Sa chute, t. II, p. 500. — Suppression des chiffres et emblèmes, t. II, p. 502.

**GRAINS**. Les négocians qui voudront faire des extractions seront tenus de prendre des acquits-à-caution et de fournir un cautionnement, t. I, p. 93. — Rappel des lois relatives à la libre circulation dans l'intérieur, t. I, p. 107. — Le cabotage ne peut être autorisé qu'autant que les armateurs auront fourni un cautionnement d'une valeur égale à celle de la cargaison, t. I, p. 116. — Nouvelles formalités prescrites pour la réexportation à l'étranger, t. I, p. 195. — Nécessité de la libre circulation, t. I, p. 197. — Mesures à prendre contre les moulins situés à l'extrême frontière, t. I, p. 428. — Rappel des obligations imposées à tous ceux qui font le commerce de grains, t. III, p. 130. — Instruction sur l'emploi des grains nouvellement récoltés, t. III, p. 225. — Demande aux préfets de renseignemens mensuels sur les résultats de la loi concernant l'exportation et l'importation, t. III, p. 501. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du Roi qui autorise l'exportation des grains de toute espèce, t. III, p. 527.

**GRAND-LIVRE de la dette publique**. Voyez *Dette publique*.

**GRATIFICATIONS pour actes de dévouement**. Les préfets peuvent les faire acquitter directement sans l'approbation préalable du ministre, t. III, p. 68.

**GREFFIERS des tribunaux**. Doivent adresser aux préfets des relevés périodiques des jugemens qui prononcent des amendes en matière de police correctionnelle et de simple police, t. II, p. 493. — Droits qui leur sont attribués pour ces expéditions, *ibid.*

GRÊLE. Avis du conseil d'État sur l'utilité et les avantages des compagnies d'assurance mutuelle, t. II, p. 171. Voyez *Agriculture*.

GUILLAUME. Envoi aux préfets d'un rapport sur la charrue de son invention, t. II, p. 22.

GUINET. Examen de ses projets à l'effet de prévenir les attérissemens des bouches du Rhône, t. I, p. 48.

GUYTON de Morveau. Sa découverte pour la désinfection des écuries qui ont servi à des chevaux morveux est indiquée comme la seule bonne, t. I, p. 7. — Envoi aux préfets de sa notice sur les moyens de prévenir la contagion et d'en arrêter les progrès, t. II, p. 348.

## H

HALLS. Abandon aux communes de celles dont le domaine est en possession, t. I, p. 448. — Les arrêtés pris par les préfets pour autoriser la perception des droits de location de places doivent être soumis à l'approbation du ministre, t. II, p. 62. — Le droit doit être établi à raison de l'étendue de terrain que les marchands occupent, et non à raison de la marchandise qu'ils étalent, *ibid.* — Constatation des produits dans les budgets communaux, t. II, p. 334. — Allocation pour leur entretien, t. II, p. 340. — La perception des droits de hallage ne peut être faite par les particuliers propriétaires de halles, t. II, p. 443.

HARAS. Règlement pour l'administration et le régime des haras et dépôts d'étalons, t. I, p. 476 ; = pour la distribution des primes d'encouragement à décerner dans les principales foires aux chevaux et pour les étalons et jumens approuvés, t. I, p. 482 ; = pour les courses et les prix à distribuer, t. I, p. 484. — Rapports entre les préfets et les chefs des établissemens, t. II, p. 30. — Règlement sur la comptabilité, t. II, p. 32. — Règlement concernant les pensions à accorder aux employés, t. II, p. 182. — Les régisseurs et agens comptables sont obligés de fournir un cautionnement en immeubles, t. II, p. 245. — Formalités à remplir pour l'inscription des cautionnemens, *ibid.* — Règlement supplémentaire concernant la comptabilité, t. II, p. 246. — Comptes en argent, t. II, p. 248. — Comptes en denrées et matières, t. II, p. 249. — Comptes des animaux, t. II, p. 250. — Domaines dont les haras ont la jouissance, t. II, p. 251. — Forme et tenue des registres, t. II, p. 252. — Manutention des fonds, t. II, p. 254. — Surveillance et action des préfets sur les haras, t. III, p. 7. — Instructions sur les règles à suivre par les fonctionnaires dans l'examen de la comptabilité, t. III, p. 11. — L'achat du sac d'écurie est à la charge des palefreniers, t. III, p. 21. — Composition du sac, *ibid.* — Habillement des palefreniers, t. III, p. 22. — Fixation du nombre des palefreniers, t. III, p. 25 ; = de leurs gages et indemnités, *ibid.* — Modifications apportées à la comptabilité, t. III, p. 178. — Demande aux préfets de renseignemens sur les haras particu-

liers, t. III, p. 407. — Mesures à prendre pour réprimer des abus existant dans la distribution des fourrages, t. IV, p. 6. — Amélioration à introduire dans le service des haras, t. IV, p. 10. — Nécessité de rechercher des étalons susceptibles d'être approuvés et autorisés, *ibid.* — Primes accordées aux propriétaires de ces étalons, *ibid.* — Considérations générales sur les moyens d'améliorer les races, t. IV, p. 15. — Primes accordées aux jumens, t. IV, p. 16. — Établissement de commissions chargées de régler et de diriger les encouragemens à accorder, t. IV, p. 17. — Nouvelles instructions et arrêté du ministre sur les courses, t. IV, p. 25. — Fixation du nombre des concours, et indication des départemens qui composent chaque arrondissement, t. IV, p. 27.

HERBORISTES. Modèle du certificat de capacité, t. II, p. 361.

HORLOGES. Allocation aux budgets communaux pour leur entretien, t. II, p. 337.

HOSPICE de la Maternité. Nouvelle organisation, t. I, p. 220. — Règlement général pour l'école d'accouchement, t. II, p. 231. — Choix et nomination des élèves sages-femmes, t. II, p. 232. — Réception des élèves à l'hospice, t. II, p. 233. — Fixation de la pension des élèves et des frais d'instruction, t. II, p. 234. — Cours et instruction, *ibid.* — Examens, réceptions, et distributions des prix, t. II, p. 235. — Formalités à remplir par les élèves pour doubler leur année scolaire, t. II, p. 236. — Dépenses relatives à l'instruction et à la tenue de l'école, t. II, p. 237. — Police de l'école, *ibid.* — Départ des élèves, t. II, p. 239. — Formalités à remplir pour exercer, et destination des élèves, après leur réception en qualité de sages-femmes, *ibid.* — Fixation du prix que coûte chaque élève sage-femme envoyée à l'hospice, t. II, p. 391.

HOSPICES. Liquidation de leurs dettes, t. I, p. 24. — Division des créances en trois classes, *ibid.* — Moyens d'accélérer la liquidation, t. I, p. 26. — Pharmacie à leur usage, t. I, p. 37. — Leurs biens sont insaisissables, t. I, p. 98. — La marche à suivre pour le paiement de leurs dettes doit être la même que celle prescrite pour le paiement des dettes du Gouvernement, *ibid.* — Ordre à suivre par les commissions administratives pour leur correspondance, t. I, p. 100. — Les amendes et confiscations attribuées par les lois aux établissemens de bienfaisance seront exclusivement employées au paiement des mois de nourrice des enfans abandonnés, t. I, p. 102. — Mode de recouvrement et d'emploi de ces fonds, *ibid.* — Doivent être réintégrés dans la jouissance de ceux de leurs biens aliénés dont les acquéreurs ont encouru la déchéance, t. I, p. 116. — Instructions relatives à l'emploi des capitaux de rentes affectés au rachat des dettes, t. I, p. 133; = pour l'exécution d'un arrêté du Gouvernement qui autorise les administrations à souscrire des baux à longs termes, t. I, p. 142. — Les sous-préfets ont la présidence des commissions administratives, t. I, p. 144. — Les maires en sont membres-nés, *ibid.* — Règlement relatif à l'exécution de la loi qui affecte à leurs besoins, 1.<sup>o</sup> toutes les rentes appartenant à l'État et dont la reconnaissance et le paiement se trouvent interrompus, 2.<sup>o</sup> tous



les domaines nationaux détenus ou usurpés par des particuliers, t. 1, p. 149. — Mesures prescrites pour l'exécution de l'arrêté portant que les biens et revenus des hospitalières et des filles de charité seront réunis à l'administration des propriétés des hôpitaux, t. 1, p. 175. — Modèle de pharmacopée, t. 1, p. 271. — Avantages de l'établissement d'une seule pharmacie pour les différens hospices existant dans la même ville, *ibid.* — Les biens désignés pour remplacer les biens aliénés des hospices, et qui appartenaient à des émigrés rayés, éliminés ou amnistiés, doivent être regardés comme affectés à un service public, t. 1, p. 272. — Fixation des frais du culte, et solution de plusieurs questions relatives au maintien ou au rétablissement de son existence dans les hospices, t. 1, p. 297. — Mesures à prendre pour la sortie, en temps convenable, des militaires, t. 1, p. 298. — Instruction sur la recette et la perception des revenus, t. 1, p. 301. — Les revenus doivent être régis par des comptables responsables, t. 1, p. 302. — Les octrois doivent leur procurer des secours proportionnés à leurs besoins, t. 1, p. 311. — Instruction sur un arrêté du Gouvernement relatif aux remboursements faits aux hospices à diverses époques, t. 1, p. 314; = sur l'exécution de la loi relative aux legs et donations en leur faveur, t. 1, p. 316. — Sont maintenus dans la jouissance des rentes découvertes par eux, t. 1, p. 322. — Les concessions de terrains dans les lieux de sépulture ne peuvent être faites qu'à la charge de donations en leur faveur, t. 1, p. 325. — Règles à suivre pour la nomination et le renouvellement des administrations gratuites, t. 1, p. 369. — Il n'y a lieu à aucune exception en leur faveur sur le régime des hypothèques, t. 1, p. 383. — Leurs propriétés ne sont sujettes qu'aux hypothèques des créanciers de l'établissement auquel ces propriétés appartenaient avant la réunion au domaine national, t. 1, p. 384. — Instruction sur l'exécution d'un décret relatif à la reddition et à l'apurement des comptes, t. 1, p. 403. — Texte de ce décret, t. 1, p. 404. — Exemption de patente accordée aux médecins, chirurgiens, &c., attachés au service des hospices, t. 1, p. 417. — Les hospices exploitant leurs vignes ne peuvent prétendre qu'à la même exemption qui est accordée aux particuliers, t. 1, p. 418. — Demande de renseignemens relatifs à l'établissement de cours d'accouchement dans les hospices des départemens, t. 1, p. 423. — Mode à suivre pour les constructions ou reconstructions à faire, soit en dehors, soit dans l'intérieur des bâtimens, t. 1, p. 430. — L'usage exclusif du nouveau système métrique est prescrit aux administrations, t. 1, p. 432. — Les administrateurs peuvent recevoir à rente viagère, sur l'autorisation des préfets, les capitaux qui leur seront offerts, jusqu'à concurrence de 500 francs, t. 1, p. 459. — Les établissemens mis en possession de biens et rentes chargés précédemment de fondations pour quelque service religieux doivent en continuer le paiement aux fabriques des églises, *ibid.* — Les baux précédemment passés en vertu des lois existantes sont exécutoires, t. II, p. 51. — A l'avenir les baux doivent être passés devant notaire, *ibid.* — Les actes de décès des personnes mortes dans les hôpitaux doivent être reçus par les officiers de l'état civil, t. II, p. 106. — L'autorisation du Gouvernement est inutile pour le remboursement



des rentes dues aux hospices, t. II, p. 139. — Il doit être fait aux préfectures trois copies des transactions dont l'approbation est sollicitée auprès du Gouvernement, t. II, p. 144. — Fixation de la somme revenant aux hospices sur les amendes de police municipale, correctionnelle et rurale, t. II, p. 147. — Nouveau mode de perception et de distribution du produit net de ces amendes, *ibid.* — L'établissement des dépôts de mendicité ne peut donner lieu à la diminution des lits dans les hospices, t. II, p. 161. — Les administrateurs ne doivent régir ni exploiter eux-mêmes aucune des propriétés des hospices sans y être autorisés, t. II, p. 167. — Mode d'exploitation des vignes et des vergers, t. II, p. 168; — des bois, *ibid.* — Nécessité d'établir une chambre de sûreté destinée à recevoir les malades en état d'arrestation, t. II, p. 190. — Les capitaux remboursés doivent être employés en rentes sur l'État, t. II, p. 214. — Instructions relatives à la comptabilité des enfans trouvés, t. II, p. 260. — Les hospices doivent pourvoir à la dépense des orphelins pauvres, ainsi qu'à celle des enfans délaissés dont les parens sont émigrés, disparus ou détenus, t. II, p. 265. — Supplémens à prélever pour les enfans trouvés sur les hospices non désignés pour recevoir les enfans, t. II, p. 267. — Choix de ceux qui doivent être désignés pour cet objet, t. II, p. 268. — Mesures prescrites pour la vente du tabac dans l'intérieur des hospices, t. II, p. 284. — Les baux passés par les hospices sont admis à n'être enregistrés que dans les vingt jours de la date de l'approbation des préfets, t. II, p. 292. — Franchise des paquets contenant des actes de décès d'individus morts dans les hospices, t. II, p. 294. — Formalités à remplir pour les propositions d'acceptation des legs, et mesures pour réprimer l'excès condamnable des libéralités, t. II, p. 317. — Indication de l'actif et du passif des hospices dans les budgets communaux, t. II, p. 327. — Allocation pour les dépenses extraordinaires, t. II, p. 329. — Introduction des soupes économiques, t. II, p. 350. — Mode de renouvellement des commissions administratives, t. II, p. 385. — Marche à suivre pour l'emploi en rentes sur l'État des capitaux libres, t. II, p. 476. — Modifications apportées à la marche à suivre pour l'acceptation des dons et legs, t. II, p. 513. — Les employés sont nommés par les administrations des hospices, t. III, p. 20. — Les médecins, chirurgiens et pharmaciens sont nommés par les préfets, *ibid.* — Instruction concernant les comptes à rendre par les receveurs, t. III, p. 33. — Mode de recouvrement des amendes qui leur sont attribuées, t. III, p. 49. — Instructions sur la vérification de leur comptabilité par les inspecteurs des finances et sur la reddition des comptes, t. III, p. 69. — Les inspecteurs généraux des finances ne doivent vérifier les caisses des hospices que sur la demande des autorités locales, t. III, p. 118. — L'autorisation du Roi est nécessaire pour l'acceptation des dons et legs faits à des personnes tierces pour en attribuer le montant aux hospices, t. III, p. 157. — Les comptes sont acquittés et arrêtés définitivement par les préfets en conseil de préfecture, t. III, p. 217. — La cour des comptes est saisie de l'examen des comptabilités sur lesquelles il s'élèverait des contestations après les arrêtés pris par les préfets, *ibid.* — Instructions sur l'exécution d'une

ordonnance du Roi relative aux coupes extraordinaires qui peuvent être accordées aux hospices dans les quarts de réserve de leurs bois, t. III, p. 218. — Mode de nomination des membres des commissions administratives, t. III, p. 292. — Nouveau mode de vérification des comptes, et modifications introduites dans la comptabilité, t. III, p. 323. — Avantages de l'emploi des fonds libres en rentes sur l'État, t. III, p. 442. — Les préfets doivent envoyer au ministère un tableau annuel du mouvement de la population et de la situation financière, t. III, p. 506. — Règlement pour les pensions à accorder aux employés, t. IV, p. 102. — L'entrée ne doit point en être refusée aux individus non vaccinés, t. IV, p. 161. — Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du Roi qui apporte diverses améliorations dans le service de l'administration, t. IV, p. 172.

**HÔTELS de ville.** Doivent être réservés en entier au service public, t. II, p. 240.

**HUILE d'aspic** (Distilleries en grand de l'). Comprises dans la première classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**HUILE de poisson** (Fabriques d'). Comprises dans la première classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**HUILE de térébenthine** (Distilleries en grand de l'). Comprises dans la première classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**HUILES.** Ne peuvent être vendues qu'au poids, t. I, p. 240. — Rapport entre le prix du litre et celui du kilogramme, *ibid.*

**HUISSIERS.** N'ont pas à intervenir pour l'exécution des arrêtés des conseils de préfecture, t. II, p. 139.

**HYDRAULIQUES** (Constructions). Remplacement des sabots en fer forgé par des sabots en fonte, t. IV, p. 149.

**HYPOTHÈQUES.** Cas dans lesquels les receveurs des établissemens de charité peuvent en consentir, par voie de conciliation, la radiation ou le changement, t. I, p. 337. — Il n'y a lieu à aucune exception au régime des hypothèques en faveur des hospices, t. I, p. 383. — Hypothèques auxquelles sont sujettes les propriétés de ces établissemens, *ibid.* — Formalités à remplir pour purger celles existantes sur les terrains dont l'acquisition est nécessaire pour la confection ou l'agrandissement des routes et canaux, t. I, p. 389. Voyez *Hospices*.

## I

**ILLUMINATIONS.** Mode d'acquittement des frais d'illumination des hôtels de préfectures, t. III, p. 311.

**IMPOSITIONS communales.** Compétence des préfets relativement à l'établissement

et à la mise en recouvrement des impositions communales, t. III, p. 119. — L'autorisation du Gouvernement est nécessaire pour les impositions *extraordinaires*, t. III, p. 120. Voyez *Comptabilité communale*.

**IMPOSITIONS extraordinaires.** Tous les projets de décret pour la perception de centimes additionnels aux contributions directes devront être présentés six mois avant le commencement de l'année fixée pour leur perception, t. II, p. 220.

**IMPRIMERIES.** Bases sur lesquelles doivent être réglés les mémoires de frais d'impression, t. I, p. 229.

**INCENDIES.** Avis du conseil d'état sur l'utilité et les avantages des compagnies d'assurances mutuelles, t. II, p. 171. — Précautions à prendre pour les prévenir, t. II, p. 173. — Obligations à imposer aux incendies admis à la répartition des secours accordés par le Gouvernement, t. II, p. 414. — Formation de corps de pompiers dans les départemens, t. II, p. 561. — Moyens de les prévenir, t. II, p. 596. — Etablissement de rondes de nuit dans les communes rurales, *ibid.* — Solution de plusieurs questions relatives aux compagnies d'assurances, t. III, p. 353. — Observations sur les motifs qui s'opposent à ce que les bâtimens publics soient assurés par des sociétés d'assurances mutuelles, t. IV, p. 62. — Instruction sur la distribution des secours alloués au budget, t. IV, p. 166.

**INCOMPATIBILITÉ** des fonctions de conseiller de préfecture avec celles d'avoué, t. II, p. 160.

**INDIGENS.** Précautions à prendre dans la délivrance des certificats d'indigence délivrés aux dévastateurs des forêts, t. I, p. 222. Voyez *Mendicité*.

**INDICOTERIES.** Comprises dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**INDUSTRIE française.** Annonce d'une exposition publique de ses produits, t. I, p. 22. — Conditions exigées pour y être admis, t. I, p. 23. — Succès de la première exposition, t. I, p. 28. — Annonce d'une exposition annuelle, *ibid.* — Arrêté du Gouvernement portant qu'il y aura une exposition pendant les cinq jours complémentaires de chaque année, t. I, p. 140. — Arrêté portant qu'il ne sera employé dans les fêtes, ameublemens, décorations, ordonnés par les autorités, que des produits des fabriques françaises, t. I, p. 174. — Résultats de la dernière exposition, t. I, p. 197. — Avantages résultant de l'établissement des chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers, t. I, p. 294. — Appui donné par le Gouvernement à la société d'encouragement, t. I, p. 328. — Mesures à prendre contre les manufactures établies dans le rayon des douanes, t. I, p. 419. — Instruction sur les mesures à prendre pour la prochaine exposition publique, t. I, p. 439. — Éclaircissemens sur le caractère et le but de cette exposition, t. I, p. 441. — Les préfets doivent envoyer tous les mois au ministère une notice sur les principales branches d'industrie de leur départ-



tement , t. II , p. 281. — Demande aux chambres de commerce de documens sur l'état de l'industrie , t. II , p. 509. — Développement à lui donner , t. II , p. 510. — Instructions premières sur une nouvelle exposition des produits , t. III , p. 396 ; = sur l'exécution d'une ordonnance du Roi relative à la formation de jurys manufacturiers , t. III , p. 426. — Avis sur la disposition des locaux destinés , dans le palais du Louvre , à l'exposition , t. III , p. 479. — Causes de la différence existant entre les travaux publics de l'Angleterre et ceux de la France , t. III , p. 502. — Les préfets sont invités à répandre les programmes des prix de la société d'encouragement , t. IV , p. 1. — Instructions sur différens travaux utiles et sur les moyens d'accroître la prospérité nationale , t. IV , p. 2. — Prix proposés par la société d'encouragement , t. IV , p. 121. — Envoi aux préfets du programme de ces prix , t. IV , p. 186.

**INGÉNIEURS des ponts et chaussées.** Doivent donner leur avis motivé sur les demandes tendant à obtenir l'autorisation nécessaire pour former des établissemens sur les cours d'eaux , t. I , p. 15. — Envoi au ministre d'une copie de l'inventaire des effets appartenant au Gouvernement et qui se trouvent dans leurs bureaux , t. I , p. 60. — Instrumens qu'ils doivent se procurer à leurs frais , t. I , p. 437. — Fixation de leurs frais de voyage , t. I , p. 471. — Les ingénieurs ordinaires sont obligés de se pourvoir d'un cheval , t. II , p. 143. — Le directeur général doit être informé des projets de mariage des ingénieurs , t. II , p. 144. — Sont chargés de la direction des travaux à faire aux bâtimens et établissemens militaires dans les villes non fortifiées , t. II , p. 347. — Ne doivent être chargés d'aucun travail étranger à leurs fonctions habituelles , sans une autorisation spéciale du directeur général , t. II , p. 456. — Formules de prestation de serment que les ingénieurs doivent remplir et signer , t. II , p. 548. Voyez *Ponts et Chaussées*.

**INHUMATIONS.** Instruction générale sur un décret y relatif , t. I , p. 323. — Les différens cultes d'une même commune doivent avoir des lieux d'inhumation particuliers , t. I , p. 326. — Décret relatif au transport et à l'inhumation des corps , t. I , p. 398. — Les dispositions du décret sur les sépultures relatives aux fabriques et consistoires ne s'appliquent pas aux personnes qui professent la religion juive , t. I , p. 442. — Mode des réglemens pour les services dans l'intérieur des églises et pour le transport des corps , t. I , p. 452.

**INONDATIONS.** Leurs effets , et moyens d'y remédier , t. I , p. 55. Voyez *Agriculture*.

**INSCRIPTIONS et Belles-lettres** (Académie des). Voyez *Académie royale des inscriptions et belles-lettres*.

**INSCRIPTIONS hypothécaires.** Voyez *Expropriations pour cause d'utilité publique, Hypothèques*.

**INSENSÉS.** Voyez *Maisons de fous*.



**INSPECTEURS de la navigation.** Doivent donner leur avis motivé sur les demandes tendant à obtenir l'autorisation nécessaire pour l'établissement d'usines, batardeaux, écluses, moulins, &c., sur les cours d'eau, t. I, p. 16.

**INSTITUTIONS.** Voyez *Instruction publique*.

**INSTRUCTION publique.** L'art de la natation doit être enseigné dans tous les établissemens, t. I, p. 328. — Demande aux préfets de renseignemens concernant les frères des écoles chrétiennes, t. I, p. 351. — Le docteur Foricenze nommé chirurgien oculiste des lycées et écoles secondaires, t. I, p. 416. — But des visites pastorales des évêques dans les établissemens, t. II, p. 3. — Demande aux préfets de renseignemens sur quelques congrégations non autorisées, qui dirigent des établissemens, t. II, p. 57. — Il est créé dans chaque lycée cinquante bourses payables par les communes et affectées aux élèves des écoles secondaires, t. II, p. 87. — Comptabilité des collèges communaux, t. II, p. 471. — Mode d'exclusion des élèves des lycées, pour cas de non-paiement de la pension, t. II, p. 491. — Mesures à prendre pour l'encouragement et la régularisation des écoles primaires, t. III, p. 47. — Nécessité du paiement régulier des bourses communales dans les collèges royaux, t. III, p. 67. — Attributions du conseil royal de l'instruction publique, t. III, p. 79. — Mesures à prendre pour assurer la perception des droits universitaires, *ibid.* — Les municipalités n'ont pas le droit d'ériger leurs collèges en écoles ecclésiastiques, *ibid.* — Répartition des ressources générales entre les collèges royaux, t. III, p. 172. — Les bourses communales sont données moitié par les conseils municipaux, et moitié au concours, t. III, p. 173. — Mode d'acquittement de certaines dépenses sur les crédits du ministère de l'intérieur, t. III, p. 174. — Nécessité de maintenir dans les budgets la fixation des crédits affectés aux établissemens d'instruction publique, t. III, p. 190. — Mode de paiement des bourses royales, t. III, p. 243. — Établissement de tableaux des dépenses et recettes des collèges royaux, t. III, p. 538. — Les communes qui ont fondé des bourses dans les collèges royaux peuvent seules présenter des candidats aux demi-bourses vacantes, t. IV, p. 56. — La désignation des élèves qui doivent passer d'une bourse inférieure à une bourse trois quarts ou entière appartient exclusivement à la commission de l'instruction publique, *ibid.* — Instructions sur l'exécution de la loi du recrutement, en ce qui concerne la dispense du service militaire à accorder aux frères des écoles chrétiennes, t. IV, p. 61. — Instructions sur l'exécution des différens actes du Gouvernement relatifs aux écoles primaires, t. IV, p. 103. — Création de comités de surveillance pour ces écoles, t. IV, p. 104. — Institution d'une école normale élémentaire, destinée à former des maîtres pour les écoles d'enseignement mutuel, t. IV, p. 130.

**INSTRUMENS aratoires.** Voyez *Agriculture*.

**INTERPRÈTES de navires.** Instructions sur leurs fonctions et leurs droits, t. III, p. 273. — Doivent être seuls admis pour truchemens, lorsque les capitaines ne parlent pas français, t. III, p. 402.

**ISRAËLITES.** Ceux qui n'ont pas de nom de famille et de prénoms fixes sont obligés d'en adopter, t. II, p. 97. — Les officiers de l'état civil ne peuvent refuser d'admettre pour prénoms les noms des personnages connus dans la Bible, t. II, p. 480. Voyez *Culte israélite*.

## J

**JAUGEAGE.** Il doit être établi un droit de jaugeage dans toutes les communes, t. II, p. 333. — Voyez *Poids et Mesures*.

**JOMARD.** Son rapport à la société d'encouragement pour l'industrie nationale sur le but et l'utilité de la caisse d'épargnes et de prévoyance, t. III, p. 428.

**JUGES de paix.** Doivent autoriser les experts désignés par les administrations centrales de département à se faire ouvrir les écuries des particuliers dénoncés comme ayant des animaux atteints ou soupçonnés de maladies contagieuses, t. I, p. 3. — Leurs attributions pour la connaissance des déplacements de bornes et des usurpations de terre, t. I, p. 34. — Ne peuvent, dans les villes où ils sont plusieurs, exercer leur ministère, pour ce qui regarde l'octroi, hors des limites de leur juridiction respective, t. I, p. 287. — Sont membres de droit des comités cantonaux chargés de la surveillance des écoles primaires, t. III, p. 47.

**JURÉS compteurs.** Voyez *Approvisionnement de Paris*.

**JUIFS.** Voyez *Israélites*.

**JURYS de médecine.** Voyez *Médecine*.

**JURYS manufacturiers.** Instructions sur l'exécution d'une ordonnance du Roi relative à leur formation, t. III, p. 426.

**JUSTICES de paix.** Solution de plusieurs questions relatives aux dépenses des dépôts de sûreté, t. I, p. 182. — Règlement pour l'acquittement de ces dépenses, t. II, p. 259.

## L

**LADRERIE.** Voyez *Porcs*.

**LAINES.** Soins du Gouvernement pour leur amélioration, t. I, p. 75. — Avis aux cultivateurs et propriétaires de troupeaux sur le même objet, t. I, p. 76. — Supériorité de celle des moutons de race d'Espagne, t. I, p. 78. — Profits considérables pour les propriétaires, t. I, p. 79. — Résultats de l'alliance des beliers espagnols avec des brebis françaises, t. I, p. 80. — Souscription pour des bêtes à laine importées d'Espagne par le Gouvernement, t. I, p. 82. — Demande aux préfets de renseignemens sur les quantités, le prix et l'emploi de celles existant dans chaque

département, t. II, p. 394. — Notice sur un dépôt-lavoir public établi à Paris, t. IV, p. 35. — Mesures à prendre pour la répression de la fraude en matière de tissus de laine, t. IV, p. 43.

**LAMANDÉ**, *inspecteur général des ponts et chaussées*. Son rapport sur la fixation des échelles métriques pour l'exécution des plans relatifs au service de l'administration, t. II, p. 592.

**LAMINAGE** *et de fonte de plomb* (Établissements de). Compris dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

**LANDES**. Voyez *Défrichement*.

**LANGUEYAGE** (Droit de). Voyez *Porcs*.

**LARREY**, *chirurgien de l'hôpital de la garde royale*. Nommé membre de la commission pour les eaux minérales, t. IV, p. 47.

**LASTEYRIE** (De). Son instruction sur la manière de conserver les pommes de terre, t. III, p. 257.

**LAVIT fils**, *médecin du Roi*. Nommé membre de la commission pour les eaux minérales, t. IV, p. 47.

**LÉGION d'honneur** (Ordre royal de la). Les maires doivent relever exactement sur les registres de décès les noms des membres de l'ordre, t. III, p. 282, t. IV, p. 77.

**LEGS**. Instruction sur l'exécution de la loi relative à ceux faits en faveur des pauvres et des hospices, t. I, p. 316. Voyez *Communes*, *Hospices*, &c.

**LIQUIDATION** de la dette des hospices et établissemens de bienfaisance, t. I, p. 24. — Division des créances en trois classes, *ibid.* — Moyens d'accélérer la liquidation, t. I, p. 26.

**LIQUIDATION des dettes des communes**. Instruction sur cet objet, t. II, p. 280.

**LITS militaires**. Allocation aux budgets communaux pour leur entretien, t. II, p. 339. — Le paiement d'occupation des lits militaires doit être acquitté par les villes, lors même qu'il n'est pas alloué aux budgets, t. III, p. 94. — Les frais d'entretien restent à la charge des communes, t. III, p. 194.

**LIVRES auxiliaires**. Voyez *Dette publique*.

**LIVRETS des ouvriers**. Voyez *Ouvriers*.

**LOTÉRIES**. Défense d'insérer dans les journaux et feuilles d'annonces des avis relatifs aux loteries particulières ou étrangères, t. IV, p. 183.

**LOUIS XVI**. Célébration de l'anniversaire du 21 janvier 1793, t. II, p. 597.

**LOVES**. Mesures à prendre pour leur destruction, t. I, p. 177. — Fixation et

mode de paiement des primes, t. II, p. 54 et 591. — Rappel des mesures générales prises pour la destruction, t. III, p. 340. — Résultats des primes accordées, t. III, p. 342. — Indication des moyens de destruction, t. III, p. 343. — Note des ouvrages qui ont traité de cet objet, t. III, p. 348.

LUCAS. Nommé membre de la commission pour les eaux minérales, t. IV, p. 47.

LYCÉES. Instructions sur l'exécution d'un décret qui apporte différentes modifications à leur organisation et prescrit un nouveau mode de comptabilité à y établir, t. I, p. 390. — Texte de ce décret, t. I, p. 397. Voyez *Instruction publique*.

## M

MAIRES. Mesures à prendre et formes à observer pour leur nomination et leur installation, t. I, p. 97. — Doivent tous recevoir le Bulletin des lois, t. I, p. 101. — N'ont pas voix délibérative aux conseils municipaux dans la discussion des comptes de leur gestion, t. I, p. 110. — Doivent siéger dans les conseils municipaux des villes au-dessus de cinq mille âmes jusqu'à cent mille, en dehors du nombre de membres fixé, t. I, p. 250. — Choix de ces magistrats en cas de vacances, *ibid.* — Ne peuvent se refuser à recevoir l'affirmation des procès-verbaux des gardes champêtres et forestiers, même pour des délits commis hors de leurs communes, t. I, p. 469. — Sont autorisés à déléguer à un employé la tenue du répertoire des actes administratifs, t. II, p. 17. — Les employés des mairies n'ont point de caractère public, et leur signature ne peut rendre aucun acte authentique, t. II, p. 47. — Les adjoints ne doivent point faire les actes de l'état civil en leur nom, t. II, p. 48. — Tout acte où il n'est pas fait mention de la délégation spéciale du maire est vicieux, *ibid.* — Fixation des droits d'expédition des actes, *ibid.* — Le décret relatif à cette fixation doit être affiché dans les bureaux ou lieux où les déclarations sont reçues, et dans les dépôts des registres, *ibid.* — Fixation de leur rang dans les cérémonies religieuses, t. II, p. 58. — Ne peuvent occuper une portion des bâtimens des hôtels de ville pour leur service particulier, t. II, p. 240. — Doivent vérifier tous les mois les caisses municipales, t. II, p. 293. — Mode de correspondance des maires avec l'autorité supérieure, t. II, p. 397. — Modifications aux règles précédemment tracées pour la vérification et la surveillance des caisses communales, t. II, p. 458. — Ordonnance du Roi relative au renouvellement quinquennal, t. III, p. 6. — Formes de la liste des candidats à transmettre par les préfets, *ibid.* — Ils peuvent être choisis hors des conseils municipaux, *ibid.* — Le pouvoir accordé aux préfets de suspendre et de remplacer provisoirement les fonctionnaires municipaux leur est retiré, t. III, p. 61. — Leurs fonctions sont incompatibles avec le service de la garde nationale, t. III, p. 102. — Leurs pouvoirs et leurs attributions comme juges en matière de simple police, t. III, p. 367. — Fixation de leurs attributions dans les contraventions aux réglemens sur la grande voirie et



sur la police du roulage, t. III, p. 404. — Leurs devoirs relativement à la police municipale et rurale, t. III, p. 405. — Observations sur le renouvellement quinquennal, t. IV, p. 119.

**MAÏS.** Instruction sur son emploi pour suppléer à la farine de froment dans la fabrication du pain, t. III, p. 150. — Remplace avantageusement le blé de mars, t. III, p. 162.

**MAISONS centrales de détention.** Voyez *Prisons*.

**MAISONS communes.** Allocation aux budgets pour le loyer et l'entretien, t. II, p. 336.

**MAISONS d'éducation.** Voyez *Enseignement primaire, Instruction publique*.

**MAISONS de fous.** Principes et règles d'après lesquels les autorités doivent se conduire à l'égard des aliénés, t. I, p. 349. — Demande aux préfets de renseignements sur la situation de leur département sous le rapport du nombre des insensés et des moyens de pourvoir à leur dépense, t. II, p. 474. — Mode de paiement des frais de traitement et d'entretien des aliénés amenés des départements dans les hospices de Paris, t. II, p. 588. — Les préfets sont autorisés à faire acquitter directement les frais de transport et de traitement des aliénés, t. III, p. 366.

**MAISONS hospitalières.** Voyez *Congrégations*.

**MALADIES contagieuses.** Voyez *Épizootie*.

**MANŒUVRES (Champs de).** Voyez *Villes de garnison*.

**MANUFACTURES.** Voyez *Fabriques, Industrie française*.

**MANUFACTURES qui répandent une odeur insalubre.** Voyez *Salubrité publique*.

**MARAI.** Voyez *Dessèchement des marais*.

**MARCHANDS forains.** Facilités accordées par les lois aux marchands patentés, pour exercer hors de leur domicile, et aux marchands forains, t. III, p. 133.

**MARCHÉS** Les arrêtés pris par les préfets pour autoriser la perception des droits de location des places doivent être soumis à l'approbation du ministre, t. II, p. 62. — Le droit doit être établi à raison de l'étendue de terrain que les marchands occupent, et non à raison de la marchandise qu'ils étalent, *ibid.* — Constatacion de leur produit dans les budgets communaux, t. II, p. 334. — Allocation pour leur entretien, t. II, p. 340. Voyez *Mercuriales*.

**MARÉCHAUX.** Doivent faire leur déclaration avant de traiter aucun animal attaqué de la morve ou autre maladie contagieuse, t. I, p. 3. — Conditions qu'ils doivent remplir pour exercer, t. II, p. 478.

**MARIAGE.** Les officiers de l'état civil ne peuvent recevoir de déclaration de paternité lorsque le mariage n'est pas constant, t. I, p. 62. — Prohibition des

mariages *in extremis*, t. I, p. 63. — La célébration doit être faite dans la maison commune, *ibid.* — Domicile de droit des militaires et marins *ibid.* — L'officier civil doit retenir les pièces dont il a fait lecture aux parties, t. I, p. 64. — Les officiers en activité, et ceux qui jouissent d'une solde de non-activité, ne peuvent se marier sans permission, t. III, p. 55. — Formalités à remplir par ceux qui ne sont plus dans le cas d'être rappelés au service, *ibid.*

MARIE-ANTOINETTE. Célébration d'un service solennel à l'époque de l'anniversaire de sa mort, t. III, p. 125.

MARINE. Rappel des lois qui fixent les devoirs des autorités administratives relativement au service de la marine, t. I, p. 104. — Instructions sur les difficultés qu'éprouve de la part des administrations civiles l'exécution des ordres de levée, t. I, p. 347; = sur une ordonnance royale relative au martelage et à la conservation des bois destinés à la marine, t. III, p. 125. — Officiers et agens de l'armée de mer qui sont exemptés du service de la garde nationale, t. III, p. 128. — Solution de plusieurs questions relatives aux compagnies d'assurances maritimes, t. III, p. 353.

MARINS. Mode de constater leur domicile de droit pour les mariages, t. I, p. 63. — Surveillance à exercer sur ceux qui voyagent dans l'intérieur, t. III, p. 34.

MARINS réformés. Il ne doit point être délivré de feuilles de route pour Paris à ceux dont le voyage n'aurait pour objet que de solliciter des pensions, t. I, p. 1.

MARQUES des fabriques. Voyez *Fabriques*.

MARTELAGE. Voyez *Bois*.

MÉDECINE. Nouvelle organisation de l'hospice de la Maternité de Paris, destiné à recevoir les élèves envoyés des départemens, t. I, p. 220. — Instruction sur l'exécution de la loi relative à l'exercice de la médecine, t. I, p. 289. — Arrêté contenant organisation des jurys, t. II, p. 357. — Titre de réception d'officier de santé, t. II, p. 361. — Certificat de capacité pour la profession d'herboriste, *ibid.* — Titre de réception de pharmacien, t. II, p. 362. — Certificat de capacité pour la profession de sage-femme, *ibid.* — Modèle de la liste générale des docteurs en médecine et en chirurgie, chirurgiens, officiers de santé, sages-femmes, pharmaciens et herboristes, établis dans chaque département, t. II, p. 363. — Modèle des procès-verbaux des jurys, t. II, p. 365. — Surveillance à exercer sur les pharmaciens pour s'assurer s'ils se conforment au nouveau codex, t. III, p. 499. — Les préfets doivent désigner les pharmaciens à adjoindre aux jurys de médecine, t. IV, p. 64. — Fixation des arrondissemens composant les différentes facultés, t. IV, p. 65. — Instructions sur les travaux des jurys, t. IV, p. 66. — Les pharmaciens adjoints aux jurys ne peuvent être choisis que parmi ceux qui ont été reçus dans les écoles spéciales de pharmacie, t. IV, p. 76. — Liste des substances qui doivent être considérées comme drogues médicales et dont la vente doit être soumise à une surveillance spéciale, t. IV, p. 101.

**MÉDECINS.** Exemption de patente accordée à ceux qui sont attachés au service des pauvres et des hospices, t. I, p. 417.

**MÉDECINS vétérinaires.** Conditions qu'ils doivent remplir, t. II, p. 478.

**MÉDICAMENS.** Voyez *Pharmacie*.

**MENDIANS.** Mesures à prendre contre eux, t. I, p. 208. — Mode de paiement et d'acceptation des secours qui sont accordés aux voyageurs indigens, t. II, p. 94.

— Précautions à prendre dans la délivrance des passeports, t. II, p. 175. —

— Les secours qui leur sont accordés sont acquittés sur les fonds de dépenses imprévues des départemens, t. II, p. 184. — Mesures et précautions à prendre

pour réprimer des abus introduits dans la distribution des secours, t. II, p. 422. — Les préfets peuvent faire acquitter sans l'autorisation du ministre

le paiement des secours qui leur sont attribués, t. III, p. 3. — Précautions à

prendre pour la délivrance des passeports, t. III, p. 49. — Nouvelles mesures

prescrites pour la délivrance des passeports, t. III, p. 471. — Instructions

complémentaires sur cet objet, t. III, p. 523. Voyez *Dépôts de mendicité*.

**MENDICITÉ.** Moyens de la réprimer et de secourir les indigens, t. III, p. 279.

Voyez *Dépôts de mendicité*.

**MERCURE.** Accidens auxquels sont exposés les ouvriers des mines et usines habituellement en contact avec ses vapeurs, t. II, p. 439. — Secours à leur donner, *ibid.*

**MERCURIALES.** Rappel des instructions qui en prescrivent l'envoi, mais seulement pour celles des marchés qui ont habituellement quelque importance, t. I, p. 93. — Rappel de l'obligation pour les maires de les envoyer exactement, t. I, p. 175. — Mode de rédaction des mercuriales de grains, et marche à suivre pour leur envoi au ministère, t. I, p. 221. — Doivent exprimer tous les prix selon les mesures et les poids nouveaux, t. I, p. 235. — Instruction sur le mode à adopter pour leur établissement, t. III, p. 180.

**MÉRINOS.** Envoi d'une instruction sur l'éducation des bêtes à laine de cette race, t. II, p. 189.

**MESSAGERIES.** Instruction sur l'exécution des lois relatives au poids des voitures, t. I, p. 207. — Ordonnance du Roi portant règlement pour le service des messageries, t. IV, p. 14.

**MESURAGE.** Il doit être établi des droits dans toutes les communes, t. II, p. 333. — Voyez *Poids et Mesures*.

**MÉTAUX.** Ne peuvent être exploités sans une autorisation formelle du Gouvernement, t. I, p. 154. Voyez *Mines*.

**MILITAIRES.** Mode de constater leur domicile pour les mariages, t. I, p. 63. — Ne peuvent se marier sans permission, t. II, p. 93. — Mesures à prendre pour prévenir les évasions de ceux détenus dans les hôpitaux, t. II, p. 190. — Fran-



chise des paquets contenant des actes de décès des militaires morts à leur corps, t. II, p. 294.

**MILITAIRES étrangers.** Ceux pensionnés en France sont tenus, pour toucher leur solde de retraite ou de réforme, de se pourvoir de lettres de naturalisation, et de conserver leur domicile réel dans le royaume, t. III, p. 86.

**MILITAIRES réformés.** Il ne doit point être délivré de feuilles de route pour Paris à ceux dont le voyage n'aurait pour objet que de solliciter des pensions, t. I, p. 1. — Moyens qu'ils doivent employer pour faire valoir leurs droits, *ibid.*

**MINES.** Désignation de celles qui ne peuvent être exploitées sans une autorisation formelle du Gouvernement, t. I, p. 154. — Mode du droit d'exploitation conféré par le Gouvernement, t. I, p. 156. — Formalités à remplir pour obtenir ce droit, *ibid.* — Conditions nécessaires pour qu'il y ait lieu à les accorder, t. I, p. 158. — A qui doit être accordée la préférence en cas de concurrence entre les demandeurs, *ibid.* — Étendue des concessions, t. I, p. 159. — Leur durée, t. I, p. 160. — Formalités à remplir pour les permissions pour établissemens d'usines à traiter le fer, t. I, p. 161. — Les feux de forge ne peuvent être établis sans l'autorisation du Gouvernement, t. I, p. 162. — Permissions provisoires, t. I, p. 163. — Les concessions ou permissions doivent être rendues publiques, t. I, p. 164. — Fixation des droits des concessionnaires ou permissionnaires, *ibid.*; = des devoirs des autorités envers eux, t. I, p. 165; = des obligations qui leur sont imposées, *ibid.* — Abandon des exploitations, t. I, p. 167. — Cas où il y a lieu de prononcer des déchéances, et formalités nécessaires, *ibid.* — Les concessions ou permissions ne peuvent passer en d'autres mains, soit par cessions ou transports, soit par succession, sans l'approbation du Gouvernement, t. I, p. 168. — Fixation des attributions respectives des tribunaux et du pouvoir administratif dans les discussions en matière de mines, t. I, p. 169. — Proposition du conseil des mines, approuvée par le ministre, tendant à renvoyer aux préfets les demandes en concession pour lesquelles toutes les formalités légales n'ont pas été remplies, t. II, p. 191. — Instruction générale sur l'exécution de la loi relative aux concessions, t. II, p. 193. — Généralités, *ibid.* — Action de l'autorité publique, t. II, p. 195. — Recherche et découverte, t. II, p. 196. — Concessions, t. II, p. 197. — Mutations et partage de celles concédées, t. II, p. 200. — Abandon de celles concédées, t. II, p. 201. — Formes à observer pour l'exploitation des minières, t. II, p. 202. — Fourneaux, forges et usines pour le traitement des substances minérales, t. II, p. 205. — Droits des concessionnaires de mines et des permissionnaires pour établissemens d'usines à traiter les métaux, t. II, p. 207. — Leurs obligations, t. II, p. 209. — Fixation et mode de perception des redevances, t. II, p. 210. — Surveillance administrative, t. II, p. 212. — Action de l'autorité judiciaire, t. II, p. 214. — Arrêté du ministre sur l'exploitation des terres pyriteuses et vitrioliques destinées à la fabrication du sulfate de fer, de l'alun, &c., t. II, p. 290. — Plans à joindre aux



demandes en concession, t. II, p. 304. — Mode d'instruction des demandes en concession, t. II, p. 389; = des réclamations contre la fixation des redevances, t. II, p. 394. — Arrêté du ministre qui fixe le sens et l'application de l'article de la loi du 21 avril 1810 relatif aux demandes en concession, t. II, p. 405. — Formes à observer pour les demandes en concurrence, t. II, p. 408. — Instructions pour la rédaction des cahiers des charges à imposer aux concessionnaires, t. II, p. 418. — Règlement de police et mesures propres à prévenir les accidens auxquels les ouvriers sont exposés, t. II, p. 426. — Instructions sur le caractère des accidens et sur les secours qui doivent être administrés, t. II, p. 429. — Asphyxiés, t. II, p. 430. — Noyés, t. II, p. 432. — Brûlures, t. II, p. 434. — Fractures, t. II, p. 435. — Empoisonnement par l'arsenic, *ibid.* — Coliques de plomb, t. II, p. 437. — Dangers du mercure, t. II, p. 439. — État des médicamens qui doivent se trouver près des mines, t. II, p. 440. — Composition de la boîte de secours, t. II, p. 441. — Les conseils de préfecture ne peuvent prononcer de modérations ni de dégrèvemens des redevances fixes établies par la loi sur l'étendue des concessions, t. II, p. 456. — Nouvelles instructions sur les cahiers des charges qui doivent être rédigés pour les concessions, t. II, p. 485. — Instruction générale sur les améliorations à apporter dans le service de l'administration, t. II, p. 519. — Formation des bureaux, *ibid.* — Moyens d'activer la surveillance, t. II, p. 522. — Mines exploitées par des particuliers, *ibid.* — Distinction à faire des minières concédables et non concédables, t. II, p. 523. — Mesures à prendre à l'égard des minières fouillées à ciel ouvert, *ibid.*; = des usines appartenant à des particuliers, *ibid.*; = des verreries, t. II, p. 524; = des carrières, *ibid.*; = des tourbières, *ibid.* — Service des mines domaniales, t. II, p. 526; = des minières, carrières et tourbières domaniales, t. II, p. 527; = des minières et mines communales, *ibid.*; = des salines communales, *ibid.*; = des carrières et tourbières communales, t. II, p. 528. — Mesures à observer pour la vente des exploitations communales, *ibid.*; = des forêts domaniales qui renferment des mines ou minières, t. II, p. 529. — Indemnités à allouer aux ingénieurs sur les produits des exploitations domaniales et communales, *ibid.* — Envoi au ministère d'états de dénombrement raisonnés des minières, usines, salines, verreries, carrières et tourbières de chaque département, *ibid.*; = d'états des mines en recherche et mines délaissées, t. II, p. 530; = d'états indiquant les résultats de la surveillance de la police, *ibid.* — Plans à fournir à l'appui des demandes en concession, t. II, p. 557. — Les redevances et revenus des mines sont réunis aux produits généraux de l'État, t. II, p. 573. — Envoi aux préfets du modèle d'un état indicatif du montant des rôles des redevances fixes et proportionnelles à transmettre chaque année, *ibid.* — Établissement d'une école de mineurs à Saint-Étienne, t. III, p. 236. — Règlement arrêté par le ministre pour son organisation, t. III, p. 238. — Administration, *ibid.* — Admission des élèves, t. III, p. 239. — Enseignement, t. III, p. 240. — Discipline, t. III, p. 241. — Sortie des élèves lorsque leurs études sont terminées, *ibid.* — Comptabilité, t. III, p. 242. — Dispositions géné-

rales, t. III, p. 243. — Rétablissement de l'école royale des mines, t. III, p. 244. — Règlement arrêté par le ministre pour son organisation, t. III, p. 246. — Connaissances exigées pour l'admission, *ibid.* — Conditions, t. III, p. 247. — Mode d'admission, *ibid.* — Dispositions générales, t. III, p. 248. — Rappel de l'obligation, pour les ingénieurs, de dresser les projets d'affiches des demandes en concession, t. III, p. 395. — Marche à suivre pour la révision de la classification des minières de fer d'alluvion imposées aux redevances, t. III, p. 477. — Mesures à prendre pour faciliter l'exploitation, t. IV, p. 5. — Un certain nombre d'élèves de l'école des mineurs de Saint-Étienne sont disponibles chaque année pour être attachés à des exploitations, t. IV, p. 30; = de l'école royale des mines à Paris, t. IV, p. 31. — But de la visite annuelle des exploitations par les ingénieurs, t. IV, p. 58. — Instructions sur l'établissement du travail des redevances, *ibid.*

**MINISTÈRE de l'intérieur.** Décret relatif aux pensions de retraite des employés, t. I, p. 454. — Les phares, fanaux, feux, &c., placés sur les côtes, sont réunis à ses attributions, t. I, p. 474. — Formalités à remplir pour hâter l'expédition des affaires soumises au ministre, t. II, p. 161. — Création d'une direction générale de l'agriculture, du commerce, des arts et des manufactures, t. II, p. 509. — Les lettres ou circulaires émanées du ministère ne doivent jamais être publiées par les préfets sans une autorisation expresse, t. III, p. 10. — Toutes les attributions de l'ancien ministère des cultes, autres que les nominations du clergé catholique, sont réunies au ministère de l'intérieur, t. III, p. 57.

**MINISTRES du culte protestant.** Voyez *Culte protestant*.

**MOBILIER.** Il n'est accordé aucune approbation pour l'assurance mutuelle des effets mobiliers, t. III, p. 534.

**MOIS de nourrice.** Voyez *Enfans trouvés*.

**MONITEUR (Le).** Doit être envoyé à toutes les préfectures, t. IV, p. 98.

**MONNAIE.** Les receveurs des revenus communaux ne doivent point recevoir dans leurs caisses les pièces dont l'empreinte est entièrement effacée, t. I, p. 299.

**MONT SAINT-MICHEL.** Les condamnés à la déportation doivent être transférés dans cette prison, t. III, p. 256.

**MONTS de piété.** Leur réorganisation, t. I, p. 146. — Tous les employés doivent fournir un cautionnement, *ibid.* — Mesures à prendre pour leur assurer des fonds, *ibid.* — Bases d'après lesquelles doivent être rédigés les projets d'établissement et d'organisation, t. I, p. 340. — Conditions exigées pour l'établissement, t. I, p. 375. — Les cautionnements des receveurs municipaux peuvent y être versés, *ibid.*

**MONUMENS.** Voyez *Bâtimens civils*.

**MONUMENS anciens.** Demande aux préfets de renseignemens sur les anciens châteaux, t. II, p. 186. Voyez *Antiquités*.

**MORTIERS.** Recherches expérimentales à faire par les ingénieurs des ponts et chaussées sur leurs qualités, t. III, p. 326.

**MORVE.** Voyez *Épizootie*.

**MOULINS à eau.** Marche à suivre pour obtenir l'autorisation nécessaire pour leur établissement, t. I, p. 15.

**MOUTONS.** Voyez *Laines*.

## N

**NAISSANCE (Actes de).** Voyez *État civil*.

**NATATION.** Doit être enseignée dans tous les établissemens d'instruction publique, t. I, p. 328.

**NATURALISATION.** Les militaires étrangers pensionnés en France sont tenus de se pourvoir de lettres de naturalisation pour toucher leur solde de retraite ou de réforme, t. III, p. 86. Voyez *Étrangers*.

**NAVIGATION au long cours.** Solution de plusieurs questions relatives aux compagnies d'assurances maritimes, t. III, p. 353.

**NAVIGATION intérieure.** Les administrations communales sont invitées à faire rechercher tous les actes des différentes autorités constituées, ainsi que des mémoires, plans, devis, &c., y relatifs, depuis l'an 1600, t. I, p. 43. — Création de commissions chargées d'examiner les plans des canaux projetés sur tous les points de la France, t. I, p. 44. — Texte de ces plans, t. I, p. 46. — Encouragemens accordés par le Gouvernement aux compagnies qui se chargeraient de ces entreprises, t. I, p. 50. — Visite des rivières, canaux, &c., et destruction des obstacles que la navigation pourrait y rencontrer, t. I, p. 51. — Établissement de plans des cours d'eau par département, t. I, p. 73. — Demande aux ingénieurs en chef des renseignemens nécessaires pour déterminer les rivières susceptibles d'être rendues navigables, et les canaux de navigation que l'on pourrait exécuter, t. I, p. 114. — Instruction relative à la mise en ferme des bacs et bateaux de passage, t. I, p. 205. — Mesures prescrites pour l'exécution de la loi qui ordonne la perception d'un droit de navigation sur les fleuves et rivières navigables, t. I, p. 217. — Rappel de l'exécution des lois relatives à la police des cours d'eau, t. I, p. 247. — Application aux dépenses relatives à ce service des dispositions du décret concernant celles des ponts et chaussées, t. I, p. 363. — Il est défendu d'établir des filets pendant la nuit dans les rivières navigables, t. II, p. 65. — Demande aux préfets de leurs



observations sur un projet de règlement de navigation, t. III, p. 329. — Nécessité de la révision des tarifs des droits de navigation, t. IV, p. 20. — Création de commissions chargées de proposer de nouveaux tarifs, t. IV, p. 21. — Publication d'une statistique de toutes les navigations existant en France, t. IV, p. 77.

**NOMS et Prénoms.** Voyez *Enfants trouvés, Israélites*.

**NOTABLES électeurs.** Voyez *Tribunaux de commerce*.

**NOTAIRES.** Ne doivent pas recevoir d'actes d'acquisition d'immeubles faites par les maires au nom des communes sans autorisation, t. I, p. 453.

**NOURRICES.** Voyez *Enfants trouvés*.

**NOYÉS.** Instructions relatives à l'emploi des boîtes fumigatoires, t. I, p. 99. — Composition des boîtes, t. I, p. 100. — Utilité de ces boîtes, t. I, p. 351. — Instruction générale sur les secours à donner, t. I, p. 380. — Recommandation aux préfets d'une notice de M. *Chaussier* sur le même objet, t. II, p. 47. — Secours à donner dans les mines et usines, t. II, p. 432. — Envoi de deux nouveaux exemplaires, dans chaque département, de l'ouvrage de M. *Portal* sur les secours à donner, t. II, p. 548, t. III, p. 95.

## O

**OCTROIS.** Rappel des lois qui en ont prescrit l'établissement, t. I, p. 90. — Il doit en être établi dans toutes les communes dont les revenus ne suffisent pas aux dépenses, *ibid.* — Travaux préliminaires des administrations municipales, *ibid.* — Mesures nécessaires pour réprimer la fraude, t. I, p. 96. — Fixation des attributions des conseils municipaux pour les propositions de tarifs et réglemens de perception convenables aux localités, t. I, p. 108. — Le Gouvernement a seul le droit de prononcer sur le principe et sur l'application de la loi, *ibid.* — Aucun tarif et règlement d'octroi ne doit être mis à exécution avant d'avoir été revêtu de l'approbation du ministre, t. I, p. 118. — Annulation de la franchise des approvisionnemens de guerre et de marine, t. I, p. 196. — Fixation des frais de prestation de serment des employés, t. I, p. 246. — Ils ne doivent prêter serment que devant le juge de paix du canton où se trouve soit leur domicile, soit le bureau où ils sont attachés, *ibid.* — Les juges de paix d'une même ville ne peuvent exercer leur ministère, pour ce qui regarde l'octroi, hors des limites de leur juridiction respective, t. I, p. 287. — Formalités à remplir pour obtenir l'établissement d'octrois en faveur des communes, t. I, p. 292. — Les préfets peuvent seuls autoriser la mise en jugement des préposés, t. I, p. 300. — Doivent procurer aux hospices des secours proportionnés à leurs besoins, t. I, p. 311. — Les tarifs ne peuvent être mis à exécution qu'autant qu'ils



ont été approuvés par l'autorité supérieure, t. II, p. 33. — Les perceptions additionnelles remplaçant les contributions mobilière et somptuaire ne sont passibles d'aucune des retenues faites au profit du trésor public, t. II, p. 55. — Le montant des frais de perception ou de régie doit être énoncé aux budgets, t. II, p. 58. — Constatation des produits dans les budgets communaux, t. II, p. 333. — Allocations aux budgets communaux pour addition à l'octroi, t. II, p. 336. — Le prélèvement du dix pour cent du produit net des octrois des villes est étendu à toutes les communes, quel que soit le montant de leur revenu ou leur population, t. III, p. 115. — Moyens d'assurer le paiement des pensions de retraite des employés, t. III, p. 322. — Les fermiers sont tenus de se conformer aux dispositions qui établissent des caisses de retraite en faveur des employés, t. III, p. 387.

**ODEURS insalubres.** Voyez *Salubrité publique*.

**OFFICIERS.** Ceux qui sont en activité et ceux qui jouissent d'une solde de non-activité ne peuvent se marier sans permission, t. III, p. 55. — Formalités à remplir par ceux qui ne sont plus dans le cas d'être rappelés au service, *ibid.*

**OFFICIERS civils.** Doivent retenir les pièces dont ils ont fait lecture, lors des mariages, aux parties et aux témoins, t. I, p. 64.

**OFFICIERS de port.** Décret portant organisation de ces officiers, t. II, p. 42. — Règlement de leur uniforme, t. II, p. 137.

**OFFICIERS du génie.** Sont chargés de la direction des travaux à faire aux bâtimens et établissemens militaires dans les places de guerre, t. II, p. 347.

**OFFICIERS de santé.** Modèle de leur titre de réception, t. II, p. 361.

**ORGE.** Peut être employé pour suppléer aux semences de mars, t. II, p. 497. — Instruction sur son emploi pour suppléer à la farine de froment dans la fabrication du pain, t. III, p. 150. — Son utilité, t. III, p. 161. — Remplace avantageusement le blé de mars, *ibid.*

**ORNEMENS d'églises.** Voyez *Culte catholique*.

**OS (Gélatine d').** Voyez *Gélatine d'os*.

**OUVRAGES dramatiques.** Rappel de l'exécution des lois relatives à la rétribution due aux auteurs par les entrepreneurs de spectacles, t. I, p. 36.

**OUVRIERS.** Doivent tous avoir des livrets, t. I, p. 304. — Motifs de cette mesure, *ibid.* — Mesures à prendre pour réprimer les vols de matières premières commis par les ouvriers auxquels on les confie, t. II, p. 18. — Formes à observer par les fabricans dans les notes qu'ils inscrivent sur leurs livrets, t. II, p. 162. — Coalitions entre des ouvriers des papeteries, t. II, p. 357. — Moyens de les occuper pendant l'hiver, t. III, p. 123. — Surveillance à exercer par l'autorité

municipale sur les ouvriers et gens de peine, t. III, p. 338. — Formes à observer pour les réglemens de police, *ibid.* Voyez *Bureaux de placement*.

## P

**PAIN.** Avant de taxer le prix du pain, les maires doivent faire procéder au pesage du blé froment de la récolte de l'année et en constater le poids, t. III, p. 521. Voyez *Blé*.

**PAPETERIES.** Coalitions entre les ouvriers, t. II, p. 357.

**PARIS.** Décision du ministre portant établissement de jurés-compteurs sur les canaux, rivières et ports d'approvisionnement, t. I, p. 169; = concernant la mise en état des bois sur les ruisseaux flottables du Morvan et le maintien des eaux servant au flottage, t. I, p. 173. — Instruction pour le service des jurés-compteurs, t. I, p. 184. — Arrêté relatif au mesurage des bois, t. I, p. 187. — Mesures prescrites pour éviter l'embarras de la voie publique par les matériaux destinés aux grandes constructions, t. II, p. 221. — Décision du ministre contenant réglemen pour le service du flottage sur les ruisseaux de Vendy et de Sainte-Clotilde, affluens à la rivière d'Aisne, t. II, p. 468. — Nouvelles mesures prescrites pour la délivrance de passeports aux voyageurs indigens, t. III, p. 471. — Les passeports pour les colonies françaises seront délivrés sur des formules de passeport à l'intérieur, t. III, p. 539. — Surveillance plus active à exercer sur les voyageurs, t. IV, p. 23. Voyez *Mendians*, *Approvisionnement de Paris*.

**PASTEURS.** Voyez *Culte protestant*.

**PATENTES.** Leur constatation dans les budgets communaux, t. II, p. 332. — La patente est obligatoire pour tous ceux qui font le commerce des grains, t. III, p. 130.

**PATERNITÉ.** Les officiers civils ne doivent recevoir aucune déclaration lorsque le mariage n'est pas déclaré constant ou que le père n'est pas présent, t. I, p. 62.

**PAUVRES.** Prorogation pour l'année 1808 des droits établis en leur faveur sur les spectacles, bals et fêtes publiques, t. II, p. 58. — Le droit sur les spectacles est prorogé pour l'année 1809, t. II, p. 137; = pour l'année 1810, t. II, p. 165.

**PAVÉS.** Allocation aux budgets communaux pour leur entretien, t. II, p. 338.

**PÊCHE.** Le droit de pêche sur les rivières non navigables appartient aux propriétaires riverains, t. I, p. 366. — Il est défendu d'établir pendant la nuit des filets dans les rivières navigables, t. II, p. 65. — Instruction rédigée par ordre du ministre sur la préparation des rognons employés comme amorces pour la pêche de la sardine, t. III, p. 212.

**PENSIONS.** Mode de délivrance des certificats de vie, t. I, p. 451. — Décret relatif aux pensions des employés du ministère de l'intérieur, t. I, p. 454; = à celles accordées aux employés des prisons, t. II, p. 72. — Mode de paiement des pensions et versements, t. II, p. 75. — Aucune pension ne peut être payée sur les revenus des communes, ni allouée dans les comptes, si elle n'a été accordée par un décret, t. II, p. 158. — Règlement concernant celles à accorder aux employés de l'administration des haras et des écoles vétérinaires, t. II, p. 182; = aux employés attachés aux administrations départementales ou municipales, t. II, p. 294. — Allocation aux budgets communaux pour les pensions des employés des communes, t. II, p. 342. — Règlement de celles accordées aux préposés des ponts à bascule, t. II, p. 447. — Formalités à remplir pour les demandes de pensions en faveur des employés des prisons, t. II, p. 484. — Les militaires étrangers pensionnés en France sont tenus, pour toucher leur solde de retraite ou de réforme, de se pourvoir de lettres de naturalisation, et de conserver leur domicile réel dans le royaume, t. III, p. 86. — Moyens d'assurer le paiement de celles des employés de l'octroi, t. III, p. 322. — Les fermiers des octrois sont tenus de se conformer aux dispositions qui établissent des caisses de retraite en faveur des employés, t. III, p. 387. — Règlement pour les pensions à accorder aux employés des hospices et des établissemens de charité, t. IV, p. 102.

**PÉPINIÈRES.** Encouragemens accordés à ceux qui en auront formé, t. I, p. 10. — Allocation aux budgets pour leur entretien, t. II, p. 341. Voyez *Plantations, Bois*.

**PERCEPTEURS.** Sont chargés de la recette particulière de toutes les communes de leur arrondissement ayant moins de 20,000 francs de revenus, t. I, p. 355.

**PERCEPTION des contributions directes.** Voyez *Contributions directes*.

**PÈRES de la foi (Les).** Voyez *Associations religieuses*.

**PESAGE.** Il doit être établi des droits dans toutes les communes, t. II, p. 333. Voyez *Poids et Mesures*.

**PHARES.** Les phares, fanaux, feux, balises, &c., placés sur les côtes, sont réunis aux attributions du ministère de l'intérieur, t. I, p. 474. — Surveillance des ingénieurs des ponts et chaussées sur les marchés passés pour l'éclairage, t. II, p. 21.

**PHARMACIE.** Instruction de l'école de médecine de Paris qui fixe les fonctions qui peuvent être confiées sans danger aux sœurs de charité, t. I, p. 192. — Pharmacopée à l'usage des hospices et établissemens de bienfaisance, t. I, p. 271.

**PHARMACIENS.** Modèle du titre de réception, t. II, p. 362. Voyez *Médecine*.

**PIPES à fumer (Fabriques de).** Comprises dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.



**PIQUEURS des ponts et chaussées.** Voyez *Ponts et Chaussées*.

**PISTOLETS à vent.** Voyez *Port d'armes*.

**PLACEMENT des ouvriers** (Bureaux de). Voyez *Bureaux de placemens*.

**PLACES de guerre.** Les officiers du génie sont chargés de la direction des travaux à faire dans les places aux bâtimens et établissemens militaires, t. II, p. 347. Voyez *Fortifications*.

**PLANTATION des routes.** Mesures à observer pour l'abattage des arbres le long des routes, t. III, p. 216.

**PLANTATIONS.** Encouragemens accordés aux propriétaires qui en feront, t. I, p. 10. — Leur urgence et leur utilité, t. I, p. 29. — Plantations possibles en France sur les parties inutiles du sol, t. I, p. 30. — Leurs rapports avec ses autres produits, t. I, p. 31. — Inconvéniens de la multiplicité des défrichemens, t. I, p. 32. — Exemples de plantations donnés par des particuliers, *ibid.* — Intérêts qu'ils ont retirés de leurs fonds, t. I, p. 33.

**PLÂTRE.** Instructions sur son usage pour amender les terres, t. IV, p. 34.

**PLOMB.** État des médicamens qui doivent se trouver près des mines, t. II, p. 440. Voyez *Colique de plomb*.

**PLUIES.** Instructions sur les plantes qui peuvent être mises dans les terres que les pluies d'automne ont empêché d'ensemencer, t. III, p. 159.

**POÈLIERS journalistes.** Compris dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**POIDS et Mesures.** Établissement de bureaux de poids public, t. I, p. 64. — Avantages de l'uniformité des poids et mesures et du nouveau système métrique, *ibid.* — Instructions relatives à l'exécution de l'arrêté qui ordonne l'emploi exclusif des nouvelles mesures dans toute la France, t. I, p. 118. — Formalités à remplir pour la vérification et la marque des nouvelles mesures, t. I, p. 171. — Instruction relative à l'établissement des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics, t. I, p. 202. — Instruction générale sur l'application du nouveau système métrique, t. I, p. 231. — Nécessité de la publication des tables de comparaison, t. I, p. 232. — Opérations des bureaux de vérification, *ibid.* — Moyens de propager l'usage effectif des nouvelles mesures, t. I, p. 234. — Composition des mercuriales et journaux, t. I, p. 235. — Abus des romaines, t. I, p. 236. — Précautions à prendre pour l'ajustage des anciens poids, t. I, p. 237. — Formes des membrures pour le mesurage des bois de chauffage, t. I, p. 238. — Capacité des tonneaux et bouteilles, t. I, p. 239. — Les huiles ne peuvent être vendues qu'au poids, t. I, p. 240. — Rapport entre le prix du litre et celui du kilogramme, *ibid.* — Toutes les municipalités doivent être pourvues de modèles-étalons des nouvelles mesures, et se débarrasser de ceux des anciennes, t. I, p. 241. — Paiement des dépenses relatives à l'établissement du nouveau système, *ibid.* — Fonctions des inspecteurs, t. I, p. 242. — Surveillance



à exercer par les officiers de police, *ibid.* — Nécessité de poursuivre judiciairement les contraventions, *ibid.* — Application du nouveau système à la médecine et à la pharmacie, t. I, p. 243. — Arrêté du ministre qui prescrit l'usage exclusif des nouveaux poids par toutes les personnes attachées à son ministère, t. I, p. 399; = aux administrations des pauvres et des hospices, t. I, p. 432. — Moyens de lever les obstacles qu'éprouve l'adoption effective des nouvelles mesures, t. I, p. 466. — Instructions pour l'établissement du compte des recettes et dépenses de ce service, t. II, p. 60. — Nécessité de la vérification annuelle, *ibid.* — Instructions générales sur la partie administrative des poids et mesures, t. II, p. 108. — Comptabilité des recettes et dépenses des bureaux de vérification, *ibid.* — Vérification des mesures neuves, t. II, p. 109. — Tournées des inspecteurs, t. II, p. 110. — Suppression du trait dans les bureaux de pesage public, t. II, p. 187. — Mesures à prendre pour faire cesser l'usage des fausses tares dans le commerce des savons, t. II, p. 289. — Instructions sur les mesures à prendre pour l'introduction complète du nouveau système dans le commerce et les arts, t. II, p. 306. — Confection d'instrumens de pesage et de mesurage qui, tout en présentant les fractions ou les multiples de l'unité métrique, soient accommodés aux besoins du peuple et soient facilement compris par lui, *ibid.* — Réponse aux différentes objections contre le nouveau système, t. II, p. 377. — Tableau des dimensions des mesures de capacité usuelles, t. II, p. 389. — Les bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics, doivent être pourvus des nouvelles mesures usuelles, t. II, p. 483. — Ces mesures doivent être fournies aux frais des communes, *ibid.* — Avantages résultant pour les communes de l'établissement des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics, t. III, p. 4. — Instruction sur l'exercice de la profession de peseur, mesureur et jaugeur, *ibid.* — Les fractions décimales ne peuvent être employées dans la vente en détail, pour laquelle les marchands ne doivent se servir que des mesures et poids usuels, t. III, p. 10. — Les boissons ne peuvent être vendues en détail qu'à la mesure du litre, du demi-litre ou du quart, t. III, p. 66. — Toutes les marchandises, de quelque nature qu'elles soient et de quelque pays qu'elles viennent, ne peuvent être vendues qu'aux mesures et aux poids établis par la loi, t. III, p. 177. — Mode de paiement des dépenses des bureaux de vérification, t. III, p. 290. — Suppression des inspecteurs divisionnaires, t. III, p. 550. — Création de vérificateurs principaux, *ibid.* — Fonctions de ces employés, *ibid.*

**POISONS.** Mesures de précaution contre le débit des substances vénéneuses, t. III, p. 224.

**POLICE municipale et rurale.** Parties dont elle se compose, t. II, p. 403. — Droits et devoirs des maires dans leurs fonctions, *ibid.* — Tous les individus surpris en contravention doivent être poursuivis dans les formes légales, t. III, p. 367. — Ils ne peuvent être contraints à des transactions pécuniaires au profit des

hospices, *ibid.* — Attributions et pouvoirs des maires sur cette matière, *ibid.*  
Voyez *Amendes*.

**POLICE sanitaire.** Mesures à prendre sur les côtes de l'Océan et de la Manche pour empêcher l'invasion de la peste et des maladies contagieuses, t. III, p. 58.

**POMMES de terre.** Peuvent être employées avantageusement pour suppléer aux semences de mars, t. II, p. 499. — Notice sur une variété hâtive de pomme de terre, t. III, p. 131. — Instruction sur leur emploi pour suppléer à la farine de froment dans la fabrication du pain, t. III, p. 150. — Avis sur quelques procédés économiques à employer pour la reproduction et la plantation, t. III, p. 165. — Instruction sur la manière de les conserver, t. III, p. 257. — Précautions générales à prendre lors de la récolte, t. III, p. 258. — Conservation par la dessiccation, t. III, p. 262. — Conservation des pommes de terre en forme de pâtes, t. III, p. 263.

**POMPES funèbres.** Doivent accroître les ressources des fabriques, t. III, p. 422. — Il doit être dressé des tarifs dans toutes les paroisses qui en sont susceptibles, *ibid.* Voyez *Inhumations*.

**POMPIERS.** Formation du corps de pompiers pour les incendies dans les départemens, t. II, p. 561.

**PONTS à bascule.** Leur manœuvre confiée à des préposés spéciaux, t. II, p. 367. — Devoirs de ces préposés, t. II, p. 368. — Demande de renseignement sur le personnel des préposés pour l'exécution du décret qui leur accorde des pensions de retraite, t. II, p. 447. — Examen de leur utilité pour l'appréciation du chargement des voitures, t. II, p. 535.

**PONTS et Chaussées.** Confection des plans à fournir par les ingénieurs pour l'élargissement et le redressement des rues qui font partie des grandes routes, t. I, p. 13. — Instruction sur l'exécution des lois relatives aux contraventions en matière de grande voirie, et au poids des voitures de roulage et de messageries, t. I, p. 207. — Formes à suivre pour les adjudications de travaux, t. I, p. 253. — Instructions sur l'exécution de la loi relative à la plantation des grandes routes, t. I, p. 367. — sur l'exécution des lois relatives à la plantation et à l'entretien des chemins vicinaux, t. I, p. 376. — Mesures prescrites pour la franchise de la correspondance des inspecteurs divisionnaires et des ingénieurs, t. I, p. 382. — Formalités à remplir pour payer les hypothèques existant sur les propriétés dont l'acquisition est nécessaire pour la confection ou l'agrandissement des routes, t. I, p. 389. — Demande aux ingénieurs en chef d'un inventaire des objets appartenant à l'État et existant dans leurs bureaux, t. I, p. 402. — Travaux à exécuter par les ingénieurs pour la confection d'une carte générale des routes de France, t. I, p. 420. — Mode de remplacement des conducteurs t. I, p. 470. — Règlement pour les piqueurs et conducteurs

attachés au service de l'administration, t. I, p. 494. — Les ingénieurs doivent adresser au directeur général, à la fin de chaque trimestre, un état nominatif des pensionnaires de l'administration existant dans leur département, t. II, p. 1. — Compétence des différens ministres relativement aux travaux des grandes routes, ponts, canaux de navigation, rades, &c., t. II, p. 15. — Les déserteurs sont mis à la disposition de l'administration, pour être employés aux travaux publics, t. II, p. 22. — Instruction générale sur la police du roulage et sur le poids des voitures, t. II, p. 34. — Moyens à prendre par les ingénieurs pour assurer le service de leurs bureaux, t. II, p. 67. — Instruction sur la perception et l'emploi des amendes prononcées par les lois relatives au roulage, t. II, p. 76. — Une copie des plans, devis et détails de tous les projets approuvés par le directeur général, doit être déposée à l'administration centrale, t. II, p. 87 et 88. — Communications à créer ou à améliorer pour faciliter le transport des bois, t. II, p. 90. — Les ingénieurs en chef ne doivent rester dépositaires des plans des projets approuvés que pendant la durée de leur exécution, t. II, p. 106. — Ces plans doivent être ensuite déposés aux archives de la préfecture, t. II, p. 107. — Les ingénieurs doivent remettre, à la fin de chaque année, une notice des objets dont ils se seront occupés, t. II, p. 145. — Les alignemens, dans la partie des villes qui font partie des grandes routes, sont soumis au Gouvernement, *ibid.* — Forme des rapports des tournées des inspecteurs divisionnaires, t. II, p. 146. — Franchise de la correspondance des ingénieurs, t. II, p. 160. — Époque de l'expiration des baux d'entretien et de réparation des routes, t. II, p. 173. — Instruction sur la comptabilité du service de l'administration, t. II, p. 214. — Le dessèchement des marais est réuni aux attributions de l'administration, t. II, p. 258. — Demande aux préfets de leurs observations sur la marche adoptée pour le dessèchement, et sur les améliorations dont ils le jugeraient susceptible, *ibid.* — Clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux, t. II, p. 272. — Envoi aux préfets de la seconde partie de l'instruction générale sur la comptabilité du service de l'administration, t. II, p. 283. — Surveillance à exercer par les préfets, sous-préfets et maires, sur l'entretien des routes, t. II, p. 370. — L'entretien et le curage des fossés des grandes routes sont à la charge des propriétaires riverains, t. II, p. 374. — Rappel des dispositions relatives à l'exploitation des carrières ouvertes pour le service des ponts et chaussées dans les forêts soumises à l'administration forestière, t. II, p. 417. — L'entretien, le curage et la réparation des fossés des grandes routes bordant les forêts du Gouvernement, sont mis à la charge de l'administration forestière, t. II, p. 419. — Pose de bornes départementales et cantonales, t. II, p. 425. — Désignation des ponts dormans et des ponts-levis qui sont à la charge du ministère de la guerre, et de ceux qui sont à la charge de l'administration, t. II, p. 442. — Formes à suivre pour la direction et l'exécution des travaux qui ne sont point donnés à l'entreprise, t. II, p. 464. — Rapport fait au conseil général sur la police du roulage, t. II, p. 531. — Économies à apporter dans le personnel de l'administra-



tion, t. II, p. 580. — Demande aux préfets de leur proposition sur la fixation du nombre des agens dont le traitement n'est pas sujet à retenue, *ibid.* — Rapport sur la fixation des échelles métriques pour l'exécution des modèles et des plans relatifs au service de l'administration, t. II, p. 592. — Tableau des échelles, t. II, p. 594. — Fixation des routes dont l'entretien est à la charge des départemens, t. III, p. 50. — Les ingénieurs en chef ne sont plus chargés de rendre compte des dépenses du service des routes départementales, t. III, p. 57. — Les préfets doivent provoquer l'autorisation du directeur général pour l'emploi des supplémens de fonds votés par les conseils généraux pour les routes, ponts, &c., *ibid.* — Instructions sur l'entretien des chemins vicinaux à la charge des communes, t. III, p. 61. — Règlement pour le service des cantonniers salariés chargés de l'entretien des routes en cailloutis, t. III, p. 71. — Les décisions des conseils de préfecture en matière de grande voirie doivent produire les mêmes effets que les jugemens des tribunaux, et être signifiées aux parties par huissiers, t. III, p. 117. — Emploi des indigens à l'entretien et à la réparation des routes pendant l'hiver, t. III, p. 123. — Modifications à la marche prescrite pour la transmission de divers projets de travaux, t. III, p. 136. — Instruction générale sur les différentes lois relatives à la réparation des chemins vicinaux, t. III, p. 187. — Règlement relatif au service et au paiement des cantonniers stationnaires, t. III, p. 205. — Instructions sur un nouveau système d'ordonnancement des dépenses du service de l'administration, t. III, p. 206. — Mesures à observer pour l'abattage des arbres le long des routes, t. III, p. 216. — Indemnités à accorder aux ingénieurs pour les travaux des routes départementales, t. III, p. 233. — Nécessité de substituer, autant que possible, au bois le fer ou la pierre pour la construction des ponts, t. III, p. 279. — Bois à employer pour la restauration des anciens ponts, *ibid.* — Mode à suivre pour les adjudications de fournitures de matériaux, t. III, p. 283. — Instruction faisant suite à l'instruction générale sur la comptabilité, t. III, p. 284. — Fonds, crédits et ordonnances, t. III, p. 285. — Dépenses, *ibid.* — Dispositions relatives aux décomptes, et pièces à fournir à l'appui des états de situation, t. III, p. 286. — Travaux exécutés par entreprise, *ibid.* — Dépenses faites en régie ou par économie, t. III, p. 287. — Indemnités de terrains à accorder aux propriétaires dépossédés, t. III, p. 288. — Dépenses diverses, *ibid.* — Recherches expérimentales à faire sur les chaux de construction, sur les bétons et les mortiers ordinaires, t. III, p. 326. — Concession de plusieurs places gratuites dans les écoles royales d'arts et métiers à des fils de conducteurs, t. III, p. 395. — Marche à suivre pour l'exécution des travaux mixtes, et les conférences auxquelles ils donnent lieu entre les ingénieurs et les officiers du génie, t. III, p. 438; = pour les travaux des routes départementales, et mode de correspondance pour tout ce qui y a rapport, t. III, p. 515. — Mesures à prendre pour multiplier les routes et ponts d'intérêt local, t. IV, p. 4. — Mesures arrêtées pour faciliter aux agens de l'administration qui constatent des contraventions en matière de grande-voirie les moyens de toucher



la portion qui leur est attribuée sur les amendes prononcées, t. iv, p. 45. — Les ingénieurs en chef doivent communiquer aux inspecteurs divisionnaires, pendant leurs tournées, les projets de travaux qu'ils sont chargés de rédiger, t. iv, p. 47. — Une partie des travaux sur les traverses des villes qui sont partie des routes royales doit être à la charge de ces villes, t. iv, p. 132. — Mesures prescrites pour hâter l'exécution des travaux des routes départementales, t. iv, p. 159. Voyez *Ingénieurs*.

**POPULATION.** Envoi aux préfets de modèles de tableaux, t. i, p. 98. — Instruction sur l'exécution de la loi relative aux familles nombreuses, t. i, p. 369. — Envoi aux préfets de tableaux destinés à recevoir le mouvement pendant l'an 13, t. i, p. 401. — Demande aux préfets de renseignemens sur le mouvement de la population, et instruction sur le recensement à faire au 1.<sup>er</sup> janvier 1806, t. i, p. 429. — Envoi d'un nouveau modèle d'états pour le mouvement, t. i, p. 445. — Des ordres sont donnés pour que les registres de l'état civil, déposés aux greffes, soient communiqués aux préfets, *ibid.* — Instructions sur le recensement, t. i, p. 447. — Demande aux préfets d'un tableau de toutes les communes qui ont une population agglomérée de deux mille âmes et au-dessus, t. ii, p. 160. — Le travail des états du mouvement doit être mis au courant chaque année, t. iii, p. 282. — Rappel de la nécessité des tables annuelles, t. iii, p. 525. — Envoi aux préfets de tableaux pour un recensement général, t. iv, p. 57.

**PORCELAINES (Fabriques de).** Comprises dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. ii, p. 287.

**PORCS.** Le droit de language sur ceux vendus dans les foires et marchés ne peut être établi que par un décret spécial, t. ii, p. 347. — Mesures à prendre contre la laderie, t. iii, p. 520.

**PORT d'Armes.** Les pistolets et fusils à vent sont compris dans les armes dont la fabrication, l'usage et le port sont interdits par les lois, t. i, p. 436. — Les permis peuvent être délivrés sur la représentation des récépissés des receveurs d'arrondissement, qui sont chargés de la perception de la taxe, t. iii, p. 471. — Rappel des dispositions législatives qui exigent indistinctement les paiemens de la rétribution pour obtenir un permis, t. iv, p. 165.

**PORTAL.** Envoi aux préfets de son instruction sur les moyens de rendre à la vie les noyés ou asphyxiés, t. ii, p. 548; t. iii, p. 95.

**PORTE-FAIX.** Voyez *Ouvriers*.

**PORTES et Fenêtres.** Voyez *Contributions*.

**PORTS.** Voyez *Officiers de port*.

**PORTS de commerce.** Organisation des officiers de port, t. ii, p. 42.

**POSTES.** Mesures prescrites pour la franchise de la correspondance des ins-

pecteurs divisionnaires et des ingénieurs des ponts et chaussées, t. I, p. 382.  
 — Nouvelles observations sur la franchise des ingénieurs, t. II, p. 160.  
 — Franchise des paquets contenant des actes de décès d'individus morts dans les hôpitaux ou aux corps militaires, t. II, p. 294. — Mesures à prendre pour prévenir la fraude, t. III, p. 256.

**POTASSE** (Fabriques de). Comprises dans la troisième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

**POTIERS de terre**. Compris dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**PRÉFECTURES**. Chaque lettre adressée au ministère doit contenir en marge une indication succincte de son objet, t. I, p. 95. — Composition des journaux de préfecture, t. I, p. 177. — Les maires ne peuvent être obligés à y souscrire, *ibid.* — Inconvéniens de la publication de la correspondance des fonctionnaires avec les ministres, t. I, p. 226. — Bases sur lesquelles doivent être réglées les mémoires de frais d'impression, t. I, p. 229. — Mode à suivre pour la rédaction des comptes de tournées faites chaque année par les préfets, t. I, p. 355. — Les préfets ne peuvent nommer des adjoints aux secrétaires généraux, t. I, p. 370. — Responsabilité exclusive des préfets, t. I, p. 387. — Les arrêtés et les lettres signés par eux ne doivent être contre-signés ni par des chefs ni par le secrétaire général de la préfecture, *ibid.* — Mode de paiement des sommes allouées par abonnement pour frais d'administration, t. I, p. 438. — Il est défendu d'exiger un droit de visa sur les certificats de vie, t. I, p. 451. — Il doit être fait aux préfectures trois copies des transactions dont l'approbation est sollicitée auprès du Gouvernement, t. II, p. 144. — Formalités à remplir pour hâter l'expédition des affaires soumises au ministre, t. II, p. 161. — Règlement des pensions de retraite à accorder aux employés attachés aux administrations départementales, t. II, p. 294. — Modifications aux règles précédemment tracées pour la vérification et la surveillance des caisses communales, t. II, p. 458. — Mode de paiement des dépenses des corps-de-garde établis près des préfectures, t. II, p. 555. — Mode de publication et de transmission des actes des préfectures, t. II, p. 573. — Suppression des secrétaires généraux, t. III, p. 208. — Le doyen des conseillers en remplit les fonctions, *ibid.* — Il est également chargé de veiller à la conservation des archives, t. III, p. 209. — Mesures à prendre pour la bonne tenue des archives, *ibid.* — Les comptes à rendre sur l'administration départementale ne sont exigés que par année, t. III, p. 297. — Mode d'acquiescement des frais d'illumination des hôtels de préfecture, t. III, p. 311. — Suppression de l'indemnité allouée aux préfets pour l'entretien et le renouvellement du mobilier, t. III, p. 392. — Formation d'inventaires des mobiliers, *ibid.* — Instruction sur l'établissement, la publication et l'envoi au ministère du recueil des actes administratifs, t. IV, p. 50. — Le Moniteur doit être envoyé à toutes les préfectures, t. IV, p. 98. — Mode de paiement de l'abonnement, *ibid.* — Rétablissement des secrétaires généraux,

t. IV, p. 100. — La garde des archives doit être confiée au secrétaire général,

t. IV, p. 116.

**PRÉFETS.** Bases de la correspondance qu'ils doivent entretenir avec le ministre, t. I, p. 88. — Détermination de leurs devoirs et de leurs fonctions, t. I, p. 89, 94, 95. — Ne doivent mettre à exécution aucun arrêté pris par eux, sur des objets d'administration, sans l'avoir soumis à l'approbation du ministre que ces objets concernent, t. I, p. 117. — Doivent soumettre à l'approbation du ministre de l'intérieur tous les arrêtés concernant des objets d'administration générale, t. I, p. 321. — Leur autorisation ne suffit pas pour les acquisitions d'immeubles par les communes, t. I, p. 453. — Touchent leur traitement et l'abonnement des frais d'administration du jour de leur installation, t. II, p. 147. — Sont chargés particulièrement de la surveillance de la comptabilité communale, et responsables des abus qui pourraient y avoir lieu, t. II, p. 292. — Doivent vérifier, tous les mois, la caisse de la recette municipale du chef-lieu du département, t. II, p. 293. — Mode de paiement des frais de route des préfets nouvellement nommés, t. III, p. 25. — Sont chargés de régler les budgets des villes dont les revenus ordinaires ne s'élèvent pas à 30,000 francs, t. III, p. 32. — Leur traitement est exclusivement pris sur les fonds généraux de l'État, t. III, p. 46. — Sont autorisés à assister aux séances des conseils généraux, t. III, p. 183. — Ne peuvent les présider, *ibid.* — N'ont que *voix consultative*, *ibid.* — Conduite qu'ils doivent tenir aux séances, t. III, p. 299. — Doivent adresser au ministre une copie du rapport qu'ils présentent aux conseils généraux sur l'administration des départemens, t. III, p. 499. — Rappel de l'obligation pour les préfets de joindre aux demandes de congé la désignation du conseiller de préfecture auquel ils se proposent de déléguer leurs fonctions, t. III, p. 514.

**PRÉNOMS.** Les officiers de l'état civil ne peuvent refuser d'admettre les noms des personnages connus dans la Bible, t. II, p. 480. Voyez *Enfans trouvés, Israélites*.

**PRESBYTÈRES.** Nécessité pour les communes d'en faire l'acquisition, t. II, p. 363. Voyez *Culte catholique, Fabriques*.

**PRÉSÉANCES.** Voyez *Cérémonies publiques*.

**PRESTATION en nature.** Difficultés que rencontre son application pour la réparation des chemins vicinaux, t. III, p. 188. — Demande de l'avis des conseils généraux et des conseils d'arrondissement à cet égard, *ibid.* Voyez *Chemins vicinaux*.

**PRÉVOYANCE (Caisses de).** Demande aux préfets de renseignemens sur les associations qui existent sous ce titre, t. II, p. 408.

**PRIMES de sortie.** Voyez *Douanes*.

**PRIMES pour la destruction des loups.** Voyez *Loups*.



**PRINCIPAUX de collèges.** Sont membres de droit des comités cantonaux chargés de la surveillance des écoles primaires, t. III, p. 47.

**PRISONNIERS de guerre espagnols.** Instruction sur une maladie qui s'est développée sur leur passage, t. II, p. 321. — Précautions à prendre à l'égard des prisonniers de guerre en général, t. II, p. 322. — Mesures relatives aux prisonniers malades, t. II, p. 323. — Moyens curatifs, t. II, p. 325.

**PRISONS.** Il est expressément défendu aux concierges et autres employés de faire aucune fourniture aux détenus, t. I, p. 87. — Arrêté relatif à l'établissement d'ateliers de travail, t. I, p. 122. — Nouvelles instructions relatives à la nourriture des détenus et à l'établissement des ateliers, t. I, p. 131. — Il doit être délivré des extraits séparés des jugemens rendus en commun contre plusieurs condamnés que l'on transfère, t. I, p. 189. — Moyens à prendre pour empêcher les évasions des condamnés lors des transfèremens, t. I, p. 200. — Fonctions des concierges des chambres de sûreté établies dans les casernes de gendarmerie, t. I, p. 295. — Règlement de leur salaire, *ibid.* — Les dépenses résultant de ces établissemens doivent être imputées sur les charges locales, *ibid.* — Les concierges sont soumis aux inventaires prescrits par le règlement sur les boissons, t. I, p. 465. — L'autorité administrative n'a pas le droit de transférer les détenus d'une prison dans une autre, t. I, p. 470. — Mesures à prendre pour la répression de plusieurs abus, t. II, p. 19. — Précautions à prendre pour la délivrance des certificats pour la translation des condamnés dans les hospices civils, t. II, p. 46. — Avantages résultant de l'établissement d'infirmiers dans les prisons, *ibid.* — Décret relatif aux pensions de retraite des employés des prisons, t. II, p. 72. — Mode de paiement des dépenses des détenus pour dettes envers l'État, t. II, p. 75. — Demande aux préfets de renseignemens sur les restaurations à faire aux prisons, t. II, p. 224. — Organisation et police intérieure, t. II, p. 225. — Différentes espèces de prisons nécessaires dans chaque département, t. II, p. 227. — Dénomination des différentes espèces de prisons, t. II, p. 228. — Mesures prescrites pour la vente du tabac dans l'intérieur des prisons, t. II, p. 284. — Formalités à remplir pour les demandes de pensions en faveur des employés du service intérieur, t. II, p. 484. — Marche à suivre par les préfets pour la restauration des prisons, t. II, p. 487. — Quantité de combustible à accorder aux employés, t. II, p. 549. — Objets mobiliers à accorder aux employés, t. II, p. 552. — Mode de paiement des dépenses des corps-de-garde établis près des prisons, t. II, p. 555. — Surveillance à exercer par les préfets pour détruire des abus et améliorer le service, t. III, p. 29. — Avantages résultant de la création de commissions charitables pour l'administration des détails, t. III, p. 30. — Désignation des maisons centrales de détention dont le service est imputé sur les centimes affectés aux dépenses fixes communes à tous les départemens, t. III, p. 183. — Instructions sur l'administration intérieure des prisons, *ibid.* — Mode de paiement des frais de transfèrement, de nourriture et d'entretien des condamnés dirigés sur les



maisons centrales de détention, t. III, p. 249. — Les condamnés à la déportation doivent être transférés à la maison du Mont-Saint-Michel, t. III, p. 256. — Fixation du prix de la journée et du mode de paiement de l'entretien des condamnés détenus dans les prisons départementales, t. III, p. 311. — Fournitures auxquelles les prisonniers ont droit, *ibid.* — Mode de justification de l'emploi des allocations portées au budget des dépenses fixes ou communes pour les condamnés à un an et plus d'emprisonnement, t. III, p. 424. — Formation de commissions pour la surveillance des prisons, t. III, p. 509. — Texte de l'ordonnance du Roi portant approbation de la société royale pour l'amélioration des prisons, t. III, p. 510. — Envoi du modèle des états trimestriels de la population, t. III, p. 547. — Fixation des rapports qui doivent exister entre les concierges et les détenus pour dettes, t. IV, p. 112. — Conduite que les concierges et gardiens doivent tenir à l'égard des détenus, t. IV, p. 113.

**PROFESSEURS des écoles centrales.** Sont invités à rédiger l'annuaire de leur département, t. I, p. 66.

**PROMENADES.** Allocation aux budgets communaux pour leur entretien, t. II, p. 341.

**PROTESTANS.** Voyez *Cultes protestans*, t. I, p. 213.

**PRUD'HOMMES.** Voyez *Conseils de prud'hommes*.

**PYRITEUSES (Terres).** Arrêté sur leur exploitation, t. IV, p. 290.

## R

**RAGE.** Précautions à prendre contre cette maladie, t. I, p. 3. Voyez *Epizooties*.

**RAISON sociale.** Nature des sociétés commerciales établies sous cette dénomination, t. III, p. 419.

**RAMOND (Le baron).** Nommé vice-président de la commission pour les eaux minérales, t. IV, p. 47.

**RANGS et Préséances.** Voyez *Cérémonies publiques*.

**RECEVEURS municipaux.** Allocation aux budgets pour leur traitement, t. II, p. 337. — Les frais de timbre de leurs journaux et de leurs comptes ne sont pas à leur charge, t. II, p. 424.

**RÉCOLTES.** Envoi aux préfets de tableaux destinés à présenter les résultats de la récolte de 1820, t. IV, p. 72. Voyez *Agriculture*.

**RÉCOMPENSES publiques.** Aucun corps civil ou militaire ne peut décerner aucun don, hommage, ou récompense quelconque sans l'autorisation de Sa Majesté, t. III, p. 85.

**RECRUTEMENT.** Instruction sur l'exécution de l'ordonnance du Roi relative à

une levée de 40,000 hommes, t. III, p. 370; == sur la composition des conseils de révision, t. III, p. 372. — Rappel de ces instructions, t. III, p. 440. — Mesures à prendre contre les jeunes gens désignés par le sort qui ne se sont pas rendus à leurs corps après l'expiration des délais fixés, t. III, p. 475. — On ne peut refuser de passeports aux jeunes gens qui n'ont pas encore tiré au sort, t. III, p. 481. — Instruction pour l'exécution de quelques dispositions de la loi, t. IV, p. 8. — Mesures à prendre pour maintenir le bon ordre pendant la durée des opérations, et pour réprimer la désertion, t. IV, p. 14 et 32. — Explications sur le sens dans lequel doit être entendue l'autorisation régulière que la loi exige des élèves ecclésiastiques pour leur accorder la dispense du service militaire, t. IV, p. 38. — Instructions sur l'exécution de la loi en ce qui concerne la dispense à accorder aux frères des écoles chrétiennes, t. IV, p. 61. — Invitation aux conseils municipaux des villes chefs-lieux de canton de voter des fonds pour l'achat du Manuel du recrutement, t. IV, p. 75. — Précautions à observer pour le recrutement des corps de la garde royale, t. IV, p. 121. — Nouvelles instructions sur l'exécution de la loi, t. IV, p. 142. — Aucune entreprise ou association ayant pour objet le remplacement ne peut exister sans l'autorisation du Roi, t. IV, p. 184. — Mesures à prendre pour assurer l'exécution de cette disposition, *ibid.*

**REDEVANCES des mines.** Voyez *Mines*.

**RÉDUCTIONS de peines.** Instruction sur l'exécution d'une ordonnance du Roi relative à celles qu'il y aurait lieu d'accorder aux condamnés, t. III, p. 296.

**RÉFORMES.** Voyez *Pensions*.

**RELIGIEUSES.** Demande aux préfets de renseignements pour la répartition du fonds de secours pour les religieuses âgées et infirmes, t. III, p. 330. — Augmentation du secours accordé aux anciennes religieuses, t. IV, p. 159.

**REMBOURSEMENT des rentes dues aux hospices.** L'autorisation du Gouvernement n'est pas nécessaire, t. II, p. 139.

**REMISES de peines.** Voyez *Réductions de peines*.

**REMPLACEMENT pour l'armée.** Voyez *Recrutement*.

**RENTES appartenant à l'État.** Règlement relatif à l'exécution de la loi qui affecte aux besoins des hospices toutes celles dont la reconnaissance et le paiement se trouvent interrompus, t. I, p. 149.

**RENTES aux hospices.** Peuvent être remboursées sans l'autorisation du Gouvernement, t. II, p. 139.

**RENTES foncières.** Mode de leur constatation dans les budgets communaux, t. II, p. 337.

**RENTES sur l'Etat.** Il ne peut être fait emploi des capitaux remboursés aux communes, aux hospices et aux fabriques, autrement qu'en rentes sur l'Etat, t. II, p. 214. — Formes à suivre pour cet emploi, t. II, p. 476; — Ses avantages, t. III, p. 442.

**RENTIERS.** Mode de délivrance des certificats de vie, t. I, p. 451.

**RENVERSEMENT des terres labourées.** Moyens d'arrêter cet abus, t. I, p. 34. Voyez *Agriculture*.

**RÉPERTOIRE des actes administratifs.** Voyez *Mairies*.

**RÉPERTOIRE des théâtres.** Voyez *Spectacles*.

**RÉSERVE (Fonds de).** Voyez *Budgets communaux*.

**RETARDATAIRES.** Voyez *Recrutement*.

**RETRAITES.** Voyez *Pensions*.

**RIVIÈRES.** Marche à suivre pour les demandes tendant à obtenir l'autorisation nécessaire pour l'établissement d'usines, écluses, batardeaux, moulins, &c., t. I, p. 15. — Instruction sur l'administration des bacs et bateaux, t. I, p. 51. — Il est défendu d'établir des filets pendant la nuit sur les rivières navigables, t. II, p. 65. Voyez *Navigation intérieure*.

**ROGUES.** Voyez *Pêche*.

**ROI (Le).** Voyez *Gouvernement du Roi*.

**ROMAINES.** Inconvénients de ces sortes de balances, t. I, p. 236; — Précautions à prendre contre leur usage, *ibid*.

**ROSIÈRE.** Il doit être inscrit dans tous les budgets réglés par le Gouvernement une somme pour la dot de la rosière, t. II, p. 342.

**ROUISSAGE du chanvre.** Voyez *Chanvre*.

**ROULAGE.** Instruction sur l'exécution des lois relatives au poids des voitures de roulage, t. I, p. 207. — Nouvelle instruction générale sur la police et sur le poids des voitures, t. II, p. 34. — Instruction sur la perception et l'emploi des amendes prononcées par les lois y relatives, t. II, p. 76. — Rapport fait au conseil général des ponts et chaussées sur la police du roulage, t. II, p. 531. — Inconvénients du mode d'appréciation du chargement des voitures par le nombre des chevaux, t. II, p. 532. — Système des ponts à bascule, t. II, p. 535. — Largeur des jantes, *ibid*. — Effets du frottement et de l'impression des jantes de roues sur les chaussées, t. II, p. 539. — Effets de la vitesse, t. II, p. 539. — Projet d'un nouveau tarif, et examen des anciens, t. II, p. 540. — Observations générales à faire par les ingénieurs de tous les services, t. II, p. 544. — Observations spéciales à faire, t. II, p. 545. — Avis du conseil sur l'utilité d'un changement dans le système de police en ce qui concerne les charge-



mens, t. II, p. 546. — Tableau du nouveau projet de tarif, t. II, p. 547. — Il est accordé aux voitures, messageries, &c., une tolérance de cent kilogrammes sur les chargemens fixés par le décret sur la police du roulage, t. II, p. 565. — Mode de procéder dans le jugement des contraventions en matière de police du roulage, t. III, p. 404. — Attributions des maires et des conseils de préfecture, *ibid.*

**ROUTES.** Voyez *Ponts et Chaussées*.

**RUES.** Voyez *Villes*.

**RUMFORT** (Soupes à la). Voyez *Soupes économiques*.

## S

**SABLE** (Fondeurs en). Compris dans la deuxième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288.

**SAGERET.** Son instruction sur la manière de conserver les pommes de terre, t. III, p. 257.

**SAGES-FEMMES.** Modèle du certificat de capacité, t. II, p. 362. — Instruction sur le choix des élèves envoyées à l'école de la maternité de Paris, t. III, p. 51. — Les conseils municipaux sont invités à voter en faveur des sages-femmes une rétribution annuelle, en leur imposant l'obligation de soigner les femmes pauvres, t. III, p. 52. Voyez *Hospice de la maternité*.

**SAINT-ÉTIENNE.** Établissement d'une école de mineurs dans cette ville, t. III, p. 236. — Règlement pour son organisation, t. III, p. 238. Voyez *Mines*.

**SALUBRITÉ publique.** Explications sur plusieurs dispositions du décret relatif aux formalités à remplir par les entrepreneurs d'établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 285. — Nomenclature de ces établissemens, et désignation des classes dans lesquelles ils doivent être placés, t. II, p. 287. — Nouvelles mesures de précaution, t. II, p. 569.

**SARDINES.** Instruction sur la préparation des roques employées comme amorces pour leur pêche, t. III, p. 212.

**SARRASIN.** Instruction sur son emploi pour suppléer à la farine de froment dans la fabrication du pain, t. III, p. 150.

**SAVON.** Mesures à prendre pour faire cesser l'usage des fausses tarcs dans le commerce de cette denrée, t. II, p. 289. — Le titre de la loi concernant les marques des fabriques relatif au savon de Marseille doit être affiché dans toutes les villes de fabriques, t. II, p. 421.

**SCEAUX.** Tous ceux des administrations dépendant du ministère de l'intérieur



doivent être exécutés à la monnaie des médailles, t. II, p. 513. — Demande aux préfets de l'état de ceux qui sont nécessaires pour leur département, *ibid.*

**SCIENCES.** Les dépenses allouées dans les budgets des villes et des départemens aux établissemens de sciences ne peuvent être modifiées sans une décision du ministre, t. III, p. 132. Voyez *Etablissemens scientifiques*.

**SECOURS à domicile.** Voyez *Bureaux de bienfaisance*.

**SECOURS aux indigens.** Instructions sur les secours à accorder et sur les travaux à faire exécuter pendant l'hiver, t. III, p. 123.

**SECOURS aux colons.** Voyez *Colons*.

**SECOURS (Caisses de).** Demande aux préfets de renseignemens sur les associations qui existent sous ce titre, t. II, p. 408.

**SECOURS pour accidens imprévus.** Il est nécessaire que le ministre soit instruit sur-le-champ des accidens qui peuvent donner droit à des secours, t. II, p. 396. — Règles à suivre pour leur distribution et leur emploi, t. II, p. 414.

**SECRÉTAIRES généraux de préfecture.** Les préfets ne peuvent leur nommer des adjoints, t. I, p. 370. — Leur suppression, t. III, p. 208. — Leur rétablissement, t. IV, p. 100.

**SEL.** Les mines ne peuvent être exploitées sans une autorisation formelle du Gouvernement, t. I, p. 155. — Règlement pour les usines où se traitent les substances salines, t. I, p. 162. — Les raffineries sont comprises dans la troisième classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 288. — Arrêté du ministre sur l'exploitation des terres pyriteuses et vitrioliques destinées à la fabrication des sels, t. II, p. 290. Voyez *Mines, Usines*.

**SÉMINAIRES.** Demande aux évêques de renseignemens sur les séminaires, t. II, p. 4. — Établissement de bourses et demi-bourses aux frais du trésor dans les séminaires diocésains, t. II, p. 56. — Les évêques doivent envoyer chaque année un état de la situation financière des séminaires, t. II, p. 61. — Les professeurs doivent signer la déclaration du clergé de 1682, t. II, p. 80. — Demande aux évêques de renseignemens sur les petits séminaires, t. II, p. 140. — Diplôme à prendre par les élèves, t. II, p. 157. — Envoi de modèles de comptes de la recette et de la dépense, t. II, p. 492. — Les archevêques et les évêques seuls ont le droit d'établir et de diriger les petits séminaires, t. III, p. 80. — On ne doit s'y occuper que de l'étude de la théologie, t. IV, p. 33. — Les candidats aux bourses et demi-bourses doivent être munis d'un diplôme de bachelier ès-lettres, *ibid.* — Nécessité d'augmenter les revenus des séminaires, et les traitemens des directeurs et professeurs, par des allocations votées par les conseils généraux, t. IV, p. 69.

**SERVIS.** Encouragemens et récompenses à ceux qui en feront, t. 1, p. 11.

**SÉPULTURES.** Instruction générale sur la police des cimetières, t. 1, p. 323. —

Les concessions de terrains ne peuvent être faites qu'à la charge de donations en faveur des pauvres ou des hospices, t. 1, p. 325. — Les différens cultes d'une même commune doivent avoir des endroits particuliers, t. 1, p. 326.

Voyez *Inhumations*.

**SERMENS.** Formule de celui que doivent prêter les fonctionnaires de l'ordre administratif, t. III, p. 57.

**SILVESTRE.** Son instruction sur la manière de conserver les pommes de terre, t. III, p. 257.

**SOCIÉTÉ royale et centrale d'agriculture.** Relations que doivent entretenir avec elles les sociétés départementales, t. II, p. 568. — Instruction sur l'emploi des grains nouvellement récoltés, rédigée par une commission de la société, t. III, p. 225. — Instruction sur la manière de conserver les pommes de terre, t. III, p. 257.

**SOCIÉTÉ royale pour l'amélioration des prisons.** — Ordonnance du Roi qui l'approuve, t. III, p. 510.

**SOCIÉTÉS anonymes.** Instruction sur l'exécution de l'article 37 du Code de commerce, relatif à ces sociétés, t. II, p. 63. — Instruction du ministre sur les demandes en autorisation et approbation, t. III, p. 266. — Solution de plusieurs questions proposées au ministre, t. III, p. 348. — Sociétés anonymes en général, t. III, p. 349. — Sociétés d'assurances en général, t. III, p. 353. — Sociétés d'assurances maritimes, *ibid.* — Assurances sur la vie, t. III, p. 354. — Assurances contre l'incendie, t. III, p. 355. — Ne peuvent commencer leurs opérations sans une autorisation spéciale, t. III, p. 418.

**SOCIÉTÉS d'assurances mutuelles.** Voyez *Assurances mutuelles*.

**SŒURS de la charité.** Convocation d'un chapitre général des établissemens de sœurs à l'effet de nommer des députés qui se rendront à Paris, t. II, p. 56.

**SOLDES de retraite.** Voyez *Pensions*.

**SOUFRE** (Distillations du). Comprises dans la première classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**SOUPEs économiques.** Instruction sur la construction des fourneaux et sur la fabrication des soupes, t. II, p. 295. — Composition des soupes, t. II, p. 297. — Proportion et coût des substances qui servent à faire les soupes, t. II, p. 299. — Manière de les préparer, *ibid.* — Construction des fourneaux, t. II, p. 300. — Description d'un fourneau de campagne destiné à faire cuire économiquement des soupes aux légumes pour deux cent cinquante personnes, t. II, p. 303. — Introduction dans les hospices, t. II, p. 350. — Emploi des revenus dépendant de la dotation des bureaux de bienfaisance en soupes économiques, t. II, p. 579.

SOURCES minérales. Voyez *Eaux minérales*.

SOUS-PRÉFECTURES. Mode de paiement des abonnemens et loyers t. II, p. 56.

— Demande de renseignemens pour leur fixation définitive, *ibid.*

SOUS-PRÉFETS. Ont part aux gratifications accordées sur les fonds départementaux restés libres, t. II, p. 224. — Sont responsables des abus qui pourraient avoir lieu dans la comptabilité communale, t. II, p. 292. — Époques auxquelles ils doivent vérifier les caisses, t. II, p. 293. — Sont autorisés à assister aux séances des conseils d'arrondissement, t. III, p. 183. — Ne peuvent les présider, *ibid.* — N'ont que voix consultative, *ibid.* — Doivent faire une tournée au moins une fois par an dans leur arrondissement, t. III, p. 264. — Conduite qu'ils doivent tenir aux séances des conseils d'arrondissement, t. III, p. 299. — Formalités à remplir pour obtenir des congés, t. IV, p. 13.

SPECTACLES. Rappel des lois relatives à la rétribution accordée aux auteurs, t. I, p. 36. — Les seuls ouvrages dont la représentation à Paris a été autorisée peuvent être joués dans les départemens, t. I, p. 89. — Instructions relatives à diverses dispositions d'un arrêté qui proroge pour un an les droits sur les spectacles et fêtes publiques, t. I, p. 106. — Soins à prendre pour la composition du répertoire dans les départemens, t. I, p. 209. — Aucune pièce ne peut être jouée sur aucun théâtre sans l'approbation de l'autorité supérieure, t. I, p. 211. — Le répertoire doit être arrêté pour chaque trimestre par le ministre, *ibid.* — Arrêté qui proroge pour un an les droits des pauvres, t. I, p. 224. — Instruction sur la perception de ces droits, *ibid.* — Les billets d'entrée *gratis* ne sont pas assujettis au paiement de la taxe au profit des pauvres, t. I, p. 418. — Règlement général pour les théâtres, t. II, p. 25. — Prorogation pour l'année 1808 des droits établis en faveur des pauvres, t. II, p. 58. — Il est défendu aux entrepreneurs de spectacles dits *de curiosités* de représenter aucun ouvrage appartenant à l'art dramatique, t. II, p. 91. — Le droit en faveur des pauvres est prorogé pour l'année 1809, t. II, p. 137; = pour l'année 1810, t. II, p. 165. — Mesures à prendre pour le paiement exact de la rétribution connue sous le nom de *part d'auteur*, t. II, p. 398. — Demande aux préfets de renseignemens sur les différentes entreprises théâtrales, t. II, p. 415. — Mesures à prendre pour assurer la régularité et l'uniformité du service, t. II, p. 457. — Conditions à imposer aux directeurs, *ibid.* — Avantages à leur accorder, t. II, p. 458. — Instruction sur les théâtres, t. II, p. 516. — Nouvelle fixation de l'année théâtrale, t. II, p. 566. — Nécessité d'en régulariser le service, t. III, p. 27. — Surveillance et action des préfets, *ibid.*

STATISTIQUE. Les préfets doivent envoyer tous les mois au ministère une notice sur l'état des principaux genres d'industrie de leur département, t. II, p. 281.

SUBSISTANCES. Rappel des lois relatives à la libre circulation dans l'intérieur, t. I, p. 107. — Les soumissions pour expédition d'un port à l'autre ne seront admises que sur l'avis du receveur de la douane, t. I, p. 191.



**SUBSTANCES vénéneuses.** Voyez *Poisons*.

**SUBSTITUTIONS d'enfans.** Voyez *Enfans trouvés*.

**SUCCURSALES.** Voyez *Culte catholique*.

**SUIFFAGE des cuirs.** Voyez *Cuir*.

**SUISSE.** Les autorités françaises ne doivent pas correspondre directement avec les gouvernemens cantonaux, t. IV, p. 37. — Il ne doit être répondu aux demandes de certificats d'origine que par l'intervention des légations, *ibid.*

**SULFATE de fer.** Arrêté du ministre sur l'exploitation des terres pyriteuses et vitrioliques destinées à la fabrication du sulfate, t. II, p. 290.

## T

**TABAC.** Voyez *Droits réunis*.

**TABATIÈRES en carton** (Fabriques de). Comprises dans la seconde classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**TABLES décennales.** Voyez *État civil*.

**TARIF des douanes.** Voyez *Douanes*.

**TAXES locales.** Voyez *Comptabilité communale*.

**TERRES ensemençées.** Effet des inondations sur celles ensemençées en grains, t. I, p. 58. Voyez *Agriculture*.

**TERRES inondées.** Demande aux préfets de renseignemens sur celles existant dans leur département, t. II, p. 81.

**TERRES labourées** (Renversement des). Voyez *Agriculture*.

**TESSIER.** Envoi dans les départemens de son instruction sur l'éducation des bêtes à laine en général, et en particulier de la race des mérinos, t. II, p. 189.

**TESTAMENS.** Les personnes attachées au service des dépôts de mendicité ne peuvent recevoir de legs faits par des malades qu'elles auront soignés, t. II, p. 121.

**THÉÂTRES.** Voyez *Spectacles*.

**THÉOLOGIE.** Voyez *Cultes*.

**TIMBRE.** Les procès-verbaux pour délits de grande voirie doivent être visés pour timbre, t. I, p. 400. — Les demandes à l'effet d'obtenir des brevets d'invention doivent être timbrées, t. I, p. 473. — Les pièces produites par les receveurs municipaux à l'appui de leurs comptes doivent être timbrées, t. II, p. 98. — Les registres de la comptabilité communale tenus pour ordre seulement ne sont pas soumis au timbre, t. II, p. 424. — Les frais de timbre des journaux et des comptes des receveurs communaux sont à la charge des communes, *ibid.* —



Délivrance à crédit des papiers timbrés nécessaires pour les registres de l'état civil, t. II, p. 548. — Nécessité d'allouer des fonds aux budgets communaux pour empêcher que cet abus ne se renouvelle, *ibid.* — Les communes ne peuvent obtenir aucune espèce de dispense ou de crédit pour les feuilles de papier timbré qui leur sont nécessaires, t. III, p. 116. — Le droit des feuilles dont les communes ont besoin pour leur service doit être annuellement acquitté sur les fonds alloués pour les frais d'administration au budget de l'année précédente, t. III, p. 195.

**TIMBRES.** Tous ceux des administrations dépendant du ministère de l'intérieur doivent être exécutés à la monnaie des médailles, t. II, p. 513. — Demande aux préfets de l'état de ceux qui sont nécessaires pour leur département, *ibid.*

**TISSUS de coton.** Voyez *Coton, Douanes.*

**TISSUS français.** Voyez *Fabriques.*

**TONNEAUX.** Doivent indiquer leur contenance exacte, t. I, p. 239.

**TONTINES.** Voyez *Caisse d'épargnes.*

**TOURBES.** Mesures à prendre pour l'exploitation des tourbières, t. I, p. 124.

**TOURBIÈRES.** Ne peuvent être exploitées que par le propriétaire ou de son consentement, t. II, p. 195. — Formes à observer pour leur exploitation, t. II, p. 204. — Surveillance à exercer sur celles qui sont exploitées par des particuliers, t. II, p. 524. Voyez *Mines.*

**TRAITEMENS.** Le traitement d'un fonctionnaire démissionnaire ne doit lui être payé que jusqu'au jour de la date de sa démission, t. II, p. 20. — Instruction sur l'exécution de la loi relative à la cumulation de traitemens, t. III, p. 55.

**TRANSACTIONS.** Mode à suivre pour celles entre les communes et les particuliers, t. I, p. 306. — Il doit être fait dans les bureaux des préfectures trois copies de celles dont l'approbation est sollicitée auprès du Gouvernement par les communes et les hospices, t. II, p. 144.

**TRANSFÈREMENT des condamnés.** Voyez *Prisons.*

**TRANSIT.** La perception sous le nom d'*indemnité* sur les boissons ou marchandises en transit fait partie des revenus des villes, t. II, p. 240.

**TRAPISTES (Les).** Voyez *Associations religieuses.*

**TRAVAUX publics.** Marche à suivre pour les oppositions sur les fonds revenant aux entrepreneurs et aux adjudicataires, t. I, p. 461. — Les préfets sont autorisés à faire exécuter, dans certains cas, les additions reconnues nécessaires aux ouvrages approuvés par le ministre, t. II, p. 163. — Formes à suivre pour la direction et l'exécution des travaux qui ne sont point donnés à l'entreprise, t. II, p. 464. — Réorganisation de la commission mixte, t. III, p. 170.

— Envoi aux préfets de la carte indiquant la ligne de démarcation de la zone militaire, *ibid.* — Marche à suivre pour l'exécution des travaux mixtes, et pour les conférences auxquelles ils donnent lieu entre les ingénieurs et les officiers du génie, t. III, p. 438. — Envoi aux préfets des mémoires de M. Dutens sur les travaux publics de l'Angleterre, t. III, p. 502. — Causes des différences qui existent à cet égard entre la France et ce pays, *ibid.* Voyez *Bâtimens civils.*

**TRÉSOR royal.** Droit d'enregistrement des adjudications et marchés dont le prix est payé sur les fonds du trésor, t. III, p. 321.

**TRIBUNAUX de commerce.** Demande aux préfets des renseignemens nécessaires pour l'érection de ces tribunaux, t. II, p. 60. — Les notables électeurs des juges doivent être Français ou naturalisés, t. III, p. 264.

**TROUPES.** Il est défendu à toute force armée et aux autorités constituées d'aller au-devant des corps en marche hors des villes, t. III, p. 122.

**TUILERIES.** Comprises dans la seconde classe des établissemens qui répandent une odeur insalubre ou incommode, t. II, p. 287.

**TUTELLE.** L'article du Code civil qui dispense de la tutelle tout citoyen exerçant une fonction publique dans un département autre que celui où elle s'établit est applicable aux ecclésiastiques, t. I, p. 492.

## U

**USINES.** Marche à suivre pour obtenir l'autorisation nécessaire pour leur établissement sur les rivières et canaux, t. I, p. 15. — Examen des titres de leur propriété, t. I, p. 51. — Instruction générale sur leur exploitation, t. I, p. 154. — Formalités à remplir pour les permissions pour l'établissement de celles destinées à traiter le fer, t. I, p. 161; = pour celles où se traitent les substances salines, t. I, p. 162. — Leur suppression ou leur transformation en d'autres ateliers doit être autorisée par le Gouvernement, t. I, p. 163. — Permissions provisoires, *ibid.* — Les concessions ou permissions doivent être rendues publiques, t. I, p. 164. — Fixation des droits des concessionnaires ou permissionnaires, *ibid.*; = des devoirs des autorités envers eux, t. I, p. 165; = des obligations qui leur sont imposées, *ibid.* — Abandon des exploitations, t. I, p. 167. — t. I, p. 167. — Cas où il y a lieu de prononcer des déchéances, et formalités à remplir, *ibid.* — Les concessions ou permissions ne peuvent passer en d'autres mains, soit par cession ou transport, soit par héritage, sans l'autorisation du Gouvernement, t. I, p. 168. — Fixation des attributions respectives des tribunaux et du pouvoir administratif dans les discussions en matière d'usines, t. I, p. 169. — Renvoi aux préfets de toutes les demandes en concession pour les-

quelles toutes les formalités légales n'ont pas été remplies, t. II, p. 191. — Instruction générale sur l'exécution de la loi relative aux concessions, t. II, p. 193. — Formes à observer pour la mise en activité des usines pour le traitement des substances minérales, t. II, p. 205. — Changement d'état des usines, t. II, p. 207. — Droits des concessionnaires et des permissionnaires, *ibid.* — Leurs obligations, t. II, p. 209. — Obligation imposée aux propriétaires d'obtenir une permission pour la conservation de la jouissance des usines existantes, t. II, p. 351. — Mode d'instruction des demandes en permission, t. II, p. 389. — Instruction pour la rédaction des cahiers des charges à imposer aux concessionnaires, t. II, p. 418. — Règlement de police et mesures propres à prévenir les accidens auxquels les ouvriers sont exposés, t. II, p. 426. — Instructions sur le caractère des accidens et sur les secours qui doivent être administrés, t. II, p. 429. — Etat des médicamens qui doivent se trouver près des usines, t. II, p. 440. — Composition de la boîte de secours, t. II, p. 441. — Instruction générale sur les améliorations à apporter dans le service de l'administration, t. II, p. 519. — Surveillance à exercer sur les usines appartenant à des particuliers, t. II, p. 523; = sur les usines domaniales, t. II, p. 526. — Rappel de l'obligation pour les ingénieurs de dresser les projets d'affiches de demandes en permission, t. III, p. 395. Voyez *Mines*.

**USURPATIONS de biens communaux.** Sont jugées par les conseils de préfecture, t. II, p. 158.

**USURPATIONS de découvertes.** Mode de procéder contre elles, t. III, p. 232.

## V

**VACCINE.** Mesures à prendre pour sa propagation, t. I, p. 277. — Nouvelles observations sur ses avantages et sur les moyens de la propager, t. I, p. 307. — Arrêté du ministre portant création d'une société centrale de vaccine, t. I, p. 310. — Envoi aux préfets du modèle d'un tableau à transmettre dans le premier trimestre de chaque année pour les vaccinations pratiquées pendant l'année précédente, t. II, p. 410. — Prix accordés à ceux qui se seront distingués par leur zèle pour sa propagation, t. II, p. 550. — Mesures à prendre pour en répandre l'usage, *ibid.* — Demande aux préfets d'un tableau des vaccinations opérées dans leur département pendant le cours de chaque année, t. II, p. 551. — Les préfets doivent adresser, chaque année au ministère, dans le courant du premier trimestre, un tableau des vaccinations pratiquées dans leur département pendant l'année précédente, t. III, p. 1. — Rappel de l'envoi des états trimestriels, t. III, p. 250. — L'entrée des hôpitaux ne doit point être fermée aux individus non vaccinés, t. IV, p. 161.

**VAGABONDS.** Mesures à prendre contre eux, t. I, p. 208. — Les préfets peuvent



faire acquitter sans l'autorisation du ministre le paiement des secours qui leur sont attribués, t. III, p. 3.

**VASES sacrés.** Voyez *Fabriques des églises*.

**VÉROLE (Petite).** L'entrée des églises doit être interdite aux enfans qui en sont attaqués, t. II, p. 223.

**VERRERIES.** Surveillance à exercer sur celles qui sont exploitées par des particuliers, t. II, p. 524.

**VÉTÉRINAIRES.** Doivent faire leur déclaration avant de traiter aucun animal attaqué de la morve ou autre maladie contagieuse, t. I, p. 3. — Fonds sur lesquels doivent être payés ceux employés par les administrations, t. I, p. 4. Voyez *Maréchaux vétérinaires, Médecins vétérinaires, Écoles vétérinaires, &c.*

**VICAIRES.** Fixation du nombre de ceux habitués à chaque église, t. II, p. 375. — Fixation et mode de paiement de leur traitement, *ibid.* et t. II, 455. — Désignation de ceux qui ont droit à une indemnité de 250 francs, t. III, p. 256. — Cette somme, accordée sous le titre de secours, doit être payée sans aucune déduction pour la pension, t. III, p. 298. — Les conseils généraux sont invités à leur voter des indemnités en remplacement des supplémens de traitement supprimés par la loi, t. III, p. 492. — Augmentation de l'indemnité annuelle, t. IV, p. 159. Voyez *Culte catholique*.

**VICAIRES généraux.** Leur traitement court à compter du jour de leur nomination, t. III, p. 2. — Fixation de leur traitement, t. IV, p. 151.

**VICAT.** Envoi dans les départemens de ses *Recherches expérimentales sur les chaux de construction, sur les bétons et les mortiers ordinaires*, t. III, p. 326.

**VIE (Assurances sur la).** Peuvent être autorisées, t. III, p. 354. — Leur but et leurs obligations, *ibid.*

**VILLES.** Mesures à prendre pour l'alignement des rues, t. II, p. 96. — Les alignemens de celles qui forment la traverse des grandes routes sont soumis au Gouvernement, t. II, p. 145. — Il ne faut qu'un rapport général pour chaque ville, *ibid.* — Formalités à remplir pour obtenir des armoiries, t. II, p. 148. — Sont chargés des frais d'entretien et de réparation des bâtimens militaires qui leur ont été cédés en toute propriété, t. II, p. 188. — Les ingénieurs des ponts et chaussées sont chargés de la direction des travaux à faire aux bâtimens et établissemens militaires dans les villes non fortifiées, t. II, p. 347. — Suite à donner aux réclamations contre l'alignement des rues, t. II, p. 407. — Instructions pour l'établissement des plans, *ibid.* — Nouvelles instructions pour la confection des plans, t. II, p. 472. — Les villes du royaume reprennent leurs anciennes armoiries, t. II, p. 556. — Formalités à remplir pour en obtenir de nouvelles, *ibid.* — Fixation d'une nouvelle échelle pour les plans d'alignement,



t. II, p. 567. — Instruction pour la mise au net et le format des plans de villes qui doivent être levés pour l'alignement des rues, t. II, p. 575.

**VILLES de garnison.** Les conseils généraux peuvent voter, concurremment avec les conseils municipaux, les dépenses nécessaires pour fournir aux garnisons un champ de manœuvres, t. IV, p. 71.

**VILLES de guerre.** Arrêté relatif à la nomination et au salaire des portiers-consignes, t. I, p. 288.

**VILMORIN.** Son instruction sur la manière de conserver les pommes de terre, t. III, p. 257.

**VINAIGRE.** Poursuites à diriger contre les fabricans qui ajoutent à leurs vinaigres des acides minéraux, ou qui y introduisent des mèches soufrées, pour en augmenter la force, t. II, p. 177. — Instruction sur les moyens de reconnaître ceux qui contiennent de l'acide sulfurique, t. II, p. 178.

**VINS.** Voyez *Contributions indirectes*.

**VITESSE.** Effets relatifs à la vitesse sous le rapport de la pression et du frottement, t. II, p. 540.

**VITRIOLIQUES (Terres).** Arrêté sur leur exploitation, t. II, p. 290.

**VOIRIE (Grande).** Instruction sur l'exécution des lois relatives aux contraventions, t. I, p. 207. — Solution de plusieurs questions sur l'exécution de la loi relative aux contraventions, t. I, p. 243. — Lettre du ministre de la justice sur cet objet, t. I, p. 245. — Les procès-verbaux de délits doivent être visés pour timbre et enregistrés en débet, t. I, p. 400; t. II, p. 138. — Mode de paiement des frais de poursuite, t. II, p. 139. — Mode de recouvrement des amendes, *ibid.* — Les arrêtés des conseils de préfecture sont exécutoires par voie de contrainte et de garnisaires, *ibid.* — Mesures à prendre pour réprimer les contraventions, t. III, p. 95 et 99. — Les décisions des conseils de préfecture doivent produire les mêmes effets que les jugemens des tribunaux, et être signifiées aux parties par huissiers, t. III, p. 117. — Mode de paiement de la part attribuée aux agens des ponts et chaussées dans les amendes prononcées pour contraventions, t. III, p. 368. — Mode de procéder dans le jugement des contraventions, t. III, p. 404. — Attributions des maires et des conseils de préfecture, *ibid.* — Mesures arrêtées pour faciliter aux agens des ponts et chaussées qui constatent des contraventions les moyens de toucher la portion qui leur est attribuée sur les amendes prononcées, t. IV, p. 45.

**VOITURES.** Voyez *Roulage*.

**VOITURES publiques.** Fixation des chargemens et largeur de jantes, t. III, p. 45. Voyez *Messageries*.

**VOYAGEURS.** Surveillance plus active à exercer, t. IV, p. 23. Voyez *Passeports*.

**VOYAGEURS indigens.** Voyez *Mendians*.

## Z

**ZINC.** Inconvénients de son emploi, t. II, p. 446. — Aucune mesure de capacité pour les liquides, faite avec ce métal, ne peut être admise à la vérification *ibid.*

**ZÔNE militaire.** Envoi aux préfets de la carte indiquant la ligne de sa démarcation, t. III, p. 170. — Exécution des dispositions relatives aux travaux projetés dans son étendue, t. III, p. 519.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.



University of California  
SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY  
305 De Neve Drive - Parking Lot 17 • Box 951388  
LOS ANGELES, CALIFORNIA 90095-1388

Return this material to the library from which it was borrowed.

---



UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



**A** 000 921 227 5



U